Assemblée Nationale

RECUEIL DES LOIS

RÉSOLUTIONS

1999

III

ASSEMBLÉE
NATIONALE

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

ONZIÈME LÉGISLATURE

PREMIÈRE PARTIE

RECUEIL DES LOIS

promulguées entre le 1er octobre 1999 et le 31 décembre 1999

LOIS ADOPTÉES EN APPLICATION DU TITRE V DE LA CONSTITUTION

18 octobre 1999. – Loi n° 99-882 relative à la substitution, à l'expression « aux opérations effectuées en Afrique du Nord », de l'expression « à la guerre d'Algérie ou aux combats en Tunisie et au Maroc ». (*J.O.* du 20 octobre 1999.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Assemblée nationale. – *Propositions de loi* (nos 1293, 1392, 1558). – *Rapport de M. Alain Néri, au nom de la commission des affaires culturelles* (no 1672). – *Discussion et adoption le 10 juin 1999* (T.A. no 334).

Sénat. – *Proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale* (no 418, 1998-1999). – *Rapport de M. Marcel Lesbros, au nom de la commission des affaires sociales* (no 499, 1998-1999). – *Discussion et adoption le 5 octobre 1999* (T.A. no 1).

TITRE Ier

MODIFICATION DU CODE DES PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITÉ ET DES VICTIMES DE LA GUERRE

Article 1er

L'article L. 1er *bis* du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre est ainsi rédigé :

« *Art. L. 1er* bis. – La République française reconnaît, dans des conditions de stricte égalité avec les combattants des conflits antérieurs, les services rendus par les personnes qui ont participé sous son autorité à la guerre d'Algérie ou aux combats en Tunisie et au Maroc entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962.

« Elle leur accorde vocation à la qualité de combattant et au bénéfice des dispositions du présent code. »

Article 2

Le deuxième alinéa de l'article L. 243 du même code est ainsi rédigé :

« Ces dispositions sont également applicables aux membres des forces supplétives françaises ayant participé à la guerre d'Algérie ou aux combats en Tunisie et au Maroc entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962 ainsi qu'à leurs ayants cause lorsque les intéressés possèdent

la nationalité française à la date de présentation de leur demande ou sont domiciliés en France à la même date. »

Article 3

Dans le premier alinéa de l'article L. 253 *bis* du même code, après les mots : « caractère spécifique », les mots : « des opérations effectuées en Afrique du Nord » sont remplacés par les mots : « de la guerre d'Algérie ou des combats en Tunisie et au Maroc ».

Article 4

Dans le premier alinéa de l'article L. 401 *bis* du même code, après les mots : « ayant participé », les mots : « aux opérations effectuées en Afrique du Nord » sont remplacés par les mots : « à la guerre d'Algérie ou aux combats en Tunisie et au Maroc ».

TITRE II

MODIFICATION DU CODE DE LA MUTUALITÉ

Article 5

Dans le septième alinéa (6°) de l'article L. 321-9 du code de la mutualité, après les mots : « pris part », les mots : « aux opérations d'Afrique du Nord » sont remplacés par les mots : « à la guerre d'Algérie ou aux combats en Tunisie et au Maroc ».

22 octobre 1999. – Loi n° 99-894 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense. (*J.O.* du 23 octobre 1999.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Sénat. – *Projet de loi* (n° 171, 1998-1999). – *Rapport de M. Serge Vinçon, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 355, 1998-1999). – *Discussion et adoption le 20 mai 1999* (T.A. n° 125).

Assemblée nationale. – *Projet de loi adopté par le Sénat* (n° 1618). – *Rapport de M. Michel Dasseux, au nom de la commission de la défense* (n° 1736). – *Discussion et adoption le 30 juin 1999* (T.A. n° 359).

Sénat. – *Projet de loi modifié par l'Assemblée nationale* (n° 477, 1998-1999). – *Rapport de M. Serge Vinçon, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 498, 1998-1999). – *Discussion et adoption le 13 octobre1999* (T.A. n° 7).

TITRE Ier

LA RÉSERVE MILITAIRE

CHAPITRE Ier

Dispositions générales

Section 1

Dispositions communes

Article 1er

Les citoyens concourent à la défense de la Nation. Ce devoir peut s'exercer par une participation à des activités militaires dans la réserve.

La réserve s'inscrit dans un parcours citoyen qui débute avec l'enseignement de défense et qui se poursuit avec la participation au recensement, l'appel de préparation à la défense, la préparation militaire et le volontariat. Ce parcours continu doit permettre à tout Français et à toute Française d'exercer son droit à contribuer à la défense de la Nation.

[22 octobre 1999]

La réserve a pour objet de renforcer les capacités des forces armées dont elle est une des composantes, d'entretenir l'esprit de défense et de contribuer au maintien du lien entre la Nation et ses forces armées. Elle est constituée :

1° D'une réserve opérationnelle comprenant des volontaires et, en fonction des besoins des armées, d'anciens militaires soumis à l'obligation de disponibilité à l'issue de leur lien au service ; lorsqu'ils appartiennent à la réserve opérationnelle :

– les volontaires doivent avoir souscrit un engagement agréé par l'autorité militaire et avoir reçu une affectation,

– les anciens militaires doivent avoir reçu une affectation ;

2° D'une réserve citoyenne comprenant les autres réservistes.

Les réservistes et leurs associations, relais essentiels du renforcement du lien entre la Nation et ses forces armées, ont droit à sa reconnaissance pour leur engagement à son service.

L'entreprise ou l'organisme qui a favorisé la mise en œuvre de la présente loi, notamment en signant une convention avec le ministre chargé des armées, peut se voir attribuer par arrêté ministériel la qualité de « partenaire de la défense nationale ».

Article 2

Pour être admis dans la réserve, il faut :

– être de nationalité française ;

– être âgé de dix-huit ans au moins ;

– être en règle au regard des obligations du service national ;

– ne pas avoir été condamné soit à une peine criminelle, soit dans les conditions prévues aux articles 384, 385 et 388 à 390 du code de justice militaire ;

– posséder l'aptitude pour exercer une activité dans la réserve.

Article 3

Conformément à l'article L. 114-1 du livre I[er] du code du service national, l'organisation générale de la réserve fait l'objet d'un enseignement obligatoire dans le cadre de l'enseignement de l'esprit de défense et des programmes des établissements d'enseignement du second degré des premier et second cycles.

Un rappel de cet enseignement est effectué à l'occasion de l'appel de préparation à la défense.

Article 4

Les volontaires sont admis dans la réserve, directement ou à l'issue d'une préparation militaire, en qualité de militaire du rang, de sous-officier ou officier marinier, d'officier ou de personnel assimilé. Les militaires rendus à la vie civile conservent le grade qu'ils détenaient en activité.

L'un des objets de la préparation militaire est de pourvoir au recrutement de la réserve et, pour ce faire, elle est ouverte à tout citoyen volontaire pour servir dans ce cadre dans les conditions prévues par la présente loi.

Article 5

Les limites d'âge des réservistes sont celles des cadres d'active définies par le statut général des militaires augmentées de cinq ans. Pour les militaires du rang, la limite d'âge est de quarante ans.

Article 6

Ont la qualité de militaires les réservistes quand ils exercent une activité pour laquelle ils sont convoqués en vertu de leur engagement à servir dans la réserve opérationnelle ou au titre de la disponibilité.

Article 7

En dehors des activités de service mentionnées à l'article précédent, tout réserviste ou ancien réserviste qui a obtenu l'honorariat peut être admis à participer bénévolement à des activités définies ou agréées par l'autorité militaire, parmi lesquelles figurent des actions destinées à renforcer le lien entre la Nation et son armée. Il est alors collaborateur bénévole du service public. Il est soumis à l'obligation d'obéissance hiérarchique et de discrétion pour tout ce qui concerne les faits et informations dont il a connaissance au titre de ces activités.

Section 2

Dispositions relatives aux volontaires pour servir dans la réserve opérationnelle

Article 8

L'engagement à servir dans la réserve opérationnelle est souscrit pour une durée de un à cinq ans renouvelable en vue :

– de recevoir une formation ou de suivre un entraînement ;

– d'apporter un renfort temporaire aux forces armées ;

– de dispenser un enseignement de défense.

L'engagement à servir dans la réserve opérationnelle est concrétisé par un contrat liant le réserviste, notamment au regard des activités de défense.

Ces missions peuvent s'exercer en dehors du territoire national.

Article 9

Les forces armées peuvent avoir recours à des spécialistes volontaires pour exercer des fonctions déterminées correspondant à leur qualification professionnelle civile, sans formation militaire spécifique.

[22 octobre 1999]

Le grade attaché à l'exercice de cette fonction de spécialiste dans la réserve opérationnelle est conféré par arrêté du ministre chargé des armées. Il ne donne pas droit à l'exercice du commandement hors le cadre de la fonction exercée.

Article 10

La durée des activités à accomplir au titre de l'engagement à servir dans la réserve opérationnelle est arrêtée conjointement par l'autorité militaire d'emploi et le réserviste sans pouvoir excéder trente jours par année civile sauf application des dispositions relatives à la disponibilité.

Le réserviste peut s'absenter de son poste de travail ou de l'organisme au sein duquel il poursuit une formation, dans la limite de cinq jours ouvrés par année civile, au titre de ses activités militaires, sous réserve de prévenir l'employeur de son absence un mois au moins avant son départ.

Article 11

Lorsque le réserviste accomplit son engagement à servir dans la réserve opérationnelle pendant son temps de travail et que les activités prévues à l'article 10 dépassent cinq jours ouvrés par année civile, il doit obtenir l'accord de son employeur, sous réserve de dispositions plus favorables, résultant du contrat de travail, de conventions ou accords collectifs de travail, de conventions conclues entre l'employeur et le ministre chargé des armées.

La demande d'accord doit être formulée avec un préavis de deux mois. Si l'employeur oppose un refus, cette décision doit être motivée et notifiée à l'intéressé ainsi qu'à l'autorité militaire dans les quinze jours qui suivent la réception de la demande.

Article 12

En cas de nécessité liée à l'emploi opérationnel des forces, les activités dans la réserve opérationnelle peuvent être prolongées par décision de l'autorité administrative, pour une durée qui ne peut excéder quatre-vingt-dix jours par année civile, après accord du réserviste et de son employeur.

Pour l'encadrement de la préparation militaire et de la journée d'appel de préparation à la défense, les activités dans la réserve opérationnelle peuvent être prolongées dans les mêmes conditions qu'à l'alinéa précédent pour une durée maximale de trente jours.

En tout état de cause, la durée des activités dans la réserve opérationnelle ne peut excéder cent vingt jours sous réserve des dispositions relatives à la disponibilité.

Article 13

Les conditions de souscription, d'exécution et de résiliation des engagements à servir dans la réserve opérationnelle, les modalités d'accès et d'avancement aux différents grades et les règles relatives à l'honorariat sont précisées par décret en Conseil d'Etat.

[22 octobre 1999]

Section 3

Dispositions relatives à la disponibilité

Article 14

Sont soumis à l'obligation de disponibilité :

– les volontaires pendant la durée de validité de leur engagement dans la réserve opérationnelle ;

– les anciens militaires de carrière ou sous contrat et les personnes qui ont accompli un volontariat dans les armées, dans la limite de cinq ans à compter de la fin de leur lien au service.

Article 15

Les anciens militaires mentionnés à l'article précédent peuvent être convoqués, afin de contrôler leur aptitude, pour une durée qui ne peut excéder cinq jours sur cinq ans.

Article 16

Les personnes soumises à l'obligation de disponibilité sont tenues de répondre, dans les circonstances définies par les articles 17 et 18, aux ordres d'appel individuels ou collectifs et de rejoindre leur affectation pour servir au lieu et dans les conditions qui leur sont assignés.

Article 17

En cas d'application des articles 2 et 6 de l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 portant organisation générale de la défense, l'appel ou le maintien en activité de tout ou partie des réservistes soumis à l'obligation de disponibilité peut être décidé par décret en Conseil des ministres.

Article 18

En cas de troubles graves ou de menaces de troubles graves à l'ordre public, le ministre chargé des armées peut être autorisé par décret à faire appel, pour une durée déterminée, à tout ou partie des réservistes de la gendarmerie nationale soumis à l'obligation de disponibilité.

Section 4

Dispositions relatives à la réserve citoyenne

Article 19

La réserve citoyenne a pour objet d'entretenir l'esprit de défense, de renforcer le lien entre la Nation et ses forces armées et de fournir, dans les conditions prévues à l'article 21, les renforts nécessaires à la réserve opérationnelle.

Article 20

La réserve citoyenne est composée de volontaires agréés par l'autorité militaire qui n'ont pas reçu d'affectation dans la réserve opérationnelle, ainsi que des anciens militaires soumis à l'obligation de disponibilité et non affectés dans la réserve opérationnelle. Peuvent également être versés, sur leur demande, dans la réserve citoyenne les volontaires ayant servi dans la réserve opérationnelle au terme de leur engagement ainsi que les anciens militaires au terme de la période d'obligation de disponibilité suivant la fin de leur lien avec le service.

Article 21

Sous réserve des dispositions de la section 3 et en fonction des besoins des forces armées, l'autorité militaire peut faire appel aux volontaires de la réserve citoyenne pour, avec leur accord, les affecter dans la réserve opérationnelle. Les intéressés souscrivent alors un engagement à servir dans la réserve opérationnelle.

CHAPITRE II

Dispositions sociales et financières

Article 22

Les réservistes, quand ils exercent une activité au titre de leur engagement dans la réserve opérationnelle

ou au titre de la disponibilité, bénéficient de la solde et des accessoires qui s'y attachent dans les mêmes conditions que les militaires professionnels.

Les réservistes exerçant une activité au titre de leur engagement dans la réserve opérationnelle peuvent, en outre, bénéficier d'une prime de fidélité ainsi que d'autres mesures d'encouragement dans des conditions fixées par décret. Le montant de la prime de fidélité est le même quel que soit le grade.

Article 23

Pendant la période d'activité dans la réserve opérationnelle, l'intéressé bénéficie, pour lui et pour ses ayants droit, des prestations des assurances maladie, maternité, invalidité et décès, dans les conditions visées à l'article L. 161-8 du code de la sécurité sociale, du régime de sécurité sociale dont il relève en dehors de son service dans la réserve.

Dans les situations prévues à l'article 24, le délai mentionné à l'article L. 161-8 précité n'est opposable ni à l'intéressé ni à ses ayants droit.

Article 24

Par dérogation aux dispositions de l'article 12, en cas de disparition, d'enlèvement ou s'ils sont faits prisonniers pendant qu'ils exercent une activité dans la réserve opérationnelle, les réservistes conservent leur qualité de militaire jusqu'à leur réapparition ou leur libération, jusqu'au jugement déclaratif d'absence ou l'établissement officiel de leur décès.

Article 25

Aucun licenciement ou déclassement professionnel, aucune sanction disciplinaire ne peuvent être prononcés à l'encontre d'un réserviste en raison des absences résultant de l'application des dispositions de la présente loi.

Article 26

Le contrat de travail du salarié exerçant une activité dans la réserve opérationnelle pendant son temps de travail est suspendu pendant la période en cause.

Toutefois, cette période est considérée comme une période de travail effectif pour les avantages légaux et conventionnels en matière d'ancienneté, d'avancement, de congés payés et de droits aux prestations sociales.

Article 27

Les fonctionnaires, quand ils exercent une activité dans la réserve opérationnelle, sont placés en position d'accomplissement du service national et des activités dans la réserve opérationnelle lorsque la durée de leur service est inférieure ou égale à trente jours par année civile, et en position de détachement pour la période excédant cette durée.

La situation des agents publics non titulaires est définie par décret en Conseil d'Etat.

[22 octobre 1999]

Article 28

Le réserviste victime de dommages subis dans le service ou à l'occasion du service et, en cas de décès, ses ayants droit, obtiennent de l'Etat, lorsque la responsabilité de ce dernier est engagée, la réparation intégrale du dommage subi, suivant les règles du droit commun.

TITRE II

DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA RÉSERVE MILITAIRE

Article 29

Il est institué un Conseil supérieur de la réserve militaire, chargé d'émettre des avis et des recommandations dans le domaine de la politique des réserves.

Il a pour missions :

– de participer à la réflexion sur le rôle des réserves dans le cadre de la réforme de la défense et de la professionnalisation des armées ;

– de participer, dans le cadre d'un plan d'action soumis par le ministre de la défense, à la promotion de l'esprit de défense et au développement du lien entre la Nation et ses forces armées ;

– de favoriser le développement d'un partenariat durable entre les forces armées, les réservistes et leurs employeurs ;

– d'examiner toute question d'ordre général relative à la mise en œuvre de la présente loi ;

– d'établir un rapport annuel, transmis au Parlement, évaluant l'état de la réserve militaire.

Article 30

Le Conseil supérieur de la réserve militaire est présidé par le ministre de la défense ou, en cas d'empêchement, par le représentant qu'il désigne.

Il comprend des représentants :

– de l'Assemblée nationale et du Sénat, désignés par le président de leur assemblée ;

– des forces armées ;

– des associations de réservistes agréées par arrêté du ministre de la défense ;

– des organisations professionnelles représentatives des salariés, des entreprises agricoles, industrielles et commerciales, des professions artisanales et libérales et des fonctions publiques.

Il comprend en outre des personnalités désignées par le ministre de la défense en raison de leurs compétences.

Article 31

La durée du mandat des membres ainsi que l'organisation et le fonctionnement du Conseil supérieur de la réserve militaire sont définis par décret.

TITRE III

LE SERVICE DE DÉFENSE

Article 32

Le service de défense est destiné à assurer la continuité de l'action du Gouvernement, des directions et services de l'Etat, des collectivités territoriales et des organismes qui leur sont rattachés, ainsi que des entreprises et établissements dont les activités contribuent à la défense, à la sécurité et à l'intégrité du territoire, de même qu'à la sécurité et la vie de la population.

Les catégories d'activités mentionnées au précédent alinéa sont précisées par décret.

Dans les circonstances prévues aux articles 2 et 6 de l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 précitée, le recours au service de défense est décidé par décret en Conseil des ministres.

Article 33

Les obligations du service de défense s'appliquent aux personnes âgées de dix-huit ans au moins, de nationalité française, sans nationalité ou bénéficiant du droit d'asile, ainsi qu'éventuellement aux ressortissants de l'Union européenne exerçant une des activités figurant au décret prévu au deuxième alinéa de l'article 32, à l'exception de celles qui ont reçu l'ordre de rejoindre leur affectation militaire ou civile.

Article 34

Les employeurs des personnes mentionnées à l'article 33 sont tenus de notifier à leur personnel, au moment du recrutement, qu'il est placé sous le régime du service de défense.

Article 35

Lors de la mise en œuvre du service de défense, les affectés collectifs de défense sont maintenus dans leur emploi habituel ou tenus de le rejoindre, s'ils ne sont pas appelés au titre de la réserve pour les besoins des forces armées.

Article 36

Lors de la mise en œuvre du service de défense, les affectés collectifs de défense continuent d'être soumis aux règles de discipline et aux sanctions fixées par les

statuts ou les règlements intérieurs de leur organisme d'emploi.

Article 37

Les modalités d'application des dispositions du présent titre sont déterminées par décret en Conseil d'Etat.

TITRE IV

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

CHAPITRE Ier

Dispositions pénales

Article 38

Est insoumis, et passible des peines prévues à l'article 397 du code de justice militaire, quiconque a été appelé ou maintenu à l'activité en application des articles 17, 18 et 35 de la présente loi par ordre d'appel individuel ou collectif et ne s'est pas présenté, hors le cas de force majeure, à la destination et dans les délais fixés.

Article 39

Est déserteur, à l'expiration des délais de grâce prévus aux articles 398 à 413 du code de justice militaire, et passible des peines que ces articles édictent quiconque a été appelé ou maintenu à l'activité en application des articles 17, 18 et 35 de la présente loi et s'est absenté sans autorisation ou n'a pas rejoint le poste auquel il a été affecté à l'issue d'une absence régulièrement autorisée.

Article 40

Est passible des peines prévues aux articles 447 et 448 du code de justice militaire quiconque a été appelé ou maintenu à l'activité en application des articles 17, 18 et 35 de la présente loi et a refusé d'obéir ou, hors le cas de force majeure, n'a pas exécuté l'ordre reçu de ceux qui avaient qualité pour le donner.

Article 41

Est coupable d'abandon de poste et passible des peines prévues à l'article 468 du code de justice militaire quiconque a été appelé ou maintenu à l'activité en application des articles 17, 18 et 35 de la présente loi et s'est irrégulièrement absenté du poste auquel il a été appelé à servir.

Article 42

Les dispositions des articles 94, 181 et 375 du code de justice militaire relatives au mode d'extinction de

l'action publique et au régime de la prescription des peines sont applicables aux personnes appelées ou maintenues à l'activité en application des articles 17, 18 et 35 de la présente loi.

CHAPITRE II

Dispositions finales

Article 43

Sans préjudice des dispositions du second alinéa de l'article 2 de la loi n° 97-1019 du 28 octobre 1997 portant réforme du service national, les Français qui sont soumis aux obligations du livre II du code du service national peuvent souscrire un engagement à servir dans la réserve opérationnelle au titre de la présente loi dès sa promulgation.

La souscription de cet engagement les dispense des obligations définies à la section 4 du chapitre I[er] du titre III du livre II du code du service national.

Article 44

Aucun établissement ou organisme de formation public ou privé ne peut prendre de mesure préjudiciable à l'accomplissement normal du cursus de formation entrepris par un étudiant ou un stagiaire qui exerce une activité au titre d'un engagement à servir dans la réserve

opérationnelle, à la suite d'un appel ou d'un rappel des personnes soumises à l'obligation de disponibilité en raison des absences qui résultent de cet engagement ou de cette obligation.

Article 45

I. – Après la section 4-2 du chapitre II du titre II du livre I[er] du code du travail, sont insérées des sections 4-3 et 4-4 ainsi rédigées :

« Section 4-3

« Dispositions particulières aux personnes exerçant une activité dans la réserve opérationnelle

« *Art. L. 122-24-5.* – Aucun employeur ne peut résilier le contrat de travail d'un salarié ou d'un apprenti qui exerce une activité au titre d'un engagement à servir dans la réserve opérationnelle ou à la suite d'un appel ou d'un rappel des personnes soumises à l'obligation de disponibilité en raison des absences qui résultent de cet engagement ou de cette obligation.

« *Art. L. 122-24-6.* – A l'issue d'une période d'activité au titre d'un engagement à servir dans la réserve opérationnelle ou à la suite d'un appel ou d'un rappel des personnes soumises à l'obligation de disponibilité, le salarié retrouve son précédent emploi.

« *Art. L. 122-24-7.* – La résiliation du contrat de travail ne peut être notifiée ou prendre effet pendant l'ac-

complissement d'une période d'activité au titre d'un engagement à servir dans la réserve opérationnelle ou à la suite d'un appel ou d'un rappel des personnes soumises à l'obligation de disponibilité.

« *Art. L. 122-24-8.* – Les périodes d'activité au titre d'un engagement à servir dans la réserve opérationnelle ou à la suite d'un appel ou d'un rappel des personnes soumises à l'obligation de disponibilité sont considérées comme des périodes de travail effectif pour les avantages légaux et conventionnels en matière d'ancienneté, d'avancement, de congés payés et de droits aux prestations sociales.

« Section 4-4

« Règles particulières aux personnes ayant souscrit un engagement à servir dans la réserve opérationnelle

« *Art. L. 122-24-9.* – Tout salarié ayant souscrit un engagement à servir dans la réserve opérationnelle bénéficie d'une autorisation d'absence de cinq jours ouvrés par année civile au titre de ses activités dans la réserve.

« Le réserviste salarié désirant bénéficier de cette absence doit présenter sa demande par écrit à son employeur un mois au moins à l'avance, en indiquant la date et la durée de l'absence envisagée.

« Au-delà de cette durée, le réserviste est tenu de requérir l'accord de son employeur avec un préavis de deux mois en précisant la date de son départ et la durée de la période qu'il souhaite accomplir, sous réserve de dispositions plus favorables résultant notamment de

conventions conclues entre l'employeur et le ministre chargé des armées.

« *Art. L. 122-24-10.* – Le refus de l'employeur d'accorder à un salarié l'autorisation de participer à une activité dans la réserve qui requiert son accord préalable doit être motivé et notifié à l'intéressé et à l'autorité militaire dans les quinze jours qui suivent la réception de sa demande. »

II. – Dans l'article L. 122-23 du code du travail, les mots : « conformément aux indications de l'article L. 122-10 » sont remplacés par les mots : « en sus de l'indemnité de licenciement ».

Article 46

L'article 9 de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Sont également exclues du montant des ressources servant au calcul de l'allocation les soldes, accessoires et primes mentionnés à l'article 22 de la loi n° 99-894 du 22 octobre 1999 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense. »

Article 47

La loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat est ainsi modifiée :

1° Le 5° de l'article 32 est complété par les mots : « et des activités dans la réserve opérationnelle » ;

2° L'intitulé de la section V du chapitre V est complété par les mots : « et des activités dans la réserve opérationnelle » ;

3° Au quatrième alinéa de l'article 53, après les mots : « instruction militaire », sont insérés les mots : « ou d'activité dans la réserve opérationnelle d'une durée inférieure ou égale à trente jours cumulés par année civile ».

Article 48

La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale est ainsi modifiée :

1° Le 5° de l'article 55 est complété par les mots : « et des activités dans la réserve opérationnelle » ;

2° L'intitulé de la section V du chapitre V est complété par les mots : « et des activités dans la réserve opérationnelle » ;

3° Au troisième alinéa de l'article 74, après les mots : « instruction militaire », sont insérés les mots : « ou d'activité dans la réserve opérationnelle d'une durée inférieure ou égale à trente jours cumulés par année civile ».

Article 49

La loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière est ainsi modifiée :

1° Le 5° de l'article 39 est complété par les mots : « et des activités dans la réserve opérationnelle » ;

2° L'intitulé de la section V du chapitre IV est complété par les mots : « et des activités dans la réserve opérationnelle » ;

3° Au quatrième alinéa de l'article 63, après les mots : « instruction militaire », sont insérés les mots : « ou d'activité dans la réserve opérationnelle d'une durée inférieure ou égale à trente jours cumulés par année civile ».

Article 50

Après le 3° de l'article 61 du code de justice militaire, il est inséré un 4° ainsi rédigé :

« 4° Les militaires de la réserve accomplissant un engagement à servir dans la réserve opérationnelle, ou qui font partie des personnes soumises à l'obligation de disponibilité appelées ou rappelées au service. »

Article 51

Le 3° de l'article L. 2 du code des pensions civiles et militaires de retraite est complété par les mots : « et les

militaires servant au titre d'un engagement à servir dans la réserve opérationnelle ou au titre de la disponibilité ».

Article 52

Le code du service national est ainsi modifié :

1° Au troisième alinéa de l'article L. 121-1 du livre Ier, la première phrase est complétée par les mots : « qui peut être fractionnée, si la nature de l'activité concernée le permet » ;

2° Il est inséré, dans le livre Ier, un article L. 121-2-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 121-2-1.* – Les Français qui ont accompli un volontariat dans les armées restent disponibles dans la réserve militaire, dans la limite de cinq ans à compter de la fin de leur volontariat. » ;

3° Les deuxième et troisième alinéas de l'article L. 114-12 du livre Ier sont supprimés ;

4° Il est inséré, après le chapitre IV du titre Ier du livre Ier, un chapitre V ainsi rédigé :

« *CHAPITRE V*

« La préparation militaire

« *Art. L. 115-1.* – La préparation militaire et la préparation militaire supérieure sont accessibles aux Fran-

çais libérés des obligations du service national âgés de moins de trente ans et ayant l'aptitude reconnue par le service de santé des armées pour suivre le cycle de formation correspondant.

« Cette préparation militaire consiste en une formation militaire dont la durée est fixée par l'autorité militaire en fonction des besoins de chaque force armée, arme et spécialité.

« *Art. L. 115-2.* – Tout Français victime de dommages subis pendant une période d'instruction ou à l'occasion d'une période d'instruction accomplie au titre d'un cycle de formation de la préparation militaire, et, en cas de décès, ses ayants droit, obtiennent de l'Etat, lorsque la responsabilité de ce dernier est engagée, la réparation intégrale du dommage subi, suivant les règles du droit commun. »

Article 53

La loi n° 72-662 du 13 juillet 1972 portant statut général des militaires est ainsi modifiée :

1° Dans le quatrième alinéa de l'article 10, après les mots : « service national », sont insérés les mots : « ou exerçant une activité dans la réserve opérationnelle » ;

2° Après le premier alinéa du I de l'article 19, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Les volontaires dans les armées et les élèves ayant le statut militaire en formation dans les écoles désignées par arrêté du ministre chargé des armées reçoivent une

rémunération fixée par décret qui peut être inférieure à la rémunération afférente à l'indice brut 203. » ;

3° Au troisième alinéa de l'article 101-1, la première phrase est complétée par les mots : « qui peut être fractionnée, si la nature de l'activité concernée le permet » ;

4° Le premier alinéa de l'article 104 est ainsi rédigé :

« Les conditions de recrutement et d'avancement des officiers, des sous-officiers et des militaires du rang de réserve sont fixées par décret en Conseil d'Etat. » ;

5° Après l'article 104, il est inséré un article 104-1 ainsi rédigé :

« *Art. 104-1.* – Les articles 4 à 8, 10 à 13, 15 à 22, 24, 25 (premier alinéa), 27 (1° et 3°), 50, 51, 53 (1°), 79, 91 et 93 sont applicables aux réservistes qui exercent une activité au titre d'un engagement à servir dans la réserve opérationnelle ou au titre de la disponibilité. » ;

6° Le *d* du I de l'annexe est ainsi rédigé :

« *d)* Médecins, pharmaciens, chimistes, vétérinaires biologistes et chirurgiens-dentistes des armées :

– médecin-chef des services hors classe – pharmacien chimiste-chef des services hors classe – vétérinaire biologiste-chef des services hors classe – chirurgien-dentiste-chef des services hors classe	62 ans

– médecin-chef des services de classe normale – pharmacien chimiste-chef des services de classe normale – vétérinaire biologiste-chef des services de classe normale – chirurgien-dentiste-chef des services de classe normale	60 ans
– médecin en chef et médecin principal – pharmacien chimiste en chef et pharmacien chimiste principal – vétérinaire biologiste en chef et vétérinaire biologiste principal – chirurgien-dentiste en chef et chirurgien-dentiste principal	59 ans
– médecin – pharmacien chimiste – vétérinaire biologiste – chirurgien-dentiste	56 ans. » ;

7° Le 1° du B du II de l'annexe est ainsi rédigé :

« 1° Militaires non officiers de la gendarmerie nationale :

« *a)* Sous-officiers de carrière :

Grades	Limites d'âges	
	Sous-officiers de la gendarmerie	Sous-officiers des corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale
Major	56 ans	56 ans
Adjudant-chef	55 ans	55 ans
Adjudant	55 ans	47 ans
Maréchal des logis-chef	55 ans	42 ans
Gendarme	55 ans	–
Maréchal des logis	–	42 ans

« Les musiciens de la garde républicaine peuvent, sur demande agréée, être maintenus en service au-delà de cette limite d'âge par périodes de deux ans renouvelables.

« *b)* Militaires non officiers engagés :

« La durée maximale des services des militaires non officiers engagés est fixée à vingt-deux ans. »

Article 54

L'article 5 de la loi n° 65-550 du 5 juillet 1965 relative au recrutement en vue de l'accomplissement du service national est abrogé.

[22 octobre 1999]

Les articles L. 86 à L. 94 et les articles L. 138 à L. 149 du livre II du code du service national sont abrogés.

Article 55

Il est institué une journée nationale du réserviste. Un décret en Conseil d'Etat fixera la date de cette journée.

Article 56

La présente loi est applicable en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, à Wallis-et-Futuna ainsi que dans la collectivité territoriale de Mayotte à l'exception des articles 45, 48 et 49.

[22 octobre 1999]

25 octobre 1999. – Loi n° 99-899 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer. (*J.O.* des 25 et 26 octobre 1999.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Assemblée nationale. – *Projet de loi* (n° 1623). – *Rapport de M. Jérôme Lambert, au nom de la commission des lois* (n° 1666). – *Discussion et adoption le 10 juin 1999* (T.A. n° 339).

Sénat. – *Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale* (n° 424, 1998-1999). – *Rapport de M. Jean-Jacques Hyest, au nom de la commission des lois* (n° 3, 1999-2000). – *Discussion et adoption le 12 octobre 1999* (T.A. n° 4).

Article 1er

Dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution, le Gouvernement est autorisé à prendre, par ordonnances, les mesures nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer dans les domaines suivants :

1° Statut des agences d'insertion dans les départements d'outre-mer ;

2° Statut et missions de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer ;

3° Contribution de l'Etat aux ressources des communes de la Polynésie française ;

4° Dispositions relatives au droit d'asile et à l'entrée et au séjour des étrangers en Polynésie française, aux îles

Wallis et Futuna, dans les Terres australes et antarctiques françaises et à Mayotte ;

5° Etat des personnes et régime de l'état civil à Mayotte ;

6° En matière de santé, conditions d'exercice des professions de médecin, de chirurgien-dentiste et de sage-femme dans les départements d'outre-mer, à Mayotte, à Saint-Pierre-et-Miquelon, aux îles Wallis et Futuna et dans les Terres australes et antarctiques françaises ; organisation et fonctionnement d'une agence de santé aux îles Wallis et Futuna ; lutte contre les maladies mentales à Mayotte ; financement de l'établissement public de santé territorial de Mayotte ;

7° Juridictions ordinales des médecins, des chirurgiens-dentistes, des sages-femmes et des pharmaciens de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française ;

8° Droit du travail, notamment en ce qui concerne les dispositions relatives à la médecine du travail ;

9° Dispositions relatives à la durée de la scolarité obligatoire aux îles Wallis et Futuna ;

10° Dispositions relatives à l'indemnisation des victimes des catastrophes naturelles aux îles Wallis et Futuna ;

11° Adaptation pour les départements d'outre-mer de la législation relative aux transports intérieurs ;

12° Droit électoral.

[25 octobre 1999]

Article 2

Les projets d'ordonnance prévus à l'article 1er intéressant respectivement les territoires d'outre-mer, la Nouvelle-Calédonie, les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon ou les départements d'outre-mer sont, selon les cas, soumis pour avis :

– aux assemblées des territoires d'outre-mer dans les conditions prévues à l'article 74 de la Constitution ;

– au congrès de la Nouvelle-Calédonie dans les conditions prévues à l'article 90 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

– aux conseils généraux des collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon, aux conseils généraux et régionaux de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion ; ces avis sont émis dans le délai d'un mois ; ce délai expiré, ils sont réputés avoir été donnés.

Article 3

Les ordonnances prévues à l'article 1er devront être prises au plus tard le dernier jour du sixième mois commençant après la promulgation de la présente loi.

Des projets de loi de ratification devront être déposés devant le Parlement au plus tard le dernier jour du neuvième mois commençant après la promulgation de la présente loi.

[25 octobre 1999]

Article 4

A l'article 2 de la loi n° 99-243 du 29 mars 1999 relative aux enquêtes techniques sur les accidents et les incidents dans l'aviation civile, les mots : « applicable dans les territoires d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Mayotte » sont remplacés par les mots : « applicable en Nouvelle-Calédonie, dans les territoires d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Mayotte ».

[25 octobre 1999]

10 novembre 1999. – Loi n° 99-929 portant réforme du code de justice militaire et du code de procédure pénale. (*J.O.* du 11 novembre 1999.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Assemblée nationale. – *Projet de loi* (n° 677). – *Rapport de M. Jean Michel, au nom de la commission de la défense* (n° 959). – *Discussion et adoption (procédure d'examen simplifiée) le 10 juin 1998* (T.A. n° 156).

Sénat. – *Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale* (n° 490, 1997-1998). – *Rapport de M. René Garrec, au nom de la commission des lois* (n° 225, 1998-1999). – *Avis de M. Serge Vinçon, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 226, 1998-1999). – *Discussion et adoption le 2 mars 1999* (T.A. n° 75).

Assemblée nationale. – *Projet de loi modifié par le Sénat* (n° 1413). – *Rapport de M. Jean Michel, au nom de la commission de la défense* (n° 1732). – *Discussion et adoption (procédure d'examen simplifiée) le 30 juin 1999* (T.A. n° 360).

Sénat. – *Projet de loi adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture* (n° 478, 1998-1999). – *Rapport de M. René Garrec, au nom de la commission des lois* (n° 23, 1999-2000). – *Discussion et adoption le 26 octobre 1999* (T.A. n° 12).

TITRE Ier

DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE DE JUSTICE MILITAIRE

Article 1er

L'article 1er du code de justice militaire est ainsi rédigé :

« *Art. 1er.* – La justice militaire est rendue sous le contrôle de la Cour de cassation :

« – en temps de paix et pour les infractions commises hors du territoire de la République, par le tribunal aux armées de Paris et, en cas d'appel, par la cour d'appel de Paris ;

« – en temps de guerre, par des tribunaux territoriaux des forces armées et par des tribunaux militaires aux armées.

« Des tribunaux prévôtaux peuvent être établis dans les conditions prévues par le présent code. »

Article 2

L'article 2 du même code est ainsi rédigé :

« *Art. 2.* – En temps de paix, les infractions de la compétence du tribunal aux armées sont poursuivies, ins-

truites et jugées selon les dispositions du code de procédure pénale, sous réserve des dispositions particulières édictées par les articles 698-1 à 698-9 de ce code et de celles édictées par le présent code.

« Les attributions conférées par le code de procédure pénale au juge d'instruction, au procureur de la République, au président du tribunal et au président de la cour d'assises sont exercées respectivement par le juge d'instruction du tribunal aux armées, le procureur de la République près le tribunal aux armées et le président du tribunal aux armées.

« Le procureur général exerce vis-à-vis du tribunal aux armées les attributions qui lui sont dévolues par le code de procédure pénale à l'égard des juridictions de droit commun.

« En temps de guerre, les infractions de la compétence des tribunaux territoriaux des forces armées et des tribunaux militaires aux armées sont instruites et jugées selon :

« – les dispositions du code de procédure pénale avant l'entrée en application de la loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme de la procédure pénale ;

« – et celles du code de justice militaire dans sa rédaction résultant de la loi n° 82-621 du 21 juillet 1982 relative à l'instruction et au jugement des infractions en matière militaire et de sûreté de l'Etat et modifiant les codes de procédure pénale et de justice militaire. »

Article 3

Dans l'intitulé du chapitre Ier du titre Ier du livre Ier du même code, les mots : « Des tribunaux » sont remplacés par les mots : « Du tribunal ».

Article 4

L'article 3 du même code est ainsi rédigé :

« *Art. 3.* – Il est établi un tribunal aux armées ayant son siège à Paris, dénommé tribunal aux armées de Paris. »

Article 5

I. – La première phrase de l'article 4 du même code est ainsi rédigée :

« Un décret pris sur le rapport conjoint du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre de la défense fixe le nombre des chambres de jugement du tribunal aux armées de Paris. »

II. – Le même article est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Pour le jugement des contraventions et des délits, des chambres détachées du tribunal aux armées de Paris peuvent, en cas de besoin, être instituées à titre temporaire hors du territoire de la République, par décret pris sur le rapport conjoint du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre de la défense. »

[10 novembre 1999]

Article 6

L'article 5 du même code est abrogé.

Article 7

L'article 6 du même code est ainsi rédigé :

« *Art. 6.* – Pour le jugement des contraventions, le tribunal aux armées est composé de son président ou d'un magistrat qu'il délègue.

« Pour le jugement des délits, il est composé d'un président et de deux assesseurs, ou, dans les cas prévus par l'article 398-1 du code de procédure pénale, d'un seul de ces magistrats exerçant les pouvoirs conférés au président.

« Pour le jugement des crimes, la formation de jugement est composée selon les dispositions des articles 698-6 et 698-7 du code de procédure pénale sous réserve des dispositions de la présente section et de l'article 205 du présent code. »

Article 8

Dans l'article 10 du même code, les mots : « un commissaire du Gouvernement » sont remplacés par les mots : « aux armées un procureur de la République ».

Article 9

L'intitulé de la section 3 du chapitre Ier du titre Ier du livre Ier du même code est ainsi rédigé : « De la chambre d'accusation ».

Article 10

L'article 11 du même code est ainsi rédigé :

« *Art. 11.* – Le tribunal aux armées comporte une chambre d'accusation composée d'un président et de deux assesseurs, tous trois magistrats du siège appartenant au corps judiciaire et désignés comme il est dit à l'article 7. »

Article 11

I. – Dans le premier alinéa de l'article 12 du même code, les mots : « de contrôle de l'instruction » sont remplacés par les mots : « d'accusation ».

II. – Il est procédé à la même substitution dans l'avant-dernier alinéa (4°) de l'article 20 et dans le dernier alinéa de l'article 21 du même code.

Article 12

Dans le dernier alinéa de l'article 12 du même code, les mots : « commissaire du Gouvernement » sont remplacés par les mots : « procureur de la République ».

Article 13

L'article 13 du même code est abrogé.

Article 14

I. – Dans le premier alinéa de l'article 14 du même code, les mots : « des tribunaux » sont remplacés par les mots : « du tribunal ».

II. – Il est procédé à la même substitution dans les articles 65 et 66 du même code.

Article 15

I. – Dans le premier alinéa de l'article 15 du même code, les mots : « des tribunaux aux armées » sont remplacés par les mots : « du tribunal aux armées ».

II. – Dans le dernier alinéa du même article, les mots : « commissaire du Gouvernement » sont remplacés par les mots : « procureur de la République ».

Article 16

I. – Dans les deux alinéas de l'article 16 du même code, les mots : « commissaire du Gouvernement » sont remplacés par les mots : « procureur de la République près le tribunal aux armées ».

II. – Il est procédé à la même substitution dans le dernier alinéa de l'article 17, dans la dernière phrase du

dernier alinéa de l'article 21, dans les sixième et avant-dernier alinéas de l'article 82, à la fin du premier alinéa de l'article 83, dans l'article 86, dans la dernière phrase du premier alinéa de l'article 87 et dans l'article 90 du même code.

Article 17

Dans l'article 22 du même code, les mots : « de la juridiction des forces armées à laquelle » sont remplacés par les mots : « du tribunal aux armées auquel ».

Article 18

L'article 23 du même code est ainsi rédigé :

« *Art. 23.* – Les personnes mentionnées aux articles 59 à 66 peuvent faire assurer leur défense par un avocat ou, si l'éloignement le justifie, par un militaire qu'elles choisissent sur une liste établie par le président du tribunal aux armées. »

Article 19

Le début de l'article 59 du même code est ainsi rédigé :

« Sous réserve des engagements internationaux, le tribunal aux armées connaît des infractions de toute nature commises hors du territoire de la République par les membres... *(le reste sans changement).* »

[10 novembre 1999]

Article 20

Le début de l'article 64 du même code est ainsi rédigé :

« Le tribunal aux armées est incompétent à l'égard des mineurs de dix-huit ans, sauf s'ils sont membres des forces armées ou lorsque aucune juridiction française des mineurs n'a compétence à leur égard. Ce même tribunal est compétent à l'égard... *(le reste sans changement).* »

Article 21

L'article 67 du même code est abrogé.

Article 22

A l'article 76 du même code, les mots : « par l'article 662 » sont remplacés par les mots : « par les deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article 665 ».

Article 23

I. – Dans le premier alinéa de l'article 80 du même code, les mots : « commissaire du Gouvernement placé auprès de la juridiction des forces » sont remplacés par les mots : « procureur de la République près le tribunal aux ».

II. – Au deuxième alinéa du même article, les mots : « les articles 41 et 42 » sont remplacés par les mots : « les articles 41 à 42 ».

Article 24

I. – La deuxième phrase du septième alinéa de l'article 82 du même code est supprimée.

II. – Au début du huitième alinéa du même article, le mot : « Exceptionnellement » est remplacé par les mots : « En cas d'urgence ».

III. – Au huitième alinéa du même article, après les mots : « au cours », sont insérés les mots : « d'une enquête préliminaire ou ».

Article 25

A l'article 88 du même code, le mot : « inculpation » est remplacé par les mots : « mise en examen ».

Article 26

L'article 89 du même code est abrogé.

Article 27

L'article 91 du même code est ainsi rédigé :

« *Art. 91.* – Les règles relatives à la mise en mouvement de l'action publique et à l'exercice de l'action civile en réparation du dommage causé par l'une des infrac-

tions de la compétence du tribunal aux armées sont celles prévues par le code de procédure pénale, sous réserve des dispositions particulières édictées par les articles 698-1 à 698-9 du même code et de celles édictées par la présente section. »

Article 28

L'article 92 du même code est abrogé.

Article 29

L'article 95 du même code est abrogé.

Article 30

Les articles 96 à 98 et 100 du même code sont abrogés.

Article 31

L'article 101 du même code est ainsi rédigé :

« *Art. 101.* – Les infractions de la compétence du tribunal aux armées sont instruites selon les dispositions du code de procédure pénale, sous réserve des dispositions particulières édictées par les articles 698-1 à 698-9 du même code et de celles édictées par la présente section. »

Article 32

Les articles 102 à 108 du même code sont abrogés.

Article 33

L'article 112 du même code est ainsi rédigé :

« *Art. 112.* – Si la personne mise en examen recherchée en vertu d'un mandat d'amener est trouvée à plus de 200 kilomètres du siège du juge d'instruction qui a délivré le mandat, elle est conduite dans les vingt-quatre heures soit, avec son accord, devant le juge d'instruction qui a délivré le mandat, soit devant le procureur de la République du lieu de l'arrestation ; le procureur de la République procède comme il est dit aux deuxième et troisième alinéas de l'article 133 du code de procédure pénale.

« Toute personne mise en examen arrêtée en vertu d'un mandat d'arrêt à plus de 200 kilomètres du siège du juge d'instruction qui a délivré le mandat est conduite devant le procureur de la République du lieu de l'arrestation ; ce magistrat procède comme il est dit aux deuxième et troisième alinéas de l'article 133 du code de procédure pénale. »

Article 34

Les articles 113 à 130 du même code sont abrogés.

Article 35

L'article 131 du même code est ainsi rédigé :

« *Art. 131.* – Les règles relatives à la détention provisoire sont, sous réserve des dispositions particulières

des articles 135 et 137 du présent code, celles prévues par le code de procédure pénale. »

Article 36

Les articles 132 à 134 du même code sont abrogés.

Article 37

A l'article 135 du même code, les mots : « d'un ordre d'incarcération, d'un mandat de justice ou d'un jugement, l'inculpé » sont remplacés par les mots : « d'une ordonnance prescrivant la détention provisoire, d'un mandat de justice ou d'un jugement, la personne mise en examen ».

Article 38

I. – L'article 136 du même code est abrogé.

II. – A la fin du deuxième alinéa de l'article 137 du même code, les mots : « des juridictions militaires, sous les conditions suivantes : » sont remplacés par les mots : « du tribunal aux armées. »

III. – Les troisième à cinquième alinéas de l'article 137 et les articles 138 à 150 du même code sont abrogés.

Article 39

I. – L'intitulé du paragraphe 3 de la section 4 du chapitre Ier du titre Ier du livre II du même code est ainsi rédigé : « De la chambre d'accusation ».

II. – L'article 151 du même code est ainsi rédigé :

« *Art. 151.* – Les règles relatives à la chambre d'accusation sont celles prévues par le code de procédure pénale. »

Article 40

I. – Après l'article 151 du même code, il est inséré une division et un intitulé ainsi rédigés : « § 4. De la réouverture de l'information sur charges nouvelles ».

II. – Les articles 152 à 164 du même code sont remplacés par un article 152 ainsi rédigé :

« *Art. 152.* – Lorsque le juge d'instruction ou la chambre d'accusation a rendu une décision de non-lieu, il appartient au ministre chargé de la défense ou à l'autorité mentionnée à l'article 4 de dénoncer au procureur de la République près le tribunal aux armées les charges nouvelles telles qu'elles sont définies par l'article 189 du code de procédure pénale. Si le procureur de la République près le tribunal aux armées envisage, à défaut de dénonciation, de requérir la réouverture de l'information sur ces charges, il lui appartient de recueillir l'avis de

l'autorité mentionnée ci-dessus. La dénonciation ou l'avis est classé au dossier de la procédure. »

Article 41

Les articles 202 à 204 du même code sont ainsi rédigés :

« *Art. 202.* – En temps de paix et hors du territoire de la République, les infractions mentionnées à l'article 59 sont jugées par le tribunal aux armées selon les règles de procédure prévues par le code de procédure pénale, sous réserve des dispositions particulières édictées par les articles 698-1 à 698-9 du même code et de celles édictées par le présent chapitre.

« *Art. 203.* – Les jugements rendus par le tribunal aux armées peuvent être attaqués par la voie de l'appel dans les conditions prévues par le code de procédure pénale.

« *Art. 204.* – Lorsque, postérieurement à une condamnation non définitive prononcée par défaut contre un insoumis ou un déserteur, le ministère public près la juridiction qui a statué ou, en cas de suppression de cette juridiction, le ministère public près la juridiction compétente acquiert la preuve que le condamné défaillant ne se trouvait pas en état d'insoumission ou de désertion, il saisit le tribunal aux fins d'annulation du jugement rendu par défaut. Le tribunal statue sur requête du ministère public. »

Article 42

L'article 205 du même code est ainsi rédigé :

« *Art. 205.* – Pour le jugement des crimes, le tribunal aux armées est composé d'un président et de six assesseurs. Les dispositions des deuxième à cinquième alinéas de l'article 698-6 du code de procédure pénale sont applicables au tribunal ainsi composé. Toutefois, ces dispositions ne sont applicables, pour le jugement des crimes de droit commun commis dans l'exécution du service par les militaires, que s'il existe un risque de divulgation d'un secret de la défense nationale. L'arrêt de mise en accusation prononcé par la chambre d'accusation du tribunal aux armées constate, s'il y a lieu, qu'il existe un risque de divulgation d'un secret de la défense et ordonne que le tribunal aux armées soit composé conformément aux dispositions du présent alinéa.

« Pour le jugement des crimes de droit commun commis par des militaires dans l'exécution du service, lorsqu'il n'a pas été fait application des dispositions de l'alinéa précédent, le tribunal aux armées comprend le tribunal proprement dit et le jury. Le tribunal proprement dit est composé d'un président et de deux assesseurs. Le jury est composé conformément aux articles 254 à 258-1, 293 à 305-1 du code de procédure pénale, sous réserve des dispositions prévues aux troisième à cinquième alinéas.

« Trente jours au moins avant l'audience, le président du tribunal aux armées ou son délégué établit la liste du jury de la juridiction et la liste des jurés suppléants, en

procédant comme il est dit à l'article 266 du code de procédure pénale. Pour l'application de ces dispositions, il est fait usage de la liste annuelle établie pour la cour d'assises de Paris. Si, parmi les noms tirés au sort, figurent ceux d'une ou plusieurs personnes déjà inscrites sur les listes de session ou les listes des jurés suppléants établies précédemment pour la cour d'assises de Paris par tirage au sort sur la même liste annuelle, il procède comme il est dit au deuxième alinéa de l'article 266 du code de procédure pénale.

« Le préfet notifie à chacun des jurés et jurés suppléants l'extrait de la liste le concernant dans les formes et délais prévus par l'article 267 du code de procédure pénale.

« A l'ouverture de l'audience, le tribunal procède à la révision de la liste du jury conformément aux dispositions des articles 288 à 292 du code de procédure pénale. »

Article 43

Les articles 206 à 210 du même code sont abrogés.

Article 44

L'article 263 du même code est ainsi rédigé :

« *Art. 263.* – Les dispositions du code de procédure pénale relatives au pourvoi en cassation sont applicables aux jugements rendus en dernier ressort par le tribunal aux armées. »

Article 45

Les articles 264 à 271 du même code sont abrogés.

Article 46

L'article 273 du même code est ainsi rédigé :

« *Art. 273.* – Les dispositions du code de procédure pénale relatives aux demandes en révision sont applicables aux jugements rendus par le tribunal aux armées. »

Article 47

Les articles 274 et 275 du même code sont abrogés.

Article 48

I. – L'intitulé du titre IV du livre II du même code est ainsi rédigé : « Des citations et notifications ».

II. – Dans l'article 276 du même code, les mots : « Devant les juridictions des forces armées » sont remplacés par les mots : « Devant le tribunal aux armées », et les mots : « et à la partie civile, les assignations » sont remplacés par les mots : « , à la partie civile, et ».

Article 49

L'article 277 du même code est ainsi rédigé :

« *Art. 277.* – Les dispositions du code de procédure pénale relatives aux citations et significations sont applicables, sous réserve des dispositions du présent titre. »

Article 50

I. – Les articles 278 à 282, 284 et 285 du même code sont abrogés.

II. – Dans le premier et l'avant-dernier alinéas de l'article 283 du même code, le mot : « , assignations » est supprimé.

III. – Dans le dernier alinéa du même article, les mots : « commissaire du Gouvernement » sont remplacés par les mots : « procureur de la République près le tribunal aux armées ».

Article 51

Les chapitres Ier à IV du titre V du livre II du même code sont abrogés.

Article 52

L'article 345 du même code est ainsi rédigé :

« *Art. 345.* – Les jugements rendus par le tribunal aux armées sont exécutés selon les règles du code de procédure pénale, sous réserve des dispositions du présent chapitre. »

Article 53

I. – Les articles 346 à 348 et 350 à 355 du même code sont abrogés.

II. – Dans le premier alinéa de l'article 349 du même code, les mots : « commissaire du Gouvernement » sont remplacés par les mots : « procureur de la République ».

III. – Dans l'article 357 du même code, les mots : « les tribunaux des forces armées » sont remplacés par les mots : « le tribunal aux armées ».

IV. – Les articles 365, 367, 378, 379, 382, le troisième alinéa de l'article 384 et les articles 387 et 394 du même code sont abrogés.

Article 54

Dans le premier alinéa de l'article 479 du même code, les mots : « des tribunaux aux armées ou » sont supprimés.

Article 55

Les trois premiers alinéas de l'article 482 du même code sont remplacés par un alinéa ainsi rédigé :

« Les tribunaux prévôtaux sont saisis par le renvoi qui leur est fait, en temps de guerre, par l'autorité militaire qui exerce les pouvoirs judiciaires dont ils dépendent. »

TITRE II

DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE DE PROCÉDURE PÉNALE

Article 56

Au premier alinéa de l'article 465 du code de procédure pénale, après les mots : « délit de droit commun », sont insérés les mots : « ou d'un délit d'ordre militaire prévu par le livre III du code de justice militaire ».

Article 57

L'article 697-2 du même code est abrogé.

Article 58

Au premier alinéa de l'article 698 du même code, les mots : « les articles 698-1 à 698-8 » sont remplacés par les mots : « les articles 698-1 à 698-9 ».

Article 59

I. – La dernière phrase de l'article 698-2 du même code est ainsi rédigée :

« L'action publique peut être mise en mouvement par la partie lésée dans les conditions déterminées aux articles 85 et suivants. »

II. – Les dispositions du présent article entreront en vigueur le 1er janvier 2002.

Article 60

A l'article 698-5 du même code, les mots : « Les articles 73 à 77, 93, 94, 137, 302, 307 à 318, 357, 371, 374, 375, 377 et 384 alinéa 3 du code de justice militaire » sont remplacés par les mots : « Les articles 73 à 77, 93, 94, 137, 204, 349, 357, 366, 368, 369, 371, 373, 374, 375, 377 et le deuxième alinéa de l'article 384 du code de justice militaire ».

Article 61

Il est inséré, après l'article 698-8 du même code, un article 698-9 ainsi rédigé :

« *Art. 698-9.* – Les juridictions de jugement mentionnées à l'article 697 peuvent, en constatant dans leur décision que la publicité risque d'entraîner la divulgation d'un secret de la défense nationale, ordonner, par décision rendue en audience publique, que les débats auront lieu à huis clos. Lorsque le huis clos a été ordonné, celui-ci s'applique au prononcé des jugements séparés qui peuvent intervenir sur des incidents ou exceptions.

« La décision au fond est toujours prononcée en audience publique. »

TITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 62

L'article 229 de la loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme de la procédure pénale est abrogé.

Article 63

Les dispositions de l'article 1018 A du code général des impôts sont applicables aux décisions rendues par les juridictions des forces armées.

Article 64

Les articles 8 et 10 et le troisième alinéa de l'article 14 de la loi n° 82-621 du 21 juillet 1982 relative à l'instruction et au jugement des infractions en matière militaire et de sûreté de l'Etat sont abrogés.

Les procédures en cours devant le tribunal des forces armées de Paris à la date de promulgation de la présente loi sont déférées de plein droit au tribunal aux armées de Paris. Les actes, formalités et décisions intervenus antérieurement demeurent valables.

Article 65

Le tribunal aux armées des forces françaises stationnées en Allemagne est provisoirement maintenu. Son ressort s'étend sur l'aire de stationnement des forces françaises en Allemagne et à tous lieux de ce territoire où ces forces sont appelées à se déplacer. Les infractions relevant de sa compétence sont instruites et jugées selon les dispositions du premier alinéa de l'article 2 du code de justice militaire.

Un décret pris sur le rapport conjoint du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre de la défense détermine la cour d'appel compétente.

Le tribunal aux armées des forces françaises stationnées en Allemagne peut être supprimé par décret pris sur rapport conjoint du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre de la défense. Les affaires de sa compétence sont alors renvoyées devant le tribunal aux armées de Paris.

Article 66

Le code de justice militaire fera l'objet d'une refonte avant le 31 décembre 2002.

En conséquence et jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau code, les dispositions du code de justice militaire valables en temps de guerre résultent des articles du code de justice militaire dans leur rédaction antérieure à la présente loi.

[10 novembre 1999]

Article 67

La présente loi est applicable en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, à Wallis-et-Futuna et dans la collectivité territoriale de Mayotte.

[10 novembre 1999]

15 novembre 1999. – Loi n° 99-944 relative au pacte civil de solidarité. (*J.O.* des 15 et 16 novembre 1999.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Assemblée nationale. – *Propositions de loi* (nos 1118, 1119, 1120, 1121 et 1122). – *Rapport de M. Jean-Pierre Michel, au nom de la commission des lois* (n° 1138). – *Avis de M. Patrick Bloche, au nom de la commission des affaires culturelles* (n° 1143). – *Discussion les 3, 7, 8 novembre, 1er, 2 et 3 décembre 1998 et adoption le 9 décembre 1998* (T.A. n° 278).

Sénat. – *Proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale* (n° 108, 1998-1999). – *Rapport de M. Patrice Gélard, au nom de la commission des lois* (n° 258, 1998-1999). – *Avis de M. Philippe Marini, rapporteur général, au nom de la commission des finances* (n° 261, 1998-1999). – *Discussion les 17 et 18 mars 1999 et adoption le 23 mars 1999* (T.A. n° 100).

Assemblée nationale. – *Proposition de loi modifiée par le Sénat* (n° 1479). – *Rapport de M. Jean-Pierre Michel, au nom de la commission des lois* (n° 1482). – *Avis de M. Patrick Bloche, au nom de la commission des affaires culturelles* (n° 1483). – *Discussion les 30, 31 mars et 1er avril 1999 et adoption le 7 avril 1999* (T.A. n° 278).

Sénat. – *Proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale en deuxième lecture* (n° 310, 1998-1999). – *Rapport de M. Patrice Gélard, au nom de la commission des lois* (n° 335, 1998-1999). – *Discussion et rejet le 11 mai 1999* (T.A. n° 116).

Assemblée nationale. – *Proposition de loi rejetée par le Sénat en deuxième lecture* (n° 1587). – *Rapport de M. Jean-Pierre Michel, au nom de la* **commission mixte paritaire** (n° 1601).

Sénat. – *Rapport de M. Patrice Gélard, au nom de la* **commission mixte paritaire** (n° 361, 1998-1999).

Assemblée nationale. – *Proposition de loi rejetée par le Sénat en deuxième lecture* (n° 1587). – *Rapport de M. Jean-Pierre Michel, au nom de la commission des lois* (n° 1639). – *Avis de M. Patrick Bloche, au nom de la commission des affaires culturelles* (n° 1674). – *Discussion les 8 et 9 juin 1999 et adoption le 15 juin 1999* (T.A. n° 341).

[15 novembre 1999]

Sénat. – *Proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture* (n° 429, 1998-1999). – *Rapport de M. Patrice Gélard, au nom de la commission des lois* (n° 450, 1998-1999). – *Discussion et rejet le 30 juin 1999* (T.A. n° 165).

Assemblée nationale. – *Proposition de loi rejetée par le Sénat en nouvelle lecture* (n° 1773). – *Rapport de M. Jean-Pierre Michel, au nom de la commission des lois* (n° 1828). – *Discussion le 12 octobre 1999 et adoption, en lecture définitive, le 13 octobre 1999* (T.A. n° 364).

Conseil constitutionnel. – *Décision n° 99-419 DC du 9 novembre 1999* (J.O. *des 15 et 16 novembre 1999).*

Article 1er

Le livre Ier du code civil est complété par un titre XII ainsi rédigé :

« TITRE XII

« DU PACTE CIVIL DE SOLIDARITÉ ET DU CONCUBINAGE

« CHAPITRE Ier

« Du pacte civil de solidarité

« *Art. 515-1.* – Un pacte civil de solidarité est un contrat conclu par deux personnes physiques majeures, de sexe différent ou de même sexe, pour organiser leur vie commune.

« *Art. 515-2.* – A peine de nullité, il ne peut y avoir de pacte civil de solidarité :

« 1° Entre ascendant et descendant en ligne directe, entre alliés en ligne directe et entre collatéraux jusqu'au troisième degré inclus ;

« 2° Entre deux personnes dont l'une au moins est engagée dans les liens du mariage ;

« 3° Entre deux personnes dont l'une au moins est déjà liée par un pacte civil de solidarité.

« *Art. 515-3.* – Deux personnes qui concluent un pacte civil de solidarité en font la déclaration conjointe au greffe du tribunal d'instance dans le ressort duquel elles fixent leur résidence commune.

« A peine d'irrecevabilité, elles produisent au greffier la convention passée entre elles en double original et joignent les pièces d'état civil permettant d'établir la validité de l'acte au regard de l'article 515-2 ainsi qu'un certificat du greffe du tribunal d'instance de leur lieu de naissance ou, en cas de naissance à l'étranger, du greffe du tribunal de grande instance de Paris, attestant qu'elles ne sont pas déjà liées par un pacte civil de solidarité.

« Après production de l'ensemble des pièces, le greffier inscrit cette déclaration sur un registre.

« Le greffier vise et date les deux exemplaires originaux de la convention et les restitue à chaque partenaire.

« Il fait porter mention de la déclaration sur un registre tenu au greffe du tribunal d'instance du lieu de naissance de chaque partenaire ou, en cas de naissance à

l'étranger, au greffe du tribunal de grande instance de Paris.

« L'inscription sur le registre du lieu de résidence confère date certaine au pacte civil de solidarité et le rend opposable aux tiers.

« Toute modification du pacte fait l'objet d'une déclaration conjointe inscrite au greffe du tribunal d'instance qui a reçu l'acte initial, à laquelle est joint, à peine d'irrecevabilité et en double original, l'acte portant modification de la convention. Les formalités prévues au quatrième alinéa sont applicables.

« A l'étranger, l'inscription de la déclaration conjointe d'un pacte liant deux partenaires dont l'un au moins est de nationalité française et les formalités prévues aux deuxième et quatrième alinéas sont assurées par les agents diplomatiques et consulaires français ainsi que celles requises en cas de modification du pacte.

« *Art. 515-4.* – Les partenaires liés par un pacte civil de solidarité s'apportent une aide mutuelle et matérielle. Les modalités de cette aide sont fixées par le pacte.

« Les partenaires sont tenus solidairement à l'égard des tiers des dettes contractées par l'un d'eux pour les besoins de la vie courante et pour les dépenses relatives au logement commun.

« *Art. 515-5.* – Les partenaires d'un pacte civil de solidarité indiquent, dans la convention visée au deuxième alinéa de l'article 515-3, s'ils entendent soumettre au régime de l'indivision les meubles meublants dont ils feraient l'acquisition à titre onéreux postérieurement à la conclusion du pacte. A défaut, ces meubles sont présumés

indivis par moitié. Il en est de même lorsque la date d'acquisition de ces biens ne peut être établie.

« Les autres biens dont les partenaires deviennent propriétaires à titre onéreux postérieurement à la conclusion du pacte sont présumés indivis par moitié si l'acte d'acquisition ou de souscription n'en dispose autrement.

« *Art. 515-6.* – Les dispositions de l'article 832 sont applicables entre partenaires d'un pacte civil de solidarité en cas de dissolution de celui-ci, à l'exception de celles relatives à tout ou partie d'une exploitation agricole, ainsi qu'à une quote-part indivise ou aux parts sociales de cette exploitation.

« *Art. 515-7.* – Lorsque les partenaires décident d'un commun accord de mettre fin au pacte civil de solidarité, ils remettent une déclaration conjointe écrite au greffe du tribunal d'instance dans le ressort duquel l'un d'entre eux au moins a sa résidence. Le greffier inscrit cette déclaration sur un registre et en assure la conservation.

« Lorsque l'un des partenaires décide de mettre fin au pacte civil de solidarité, il signifie à l'autre sa décision et adresse copie de cette signification au greffe du tribunal d'instance qui a reçu l'acte initial.

« Lorsque l'un des partenaires met fin au pacte civil de solidarité en se mariant, il en informe l'autre par voie de signification et adresse copies de celle-ci et de son acte de naissance, sur lequel est portée mention du mariage, au greffe du tribunal d'instance qui a reçu l'acte initial.

« Lorsque le pacte civil de solidarité prend fin par le décès de l'un au moins des partenaires, le survivant ou

tout intéressé adresse copie de l'acte de décès au greffe du tribunal d'instance qui a reçu l'acte initial.

« Le greffier, qui reçoit la déclaration ou les actes prévus aux alinéas précédents, porte ou fait porter mention de la fin du pacte en marge de l'acte initial. Il fait également procéder à l'inscription de cette mention en marge du registre prévu au cinquième alinéa de l'article 515-3.

« A l'étranger, la réception, l'inscription et la conservation de la déclaration ou des actes prévus aux quatre premiers alinéas sont assurées par les agents diplomatiques et consulaires français, qui procèdent ou font procéder également aux mentions prévues à l'alinéa précédent.

« Le pacte civil de solidarité prend fin, selon le cas :

« 1° Dès la mention en marge de l'acte initial de la déclaration conjointe prévue au premier alinéa ;

« 2° Trois mois après la signification délivrée en application du deuxième alinéa, sous réserve qu'une copie en ait été portée à la connaissance du greffier du tribunal désigné à cet alinéa ;

« 3° A la date du mariage ou du décès de l'un des partenaires.

« Les partenaires procèdent eux-mêmes à la liquidation des droits et obligations résultant pour eux du pacte civil de solidarité. A défaut d'accord, le juge statue sur les conséquences patrimoniales de la rupture, sans préjudice de la réparation du dommage éventuellement subi. »

[15 novembre 1999]

Article 2

Après l'article 506 du code civil, il est inséré un article 506-1 ainsi rédigé :

« *Art. 506-1.* – Les majeurs placés sous tutelle ne peuvent conclure un pacte civil de solidarité.

« Lorsque au cours d'un pacte civil de solidarité l'un des partenaires est placé sous tutelle, le tuteur autorisé par le conseil de famille ou, à défaut, le juge des tutelles peut mettre fin au pacte selon les modalités prévues au premier ou au deuxième alinéa de l'article 515-7.

« Lorsque l'initiative de rompre le pacte est prise par l'autre partenaire, la signification mentionnée aux deuxième et troisième alinéas du même article est adressée au tuteur. »

Article 3

Le titre XII du livre I[er] du code civil est complété par un chapitre II ainsi rédigé :

« *Chapitre II*

« *Du concubinage*

« *Art. 515-8.* – Le concubinage est une union de fait, caractérisée par une vie commune présentant un caractère de stabilité et de continuité, entre deux personnes, de sexe différent ou de même sexe, qui vivent en couple. »

Article 4

I. – Le 1 de l'article 6 du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les partenaires liés par un pacte civil de solidarité défini à l'article 515-1 du code civil font l'objet, pour les revenus visés au premier alinéa, d'une imposition commune à compter de l'imposition des revenus de l'année du troisième anniversaire de l'enregistrement du pacte. L'imposition est établie à leurs deux noms, séparés par le mot : "ou". »

II. – Après le 6 de l'article 6 du code général des impôts, il est inséré un 7 ainsi rédigé :

« 7. Chacun des partenaires liés par un pacte civil de solidarité est personnellement imposable pour les revenus dont il a disposé l'année au cours de laquelle le pacte a pris fin dans les conditions prévues à l'article 515-7 du code civil.

« Lorsque les deux partenaires liés par un pacte civil de solidarité et soumis à imposition commune contractent mariage, les dispositions du 5 ne s'appliquent pas.

« En cas de décès de l'un des partenaires liés par un pacte civil de solidarité et soumis à imposition commune, le survivant est personnellement imposable pour la période postérieure au décès. »

III. – Les règles d'imposition et d'assiette, autres que celles mentionnées au dernier alinéa du 1 et au 7 de l'article 6 du code général des impôts, les règles de liqui-

dation et de paiement de l'impôt sur le revenu et des impôts directs locaux ainsi que celles concernant la souscription des déclarations et le contrôle des mêmes impôts prévues par le code général des impôts et le livre des procédures fiscales pour les contribuables mentionnés au deuxième alinéa du 1 de l'article 6 du code général des impôts s'appliquent aux partenaires liés par un pacte civil de solidarité qui font l'objet d'une imposition commune.

Article 5

I. – Il est inséré, dans le code général des impôts, un article 777 *bis* ainsi rédigé :

« *Art. 777* bis. – La part nette taxable revenant au partenaire lié au donateur ou au testateur par un pacte civil de solidarité défini à l'article 515-1 du code civil est soumise à un taux de 40 % pour la fraction n'excédant pas 100 000 F et à un taux de 50 % pour le surplus.

« Ces taux ne s'appliquent aux donations que si, à la date du fait générateur des droits, les partenaires sont liés depuis au moins deux ans par un pacte civil de solidarité. »

II. – A l'article 780 du code général des impôts, les mots : « articles 777 » sont remplacés par les mots : « articles 777, 777 *bis* ».

III. – L'article 779 du code général des impôts est complété par un III ainsi rédigé :

« III. – Pour la perception des droits de mutation à titre gratuit, il est effectué un abattement de 300 000 F sur la part du partenaire lié au donateur ou au testateur par un

pacte civil de solidarité défini à l'article 515-1 du code civil. Pour les mutations à titre gratuit entre vifs consenties par actes passés à compter du 1er janvier 2000 et pour les successions ouvertes à compter de cette date, le montant de l'abattement est de 375 000 F.

« Cet abattement ne s'applique aux donations que si, à la date du fait générateur des droits, les partenaires sont liés depuis au moins deux ans par un pacte civil de solidarité. »

Article 6

I. – Après le quatrième alinéa de l'article 885 A du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Les partenaires liés par un pacte civil de solidarité défini par l'article 515-1 du code civil font l'objet d'une imposition commune. »

II. – Au II de l'article 885 W du code général des impôts, après les mots : « Les époux », sont insérés les mots : « et les partenaires liés par un pacte civil de solidarité défini par l'article 515-1 du code civil ».

III. – A l'article 1723 *ter*-00 B du code général des impôts, après les mots : « Les époux », sont insérés les mots : « et les partenaires liés par un pacte civil de solidarité défini par l'article 515-1 du code civil ».

Article 7

Le premier alinéa de l'article L. 161-14 du code de la sécurité sociale est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Il en est de même de la personne liée à un assuré social par un pacte civil de solidarité lorsqu'elle ne peut bénéficier de la qualité d'assuré social à un autre titre. »

Article 8

Les dispositions des articles L. 223-7, L. 226-1, quatrième alinéa, et L. 784-1 du code du travail sont applicables aux partenaires liés par un pacte civil de solidarité.

Article 9

Le dernier alinéa de l'article L. 361-4 du code de la sécurité sociale est ainsi rédigé :

« Si aucune priorité n'est invoquée dans un délai déterminé, le capital est attribué au conjoint survivant non séparé de droit ou de fait, au partenaire auquel le défunt était lié par un pacte civil de solidarité ou à défaut aux descendants et, dans le cas où le *de cujus* ne laisse ni conjoint survivant, ni partenaire d'un pacte civil de solidarité, ni descendants, aux ascendants. »

Article 10

Le deuxième alinéa de l'article L. 523-2 du code de la sécurité sociale est ainsi rédigé :

« Lorsque le père ou la mère titulaire du droit à l'allocation de soutien familial se marie, conclut un pacte civil de solidarité ou vit en concubinage, cette prestation cesse d'être due. »

Article 11

Le deuxième alinéa (1°) de l'article L. 356-3 du code de la sécurité sociale est ainsi rédigé :

« 1° Se remarie, conclut un pacte civil de solidarité ou vit en concubinage ; ».

Article 12

La conclusion d'un pacte civil de solidarité constitue l'un des éléments d'appréciation des liens personnels en France, au sens du 7° de l'article 12 *bis* de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, pour l'obtention d'un titre de séjour.

Article 13

I. – Dans la deuxième phrase du quatrième alinéa de l'article 60 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant

dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, après les mots : « raisons professionnelles, », sont insérés les mots : « aux fonctionnaires séparés pour des raisons professionnelles du partenaire avec lequel ils sont liés par un pacte civil de solidarité, ».

II. – Dans l'article 62 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 précitée, après les mots : « raisons professionnelles », sont insérés les mots : «, les fonctionnaires séparés pour des raisons professionnelles du partenaire avec lequel ils sont liés par un pacte civil de solidarité ».

III. – Dans les premier et deuxième alinéas de l'article 54 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, après les mots : « raisons professionnelles », sont insérés les mots : «, les fonctionnaires séparés pour des raisons professionnelles du partenaire avec lequel ils sont liés par un pacte civil de solidarité ».

IV. – Dans l'article 38 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, après les mots : « raisons professionnelles », sont insérés les mots : «, les fonctionnaires séparés pour des raisons professionnelles du partenaire avec lequel ils sont liés par un pacte civil de solidarité ».

Article 14

I. – Après le troisième alinéa de l'article 14 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« – au profit du partenaire lié au locataire par un pacte civil de solidarité ; ».

II. – Après le septième alinéa du même article 14, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« – au partenaire lié au locataire par un pacte civil de solidarité ; ».

III. – Dans la deuxième phrase du premier alinéa du I de l'article 15 de la même loi, après les mots : « bailleur, son conjoint, », sont insérés les mots : « le partenaire auquel il est lié par un pacte civil de solidarité enregistré à la date du congé, ».

IV. – Dans la deuxième phrase du premier alinéa du I du même article 15, après les mots : « ceux de son conjoint », le mot : « ou » est remplacé par les mots : «, de son partenaire ou de son ».

Article 15

Les conditions d'application de la présente loi sont fixées par décrets en Conseil d'Etat.

Le décret relatif aux conditions dans lesquelles sont traitées et conservées les informations relatives à la formation, la modification et la dissolution du pacte civil de solidarité est pris après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Décision n° 99-419 DC du 9 novembre 1999

Le Conseil constitutionnel a été saisi, le 13 octobre 1999, par MM. José Rossi, Jean-Louis Debré, Philippe Douste-Blazy, François d'Aubert, Mme Sylvia Bassot, MM. Jacques Blanc, Roland Blum, Pierre Cardo, Antoine Carré, Pascal Clément, Georges Colombier, Bernard Deflesselles, Francis Delattre, Franck Dhersin, Dominique Dord, Charles Ehrmann, Nicolas Forissier, Gilbert Gantier, Claude Gatignol, Claude Goasguen, François Goulard, Pierre Hellier, Michel Herbillon, Philippe Houillon, Denis Jacquat, Aimé Kerguéris, Marc Laffineur, Jean-Claude Lenoir, Pierre Lequiller, Alain Madelin, Jean-François Mattei, Michel Meylan, Alain Moyne-Bressand, Yves Nicolin, Paul Patriarche, Bernard Perrut, Jean Proriol, Jean Rigaud, Jean Roatta, Joël Sarlot, Guy Teissier, Philippe Vasseur, Gérard Voisin, Jean-Claude Abrioux, Bernard Accoyer, Mme Michèle Alliot-Marie, MM. René André, André Angot, Philippe Auberger, Pierre Aubry, Jean Auclair, Mme Martine Aurillac, MM. Edouard Balladur, Jean Bardet, François Baroin, Jacques Baumel, Christian Bergelin, André Berthol, Jean-Yves Besselat, Jean Besson, Michel Bouvard, Victor Brial, Philippe Briand, Gilles Carrez, Mme Nicole Catala, MM. Richard Cazenave, Jean-Paul Charié, Jean Charroppin, Jean-Marc Chavanne, François Cornut-Gentille, Alain Cousin, Jean-Michel Couve, Charles Cova, Henri Cuq, Lucien Degauchy, Arthur Dehaine, Jean-Pierre Delalande, Patrick Delnatte, Xavier Deniau, Yves Deniaud, Patrick Devedjian, Eric Doligé, Guy Drut, Jean-Michel Dubernard, Christian Estrosi, Jean-Claude Etienne, Jean Falala, Jean-Michel Ferrand, François Fillon, Roland Francisci, Pierre Frogier, Yves Fromion, Robert Galley, René Galy-Dejean, Henri de Gastines, Jean de Gaulle, Hervé Gaymard, Jean-Pierre Giran, Michel Giraud, Jacques Godfrain, Louis Guédon, Jean-Claude Guibal, Lucien Guichon, François Guillaume, Gérard Hamel, Michel Hunault, Christian Jacob, Didier Julia, Alain Juppé, Jacques Kossowski, Robert Lamy, Pierre Lasbordes, Thierry Lazaro, Pierre Lellouche, Jean-Claude Lemoine, Arnaud Lepercq, Jacques Limouzy, Thierry Mariani, Alain Marleix, Patrice Martin-Lalande, Jacques Masdeu-Arus, Mme Jacqueline Mathieu-Obadia, MM. Gilbert Meyer, Jean-Claude Mignon, Charles Miossec, Pierre Morange, Renaud Muselier, Jacques Myard, Jean-Marc Nudant, Patrick Ollier, Mme Françoise de Panafieu, MM. Jacques Pélissard, Dominique Perben, Etienne Pinte, Bernard Pons, Robert Poujade, Didier Quentin, Jean-Bernard Raimond, Jean-Luc Reitzer, Nicolas Sarkozy, André Schneider, Bernard Schreiner, Michel Terrot, Jean Tiberi, Georges Tron, Jean Ueberschlag, Léon Vachet, Jean Valleix, François Vannson, Roland Vuillaume, Mme Marie-Jo Zimmermann, MM. Jean-Pierre Abelin, Pierre Albertini, Pierre-Christophe Baguet, Raymond Barre, Jacques Barrot, François Bayrou, Jean-Louis Bernard,

[15 novembre 1999]

Claude Birraux, Emile Blessig, Mmes Marie-Thérèse Boisseau, Marie-Christine Boutin, MM. Loïc Bouvard, Jean Briane, Yves Bur, Dominique Caillaud, Hervé de Charrette, Jean-François Chossy, René Couanau, Charles de Courson, Yves Coussain, Marc-Philippe Daubresse, Jean-Claude Decagny, Léonce Deprez, Renaud Donnedieu de Vabres, Renaud Dutreil, Jean-Pierre Foucher, Claude Gaillard, Germain Gengenwin, Hubert Grimault, Pierre Hériaud, Patrick Herr, Mmes Anne-Marie Idrac, Bernadette Isaac-Sibille, MM. Henry Jean-Baptiste, Jean-Jacques Jégou, Christian Kert, Edouard Landrain, Jacques Le Nay, Jean Leonetti, François Léotard, Maurice Leroy, Roger Lestas, Maurice Ligot, François Loos, Christian Martin, Pierre Méhaignerie, Pierre Micaux, Mme Louise Moreau, MM. Hervé Morin, Jean-Marie Morisset, Arthur Paecht, Henri Plagnol, Jean-Luc Préel, Marc Reymann, Gilles de Robien, François Rochebloine, Rudy Salles, André Santini, François Sauvadet, Michel Voisin, Jean-Jacques Weber et Pierre-André Wiltzer, députés, et, le 14 octobre 1999, par MM. Henri de Raincourt, Serge Mathieu, Jean-Léonce Dupont, Jean-Philippe Lachenaud, Jean-Claude Carle, Christian Bonnet, Guy Poirieux, Jean Pépin, Michel Pelchat, Mme Janine Bardou, MM. Bernard Plasait, Jean-François Humbert, René Garrec, Nicolas About, Ladislas Poniatowski, Mme Anne Heinis, MM. Jean Boyer, Henri Revol, James Bordas, Charles Revet, Louis Boyer, Jean Clouet, Roland du Luart, Charles-Henri de Cossé-Brissac, Jean-Paul Amoudry, Philippe Arnaud, Jean Arthuis, Denis Badré, Bernard Barraux, Jacques Baudot, Michel Bécot, Daniel Bernardet, Maurice Blin, Mme Annick Bocandé, MM. André Bohl, André Diligent, Serge Franchis, Yves Fréville, Francis Grignon, Pierre Hérisson, Rémi Herment, Jean Huchon, Jean-Jacques Hyest, Alain Lambert, Henri Le Breton, Marcel Lesbros, Jean-Louis Lorrain, Jacques Machet, Kléber Malécot, Louis Moinard, Philippe Nogrix, Michel Souplet, Xavier de Villepin, Pierre André, Jean Bernard, Roger Besse, Jean Bizet, Gérard Braun, Dominique Braye, Mme Paulette Brisepierre, MM. Michel Caldaguès, Robert Calmejane, Auguste Cazalet, Gérard César, Jean Chérioux, Gérard Cornu, Jean-Patrick Courtois, Jean-Paul Delevoye, Robert Del Picchia, Michel Doublet, Alain Dufaut, Daniel Eckenspieller, Bernard Fournier, Philippe François, Philippe de Gaulle, Patrice Gélard, François Gerbaud, Francis Giraud, Alain Gournac, Adrien Gouteyron, Georges Gruillot, Hubert Haenel, Emmanuel Hamel, Jean-Paul Hugot, Roger Husson, Lucien Lanier, Patrick Lassourd, René-Georges Laurin, Dominique Leclerc, Jacques Legendre, Philippe Marini, Paul Masson, Jean-Luc Miraux, Bernard Murat, Paul Natali, Paul d'Ornano, Jacques Oudin, Jacques Peyrat, Alain Peyrefitte, Henri de Richemont, Josselin de Rohan, Louis Souvet, Martial Taugourdeau, Jacques Valade, Serge Vasselle, Serge Vinçon, François Abadie, Jacques Bimbenet, Fernand Demilly, Jean-Pierre Fourcade, Paul Girod, Aymeri de Montesquiou, Jean-Marie Rausch, Raymond Soucaret et André Vallet, sénateurs, dans les conditions prévues à l'article 61, alinéa 2, de la Constitution de la conformité à celle-ci de la loi relative au pacte civil de solidarité ;

[15 novembre 1999]

Le Conseil constitutionnel,

Vu la Constitution ;

Vu l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 modifiée portant loi organique sur le Conseil constitutionnel, notamment le chapitre II du titre II de ladite ordonnance ;

Vu l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 modifiée portant loi organique relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 modifiée tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ;

Vu le code civil ;

Vu le code général des impôts ;

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu les observations du Gouvernement enregistrées le 25 octobre 1999 ;

Vu le mémoire présenté par M. Goasguen, député, enregistré le 4 novembre 1999 ;

Le rapporteur ayant été entendu ;

Considérant que les députés et les sénateurs auteurs respectivement de la première et de la seconde saisine déférent au Conseil constitutionnel la loi relative au pacte civil de solidarité ; qu'ils contestent la régularité de la procédure d'adoption de la loi et mettent en cause la conformité à la Constitution, en tout ou en partie, de ses articles 1er à 7 et 13 à 15 ;

Sur la recevabilité du mémoire enregistré au secrétariat général du Conseil constitutionnel le 4 novembre 1999 :

Considérant que le deuxième alinéa de l'article 61 de la Constitution, s'il prévoit que les lois peuvent être déférées au Conseil constitutionnel par les membres du Parlement, réserve l'exercice de cette faculté à soixante députés ou soixante sénateurs ;

Considérant que, par lettre en date du 4 novembre 1999, M. Claude Goasguen, député signataire de la première saisine, a fait parvenir au Conseil constitutionnel, sous sa seule signature, un mémoire par lequel il soulève de nouveaux griefs à l'encontre de dispositions critiquées ; qu'il résulte des dispositions sus-rappelées du deuxième alinéa de l'article 61 de la Constitution que ce mémoire doit être déclaré irrecevable ;

Sur la régularité de la procédure législative :

En ce qui concerne les griefs tirés de la méconnaissance du règlement de l'Assemblée nationale :

Considérant que les auteurs des deux recours soutiennent que la loi soumise à l'examen du Conseil constitutionnel a été adoptée dans des conditions qui portent atteinte aux principes fondamentaux de la procédure législative ;

Considérant que les requérants exposent que l'Assemblée nationale a rejeté, le 9 octobre 1998, une première proposition de loi relative au pacte civil de solidarité, par l'adoption d'une exception d'irrecevabilité dont l'objet, aux termes du quatrième alinéa de l'article 91 du règlement de l'Assemblée nationale, était de faire reconnaître que le texte proposé était contraire à une ou plusieurs dispositions constitutionnelles ; qu'il appartiendrait dès lors au Conseil constitutionnel de tirer les conséquences nécessaires d'un tel vote quant à la constitutionnalité de la loi déférée, laquelle reprendrait, pour l'essentiel, les dispositions de la proposition rejetée le 9 octobre 1998 ;

Considérant que les requérants font valoir, en outre, que la proposition de loi dont est issu le texte définitivement adopté aurait été examinée par l'Assemblée nationale en violation du troisième alinéa de l'article 84 de son règlement qui énonce que « les propositions repoussées par l'Assemblée ne peuvent être reproduites avant un délai d'un an » ; que, cette nouvelle proposition de loi étant substantiellement la même que celle qui avait fait l'objet d'un rejet, son dépôt, puis son inscription à l'ordre du jour de la séance du 3 novembre 1998, devraient être regardés comme constitutifs d'un détournement de la procédure législative et d'une violation du premier alinéa de l'article 34 de la Constitution qui dispose que « la loi est votée par le Parlement » ;

Considérant, en premier lieu, que les règlements des assemblées parlementaires n'ayant pas en eux-mêmes valeur constitutionnelle, la seule méconnaissance des dispositions réglementaires invoquées ne saurait avoir pour effet de rendre la procédure législative contraire à la Constitution ;

Considérant, en deuxième lieu, que le vote par l'Assemblée nationale, le 9 octobre 1998, d'une exception d'irrecevabilité ne saurait lier le Conseil constitutionnel dans l'exercice de la compétence qu'il tient du deuxième alinéa de l'article 61 de la Constitution ;

Considérant, enfin, que la proposition de loi dont est issue la loi déférée n'était pas identique à celle rejetée le 9 octobre 1998 ; qu'ainsi, en l'espèce, le grief tiré de la violation du troisième alinéa de l'article 84 du règlement de l'Assemblée nationale manque en fait ;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que l'adoption par l'Assemblée nationale, le 9 octobre 1998, d'une exception d'irrecevabilité n'entache pas d'irrégularité la procédure suivie ;

En ce qui concerne le grief tiré de la méconnaissance des dispositions de l'article 40 de la Constitution :

Considérant que les requérants soutiennent que la loi aurait été adoptée en méconnaissance de l'article 40 de la Constitution, aux termes duquel : « Les propositions et amendements formulés par les membres du Parlement ne sont pas recevables lorsque leur adoption aurait pour conséquence soit une diminution des ressources publiques, soit la création ou l'aggravation d'une charge publique » ;

Considérant que le bureau de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, saisi par un député en application du deuxième alinéa de l'article 92 du règlement de l'Assemblée nationale, a considéré le 28 octobre 1998 que les dispositions de l'article 40 de la Constitution ne s'opposaient pas à la proposition de loi en cause ; qu'ainsi, la question de la recevabilité de la proposition de loi a été soulevée en l'espèce ; qu'il y a lieu, en conséquence, d'examiner le grief ;

Considérant, en premier lieu, que les auteurs des deux recours soutiennent que la proposition de loi aurait dû être déclarée irrecevable comme entraînant une diminution des ressources publiques ; qu'ils font valoir, à cet égard, que la proposition dont est issue la loi déférée comportait des dispositions fiscales ayant pour conséquence une diminution des ressources de l'Etat ; que, si son article 12 prévoyait, afin d'en assurer la compensation, une majoration à due concurrence du droit de consommation sur les tabacs, une telle compensation n'était ni réelle ni suffisante, en raison de la disproportion flagrante entre l'assiette de cette majoration et la perte de ressources prévisible ; que les députés auteurs de la première saisine se prévalent également de l'impossibilité d'évaluer précisément cette perte de ressources ;

Considérant, d'une part, que, lorsque la recevabilité de la proposition de loi a été examinée, la ressource figurant à son article 12 pouvait être regardée comme une compensation réelle de la diminution des ressources publiques résultant de l'imposition commune à l'impôt sur le revenu et des modifications des droits de mutation à titre gratuit respectivement prévues par les articles 2 et 3 de la proposition de loi en faveur des personnes ayant conclu un pacte civil de solidarité ; que ladite majoration était immédiate et qu'elle bénéficiait à l'Etat, au même titre que les impôts dont le produit était diminué ;

Considérant, d'autre part, que l'article 12 précité relatif à la compensation de la diminution de ressources a été supprimé par adoption d'un amendement du Gouvernement en première lecture à l'Assemblée nationale ;

Considérant, dès lors, que ne peut être accueilli le grief selon lequel la proposition de loi aurait dû être déclarée irrecevable en raison de ses effets sur les ressources publiques ;

Considérant, en second lieu, que les députés auteurs de la première saisine soutiennent que la proposition de loi était également irrecevable en raison de ses effets sur les charges publiques ; qu'ils font valoir que l'exigence d'un enregistrement du pacte civil de solidarité faisait peser « sur les autorités chargées d'assurer à la fois cet enregistrement et la gestion des divers droits qui s'y rattachent » une aggravation de charges directe et certaine ;

Considérant que l'augmentation des dépenses pouvant résulter, pour les services compétents, des tâches de gestion imposées par la proposition de loi n'était ni directe ni certaine ; qu'en conséquence, c'est à bon droit que la proposition de loi n'a pas été déclarée irrecevable en raison de son incidence sur les charges publiques ;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que la loi n'a pas été adoptée en méconnaissance de l'article 40 de la Constitution ;

En ce qui concerne le grief tiré de la violation de l'article 1er de l'ordonnance du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances :

Considérant que les sénateurs auteurs de la seconde saisine font grief à l'article 7 de la loi déférée, qui complète l'article L. 161-14 du code de la sécurité sociale, de méconnaître les dispositions du quatrième alinéa de l'article 1er de l'ordonnance du 2 janvier 1959 susvisée, aux termes duquel : « Lorsque des dispositions d'ordre législatif ou réglementaire doivent entraîner des charges nouvelles, aucun projet de loi ne peut être définitivement voté, aucun décret ne peut être signé, tant que ces charges n'ont pas été prévues, évaluées et autorisées dans

les conditions fixées par la présente ordonnance » ; qu'ils soutiennent, à cet égard, que l'article 7 de la loi déférée, qui résulte d'un amendement du Gouvernement, étend, sans condition de délai, la qualité d'ayant droit pour l'assurance maladie aux personnes liées à un assuré par un pacte civil de solidarité et crée ainsi directement des charges publiques nouvelles ;

Considérant que les charges en cause n'incombent pas à l'Etat et, comme telles, ne sont pas soumises aux prescriptions de l'article 1er de l'ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances ; que, par suite, le grief ne peut être accueilli ;

Sur les griefs tirés de la méconnaissance par le législateur de l'étendue de sa compétence :

Considérant que les députés auteurs de la première saisine et les sénateurs auteurs de la seconde saisine soutiennent qu'à plusieurs titres le législateur n'aurait pas exercé la compétence qu'il tient de l'article 34 de la Constitution en renvoyant à l'autorité réglementaire ou à l'autorité judiciaire « le soin de combler les lacunes et imprécisions » de la loi ; qu'ils font ainsi valoir que l'article 515-1 nouveau du code civil, introduit par l'article 1er de la loi déférée, ne précise pas le contenu de la notion de vie commune que le pacte civil de solidarité a vocation à organiser ; que n'est pas davantage précisé le statut civil des signataires d'un tel pacte ; que ne sont pas non plus déterminées « les règles applicables en matière de parentalité et notamment de paternité en cas d'enfants », ni celles régissant la procréation médicalement assistée ; qu'ils soutiennent que l'article 515-4 nouveau du code civil, introduit par le même article 1er, ne prévoit ni la nature ni l'étendue de l'aide mutuelle et matérielle que les partenaires liés par un pacte civil de solidarité doivent s'apporter, le contenu de cette aide étant, selon eux, purement et simplement renvoyé au contrat conclu entre les partenaires, sans qu'aucun contrôle juridictionnel préalable dudit contrat ne soit prévu ; qu'en outre, les conditions de formation et d'extinction du pacte civil de solidarité ne garantiraient, à défaut de toute précision relative à sa publicité, ni les droits du partenaire auquel la rupture serait imposée ni les droits des tiers ; que le législateur aurait également méconnu sa compétence en laissant subsister, faute de dispositions relatives au contenu du contrat, de nombreuses incertitudes, notamment quant aux types de clauses patrimoniales ou non patrimoniales qui pourraient y être incluses ; qu'ils font également valoir que la loi ne définit pas le type de clauses contractuelles susceptibles de régir la rupture du pacte ; qu'elle reste silencieuse sur « le caractère simple ou irréfragable de la présomption d'indivision ouverte par l'article 515-5 du code civil » introduit par l'article 1er de la loi ; qu'au surplus, le législateur n'aurait prévu « aucune réserve de protection d'un partenaire contre les éventuels excès de l'autre », alors qu'il a posé la règle de la solidarité des partenaires à l'égard des tiers pour certaines dettes ; qu'il est également soutenu qu'il incombait au législateur de fixer une limite au nombre de

pactes civils de solidarité pouvant être successivement souscrits par une même personne, ainsi que le délai devant être respecté entre la fin d'un pacte et la conclusion du pacte suivant ; qu'enfin, l'article 1er de la loi déférée aurait dû préciser si les différentes dispositions qu'il introduit dans le code civil ont ou non un caractère d'ordre public ;

Considérant qu'aux termes de l'article 34 de la Constitution :

« La loi fixe les règles concernant : ... la nationalité, l'état et la capacité des personnes, les régimes matrimoniaux, les successions et libéralités ; ...

« La loi détermine les principes fondamentaux : ... du régime de la propriété, des droits réels et des obligations civiles et commerciales ; ... » ;

Considérant que l'article 1er de la loi déférée insère dans le livre Ier du code civil, relatif aux personnes, un titre XII intitulé : « Du pacte civil de solidarité et du concubinage » ; que ce titre comprend deux chapitres dont le chapitre Ier relatif au pacte civil de solidarité, composé des articles 515-1 à 515-7 ;

Considérant, en premier lieu, qu'aux termes de l'article 515-1 nouveau du code civil : « Un pacte civil de solidarité est un contrat conclu par deux personnes physiques majeures, de sexe différent ou de même sexe, pour organiser leur vie commune » ; que l'article 515-2 nouveau du code civil interdit, à peine de nullité, la conclusion de ce contrat entre ascendant et descendant en ligne directe, entre alliés en ligne directe et entre collatéraux jusqu'au troisième degré inclus, entre deux personnes dont l'une au moins est engagée dans les liens du mariage et entre deux personnes dont l'une au moins est déjà liée par un pacte civil de solidarité ; qu'en application du premier alinéa de l'article 515-3 nouveau du code civil, les personnes qui concluent un tel pacte en font la déclaration conjointe au greffe du tribunal d'instance dans le ressort duquel elles fixent leur résidence commune ; qu'en application du deuxième alinéa du même article, elles doivent joindre, à peine d'irrecevabilité, les pièces d'état civil permettant d'établir la validité de l'acte au regard de l'article 515-2 ; qu'en outre, les partenaires, en application de l'article 515-4 nouveau du code civil, s'apportent une aide mutuelle et matérielle et sont tenus solidairement à l'égard des tiers des dettes contractées par l'un d'eux pour les besoins de la vie courante et pour les dépenses relatives au logement commun ; qu'enfin, la loi déférée comporte des dispositions favorisant le rapprochement géographique de deux personnes ayant conclu un pacte civil de solidarité ;

Considérant qu'il résulte de ces dispositions, éclairées par les débats parlementaires à l'issue desquels elles ont été adoptées, que la notion de vie commune ne couvre pas seulement une communauté d'intérêts et ne se limite pas à l'exigence d'une simple cohabitation entre deux personnes ; que la vie commune men-

tionnée par la loi déférée suppose, outre une résidence commune, une vie de couple, qui seule justifie que le législateur ait prévu des causes de nullité du pacte qui, soit reprennent les empêchements à mariage visant à prévenir l'inceste, soit évitent une violation de l'obligation de fidélité découlant du mariage ; qu'en conséquence, sans définir expressément le contenu de la notion de vie commune, le législateur en a déterminé les composantes essentielles ;

Considérant, en deuxième lieu, qu'eu égard à la nature des empêchements édictés par l'article 515-2 du code civil, justifiés notamment par les mêmes motifs que ceux qui font obstacle au mariage, la nullité prévue par cette disposition ne peut être qu'absolue ;

Considérant, en troisième lieu, que l'objet des articles 515-1 à 515-7 du code civil est la création d'un contrat spécifique conclu par deux personnes physiques majeures en vue d'organiser leur vie commune ; que le législateur s'est attaché à définir ce contrat, son objet, les conditions de sa conclusion et de sa rupture, ainsi que les obligations en résultant ; que, si les dispositions de l'article 515-5 du code civil instituant des présomptions d'indivision pour les biens acquis par les partenaires du pacte civil de solidarité pourront, aux termes mêmes de la loi, être écartées par la volonté des partenaires, les autres dispositions introduites par l'article 1er de la loi déférée revêtent un caractère obligatoire, les parties ne pouvant y déroger ; que tel est le cas de la condition relative à la vie commune, de l'aide mutuelle et matérielle que les partenaires doivent s'apporter, ainsi que des conditions de cessation du pacte ; que les dispositions générales du code civil relatives aux contrats et aux obligations conventionnelles auront par ailleurs vocation à s'appliquer, sous le contrôle du juge, sauf en ce qu'elles ont de nécessairement contraire à la présente loi ; qu'en particulier, les articles 1109 et suivants du code civil, relatifs au consentement, sont applicables au pacte civil de solidarité ;

Considérant, en quatrième lieu, que, limitée à l'objet ainsi voulu et défini par le législateur, la loi soumise à l'examen du Conseil constitutionnel est sans incidence sur les autres titres du livre Ier du code civil, notamment ceux relatifs aux actes d'état civil, à la filiation, à la filiation adoptive et à l'autorité parentale, ensemble de dispositions dont les conditions d'application ne sont pas modifiées par la loi déférée ; qu'en particulier, la conclusion d'un pacte civil de solidarité ne donne lieu à l'établissement d'aucun acte d'état civil, l'état civil des personnes qui le concluent ne subissant aucune modification ; que la loi n'a pas davantage d'effet sur la mise en œuvre des dispositions législatives relatives à l'assistance médicale à la procréation, lesquelles demeurent en vigueur et ne sont applicables qu'aux couples formés d'un homme et d'une femme ; qu'enfin, en instaurant un contrat nouveau ayant pour finalité l'organisation de la vie commune des contractants, le législateur n'était pas tenu de modifier la législation régissant ces différentes matières ;

[15 novembre 1999]

Considérant, en cinquième lieu, que, si la législation fiscale fait référence à la qualité de « célibataire », le régime fiscal applicable aux personnes ayant conclu un pacte civil de solidarité est régi par la loi déférée ; que les dispositions réglementaires, intervenues dans différents domaines, faisant référence à la qualité de « célibataire », devront être mises à jour pour tenir compte de la situation des personnes ayant conclu un tel pacte ; que, d'ici là, la question de l'applicabilité de ces réglementations à ces personnes devra être résolue en fonction de leur objet ; qu'il en est de même des dispositions évoquant une « vie maritale » ;

Considérant, en sixième lieu, qu'aux termes du premier alinéa de l'article 515-4 nouveau du code civil : « Les partenaires liés par un pacte civil de solidarité s'apportent une aide mutuelle et matérielle. Les modalités de cette aide sont fixées par le pacte » ; qu'en application des dispositions du deuxième alinéa de l'article 515-3 nouveau du code civil, les parties doivent produire au greffier, à peine d'irrecevabilité, la convention passée entre elles, en double original ; que l'aide mutuelle et matérielle s'analyse en conséquence comme un devoir entre partenaires du pacte ; qu'il en résulte implicitement mais nécessairement que, si la libre volonté des partenaires peut s'exprimer dans la détermination des modalités de cette aide, serait nulle toute clause méconnaissant le caractère obligatoire de ladite aide ; que, par ailleurs, dans le silence du pacte, il appartiendra au juge du contrat, en cas de litige, de définir les modalités de cette aide en fonction de la situation respective des partenaires ;

Considérant, en septième lieu, que le législateur a pu, sans méconnaître sa compétence, laisser la faculté aux parties d'écarter le régime de l'indivision pour les biens dont elles feraient l'acquisition postérieurement à la conclusion du pacte ; qu'il résulte des termes mêmes de l'article 515-5 nouveau du code civil que la présomption d'indivision par moitié des meubles meublants acquis à titre onéreux postérieurement à la conclusion du pacte ne peut céder que devant la production de la convention passée entre les partenaires décidant d'écarter un tel régime ; que, de même, la présomption d'indivision par moitié pour les autres biens dont les partenaires deviennent propriétaires à titre onéreux postérieurement à la conclusion du pacte ne peut céder que devant la production d'un acte d'acquisition ou de souscription qui en dispose autrement ; que, lorsque la présomption d'indivision ne peut être écartée, ont vocation à s'appliquer les dispositions des articles 815 et suivants du code civil relatives à l'indivision ; que les parties pourront toutefois décider, soit, pour les meubles meublants, dans la convention initiale ou dans un acte la modifiant, soit, pour les biens autres, dans l'acte d'acquisition ou de souscription, d'appliquer le régime conventionnel d'indivision prévu par les articles 1873-1 et suivants du même code ;

Considérant, en huitième lieu, que l'instauration d'une solidarité des partenaires à l'égard des tiers pour les dettes contractées par l'un d'eux pour les besoins

de la vie courante et pour les dépenses relatives au logement commun ne saurait faire obstacle, en cas d'excès commis par l'un des partenaires, à l'application des règles de droit commun relatives à la responsabilité civile ;

Considérant, en neuvième lieu, qu'en application des dispositions de l'article 515-3 nouveau du code civil, après production de l'ensemble des pièces mentionnées au deuxième alinéa du même article, parmi lesquelles la convention en double original, la déclaration conjointe des personnes qui concluent un pacte civil de solidarité est inscrite sur un registre tenu au greffe du tribunal d'instance du lieu où elles fixent leur résidence commune ; que cette inscription confère date certaine au contrat et le rend opposable aux tiers ; que, par ailleurs, les deux exemplaires originaux de la convention, après avoir été visés et datés par le greffier, sont restitués aux partenaires ; que mention de la déclaration est également portée sur un registre tenu au greffe du tribunal d'instance du lieu de naissance de chaque partenaire ou, en cas de naissance à l'étranger, au greffe du tribunal de grande instance de Paris ; qu'en outre, toute modification du pacte fait elle-même l'objet d'une déclaration conjointe inscrite au greffe du tribunal d'instance qui a reçu l'acte initial, à laquelle est joint, à peine d'irrecevabilité, l'acte portant modification de la convention ;

Considérant, par ailleurs, que l'article 515-7 nouveau du code civil prévoit, d'une part, en cas de cessation du pacte d'un commun accord, l'inscription de la déclaration conjointe des partenaires, par laquelle ils décident de mettre fin au pacte, sur un registre tenu au greffe du tribunal d'instance dans le ressort duquel l'un d'entre eux au moins a sa résidence ; qu'en outre, le greffier qui reçoit la déclaration porte, ou fait porter, mention de la fin du pacte en marge de l'acte initial ; qu'il fait également procéder à l'inscription de la mention en marge du registre tenu au greffe du tribunal d'instance du lieu de naissance de chaque partenaire ; que, d'autre part, lorsque l'un des partenaires décide de mettre fin au pacte civil de solidarité, il signifie à l'autre sa décision et adresse copie de cette signification au greffe du tribunal d'instance qui a reçu l'acte initial ; qu'en cas de cessation du pacte par mariage de l'un des partenaires, celui-ci en informe l'autre par voie de signification, copies de la signification et de l'acte de naissance portant mention du mariage devant être adressées au greffier du tribunal d'instance qui a reçu l'acte initial ; qu'en cas de décès de l'un des partenaires, une copie de l'acte de décès est adressée à ce même greffier ; que, dans ces différentes hypothèses, le greffier qui reçoit les actes susmentionnés porte ou fait porter mention de la fin du pacte en marge de l'acte initial et en marge du registre tenu au greffe du tribunal d'instance du lieu de naissance de chaque partenaire ;

Considérant, en conséquence, que le législateur, en instaurant par ces dispositions le principe d'une publicité de la conclusion, de la modification et de la fin du pacte, n'a pas méconnu l'étendue des compétences qu'il tient de l'article 34 de la

Constitution ; qu'il appartiendra toutefois au pouvoir réglementaire, compétent pour fixer les modalités d'application des dispositions sus-analysées, d'aménager dans le décret prévu par l'article 15 de la loi déférée l'accès des tiers aux différents registres de manière à concilier la protection des droits des tiers et le respect de la vie privée des personnes liées par un pacte ;

Considérant, enfin, qu'il était loisible au législateur de ne fixer aucune limite au nombre de pactes civils de solidarité pouvant être souscrits successivement par une même personne et de ne prévoir aucune condition de délai entre la cessation d'un pacte civil de solidarité et la conclusion d'un nouveau pacte ;

Considérant qu'il résulte de tout ce qui précède que, sous les réserves ci-dessus énoncées, doivent être rejetés les griefs tirés de ce que le législateur serait resté en deçà de sa compétence ;

Sur les griefs tirés de la violation du principe d'égalité :

En ce qui concerne les violations alléguées du principe d'égalité devant les charges publiques :

Considérant que les requérants critiquent les articles 4, 5 et 6 de la loi déférée en tant qu'ils porteraient atteinte, sans motif d'intérêt général, au principe d'égalité devant les charges publiques ;

Quant à l'article 4 :

Considérant que l'article 4 de la loi déférée, qui complète l'article 6 du code général des impôts, prévoit que les partenaires liés par un pacte civil de solidarité font l'objet, pour le calcul de l'impôt sur le revenu, d'une imposition commune à compter de l'imposition des revenus de l'année du troisième anniversaire de l'enregistrement du pacte ; que seuls les couples mariés font actuellement l'objet d'une imposition commune ;

Considérant que les auteurs des deux recours soutiennent que cet article « assimile donc fiscalement sur ce point » les partenaires d'un pacte civil de solidarité et les époux, alors que les avantages fiscaux de ces derniers résultent « de la reconnaissance du mariage à la fois comme élément fondateur de la famille et comme générateur de devoirs pour les époux » ; que les requérants font valoir également que les réductions d'impôt sont consenties au détriment des personnes vivant seules ou en concubinage, ces avantages n'étant, selon eux, « pas justifiés, comme ceux liés au mariage, par l'intérêt social que constitue la protection de la famille » ; qu'ils allèguent que la loi créerait ainsi, à un triple titre, « sans considération d'intérêt général, une rupture d'égalité devant les charges publiques » ;

Considérant, en premier lieu, que manque en fait le grief tiré de la rupture d'égalité devant les charges publiques à l'égard des personnes mariées, l'article 4 étendant aux partenaires le régime d'imposition commune applicable aux époux, sous réserve d'une condition de durée minimale du pacte civil de solidarité ;

Considérant, en deuxième lieu, que le législateur a entendu accorder des droits particuliers aux personnes qui ne peuvent ou ne veulent se marier, mais qui souhaitent se lier par un pacte de vie commune ; que, contrairement aux personnes vivant en concubinage, les partenaires d'un tel pacte sont assujettis à certaines obligations ; qu'ils se doivent, en particulier, « une aide mutuelle et matérielle » ; que cette différence de situation justifie, au regard de l'objet de la loi, la différence de traitement critiquée entre personnes vivant en concubinage et personnes liées par un pacte civil de solidarité ; qu'au demeurant, l'imposition commune n'est applicable à ces dernières qu'à compter de l'imposition des revenus de l'année du troisième anniversaire de l'enregistrement du pacte ;

Considérant, en troisième lieu, qu'aux termes de l'article 13 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 : « Pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable. Elle doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés » ; que, conformément à l'article 34 de la Constitution, il appartient au législateur de déterminer, dans le respect des principes constitutionnels et compte tenu des caractéristiques de chaque impôt, les règles selon lesquelles doivent être appréciées les facultés contributives des contribuables ; que cette appréciation ne doit cependant pas entraîner de rupture caractérisée de l'égalité devant les charges publiques ;

Considérant que l'avantage susceptible d'être tiré de l'imposition commune par les signataires d'un pacte civil de solidarité, par rapport à la situation où ils seraient imposés séparément comme le sont les personnes vivant seules, serait de nature à constituer, s'il était excessif, une violation de l'article 13 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, alors surtout que la vie commune permet de dégager diverses économies à revenus inchangés ; que, toutefois, l'économie d'impôt pouvant résulter de l'attribution de deux parts pour l'application du quotient familial n'atteint sa valeur maximale que dans le cas où les revenus propres de l'un des membres du couple sont faibles ou nuls ; que l'avantage alors tiré par l'autre de l'imposition commune se justifie, au regard de l'article 13 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, par la présence à son foyer d'une personne à sa charge ; que, dans les autres cas, l'application combinée du quotient familial et des autres règles de calcul de l'impôt sur le revenu ne fait pas apparaître au profit des partenaires d'un pacte, par rapport à la situation où ils seraient imposés séparément, un avantage tel qu'il entraînerait une rupture caractérisée de l'égalité devant les charges publiques ; qu'au surplus, cet avantage disparaît lorsque les revenus

propres des deux partenaires sont faibles ou équivalents ; que, dans ces conditions, l'article 4 n'entraîne pas de rupture d'égalité entre les partenaires liés par un pacte civil de solidarité et les personnes vivant seules ;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que les griefs tirés de l'atteinte portée par l'article 4 à l'égalité devant les charges publiques doivent être écartés ;

Quant à l'article 5 :

Considérant que cet article insère un article 777 *bis* dans le code général des impôts et complète les articles 779 et 780 du même code ; qu'il institue un barème et un abattement spécifiques des droits de mutation à titre gratuit entre personnes liées par un pacte civil de solidarité ; qu'en cas de donation, ces dispositions ne s'appliquent que si, à la date du fait générateur, les partenaires sont liés par un pacte depuis au moins deux ans ;

Considérant que les requérants soutiennent que cet article accorde aux partenaires des réductions d'impôt sans comporter de garanties suffisantes pour éviter qu'ils ne se trouvent dans une situation plus favorable que les époux ; qu'en outre, ces avantages seraient consentis au détriment des personnes vivant seules ou en concubinage ; que, selon les auteurs des saisines, ces réductions d'impôts ne seraient pas justifiées, comme celles liées au mariage, par « l'intérêt social que constitue la protection de la famille » ; qu'ils allèguent que « la loi crée donc, sans considération d'intérêt général, une rupture d'égalité devant les charges publiques » ;

Considérant, en premier lieu, que manque en fait le grief tiré de la violation du principe d'égalité à l'égard des couples mariés ; qu'en effet, le barème et l'abattement institués par l'article 5 sont moins favorables que ceux prévus entre époux par les articles 777 et 779 du code général des impôts ;

Considérant, en deuxième lieu, que, pour les mêmes motifs que ceux exposés ci-dessus à propos de l'article 4, l'article 5 n'entraîne pas de rupture de l'égalité entre personnes liées par un pacte civil de solidarité et concubins ;

Considérant, en troisième lieu, qu'il était loisible au législateur de prévoir, en faveur des personnes liées par un pacte de vie commune et se devant une aide mutuelle et matérielle, un régime fiscal plus favorable que celui qui régit les donations et successions entre personnes non parentes ;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que les griefs tirés de l'atteinte portée par l'article 5 à l'égalité devant les charges publiques doivent être écartés ;

[15 novembre 1999]

Quant à l'article 6 :

Considérant que l'article 6, qui complète les articles 885 A, 885 W et 1723 *ter*-OOB du code général des impôts, assujettit les personnes liées par un pacte civil de solidarité à l'imposition commune au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune ; que les députés auteurs de la première saisine font valoir que cet article fait bénéficier ces personnes d'« avantages de même nature que ceux dont bénéficient des couples mariés » ; que ce grief manque en fait, dès lors que, s'agissant de l'impôt de solidarité sur la fortune, l'imposition commune ne peut qu'accroître la charge fiscale des personnes liées par un pacte civil de solidarité par rapport à la situation qui serait la leur en cas d'imposition séparée ;

En ce qui concerne les autres violations alléguées du principe d'égalité :

Considérant que les sénateurs auteurs de la seconde saisine dénoncent l'atteinte qui serait portée au principe d'égalité par l'interdiction faite à certaines personnes de conclure un pacte civil de solidarité ; qu'ils font valoir, à cet égard, que les prohibitions liées à la parenté ou à l'alliance « ne sont aucunement justifiées à partir du moment où il ressort clairement des débats parlementaires que le pacte n'a pas obligatoirement une connotation sexuelle » et ne répondent donc à aucune justification d'intérêt général ; qu'ils soutiennent, en outre, que portent également atteinte à l'égalité les interdictions de conclure un pacte civil de solidarité qui visent les mineurs émancipés et les majeurs sous tutelle ;

Considérant que, sans méconnaître les exigences du principe d'égalité, ni celles découlant de la liberté définie à l'article 4 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, le législateur, afin de prendre en compte l'intérêt général tenant à la prohibition de l'inceste, a pu interdire la conclusion d'un pacte civil de solidarité, sous peine de nullité absolue, entre des personnes entre lesquelles existe l'un des liens de parenté ou d'alliance mentionnés par le 1° de l'article 515-2 nouveau du code civil ; qu'il a pu, par ailleurs, sans porter non plus atteinte au principe d'égalité, ne pas autoriser la conclusion d'un pacte par une personne mineure émancipée et par une personne majeure placée sous tutelle ;

Considérant que les sénateurs auteurs de la seconde saisine critiquent également l'article 13 de la loi déférée, qui prévoit une priorité d'affectation au profit des fonctionnaires séparés pour des raisons professionnelles de la personne à laquelle ils sont liés par un pacte civil de solidarité, en tant qu'il porterait atteinte au principe d'égalité sans motif d'intérêt général ;

Considérant que les obligations auxquelles sont assujettis les signataires d'un pacte civil de solidarité les placent dans une situation différente de celle des personnes vivant seules ou en concubinage au regard des règles d'affectation et de

mutation dans la fonction publique ; que, dès lors, il était loisible au législateur, sans méconnaître le principe d'égalité, de leur attribuer la priorité d'affectation dont bénéficient les fonctionnaires mariés pour se rapprocher de leur conjoint ;

Considérant qu'il résulte de tout ce qui précède que les griefs tirés de la méconnaissance du principe d'égalité doivent être écartés ;

Sur le grief tiré d'une « atteinte au mariage républicain » :

Considérant que, si les députés auteurs de la première saisine soutiennent que la loi méconnaîtrait les règles du « mariage civil et républicain » en « instituant une nouvelle communauté de vie », les dispositions relatives au pacte civil de solidarité ne mettent en cause aucune des règles relatives au mariage ; qu'en conséquence, le moyen tiré de la violation de ces règles manque en fait ;

Sur le grief tiré d'une atteinte aux « principes fondamentaux du droit des contrats » :

Considérant que les députés et les sénateurs requérants font grief à l'article 515-7 nouveau du code civil de porter atteinte au « principe d'immutabilité des contrats » en permettant une rupture unilatérale du pacte civil de solidarité sans qu'aucune cause ne soit invoquée ;

Considérant que, si le contrat est la loi commune des parties, la liberté qui découle de l'article 4 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 justifie qu'un contrat de droit privé à durée indéterminée puisse être rompu unilatéralement par l'un ou l'autre des contractants, l'information du cocontractant, ainsi que la réparation du préjudice éventuel résultant des conditions de la rupture, devant toutefois être garanties ; qu'à cet égard, il appartient au législateur, en raison de la nécessité d'assurer pour certains contrats la protection de l'une des parties, de préciser les causes permettant une telle résiliation, ainsi que les modalités de celle-ci, notamment le respect d'un préavis ;

Considérant que ne sont pas contraires aux principes constitutionnels ci-dessus rappelés les dispositions de l'article 515-7 nouveau du code civil qui permettent la rupture unilatérale du pacte civil de solidarité, la prise d'effet de celle-ci intervenant, en dehors de l'hypothèse du mariage, trois mois après l'accomplissement des formalités exigées par le législateur, et qui, dans tous les cas de rupture unilatérale, y compris le mariage, réservent le droit du partenaire à réparation ; que toute clause du pacte interdisant l'exercice de ce droit devra être réputée non écrite ; que la cessation du pacte à la date du mariage de l'un des partenaires met en œuvre le principe de valeur constitutionnelle de la liberté du mariage ;

Considérant que, sous cette réserve, le grief tiré d'une atteinte aux principes fondamentaux du droit des contrats doit être écarté ;

Sur le grief tiré de l'atteinte au principe de la sauvegarde de la dignité de la personne humaine :

Considérant que les requérants font valoir que l'article 515-7 du code civil prévoit une faculté de rupture unilatérale du pacte civil de solidarité qui s'apparenterait, compte tenu de l'absence de garanties qui, selon eux, la caractérise, à la répudiation ; que cette disposition méconnaîtrait, en conséquence, le principe du respect de la dignité de la personne humaine ; que les députés auteurs de la première saisine ajoutent que la rupture du pacte par mariage prévue par le troisième alinéa de l'article 515-7 nouveau du code civil serait « contraire au principe d'égalité entre les contractants », le pacte prenant fin, dans ce cas, immédiatement et les obligations qu'il a produites cessant sur le champ ;

Considérant qu'il résulte du deuxième alinéa de l'article 515-7 nouveau du code civil que l'un des partenaires peut décider de mettre fin au pacte civil de solidarité ; que, dans cette hypothèse, « il signifie à l'autre sa décision et adresse copie de cette signification au greffe du tribunal d'instance qui a reçu l'acte initial » ; qu'en application des dispositions du neuvième alinéa du même article, le pacte prend fin trois mois après la signification délivrée en application de l'alinéa précité, sous réserve qu'une copie en ait été portée à la connaissance du greffier du tribunal d'instance ;

Considérant, par ailleurs, qu'en application du troisième alinéa de l'article 515-7 du code civil, l'un des partenaires met fin au pacte civil de solidarité en se mariant ; qu'il en informe l'autre par voie de signification, le pacte prenant fin, en application du dixième alinéa de cet article, à la date du mariage ;

Considérant, en premier lieu, que le pacte civil de solidarité est un contrat étranger au mariage ; qu'en conséquence sa rupture unilatérale ne saurait être qualifiée de « répudiation » ;

Considérant, en deuxième lieu, comme il a été dit précédemment, que les contrats à durée indéterminée, catégorie à laquelle appartient le pacte civil de solidarité, peuvent toujours être résiliés par l'une ou l'autre des parties ;

Considérant, en troisième lieu, que la cessation immédiate du pacte en cas de mariage de l'un des partenaires répond, comme il a été ci-dessus indiqué, à la nécessité de respecter l'exigence constitutionnelle de la liberté du mariage ;

Considérant, enfin, comme cela résulte des dispositions du dernier alinéa de l'article 515-7 du code civil, que le partenaire auquel la rupture est imposée pourra demander réparation du préjudice éventuellement subi, notamment en cas de faute tenant aux conditions de la rupture ; que, dans ce dernier cas, l'affirmation de la faculté d'agir en responsabilité met en œuvre l'exigence constitutionnelle posée par l'article 4 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, dont il résulte que tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer ;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que les dispositions relatives à la rupture unilatérale du pacte civil de solidarité ne sont contraires ni au principe de la dignité de la personne humaine, ni à aucun autre principe de valeur constitutionnelle ;

Sur le grief tiré de l'atteinte au respect de la vie privée :

Considérant que les députés et les sénateurs requérants soutiennent que l'enregistrement du pacte civil de solidarité au greffe du tribunal d'instance et la possibilité ainsi offerte aux tiers de connaître son existence « portent atteinte à la vie sexuelle des individus, qui est au cœur du principe du respect de la vie privée » ; que les dispositions de l'article 515-3 du code civil seraient en conséquence contraires à la Constitution ;

Considérant qu'aux termes de l'article 2 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen : « Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression » ; que la liberté proclamée par cet article implique le respect de la vie privée ;

Considérant que le texte critiqué prévoit des règles d'enregistrement des pactes civils de solidarité qui ont une double finalité ; que, d'une part, elles visent à assurer le respect des règles d'ordre public régissant le droit des personnes, au nombre desquelles figure, en particulier, la prohibition de l'inceste ; que, d'autre part, elles tendent à conférer date certaine au pacte civil de solidarité pour le rendre opposable aux tiers, dont il appartient au législateur, comme cela a été dit précédemment, de sauvegarder les droits ; que l'enregistrement n'a pas pour objet de révéler les préférences sexuelles des personnes liées par le pacte ;

Considérant, en outre, que les conditions dans lesquelles seront traitées, conservées et rendues accessibles aux tiers les informations relatives au pacte civil de solidarité seront fixées par un décret en Conseil d'Etat pris après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés ; que s'appliqueront les garanties résultant de la législation relative à l'informatique et aux libertés ; que, sous

ces réserves, le législateur n'a pas porté atteinte au principe du respect de la vie privée ;

Sur les griefs tirés de la méconnaissance des dispositions du Préambule de la Constitution de 1946 relatives à la protection de l'enfant et de la famille :

Considérant que les députés et les sénateurs requérants soutiennent qu'en se limitant à appréhender la situation de deux personnes qui veulent organiser leur vie commune et en faisant silence sur la situation des enfants qu'elles pourraient avoir ou qui pourraient vivre auprès d'elles, le législateur a porté atteinte aux dispositions des dixième et onzième alinéas du Préambule de la Constitution de 1946 ;

Considérant qu'aux termes du dixième alinéa du Préambule de la Constitution de 1946 : « La nation assure à l'individu et à la famille les conditions nécessaires à leur développement » ; qu'à ceux du onzième alinéa : « Elle garantit à tous, notamment à l'enfant, à la mère et aux vieux travailleurs, la protection de la santé, la sécurité matérielle, le repos et les loisirs ... » ;

Considérant qu'il était loisible au législateur d'instaurer le pacte civil de solidarité sans pour autant réformer la législation relative au droit de la filiation, ni celle portant sur la condition juridique du mineur ; que les règles existantes du droit de la filiation et les dispositions assurant la protection des droits de l'enfant, au nombre desquelles figurent celles relatives aux droits et devoirs des parents au titre de l'autorité parentale, s'appliquent, comme il a été précédemment indiqué, aux enfants dont la filiation serait établie à l'égard de personnes liées par un pacte civil de solidarité ou de l'un seulement des partenaires d'un tel pacte ; qu'en cas de litige relatif à l'autorité parentale le juge aux affaires familiales conserve sa compétence ; que, dans ces conditions, le grief allégué manque en fait ;

Considérant que les députés font en outre valoir que la loi « institutionnaliserait des possibilités de bigamie » ; que ce grief manque également en fait ; qu'en effet, tant les dispositions de la loi déférée relatives au pacte civil de solidarité que celles relatives au concubinage n'ont ni pour objet ni pour effet de lever la prohibition qui résulte de l'article 147 du code civil de contracter un second mariage tant que le premier n'est pas dissous ; qu'il convient, au surplus, de relever que les dispositions de l'article 515-2 nouveau du code civil font obstacle à la conclusion d'un pacte civil de solidarité entre deux personnes dont l'une au moins est engagée dans les liens du mariage ou dont l'une au moins est déjà liée par un pacte civil de solidarité ;

[15 novembre 1999]

Considérant que les sénateurs soutiennent enfin que les avantages accordés aux partenaires d'un pacte civil de solidarité seraient plus importants que ceux attribués aux membres de la famille ;

Considérant que le législateur a pu, eu égard à l'objectif qu'il s'est fixé en prenant en compte la situation de deux personnes partageant une vie commune, tenues mutuellement à certaines obligations et liées par un pacte civil de solidarité, reconnaître à ces personnes un certain nombre d'avantages sans porter atteinte ni au principe d'égalité, ni à la nécessaire protection de la famille qui résulte du Préambule de la Constitution de 1946 ; que s'appliquent par ailleurs les règles du code civil protégeant les droits des héritiers réservataires, notamment les descendants ;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que les griefs tirés de la violation des dixième et onzième alinéas du Préambule de la Constitution de 1946 doivent être rejetés ;

Sur le grief tiré de l'atteinte aux droits des concubins :

Considérant que les sénateurs auteurs de la seconde saisine soutiennent que la définition du concubinage donnée par l'article 515-8 nouveau du code civil porterait atteinte aux droits des concubins dans la mesure où « l'appréciation du caractère stable et continu de la vie commune peut priver des personnes actuellement considérées comme concubins de la reconnaissance de cette qualité, les excluant, sans justification, du bénéfice de certains droits sociaux » ;

Considérant que le chapitre II intitulé : « Du concubinage », introduit par l'article 3 de la loi déférée dans le titre XII du livre I^er^ du code civil, comprend un article 515-8 unique ainsi rédigé : « Le concubinage est une union de fait, caractérisée par une vie commune présentant un caractère de stabilité et de continuité, entre deux personnes, de sexe différent ou de même sexe, qui vivent en couple » ;

Considérant que cette définition a pour objet de préciser que la notion de concubinage peut s'appliquer indifféremment à un couple formé par des personnes de sexe différent ou de même sexe ; que, pour le surplus, la définition des éléments constitutifs du concubinage reprend celle donnée par la jurisprudence ; que le moyen manque donc en fait ;

Sur les griefs tirés d'atteintes au droit de propriété :

Considérant que les sénateurs soutiennent, en premier lieu, que la loi obligerait les partenaires d'un pacte civil de solidarité à demeurer dans l'indivision, ce qui porterait atteinte au droit de propriété ; que la présomption d'indivision prévue

par l'article 515-5 du code civil serait, en elle-même, de nature à « entamer le droit de propriété » des partenaires ; qu'ils affirment, en deuxième lieu, que cette même indivision méconnaîtrait les droits des créanciers ; qu'en troisième lieu, l'article 14 de la loi qui prévoit la continuation du bail, dans certaines hypothèses, au profit du partenaire lié au preneur par un pacte civil de solidarité, sans qu'aucune condition de durée du pacte ne soit fixée, ni aucune durée de cohabitation préalable exigée, mettrait en cause l'équilibre entre les droits des bailleurs et ceux des preneurs ;

Considérant, en premier lieu, que, lorsque les biens acquis à titre onéreux par les partenaires d'un pacte civil de solidarité postérieurement à la conclusion de ce pacte entrent dans l'indivision dans les conditions prévues par l'article 515-5 nouveau du code civil, chaque partenaire, qui a la qualité d'indivisaire, peut, à tout moment, provoquer le partage des biens indivis, nul ne pouvant être contraint, en application des dispositions de l'article 815 du code civil, à demeurer dans l'indivision ; qu'en second lieu, il résulte des dispositions de l'article 815-17 du même code que les créanciers qui, avant l'indivision, auraient pu agir sur les biens indivis, ainsi que ceux dont la créance résulte de la conservation ou de la gestion de ces biens, peuvent poursuivre leur saisie et leur vente ; qu'en application du même article les créanciers personnels d'un indivisaire ont la faculté de provoquer le partage au nom de leur débiteur ou d'intervenir dans le partage provoqué par celui-ci ;

Considérant que, sous réserve de cette interprétation, il n'est porté atteinte ni au droit de propriété des partenaires du pacte ni à celui de leurs créanciers ; qu'en toute hypothèse, les partenaires, s'ils veulent éviter les effets juridiques attachés au régime de l'indivision et, en particulier, les difficultés de gestion auxquelles il peut conduire, pourront librement choisir, dans les conditions précédemment exposées, de soumettre à un autre régime l'ensemble des biens qu'ils viendraient à acquérir à titre onéreux après la conclusion du pacte ;

Considérant, enfin, que le législateur a pu, sans porter aux intérêts du bailleur une atteinte violant par sa gravité son droit de propriété, étendre au profit de la personne liée au locataire par un pacte civil de solidarité le bénéfice de la continuation du contrat de location en cas d'abandon du domicile par le locataire et celui du transfert du contrat en cas de décès ; qu'au demeurant, la continuation et le transfert du bail sont d'ores et déjà prévus par les articles 14 et 15 de la loi du 6 juillet 1989 susvisée au profit du conjoint ou du concubin notoire ; que le partenaire lié au bailleur par un pacte civil de solidarité bénéficie, pour sa part, en application de l'article 14 de la loi déférée, d'un traitement identique à celui réservé au conjoint ou au concubin notoire en matière de congé donné au locataire par le bailleur ; que le dispositif critiqué par les requérants ne méconnaît aucun principe de valeur constitutionnelle ;

[15 novembre 1999]

Considérant qu'il n'y a lieu, pour le Conseil constitutionnel, d'examiner d'office aucune question de conformité à la Constitution ;

Considérant qu'il résulte de tout ce qui précède que, sous les réserves et compte tenu des précisions ci-dessus énoncées, et qui portent notamment sur la condition de vie commune des personnes liées par un pacte civil de solidarité, sur la nullité absolue du pacte en cas de non-respect des dispositions de l'article 515-2 du code civil, sur la nature de la preuve contraire permettant d'écarter les présomptions d'indivision instaurées par l'article 515-5 du code civil, sur le régime de l'indivision, sur l'interprétation des dispositions en vigueur comportant les mentions de « célibataire » et de « vie maritale », sur le caractère obligatoire de l'aide mutuelle et matérielle que se doivent les personnes liées par un pacte, sur l'accès des tiers aux différents registres d'inscription des pactes, sur le respect de la vie privée des cocontractants et sur le droit du partenaire à réparation en cas de faute tenant aux conditions de la rupture unilatérale du pacte, les articles 1er à 7 et 13 à 15 de la loi relative au pacte civil de solidarité doivent être déclarés conformes à la Constitution,

Décide :

Article 1er. – Est déclaré irrecevable le mémoire de M. Claude Goasguen, député.

Article 2. – Sont déclarés conformes à la Constitution, sous les réserves et compte tenu des précisions ci-dessus énoncées, les articles 1er à 7 et 13 à 15 de la loi relative au pacte civil de solidarité.

Article 3. – La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Délibéré par le Conseil constitutionnel dans sa séance du 9 novembre 1999, présidée par M. Yves Guéna, et où siégeaient : MM. Georges Abadie, Michel Ameller, Jean-Claude Colliard, Alain Lancelot, Mme Noëlle Lenoir, M. Pierre Mazeaud et Mme Simone Veil.

[15 novembre 1999]

22 novembre 1999. – Loi n° 99-957 portant sur diverses professions relevant du ministère de la justice, la procédure civile et le droit comptable.

(*J.O.* des 22 et 23 novembre 1999.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Assemblée nationale. – *Proposition de loi* (n° 1235). – *Rapport de Mme Nicole Feidt, au nom de la commission des lois* (n° 1361). – *Discussion et adoption (procédure d'examen simplifiée) le 9 juin 1999* (T.A. n° 332).

Sénat. – *Proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale* (n° 416, 1998-1999). – *Rapport de M. Nicolas About, au nom de la commission des lois* (n° 57, 1999-2000). – *Discussion et adoption le 10 novembre 1999* (T.A. n° 19).

Article 1er

Le début du premier alinéa de l'article 32 de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution est ainsi rédigé :

« A l'exception des droits proportionnels de recouvrement ou d'encaissement qui peuvent être mis partiellement à la charge des créanciers dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, les frais de l'exécution forcée... *(le reste sans changement).* »

Article 2

Dans le premier alinéa de l'article 357-8 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, les mots : « par décret en Conseil d'Etat » sont remplacés par les mots : « par règlement du Comité de la réglementation comptable ».

Article 3

Le quatrième alinéa de l'article 22 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques est ainsi rédigé :

« Lorsqu'un barreau comprend au moins cinq cents avocats disposant du droit de vote mentionné au deuxième alinéa de l'article 15, le conseil de discipline peut siéger en une ou plusieurs formations d'au moins cinq membres, présidé par le bâtonnier ou un ancien bâtonnier. Les membres qui composent ces formations disciplinaires peuvent être des membres du conseil de l'ordre ou des anciens membres du conseil de l'ordre ayant quitté leur fonction depuis au moins huit ans. Ces anciens membres sont choisis sur une liste arrêtée chaque année par le conseil de l'ordre. Le président et les membres de chaque formation, ainsi que des membres suppléants, sont désignés au début de chaque année, par délibération du conseil de l'ordre. »

Article 4

Dans le deuxième alinéa (1°) de l'article 3 de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 précitée, après le mot : « administratif », sont insérés les mots : « ainsi que les transactions soumises au président du tribunal de grande instance ».

Article 5

Sont validées les promotions au grade de premier surveillant des services déconcentrés de l'administration

pénitentiaire prononcées par le directeur de l'administration pénitentiaire à l'issue de la session 1997 du concours professionnel organisé en application de l'arrêté interministériel du 22 septembre 1993 et suite à ses décisions des 23 janvier et 26 mai 1998.

Article 6

Sous réserve des décisions de justice devenues définitives, les émoluments proportionnels de recouvrement ou d'encaissement perçus jusqu'au 5 mai 1999, en application de l'article 10 du décret n° 96-1080 du 12 décembre 1996 portant fixation du tarif des huissiers de justice en matière civile et commerciale, en tant que la régularité de ces émoluments serait mise en cause à raison de l'annulation du décret n° 96-1080 du 12 décembre 1996 précité, sont validés.

[22 novembre 1999]

1er décembre 1999. – Loi n° 99-979 autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière civile entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil. (*J.O.* du 2 décembre 1999.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Sénat. – *Projet de loi* (n° 204, 1997-1998). – *Rapport de M. Hubert Durand-Chastel, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 313, 1997-1998). – *Discussion et adoption le 25 mars 1998* (T.A. n° 99).

Assemblée nationale. – *Projet de loi adopté par le Sénat* (n° 784). – *Rapport de M. André Borel, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 1755). – *Discussion et adoption (procédure d'examen simplifiée) le 23 novembre 1999* (T.A. n° 371).

Article unique

Est autorisée l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière civile entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil, signée à Paris le 28 mai 1996, et dont le texte est annexé à la présente loi.

1er décembre 1999. – Loi n° 99-980 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Géorgie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (*J.O.* du 2 décembre 1999.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Sénat. – *Projet de loi* (n° 232, 1997-1998). – *Rapport de M. André Boyer, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 329, 1997-1998). – *Discussion et adoption le 25 mars 1998* (T.A. n° 103).

Assemblée nationale. – *Projet de loi adopté par le Sénat* (n° 787). – *Rapport de M. René André, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 1698). – *Discussion et adoption (procédure d'examen simplifiée) le 23 novembre 1999* (T.A. n° 372).

Article unique

Est autorisée l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Géorgie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Paris le 3 février 1997, et dont le texte est annexé à la présente loi.

1er décembre 1999. – Loi n° 99-981 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat du Qatar sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble une annexe). (*J.O.* du 2 décembre 1999.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Sénat. – *Projet de loi* (n° 289, 1997-1998). – *Rapport de M. Daniel Goulet, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 355, 1997-1998). – *Discussion et adoption le 20 mai 1998* (T.A. n° 137).

Assemblée nationale. – *Projet de loi adopté par le Sénat* (n° 915). – *Rapport de M. René André, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 1699). – *Discussion et adoption (procédure d'examen simplifiée) le 23 novembre 1999* (T.A. n° 373).

Article unique

Est autorisée l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat du Qatar sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble une annexe), signé à Doha le 8 juillet 1996, et dont le texte est annexé à la présente loi.

1er décembre 1999. – Loi n° 99-982 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière. (*J.O.* du 2 décembre 1999.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Sénat. – *Projet de loi* (n° 315, 1998-1999). – *Rapport de M. Paul Masson, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 379, 1998-1999). – *Discussion et adoption le 1er juin 1999* (T.A. n° 147).

Assemblée nationale. – *Projet de loi adopté par le Sénat* (n° 1661). – *Rapport de M. Joseph Tyrode, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 1938). – *Discussion et adoption (procédure d'examen simplifiée) le 23 novembre 1999* (T.A. n° 381).

Article unique

Est autorisée l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, signé à Berne le 28 octobre 1998, et dont le texte est annexé à la présente loi.

1er décembre 1999. – Loi n° 99-983 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relative aux personnels scientifiques de l'Institut Max-von-Laue-Paul-Langevin. (*J.O.* du 2 décembre 1999.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Sénat. – *Projet de loi* (n° 446, 1997-1998). – *Rapport de M. Jean Faure, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 16, 1998-1999). – *Discussion et adoption le 22 décembre 1998* (T.A. n° 45).

Assemblée nationale. – *Projet de loi adopté par le Sénat* (n° 1319). – *Rapport de M. Georges Hage, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 1700). – *Discussion et adoption (procédure d'examen simplifiée) le 23 novembre 1999* (T.A. n° 376).

Article unique

Est autorisée l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relative aux personnels scientifiques de l'Institut Max-von-Laue-Paul-Langevin, signée à Paris le 7 octobre 1997, et dont le texte est annexé à la présente loi.

1er décembre 1999. – Loi n° 99-984 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse en vue de compléter la convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959. (*J.O.* du 2 décembre 1999.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Sénat. – *Projet de loi* (n° 537, 1997-1998). – *Rapport de M. Hubert Durand-Chastel, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 26, 1998-1999). – *Discussion et adoption le 22 décembre 1998* (T.A. n° 48).

Assemblée nationale. – *Projet de loi adopté par le Sénat* (n° 1318). – *Rapport de M. Joseph Tyrode, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 1938). – *Discussion et adoption (procédure d'examen simplifiée) le 23 novembre 1999* (T.A. n° 380).

Article unique

Est autorisée l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse en vue de compléter la convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959, signé à Berne le 28 octobre 1996, et dont le texte est annexé à la présente loi.

1er décembre 1999. – Loi n° 99-985 autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil. (*J.O.* du 2 décembre 1999.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Sénat. – *Projet de loi* (n° 552, 1997-1998). – *Rapport de M. Michel Caldaguès, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 27, 1998-1999). – *Discussion et adoption le 12 novembre 1998* (T.A. n° 20).

Assemblée nationale. – *Projet de loi adopté par le Sénat* (n° 1196). – *Rapport de Mme Louise Moreau, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 1754). – *Discussion et adoption (procédure d'examen simplifiée) le 23 novembre 1999* (T.A. n° 375).

Article unique

Est autorisée l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil, signée à Paris le 28 mai 1996, et dont le texte est annexé à la présente loi.

1er décembre 1999. – Loi n° 99-986 autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil. (*J.O.* du 2 décembre 1999.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Sénat. – *Projet de loi* (n° 553, 1997-1998). – *Rapport de M. Michel Caldaguès, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 27, 1998-1999). – *Discussion et adoption le 12 novembre 1998* (T.A. n° 21).

Assemblée nationale. – *Projet de loi adopté par le Sénat* (n° 1195). – *Rapport de Mme Louise Moreau, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 1754). – *Discussion et adoption (procédure d'examen simplifiée) le 23 novembre 1999* (T.A. n° 374).

Article unique

Est autorisée l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil, signée à Paris le 28 mai 1996, et dont le texte est annexé à la présente loi.

1er décembre 1999. – Loi n° 99-987 autorisant la ratification de la convention entre les Etats parties au Traité de l'Atlantique-Nord et les autres Etats participant au partenariat pour la paix sur le statut de leurs forces (ensemble un protocole additionnel). (*J.O.* du 2 décembre 1999.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Sénat. – *Projet de loi* (n° 5, 1998-1999). – *Rapport de M. Serge Vinçon, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 158, 1998-1999). – *Discussion et adoption le 3 mars 1999* (T.A. n° 80).

Assemblée nationale. – *Projet de loi adopté par le Sénat* (n° 1426). – *Rapport de M. Patrick Delnatte, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 1571). – *Discussion et adoption (procédure d'examen simplifiée) le 23 novembre 1999* (T.A. n° 377).

Article unique

Est autorisée la ratification de la convention entre les Etats parties au Traité de l'Atlantique-Nord et les autres Etats participant au partenariat pour la paix sur le statut de leurs forces (ensemble un protocole additionnel), faite à Bruxelles le 19 juin 1995, et dont le texte est annexé à la présente loi.

1er décembre 1999. – Loi n° 99-988 autorisant l'approbation d'un accord sous forme d'échange de lettres portant aménagement du titre Ier de la convention de voisinage entre la France et la Principauté de Monaco du 18 mai 1963. (*J.O.* du 2 décembre 1999.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Sénat. – *Projet de loi* (n° 60, 1998-1999). – *Rapport de M. Paul Masson, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 168, 1998-1999). – *Discussion et adoption le 3 mars 1999* (T.A. n° 84).

Assemblée nationale. – *Projet de loi adopté par le Sénat* (n° 1430). – *Rapport de M. Charles Ehrmann, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 1752). – *Discussion et adoption (procédure d'examen simplifiée) le 23 novembre 1999* (T.A. n° 382).

Article unique

Est autorisée l'approbation d'un accord sous forme d'échange de lettres portant aménagement du titre Ier de la convention de voisinage entre la France et la Principauté de Monaco du 18 mai 1963, signées à Paris et à Monaco le 15 décembre 1997, et dont le texte est annexé à la présente loi.

1er décembre 1999. – Loi n° 99-989 autorisant l'approbation d'un accord sous forme d'échange de lettres relatif à l'application de l'article 7 modifié de la convention de voisinage entre la France et la Principauté de Monaco du 18 mai 1963. (*J.O.* du 2 décembre 1999.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Sénat. – *Projet de loi* (n° 61, 1998-1999). – *Rapport de M. Paul Masson, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 168, 1998-1999). – *Discussion et adoption le 3 mars 1999* (T.A. n° 85).

Assemblée nationale. – *Projet de loi adopté par le Sénat* (n° 1431). – *Rapport de M. Charles Ehrmann, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 1752). – *Discussion et adoption (procédure d'examen simplifiée) le 23 novembre 1999* (T.A. n° 383).

Article unique

Est autorisée l'approbation d'un accord sous forme d'échange de lettres relatif à l'application de l'article 7 modifié de la convention de voisinage entre la France et la Principauté de Monaco du 18 mai 1963, signées à Paris et à Monaco le 15 décembre 1997, et dont le texte est annexé à la présente loi.

1er décembre 1999. – Loi n° 99-990 autorisant la ratification des amendements à la convention portant création de l'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (INMARSAT) relatifs à la création de l'Organisation internationale de télécommunications mobiles par satellites (ensemble une annexe).

(*J.O.* du 2 décembre 1999.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Sénat. – *Projet de loi* (n° 239, 1998-1999). – *Rapport de M. André Rouvière, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 323, 1998-1999). – *Discussion et adoption le 1er juin 1999* (T.A. n° 140).

Assemblée nationale. – *Projet de loi adopté par le Sénat* (n° 1656). – *Rapport de M. Roland Blum, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 1832). – *Discussion et adoption (procédure d'examen simplifiée) le 23 novembre 1999* (T.A. n° 395).

Article unique

Est autorisée la ratification des amendements à la convention portant création de l'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (INMARSAT) relatifs à la création de l'Organisation internationale de télécommunications mobiles par satellites (ensemble une annexe), adoptés à Londres le 24 avril 1998, et dont le texte est annexé à la présente loi.

1er décembre 1999. – Loi n° 99-991 autorisant la ratification de la convention entre la République française et la Confédération suisse portant rectification de la frontière franco-suisse entre le département du Doubs et le canton de Vaud.

(*J.O.* du 2 décembre 1999.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Sénat. – *Projet de loi* (n° 73, 1998-1999). – *Rapport de M. Hubert Durand-Chastel, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 159, 1998-1999). – *Discussion et adoption le 3 mars 1999* (T.A. n° 82).

Assemblée nationale. – *Projet de loi adopté par le Sénat* (n° 1428). – *Rapport de M. Joseph Tyrode, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 1572). – *Discussion et adoption (procédure d'examen simplifiée) le 23 novembre 1999* (T.A. n° 379).

Article unique

Est autorisée la ratification de la convention entre la République française et la Confédération suisse portant rectification de la frontière franco-suisse entre le département du Doubs et le canton de Vaud, signée à Berne le 18 septembre 1996, et dont le texte est annexé à la présente loi.

1er décembre 1999. – Loi n° 99-992 autorisant la ratification de la convention entre la République française et la Confédération suisse portant rectification de la frontière franco-suisse suite au raccordement des autoroutes entre Saint-Julien-en-Genevois (département de la Haute-Savoie) et Bardonnex (canton de Genève). (*J.O.* du 2 décembre 1999.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Sénat. – *Projet de loi* (n° 72, 1998-1999). – *Rapport de M. Hubert Durand-Chastel, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 159, 1998-1999). – *Discussion et adoption le 3 mars 1999* (T.A. n° 81).

Assemblée nationale. – *Projet de loi adopté par le Sénat* (n° 1427). – *Rapport de M. Joseph Tyrode, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 1572). – *Discussion et adoption (procédure d'examen simplifiée) le 23 novembre 1999* (T.A. n° 378).

Article unique

Est autorisée la ratification de la convention entre la République française et la Confédération suisse portant rectification de la frontière franco-suisse suite au raccordement des autoroutes entre Saint-Julien-en-Genevois (département de la Haute-Savoie) et Bardonnex (canton de Genève), signée à Berne le 18 septembre 1996, et dont le texte est annexé à la présente loi.

1er décembre 1999. – Loi n° 99-993 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à la coopération dans leurs zones frontalières entre les autorités de police et les autorités douanières (ensemble une déclaration). (*J.O.* du 2 décembre 1999.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Sénat. – *Projet de loi* (n° 161, 1998-1999). – *Rapport de M. Paul Masson, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 377, 1998-1999). – *Discussion et adoption le 1er juin 1999* (T.A. n° 146).

Assemblée nationale. – *Projet de loi adopté par le Sénat* (n° 1662). – *Rapport de M. Marc Reymann, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 1756). – *Discussion et adoption (procédure d'examen simplifiée) le 23 novembre 1999* (T.A. n° 393).

Article unique

Est autorisée l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à la coopération dans leurs zones frontalières entre les autorités de police et les autorités douanières (ensemble une déclaration), signé à Mondorf-les-Bains le 9 octobre 1997, et dont le texte est annexé à la présente loi.

1er décembre 1999. – Loi n° 99-994 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière. (*J.O.* du 2 décembre 1999.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Sénat. – *Projet de loi* (n° 162, 1998-1999). – *Rapport de M. Paul Masson, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 381, 1998-1999). – *Discussion et adoption le 1er juin 1999* (T.A. n° 144).

Assemblée nationale. – *Projet de loi adopté par le Sénat* (n° 1660). – *Rapport de M. François Loncle, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 1757). – *Discussion et adoption (procédure d'examen simplifiée) le 23 novembre 1999* (T.A. n° 392).

Article unique

Est autorisée l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière, signé à Chambéry le 3 octobre 1997, et dont le texte est annexé à la présente loi.

1er décembre 1999. – Loi n° 99-995 autorisant l'approbation de l'avenant n° 5 à la convention du 28 février 1952 entre la France et la Principauté de Monaco sur la sécurité sociale. (*J.O.* du 2 décembre 1999.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Sénat. – *Projet de loi* (n° 314, 1998-1999). – *Rapport de M. Hubert Durand-Chastel, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 378, 1998-1999). – *Discussion et adoption le 1er juin 1999* (T.A. n° 133).

Assemblée nationale. – *Projet de loi adopté par le Sénat* (n° 1649). – *Rapport de M. Charles Ehrmann, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 1752). – *Discussion et adoption (procédure d'examen simplifiée) le 23 novembre 1999* (T.A. n° 384).

Article unique

Est autorisée l'approbation de l'avenant n° 5 à la convention du 28 février 1952 entre la France et la Principauté de Monaco sur la sécurité sociale, signé à Paris le 20 juillet 1998, et dont le texte est annexé à la présente loi.

1er décembre 1999. – Loi n° 99-996 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Nicaragua sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements.

(*J.O.* du 2 décembre 1999.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Sénat. – *Projet de loi* (n° 213, 1998-1999). – *Rapport de M. Hubert Durand-Chastel, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 322, 1998-1999). – *Discussion et adoption le 1er juin 1999* (T.A. n° 136).

Assemblée nationale. – *Projet de loi adopté par le Sénat* (n° 1652). – *Rapport de M. Pierre Brana, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 1753). – *Discussion et adoption (procédure d'examen simplifiée) le 23 novembre 1999* (T.A. n° 387).

Article unique

Est autorisée l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Nicaragua sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Managua le 13 février 1998, et dont le texte est annexé à la présente loi.

1er décembre 1999. – Loi n° 99-997 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement macédonien sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements. (*J.O.* du 2 décembre 1999.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Sénat. – *Projet de loi* (n° 216, 1998-1999). – *Rapport de M. André Boyer, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 368, 1998-1999). – *Discussion et adoption le 1er juin 1999* (T.A. n° 138).

Assemblée nationale. – *Projet de loi adopté par le Sénat* (n° 1654). – *Rapport de M. François Loncle, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 1830). – *Discussion et adoption (procédure d'examen simplifiée) le 23 novembre 1999* (T.A. n° 389).

Article unique

Est autorisée l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement macédonien sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Paris le 28 janvier 1998, et dont le texte est annexé à la présente loi.

1er décembre 1999. – Loi n° 99-998 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Guatemala sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements. (*J.O.* du 2 décembre 1999.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Sénat. – *Projet de loi* (n° 211, 1998-1999). – *Rapport de M. Hubert Durand-Chastel, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 320, 1998-1999). – *Discussion et adoption le 1er juin 1999* (T.A. n° 134).

Assemblée nationale. – *Projet de loi adopté par le Sénat* (n° 1650). – *Rapport de M. Pierre Brana, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 1753). – *Discussion et adoption (procédure d'examen simplifiée) le 23 novembre 1999* (T.A. n° 385).

Article unique

Est autorisée l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Guatemala sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Guatemala le 27 mai 1998, et dont le texte est annexé à la présente loi.

1er décembre 1999. – Loi n° 99-999 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Namibie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole). (*J.O.* du 2 décembre 1999.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Sénat. – *Projet de loi* (n° 214, 1998-1999). – *Rapport de M. André Boyer, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 369, 1998-1999). – *Discussion et adoption le 1er juin 1999* (T.A. n° 137).

Assemblée nationale. – *Projet de loi adopté par le Sénat* (n° 1653). – *Rapport de M. René Mangin, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 1829). – *Discussion et adoption (procédure d'examen simplifiée) le 23 novembre 1999* (T.A. n° 388).

Article unique

Est autorisée l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Namibie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole), signé à Windhoek le 25 juin 1998, et dont le texte est annexé à la présente loi.

1er décembre 1999. – Loi n° 99-1000 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Honduras sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements. (*J.O.* du 2 décembre 1999.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Sénat. – *Projet de loi* (n° 312, 1998-1999). – *Rapport de M. Hubert Durand-Chastel, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 321, 1998-1999). – *Discussion et adoption le 1er juin 1999* (T.A. n° 135).

Assemblée nationale. – *Projet de loi adopté par le Sénat* (n° 1651). – *Rapport de M. Pierre Brana, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 1753). – *Discussion et adoption (procédure d'examen simplifiée) le 23 novembre 1999* (T.A. n° 386).

Article unique

Est autorisée l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Honduras sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Tegucigalpa le 28 avril 1998, et dont le texte est annexé à la présente loi.

1er décembre 1999. – Loi n° 99-1001 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Azerbaïdjan sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole). (*J.O.* du 2 décembre 1999.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Sénat. – *Projet de loi* (n° 215, 1998-1999). – *Rapport de M. André Dulait, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 337, 1998-1999). – *Discussion et adoption le 1er juin 1999* (T.A. n° 139).

Assemblée nationale. – *Projet de loi adopté par le Sénat* (n° 1655). – *Rapport de Mme Bernadette Isaac-Sibille, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 1831). – *Discussion et adoption (procédure d'examen simplifiée) le 23 novembre 1999* (T.A. n° 390).

Article unique

Est autorisée l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Azerbaïdjan sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole), signé à Bakou le 1er septembre 1998, et dont le texte est annexé à la présente loi.

1er décembre 1999. – Loi n° 99-1002 autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Colombie. (*J.O.* du 2 décembre 1999.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Sénat. – *Projet de loi* (n° 277, 1998-1999). – *Rapport de M. Xavier Pintat, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 367, 1998-1999). – *Discussion et adoption le 1er juin 1999* (T.A. n° 141).

Assemblée nationale. – *Projet de loi adopté par le Sénat* (n° 1657). – *Rapport de M. Roland Blum, au nom de la commission des affaires étrangères* (n° 1833). – *Discussion et adoption (procédure d'examen simplifiée) le 23 novembre 1999* (T.A. n° 391).

Article unique

Est autorisée l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Colombie, signée à Paris le 21 mars 1997, et dont le texte est annexé à la présente loi.

9 décembre 1999. – Loi n° 99-1038 portant ratification des ordonnances n° 98-520 du 24 juin 1998, n° 98-521 du 24 juin 1998, n° 98-523 du 24 juin 1998, n° 98-526 du 24 juin 1998, n° 98-776 du 2 septembre 1998, n° 98-777 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer. (*J.O.* du 12 décembre 1999.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Assemblée nationale. – *Projet de loi* (n° 1176 rectifié). – *Rapport de M. Maxime Bono, au nom de la commission de la production* (n° 1663). – *Discussion et adoption le 10 juin 1999* (T.A. n° 338).

Sénat. – *Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale* (n° 423, 1998-1999). – *Rapport de M. Jean Huchon, au nom de la commission des affaires économiques* (n° 77, 1999-2000). – *Discussion et adoption le 24 novembre 1999* (T.A. n° 42).

Article 1er

Sont ratifiées, telles que modifiées par les dispositions de la présente loi, les ordonnances suivantes, prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer :

– ordonnance n° 98-520 du 24 juin 1998 relative à l'action foncière, aux offices d'intervention économique

dans le secteur de l'agriculture et de la pêche et à l'aide au logement dans la collectivité territoriale de Mayotte ;

– ordonnance n° 98-521 du 24 juin 1998 portant extension et adaptation de règles acoustiques et thermiques en matière de construction dans les départements d'outre-mer, de règles de sécurité et d'accessibilité des bâtiments dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon et du régime de l'épargne-logement en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française et modifiant le code de la construction et de l'habitation ;

– ordonnance n° 98-523 du 24 juin 1998 relative au régime de la pêche maritime dans le territoire des Terres australes et antarctiques françaises ;

– ordonnance n° 98-526 du 24 juin 1998 réglementant l'urbanisme commercial dans la collectivité territoriale de Mayotte ;

– ordonnance n° 98-776 du 2 septembre 1998 relative à l'adhésion des chambres d'agriculture de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française à l'assemblée permanente des chambres d'agriculture et modifiant le code rural ;

– ordonnance n° 98-777 du 2 septembre 1998 portant dispositions particulières aux cessions à titre gratuit des terres appartenant au domaine privé de l'Etat en Guyane et modifiant le code du domaine de l'Etat (partie législative).

Article 2

L'article 2 de l'ordonnance n° 98-520 du 24 juin 1998 précitée est abrogé.

Article 3

Les troisième et dernier alinéas de l'article L. 161-2 du code de la construction et de l'habitation, inséré dans ledit code par l'article 1er de l'ordonnance n° 98-521 du 24 juin 1998 précitée, sont ainsi rédigés :

« – à l'article L. 111-8-2, les mots : "ladite autorisation" sont remplacés par les mots : "cette dernière autorisation" ;

« – à l'article L. 125-2, la date : "31 décembre 1992" est remplacée par la date : "31 décembre 2001". »

16 décembre 1999. – Loi n° 99-1071 portant habilitation du Gouvernement à procéder, par ordonnances, à l'adoption de la partie législative de certains codes. (*J.O.* du 22 décembre 1999.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Sénat. – *Projet de loi* (n° 438, 1998-1999). – *Rapport de M. Patrice Gélard, au nom de la commission des lois* (n° 4, 1999-2000). – *Discussion et adoption le 13 octobre 1999* (T.A. n° 5).

Assemblée nationale. – *Projet de loi adopté par le Sénat* (n° 1860). – *Rapport de M. Alain Vidalies, au nom de la commission des lois* (n° 1917). – *Discussion et adoption le 23 novembre 1999* (T.A. n° 396).

Conseil constitutionnel. – *Décision n° 99-421 DC du 16 décembre 1999* (J.O. *du 22 décembre 1999).*

Article 1er

Dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution, le Gouvernement est autorisé à procéder par ordonnances à l'adoption de la partie législative des codes suivants :

1° Livres VII et IX et mise à jour des livres Ier, II, III, IV, V, VI et VIII du code rural ;

2° Code de l'éducation ;

3° Code de la santé publique ;

4° Code de commerce ;

5° Code de l'environnement ;

6° Code de justice administrative ;

7° Code de la route ;

8° Code de l'action sociale ;

9° Code monétaire et financier.

Chaque code fait l'objet d'une ordonnance. Il regroupe et organise les dispositions législatives relatives à la matière correspondante.

Les dispositions codifiées sont celles en vigueur au moment de la publication des ordonnances, sous la seule réserve des modifications qui seraient rendues nécessaires pour assurer le respect de la hiérarchie des normes et la cohérence rédactionnelle des textes ainsi rassemblé et harmoniser l'état du droit. En outre, le Gouvernement peut, le cas échéant, étendre l'application des dispositions codifiées à la Nouvelle-Calédonie, aux territoires d'outre-mer, à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon et à la collectivité territoriale de Mayotte, avec les adaptations nécessaires.

Article 2

Les ordonnances prévues à l'article 1er devront être prises dans les délais suivants :

a) Dans les six mois suivant la publication de la présente loi pour les codes mentionnés aux 1°, 2° et 3° de l'article 1er ;

b) Dans les neufs mois suivant la publication de la présente loi pour les codes mentionnés aux 4°, 5° et 6° de l'article 1er ;

c) Dans les douze mois suivant la publication de la présente loi pour les autres codes.

Pour chaque ordonnance, un projet de loi de ratification devra être déposé devant le Parlement dans un délai de deux mois à compter de sa publication et au plus tard le dernier jour du quatorzième mois suivant la publication de la présente loi pour ce qui concerne les codes visés au *c*.

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Décision n° 99-421 DC du 16 décembre 1999

Le Conseil constitutionnel a été saisi, le 24 novembre 1999, par MM. Jean-Louis Debré, Bernard Accoyer, Mme Michèle Alliot-Marie, MM. René André, André Angot, Philippe Auberger, Jean Auclair, Mmes Martine Aurillac, Roselyne Bachelot-Narquin, MM. François Baroin, Christian Bergelin, Léon Bertrand, Jean-Yves Besselat, Jean Besson, Franck Borotra, Bruno Bourg-Broc, Michel Bouvard, Philippe Briand, Christian Cabal, Mme Nicole Catala, MM. Richard Cazenave, Henri Chabert, Jean-Paul Charié, Jean Charroppin, Jean-Marc Chavanne, Olivier de Chazeaux, François Cornut-Gentille, Alain Cousin, Henri Cuq, Lucien Degauchy, Arthur Dehaine, Jean-Pierre Delalande, Patrick Delnatte, Jean-Marie Demange, Xavier Deniau, Yves Deniaud, Patrick Devedjian, Eric Doligé, Guy Drut, Nicolas Dupont-Aignan, Christian Estrosi, Jean-Claude Etienne, Jean Falala, Jean-Michel Ferrand, François Fillon, Roland Francisci, Robert Galley, René Galy-Dejean, Henri de Gastines, Hervé Gaymard, Jean-Pierre Giran, Michel Giraud, Jacques Godfrain, Louis Guédon, Jean-Claude Guibal, Lucien Guichon, François Guillaume, Gérard Hamel, Michel Hunault, Michel Inchauspé, Christian Jacob, Didier Julia, Alain Juppé, Jacques Kossowski, Robert Lamy, Pierre Lasbordes, Pierre Lellouche, Jean-Claude Lemoine, Jacques Limouzy, Thierry Mariani, Philippe Martin, Patrice Martin-Lalande, Jacques Masdeu-Arus, Mme Jacqueline Mathieu-Obadia, MM. Gilbert Meyer, Jean-Claude Mignon, Pierre Morange, Renaud Muselier, Jacques Myard, Patrick Ollier, Mme Françoise de Panafieu, MM. Dominique Perben, Etienne Pinte, Bernard Pons, Robert Poujade, Didier Quentin, André Schneider, Frantz Taittinger, Jean-Claude Thomas, Jean Tiberi, Georges Tron, Anicet Turinay, Jean Ueberschlag, François Vannson, Jean-Luc Warsmann, Mme Marie-Jo Zimmermann, MM. Philippe Douste-Blazy, Pierre Albertini, Claude Birraux, Mme Christine Boutin, MM. Dominique Caillaud, René Couanau, Charles de Courson, Jean-Pierre Foucher, Claude Gaillard, Germain Gengenwin, Hubert Grimault, Mmes Anne-Marie Idrac, Bernadette Isaac-Sibille, MM. Edouard Landrain, Jean Leonetti, François Léotard, Maurice Leroy, Maurice Ligot, Christian Martin, Pierre Méhaignerie, Jean-Luc Préel, Rudy Salles, François Sauvadet, Pierre-André Wiltzer, MM. José Rossi, Dominique Bussereau, Bernard Deflesselles, Charles Ehrmann, Nicolas Forissier, Claude Gatignol, Claude Goasguen, François Goulard, Philippe Houillon, Denis Jacquat, Franck Dhersin, Guy Teissier, Gilbert Gantier et Pascal Clément, députés, dans les conditions prévues à l'article 61, alinéa 2, de la Constitution, de la conformité à celle-ci de la loi portant habilitation

du Gouvernement à procéder, par ordonnances, à l'adoption de la partie législative de certains codes ;

Le Conseil constitutionnel,

Vu la Constitution ;

Vu l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 modifiée portant loi organique sur le Conseil constitutionnel, notamment le chapitre II du titre II de ladite ordonnance ;

Vu le mémoire complémentaire présenté par les députés saisissants enregistré le 30 novembre 1999 ;

Vu les observations du Gouvernement enregistrées le 8 décembre 1999 ;

Vu la lettre de M. Pierre Albertini, député, enregistrée le 9 décembre 1999 ;

Le rapporteur ayant été entendu ;

Considérant que les députés auteurs de la saisine défèrent au Conseil constitutionnel la loi portant habilitation du Gouvernement à procéder, par ordonnances, à l'adoption de la partie législative de certains codes en mettant en cause sa conformité à la Constitution ;

Considérant qu'un député a, par lettre adressée au Conseil constitutionnel, demandé à ne pas être compté parmi les signataires de la saisine, en invoquant « la confusion qui a accompagné la signature de cette saisine » ;

Considérant qu'en vertu de l'article 61 de la Constitution et de l'article 18 de l'ordonnance du 7 novembre 1958 susvisée, la saisine du Conseil constitutionnel par les membres du Parlement résulte indivisiblement d'une ou plusieurs lettres signées par au moins soixante députés ou soixante sénateurs ; que l'effet de cette saisine est de mettre en œuvre, avant la clôture de la procédure législative, la vérification par le Conseil constitutionnel des dispositions de la loi déférée ; qu'aucune disposition de la Constitution non plus que de la loi organique relative au Conseil constitutionnel ne permet aux autorités ou parlementaires habilités à déférer une loi au Conseil constitutionnel de le dessaisir en faisant obstacle à la mise en œuvre du contrôle de constitutionnalité engagé ; que dès lors, hormis les cas d'erreur matérielle, de fraude ou de vice du consentement, le Conseil constitutionnel ne saurait prendre en compte des demandes exprimées en ce sens ;

Considérant qu'il ne ressort pas des pièces du dossier que le consentement du député concerné ait été vicié ou que celui-ci ait commis une erreur matérielle en saisissant le Conseil constitutionnel ; que la signature manuscrite apposée sur la saisine a pu être authentifiée ; qu'il y a lieu, par suite, de le faire figurer au nombre des signataires de la saisine ;

Sur le grief tiré de la violation de l'article 34 de la Constitution :

Considérant que les députés requérants soutiennent que la loi soumise au contrôle du Conseil constitutionnel porterait atteinte à l'article 34 de la Constitution ; qu'à cet égard, ils font valoir que le recours à une loi d'habilitation en matière de codification ne permettrait pas au Parlement d'exercer son pouvoir d'abrogation de dispositions législatives existantes ; que l'adoption des codes par voie d'ordonnances aurait pour effet de faire perdre leur nature législative aux dispositions codifiées ; qu'enfin, ils soulignent qu'« une codification ne peut relever constitutionnellement du domaine de la loi que s'il existe, parallèlement au regroupement des textes législatifs auquel elle procède, abrogation explicite des lois codifiées », une telle abrogation devant être expressément prévue dans le texte de la loi d'habilitation ; qu'à défaut d'une telle précision, la loi ne permet pas « l'exercice complet du pouvoir législatif prévu par l'article 34 de la Constitution » ;

Considérant qu'aux termes de l'article 38 de la Constitution :

« Le Gouvernement peut, pour l'exécution de son programme, demander au Parlement l'autorisation de prendre par ordonnances, pendant un délai limité, des mesures qui sont normalement du domaine de la loi ;

« Les ordonnances sont prises en Conseil des ministres après avis du Conseil d'Etat. Elles entrent en vigueur dès leur publication mais deviennent caduques si le projet de loi de ratification n'est pas déposé devant le Parlement avant la date fixée par la loi d'habilitation.

« A l'expiration du délai mentionné au premier alinéa du présent article, les ordonnances ne peuvent plus être modifiées que par la loi dans les matières qui sont du domaine législatif. » ;

Considérant qu'en application de l'article 1er de la loi déférée, le Gouvernement est autorisé à procéder, par ordonnances, à l'adoption de la partie législative de neuf codes, chaque code devant faire l'objet d'une ordonnance qui regroupe et organise les dispositions législatives relatives à la matière correspondante ; qu'aux termes du dernier alinéa de ce même article : « Les dispositions codifiées sont celles en vigueur au moment de la publication des

ordonnances, sous la seule réserve des modifications qui seraient rendues nécessaires pour assurer le respect de la hiérarchie des normes et la cohérence rédactionnelle des textes ainsi rassemblés et harmoniser l'état du droit. En outre, le Gouvernement peut, le cas échéant, étendre l'application des dispositions codifiées à la Nouvelle-Calédonie, aux territoires d'outre-mer, à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon et à la collectivité territoriale de Mayotte, avec les adaptations nécessaires » ; que l'article 2 de la loi précise les délais dans lesquels les différentes ordonnances devront être prises, ainsi que le délai dans lequel devra être déposé le projet de loi de ratification de chacune d'entre elles ;

Considérant, en premier lieu, que le domaine de l'habilitation, aux termes mêmes de l'article 38 de la Constitution, peut comprendre toute matière qui relève du domaine de la loi en application de son article 34 ; que le pouvoir de codifier des dispositions législatives appartient au législateur ; que l'abrogation des dispositions législatives antérieures à la codification et entrant dans le champ de cette dernière est inhérente à la codification elle-même et n'impose aucune prévision expresse dans la loi d'habilitation ; que cette abrogation devra résulter de la reprise des dispositions en cause dans le code, de la constatation qu'elles avaient été précédemment abrogées de façon implicite, de la constatation de leur contrariété à la Constitution ou aux engagements internationaux de la France, ou bien du constat de leur caractère réglementaire ;

Considérant, en second lieu, que, si l'adoption de la partie législative d'un code par voie d'ordonnances conduit à la faire relever temporairement du régime contentieux des actes réglementaires, cette situation résulte directement de la combinaison des articles 38 et 61 de la Constitution ; que, par ailleurs, en application de l'article 38 de la Constitution, à l'expiration du délai d'habilitation, les ordonnances ne pourront plus être modifiées que par la loi dans les matières qui relèvent du domaine législatif ;

Considérant, en conséquence, que le grief tenant à la violation de l'article 34 de la Constitution doit être rejeté ;

Sur le grief tiré de la violation de l'article 38 de la Constitution :

Considérant que les auteurs de la saisine soutiennent que la loi déférée serait contraire aux dispositions de l'article 38 de la Constitution ; qu'à cet égard, ils font valoir que la finalité des mesures que le Gouvernement se propose de prendre ne serait pas précisée, dès lors que ne sont pas indiquées les règles de fond à adopter par ordonnances ; qu'en outre, les expressions utilisées par le législateur, notamment le « respect de la hiérarchie des normes », seraient imprécises ; qu'au surplus, le Parlement n'aurait pas connaissance du contenu de certains codes, ni même des principes qui vont régir leur élaboration et ne pourrait pas « s'assurer

du respect des principes et règles de valeur constitutionnelle par les dispositions législatives contenues dans les codes » ; que les députés requérants indiquent, par ailleurs, que l'explication tenant au retard dans le travail de codification lié à l'encombrement du calendrier parlementaire est « insuffisante du point de vue constitutionnel pour justifier le recours à la procédure de l'article 38 de la Constitution » ; qu'enfin, le champ d'application de l'habilitation ne permettrait pas de respecter les domaines réservés à la loi organique, aux lois de finances et de financement de la sécurité sociale et au pouvoir réglementaire ;

Considérant, en premier lieu, que, si l'article 38 de la Constitution fait obligation au Gouvernement d'indiquer avec précision au Parlement, afin de justifier la demande qu'il présente, la finalité des mesures qu'il se propose de prendre par voie d'ordonnances ainsi que leur domaine d'intervention, il n'impose pas au Gouvernement de faire connaître au Parlement la teneur des ordonnances qu'il prendra en vertu de cette habilitation ;

Considérant, en deuxième lieu, que l'urgence est au nombre des justifications que le Gouvernement peut invoquer pour recourir à l'article 38 de la Constitution ; qu'en l'espèce, le Gouvernement a apporté au Parlement les précisions nécessaires en rappelant l'intérêt général qui s'attache à l'achèvement des neuf codes mentionnés à l'article 1er, auquel faisait obstacle l'encombrement de l'ordre du jour parlementaire ; que cette finalité répond au demeurant à l'objectif de valeur constitutionnelle d'accessibilité et d'intelligibilité de la loi ; qu'en effet l'égalité devant la loi, énoncée par l'article 6 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, et « la garantie des droits » requise par son article 16 pourraient ne pas être effectives si les citoyens ne disposaient pas d'une connaissance suffisante des normes qui leur sont applicables ; qu'une telle connaissance est en outre nécessaire à l'exercice des droits et libertés garantis tant par l'article 4 de la Déclaration, en vertu duquel cet exercice n'a de bornes que celles déterminées par la loi, que par son article 5, aux termes duquel « tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché, et nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne pas » ;

Considérant, en troisième lieu, que sont précisément définies, en l'espèce, les dispositions législatives faisant l'objet de l'habilitation, ainsi que les conditions dans lesquelles il sera procédé à leur adoption par voie d'ordonnances ; que l'autorisation donnée au Gouvernement de procéder à l'adoption de la partie législative des neuf codes mentionnés à l'article 1er de la loi déférée vise à la codification de dispositions législatives en vigueur au moment de la publication des ordonnances ; que le Gouvernement ne saurait donc apporter de modifications de fond aux dispositions législatives existantes ; que les seules exceptions prévues à ce principe sont limitées dans leur portée et sont strictement définies par la loi déférée ; que la référence à la hiérarchie des normes impose au Gouvernement de

respecter la suprématie du traité sur la loi, énoncée à l'article 55 de la Constitution, ainsi que la distinction entre matières législatives et matières réglementaires déterminée par ses articles 34 et 37 ; qu'il résulte par ailleurs des termes de l'article 1er de la loi déférée, éclairés par les travaux préparatoires, que les modifications rendues nécessaires pour « harmoniser l'état du droit » doivent se borner à remédier aux incompatibilités pouvant apparaître entre des dispositions soumises à codification ;

Considérant, en quatrième lieu, que la loi d'habilitation ne saurait permettre l'intervention d'ordonnances dans des domaines réservés par les articles 46, 47, 47-1, 74 et 77 de la Constitution à la loi organique, aux lois de finances et aux lois de financement de la sécurité sociale ;

Considérant, enfin, que l'applicabilité des dispositions codifiées à la Nouvelle-Calédonie, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales d'outre-mer à statut particulier ne pourra être décidée que dans les matières relevant de la compétence de l'Etat et moyennant les seules adaptations que justifie l'organisation particulière de ces collectivités ;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que le grief tiré de la violation de l'article 38 de la Constitution doit être rejeté ;

Sur le grief tiré de la violation de l'article 44 de la Constitution :

Considérant que les députés auteurs de la saisine font valoir que le mode de codification retenu limiterait, par lui-même, l'exercice du droit d'amendement du Parlement défini à l'article 44 de la Constitution ; que l'atteinte ainsi portée à ce droit serait « aggravée par le recours aux habilitations de l'article 38 de la Constitution », le droit d'amendement ne pouvant s'exercer que vis-à-vis des articles du projet de loi d'habilitation et non vis-à-vis du contenu des codes présentés ;

Considérant, d'une part, que les membres du Parlement disposent, en application de l'article 44 de la Constitution, du droit d'amendement ; qu'ils pourront notamment exercer ce droit au cours de la procédure législative visant à l'adoption des projets de loi de ratification des ordonnances prévus par l'article 2 de la loi déférée ;

Considérant, d'autre part, que, l'initiative des lois appartenant concurremment au Premier ministre et aux membres du Parlement, ceux-ci pourront, à l'expiration du délai imparti au Gouvernement en application du premier alinéa de l'article 38 de la Constitution, déposer toute proposition de loi

visant à modifier les ordonnances intervenues dans les matières qui relèvent du domaine de la loi ;

Considérant, en conséquence, que le grief tiré de la violation de l'article 44 de la Constitution doit être rejeté ;

Sur le grief tiré du non-respect des règles et principes de valeur constitutionnelle :

Considérant que les députés requérants soutiennent que « le Conseil constitutionnel doit apprécier le contenu des codes projetés en vérifiant au fond le respect des exigences constitutionnelles au regard de tous les éléments du bloc de constitutionnalité » ; qu'ils font valoir, à cet égard, s'agissant du code de l'éducation, que l'abrogation de dispositions législatives existantes résultant de la codification pourrait conduire à priver des exigences de caractère constitutionnel de garanties légales, sans les remplacer par des garanties équivalentes ;

Considérant, en premier lieu, que le principe de la codification « à droit constant », imposé par l'article 1er de la loi déférée, s'oppose à ce que soit réalisée une modification du fond des matières législatives codifiées ;

Considérant, en second lieu, que le recours à une loi d'habilitation ne saurait avoir ni pour objet ni pour effet de dispenser le Gouvernement, dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés en application de l'article 38 de la Constitution, du respect des principes constitutionnels ; que la loi d'habilitation devra être interprétée et appliquée, sous le contrôle du Conseil d'Etat, dans le strict respect des principes ci-dessus rappelés ;

Sur le grief tiré de la violation du deuxième alinéa de l'article 37 de la Constitution :

Considérant que les députés requérants soutiennent que la loi déférée serait constitutive d'un détournement de la procédure prévue par le deuxième alinéa de l'article 37 de la Constitution ; qu'ils font valoir, à cet égard, que le Conseil constitutionnel aurait une compétence exclusive pour procéder au déclassement de dispositions de forme législative mais dont la nature est réglementaire ;

Considérant que, si le deuxième alinéa de l'article 37 de la Constitution ouvre au Gouvernement la possibilité de saisir le Conseil constitutionnel aux fins de déclarer que des textes de forme législative, intervenus après l'entrée en vigueur de la Constitution de 1958, ont un caractère réglementaire et peuvent donc être modifiés par décret, il est loisible au législateur d'abroger lui-même des

dispositions de nature réglementaire figurant dans des textes législatifs ; qu'en vertu de l'habilitation qui lui est conférée en application de l'article 38 de la Constitution, le Gouvernement n'est pas davantage tenu de se soumettre à la procédure invoquée par les requérants ; que le grief doit donc être rejeté ;

Sur le grief tiré de la violation des articles 74 et 77 de la Constitution :

Considérant que les députés requérants font grief au législateur de ne pas avoir respecté les procédures de consultation prévues par les articles 74 et 77 de la Constitution ;

Considérant qu'il résulte des travaux législatifs que les instances compétentes des collectivités d'outre-mer intéressées ont été consultées ; qu'ainsi, et en tout état de cause, le grief manque en fait ;

Considérant qu'il n'y a lieu, pour le Conseil constitutionnel, de soulever d'office aucune question de conformité à la Constitution,

Décide :

Article 1er. – Est déclarée conforme à la Constitution la loi portant habilitation du Gouvernement à procéder, par ordonnances, à l'adoption de la partie législative de certains codes.

Article 2. – La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Délibéré par le Conseil constitutionnel dans sa séance du 16 décembre 1999, présidée par M. Yves Guéna et où siégeaient : MM. Georges Abadie, Michel Ameller, Jean-Claude Colliard, Alain Lancelot, Mme Noëlle Lenoir, M. Pierre Mazeaud et Mme Simone Veil.

[16 décembre 1999]

28 décembre 1999. – Loi n° 99-1121 portant ratification des ordonnances n° 98-580 du 8 juillet 1998, n° 98-582 du 8 juillet 1998, n° 98-728 du 20 août 1998, n° 98-729 du 20 août 1998, n° 98-730 du 20 août 1998, n° 98-732 du 20 août 1998, n° 98-774 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer. (*J.O.* du 29 décembre 1999.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Assemblée nationale. – *Projet de loi* (n° 1174). – *Rapport de M. Jérôme Lambert, au nom de la commission des lois* (n° 1666). – *Discussion et adoption le 10 juin 1999* (T.A. n° 336).

Sénat. – *Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale* (n° 421, 1998-1999). – *Rapport de M. Jean-Jacques Hyest, au nom de la commission des lois* (n° 75, 1999-2000). – *Discussion et adoption le 24 novembre 1999* (T.A. n° 40).

Assemblée nationale. – *Projet de loi modifié par le Sénat* (n° 1968). – *Rapport de M. Jérôme Lambert, au nom de la commission des lois* (n° 2003). – *Discussion et adoption le 14 décembre 1999* (T.A. n° 410).

Article 1er

Sont ratifiées, telles que modifiées par la présente loi, les ordonnances suivantes, prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer :

– ordonnance n° 98-580 du 8 juillet 1998 relative au délai de déclaration des naissances en Guyane ;

– ordonnance n° 98-582 du 8 juillet 1998 relative au régime de l'enseignement supérieur dans les territoires d'outre-mer du Pacifique ;

– ordonnance n° 98-728 du 20 août 1998 portant actualisation et adaptation de certaines dispositions de droit pénal et de procédure pénale dans les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon ;

– ordonnance n° 98-729 du 20 août 1998 relative à l'organisation juridictionnelle dans les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon ;

– ordonnance n° 98-730 du 20 août 1998 portant actualisation et adaptation du droit électoral applicable dans les territoires d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Mayotte ;

– ordonnance n° 98-732 du 20 août 1998 relative à l'application de l'article 21-13 du code civil à Mayotte ;

– ordonnance n° 98-774 du 2 septembre 1998 portant extension et adaptation aux départements, collectivités territoriales et territoires d'outre-mer de dispositions concernant le droit civil, le droit commercial et certaines activités libérales.

Article 2

Dans chacune des ordonnances visées à l'article 1er, la référence aux territoires d'outre-mer est remplacée par

la référence aux territoires d'outre-mer et à la Nouvelle-Calédonie.

Article 3

La seconde phrase du dernier alinéa de l'article 72 de la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur, tel qu'il résulte de l'article 1er de l'ordonnance n° 98-582 du 8 juillet 1998 précitée, est ainsi rédigée :

« Toutefois, dans les conseils d'administration siègent trois représentants de la Nouvelle-Calédonie ou de la Polynésie française et un représentant du territoire des îles Wallis et Futuna, les autres catégories de personnalités extérieures disposant d'au moins un représentant. »

Article 4

L'article 3 de l'ordonnance n° 98-728 du 20 août 1998 précitée est ainsi rédigé :

« *Art. 3.* – Il est inséré, dans le code de procédure pénale, un article 879-1 ainsi rédigé :

« "*Art. 879-1.* – Pour l'application des articles 16 à 19, les officiers de police de la collectivité territoriale de Mayotte mis à la disposition de l'Etat sont assimilés, selon les dispositions et dans les conditions prévues par ces articles, aux fonctionnaires titulaires du corps de commandement et d'encadrement de la police nationale.

« "Pour l'application des articles 20 et 21, les agents de police de la collectivité territoriale de Mayotte mis à la disposition de l'Etat sont assimilés, selon les dispositions

et dans les conditions prévues par ces articles, aux agents de la police nationale." »

Article 5

Le titre II de l'ordonnance n° 98-728 du 20 août 1998 précitée est complété par un article 4 *bis* ainsi rédigé :

« *Art. 4* bis. – Il est ajouté, dans la loi n° 99-291 du 15 avril 1999 relative aux polices municipales, un article 27 ainsi rédigé :

« "*Art. 27.* – Les articles 13, 14, 15 et 16 de la présente loi sont applicables en Nouvelle-Calédonie, dans les territoires de la Polynésie française et des îles Wallis et Futuna, ainsi que dans la collectivité territoriale de Mayotte." »

Article 6

I. – Dans le premier alinéa de l'article 6 de la loi du 2 juin 1891 ayant pour objet de réglementer l'autorisation et le fonctionnement des courses de chevaux, inséré par le I de l'article 6 de l'ordonnance n° 98-728 du 20 août 1998 précitée, le mot : « six » est remplacé par le mot : « dix ».

II. – Dans le dernier alinéa du même article, les mots : « hors des hippodromes, » sont remplacés par les mots : « en quelque lieu et » et la somme : « 60 000 F » est remplacée par la somme : « 220 000 CFP ».

III. – Le dernier alinéa du même article est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Toutefois, jusqu'à l'organisation effective de courses de chevaux par des sociétés de courses autorisées conformément aux dispositions de l'alinéa précédent, l'interdiction édictée par cet alinéa ne s'applique pas aux paris offerts ou reçus dans les hippodromes. »

Article 7

L'article 8 de l'ordonnance n° 98-728 du 20 août 1998 précitée est ainsi rédigé :

« *Art. 8.* – Dans les territoires d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte, les décisions des juridictions répressives, à l'exception de celles qui ne statuent que sur les intérêts civils, sont soumises à un droit fixe de procédure dû par chaque condamné.

« Ce droit est de :

« 1° 50 F pour les ordonnances pénales ;

« 2° 150 F pour les autres décisions des tribunaux de police et celles des juridictions qui ne statuent pas sur le fond ;

« 3° 600 F pour les décisions des tribunaux correctionnels ;

« 4° 800 F pour les décisions des cours d'appel statuant en matière correctionnelle et de police ;

« 5° 2 500 F pour les décisions des cours d'assises.

« Il est de 1 000 F pour les décisions de la Cour de cassation statuant en matière criminelle, correctionnelle ou de police.

« Les décisions rendues sur le fond s'entendent des jugements et arrêts des cours et tribunaux qui statuent sur l'action publique et qui ont pour effet, si aucune voie de recours n'est ouverte ou n'est exercée, de mettre fin à la procédure.

« Ce droit n'est pas dû lorsque le condamné est mineur.

« Ce droit est recouvré sur chaque condamné comme en matière d'amendes et de condamnations pécuniaires par les comptables du Trésor. Les personnes condamnées pour un même crime ou pour un même délit sont tenues solidairement au paiement des droits fixes de procédure.

« Ce droit est aussi recouvré, comme en matière criminelle ou correctionnelle, en cas de décision de non-lieu ou de relaxe sur la partie civile qui a mis en mouvement l'action publique.

« Le recouvrement du droit fixe de procédure et des amendes pénales est garanti, d'une part, par le privilège général sur les meubles, d'autre part, par l'hypothèque légale dans les conditions applicables dans chacune des collectivités. »

Article 8

Après l'article 9 de l'ordonnance n° 98-728 du 20 août 1998 précitée, il est inséré un article 9 *bis* ainsi rédigé :

« *Art. 9* bis. – A l'article 877 du code de procédure pénale, les références : "529 à 530-3" sont supprimées. »

Article 9

Au deuxième alinéa du II de l'article L. 952-11 du code de l'organisation judiciaire, inséré par l'article 1er de l'ordonnance n° 98-729 du 20 août 1998 précitée, après les mots : « Lorsque l'audience est collégiale, », sont insérés les mots : « par dérogation aux dispositions de l'article L. 952-9, ».

Article 10

I. – Au début du quatrième alinéa de l'article 3 de l'ordonnance n° 98-729 du 20 août 1998 précitée, la référence : « Art. 902 » est remplacée par la référence : « Art. 902-1 ».

II. – L'article 926 du code de procédure pénale, inséré par l'article 3 de l'ordonnance n° 98-729 du 20 août 1998 précitée, est ainsi rédigé :

« *Art. 926.* – Pour l'application du premier alinéa de l'article 399, le président du tribunal supérieur d'appel, après avis du président du tribunal de première instance et du procureur de la République, fixe par ordonnance, pendant la première quinzaine du mois de décembre, le nombre des audiences correctionnelles pour l'année judiciaire suivante. »

III. – Dans le titre III du livre VI du code de procédure pénale créé par l'article 3 de l'ordonnance n° 98-729 précitée, il est inséré un article 928-1 ainsi rédigé :

« *Art. 928-1.* – Pour l'application du premier alinéa de l'article 511, le président du tribunal supérieur d'appel, après avis du procureur de la République, fixe par ordonnance, pendant la première quinzaine du mois de décembre, le nombre des audiences correctionnelles pour l'année judiciaire suivante. »

Article 11

Le titre II de l'ordonnance n° 98-729 du 20 août 1998 précitée est complété par un article 6 *bis* ainsi rédigé :

« *Art. 6* bis. – Dans l'article 890 du code de procédure pénale, les mots : "après avis du procureur de la République" sont remplacés par les mots : "après avis du président du tribunal de première instance et du procureur de la République." »

Article 12

Dans la deuxième phrase du dernier alinéa du I de l'article L. 471 du code de la santé publique, inséré par l'article 7 de l'ordonnance n° 98-729 du 20 août 1998 précitée, les mots : « au conseil national » sont remplacés par les mots : « au tribunal administratif ».

Article 13

I. – Les deuxième (1°) et troisième alinéas du IV de l'article L. 471 du code de la santé publique, inséré par l'article 7 de l'ordonnance n° 98-729 du 20 août 1998 précitée, sont supprimés.

II. – En conséquence, dans le premier alinéa du IV susvisé, la référence : « L. 457, » est supprimée.

III. – En conséquence, les 2°, 3°, 4° et 5° du IV du même article deviennent respectivement les 1°, 2°, 3° et 4°.

Article 14

L'article 8 de l'ordonnance n° 98-729 du 20 août 1998 précitée est ainsi rédigé :

« *Art. 8.* – I. – Dans le premier alinéa de l'article L. 423 du code de la santé publique, après les mots : "le conseil régional", sont insérés les mots : "ou la chambre territoriale de discipline".

« II. – Dans la dernière phrase du dernier alinéa dudit article, après les mots : "conseils départementaux", sont insérés les mots : "ou organes territoriaux". »

Article 15

I. – Le I de l'article 1er de l'ordonnance n° 98-730 du 20 août 1998 précitée est ainsi rédigé :

« I. – A l'article 17 et à l'article 21 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 susvisée, les mots : "dans chaque département et dans chaque territoire" et les mots : "pour chaque département ou territoire" sont remplacés par les mots : "dans chaque département, territoire ou collectivité territoriale". »

II. – A. – Dans le premier alinéa de l'article 26 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 susvisée, rédigé par le II de l'article 1er de l'ordonnance n° 98-730 du 20 août 1998 précitée, les mots : « la collectivité territoriale de Mayotte » sont remplacés par les mots : « les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon ».

B. – En conséquence, dans le second alinéa de l'article 26 susvisé rédigé par le II de l'article 1er précité, les mots : « cette collectivité territoriale » sont remplacés par les mots : « la collectivité territoriale de Mayotte ».

Article 16

L'article 8 de l'ordonnance n° 98-730 du 20 août 1998 précitée ainsi que la division titre III et son intitulé sont abrogés.

Article 17

Le premier alinéa de l'article 9 de l'ordonnance n° 98-730 du 20 août 1998 précitée est ainsi rédigé :

« L'article 4 de la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 susvisée est complété par trois alinéas ainsi rédigés : ».

Article 18

Dans le premier alinéa de l'article 13-1 de la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de territoire d'outre-mer, inséré par l'article 14 de l'ordonnance n° 98-730 du 20 août 1998 précitée, après les mots : « les dispositions du titre Ier », sont insérés les mots : « du livre Ier ».

Article 19

I. – L'article L. 334-8 du code électoral, rédigé par l'article 18 de l'ordonnance n° 98-730 du 20 août 1998 précitée, est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Le conseil général de Mayotte est renouvelé en même temps que les conseils généraux des départements. »

II. – Il est inséré, après l'article 21 de la même ordonnance, un article 21-1 ainsi rédigé :

« *Art. 21-1.* – I. – Le mandat des conseillers généraux de Mayotte appartenant à la série renouvelée en mars 1994 viendra à expiration en mars 2001.

« Le mandat des conseillers généraux de Mayotte appartenant à la série renouvelée en mars 1997 viendra à expiration en mars 2004.

« II. – Pour les élections mentionnées au premier alinéa du I, la durée de la période pendant laquelle les candidats peuvent avoir recueilli des fonds dans les

conditions prévues par l'article L. 52-4 du code électoral est portée de douze à dix-huit mois.

« III. – Le mandat du président du conseil général de Mayotte élu à la suite du renouvellement de mars 1997 viendra à expiration en mars 2001. »

Article 20

Le code des juridictions financières est ainsi modifié :

1° Aux articles L. 262-24 et L. 272-24, les mots : « choisis parmi les magistrats de la chambre » sont remplacés par les mots : « choisis parmi les magistrats d'une chambre territoriale » ;

2° Aux articles L. 262-25 et L. 272-25, les mots : « Des magistrats de la chambre territoriale des comptes » sont remplacés par les mots : « Des magistrats de chambre territoriale des comptes » ;

3° Aux articles L. 262-26 et L. 272-26, les mots : « par un magistrat de la chambre » sont remplacés par les mots : « par un magistrat d'une chambre territoriale ».

Article 21

Le quatrième alinéa de l'article 9-2 de la loi n° 69-5 du 3 janvier 1969 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Nouvelle-calédonie et dépendances est ainsi rédigé :

« Les communes ayant, pour la réalisation de leurs programmes d'investissement, conclu avec l'Etat des

contrats autres que ceux passés en application de l'article 3 de la loi n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ne sont pas éligibles à ce fonds pendant leur durée d'exécution. »

Article 22

Dans le dernier alinéa de l'article 21 de l'ordonnance n° 98-730 du 20 août 1998 précitée, les références : « L. 334-12, L. 334-13 et L. 334-15 » sont remplacées par les références : « L. 334-13, L. 334-14 et L. 334-16 ».

Article 23

Les deux dernières phrases du premier alinéa de l'article L. 665-18 du code de la santé publique, inséré par le II de l'article 3 de l'ordonnance n° 98-774 du 2 septembre 1998 précitée, sont ainsi rédigées :

« La transformation, la distribution ou la cession d'un élément ou produit du corps humain peuvent être suspendues ou interdites dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française. Aux mêmes conditions, leurs utilisations peuvent être suspendues, interdites ou restreintes. »

Article 24

I. – Le premier alinéa du I de l'article 8 de l'ordonnance n° 98-774 du 2 septembre 1998 précitée est ainsi rédigé :

« La loi du 17 mars 1909 susvisée est complétée par un article 38 ainsi rédigé : ».

II. – L'article 38, ajouté dans la loi du 17 mars 1909 relative à la vente et au nantissement des fonds de commerce par l'article 8 de l'ordonnance n° 98-774 du 2 septembre 1998 précitée, est ainsi modifié :

1° Le deuxième alinéa (*a*) du 1° est ainsi rédigé :

« *a)* Au premier alinéa, les mots : "dans l'arrondissement ou le département dans lequel le fonds est exploité" sont remplacés par les mots : "dans la collectivité territoriale" pour Saint-Pierre-et-Miquelon et Mayotte, par les mots : "dans la province ou en Nouvelle-Calédonie" pour la Nouvelle-Calédonie, et par les mots : "dans le territoire" pour les territoires d'outre-mer ; »

2° Dans le cinquième alinéa (2°), les mots : « civiles et » sont supprimés ;

3° Le sixième alinéa (3°) est ainsi rédigé :

« 3° Aux articles 3 et 34, les mots : "président du tribunal de grande instance" sont remplacés par les mots : "président du tribunal de première instance ou le magistrat délégué par lui" ; »

4° Le début du neuvième alinéa (6°) est ainsi rédigé :

« Aux articles 1er, 7, 10, 13, 15,... *(le reste sans changement).* »

Article 25

Dans le septième alinéa (4°) de l'article 23 de la loi n° 51-59 du 18 janvier 1951 relative au nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement, modifié par l'article 9 de l'ordonnance n° 98-774 du 2 septembre 1998 précitée, les mots : « prévues à » sont supprimés.

Article 26

Dans le premier alinéa du II de l'article 10 de l'ordonnance n° 98-774 du 2 septembre 1998 précitée, les mots : « à compter des dates mentionnées au premier alinéa de l'article 46 du décret du 30 décembre 1953 précité, toutes les dispositions contraires à ce décret » sont remplacés par les mots : « à compter du 15 mars 1999, toutes les dispositions contraires au décret du 30 septembre 1953 précité ».

Article 27

Après l'article 17 de l'ordonnance n° 98-774 du 2 septembre 1998 précitée, il est inséré un article 17 *bis* ainsi rédigé :

« *Art. 17* bis. – L'article 22 de la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat est applicable en Polynésie française. »

Article 28

L'article 25-1, inséré dans la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs par l'article 13 de l'ordonnance n° 98-774 du 2 septembre 1998 précitée, est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, les mots : « et des articles 16 à 20 et 25 » sont remplacés par les mots : « , des articles 16 à 20, du deuxième alinéa de l'article 24, et de l'article 25 » ;

2° Au troisième alinéa (2°), les mots : « A la dernière phrase du *a* » sont remplacés par les mots : « A la fin du *a* » ;

3° A l'avant-dernier alinéa (4°), les mots : « cinquième alinéa » sont remplacés par les mots : « sixième alinéa ».

28 décembre 1999. – Loi n° 99-1122 portant ratification des ordonnances n° 98-524 du 24 juin 1998, n° 98-525 du 24 juin 1998, n° 98-581 du 8 juillet 1998 et n° 98-775 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer. (*J.O.* du 29 décembre 1999.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Assemblée nationale. – *Projet de loi* (n° 1175 rectifié). – *Rapport de M. Jean-Marie Le Guen, au nom de la commission des finances* (n° 1686). – *Discussion et adoption le 10 juin 1999* (T.A. n° 337).

Sénat. – *Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale* (n° 422, 1998-1999). – *Rapport de M. Henri Torre, au nom de la commission des finances* (n° 81, 1999-2000). – *Discussion et adoption le 24 novembre 1999* (T.A. n° 41).

Assemblée nationale. – *Projet de loi modifié par le Sénat* (n° 1969). – *Rapport de M. Yves Tavernier, au nom de la commission des finances* (n° 2014). – *Discussion et adoption le 14 décembre 1999* (T.A. n° 409).

Article 1er

Sont ratifiées, telles que modifiées par les dispositions de la présente loi, les ordonnances suivantes, prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer :

– ordonnance n° 98-524 du 24 juin 1998 portant dispositions relatives à la déclaration périodique entre les départements de la Guadeloupe et de la Martinique ;

– ordonnance n° 98-525 du 24 juin 1998 relative à la modernisation des codes des douanes et au contrôle des transferts financiers avec l'étranger dans les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon ;

– ordonnance n° 98-581 du 8 juillet 1998 portant actualisation et adaptation des règles relatives aux garanties de recouvrement et à la procédure contentieuse en matière d'impôts en Polynésie française ;

– ordonnance n° 98-775 du 2 septembre 1998 relative au régime des activités financières dans les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Article 2

Dans chacune des ordonnances mentionnées à l'article 1er, la référence aux territoires d'outre-mer est remplacée par la référence aux territoires d'outre-mer et à la Nouvelle-Calédonie.

Article 3

Dans le I de l'article 2 de l'ordonnance n° 98-525 du 24 juin 1998 précitée, après les mots : « à l'exception des articles », est insérée la référence : « 209, ».

Article 4

Le II de l'article 1er de l'ordonnance n° 98-581 du 8 juillet 1998 précitée est ainsi rédigé :

« II. – Les dispositions du I ci-dessus sont applicables aux centimes additionnels perçus au profit des communes ou de la chambre de commerce, de l'industrie, des services et des métiers, aux taxes communales assimilées aux contributions directes, aux redevances pour services rendus et aux taxes perçues pour le compte d'organismes tiers. Le privilège créé au profit de ces taxes prend rang immédiatement après celui du territoire de la Polynésie française. »

Article 5

Dans le dernier alinéa de l'article 10 de l'ordonnance n° 98-581 du 8 juillet 1998 précitée, les mots : « juge de l'exécution » sont remplacés par les mots : « tribunal de première instance ».

Article 6

L'article 14 de l'ordonnance n° 67-833 du 28 septembre 1967 instituant une Commission des opérations de bourse, inséré par l'article 2 de l'ordonnance n° 98-775 du 2 septembre 1998 précitée, est ainsi rédigé :

« *Art. 14.* – La présente ordonnance est applicable dans les territoires d'outre-mer, en Nouvelle-Calédonie et

dans la collectivité territoriale de Mayotte, à l'exception du IV de l'article 6. »

Article 7

I. – Dans le premier alinéa de l'article 38 de la loi n° 70-1300 du 31 décembre 1970 fixant le régime applicable aux sociétés civiles autorisées à faire publiquement appel à l'épargne, inséré par l'article 3 de l'ordonnance n° 98-775 du 2 septembre 1998 précitée, et dans l'article 8 de l'ordonnance n° 98-775 du 2 septembre 1998 précitée, les mots : « dans sa rédaction antérieure à la promulgation de la loi n° 98-546 du 2 juillet 1998 » sont supprimés.

II. – Dans le premier alinéa du III de l'article 94 de la loi n° 81-1160 du 30 décembre 1981 portant loi de finances pour 1982, inséré par le I de l'article 4 de l'ordonnance n° 98-775 du 2 septembre 1998 précitée, les mots : « dans leur rédaction antérieure à la promulgation de la loi n° 98-546 du 2 juillet 1998 » sont supprimés.

Article 8

Dans l'article 5 de l'ordonnance n° 98-775 du 2 septembre 1998 précitée, les mots : « , dans leur rédaction antérieure à la promulgation de la loi n° 98-546 du 2 juillet 1998, » sont supprimés.

Article 9

Dans l'article 45 de la loi n° 85-1321 du 14 décembre 1985 modifiant diverses dispositions du droit des valeurs mobilières, des titres de créances négociables, des sociétés et des opérations de bourse, inséré par l'article 6 de l'ordonnance n° 98-775 du 2 septembre 1998 précitée, les mots : « à l'exception du dernier alinéa de l'article 10-I » sont remplacés par les mots : « à l'exception du quatrième alinéa de l'article 10-I » et les mots : « dans leur rédaction antérieure à la promulgation de la loi n° 98-546 du 2 juillet 1998 » sont supprimés.

Article 10

Le premier alinéa de l'article 53 de la loi n° 88-1201 du 23 décembre 1988 relative aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières et portant création des fonds communs de créances, inséré par l'article 7 de l'ordonnance n° 98-775 du 2 septembre 1998 précitée, est ainsi rédigé :

« La présente loi est applicable dans les territoires d'outre-mer, en Nouvelle-Calédonie et dans la collectivité territoriale de Mayotte, à l'exception des articles 20, 21, 22-1, du cinquième alinéa du II de l'article 23-3, des articles 42 à 44, 50 et 52, et sous réserve des adaptations suivantes : ».

Article 11

Dans le premier alinéa du II de l'article 107 de la loi n° 96-597 du 2 juillet 1996 de modernisation des activités financières, inséré par l'article 10 de l'ordonnance n° 98-775 du 2 septembre 1998 précitée, les mots : « , dans leur rédaction antérieure à la promulgation de la loi n° 98-546 du 2 juillet 1998, » sont supprimés.

28 décembre 1999. – Loi n° 99-1123 portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer. (*J.O.* du 29 décembre 1999.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Assemblée nationale. – *Projet de loi* (n° 1173 rectifié). – *Rapport de M. Daniel Marsin, au nom de la commission des affaires culturelles* (n° 1673). - *Discussion et adoption le 10 juin 1999* (T.A. n° 335).

Sénat. – *Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale* (n° 420, 1998-1999). – *Rapport de M. Jean-Louis Lorrain, au nom de la commission des affaires sociales* (n° 72, 1999-2000). – *Discussion et adoption le 24 novembre 1999* (T.A. n° 39).

Assemblée nationale. – *Projet de loi modifié par le Sénat* (n° 1967). – *Rapport de M. Daniel Marsin, au nom de la commission des lois* (n° 2008). – *Discussion et adoption le 14 décembre 1999* (T.A. n° 408).

Article 1er

Sont ratifiées, telles que modifiées par la présente loi, les ordonnances suivantes, prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer :

– ordonnance n° 98-522 du 24 juin 1998 portant actualisation et adaptation du droit du travail dans les territoires, collectivités et départements d'outre-mer ;

– ordonnance n° 98-731 du 20 août 1998 portant adaptation aux départements d'outre-mer, à la Nouvelle-Calédonie et à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon de diverses dispositions relatives aux affaires sanitaires et sociales ;

– ordonnance n° 98-773 du 2 septembre 1998 portant extension et adaptation en Nouvelle-Calédonie du titre III intitulé « Des organes, tissus, cellules et produits du corps humain » du livre VI du code de la santé publique.

Article 2

Dans chacune des ordonnances visées à l'article 1er, la référence aux territoires d'outre-mer est remplacée par la référence aux territoires d'outre-mer et à la Nouvelle-Calédonie.

Article 3

Au quatrième alinéa de l'article 40 de la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 relative aux principes généraux du droit du travail et à l'organisation et au fonctionnement de l'inspection du travail et des tribunaux du travail en Polynésie française, tel que modifié par l'article 7 de l'ordonnance n° 98-522 du 24 juin 1998 précitée, les mots : « du congrès » sont remplacés par les mots : « de l'assemblée de la Polynésie française ».

[28 décembre 1999]

Article 4

Au premier alinéa de l'article 20 de l'ordonnance n° 85-1181 du 13 novembre 1985 relative aux principes directeurs du droit du travail et à l'organisation et au fonctionnement de l'inspection du travail et du tribunal du travail en Nouvelle-Calédonie, tel que modifié par le II de l'article 18 de l'ordonnance n° 98-522 du 24 juin 1998 précitée, les mots : « de l'assemblée de la Polynésie française » sont remplacés par les mots : « du congrès ».

Article 5

I. – A l'article L. 122-32 du code du travail, les mots : « en état de grossesse apparente » sont remplacés par les mots : « en état de grossesse médicalement attesté ».

II. – Au dernier alinéa de l'article 41 de l'ordonnance n° 85-1181 du 13 novembre 1985 précitée, modifié par le XVIII de l'article 24 de la loi n° 96-609 du 5 juillet 1996 portant dispositions diverses relatives à l'outre-mer, les mots : « en état de grossesse apparente » sont remplacés par les mots : « en état de grossesse médicalement attesté ».

Article 6

I. – Au deuxième alinéa de l'article 31 ainsi qu'à l'article 32 de l'ordonnance n° 85-1181 du 13 novembre 1985 précitée, tels que modifiés par l'article 21 de l'or-

donnance n° 98-522 du 24 juin 1998 précitée, les mots : « à l'article 24 » sont remplacés par les mots : « à l'article 30 ».

II. – A l'article 32 de l'ordonnance n° 85-1181 du 13 novembre 1985 précitée, tel que modifié par l'article 21 de l'ordonnance n° 98-522 du 24 juin 1998 précitée, les mots : « à l'article 25 » sont remplacés par les mots : « à l'article 31 ».

Article 7

A l'article L. 141-4 du code du travail applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte, issu du 1° de l'article 30 de l'ordonnance n° 98-522 du 24 juin 1998 précitée, le mot : « prévu » est remplacé par le mot : « prévus ».

Article 8

Au *d* du IV de l'article L. 678 du code de la santé publique, issu de l'article 1er de l'ordonnance n° 98-773 du 2 septembre 1998 précitée, dans la première phrase du texte prévu par cet article pour l'article L. 674-6 dudit code, après les mots : « article 511-7 », sont insérés les mots : « du même code ».

Article 9

Au IV de l'article L. 678 du code de la santé publique, tel qu'il résulte de l'article 1er de l'ordonnance n° 98-773 du 2 septembre 1998 précitée, le premier alinéa du *c* est ainsi rédigé :

« L'article L. 674-5 du code de la santé publique est ainsi rédigé : ».

Article 10

Le deuxième alinéa de l'article L. 753-4 du code de la sécurité sociale est complété par les mots : « , notamment dans le domaine de la prophylaxie et de la thérapeutique palustres ».

28 décembre 1999. – Loi n° 99-1124 portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives. (*J.O.* du 29 décembre 1999.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Assemblée nationale. – *Proposition de loi* (n° 1612). – *Rapport de M. Jean-Claude Beauchaud, au nom de la commission des affaires culturelles* (n° 1670). – *Discussion les 17 et 18 juin 1999 et adoption, après déclaration d'urgence, le 18 juin 1999* (T.A. n° 348).

Sénat. – *Proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale* (n° 443, 1998-1999). – *Rapport de M. James Bordas, au nom de la commission des affaires culturelles* (n° 24, 1999-2000). – *Discussion et adoption le 27 octobre 1999* (T.A. n° 14).

Assemblée nationale. – *Proposition de loi modifiée par le Sénat* (n° 1887). – *Rapport de M. Jean-Claude Beauchaud, au nom de la* **commission mixte paritaire** (n° 1972). – *Discussion et adoption le 7 décembre 1999* (T.A. n° 405).

Sénat. – *Rapport de M. James Bordas, au nom de la* **commission mixte paritaire** (n° 108, 1999-2000). – *Discussion et adoption le 15 décembre 1999* (T.A. n° 48).

CHAPITRE Ier

Dispositions relatives aux sociétés sportives à statut particulier

Article 1er

L'article 11 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est remplacé par sept alinéas ainsi rédigés :

« Toute association sportive affiliée à une fédération sportive régie par le chapitre III du titre Ier de la présente loi qui participe habituellement à l'organisation de manifestations sportives payantes procurant des recettes d'un montant supérieur à un seuil fixé par décret en Conseil d'Etat ou qui emploie des sportifs dont le montant total des rémunérations excède un chiffre fixé par décret en Conseil d'Etat constitue pour la gestion de ces activités une société commerciale régie par la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales et par les dispositions de la présente loi.

« Cette société prend la forme :

« – soit d'une société à responsabilité limitée ne comprenant qu'un associé, dénommée entreprise unipersonnelle sportive à responsabilité limitée ;

« – soit d'une société anonyme à objet sportif ;

« – soit d'une société anonyme sportive professionnelle.

« Les sociétés d'économie mixte sportives locales constituées avant la date de publication de la loi n° 99-1124 du 28 décembre 1999 portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives peuvent conserver leur régime juridique antérieur.

« Les statuts des sociétés constituées par les associations sportives sont conformes à des statuts types définis par décret en Conseil d'Etat. » ;

2° Dans le deuxième alinéa, les mots : « et qui poursuit l'objet visé à l'article 12 » sont supprimés ;

3° Le troisième alinéa est ainsi rédigé :

« L'association sportive et la société qu'elle a constituée définissent leurs relations par une convention approuvée par leurs instances statutaires respectives. Un décret en Conseil d'Etat précise les stipulations que doit comporter cette convention et notamment les conditions d'utilisation par la société de la dénomination, marque ou autres signes distinctifs appartenant à l'association. Cette convention entre en vigueur après son approbation par l'autorité administrative. Elle est réputée approuvée si l'autorité administrative n'a pas fait connaître son opposition dans un délai de deux mois à compter de sa transmission. La participation de la société à des compétitions ou des manifestations inscrites au calendrier d'une fédération sportive agréée relève de la compétence de l'association. » ;

4° Le dernier alinéa est ainsi rédigé :

« L'association sportive qui constitue la société anonyme sportive professionnelle est destinataire des délibérations des organes dirigeants de la société. Elle peut exercer les actions prévues aux articles 225 à 226-1 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 précitée. »

Article 2

L'article 13 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 précitée est ainsi modifié :

1° Les trois premiers alinéas sont ainsi rédigés :

« Le capital de la société d'économie mixte sportive locale et de la société anonyme à objet sportif est composé d'actions nominatives.

« Les membres élus des organes de direction de ces sociétés ne peuvent recevoir, au titre de leurs fonctions, que le remboursement de frais justifiés.

« Le bénéfice, au sens de l'article 346 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 précitée, de la société d'économie mixte sportive locale, de l'entreprise unipersonnelle sportive à responsabilité limitée et de la société anonyme à objet sportif est affecté à la constitution de réserves qui ne peuvent donner lieu à aucune distribution. » ;

2° Il est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les sociétés anonymes mentionnées à l'article 11 ne peuvent faire appel publiquement à l'épargne. »

Article 3

L'article 14 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 précitée est ainsi rédigé :

« *Art. 14.* – Toute association sportive qui répond à l'un au moins des critères définis au premier alinéa de l'article 11 à la date de publication de la loi n° 99-1124 du 28 décembre 1999 précitée constitue, dans un délai d'un an à compter de cette date, une société commerciale dans les conditions fixées audit article.

« Toute association sportive qui répond à l'un au moins des critères posés au premier alinéa de l'article 11

postérieurement à la date visée à l'alinéa précédent constitue une société commerciale dans les conditions fixées audit article dans un délai d'un an à compter de la date à laquelle elle satisfait à cette condition.

« Toute association sportive qui ne se conforme pas aux prescriptions des alinéas précédents est exclue, dès l'expiration des délais visés auxdits alinéas, des compétitions organisées par les fédérations mentionnées à l'article 16. »

Article 4

L'article 15-1 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 précitée est ainsi rédigé :

« *Art. 15-1.* – Il est interdit à toute personne privée, directement ou indirectement, d'être porteur de titres donnant accès au capital ou conférant un droit de vote dans plus d'une société constituée conformément aux dispositions du premier alinéa de l'article 11 et dont l'objet social porte sur une même discipline sportive. Toute cession opérée en violation de ces dispositions est nulle.

« Il est interdit à toute personne privée porteur de titres donnant accès au capital ou conférant un droit de vote dans une société constituée conformément aux dispositions du premier alinéa du même article de consentir un prêt à une autre de ces sociétés dès lors que son objet social porterait sur la même discipline sportive, de se porter caution en sa faveur ou de lui fournir un cautionnement. Toute personne physique, ainsi que le président, l'administrateur ou le directeur d'une personne morale, qui aura contrevenu aux dispositions du présent alinéa

sera punie d'une amende de 300 000 F et d'un an d'emprisonnement. »

Article 5

L'article 19-3 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 précitée est ainsi rédigé :

« *Art. 19-3.* – Pour des missions d'intérêt général, les associations sportives ou les sociétés qu'elles constituent, telles que définies à l'article 11, peuvent recevoir des subventions publiques. Ces subventions font l'objet de conventions passées, d'une part, entre les collectivités territoriales, leurs groupements ainsi que les établissements publics de coopération intercommunale et, d'autre part, les associations sportives ou les sociétés qu'elles constituent.

« Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions dans lesquelles sont versées ces subventions et fixe leur montant maximum. »

CHAPITRE II

Dispositions diverses

Article 6

Après l'article 15-2 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 précitée, il est inséré un article 15-3 ainsi rédigé :

« *Art. 15-3.* – La conclusion d'un contrat relatif à l'exercice d'une activité sportive par un mineur ne donne lieu à aucune rémunération ou indemnité, ni à l'octroi de quelque avantage que ce soit, au bénéfice :

« – d'une personne exerçant l'activité définie au premier alinéa de l'article 15-2 ;

« – d'une association sportive ou d'une société mentionnée à l'article 11 ;

« – ou de toute personne agissant au nom et pour le compte du mineur.

« Toute convention contraire aux dispositions du présent article est nulle. »

Article 7

Le premier alinéa de l'article L. 211-4 du code du travail est complété par les mots : « , ou d'une activité sportive ».

Article 8

Après l'article 15-2 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 précitée, il est inséré un article 15-4 ainsi rédigé :

« *Art. 15-4.* – Les centres de formation relevant d'une association sportive ou d'une société mentionnée à l'article 11 sont agréés par le ministre chargé des sports, sur proposition de la fédération délégataire compétente et après avis de la Commission nationale du sport de haut niveau prévue à l'article 26.

« L'accès à une formation dispensée par un centre mentionné au premier alinéa est subordonné à la conclusion d'une convention entre le bénéficiaire de la formation ou son représentant légal et l'association ou la société.

« La convention détermine la durée, le niveau et les modalités de la formation. Elle prévoit qu'à l'issue de la formation, et s'il entend exercer à titre professionnel la discipline sportive à laquelle il a été formé, le bénéficiaire peut être dans l'obligation de conclure, avec l'association ou la société dont relève le centre, un contrat de travail défini au 3° de l'article L. 122-1-1 du code du travail, dont la durée ne peut excéder trois ans.

« Si l'association ou la société ne lui propose pas de contrat de travail, elle est tenue d'apporter à l'intéressé une aide à l'insertion scolaire ou professionnelle, dans les conditions prévues par la convention.

« Les stipulations de la convention sont déterminées pour chaque discipline sportive dans des conditions définies par décret en Conseil d'Etat, et conformément à des stipulations types. »

Article 9

Les articles 11-1, 11-2 et 12 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 précitée sont abrogés.

Article 10

La loi n° 99-223 du 23 mars 1999 relative à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage est ainsi modifiée :

1° Au premier alinéa de l'article 15, le mot : « sanctions » est remplacé par le mot : « décisions » ;

2° Dans la première phrase du 3° du I de l'article 26, les mots : « sanctions disciplinaires » sont remplacés par le mot : « décisions » ;

3° Dans la seconde phrase du 3° du I de l'article 26, le mot : « sanctions » est remplacé par le mot : « décisions ».

Article 11

Après l'article 19 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 précitée, il est inséré un article 19-1 A ainsi rédigé :

« *Art. 19-1 A.* – Lorsque dans une discipline sportive aucune fédération n'a reçu la délégation prévue à l'article 17, les compétences attribuées aux fédérations délégataires par les articles 17 et 18 peuvent être exercées, pour une période déterminée et avec l'autorisation du ministre chargé des sports, par une commission spécialisée mise en place par le Comité national olympique et sportif français.

« Les compétitions et manifestations sportives organisées ou agréées par une commission spécialisée sont assimilées à celles organisées ou agréées par une fédéra-

tion sportive pour l'application des dispositions de l'article 17 de la loi n° 99-223 du 23 mars 1999 relative à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage.

« Les dispositions du premier alinéa sont applicables à compter du 1er juin 1998. »

28 décembre 1999. – Loi n° 99-1125 relative au régime local d'assurance maladie complémentaire obligatoire des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle applicable aux assurés des professions agricoles et forestières. (*J.O.* du 29 décembre 1999.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Sénat. – *Propositions de loi* (n° 494, 1998-1999, et n° 36, 1999-2000). – *Rapport de M. Jean-Louis Lorrain, au nom de la commission des affaires sociales* (n° 73, 1999-2000). – *Discussion et adoption le 24 novembre 1999* (T.A. n° 43).

Assemblée nationale. – *Proposition de loi adoptée par le Sénat* (n° 1964). – *Rapport de M. Gérard Terrier, au nom de la commission des affaires culturelles* (n° 2006). – *Discussion et adoption le 15 décembre 1999* (T.A. n° 415).

Article 1er

Après l'article 1257 du code rural, il est inséré un article 1257-1 ainsi rédigé :

« *Art. 1257-1.* – I. – Le régime local d'assurance maladie complémentaire obligatoire des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle applicable aux assurés des professions agricoles et forestières est financé par :

« 1° Une cotisation à la charge des salariés des professions agricoles et forestières d'une entreprise ayant son siège social dans le département du Bas-Rhin, du Haut-Rhin ou de la Moselle, quel que soit leur lieu de travail en France métropolitaine, et des salariés des professions agricoles et forestières travaillant dans l'un de ces

trois départements pour une entreprise ayant son siège hors de ces départements. Cette cotisation est assise sur leurs gains ou rémunérations et précomptée par leurs employeurs au bénéfice de ce régime ;

« 2° Une cotisation à la charge des assurés relevant du présent titre et entrant dans les catégories mentionnées aux 5° à 10° du II de l'article L. 325-1 du code de la sécurité sociale. Cette cotisation est assise sur les avantages vieillesse d'un régime de base, d'un régime complémentaire ou d'un régime à la charge de l'employeur et sur les allocations et revenus de remplacement mentionnés à l'article L. 131-2 du code de la sécurité sociale et précomptée par les organismes débiteurs au bénéfice de ce régime lors de chaque versement de ces avantages ou allocations et versée à ce régime ;

« 3° Une cotisation à la charge des employeurs mentionnés au 1° du I du présent article.

« Les cotisations prévues aux 1°, 2° et 3° sont recouvrées par les caisses de mutualité sociale agricole selon les règles et avec les garanties et sanctions applicables au recouvrement des cotisations d'assurances sociales agricoles.

« II. – Ce régime local s'applique aux membres des professions agricoles et forestières relevant des assurances sociales agricoles et entrant dans les catégories visées au II de l'article L. 325-1 du code de la sécurité sociale, à l'exception de ceux visés aux 2°, 3° et au douzième alinéa dudit II.

« Il est également applicable aux ayants droit, tels que définis aux articles L. 161-14 et L. 313-3 du code de la sécurité sociale, des assurés mentionnés ci-dessus.

« Par dérogation aux dispositions de l'article L. 161-6 du code de la sécurité sociale, le bénéfice de ce régime est subordonné aux conditions d'ouverture des droits des assurés mentionnés ci-dessus.

« Ce régime assure à ses bénéficiaires des prestations servies en complément de celles du régime des assurances sociales agricoles pour couvrir tout ou partie de la participation laissée à la charge de l'assuré en application de l'article L. 322-2 du code de la sécurité sociale. Il peut également prendre en charge tout ou partie du forfait journalier prévu à l'article L. 174-4 du même code.

« Ces prestations sont déterminées par le conseil d'administration de l'instance de gestion spécifique de ce régime dans des conditions fixées par décret.

« III. – L'instance de gestion de ce régime local, spécifique aux assurés des professions agricoles et forestières, est administrée par un conseil d'administration composé de membres des professions agricoles et forestières dont les attributions et la répartition sont fixées par décret.

« Les modalités de fonctionnement de cette instance de gestion spécifique sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

« Le conseil d'administration fixe, chaque année, les taux de cotisations mentionnées au I du présent article, pour permettre de garantir le respect de l'équilibre financier du régime et le financement des frais de gestion du régime. Les dispositions de l'article L. 131-7-1 du code de la sécurité sociale ne sont pas applicables à ces cotisations. Le conseil d'administration détermine également les exonérations accordées en cas d'insuffisance des res-

sources, conformément aux principes énoncés à l'article L. 136-2 du même code.

« L'affiliation et l'immatriculation au régime local, le recouvrement des cotisations et le service des prestations sont assurés par les caisses de mutualité sociale agricole concernées selon les conditions fixées par une convention conclue entre le conseil d'administration de l'instance de gestion spécifique et la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole approuvée par le ministre de l'agriculture.

« Le contrôle de l'Etat sur la gestion du régime et le fonctionnement de l'instance de gestion spécifique s'exerce dans les mêmes conditions que pour les organismes de mutualité sociale agricole. »

Article 2

I. – Les deux derniers alinéas de l'article 1257 du code rural et de l'article 5 de la loi n° 98-278 du 14 avril 1998 relative au régime local d'assurance maladie des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle sont supprimés.

II. – Au premier alinéa de l'article 5 de la loi n° 98-278 du 14 avril 1998 précitée, après les mots : « du code de la sécurité sociale », sont insérés les mots : « , à l'exclusion du 1°, ».

Article 3

Les dispositions de la présente loi sont applicables à compter du 1er avril 2000.

[28 décembre 1999]

28 décembre 1999. – Loi n° 99-1126 modifiant le code général des collectivités territoriales et relative à la prise en compte du recensement général de population de 1999 pour la répartition des dotations de l'Etat aux collectivités locales. (*J.O.* du 29 décembre 1999.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Assemblée nationale. – *Projet de loi* (n° 1809). – *Rapport de M. René Dosière, au nom de la commission des lois* (n° 1835). – *Discussion et adoption, après déclaration d'urgence, le 5 novembre 1999* (T.A. n° 369).

Sénat. – *Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale* (n° 56, 1999-2000). – *Rapport de M. Michel Mercier, au nom de la commission des finances* (n° 110, 1999-2000). – *Avis de M. Paul Girod, au nom de la commission des lois* (n° 109, 1999-2000). – *Discussion et adoption le 10 décembre 1999* (T.A. n° 46).

Assemblée nationale. – *Projet de loi adopté par le Sénat* (n° 2017). – *Rapport de M. René Dosière, au nom de la* **commission mixte paritaire** (n° 2019). – *Discussion et adoption (procédure d'examen simplifiée) le 15 décembre 1999* (T.A. n° 414).

Sénat. – *Rapport de M. Michel Mercier, au nom de la* **commission mixte paritaire** (n° 130, 1999-2000). – *Discussion et adoption le 21 décembre 1999* (T.A. n° 56).

Article 1er

I. – L'article L. 2334-2 du code général des collectivités territoriales est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« Lorsque le recensement général de population de 1999 fait apparaître une diminution de la population d'une commune telle qu'elle est définie à l'alinéa précé-

dent, seule une part de cette diminution est prise en compte, pendant deux ans, pour l'application des dispositions de la présente section. En 2000, cette part est égale au tiers de la diminution ; en 2001, elle est égale aux deux tiers de la diminution.

« Lorsque le recensement général de population de 1999 fait apparaître une augmentation de la population d'une commune telle qu'elle est définie au deuxième alinéa, seule une part de cette augmentation est prise en compte, pendant deux ans, pour l'application des dispositions de la présente section. En 2000, cette part est égale au tiers de l'augmentation ; en 2001, elle est égale aux deux tiers de l'augmentation. »

II. – Le premier alinéa de l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Il est majoré du montant, pour la dernière année connue, de la compensation prévue au I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998). »

III. – L'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Le potentiel fiscal visé au sixième alinéa est majoré du montant, pour la dernière année connue, de la compensation prévue au I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998). Ce montant est réparti entre les communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale au prorata des diminutions de bases de taxe professionnelle

dans chacune de ces communes qui donnent lieu à compensation. »

IV. – L'article L. 2334-9 du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :

« *Art. L. 2334-9.* – En cas d'augmentation de la population d'une commune constatée à l'occasion d'un recensement général ou complémentaire, la dotation forfaitaire revenant à cette commune est calculée en appliquant au montant antérieurement perçu indexé dans les conditions prévues à l'article L. 2334-7 un taux d'augmentation égal à 50 % du taux de croissance de la population telle qu'elle a été constatée.

« Par dérogation à l'alinéa précédent, lorsque le recensement général de population de 1999 fait apparaître une augmentation de la population d'une commune, seule une part de cette augmentation est prise en compte en 2000 et en 2001 dans les conditions prévues au dernier alinéa de l'article L. 2334-2.

« Lorsque le recensement général de population de 1999 fait apparaître une diminution de la population d'une commune, la dotation forfaitaire revenant à cette commune en 2000, en 2001 et en 2002 est calculée en appliquant au montant antérieurement perçu indexé dans les conditions prévues à l'article L. 2334-7 un taux égal à 50 % du taux d'évolution de la population résultant des dispositions de l'article L. 2334-2. Toutefois, si le montant de la dotation forfaitaire ainsi calculé est inférieur au montant de l'attribution due à la commune au titre de 1999, la dotation forfaitaire lui revenant demeure égale à celle due à la commune au titre de 1999. Lorsqu'un recensement complémentaire est organisé en 1999, en

2000 ou en 2001 dans cette commune, les dispositions du premier alinéa ne sont applicables que si le recensement complémentaire fait apparaître une population supérieure à celle qui était prise en compte avant le recensement général de 1999. Dans ce cas, seule est retenue l'augmentation entre la population prise en compte avant le recensement général de 1999 et celle constatée par le recensement complémentaire. »

V. – Au 4° de l'article L. 2334-17 du code général des collectivités territoriales, les mots : « calculé en prenant en compte la population qui résulte des recensements généraux ou complémentaires » sont remplacés par les mots : « calculé en prenant en compte la population définie au premier alinéa de l'article L. 2334-2 et, pour 2000 et 2001, aux troisième et quatrième alinéas du même article ».

VI. – L'article L. 2531-13 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° Le I est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Le potentiel fiscal à prendre en compte pour l'application du présent paragraphe est majoré du montant, pour la dernière année connue, de la compensation prévue au I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998). » ;

2° Au III, après les mots : « dans les conditions prévues à l'article R. 114-1 du code des communes », il est inséré une phrase ainsi rédigée :

« Lorsque le recensement général de population de 1999 fait apparaître une variation de la population d'une commune, cette variation est prise en compte dans les

conditions prévues aux troisième et quatrième alinéas de l'article L. 2334-2. »

VII. – L'article L. 2531-14 du code général des collectivités territoriales est complété par un VII ainsi rédigé :

« VII. – Lorsque le recensement général de population de 1999 fait apparaître une variation de la population d'une commune, cette variation est prise en compte, pour l'application des dispositions du présent article, dans les conditions prévues aux troisième et quatrième alinéas de l'article L. 2334-2. »

Article 2

L'article L. 3334-2 du code général des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque le recensement général de population de 1999 fait apparaître une variation de la population d'un département telle qu'elle est définie à l'alinéa précédent, cette variation est prise en compte dans les conditions prévues aux troisième et quatrième alinéas de l'article L. 2334-2. »

Article 3

Le premier alinéa de l'article L. 3334-6 du code général des collectivités territoriales est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Il est majoré du montant, pour la dernière année connue, de la compensation prévue au I du D de l'ar-

ticle 44 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998). »

Article 4

Après l'article L. 4332-8 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article L. 4332-8-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 4332-8-1.* – Lorsque le recensement général de population de 1999 fait apparaître une variation de la population d'une région, cette variation est prise en compte, pour l'application des dispositions de la présente section, dans les conditions prévues aux troisième et quatrième alinéas de l'article L. 2334-2. »

Article 5

I. – Le premier alinéa du II de l'article L. 5211-30 du code général des collectivités territoriales est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Il est majoré du montant, pour la dernière année connue, de la compensation prévue au I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998). »

II. – Le troisième alinéa du II de l'article L. 5211-30 du code général des collectivités territoriales est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Il est majoré du montant, pour la dernière année connue, de la compensation prévue au I du D de l'ar-

ticle 44 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998). »

III. – L'article L. 5211-30 du code général des collectivités territoriales est complété par un VII ainsi rédigé :

« VII. – Lorsque le recensement général de population de 1999 fait apparaître une variation de la population d'un établissement public de coopération intercommunale doté d'une fiscalité propre, cette variation est prise en compte, pour l'application des dispositions de la présente sous-section, dans les conditions prévues aux troisième et quatrième alinéas de l'article L. 2334-2. »

Article 6

I. – L'article L. 1424-27 du code général des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les indemnités maximales votées par le conseil d'administration du service d'incendie et de secours pour l'exercice effectif des fonctions de président et de vice-président sont déterminées par référence au barème prévu, en fonction de la population du département, pour les indemnités des conseillers généraux par l'article L. 3123-16, dans la limite de 50 % pour le président et de 25 % pour le vice-président. »

II. – L'article L. 2123-20 du code général des collectivités territoriales est complété par un III ainsi rédigé :

« III. – Lorsqu'en application des dispositions du II, le montant total de rémunération et d'indemnité de fonc-

tion d'un conseiller municipal fait l'objet d'un écrêtement, le reversement de la part écrêtée ne peut être effectué que sur délibération nominative du conseil municipal ou de l'organisme concerné. »

III. – L'article L. 3123-18 du code général des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsqu'en application des dispositions de l'alinéa précédent, le montant total de rémunération et d'indemnité de fonction d'un conseiller général fait l'objet d'un écrêtement, le reversement de la part écrêtée ne peut être effectué que sur délibération nominative du conseil général ou de l'organisme concerné. »

IV. – L'article L. 4135-18 du code général des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsqu'en application des dispositions de l'alinéa précédent, le montant total de rémunération et d'indemnité de fonction d'un conseiller régional fait l'objet d'un écrêtement, le reversement de la part écrêtée ne peut être effectué que sur délibération nominative du conseil régional ou de l'organisme concerné. »

V. – L'article L. 5211-12 du code général des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsqu'en application des dispositions de l'alinéa précédent, le montant total de rémunération et d'indemnité de fonction d'un membre d'un organe délibérant d'établissement public de coopération intercommunale fait l'objet d'un écrêtement, le reversement de la part

écrêtée ne peut être effectué que sur délibération nominative de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou de l'organisme concerné. »

Article 7

Il est inséré, dans le code général des collectivités territoriales, un article L. 2311-4 ainsi rédigé :

« *Art. L. 2311-4.* – A l'occasion d'un recensement général ou complémentaire de population, les communes et leurs établissements publics administratifs disposent d'un exercice budgétaire, à compter de la date de publication des résultats, pour se conformer aux dispositions budgétaires et comptables liées à leur appartenance à une strate démographique différente. »

Article 8

Il est inséré, dans le code général des collectivités territoriales, un article L. 2311-5 ainsi rédigé :

« *Art. L. 2311-5.* – Le résultat excédentaire de la section de fonctionnement dégagé au titre de l'exercice clos, cumulé avec le résultat antérieur reporté, est affecté en totalité dès la plus proche décision budgétaire suivant le vote du compte administratif et, en tout état de cause, avant la clôture de l'exercice suivant.

« La délibération d'affectation prise par l'assemblée délibérante est produite à l'appui de la décision budgétaire de reprise de ce résultat.

« Le résultat déficitaire de la section de fonctionnement, le besoin de financement ou l'excédent de la section d'investissement sont repris en totalité dès la plus proche décision budgétaire suivant le vote du compte administratif et, en tout état de cause, avant la fin de l'exercice.

« Entre la date limite de mandatement fixée au troisième alinéa de l'article L. 1612-11 et la date limite de vote des taux des impositions locales prévue à l'article 1639 A du code général des impôts, le conseil municipal peut, au titre de l'exercice clos et avant l'adoption de son compte administratif, reporter de manière anticipée au budget le résultat de la section de fonctionnement, le besoin de financement de la section d'investissement, ou le cas échéant l'excédent de la section d'investissement, ainsi que la prévision d'affectation.

« Si le compte administratif fait apparaître une différence avec les montants reportés par anticipation, l'assemblée délibérante procède à leur régularisation et à la reprise du résultat dans la plus proche décision budgétaire suivant le vote du compte administratif et, en tout état de cause, avant la fin de l'exercice.

« Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article. »

Article 9

Le dernier alinéa de l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales est remplacé par cinq alinéas ainsi rédigés :

« A compter de l'année de promulgation de la loi n° 99-1126 du 28 décembre 1999 modifiant le code général des collectivités territoriales et relative à la prise en compte du recensement général de population de 1999 pour la répartition des dotations de l'Etat aux collectivités locales, pour la détermination du potentiel fiscal de chaque commune membre d'un établissement de coopération intercommunale faisant application du régime fiscal prévu à l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts ou du régime fiscal prévu au II de l'article 1609 *quinquies* C du même code, il est procédé, en ce qui concerne la taxe professionnelle, à la ventilation entre les communes des bases de cette taxe selon les modalités suivantes :

« – les bases de taxe professionnelle de l'établissement public de coopération intercommunale faisant application du régime fiscal prévu à l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts sont réparties entre les communes membres au prorata des bases constatées pour chaque commune l'année précédente ;

« – les bases de taxe professionnelle situées sur la zone d'activités économiques de l'établissement public de coopération intercommunale faisant application du régime fiscal prévu au II de l'article 1609 *quinquies* C du code général des impôts sont réparties entre les communes d'implantation de la zone au prorata des bases constatées pour chaque commune l'année précédente.

« Toutefois, en cas d'augmentation ou de diminution des bases de taxe professionnelle par rapport à celles de l'année précédente de chaque commune membre d'un établissement ayant opté pour le régime fiscal prévu à l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts ou des

bases de taxe professionnelle situées dans la zone d'activités économiques d'un établissement ayant opté pour le régime fiscal prévu au II de l'article 1609 *quinquies* C du code général des impôts, la répartition des bases correspondant à cette augmentation ou à cette diminution s'effectue entre la totalité des communes membres de l'établissement au prorata de leur population.

« Cette disposition ne s'applique pas la première année d'application des dispositions de l'article 1609 *nonies* C ou du II de l'article 1609 *quinquies* C du code général des impôts. »

Article 10

L'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque à compter de l'année de promulgation de la loi n° 99-1126 du 28 décembre 1999 modifiant le code général des collectivités territoriales et relative à la prise en compte du recensement général de population de 1999 pour la répartition des dotations de l'Etat aux collectivités locales, l'institution du régime fiscal prévu à l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts entraîne pour des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale faisant application de ce régime la cessation de l'application des dispositions de l'article 11 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale, les bases retenues pour déterminer leur potentiel fiscal tiennent compte de la correction de potentiel fiscal appliquée la dernière année précédant l'institution de ce régime. »

Article 11

I. – L'article L. 2336-4 du code général des collectivités territoriales est abrogé.

II. – Aux articles L. 2336-3 et L. 2563-1 du code général des collectivités territoriales, les mots : « et L. 2336-4 » sont supprimés.

III. – Aux articles L. 3335-1 et L. 4333-1 du code général des collectivités territoriales, la référence : « L. 2336-4 » est remplacée par la référence : « L. 2336-3 ».

Article 12

I. – Le dernier alinéa de l'article 1599 B du code général des impôts et le dernier alinéa de l'article L. 142-2 du code de l'urbanisme sont complétés par les mots : « et a le caractère d'une recette de fonctionnement ».

II. – Le *a* de l'article L. 3332-1 du code général des collectivités territoriales est complété par un 7° ainsi rédigé :

« 7° Le produit de la taxe destinée au financement des dépenses des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement. »

III. – Le *b* de l'article L. 3332-1 du code général des collectivités territoriales est complété par un 4° ainsi rédigé :

« 4° La taxe départementale des espaces naturels sensibles. »

IV. – Les 2° et 4° de l'article L. 3332-3 du code général des collectivités territoriales sont abrogés.

Article 13

Le 1° du III de l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale faisant application du régime prévu au II de l'article 1609 *quinquies* C opte pour le régime prévu au présent article ou devient soumis à ce régime, le taux constaté dans une commune l'année précédente est le taux appliqué en dehors des zones d'activités économiques existant sur son territoire antérieurement au changement de régime ; le taux constaté l'année précédente dans chaque zone ou fraction de zone si celle-ci est implantée sur le territoire de plusieurs communes est alors assimilé à celui d'une commune membre supplémentaire pour l'application des dispositions du présent III. »

Article 14

Le IV *bis* de l'article 1636 B *octies* du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après les mots : « du montant », sont insérés les mots : « , calculé à partir du seul taux communal, » ;

2° Il est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Pour l'application du IV, le produit fiscal à recouvrer est minoré de la part reversée par la commune au

syndicat du montant de la compensation visée à l'alinéa ci-dessus. »

Article 15

Après le cinquième alinéa du V de l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsqu'avant la publication de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, l'attribution de compensation était calculée en tenant compte de la contribution des communes à un syndicat, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale réduit le montant de l'attribution de compensation à due concurrence de la diminution du montant de la contribution demandée aux communes par le syndicat. »

Article 16

I. – A. – L'article 1639 A *bis* du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, après les mots : « autres que celles fixant soit les taux, soit les produits des impositions », sont insérés les mots : « et que celles instituant la taxe d'enlèvement des ordures ménagères » ;

2° Les deux alinéas constituent un I, qui est complété par un II ainsi rédigé :

« II. – 1. Les délibérations des communes et de leurs établissements publics de coopération intercommunale instituant la taxe d'enlèvement des ordures ménagères

conformément aux articles 1520, 1609 *bis*, 1609 *quater*, 1609 *quinquies*, 1609 *quinquies* C et 1609 *nonies* D doivent être prises avant le 15 octobre d'une année pour être applicables à compter de l'année suivante. Elles sont soumises à la notification prévue à l'article 1639 A au plus tard quinze jours après la date limite prévue pour leur adoption.

« 2. Par exception aux dispositions du 1, les délibérations antérieures à la promulgation de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ayant institué la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, prises par les communes ou leurs établissements publics de coopération intercommunale conformément aux articles 1520, 1609 *bis*, 1609 *quater*, 1609 *quinquies*, 1609 *quinquies* C et 1609 *nonies* D dans leur rédaction en vigueur avant l'adoption de cette loi, restent applicables pour l'établissement des impositions afférentes à 2000 et 2001, sous réserve des délibérations prises avant le 15 octobre 2000 pour percevoir la taxe dans les conditions prévues par cette même loi.

« Au 15 octobre 2001, les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale devront s'être mis en conformité avec la loi pour pouvoir continuer à percevoir la taxe d'enlèvement des ordures ménagères au 1er janvier 2002. A défaut, ces collectivités perdront le bénéfice de la perception de cette taxe. »

B. – Les communes ou établissements publics de coopération intercommunale qui perçoivent en 2000 et 2001 la taxe d'enlèvement des ordures ménagères sans assurer au moins la collecte des déchets des ménages doivent procéder à un reversement de la taxe ainsi perçue au

profit, soit de la commune, soit de l'établissement public de coopération intercommunale, qui assure totalement ou partiellement, en 2000 et 2001, le service.

C. – Les dispositions du 1° et du deuxième alinéa du 2° du A du I s'appliquent aux délibérations prises pour l'établissement des impositions afférentes à 2001 et aux années suivantes.

II. – A. – Les délibérations antérieures à la promulgation de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ayant institué la redevance d'enlèvement des ordures ménagères, prises par les communes ou leurs établissements publics de coopération intercommunale conformément à l'article L. 2333-76 du code général des collectivités territoriales dans sa rédaction en vigueur avant l'adoption de ladite loi, restent applicables pour les redevances établies en 2000 et 2001, sous réserve des délibérations prises avant le 31 décembre 2000 pour percevoir la redevance dans les conditions prévues par cette même loi.

Au 15 octobre 2001, les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale devront s'être mis en conformité avec la loi pour pouvoir continuer à percevoir la redevance d'enlèvement des ordures ménagères au 1er janvier 2002. A défaut, ces collectivités perdront le bénéfice de la perception de cette redevance.

B. – Les communes ou établissements publics de coopération intercommunale qui perçoivent en 2000 et 2001 la redevance d'enlèvement des ordures ménagères sans assurer au moins la collecte des déchets des ménages doivent procéder à un reversement de la rede-

vance ainsi perçue au profit, soit de la commune, soit de l'établissement public de coopération intercommunale, qui assure totalement ou partiellement, en 2000 et 2001, le service.

Article 17

I. – Après l'article 1639 A *ter* du code général des impôts, il est inséré un article 1639 A *quater* ainsi rédigé :

« *Art. 1639 A* quater. – Les délibérations prises en matière de taxe d'habitation et de taxes foncières par un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre percevant le produit des taxes foncières, de la taxe d'habitation et de la taxe professionnelle demeurent applicables pendant un an sauf si elles sont modifiées ou rapportées dans les conditions prévues à l'article 1639 A *bis*, lorsque cet établissement public de coopération intercommunale devient soumis de plein droit ou sur option aux dispositions du I de l'article 1609 *nonies* C et décide de faire application des dispositions du II de cet article.

« Les dispositions du premier alinéa ne sont toutefois pas applicables lorsque l'établissement de coopération intercommunale fait application pour la première fois des dispositions du II de l'article 1609 *nonies* C au titre d'une année postérieure à celle au titre de laquelle il a perçu pour la première fois le produit de la taxe professionnelle conformément au I de l'article 1609 *nonies* C. »

II. – Les dispositions du I s'appliquent pour les impositions établies à compter de 2000.

[28 décembre 1999]

Article 18

Le I *quater* de l'article 1648 A du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au troisième alinéa, les mots : « à compter du 1er janvier 2001 » sont insérés après les mots : « est égal », et les mots : « l'année précédant » sont insérés avant les mots : « l'année considérée » ;

2° Au dernier alinéa, les mots : « et à compter du 1er janvier 2002 » sont remplacés par les mots : « et à compter de la date de publication de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 précitée ».

Article 19

I. – Après le deuxième alinéa de l'article 52 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 précitée, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Pour les districts ayant fait application des dispositions de l'article 1609 *quinquies* A du code général des impôts et dont le périmètre n'était pas d'un seul tenant à la date d'entrée en vigueur de la loi n° 92-125 du 6 février 1992 d'orientation relative à l'administration territoriale de la République, la condition de continuité territoriale fixée à l'article L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales n'est pas exigée dès lors que leur transformation nécessiterait l'intégration d'une commune appartenant déjà à un autre établissement public de coopération intercommunale percevant la taxe professionnelle selon les dispositions de l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts au 1er janvier 1999. »

II. – Dans la deuxième phrase du deuxième alinéa de l'article L. 5333-4-1 du code général des collectivités territoriales, les mots : « ou, à défaut, la commune dont la population est la plus importante » sont supprimés.

III. – Dans la deuxième phrase du premier alinéa de l'article L. 5341-2 du code général des collectivités territoriales, les mots : « à la majorité qualifiée prévue au II de l'article L. 5211-5 » sont remplacés par les mots : « par l'accord des deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population, cette majorité devant en outre nécessairement comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est supérieure à la moitié de la population totale concernée, cette transformation se faisant ».

Article 20

Le II de l'article 53 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 précitée est complété par un F ainsi rédigé :

« F. – Retrait d'une commune :

« Une commune peut être autorisée par le représentant de l'Etat à se retirer d'un district pour adhérer à un autre établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dans les conditions prévues à l'article L. 5214-26 du code général des collectivités territoriales. »

Article 21

Le II de l'article 54 de la loi de finances pour 1994 (n° 93-1352 du 30 décembre 1993) est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« La compensation mentionnée au I versée aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre existant en 1986 et faisant application, à compter de 2000, des dispositions du I de l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts ou du II de l'article 1609 *quinquies* C du même code est égale au montant de la compensation versée l'année d'entrée en vigueur de ces dispositions, actualisée chaque année dans les conditions prévues au IV de l'article 6 de la loi de finances pour 1987 (n° 86-1317 du 30 décembre 1986). »

Article 22

I. – L'article 11 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale est ainsi modifié :

1° Les deux premiers alinéas constituent un I, les sept alinéas suivants constituent un II et les six derniers alinéas constituent un III ;

2° Au septième alinéa, les mots : « du présent article » sont remplacés par les mots : « du présent II ».

II. – L'article 29 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 précitée est ainsi modifié :

1° Les deux premiers alinéas constituent un I, les cinq alinéas suivants constituent un II et les six derniers alinéas constituent un III ;

2° Au cinquième alinéa, les mots : « du présent article » sont remplacés par les mots : « du présent II ».

Article 23

Après le neuvième alinéa de l'article 11 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 précitée, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Pour l'application des sept alinéas précédents, le produit de taxe professionnelle s'entend du produit des rôles généraux majoré, jusqu'au 31 décembre 2003, de la compensation prévue au I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998). »

Article 24

I. – A compter du 1er janvier 2000 et jusqu'au 31 décembre 2002, les services départementaux d'incendie et de secours perçoivent une majoration exceptionnelle de la dotation globale d'équipement visée au deuxième alinéa de l'article L. 3334-11 du code général des collectivités territoriales.

Les sommes nécessaires au financement de cette majoration sont prélevées chaque année, à hauteur de 100 millions de francs, sur les crédits affectés à la dotation globale d'équipement des communes tels qu'ils résultent de l'application de l'article L. 2334-32 du même code.

La majoration prévue au premier alinéa est répartie proportionnellement aux dépenses réelles d'investissement effectuées par les services départementaux d'incendie et de secours.

II. – A compter du 1er janvier 2000 et jusqu'au 31 décembre 2002, le montant de la dotation globale d'équipement des communes tel qu'il résulte du premier alinéa de l'article L. 2334-33 du même code est réparti après prélèvement des crédits prévus au deuxième alinéa du I.

Article 25

Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

I. – L'article L. 5211-29 est ainsi modifié :

A. – 1. Le premier alinéa est précédé de la mention : « I. – ».

2. Dans le même alinéa, le mot : « six » est remplacé par le mot : « cinq ».

B. – Le deuxième alinéa (1°) est ainsi rédigé :

« 1° Les communautés urbaines ; ».

C. – Le troisième alinéa (2°) est supprimé. En conséquence, au début des quatrième, cinquième, sixième et septième alinéas, les mentions : « 3° », « 4° », « 5° » et « 6° » sont remplacées par les mentions : « 2° », « 3° », « 4° » et « 5° ».

D. – Après le septième alinéa, il est inséré quatre alinéas ainsi rédigés :

« 6° Pour la période de 2000 à 2002, la catégorie mentionnée au 1° est divisée en deux catégories distinctes :

« – les communautés urbaines ne faisant pas application des dispositions de l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts ;

« – les communautés urbaines faisant application des dispositions de l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts.

« De 2000 à 2002, la dotation par habitant des communautés urbaines est fixée par le Comité des finances locales et ne prend pas en compte les sommes nécessaires au mécanisme de garantie prévu à l'article L. 5211-33. »

E. – Le début du huitième alinéa est précédé de la mention : « II. – ».

F. – Le début du douzième alinéa est ainsi rédigé : « De 2000 à 2002, la dotation par habitant... *(le reste sans changement).* »

G. – Après le douzième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« A compter du 1er janvier 2003, le montant de la dotation d'intercommunalité affecté aux communautés urbaines est celui qui résulte de l'application du troisième alinéa du I de l'article L. 5211-30. »

II. – L'article L. 5211-30 est ainsi modifié :

A. – Au premier alinéa du I, les mots : « six catégories d'établissements publics de coopération intercommunale » sont remplacés par les mots : « catégories d'établissements publics de coopération intercommunale mentionnées aux 2°, 3°, 4° et 5° du I de l'article L. 5211-29 ».

B. – Après le premier alinéa du I, il est inséré trois alinéas ainsi rédigés :

« De 2000 à 2002, les sommes affectées aux deux catégories des communautés urbaines mentionnées au 6° du I de l'article L. 5211-29 sont réparties entre ces établissements à raison de 15 % pour la dotation de base et de 85 % pour la dotation de péréquation.

« A compter du 1er janvier 2003, les sommes affectées à la catégorie des communautés urbaines sont réparties de sorte que le montant de l'attribution par habitant de chacune d'entre elles est égal à l'attribution par habitant perçue l'année précédente augmentée comme la dotation forfaitaire prévue à l'article L. 2334-7.

« Pour les communautés urbaines créées à compter du 1er janvier 2002 ou issues de la transformation, postérieure à cette date, d'un établissement public de coopération intercommunale, le montant de la dotation par habitant est égal, la première année d'attribution, à la dotation moyenne par habitant de la catégorie des communautés urbaines. »

C. – Au deuxième alinéa du I, après les mots : « Chaque établissement public de coopération intercommunale doté d'une fiscalité propre », sont insérés les mots : « mentionné aux premier et deuxième alinéas ».

[28 décembre 1999]

D. – Les mots : « de 2000 à 2002 » sont insérés après les mots : « des communautés urbaines » au premier alinéa du II et après les mots : « les communautés urbaines » dans le premier alinéa (1°) du III et dans le deuxième alinéa du IV.

E. – L'article est complété par un VI ainsi rédigé :

« VI. – A compter du 1er janvier 2003, la dotation des communautés urbaines est répartie selon les dispositions fixées aux troisième et quatrième alinéas du I. »

III. – Dans les deuxième et troisième alinéas de l'article L. 5211-32, les mots : « de 2000 à 2002 » sont insérés après les mots : « des communautés urbaines ».

IV. – L'article L. 5211-33 est ainsi modifié :

A. – 1. Le premier alinéa est précédé de la mention : « I. – ».

2. Dans le même alinéa, les mots : « les communautés urbaines » sont supprimés.

B. – Après le premier alinéa, il est inséré trois alinéas ainsi rédigés :

« De 2000 à 2002, les communautés urbaines ne faisant pas application des dispositions de l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts ne peuvent percevoir une attribution par habitant inférieure à la dotation par habitant perçue l'année précédente.

« Les sommes nécessaires à l'application du mécanisme de garantie défini ci-dessus sont prélevées de 2000 à 2002 sur la dotation d'aménagement mentionnée à l'ar-

ticle L. 2334-13 après utilisation, à cet effet, des disponibilités dégagées par la mise en œuvre des dispositions du septième alinéa du présent article.

« A compter du 1er janvier 2003, les communautés urbaines perçoivent une dotation d'intercommunalité dans les conditions prévues au troisième alinéa du I de l'article L. 5211-30. »

C. – Après le troisième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Les communautés urbaines faisant application des dispositions de l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts, et qui sont issues de la transformation de communautés urbaines existantes l'année de promulgation de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, ne peuvent percevoir en 2000 une dotation par habitant supérieure à 1,5 fois la dotation par habitant qu'elles percevaient l'année précédant leur transformation. »

D. – Le début du quatrième alinéa est précédé de la mention : « II. – ».

E. – Dans le cinquième alinéa, les mots : « les communautés urbaines » sont supprimés.

F. – Dans les sixième et septième alinéas, les mots : « mentionnés au premier alinéa du I » sont insérés après les mots : « établissements publics de coopération intercommunale ».

V. – L'article L. 5211-34 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« En cas de dissolution d'une communauté urbaine après le 1er janvier 2003, le montant de la dotation qui aurait dû lui revenir l'année suivante est partagé entre les communes qui la composent en fonction du montant du produit des impôts, taxes et redevances mentionnés à l'article L. 2334-6 constaté la dernière année de fonctionnement sur le territoire de chacune d'entre elles pour le compte de l'établissement public. »

29 décembre 1999. – Loi de financement de la sécurité sociale pour 2000, n° 99-1140. (*J.O.* du 30 décembre 1999.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Assemblée nationale. – *Projet de loi* (n° 1835). – *Rapport de MM. Alfred Recours, Claude Evin, Denis Jacquat et Mme Marie-Françoise Clergeau, au nom de la commission des affaires culturelles* (n° 1876). – *Avis de M. Jérôme Cahuzac, au nom de la commission des finances* (n° 1873). – *Discussion les 26, 27, 28 et 29 octobre 1999 et adoption le 2 novembre 1999* (T.A. n° 368).

Sénat. – *Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale* (n° 40, 1999-2000). – *Rapport de MM. Charles Descours, Jacques Machet et Alain Vasselle, au nom de la commission des affaires sociales* (n° 56, 1999-2000). – *Avis de M. Jacques Oudin, au nom de la commission des finances* (n° 68, 1999-2000). – *Discussion les 16, 17 et 18 novembre 1999 et adoption le 18 novembre 1999* (T.A. n° 33).

Assemblée nationale. – *Projet de loi modifié par le Sénat* (n° 1943). – *Rapport de M. Alfred Recours, au nom de la* **commission mixte paritaire** (n° 1945).

Sénat. – *Rapport de M. Charles Descours, au nom de la* **commission mixte paritaire** (n° 85, 1999-2000).

Assemblée nationale. – *Projet de loi modifié par le Sénat* (n° 1943). – *Rapport de MM. Alfred Recours, Claude Evin, Denis Jacquat et Mme Marie-Françoise Clergeau, au nom de la commission des affaires culturelles* (n° 1946). – *Discussion les 24 et 25 novembre 1999 et adoption le 30 novembre 1999* (T.A. n° 400).

Sénat. – *Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture* (n° 105). – *Rapport de M. Charles Descours, au nom de la commission des affaires sociales* (n° 106, 1999-2000). – *Discussion et rejet le 2 décembre 1999* (T.A. n° 45).

Assemblée nationale. – *Projet de loi rejeté par le Sénat en nouvelle lecture* (n° 1993). – *Rapport de MM. Alfred Recours, Claude Evin, Denis Jacquat et Mme Marie-Françoise Clergeau, au nom de la commission des affaires culturelles* (n° 1997). – *Discussion et adoption, en lecture définitive, le 2 décembre 1999* (T.A. n° 401).

Conseil constitutionnel. – *Décision n° 99-422 DC du 21 décembre 1999 (J.O. du 30 décembre 1999).*

TITRE Ier

ORIENTATIONS ET OBJECTIFS DE LA POLITIQUE DE SANTÉ ET DE SÉCURITÉ SOCIALE

Article 1er

Est approuvé le rapport annexé à la présente loi relatif aux orientations de la politique de santé et de sécurité sociale et aux objectifs qui déterminent les conditions générales de l'équilibre financier de la sécurité sociale pour l'année 2000.

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

Article 2

I. – L'article L. 136-2 du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° Dans le 5° du II, après le mot : « loi », sont insérés les mots : « , ou, en tout état de cause, est assujettie à l'impôt sur le revenu en application de l'article 80 *duodecies* du code général des impôts » ;

2° Après le 5° du II, il est inséré un 5° *bis* ainsi rédigé :

« 5° *bis* Les indemnités versées à l'occasion de la cessation de leurs fonctions aux mandataires sociaux, dirigeants et personnes visées à l'article 80 *ter* du code général des impôts, ou, en cas de cessation forcée de ces fonctions, la fraction de ces indemnités qui excède les montants définis au deuxième alinéa du 1 de l'article 80 *duodecies* du même code ; ».

II. – L'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Sont aussi prises en compte les indemnités versées à l'occasion de la rupture du contrat de travail à l'initiative de l'employeur ou à l'occasion de la cessation forcée des fonctions des mandataires sociaux, dirigeants et personnes visées à l'article 80 *ter* du code général des impôts, à hauteur de la fraction de ces indemnités qui est assujettie à l'impôt sur le revenu en application de l'article 80 *duodecies* du même code. »

III. – Après le premier alinéa de l'article 1031 du code rural, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Sont prises en compte dans l'assiette des cotisations visées au premier alinéa les indemnités versées à l'occasion de la rupture du contrat de travail à l'initiative de l'employeur ou à l'occasion de la cessation forcée des fonctions des mandataires sociaux, dirigeants et personnes visées à l'article 80 *ter* du code général des impôts, à hauteur de la fraction de ces indemnités qui est assujettie à l'impôt sur le revenu en application de l'article 80 *duodecies* du même code. »

IV. – L'article 1062 du code rural est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Sont prises en compte dans l'assiette des cotisations visées au 2° les indemnités versées à l'occasion de la rupture du contrat de travail à l'initiative de l'employeur ou à l'occasion de la cessation forcée des fonctions des mandataires sociaux, dirigeants et personnes visées à l'article 80 *ter* du code général des impôts, à hauteur de la fraction de ces indemnités qui est assujettie à l'impôt sur le revenu en application de l'article 80 *duodecies* du même code. »

V. – Après le premier alinéa de l'article 1154 du code rural, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Sont prises en compte dans l'assiette des cotisations visées au premier alinéa les indemnités versées à l'occasion de la rupture du contrat de travail à l'initiative de l'employeur ou à l'occasion de la cessation forcée des fonctions des mandataires sociaux, dirigeants et personnes visées à l'article 80 *ter* du code général des impôts, à hauteur de la fraction de ces indemnités qui est assujettie à l'impôt sur le revenu en application de l'article 80 *duodecies* du même code. »

VI. – La dernière phrase du deuxième alinéa de l'article L. 122-14-13 du code du travail est supprimée.

Article 3

I. – Le premier alinéa du III de l'article L. 136-6 du code de la sécurité sociale est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Le produit de cette contribution est versé à l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale sans déduction d'une retenue pour frais d'assiette et de perception. »

II. – Les droits de consommation sur les tabacs prévus à l'article 575 A du code général des impôts sont majorés à due concurrence.

Article 4

A la fin du troisième alinéa du III de l'article L. 136-6 du code de la sécurité sociale, la somme : « 160 F » est remplacée par la somme : « 400 F ».

Article 5

I.- Il est inséré, au titre III du livre Ier du code de la sécurité sociale, un chapitre Ier *quater* ainsi rédigé :

« CHAPITRE Ier QUATER

« Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale

« *Art. L. 131-8.* – Il est créé un fonds dont la mission est de compenser le coût, pour la sécurité sociale, des exonérations de cotisations patronales aux régimes de base de sécurité sociale mentionnées à l'article L. 131-9 et d'améliorer le financement de la sécurité sociale par la réforme des cotisations patronales.

« Ce fonds, dénommé "Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale", est un établissement public national à caractère administratif. Un décret en Conseil d'Etat fixe la composition du conseil d'administration, constitué de représentants de l'Etat, ainsi que la composition du conseil de surveillance, comprenant notamment des membres du Parlement et des représentants des organisations syndicales de salariés et des organisations d'employeurs les plus représentatives au plan national. Ce décret en Conseil d'Etat fixe également les conditions de fonctionnement et de gestion du fonds.

« *Art. L. 131-9.* – Les dépenses du fonds sont constituées :

« 1° Par le versement, aux régimes de sécurité sociale concernés, des montants correspondant :

« *a)* A la prise en charge de l'allégement visé aux articles L. 241-13-1 et L. 711-13-1 du présent code et aux articles 1031, 1062-1 et 1157-1 du code rural au titre des dispositions correspondantes,

« *b)* A la prise en charge de l'aide visée à l'article 3 de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998 d'orientation et d'incitation relative à la réduction du temps de travail,

« *c)* A la prise en charge de la réduction visée aux articles L. 241-13 et L. 711-13 du présent code et aux articles 1031, 1062-1 et 1157-1 du code rural au titre des dispositions correspondantes ainsi qu'au IV de l'article 1er de la loi n° 95-882 du 4 août 1995 relative à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale ;

« 2° Par les frais de gestion administrative du fonds.

« Les versements mentionnés aux *a, b* et *c* du 1° ci-dessus se substituent à la compensation par le budget de l'Etat prévue à l'article L. 131-7 du présent code sous réserve que cette compensation soit intégrale. Dans le cas contraire, les dispositions prévues à l'article L. 131-7 s'appliquent.

« *Art. L. 131-10.* – Les recettes du fonds sont constituées par :

« 1° Une fraction du produit du droit de consommation visé à l'article 575 du code général des impôts, dans les conditions fixées par l'article 55 de la loi de finances pour 2000 ;

« 2° La contribution sociale sur les bénéfices des sociétés visée aux articles 235 *ter* ZC et 1668 D du code général des impôts ;

« 3° La taxe générale sur les activités polluantes visée aux articles 266 *sexies* à 266 *terdecies* du code des douanes ;

« 4° Une fraction fixée à 47 % du produit du droit de consommation visé à l'article 403 du code général des impôts, à l'exception du produit de ce droit de consommation perçu dans les départements de la Corse et du prélèvement effectué au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles selon les dispositions de l'article 1615 *bis* du même code ;

« 5° La contribution visée aux articles L. 212-5 du code du travail et 992-2 du code rural ;

« 6° Les produits non consommés de l'exercice précédent ;

« 7° Une contribution de l'Etat, dans les conditions fixées par la loi de finances.

« Les recettes et les dépenses du fonds doivent être équilibrées dans les conditions prévues par la loi de financement de la sécurité sociale. Le solde annuel des dépenses et des recettes du fonds doit être nul.

« *Art. L. 131-11.* – Les relations financières entre le fonds et les organismes de protection sociale, d'une part, le fonds et l'Etat, d'autre part, font l'objet de conventions destinées notamment à garantir la neutralité en trésorerie des flux financiers pour les organismes de sécurité sociale. »

II. – Dans le 2° de l'article L. 135-3 du code de la sécurité sociale, le taux : « 55 % » est remplacé par le taux : « 8 % ».

III. – Les dispositions du présent article entrent en vigueur au 1er janvier 2000. Les dispositions du 4° de l'article L. 131-10 du code de la sécurité sociale et du II du présent article sont applicables aux versements effectués au profit respectivement du fonds institué à l'article L. 131-8 du code de la sécurité sociale et du fonds mentionné à l'article L. 135-1 du même code à compter du 1er janvier 2000.

A titre transitoire et jusqu'à la date de création du fonds institué à l'article L. 131-8 du code de la sécurité sociale, les produits mentionnés à l'article L. 131-10, à l'exception de ceux mentionnés au 5°, sont versés à l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale, et les produits mentionnés au 5° de l'article L. 131-10 sont centralisés par l'Agence centrale des organismes de sécu-

rité sociale. L'agence centrale suit lesdits produits dans des comptes spécifiques ouverts à cet effet.

Article 6

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Il est inséré un article 235 *ter* ZC ainsi rédigé :

« *Art. 235* ter *ZC.* – I. – Les redevables de l'impôt sur les sociétés sont assujettis à une contribution sociale égale à une fraction de cet impôt calculé sur leurs résultats imposables aux taux mentionnés au I de l'article 219 et diminué d'un abattement qui ne peut excéder 5 000 000 F par période de douze mois. Lorsqu'un exercice ou une période d'imposition est inférieur ou supérieur à douze mois, l'abattement est ajusté à due proportion.

« La fraction mentionnée au premier alinéa est égale à 3,3 % pour les exercices clos à compter du 1er janvier 2000.

« Sont exonérés les redevables ayant réalisé un chiffre d'affaires de moins de 50 millions de francs. Le chiffre d'affaires à prendre en compte s'entend du chiffre d'affaires réalisé par le redevable au cours de l'exercice ou période d'imposition, ramené à douze mois le cas échéant, et, pour la société mère d'un groupe mentionné à l'article 223 A, de la somme des chiffres d'affaires de chacune des sociétés membres de ce groupe. Le capital des sociétés, entièrement libéré, doit être détenu de manière continue, pour 75 % au moins, par des personnes physiques ou par une société répondant aux mêmes

conditions dont le capital est détenu, pour 75 % au moins, par des personnes physiques. Pour la détermination de ce pourcentage, les participations des sociétés de capital-risque, des fonds communs de placement à risques, des sociétés de développement régional et des sociétés financières d'innovation ne sont pas prises en compte à la condition qu'il n'existe pas de lien de dépendance au sens du 1 *bis* de l'article 39 *terdecies* entre la société en cause et ces dernières sociétés ou ces fonds.

« II. – Pour les entreprises placées sous le régime prévu à l'article 223 A, la contribution est due par la société mère. Elle est assise sur l'impôt sur les sociétés afférent au résultat d'ensemble et à la plus-value nette d'ensemble définis aux articles 223 B et 223 D.

« III. – Pour les entreprises placées sous le régime prévu à l'article 209 *quinquies*, la contribution est calculée d'après le montant de l'impôt sur les sociétés, déterminé selon les modalités prévues au I, qui aurait été dû en l'absence d'application de ce régime. Elle n'est ni imputable ni remboursable.

« IV. – Les avoirs fiscaux ou crédits d'impôt de toute nature ainsi que la créance visée à l'article 220 *quinquies* et l'imposition forfaitaire annuelle mentionnée à l'article 223 *septies* ne sont pas imputables sur la contribution.

« V. – Elle est établie et contrôlée comme l'impôt sur les sociétés et sous les mêmes garanties et sanctions.

« VI. – Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret. » ;

2° Il est inséré un article 1668 D ainsi rédigé :

« *Art. 1668 D.* – I. – La contribution sociale mentionnée à l'article 235 *ter* ZC est recouvrée comme l'impôt sur les sociétés et sous les mêmes garanties et sanctions.

« Elle est payée spontanément au comptable du Trésor chargé du recouvrement des impôts directs, au plus tard à la date prévue au 2 de l'article 1668 pour le versement du solde de liquidation de l'impôt sur les sociétés.

« Elle donne lieu au préalable à quatre versements anticipés aux dates prévues pour le paiement des acomptes d'impôt sur les sociétés de l'exercice ou de la période d'imposition. Le montant des versements anticipés est fixé à 3,3 % du montant de l'impôt sur les sociétés calculé sur les résultats imposables aux taux mentionnés au I de l'article 219 de l'exercice ou de la période d'imposition qui précède et diminué d'un montant qui ne peut excéder celui de l'abattement défini au premier alinéa du I de l'article 235 *ter* ZC.

« Lorsque le montant des versements anticipés déjà payés au titre d'un exercice ou d'une période d'imposition en application du deuxième alinéa est égal ou supérieur à la contribution dont l'entreprise prévoit qu'elle sera finalement redevable au titre de ce même exercice ou de cette même période, l'entreprise peut se dispenser du paiement de nouveaux versements en remettant au comptable du Trésor chargé du recouvrement des impôts directs, avant la date d'exigibilité du prochain versement anticipé, une déclaration datée et signée.

« Si la déclaration mentionnée à l'alinéa précédent est reconnue inexacte à la suite de la liquidation de la contribution, la majoration prévue au I de l'article 1762 est appliquée aux sommes non réglées.

« II. – Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret. » ;

3° Au premier alinéa de l'article 213, après les mots : « la contribution temporaire mentionnée à l'article 235 *ter* ZB », sont insérés les mots : « , la contribution sociale mentionnée à l'article 235 *ter* ZC ».

II. – Les sanctions fiscales mentionnées au I de l'article 1668 D du code général des impôts ne peuvent être prononcées avant l'expiration d'un délai de trente jours à compter de la notification du document par lequel l'administration a fait connaître au contrevenant la sanction qu'elle se propose d'appliquer, les motifs de celle-ci et la possibilité dont dispose l'intéressé de présenter dans ce délai ses observations.

Article 7

I. – Le code des douanes est ainsi modifié :

A. – L'article 266 *sexies* est ainsi modifié :

1° Au I, les mots : « à compter du 1er janvier 1999 » sont supprimés ;

2° Le I est complété par un 5, un 6, un 7 et un 8 ainsi rédigés :

« 5. Toute personne qui livre pour la première fois après fabrication nationale ou qui livre sur le marché

intérieur après achat, importation ou fabrication dans un autre Etat membre de la Communauté européenne ou qui met à la consommation des préparations pour lessives, y compris des préparations auxiliaires de lavage, ou des produits adoucissants ou assouplissants pour le linge relevant respectivement des rubriques 34022090, 34029090 et 38091010 à 38099100 du tarif douanier ;

« 6. Toute personne qui livre pour la première fois après fabrication nationale ou qui livre sur le marché intérieur après achat, importation ou fabrication dans un autre Etat membre de la Communauté européenne ou qui met à la consommation des grains minéraux naturels d'un diamètre maximal de 125 millimètres relevant des rubriques 2505 et 25171010 du tarif douanier ;

« 7. Toute personne qui livre pour la première fois après fabrication nationale ou qui livre sur le marché intérieur après achat, importation ou fabrication dans un autre Etat membre de la Communauté européenne ou qui met à la consommation des produits antiparasitaires à usage agricole ou des produits assimilés relevant de la rubrique 3808 du tarif douanier dont la mise sur le marché est autorisée en application de la loi n° 525 du 2 novembre 1943 relative à l'organisation du contrôle des produits antiparasitaires à usage agricole et dans la composition desquels entrent des substances classées dangereuses selon les critères définis par les arrêtés pris pour l'application de l'article R. 231-51 du code du travail ;

« 8.*a.* Tout exploitant d'un établissement industriel ou commercial ou d'un établissement public à caractère industriel et commercial dont certaines installations sont soumises à autorisation au titre de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 précitée ;

« *b.* Tout exploitant d'un établissement mentionné au *a* dont les activités, figurant sur une liste établie par décret en Conseil d'Etat après avis du Conseil supérieur des installations classées, font courir, par leur nature ou leur volume, des risques particuliers à l'environnement. » ;

3° Le II est complété par un 3, un 4 et un 5 ainsi rédigés :

« 3. Aux produits mentionnés au 6 du I du présent article issus d'une opération de recyclage ou qui présentent une teneur sur produit sec d'au moins 97 % d'oxyde de silicium ;

« 4. Aux préparations pour lessives, y compris les préparations auxiliaires de lavage, aux produits adoucissants ou assouplissants pour le linge, aux grains minéraux naturels, aux produits antiparasitaires à usage agricole et aux produits assimilés mentionnés respectivement aux 5, 6 et 7 du I du présent article lorsque la première livraison après fabrication nationale consiste en une expédition directe à destination d'un Etat membre de la Communauté européenne ou en une exportation ;

« 5. A l'exploitation d'installations classées par les entreprises inscrites au répertoire des métiers. »

B. – L'article 266 *septies* est complété par un 5, un 6, un 7 et un 8 ainsi rédigés :

« 5. La première livraison après fabrication nationale, la livraison sur le marché intérieur après achat, importation ou fabrication dans un autre Etat membre de la Communauté européenne ou la mise à la consommation des préparations pour lessives, y compris des prépa-

rations auxiliaires de lavage, ou des produits adoucissants ou assouplissants pour le linge mentionnés au 5 du I de l'article 266 *sexies* ;

« 6. La première livraison après fabrication nationale, la livraison sur le marché intérieur après achat, importation ou fabrication dans un autre Etat membre de la Communauté européenne ou la mise à la consommation des grains minéraux naturels mentionnés au 6 du I de l'article 266 *sexies* ;

« 7. La première livraison après fabrication nationale, la livraison sur le marché intérieur après achat, importation ou fabrication dans un autre Etat membre de la Communauté européenne ou la mise à la consommation des produits antiparasitaires à usage agricole ou des produits assimilés dans la composition desquels entrent des substances classées dangereuses mentionnés au 7 du I de l'article 266 *sexies* ;

« 8.*a.* La délivrance de l'autorisation prévue par l'article 3 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 précitée ;

« *b.* L'exploitation au cours d'une année civile d'un établissement mentionné au *b* du 8 du I de l'article 266 *sexies.* »

C. – L'article 266 *octies* est complété par un 5, un 6 et un 7 ainsi rédigés :

« 5. Le poids des préparations pour lessives, y compris des préparations auxiliaires de lavage, ou des produits adoucissants ou assouplissants pour le linge mentionnés au 5 du I de l'article 266 *sexies* ;

« 6. Le poids des grains minéraux naturels mentionnés au 6 du I de l'article 266 *sexies* ;

« 7. Le poids des substances classées dangereuses selon les critères définis par les arrêtés pris pour l'application de l'article R. 231-51 du code du travail qui entrent dans la composition des produits antiparasitaires à usage agricole ou des produits assimilés mentionnés au 7 du I de l'article 266 *sexies*. »

D. – L'article 266 *nonies* est ainsi modifié :

1° Le tableau figurant au 1 est ainsi rédigé :

Désignation des matières ou opérations imposables	Unité de perception	Quotité (En francs.)
Déchets		
Déchets réceptionnés dans une installation de stockage de déchets ménagers et assimilés	Tonne	60
Déchets réceptionnés dans une installation de stockage de déchets ménagers et assimilés de provenance extérieure au périmètre du plan d'élimination des déchets, élaboré en vertu de l'article 10-2 de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975, dans lequel est située l'installation de stockage	Tonne	90
Déchets industriels spéciaux réceptionnés dans une installation d'élimination de déchets industriels spéciaux	Tonne	60
Déchets réceptionnés dans une installation de stockage de déchets industriels spéciaux	Tonne	120
Substances émises dans l'atmosphère		
Oxydes de soufre et autres composés soufrés	Tonne	250
Acide chlorhydrique	Tonne	250
Protoxyde d'azote	Tonne	375
Oxydes d'azote et autres composés oxygénés de l'azote, à l'exception du protoxyde d'azote	Tonne	300
Hydrocarbures non méthaniques, solvants et autres composés organiques volatils	Tonne	250
Décollages d'aéronefs		
Aérodromes du groupe 1	Tonne	68
Aérodromes du groupe 2	Tonne	25
Aérodromes du groupe 3	Tonne	5
Lubrifiants, huiles et préparations lubrifiantes dont l'utilisation génère des huiles usagées		
Lubrifiants, huiles et préparations lubrifiantes	Tonne	250
Préparations pour lessives, y compris les préparations auxiliaires de lavage, et produits adoucissants et assouplissants pour le linge		
– dont la teneur en phosphates est inférieure à 5 % du poids	Tonne	470
– dont la teneur en phosphates est comprise entre 5 % et 30 % du poids	Tonne	520
– dont la teneur en phosphates est supérieure à 30 % du poids	Tonne	570
Grains minéraux naturels		
Grains minéraux naturels	Tonne	0,60
Substances classées dangereuses qui entrent dans la composition des produits antiparasitaires à usage agricole et des produits assimilés		
Catégorie 1	Tonne	0
Catégorie 2	Tonne	2 500
Catégorie 3	Tonne	4 000
Catégorie 4	Tonne	5 500
Catégorie 5	Tonne	7 000
Catégorie 6	Tonne	9 000
Catégorie 7	Tonne	11 000
Installations classées		
Délivrance d'autorisation :		
– artisan n'employant pas plus de deux salariés		2 900
– autres entreprises inscrites au répertoire des métiers		7 000
– autres entreprises		14 600
Exploitation au cours d'une année civile (tarif de base)		2 200

[29 décembre 1999]

2° Après le 3, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« La majoration applicable aux déchets réceptionnés dans une installation de stockage des déchets ménagers et assimilés de provenance extérieure au périmètre du plan d'élimination des déchets, élaboré en vertu de l'article 10-2 de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux, dans lequel est située l'installation de stockage ne s'applique pas aux déchets dont le transfert entre le site de regroupement et le site de traitement final est effectué par voie ferroviaire ou par voie fluviale, sous réserve que la desserte routière terminale, lorsqu'elle est nécessaire, n'excède pas 20 % du kilométrage de l'itinéraire global. L'autorité administrative compétente est chargée d'accorder l'exonération de cette majoration au vu des documents fournis par le transporteur. » ;

3° L'article est complété par un 7 et un 8 ainsi rédigés :

« 7. Les substances classées dangereuses qui entrent dans la composition des produits antiparasitaires à usage agricole et des produits assimilés mentionnés au 7 du I de l'article 266 *sexies* sont réparties en sept catégories affectées d'un taux unitaire spécifique en fonction de leurs caractéristiques écotoxicologiques et toxicologiques définies par les arrêtés pris pour l'application de l'article R. 231-51 du code du travail :

Danger toxicologique	Phrase de risque écotoxicologique			
	R50/53, R50	R51/53	R52/53, R52 ou R53	Autres
T+ ou T aggravé par l'une des phrases de risque R33, R40, R45, R46, R48, R49 ou R60 à R64	catégorie 7	catégorie 6	catégorie 5	catégorie 4
T non aggravé par l'une des phrases de risque précitées ou Xn aggravé par l'une des phrases de risque R33, R40, R48 ou R62 à R64	catégorie 6	catégorie 5	catégorie 4	catégorie 3
Xn non aggravé par l'une des phrases de risque précitées, Xi ou C	catégorie 5	catégorie 4	catégorie 3	catégorie 2
Autres	catégorie 4	catégorie 3	catégorie 2	catégorie 1

« 8. Le décret en Conseil d'Etat prévu au *b* du 8 du I de l'article 266 *sexies* fixe un coefficient multiplicateur compris entre un et dix pour chacune des activités exercées dans les installations classées, en fonction de sa nature et de son volume. Le montant de la taxe effectivement perçue chaque année par établissement au titre de chacune de ces activités est égal au produit du tarif de base fixé dans le tableau figurant au 1 ci-dessus et du coefficient multiplicateur. »

E. – L'article 266 *decies* est complété par un 3, un 4 et un 5 ainsi rédigés :

« 3. Les préparations pour lessives, y compris les préparations auxiliaires de lavage, les produits adoucissants ou assouplissants pour le linge, les grains minéraux naturels, les produits antiparasitaires à usage agricole et les produits assimilés mentionnés respectivement aux 5, 6 et 7 du I de l'article 266 *sexies* donnent lieu, sur demande, à remboursement de la taxe afférente lorsqu'ils sont expédiés à destination d'un Etat membre de la Communauté européenne ou exportés.

« 4. Les personnes mentionnées au 1 du I de l'article 266 *sexies* peuvent répercuter la taxe afférente dans les contrats conclus avec les personnes physiques ou morales dont ils réceptionnent les déchets.

« 5. Les personnes mentionnées au 5 du I de l'article 266 *sexies* peuvent répercuter la taxe afférente dans les contrats conclus avec les personnes physiques ou morales auxquelles elles vendent les produits correspondants. »

F. – Il est créé un article 266 *terdecies* ainsi rédigé :

« *Art. 266* terdecies. – Par dérogation aux dispositions des articles 266 *undecies* et 266 *duodecies,* les services chargés de l'inspection des installations classées contrôlent, liquident et recouvrent la part de la taxe générale sur les activités polluantes assise sur la délivrance de l'autorisation prévue par l'article 3 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 précitée et sur l'exploitation au cours d'une année civile d'un établissement mentionné au *b* du 8 du I de l'article 266 *sexies* selon les modalités suivantes :

« I. – Au vu des renseignements transmis par le préfet, les services chargés de l'inspection des installations classées dressent la liste des redevables, fixent le montant de la taxe et, le cas échéant, des pénalités dues par chacun de ceux-ci et prescrivent l'exécution de la recette correspondante.

« Ils notifient à l'assujetti le montant de la taxe et, le cas échéant, des pénalités à acquitter par un avis qui indique les dates de mise en recouvrement, d'exigibilité et d'application de l'intérêt de retard en cas de non-paiement.

« La date d'exigibilité est fixée au dernier jour du deuxième mois suivant celui de la mise en recouvrement.

« Le montant de la taxe non acquittée le 15 du mois qui suit celui au cours duquel la taxe est exigible est majoré d'un intérêt de retard dont le taux mensuel est fixé à 0,75 % du montant des sommes restant dues.

« L'encaissement de la taxe ainsi que, le cas échéant, des pénalités, est effectué par l'intermédiaire d'une régie de recettes fonctionnant dans les conditions prévues par la réglementation applicable aux régies de recettes et aux régies d'avance des organismes publics.

« A défaut de paiement et au plus tard deux mois après le 15 du mois qui suit celui au cours duquel la taxe est exigible, le recouvrement des sommes impayées est assuré dans les conditions prévues par la réglementation générale sur la comptabilité publique au vu des ordres de recettes émis par l'ordonnateur dont relève la régie de recettes mentionnée à l'alinéa précédent.

« II. – La taxe générale sur les activités polluantes assise sur l'exploitation d'un établissement mentionné au *b* du 8 du I de l'article 266 *sexies* est due au 1er janvier de chaque année, ou ultérieurement à la date de mise en fonctionnement de l'établissement ou éventuellement de l'exercice d'une nouvelle activité. La taxe est due dans tous les cas pour l'année entière. Son paiement incombe à la personne physique ou morale qui exploite l'établissement à cette date.

« En cas de cessation d'activité ou de changement survenu dans un établissement de nature à modifier sa situation au regard de cette taxe, l'exploitant fait parvenir

une déclaration au préfet dans un délai d'un mois à compter de cet événement.

« Lorsque cette déclaration est inexacte ou n'est pas déposée dans ce délai, les services chargés de l'inspection des installations classées notifient aux assujettis, trente jours au moins avant l'émission du titre exécutoire, les éléments servant au calcul de la taxe.

« En cas de défaut de déclaration dans le délai prescrit, les services mentionnés ci-dessus procèdent à la taxation d'office et l'assortissent de l'intérêt de retard et de la majoration prévus à l'article 1728 du code général des impôts.

« En cas d'inexactitude de la déclaration, les rappels de taxe sont assortis de l'intérêt de retard et, le cas échéant, de la majoration prévus à l'article 1729 du code général des impôts.

« Les majorations mentionnées aux quatrième et cinquième alinéas du présent II sont notifiées, avec leur motivation, aux assujettis, qui disposent d'un délai de trente jours pour présenter leurs observations. Les services mentionnés ci-dessus ne peuvent émettre le titre exécutoire qu'à l'expiration de ce délai. »

II. – L'article 17 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement est abrogé.

III. – Les dispositions des I et II sont applicables à compter du 1er janvier 2000. Pour l'année 2000, la taxe générale sur les activités polluantes dont sont redevables les personnes mentionnées aux 5, 6 et 7 du I de l'article 266 *sexies* du code des douanes, due au titre des

mois de janvier et février, est déclarée et acquittée le 15 avril 2000.

IV. – La perte de recettes résultant du 2° du D du I est compensée par une augmentation à due concurrence du droit de consommation visé à l'article 575 du code général des impôts.

Article 8

Les jeunes agriculteurs bénéficient d'une exonération partielle des cotisations techniques et complémentaires d'assurance maladie, invalidité et maternité, de prestations familiales et d'assurance vieillesse agricole dont ils sont redevables pour eux-mêmes et au titre de leur exploitation. Cette exonération est applicable pendant les trois années civiles qui suivent celle au cours de laquelle ils bénéficient des prestations d'assurance maladie du régime des personnes non salariées agricoles et remplissent, en qualité de chef d'exploitation, des conditions, définies par décret, relatives à la taille économique maximale de leur exploitation. Pour bénéficier de l'exonération, ils doivent être âgés de dix-huit ans au moins et de quarante ans au plus à la date de leur affiliation au régime de protection sociale des personnes non salariées agricoles ; un décret détermine les dérogations qui peuvent être apportées à ces limites d'âge.

Les cotisations visées à l'alinéa précédent sont réduites de 65 % au titre de la première année civile au cours de laquelle est accordée l'exonération, de 55 % au titre de la seconde et de 35 % au titre de la troisième. Le plafond de ces exonérations et le montant minimal de cotisations dont les jeunes agriculteurs sont redevables sont déterminés par décret.

Article 9

I. – L'article L. 139-1 du code de la sécurité sociale est ainsi rédigé :

« *Art. L. 139-1.* – L'Agence centrale des organismes de sécurité sociale centralise la part du produit des contributions attribuée aux régimes obligatoires d'assurance maladie en application du IV de l'article L. 136-8 et la répartit entre les régimes obligatoires d'assurance maladie.

« Chaque régime d'assurance maladie, à l'exception de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés, reçoit un montant égal à celui perçu au titre de l'année 1998 en ce qui concerne la répartition tant de ces contributions que des droits de consommation sur les alcools, corrigé de l'impact sur douze mois civils de la substitution de la contribution sociale généralisée aux cotisations d'assurance maladie. Ce montant est réactualisé au 1er janvier de chaque année en fonction de l'évolution de l'assiette de la contribution visée à l'article L. 136-1 attribuée aux régimes obligatoires d'assurance maladie entre les deux derniers exercices connus.

« Ces montants et les modalités de leur versement sont fixés par arrêté conjoint des ministres chargés de la sécurité sociale et du budget après consultation d'une commission de répartition de la contribution sociale généralisée, composée notamment de représentants des régimes concernés et présidée par le secrétaire général de la Commission des comptes de la sécurité sociale.

« La Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés reçoit le solde de la contribution

sociale généralisée après la répartition prévue au deuxième alinéa du présent article.

« La commission de répartition dresse, au terme d'un délai de cinq ans, un bilan de l'application des présentes dispositions qu'elle présente au Parlement et propose, le cas échéant, une modification des modalités de calcul des montants versés à chaque régime. »

II. – A l'avant-dernier alinéa de l'article L. 241-2 du code de la sécurité sociale, le taux : « 5 % » est remplacé par le taux : « 45 % ».

III. – Le code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° L'article L. 139-2 est abrogé ;

2° A l'article L. 241-1, les mots : « et une fraction du produit des droits visés à l'article L. 139-1, à concurrence du montant correspondant à l'application des dispositions de l'article L. 139-2 » sont supprimés ;

3° Au dernier alinéa de l'article L. 612-1, les mots : « et une fraction du produit des droits visés à l'article L. 139-1, à concurrence du montant correspondant à l'application des dispositions de l'article L. 139-2 » sont supprimés ;

4° Au dernier alinéa de l'article L. 711-2, les mots : « et une fraction du produit des droits visés à l'article L. 139-1, à concurrence du montant correspondant à l'application des dispositions de l'article L. 139-2 » sont supprimés.

IV. – Le code rural est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa de l'article 1031, les mots : « et une fraction du produit des droits visés à l'article L. 139-1 du même code, à concurrence du montant correspondant à l'application des dispositions de l'article L. 139-2 du même code » sont supprimés ;

2° A l'article L. 1106-6-3, les mots : « et une fraction du produit des droits visés à l'article L. 139-1 du même code, à concurrence du montant correspondant à l'application des dispositions de l'article L. 139-2 de ce code » sont supprimés.

V. – Les dispositions du présent article sont applicables à compter de la répartition effectuée au titre de l'année 2000.

Par dérogation aux dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 139-1 du code de la sécurité sociale, le montant des contributions dues au titre de l'exercice 2000 est déterminé par la double application aux montants fixés pour 1998 du taux d'évolution de l'assiette annuelle de la contribution entre 1998 et 1997.

Article 10

I. – L'article L. 651-9 du code de la sécurité sociale est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Ces majorations de retard peuvent faire l'objet d'une remise totale ou partielle décidée par le directeur de l'organisme visé à l'article L. 651-4. Ces décisions peuvent faire l'objet d'un recours devant les tribunaux des affaires de sécurité sociale qui statuent en dernier ressort. »

II. – Les dispositions du présent article s'appliquent aux demandes de remises de majorations postérieures au 1er janvier 2000.

III. – Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret.

Article 11

I. – L'article L. 131-6 du code de la sécurité sociale est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Sans préjudice du précédent alinéa, les cotisations mentionnées au premier alinéa dues au titre de la première année civile d'activité sont calculées à titre provisionnel sur une base forfaitaire qui ne peut excéder dix-huit fois la valeur de la base mensuelle de calcul des prestations familiales en vigueur au 1er octobre de l'année précédente ; celles dues au titre de la deuxième année civile d'activité sont calculées à titre provisionnel sur une base forfaitaire qui ne peut excéder vingt-sept fois cette valeur. »

II. – L'article L. 612-4 du même code est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, le montant de la cotisation annuelle assise sur le revenu forfaitaire visé à l'article L. 131-6 ne peut excéder, au titre de la première année civile d'activité, celui qui serait dû sur dix-huit fois la valeur de la base mensuelle de calcul des prestations familiales en vigueur au 1er octobre de l'année précédente et, au titre de la deuxième année

civile d'activité, celui qui serait dû sur vingt-sept fois cette valeur. »

III. – Les dispositions des I et II sont applicables aux cotisations dues par les travailleurs non salariés des professions non agricoles débutant leur activité à compter du 1er juillet 2000.

Article 12

Pour 2000, les prévisions de recettes, par catégorie, de l'ensemble des régimes obligatoires de base et des organismes créés pour concourir à leur financement sont fixées aux montants suivants :

(En milliards de francs.)

Cotisations effectives	1 043,7
Cotisations fictives	200,7
Contributions publiques	68,8
Impôts et taxes affectés	516,8
Transferts reçus	4,7
Revenus des capitaux	1,7
Autres ressources	37,1
Total des recettes	1 873,5

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES AUX DÉPENSES ET À LA TRÉSORERIE

Section 1

Branche famille

Article 13

I. – L'article L. 551-1 du code de la sécurité sociale est ainsi rédigé :

« *Art. L. 551-1.* – Le montant des prestations familiales est déterminé d'après des bases mensuelles de calcul revalorisées par décret, une ou plusieurs fois par an, conformément à l'évolution des prix à la consommation hors tabac prévue dans le rapport économique, social et financier annexé à la loi de finances pour l'année civile à venir.

« Si l'évolution constatée des prix à la consommation hors tabac est différente de celle qui avait été initialement prévue, il est procédé à un ajustement destiné à assurer, pour l'année civile suivante, une évolution des bases mensuelles conforme à l'évolution des prix à la consommation hors tabac. »

II. – Les dispositions du I entrent en vigueur à compter du 1er janvier 2000.

Pour l'année 2000, il est fait application du mécanisme d'ajustement découlant du deuxième alinéa de l'article L. 551-1 du code de la sécurité sociale au titre de l'évolution constatée en moyenne annuelle de l'indice des prix hors tabac de l'année 1999. Le montant des bases mensuelles issu de ce calcul est majoré, à titre exceptionnel, de 0,3 %.

Article 14

I. – L'article L. 512-3 du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° Le 3° est abrogé ;

2° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Toutefois, pour l'attribution du complément familial et de l'allocation de logement mentionnés aux 3° et 4° de l'article L. 511-1 et à l'article L. 755-21, l'âge limite peut être différent de celui mentionné au 2° du présent article. »

II. – Les dispositions du 2° du I sont applicables, à compter du 1er janvier 2000, au titre des enfants nés à compter du 1er janvier 1980.

III. – L'article 22 de la loi n° 94-629 du 25 juillet 1994 relative à la famille est abrogé au 31 décembre 1999.

IV. – A l'article L. 755-21 du code de la sécurité sociale, il est inséré, après le premier alinéa, un alinéa ainsi rédigé :

« Un décret fixe l'âge limite pour l'ouverture du droit à cette allocation pour tout enfant dont la rémunération n'excède pas le plafond mentionné au 2° de l'article L. 512-3 à condition qu'il poursuive des études, ou qu'il soit placé en apprentissage ou en stage de formation professionnelle au sens du livre IX du code du travail, ou qu'il se trouve, par suite d'infirmité ou de maladie chronique, dans l'impossibilité constatée de se livrer à une activité professionnelle. »

Article 15

[La Caisse nationale des allocations familiales bénéficie d'une garantie de ressources pour la période courant du 1er janvier 1998 au 31 décembre 2002.

Les ressources de la Caisse nationale des allocations familiales perçues au titre de l'année 2002 ne seront pas inférieures aux ressources de cette caisse pour l'année 1997 revalorisées, déduction faite de la subvention versée par l'Etat au titre de la majoration d'allocation de rentrée scolaire et d'un montant équivalent aux ressources transférées en 2000 à la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés en vertu de l'article 10 de la loi n° 99-641 du 27 juillet 1999 portant création d'une couverture maladie universelle.

Dans le cas contraire, constaté à l'issue de la période mentionnée au premier alinéa par la Commission des comptes de la sécurité sociale, un versement de l'Etat à la Caisse nationale des allocations familiales permet, dans les conditions prévues par les lois de finances et de financement de la sécurité sociale, de combler la différence observée.

[29 décembre 1999]

La revalorisation mentionnée au deuxième alinéa est égale à l'évolution du produit intérieur brut en valeur aux prix courants sur l'ensemble de la période visée au premier alinéa, mentionnée dans le rapport sur les comptes de la Nation.] (1)

Section 2

Branche vieillesse

Article 16

I. – A la section 2 du chapitre Ier du titre V du livre II du code de la sécurité sociale, il est inséré un article L. 251-6-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 251-6-1.* – La Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés affecte au fonds de réserve pour les retraites mentionné au deuxième alinéa de l'article L. 135-1 :

« 1° Le résultat excédentaire de l'exercice clos de chacun des fonds dont elle a la gestion, à l'exception de celui du régime spécial mentionné à l'article L. 715-1 ; un arrêté conjoint des ministres chargés de la sécurité sociale et du budget fixe chaque année la date de ce versement ;

« 2° Le cas échéant, en cours d'exercice, un montant représentatif d'une fraction de l'excédent prévisionnel de

(1) Les dispositions imprimées en caractères italiques, adoptées par le Parlement, ont été déclarées contraires à la Constitution par décision du Conseil constitutionnel en date du 21 décembre 1999 (voir ci-après p. 332) et ne figurent donc pas dans la loi promulguée.

l'exercice tel que présenté par la Commission des comptes de la sécurité sociale lors de sa réunion du second semestre de ce même exercice ; un arrêté conjoint des ministres chargés de la sécurité sociale et du budget détermine les montants à verser ainsi que les dates de versement. »

II. – L'article L. 135-6 du même code est ainsi modifié :

1° Le 3° devient le 4° ;

2° Il est inséré un 3° ainsi rédigé :

« 3° Les montants résultant de l'application de l'article L. 251-6-1 ; »

3° Il est inséré un 3° *bis* ainsi rédigé :

« 3° *bis* Une fraction égale à 49 % du produit des prélèvements visés aux articles L. 245-14 à L. 245-16 ; ».

III. – Le II de l'article L. 245-16 du code de la sécurité sociale est ainsi rédigé :

« II. – Le produit des prélèvements mentionnés au I est ainsi réparti :

« – 49 % au fonds mentionné à l'article L. 135-6 ;

« – 8 % à la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés ;

« – 30 % à la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés ;

« – 13 % à la Caisse nationale des allocations familiales. »

[29 décembre 1999]

IV. – Les dispositions du I s'appliquent à compter de l'exercice comptable 1999 ; les dispositions du 3° du II et du III sont applicables aux versements effectués au profit des organismes visés au II de l'article L. 245-16 du code de la sécurité sociale à compter du 1er janvier 2000.

V. – La Caisse des dépôts et consignations verse en 2000, sur le résultat net de son activité pour compte propre dégagé au titre de l'exercice 1999, la somme de trois milliards de francs au fonds de réserve pour les retraites mentionné au deuxième alinéa de l'article L. 135-1 du code de la sécurité sociale.

Article 17

L'article L. 351-11 du code de la sécurité sociale est ainsi rédigé :

« *Art. L. 351-11.* – Au titre de l'année 2000, le coefficient de revalorisation applicable au 1er janvier aux pensions de vieillesse déjà liquidées ainsi qu'aux cotisations et salaires servant de base à leur calcul est de 1,005. »

Article 18

Au dernier alinéa de l'article L. 161-22 et au premier alinéa de l'article L. 634-6 du code de la sécurité sociale, à l'article L. 353-1 du code rural et à l'article 14 de la loi n° 87-563 du 17 juillet 1987 portant réforme du régime d'assurance vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon, la date : « 31 décembre 1999 » est remplacée par la date : « 31 décembre 2000 ».

Article 19

Un prélèvement est effectué sur le fonds de réserve et de compensation, prévu à l'article R. 642-4 du code de la sécurité sociale, au profit du régime obligatoire géré dans le cadre de l'article L. 644-1 du même code par la Caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse, pour financer l'opération d'intégration dans ladite caisse de la Caisse autonome de retraite des géomètres-experts, experts agricoles et fonciers.

Le montant de ce prélèvement, qui ne peut excéder le tiers des ressources disponibles au 31 décembre 1999 du fonds mentionné au précédent alinéa, est fixé par le conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales.

Article 20

Pour les périodes d'activité antérieures au 1er janvier 1973 accomplies dans les régimes d'assurance vieillesse de base des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales, les intéressés peuvent effectuer un versement de cotisations arriérées, dès lors qu'il sont à jour, à la date dudit versement, du paiement des cotisations échues depuis le 1er janvier 1973 dans les régimes obligatoires d'assurance vieillesse et invalidité-décès de ces professions.

Le montant au 1er avril 1972 des cotisations faisant l'objet de cette régularisation de cotisations est revalorisé par application des coefficients dont ont été affectées les

valeurs des points de retraite entre cette date et la date à laquelle est effectué le versement.

La demande de régularisation doit porter sur l'intégralité des cotisations dues ; elle doit être présentée dans l'année suivant l'entrée en vigueur du décret en Conseil d'Etat qui fixera les conditions d'application du présent article.

Section 3

Branche maladie

Article 21

I. – Le troisième alinéa de l'article L. 355-23 du code de la santé publique est remplacé par deux alinéas ainsi rédigés :

« Les dépenses afférentes aux missions énoncées dans le présent article sont prises en charge par l'assurance maladie, sans qu'il soit fait application des dispositions du code de la sécurité sociale et du code rural relatives à l'ouverture du droit aux prestations couvertes par les régimes de base, au remboursement de la part garantie par l'assurance maladie, à la participation de l'assuré aux tarifs servant de base aux remboursements ainsi qu'au forfait mentionné à l'article L. 174-4 du code de la sécurité sociale.

« Un décret fixe les modalités d'application du présent article. »

II. – Au chapitre IV du titre VII du livre Ier du code de la sécurité sociale, il est inséré une section 9 intitulée : « Dépenses relatives aux prestations dispensées dans des consultations à vocation préventive » qui comprend l'article L. 174-16 ainsi rédigé :

« *Art. L. 174-16.* – I. – Les dépenses des consultations de dépistage anonymes et gratuites prévues à l'article L. 355-23 du code de la santé publique et réalisées dans les établissements de santé soumis au régime de financement institué à l'article L. 174-1 sont incluses dans la dotation globale annuelle des établissements concernés, dans les conditions prévues par l'article L. 174-1.

« La répartition des sommes versées aux établissements au titre de l'alinéa précédent est effectuée chaque année suivant la répartition de la dotation globale hospitalière pour l'année considérée, telle qu'elle résulte de l'application de l'article L. 174-2.

« Ces dépenses sont incluses dans l'objectif prévisionnel d'évolution des dépenses des établissements prévu à l'article L. 174-1-1.

« II. – Les dépenses des consultations de dépistage prévues à l'article L. 355-23 du code de la santé publique et effectuées dans des structures autres que celles mentionnées au I sont prises en charge par l'assurance maladie sous la forme d'une dotation forfaitaire annuelle.

« Les modalités d'application du présent II sont fixées par décret. »

III. – L'article 6 *bis* de la loi n° 67-1176 du 28 décembre 1967 relative à la régulation des naissances

et abrogeant les articles L. 648 et L. 649 du code de la santé publique est ainsi rédigé :

« *Art. 6* bis. – Sans préjudice des dispositions du titre II du livre III du code de la santé publique, les centres de planification ou d'éducation familiale peuvent, dans le cadre de leurs activités de prescription contraceptive et sous la responsabilité d'un médecin, assurer le dépistage et le traitement de maladies transmises par la voie sexuelle. Ils assurent de manière anonyme le dépistage et le traitement de ces maladies. Ils interviennent à titre gratuit en faveur des mineurs qui en font la demande et des personnes qui ne relèvent pas d'un régime de base d'assurance maladie ou qui n'ont pas de droits ouverts dans un tel régime. Dans ces cas, les dépenses relatives au dépistage et au traitement sont prises en charge par les régimes d'assurance maladie, sans qu'il soit fait application des dispositions du code de la sécurité sociale et du code rural relatives à l'ouverture du droit aux prestations couvertes par les régimes de base, au remboursement de la part garantie par l'assurance maladie et à la participation de l'assuré aux tarifs servant de base aux remboursements. Un décret pris après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France fixe les modalités d'application du présent article. Ce décret fixe également les conditions dans lesquelles les dépenses afférentes à ce dépistage et à ce traitement sont prises en charge par les organismes d'assurance maladie sur la base des tarifs déterminés dans les conditions prévues au chapitre II du titre VI du livre I^er^ du code de la sécurité sociale. »

IV. – Les dispositions du présent article entrent en vigueur au 1^er^ janvier 2000.

[29 décembre 1999]

Article 22

I. – L'article 3 de la loi n° 70-1320 du 31 décembre 1970 relative aux mesures sanitaires de lutte contre la toxicomanie et la répression du trafic et de l'usage illicite des substances vénéneuses est ainsi rédigé :

« *Art. 3.* – Les dépenses de prévention résultant du titre VI du livre III du code de la santé publique, ainsi que les dépenses de soins des personnes mentionnées à l'article L. 355-21 de ce code, sont à la charge de l'Etat.

« Toutefois, lorsque la cure de désintoxication est réalisée avec hébergement dans un établissement de santé, les dépenses afférentes à la cure sont prises en charge par les régimes d'assurance maladie, sans qu'il soit fait application des dispositions du code de la sécurité sociale et du code rural relatives à l'ouverture du droit aux prestations couvertes par les régimes de base, au remboursement de la part garantie par l'assurance maladie, à la participation de l'assuré aux tarifs servant de base au remboursement ainsi qu'au forfait mentionné à l'article L. 174-4 du code de la sécurité sociale. »

II. – Le second alinéa de l'article L. 628-5 du code de la santé publique est remplacé par trois alinéas ainsi rédigés :

« Les dépenses d'aménagement des établissements de cure ainsi que les dépenses de soins entraînées par l'application des articles L. 628-1 à L. 628-3 sont prises en charge par l'Etat.

« Toutefois, lorsque la cure de désintoxication est réalisée avec hébergement dans un établissement de

santé, les dépenses afférentes à la cure sont prises en charge par les régimes d'assurance maladie, sans qu'il soit fait application des dispositions du code de la sécurité sociale et du code rural relatives à l'ouverture du droit aux prestations couvertes par les régimes de base, au remboursement de la part garantie par l'assurance maladie, à la participation de l'assuré aux tarifs servant de base au remboursement ainsi qu'au forfait mentionné à l'article L. 174-4 du code de la sécurité sociale.

« Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application des dispositions des deux alinéas précédents. »

III. – Au chapitre IV du titre VII du livre Ier du code de la sécurité sociale, il est créé une section 10 ainsi rédigée :

« Section 10

« Dépenses afférentes aux cures de désintoxication

« *Art. L. 174-17.* – Dans les établissements de santé régis par l'article L. 174-1, les dépenses liées à une cure de désintoxication réalisées avec hébergement et prises en charge par l'assurance maladie au titre de l'article 3 de la loi n° 70-1320 du 31 décembre 1970 relative aux mesures sanitaires de lutte contre la toxicomanie et la répression du trafic et de l'usage illicite des substances vénéneuses et de l'article L. 628-5 du code de la santé publique sont incluses dans la dotation globale annuelle des établissements concernés, dans les conditions prévues par l'article L. 174-1.

« La répartition des sommes versées aux établissements au titre du précédent alinéa est effectuée chaque année suivant la répartition de la dotation globale hospitalière pour l'année considérée, telle qu'elle résulte de l'application de l'article L. 174-2.

« Les dépenses mentionnées au premier alinéa sont incluses dans l'objectif prévisionnel d'évolution des dépenses des établissements prévu à l'article L. 174-1-1. »

IV. – Les dispositions du présent article entrent en vigueur au 1er janvier 2000.

Article 23

I. – Le livre VII du code de la santé publique est ainsi modifié :

1° L'intitulé du livre VII est ainsi rédigé : « Etablissements de santé, thermo-climatisme, laboratoires et centres de santé » ;

2° Il est ajouté un titre IV ainsi rédigé :

« TITRE IV

« CENTRES DE SANTÉ

« *Art. L. 765-1.* – Les centres de santé assurent des activités de soins sans hébergement et participent à des actions de santé publique ainsi qu'à des actions de pré-

vention et d'éducation pour la santé et à des actions sociales.

« Ils sont créés et gérés soit par des organismes à but non lucratif, à l'exception des établissements de santé mentionnés au titre Ier du présent livre, soit par des collectivités territoriales.

« Ils sont soumis, dans des conditions fixées par décret, à l'agrément de l'autorité administrative, sous réserve du résultat d'une visite de conformité, au vu d'un dossier justifiant que ces centres fonctionneront dans des conditions conformes à des prescriptions techniques correspondant à leur activité. L'agrément vaut autorisation de dispenser des soins aux assurés sociaux, au sens de l'article L. 162-21 du code de la sécurité sociale. »

II. – La section 7 du chapitre II du titre VI du livre Ier du code de la sécurité sociale est ainsi rédigée :

« Section 7

« Centres de santé

« *Art. L. 162-32.* – Les caisses primaires d'assurance maladie versent aux centres de santé une subvention égale à une partie des cotisations dues par ces centres en application de l'article L. 241-1 pour les personnes qu'ils emploient et qui relèvent des catégories de praticiens ou d'auxiliaires médicaux relevant des sections 1 et 2 du présent chapitre.

« Lorsque le personnel des centres de soins infirmiers est affilié aux assurances sociales agricoles, la par-

tie des cotisations d'assurance maladie versées en application de l'article 1031 du code rural est prise en charge par la caisse de mutualité sociale agricole compétente et imputée sur les dépenses d'assurance maladie.

« Les centres de santé font bénéficier les assurés sociaux de la dispense d'avance de frais pour la part garantie par l'assurance maladie.

« Les conditions d'application du présent article sont fixées par décret.

« *Art. L. 162-32-1.* – Les rapports entre les organismes d'assurance maladie et les centres de santé sont définis par un accord national conclu pour une durée au plus égale à cinq ans par la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés, au moins une autre caisse nationale d'assurance maladie et une ou plusieurs organisations représentatives des centres de soins infirmiers, ainsi qu'une ou plusieurs organisations représentatives des centres de soins médicaux, dentaires et polyvalents.

« Cet accord détermine notamment :

« 1° Les obligations respectives des caisses primaires d'assurance maladie et des centres de santé ;

« 2° Les conditions générales d'application des conventions mentionnées aux sections 1, 2 et 3 du présent chapitre aux différents professionnels exerçant dans des centres de santé ; ces conditions ne peuvent pas modifier les tarifs des honoraires, rémunérations et frais accessoires déterminés par ces conventions ;

« 3° Les modalités d'organisation des actions de prévention sanitaire menées par les centres de santé ;

« 4° Les mesures jugées appropriées pour favoriser l'accès aux soins des assurés sociaux et garantir la qualité et la coordination des soins ;

« 5° Les modes de rémunération, autres que le paiement à l'acte, des activités de soins ainsi que les modes de rémunération des activités non curatives des centres de santé et notamment d'actions de prévention et d'éducation pour la santé.

« *Art. L. 162-32-2.* – L'accord national, ses annexes et avenants sont approuvés dans les conditions prévues à l'article L. 162-15.

« Il est applicable aux centres de santé qui font connaître à la caisse primaire d'assurance maladie dans le ressort de laquelle ils sont situés, dans un délai fixé par cet accord, qu'ils souhaitent y adhérer.

« A défaut d'accord national, les tarifs applicables aux centres de santé sont ceux fixés pour chacune des professions dans les conditions prévues aux sections 1, 2 et 3 du présent chapitre. Ces dispositions sont également applicables aux centres de santé qui n'ont pas adhéré à l'accord national.

« *Art. L. 162-32-3.* – La caisse primaire d'assurance maladie peut décider de placer un centre de santé hors de la convention pour violation des engagements prévus par l'accord national ; cette décision doit être prononcée selon les conditions prévues par cet accord et permettre au centre de présenter ses observations ; elle ne fait pas

obstacle à l'application des dispositions de l'article L. 133-4 et du chapitre V du titre IV du livre Ier.

« Lorsqu'un centre de santé est placé hors de la convention par la caisse primaire d'assurance maladie, les tarifs qui lui sont applicables sont ceux fixés pour chacune des professions dans les conventions prévues aux sections 1, 2 et 3 du présent chapitre. »

III. – L'ensemble des centres de santé agréés dans le cadre des dispositions applicables avant l'entrée en vigueur de la présente loi conservent le bénéfice de l'agrément qui leur a été antérieurement accordé par l'autorité administrative tant qu'ils répondent aux caractéristiques de cet agrément.

Pour ceux des centres qui ne remplissent pas les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article L. 765-1 du code de la santé publique, les tarifs applicables sont ceux fixés pour chacune des professions dans les conditions prévues aux sections 1, 2 et 3 du chapitre II du titre VI du livre Ier du code de la sécurité sociale.

Article 24

I. – L'article L. 162-9 du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° Les deux derniers membres de phrase du 2° deviennent le dernier alinéa de l'article ;

2° Le 2° est abrogé ;

3° Les 3°, 4° et 5° deviennent respectivement les 2°, 3° et 4° ;

4° Après le 4°, sont insérés un 5° et un 6° ainsi rédigés :

« 5° Le cas échéant :

« *a)* Les conditions particulières d'exercice propres à favoriser la coordination des soins ;

« *b)* Les conditions particulières d'exercice permettant la prise en charge globale de patients dans le cadre de réseaux de soins et les modes de rémunération des professionnels mentionnés au 1° participant à ces réseaux ;

« *c)* Les droits et obligations respectifs des professionnels mentionnés au 1°, des patients et des caisses, ainsi que les modalités d'évaluation associées aux formes d'exercice et modes de rémunération mentionnés aux *a* et *b* ci-dessus ;

« 6° Le cas échéant, les modes de rémunération, autres que le paiement à l'acte, des activités de soins ainsi que les modes de rémunération des activités non curatives des professionnels mentionnés au 1°. » ;

5° Dans le huitième alinéa, les mots : « du 4° » sont remplacés par les mots : « du 3° » ;

6° Les neuvième à douzième alinéas sont supprimés ;

7° Avant le dernier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Pour la mise en œuvre des 5° et 6°, il peut être fait application des dérogations mentionnées au II de l'article L. 162-31-1. »

II. – Après le 5° de l'article L. 162-12-2 du code de la sécurité sociale, sont insérés six alinéas ainsi rédigés :

« 6° Le cas échéant :

« *a)* Les conditions particulières d'exercice propres à favoriser la coordination des soins ;

« *b)* Les conditions particulières d'exercice permettant la prise en charge globale de patients dans le cadre de réseaux de soins et les modes de rémunération des infirmiers participant à ces réseaux ;

« *c)* Les droits et obligations respectifs des infirmiers, des patients et des caisses, ainsi que les modalités d'évaluation associées aux formes d'exercice et modes de rémunération mentionnés aux *a* et *b* ci-dessus ;

« 7° Le cas échéant, les modes de rémunération, autres que le paiement à l'acte, des activités de soins ainsi que les modes de rémunération des activités non curatives des infirmiers.

« Pour la mise en œuvre des 6° et 7°, il peut être fait application des dérogations mentionnées au II de l'article L. 162-31-1. »

III. – L'article L. 162-12-9 du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° Après le 6°, il est inséré un 7° et un 8° ainsi rédigés :

« 7° Le cas échéant :

« *a)* Les conditions particulières d'exercice propres à favoriser la coordination des soins ;

« *b)* Les conditions particulières d'exercice permettant la prise en charge globale de patients dans le cadre de réseaux de soins et les modes de rémunération des masseurs-kinésithérapeutes participant à ces réseaux ;

« *c)* Les droits et obligations respectifs des masseurs-kinésithérapeutes, des patients et des caisses, ainsi que les modalités d'évaluation associées aux formes d'exercice et modes de rémunération mentionnés aux *a* et *b* ci-dessus ;

« 8° Le cas échéant, les modes de rémunération, autres que le paiement à l'acte, des activités de soins ainsi que les modes de rémunération des activités autres que curatives des masseurs-kinésithérapeutes. » ;

2° Après le dernier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Pour la mise en œuvre des 7° et 8°, il peut être fait application des dérogations mentionnées au II de l'article L. 162-31-1. »

IV. – L'article L. 162-14 du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, les mots : « une ou plusieurs organisations syndicales membres du Comité professionnel national de la biologie mentionné à l'article L. 162-14-1 » sont remplacés par les mots : « une ou plusieurs organisations syndicales les plus représentatives des directeurs de laboratoire d'analyses de biologie médicale » ;

2° Après le 4°, il est inséré un 5° et un 6° ainsi rédigés :

« 5° Le cas échéant :

« *a)* Les conditions particulières d'exercice propres à favoriser la coordination des soins ;

« *b)* Les conditions particulières d'exercice permettant la prise en charge globale de patients dans le cadre de réseaux de soins et les modes de rémunération des directeurs de laboratoire d'analyses de biologie médicale participant à ces réseaux ;

« *c)* Les droits et obligations respectifs des directeurs de laboratoire d'analyses de biologie médicale, des patients et des caisses, ainsi que les modalités d'évaluation associées aux formes d'exercice et modes de rémunération mentionnés aux *a* et *b* ci-dessus ;

« 6° Le cas échéant, les modes de rémunération, autres que le paiement à l'acte, des analyses de biologie médicale ainsi que les modes de rémunération des activités non curatives des directeurs de laboratoire d'analyses de biologie médicale. » ;

3° Avant le dernier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Pour la mise en œuvre des 5° et 6°, il peut être fait application des dérogations mentionnées au II de l'article L. 162-31-1. »

V. – Au chapitre II du titre VI du livre I^er^ du code de la sécurité sociale, il est inséré une section 3.1 intitulée : « Dispositions communes aux conventions prévues aux sections 1, 2 et 3 », comprenant une sous-section 1 intitu-

lée : « Conditions d'application des conventions, de leurs annexes et avenants », comprenant l'article L. 162-15 ainsi rétabli :

« *Art. L. 162-15.* – Sous réserve des dispositions de l'article L. 162-15-3, les conventions prévues aux sections 1, 2 et 3 du présent chapitre, leurs annexes et avenants sont transmis, lors de leur conclusion ou d'une tacite reconduction, par la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés aux ministres chargés de la santé, de la sécurité sociale, de l'agriculture, de l'économie et du budget. Le Conseil national de l'ordre des médecins, des chirurgiens-dentistes ou des sages-femmes est consulté par la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés sur les dispositions conventionnelles relatives à la déontologie de ces professions. L'avis rendu est transmis simultanément à la caisse et aux ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale.

« Les conventions, annexes et avenants sont approuvés par les ministres chargés de la santé, de la sécurité sociale, de l'agriculture, de l'économie et du budget. Ils sont réputés approuvés si les ministres n'ont pas fait connaître à la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés ainsi qu'à la ou les autres caisses nationales d'assurance maladie concernées, dans le délai de quarante-cinq jours à compter de la réception du texte, qu'ils s'opposent à leur approbation du fait de leur non-conformité aux lois et règlements en vigueur ou de leur incompatibilité avec le respect des objectifs de dépenses ou des risques que leur application ferait courir à la santé publique ou à un égal accès aux soins.

« Toutefois, lorsque la non-conformité aux lois et règlements en vigueur de la convention, de l'avenant ou

de l'annexe concerne seulement une ou plusieurs dispositions divisibles, les ministres compétents peuvent, dans le délai prévu ci-dessus, disjoindre cette ou ces seules dispositions de l'approbation. Ils notifient cette disjonction à la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés ainsi qu'à la ou les autres caisses nationales d'assurance maladie concernées. Ils peuvent également, dans les mêmes conditions, lorsqu'une convention ou un avenant a pour objet de rendre opposables les références professionnelles mentionnées à l'article L. 162-12-15, exclure certaines références de l'approbation dans l'intérêt de la santé publique. Il est fait mention de ces exclusions lors de la publication.

« Les conventions, annexes et avenants approuvés sont publiés au *Journal officiel* de la République française.

« La convention nationale est applicable aux professionnels concernés qui déclarent à la caisse primaire d'assurance maladie, dans un délai fixé par cette convention, y adhérer. »

VI. – Les articles L. 322-5-4 et L. 322-5-5 du code de la sécurité sociale sont ainsi rédigés :

« *Art. L. 322-5-4.* – La convention mentionnée à l'article L. 322-5-2, ses annexes et avenants sont approuvés et s'appliquent aux entreprises de transport sanitaire concernées dans les conditions prévues aux articles L. 162-15, L. 162-15-1, L. 162-15-2 et L. 162-15-3.

« Pour les entreprises non régies par la convention nationale, les tarifs servant de base au remboursement sont fixés par arrêté interministériel.

« *Art. L. 322-5-5.* – L'annexe annuelle mentionnée à l'article L. 322-5-3, ainsi que les annexes modificatives, sont conclues et approuvées dans les conditions prévues aux articles L. 162-15-2 et L. 162-15-3. »

VII. – Le premier alinéa du I de l'article L. 162-5-9 du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° La deuxième phrase est ainsi rédigée :

« Ce règlement fixe les dispositions et sanctions visées à l'article L. 162-5 et au II de l'article L. 162-5-13. » ;

2° La troisième phrase est supprimée.

VIII. – Après l'article L. 162-5-12 du code de la sécurité sociale, il est inséré un article L. 162-5-13, constitué :

1° De la dernière phrase du premier alinéa du II de l'article L. 162-5-2 de ce code, dans laquelle les mots : « Ces tarifs » sont remplacés par les mots : « Les tarifs des médecins mentionnés à l'article L. 162-15-2 », et qui constitue le I de l'article L. 162-5-13 ;

2° D'un II ainsi rédigé :

« II. – La ou les conventions médicales prévues à l'article L. 162-5 peuvent prévoir, lorsqu'elles autorisent la pratique des honoraires différents des tarifs qu'elles fixent, soit un plafond de dépassement par acte soit un plafond annuel pour les dépassements perçus par un praticien pour l'ensemble de son activité, ce plafond pouvant être déterminé en fonction du montant total des dépassements constatés l'année précédente. Elles peuvent fixer

des plafonds différents pour les médecins ayant adhéré au contrat prévu à l'article L. 162-12-18. »

IX. – L'article L. 162-5-7 du code de la sécurité sociale devient l'article L. 162-15-1 et est inséré à la fin de la sous-section 1 de la section 3.1 du chapitre II du titre VI du livre Ier ; dans ce même article, les mots : « un médecin » sont remplacés par les mots : « un professionnel de santé ».

X. – Le II de l'article L. 227-1 du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° Le deuxième alinéa est ainsi rédigé :

« Un avenant annuel à la convention d'objectifs et de gestion de la branche maladie du régime général détermine, en fonction de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie voté par le Parlement, l'objectif prévisionnel des dépenses de soins de ville et, en son sein, l'objectif de dépenses déléguées, et précise les conditions et modalités de mise en œuvre de ces objectifs. » ;

2° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Les dépenses déléguées comprennent les dépenses mentionnées au 1° ci-dessus ainsi que les frais de transport mentionnés à l'article L. 322-5. »

XI. – A la fin de l'article L. 162-1-8 du code de la sécurité sociale, les mots : « l'objectif prévisionnel d'évolution des dépenses de soins de ville » sont remplacés par les mots : « l'objectif prévisionnel des dépenses de soins de ville et l'objectif de dépenses déléguées ».

XII. – Dans la section 3.1 du chapitre II du titre VI du livre Ier du code de la sécurité sociale, est insérée une sous-section 2 intitulée : « Dispositions relatives à la fixation et au suivi des objectifs de dépenses », comprenant les articles L. 162-15-2 et L. 162-15-3 ainsi rédigés :

« *Art. L. 162-15-2.* – I. – Chaque année, dans le respect de l'objectif de dépenses déléguées mentionné au II de l'article L. 227-1, une annexe fixe, pour chacune des professions mentionnées aux articles L. 162-5, L. 162-9, L. 162-12-2, L. 162-12-9 et L. 162-14 :

« 1° L'objectif des dépenses de la profession, incluant les dépenses d'honoraires, rémunérations et frais accessoires, un objectif étant fixé pour les médecins généralistes, d'une part, et pour les médecins spécialistes, d'autre part ; cet objectif s'applique à compter du 1er janvier de l'année civile concernée et porte sur les dépenses remboursables par les régimes d'assurance maladie, maternité, invalidité et accidents du travail ;

« 2° Les tarifs des honoraires, rémunérations et frais accessoires dus aux professionnels par les assurés sociaux, en dehors des cas de dépassement autorisés par la convention, pour les médecins et les chirurgiens-dentistes ;

« 3° Le cas échéant, les mesures de toute nature propres à garantir le respect de l'objectif fixé et notamment :

« *a)* Toute action visant à réduire le volume des actes non justifiés au plan médical et notamment les actions d'information, de promotion des références professionnelles opposables et des recommandations de bonne pratique ou d'évaluation des pratiques,

« *b)* Les modifications, dans la limite de 20 %, de la cotation des actes inscrits à la nomenclature établie pour les actes pris en charge par l'assurance maladie auxquelles les parties à la convention peuvent procéder.

« A défaut de convention pour l'une des professions visées au présent I, et après consultation des syndicats représentatifs de la profession concernée, ou à défaut d'annexe pour l'une des conventions, la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés et au moins une autre caisse nationale déterminent, pour la profession concernée, les éléments de l'annexe visés aux 1°, 2° et 3° du présent I.

« II. – Les parties à chacune des conventions assurent le suivi des dépenses lors de la fixation de l'objectif des dépenses mentionné au I et au moins deux fois dans l'année ; une première fois au vu des résultats des quatre premiers mois de l'année et une seconde fois au vu de ceux des huit premiers mois de l'année.

« A défaut de convention, la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés et au moins une autre caisse nationale d'assurance maladie assurent ce suivi et consultent les syndicats représentatifs de la profession concernée.

« Lorsqu'elles constatent que l'évolution de ces dépenses n'est pas compatible avec le respect de l'objectif fixé en application du I, les parties à chacune des conventions déterminent, par une annexe modificative, les mesures de toute nature propres à garantir son respect et notamment celles prévues au 3° du I ainsi que, le cas échéant, les ajustements des tarifs prévus au 2°.

« A défaut d'accord entre les parties conventionnelles ou en l'absence de convention, après consultation des syndicats représentatifs de la profession concernée et lorsque le montant des dépenses réalisées n'est manifestement pas de nature à permettre le respect de l'objectif fixé, la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés et au moins une autre caisse nationale signataire de la convention concernée déterminent les mesures prévues à l'alinéa précédent.

« En cas de carence des caisses nationales ou lorsqu'il apparaît que les mesures proposées au titre des quatre alinéas précédents ne sont manifestement pas de nature à permettre le respect de l'objectif des dépenses, un arrêté interministériel fixe les tarifs et mesures mentionnés aux 2° et 3° *(b)* du I.

« *Art. L. 162-15-3.* – I. – Un rapport d'équilibre est établi par la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés et la ou les autres caisses nationales d'assurance maladie concernées. En cas de désaccord entre les caisses de sécurité sociale, le rapport est établi sous la responsabilité de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés et présente les positions de chacune des caisses. Il est transmis au Parlement ainsi qu'aux ministres chargés de la sécurité sociale, de la santé, de l'agriculture, de l'économie et du budget dans un délai de cinquante jours à compter de la publication de la loi de financement de la sécurité sociale, accompagné des annexes mentionnées à l'article L. 162-15-2 et, le cas échéant, des mesures déterminées par la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés et au moins une autre caisse nationale d'assurance maladie en application du dernier alinéa du I de cet article.

[29 décembre 1999]

« Ce rapport comporte les éléments permettant d'apprécier la compatibilité des annexes ou des mesures déterminées par les caisses nationales avec l'objectif de dépenses déléguées mentionné au II de l'article L. 227-1.

« Le rapport indique également les moyens mis en œuvre par l'assurance maladie pour maîtriser l'évolution des dépenses de prescription des médecins, sages-femmes et dentistes. Il détaille à ce titre les actions, notamment de contrôle, prévues par le service médical, les actions d'information, de promotion des références professionnelles opposables et des recommandations de bonne pratique ou d'évaluation des pratiques ainsi que celles menées au titre des accords médicalisés visés à l'article L. 162-12-17. Le rapport précise l'effet projeté de chaque action sur les dépenses de prescription, par catégorie.

« Le contenu du rapport est défini par un arrêté conjoint des ministres chargés de la sécurité sociale, de la santé, de l'agriculture, de l'économie et du budget.

« II. – Un rapport d'équilibre est établi par la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés et la ou les autres caisses nationales d'assurance maladie concernées. En cas de désaccord entre les caisses de sécurité sociale, le rapport est établi sous la responsabilité de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés et présente les positions de chacune des caisses. Il est transmis au Parlement ainsi qu'aux ministres chargés de la sécurité sociale, de la santé, de l'agriculture, de l'économie et du budget au plus tard respectivement les 15 juillet et 15 novembre, accompagné, le cas échéant, des annexes modificatives mentionnées à l'article L. 162-15-2 et des mesures déterminées par la

Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés et au moins une autre caisse nationale d'assurance maladie en application de l'avant-dernier alinéa du II de cet article.

« Le contenu du rapport est défini par un arrêté conjoint des ministres chargés de la sécurité sociale, de la santé, de l'agriculture, de l'économie et du budget.

« III. – Les annexes et, le cas échéant, les mesures déterminées par la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés et au moins une autre caisse nationale d'assurance maladie au titre de l'article L. 162-15-2 font l'objet d'une approbation unique des ministres chargés de la sécurité sociale, de la santé, de l'agriculture, de l'économie et du budget.

« Ces annexes sont réputées approuvées si les ministres n'ont pas fait connaître à la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés, dans le délai de quinze jours à compter de leur réception, qu'ils s'opposent à leur approbation du fait de leur non- conformité aux lois et règlements en vigueur ou de leur incompatibilité avec le respect des objectifs de dépenses ou en raison des risques que leur application ferait courir à la santé publique ou à un égal accès aux soins.

« En cas d'opposition, la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés dispose d'un délai de dix jours pour revoir le contenu des annexes et les présenter à nouveau, dans les conditions fixées au premier alinéa du I et au II ci-dessus, aux ministres compétents.

« IV. – En cas d'opposition du ministre aux nouvelles propositions de la caisse, un arrêté interministériel fixe :

« 1° Au plus tard le soixante-quinzième jour suivant la publication de la loi de financement de la sécurité sociale, les éléments des annexes annuelles ;

« 2° Au plus tard les 31 juillet et 30 novembre, les tarifs liés aux ajustements prévus au II de l'article L. 162-15-2.

« V. – Les tarifs des honoraires, rémunérations et frais accessoires dus par les assurés sociaux aux professionnels de santé, en vigueur le 31 décembre de l'année précédente, sont prorogés jusqu'à l'entrée en vigueur de l'annexe ou d'un arrêté pris en application du présent article. »

XIII. – Dans la section 3.1 du chapitre II du titre VI du livre Ier du code de la sécurité sociale, est insérée une sous-section 3 intitulée : « Dispositions diverses », comprenant un article L. 162-15-4 ainsi rédigé :

« *Art. L. 162-15-4.* – I. – A défaut de convention pour les médecins spécialistes ou à défaut d'annexes pour cette convention, la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés et au moins une autre caisse nationale peuvent conclure un protocole relatif aux éléments de l'annexe mentionnée au I de l'article L. 162-15-2 par spécialité ou groupe de spécialité avec au moins une organisation syndicale nationale de médecins de la spécialité ou du groupe de spécialité adhérente d'une organisation syndicale représentative pour l'ensemble du territoire des médecins spécialistes.

« II. – A défaut d'accord entre les parties à la convention des médecins spécialistes ou en l'absence de convention pour les médecins spécialistes, la Caisse

nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés et au moins une autre caisse nationale peuvent conclure un protocole relatif aux mesures mentionnées au troisième alinéa du II de l'article L. 162-15-2 par spécialité ou groupe de spécialité avec au moins une organisation syndicale nationale de médecins de la spécialité ou du groupe de spécialité adhérente d'une organisation syndicale représentative pour l'ensemble du territoire des médecins spécialistes. »

XIV. – Au chapitre II du titre VI du livre Ier du code de la sécurité sociale, il est inséré une section 2.2 intitulée : « Accords de bon usage et contrats de bonne pratique des soins », comprenant les articles L. 162-12-17 et L. 162-12-18 ainsi rédigés :

« *Art. L. 162-12-17.* – Un ou des accords de "bon usage des soins" peuvent être conclus, à l'échelon national, par les parties à la ou les conventions mentionnées à l'article L. 162-5 et, à l'échelon régional, entre les unions régionales des caisses d'assurance maladie et les représentants désignés par le ou les syndicats signataires de la ou des conventions nationales. Ces accords sont transmis par la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés ou par l'union régionale de caisses d'assurance maladie aux unions régionales de médecins exerçant à titre libéral.

« En l'absence de convention, ces accords peuvent être conclus, à l'échelon national, entre la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés, au moins une autre caisse nationale d'assurance maladie et au moins un syndicat représentatif des médecins généralistes ou des médecins spécialistes et, à l'échelon régional, entre l'union régionale des caisses d'assurance mala-

die et les représentants, dans la région, des syndicats représentatifs au niveau national des médecins généralistes ou des médecins spécialistes.

« Les accords nationaux et régionaux prévoient des objectifs médicalisés d'évolution des pratiques ainsi que les actions permettant de les atteindre. Ils peuvent fixer des objectifs quantifiés d'évolution de certaines dépenses et prévoir les modalités selon lesquelles les médecins conventionnés peuvent percevoir une partie du montant des dépenses évitées par la mise en œuvre de l'accord.

« Cette partie est versée aux professionnels concernés par l'action engagée, dans la limite, le cas échéant, d'un plafond, en fonction de critères définis par l'accord.

« Les dispositions du précédent alinéa ne peuvent être mises en œuvre que lorsque les résultats de ces actions ont été évalués dans les conditions prévues par l'accord et qu'ils établissent que les objectifs fixés ont été atteints.

« Les accords nationaux et régionaux sont approuvés par les ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale dans des conditions identiques à celles prévues aux deuxième et troisième alinéas de l'article L. 162-15. Seuls les accords régionaux ayant recueilli l'avis favorable de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés et d'au moins une autre caisse nationale peuvent être soumis à l'approbation des ministres.

« *Art. L. 162-12-18.* – La ou les conventions prévues aux articles L. 162-5, L. 162-9, L. 162-12-2, L. 162-12-9 et L. 162-14 déterminent les conditions dans lesquelles les professionnels conventionnés peuvent adhérer individuellement à un contrat de bonne pratique qui ouvre droit

à la majoration de la participation prévue aux articles L. 162-5-11, L. 645-2 et L. 722-4.

« Ce contrat, défini par la convention, précise les objectifs d'évolution de la pratique des professionnels concernés et fixe les engagements pris par ces derniers.

« Le contrat comporte nécessairement des engagements relatifs :

« – à l'évaluation de la pratique du professionnel ;

« – aux actions de formation continue ;

« – aux modalités de suivi avec le service du contrôle médical de son activité et, le cas échéant, de ses pratiques de prescription ;

« – à la prescription de médicaments génériques, s'agissant des médecins, chirurgiens-dentistes et sages-femmes ;

« – à l'application des références opposables et des recommandations de bonne pratique prévues à l'article L. 162-12-15.

« Le contrat peut en outre comporter d'autres engagements, portant notamment sur :

« – le mode d'exercice du praticien afin de favoriser, le cas échéant par une participation à des réseaux de soins, une meilleure coordination des soins ou permettre des regroupements professionnels ;

« – le niveau de son activité ;

« – sa participation aux programmes d'information destinés aux assurés et mis en place par les caisses d'assurance maladie ;

« – le cas échéant, sa collaboration aux différents services mis en place par les caisses d'assurance maladie à destination des assurés.

« Le contrat peut, dans les conditions fixées par les conventions, être complété par des dispositions définies par un accord conclu à l'échelon régional entre l'union régionale des caisses d'assurance maladie et les représentants désignés par le ou les syndicats signataires de la ou des conventions nationales.

« Les conventions prévues aux articles L. 162-5, L. 162-9, L. 162-12-2, L. 162-12-9 et L. 162-14 prévoient les conditions dans lesquelles la caisse primaire d'assurance maladie peut, lorsque les engagements ne sont pas tenus, mettre fin à l'adhésion du professionnel, après que celui-ci a été en mesure de présenter ses observations. »

XV. – Les articles L. 162-5-11, L. 645-2, L. 645-2-1, L. 722-4 et L. 722-4-1 du code de la sécurité sociale sont ainsi rédigés :

« *Art. L. 162-5-11.* – Les caisses d'assurance maladie prennent en charge une partie de la cotisation due, en application de l'article L. 242-11, par les médecins exerçant leur activité professionnelle non salariée dans le cadre des conventions prévues à l'article L. 162-5.

« Un décret fixe le niveau de cette participation et les modalités de sa répartition entre le régime général d'assurance maladie, les régimes d'assurance maladie

des professions agricoles et le régime d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles. Ce décret précise également les conditions dans lesquelles le niveau de la participation peut être majoré par les conventions mentionnées à l'article L. 162-5 pour les médecins qui ont adhéré au contrat de bonne pratique prévu à l'article L. 162-12-18.

« La participation prévue à l'alinéa précédent n'est toutefois pas due aux médecins autorisés par la convention nationale à pratiquer des honoraires différents des tarifs qu'elle fixe.

« La participation des caisses ne peut être allouée que si le médecin a versé la cotisation à sa charge dans un délai fixé par décret.

« La participation peut en outre être partiellement ou totalement suspendue, dans les conditions prévues par les conventions, pour les médecins ne respectant pas tout ou partie des obligations qu'elles déterminent.

« A défaut de convention nationale, le règlement conventionnel minimal prévu à l'article L. 162-5-9 peut prévoir que les caisses d'assurance maladie prennent en charge une partie de la cotisation, cette partie étant inférieure à celle résultant de la dernière convention.

« Toutefois, si l'application du règlement conventionnel ne résulte pas de l'arrivée à échéance de la convention, la minoration de la participation prévue à l'alinéa précédent n'est opérée qu'à l'issue d'un délai de trois mois à compter de la date à laquelle la convention n'est plus applicable. »

[29 décembre 1999]

« *Art. L. 645-2.* – Le financement des avantages vieillesse prévu au présent chapitre est assuré par une cotisation des bénéficiaires déterminée, dans des conditions fixées par décret, sur des bases forfaitaires tenant compte, le cas échéant, de l'importance du revenu que les bénéficiaires tirent de leur activité professionnelle de praticien ou d'auxiliaire médical, pour chacune des catégories professionnelles intéressées par référence aux tarifs plafonds fixés par les conventions prévues pour ces professions aux articles L. 162-5, L. 162-9, L. 162-12-2, L. 162-12-9 et L. 162-14.

« Les caisses d'assurance maladie prennent en charge une partie de la cotisation due. Un décret fixe le niveau de cette participation et les modalités de sa répartition entre le régime général d'assurance maladie, les régimes d'assurance maladie des professions agricoles et le régime d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles. Ce décret précise également les conditions dans lesquelles le niveau de la participation peut être majoré par les conventions mentionnées aux articles L. 162-5, L. 162-9, L. 162-12-2, L. 162-12-9 et L. 162-14 pour les professionnels de santé qui ont adhéré au contrat prévu à l'article L. 162-12-18.

« La participation prévue à l'alinéa précédent n'est toutefois pas due aux médecins autorisés par la convention nationale à pratiquer des honoraires différents des tarifs qu'elle fixe.

« La participation des caisses ne peut être allouée que si le professionnel concerné a versé la cotisation à sa charge dans un délai fixé par décret.

« La participation peut en outre être partiellement ou totalement suspendue, dans les conditions prévues par les

conventions mentionnées aux articles L. 162-5, L. 162-9, L. 162-12-2, L. 162-12-9 et L. 162-14, pour les professionnels ne respectant pas les clauses qu'elles déterminent.

« *Art. L. 645-2-1.* – En ce qui concerne les médecins, à défaut de convention nationale, le règlement conventionnel minimal prévu à l'article L. 162-5-9 peut prévoir que les caisses d'assurance maladie prennent en charge une partie de la cotisation due, cette partie étant d'un montant inférieur à celui de la participation prévue à l'article L. 645-2.

« Toutefois, si l'application du règlement conventionnel ne résulte pas de l'arrivée à échéance de la convention, la minoration de la participation prévue à l'alinéa précédent n'est opérée qu'à l'issue d'un délai de trois mois à compter de la date à laquelle la convention n'est plus applicable. »

« *Art. L. 722-4.* – Le financement des prestations prévues au présent chapitre est assuré par une cotisation des bénéficiaires assise sur les revenus qu'ils tirent des activités professionnelles mentionnées à l'article L. 722-1 et sur leurs avantages de retraite.

« Les caisses d'assurance maladie prennent en charge une partie de la cotisation due. Un décret fixe le niveau de cette participation et les modalités de sa répartition entre le régime général d'assurance maladie, les régimes d'assurance maladie des professions agricoles et le régime d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles. Ce décret précise également les conditions dans lesquelles le niveau de la participation peut être majoré par les conventions mentionnées aux

articles L. 162-5, L. 162-9, L. 162-12-2, L. 162-12-9 et L. 162-14 pour les professionnels de santé qui ont adhéré au contrat prévu à l'article L. 162-12-18.

« La participation prévue à l'alinéa précédent n'est toutefois pas due aux médecins autorisés par la convention nationale à pratiquer des honoraires différents des tarifs qu'elle fixe.

« La participation des caisses ne peut être allouée que si le professionnel concerné a versé la cotisation à sa charge dans un délai fixé par décret.

« La participation peut en outre être partiellement ou totalement suspendue, dans les conditions prévues par les conventions mentionnées aux articles L. 162-5, L. 162-9, L. 162-12-2, L. 162-12-9 et L. 162-14, pour les professionnels ne respectant pas les clauses qu'elles déterminent.

« Les cotisations dues sur les avantages de retraite sont précomptées lors de chaque versement par l'organisme qui paie ces avantages. Un décret détermine les modalités de calcul et de recouvrement des cotisations dues par les bénéficiaires, ainsi que les exonérations accordées aux titulaires d'avantages de retraite dont les ressources sont insuffisantes.

« *Art. L. 722-4-1.* – A défaut de convention nationale, le règlement conventionnel minimal prévu à l'article L. 162-5-9 peut prévoir que les caisses d'assurance maladie prennent en charge une partie de la cotisation due, cette partie étant d'un montant inférieur à celui de la participation prévue à l'article L. 722-4.

« Toutefois, si l'application du règlement conventionnel ne résulte pas de l'arrivée à échéance de la convention, la minoration de la participation prévue à l'alinéa précédent n'est opérée qu'à l'issue d'un délai de trois mois à compter de la date à laquelle la convention n'est plus applicable. »

XVI. – Les articles L. 162-5-2, L. 162-5-3, L. 162-5-4, les dispositions des sous-sections 2 et 3 de la section 1 du chapitre II du titre VI du livre Ier du code de la sécurité sociale, ainsi que les articles L. 162-12-3, L. 162-12-4, L. 162-12-5, L. 162-12-10, L. 162-12-11, L. 162-12-12, L. 162-14-1, L. 162-14-2, L. 162-14-3 et L. 162-14-4 de ce code sont abrogés.

XVII. – L'article L. 162-5-5 du même code devient l'article L. 162-5-2. Les articles L. 162-12-6 et L. 162-12-7 deviennent respectivement les articles L. 162-12-3 et L. 162-12-4. Les articles L. 162-12-13 et L. 162-12-14 deviennent respectivement les articles L. 162-12-10 et L. 162-12-11.

XVIII. – Les sous-sections 4 et 5 de la section 1 du chapitre II du titre VI du livre Ier du code de la sécurité sociale deviennent respectivement les sous-sections 2 et 3 de cette même section.

Article 25

I. – La section 1 du chapitre II du titre VI du livre Ier du code de la sécurité sociale est complétée par un article L. 162-4-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 162-4-1.* – Les médecins sont tenus de mentionner sur les documents produits en application de l'article L. 161-33 et destinés au service du contrôle médical :

« 1° Lorsqu'ils établissent une prescription d'arrêt de travail donnant lieu à l'octroi de l'indemnité mentionnée au 5° de l'article L. 321-1, les éléments d'ordre médical justifiant l'interruption de travail ;

« 2° Lorsqu'ils établissent une prescription de transport en vue d'un remboursement, les éléments d'ordre médical précisant le motif du déplacement et justifiant le mode de transport prescrit.

« Ils sont tenus en outre de porter sur ces mêmes documents les indications permettant leur identification par la caisse et l'authentification de leur prescription. »

II. – L'article L. 321-1 du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° Au 2°, les mots : « selon les règles définies par l'article L. 322-5 » sont remplacés par les mots : « selon les règles définies par les articles L. 162-4-1 et L. 322-5 » ;

2° Le 5° est ainsi modifié :

a) Après les mots : « l'incapacité physique constatée par le médecin traitant », sont insérés les mots : « , selon les règles définies par l'article L. 162-4-1, » ;

b) Après les mots : « l'incapacité peut être également constatée », sont insérés les mots : « , dans les mêmes conditions, ».

[29 décembre 1999]

Article 26

I. – Après l'article L. 315-2 du code de la sécurité sociale, il est inséré un article L. 315-2-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 315-2-1.* – Si, au vu des dépenses présentées au remboursement, le service du contrôle médical estime nécessaire de procéder à une évaluation de l'intérêt thérapeutique, compte tenu de leur importance, des soins dispensés à un assuré dans les cas autres que ceux mentionnés à l'article L. 324-1, il peut convoquer l'intéressé. Le service du contrôle médical peut établir, le cas échéant conjointement avec un médecin choisi par l'assuré, des recommandations sur les soins et les traitements appropriés. Ces recommandations sont transmises à l'assuré par le médecin choisi par celui-ci, lorsque ces recommandations sont établies conjointement, ou à défaut, par le service du contrôle médical.

« Les modalités d'application de ces dispositions sont fixées par décret en Conseil d'Etat. »

II. – Au troisième alinéa de l'article L. 615-13 du même code, les mots : « , L. 315-2 et L. 315-3 » sont remplacés par les mots : « , L. 315-2, L. 315-2-1 et L. 315-3 ».

III. – Au début du IV de l'article 1106-2 du code rural, les mots : « , L. 315-2 et L. 315-3 » sont remplacés par les mots : « , L. 315-2, L. 315-2-1 et L. 315-3 ».

[29 décembre 1999]

Article 27

La Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés présente annuellement au Parlement un bilan d'application des articles 25 et 26 de la présente loi.

Article 28

Le fonds mentionné à l'article 25 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 (n° 98-1194 du 23 décembre 1998) est doté de 500 millions de francs au titre de l'exercice 2000.

Article 29

Pour la contribution due au titre de l'année 2000, est substitué le taux de 2 % au taux K mentionné dans le tableau figurant à l'article L. 138-10 du code de la sécurité sociale.

Article 30

I. – Les entreprises assurant l'exploitation d'une ou plusieurs spécialités pharmaceutiques au sens de l'article L. 596 du code de la santé publique sont redevables d'une contribution exceptionnelle au profit de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés.

Ne sont pas redevables les entreprises dont le chiffre d'affaires hors taxes réalisé en France du 1er janvier au 31 décembre 1999 au titre des spécialités inscrites sur les

listes mentionnées aux articles L. 162-17 du code de la sécurité sociale et L. 618 du code de la santé publique est inférieur à 100 millions de francs, sauf lorsqu'elles sont filiales à 50 % au moins d'une entreprise ou d'un groupe dont le chiffre d'affaires consolidé réalisé en France au titre des mêmes spécialités dépasse cette limite.

II. – La contribution est assise sur le chiffre d'affaires hors taxes réalisé en France du 1er janvier au 31 décembre 1999 au titre des spécialités inscrites sur les listes mentionnées aux articles L. 162-17 du code de la sécurité sociale et L. 618 du code de la santé publique.

III. – Le taux de la contribution est fixé par décret à un niveau compris entre 1,2 % et 1,3 %.

IV. – Les entreprises mentionnées au I sont tenues de déclarer à l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale les éléments nécessaires au calcul de la contribution avant le 15 mai 2000.

La contribution est versée au plus tard le 1er septembre 2000.

V. – La contribution est recouvrée et contrôlée par l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale sous les garanties et sanctions applicables pour le recouvrement de la contribution prévue à l'article L. 245-1 du code de la sécurité sociale.

Article 31

L'article L. 601 du code de la santé publique est complété par trois alinéas ainsi rédigés :

« Pour une spécialité générique visée au premier alinéa de l'article L. 601-6, l'autorisation de mise sur le marché peut être délivrée avant l'expiration des droits de propriété intellectuelle qui s'attachent à la spécialité de référence concernée. Toutefois, la commercialisation de cette spécialité générique ne peut intervenir qu'après l'expiration de ces droits.

« Lorsqu'elle a délivré une autorisation de mise sur le marché dans les conditions prévues au précédent alinéa, l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé en informe le titulaire de l'autorisation de mise sur le marché de la spécialité de référence.

[« Les études de biodisponibilité tendant à démontrer la bioéquivalence avec une spécialité de référence en vue de la délivrance d'une autorisation de mise sur le marché dans les conditions prévues à l'antépénultième alinéa sont considérées comme des actes accomplis à titre expérimental au sens de l'article L. 613-5 du code de la propriété intellectuelle. »] (1)

Article 32

I. – A l'article L. 162-1-7 du code de la sécurité sociale, les mots : « tout acte, prestation ou fourniture, à l'exception des médicaments, lesquels relèvent de l'article L. 162-17 ou de l'article L. 618 du code de la santé publique, » sont remplacés par les mots : « tout acte ou prestation ».

---

(1) Les dispositions imprimées en caractères italiques, adoptées par le Parlement, ont été déclarées contraires à la Constitution par décision du Conseil constitutionnel en date du 21 décembre 1999 (voir ci-après p. 332) et ne figurent donc pas dans la loi promulguée.

II. – Au 3° de l'article L. 791-2 du code de la santé publique, les mots : « actes, prestations et fournitures qui sont pris en charge ou donnent lieu à remboursement par les organismes d'assurance maladie, à l'exception des médicaments » sont remplacés par les mots : « actes ou prestations qui sont pris en charge ou donnent lieu à remboursement par les organismes d'assurance maladie ».

III. – Le chapitre V du titre VI du livre Ier du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° L'article L. 165-1 devient l'article L. 165-6 ;

2° Sont insérés les articles L. 165-1 à L. 165-5 ainsi rédigés :

« *Art. L. 165-1.* – Le remboursement par l'assurance maladie des dispositifs médicaux à usage individuel, des tissus et cellules issus du corps humain quel qu'en soit le degré de transformation et de leurs dérivés, des produits de santé autres que les médicaments visés à l'article L. 162-17 et des prestations de services et d'adaptation associées est subordonné à leur inscription sur une liste établie après avis d'une commission dont le secrétariat est assurée par l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé. L'inscription est effectuée soit par la description générique de tout ou partie du produit concerné, soit sous forme de marque ou de nom commercial. L'inscription sur la liste peut elle-même être subordonnée au respect de spécifications techniques, d'indications thérapeutiques ou diagnostiques et de conditions particulières de prescription et d'utilisation.

« Les conditions d'application du présent article, notamment les conditions d'inscription sur la liste, ainsi

que la composition et le fonctionnement de la commission, sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

« La procédure et les conditions d'inscription peuvent être adaptées en fonction des dispositifs selon leur finalité et leur mode d'utilisation.

« *Art. L. 165-2.* – Les tarifs de responsabilité des produits mentionnés à l'article L. 165-1 sont établis par arrêté des ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale après avis du Comité économique des produits de santé institué par l'article L. 162-17-3.

« Un décret en Conseil d'Etat précise les conditions d'application du présent article.

« *Art. L. 165-3.* – Les ministres chargés de la sécurité sociale, de la santé et de l'économie, sur proposition du Comité économique des produits de santé, peuvent fixer par arrêté les prix des produits mentionnés à l'article L. 165-1 dans les conditions prévues à l'article L. 162-38.

« *Art. L. 165-4.* – Le Comité économique des produits de santé est notamment chargé de proposer les tarifs de responsabilité et les prix pour les produits mentionnés à l'article L. 165-1.

« Il peut, dans ce but, conclure, avec les fabricants ou les distributeurs, des conventions qui peuvent notamment porter sur les volumes de ventes. Dans le cadre de ces conventions, les entreprises ou groupement d'entreprises peuvent s'engager à faire bénéficier la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés, la Caisse nationale d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles et

la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole d'une remise sur tout ou partie du chiffre d'affaires réalisé en France sur les produits mentionnés à l'article L. 165-1 et pris en charge par l'assurance maladie. Le montant des remises est versé à la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés, qui les répartit entre les divers régimes d'assurance maladie selon la clé de répartition prise pour l'application de l'article L. 162-37.

« Le Comité économique des produits de santé assure un suivi périodique des dépenses des produits mentionnés à l'article L. 165-1 en vue de constater si l'évolution de ces dépenses est compatible avec le respect de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie. Ce suivi comporte au moins deux constats à l'issue des quatre et huit premiers mois de l'année.

« Les conditions d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

« *Art. L. 165-5.* – Les fabricants et les distributeurs des produits mentionnés à l'article L. 165-1 dont le chiffre d'affaires hors taxes afférent aux ventes réalisées en France est supérieur à 5 millions de francs doivent déclarer chaque année à l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé les volumes vendus et le chiffre d'affaires réalisé en France des produits susmentionnés pris en charge par l'assurance maladie. »

IV. – La première phrase du I de l'article L. 162-17-3 du code de la sécurité sociale est ainsi rédigée :

« Il est créé, auprès des ministres compétents, un Comité économique des produits de santé. »

[29 décembre 1999]

Aux articles L. 138-10, L. 162-16-4, L. 162-17-3 et L. 162-17-4 du code de la sécurité sociale, les mots : « Comité économique du médicament » sont remplacés par les mots : « Comité économique des produits de santé ».

V. – Les dispositions applicables à la date d'entrée en vigueur de la présente loi prévoyant, pour certaines catégories de produits visés à l'article L. 165-1 du code de la sécurité sociale, que le prix de vente ne peut excéder le tarif de responsabilité demeurent applicables jusqu'à ce que des dispositions ultérieures interviennent en application de l'article L. 165-3 du code de la sécurité sociale, par arrêté des ministres chargés de la sécurité sociale, de la santé et de l'économie.

VI. – L'article L. 314-1 du code de la sécurité sociale est abrogé à compter de la publication du décret en Conseil d'Etat prévu à l'article L. 165-1 du même code.

VII. – Le troisième alinéa de l'article L. 162-17 du code de la sécurité sociale est supprimé.

VIII. – Au chapitre I^er^ du livre V *bis* du code de la santé publique, il est inséré un article L. 665-7-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 665-7-1.* – Dans l'intérêt de la santé publique, des arrêtés du ministre chargé de la santé fixent, en tant que de besoin, les conditions particulières relatives à la délivrance des dispositifs mentionnés à l'article L. 665-3. »

[29 décembre 1999]

Article 33

I. – Les articles L. 162-22-1 et L. 162-22-2 du code de la sécurité sociale sont ainsi rédigés :

« *Art. L. 162-22-1.* – Pour les établissements de santé mentionnés à l'article L. 710-16-2 du code de la santé publique, un décret en Conseil d'Etat, pris après avis des organisations nationales les plus représentatives de ces établissements, détermine :

« 1° Les catégories de prestations d'hospitalisation, sur la base desquelles les ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale arrêtent la classification des prestations donnant lieu à une prise en charge par les régimes obligatoires de sécurité sociale ;

« 2° Les catégories de prestations pour exigence particulière des patients, sans fondement médical, qui donnent lieu à facturation sans prise en charge par les régimes obligatoires de sécurité sociale ;

« 3° Les modalités de détermination par l'agence régionale de l'hospitalisation des tarifs des prestations des établissements nouvellement créés ou issus d'un regroupement entre établissements ;

« 4° Les méthodes permettant de calculer le montant des prestations d'hospitalisation faisant l'objet d'une prise en charge par l'assurance maladie ;

« 5° Les modalités de versement des sommes correspondantes ;

« 6° Sans préjudice des dispositions prévues par le code de la santé publique, les modalités de contrôle, par les agences régionales de l'hospitalisation mentionnées à l'article L. 710-17 de ce code, de l'exécution des obligations législatives, réglementaires ou contractuelles qui s'imposent aux établissements ;

« 7° Les modalités de transmission par les établissements à l'Etat, aux agences régionales de l'hospitalisation et aux organismes d'assurance maladie, des informations relatives d'une part aux frais d'hospitalisation, d'autre part aux honoraires des professionnels de santé y exerçant leur activité. Sur la base de ces informations, l'agence régionale de l'hospitalisation procède à un suivi régulier du coût total pour l'assurance maladie de chaque établissement.

« *Art. L. 162-22-2.* – I. – Chaque année, est défini un objectif quantifié national des établissements mentionnés à l'article L. 710-16-2 du code de la santé publique, constitué par le montant annuel des frais d'hospitalisation dans ces établissements pris en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie, dont le contenu est fixé par décret. Toutefois, n'entrent pas dans ce montant les versements de l'assurance maladie afférents aux activités d'alternatives à la dialyse en centre ainsi que d'hospitalisation à domicile.

« Le montant de l'objectif quantifié national est arrêté par les ministres chargés de la santé, de la sécurité sociale, de l'économie et du budget en fonction de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie, dans un délai de quinze jours suivant la promulgation de la loi de financement de la sécurité sociale. Ce montant prend en compte les évolutions de toute nature à l'issue desquelles

des établissements de santé ou des services et des activités de ces établissements se trouvent placés, pour tout ou partie :

« *a)* Sous le régime de financement prévu à l'article L. 174-1 du présent code alors qu'ils étaient auparavant régis par l'article L. 710-16-2 du code de la santé publique ;

« *b)* Sous le régime de financement prévu par l'article L. 710-16-2 du code de la santé publique alors qu'ils étaient auparavant régis par l'article L. 174-1 du présent code.

« II. – Un décret en Conseil d'Etat, pris après avis des organisations nationales les plus représentatives de ces établissements, détermine les modalités selon lesquelles, chaque année, sont déterminées les évolutions des tarifs des prestations compatibles avec le respect de cet objectif. Il tient compte à cet effet notamment de l'évolution constatée des dépenses au titre de l'année antérieure, et des changements de régime juridique et financier de certains établissements. »

II. – Il est inséré, à la section 5 du chapitre II du titre VI du livre I[er] du code de la sécurité sociale, les articles L. 162-22-3 à L. 162-22-7 ainsi rédigés :

« *Art. L. 162-22-3.* – I. – Chaque année, au plus tard le 25 février, un accord entre les ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale et au moins une des organisations nationales les plus représentatives des établissements de santé privés mentionnés à l'article L. 710-16-2 du code de la santé publique détermine :

« 1° L'évolution moyenne nationale et l'évolution moyenne dans chaque région des tarifs des prestations servant de base au calcul de la participation de l'assuré, selon les modalités prévues à l'article L. 162-22-2 ; ces évolutions peuvent être différentes pour certaines activités médicales ;

« 2° Les variations maximale et minimale des taux d'évolution des tarifs des prestations qui peuvent être alloués aux établissements par les agences régionales de l'hospitalisation selon les modalités définies par l'accord régional mentionné à l'article L. 162-22-4.

« A défaut d'accord dans le délai précité et au plus tard le 15 mars de l'année, un arrêté conjoint des ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale fixe les éléments mentionnés aux 1° et 2° ci-dessus.

« II. – Les ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale et la ou les organisations nationales les plus représentatives des établissements signataires de l'accord mentionné au I observent l'évolution des dépenses entrant dans le champ de l'objectif quantifié national, au moins deux fois dans l'année : une première fois au vu des résultats des quatre premiers mois de l'année et une seconde fois au vu des résultats des huit premiers mois de l'année.

« Chaque année, au plus tard le 30 janvier, la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés communique à l'Etat et aux agences régionales de l'hospitalisation mentionnées à l'article L. 710-17 du code de la santé publique, pour l'ensemble des régimes obligatoires d'assurance maladie, le montant total des versements afférents aux frais d'hospitalisation définis au I de

l'article L. 162-22-2 au titre de l'année précédente et sa répartition par région, établissement et nature d'activité.

« En vue de permettre un suivi de l'objectif quantifié national en cours d'année, la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés communique à l'Etat ainsi qu'aux organisations nationales les plus représentatives des établissements, pour l'ensemble des régimes obligatoires d'assurance maladie, le montant des frais d'hospitalisation définis au I de l'article L. 162-22-2 et sa répartition par région :

« 1° Le 15 juin au plus tard, pour les quatre premiers mois ;

« 2° Le 15 octobre au plus tard, pour les huit premiers mois.

« Lorsqu'il apparaît que l'évolution des dépenses n'est pas compatible avec l'objectif fixé en application de l'article L. 162-22-2, les parties à l'accord déterminent les mesures de toute nature propres à garantir son respect.

« A défaut, et après consultation des organisations nationales les plus représentatives des établissements concernés, un arrêté conjoint des ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale fixe les mesures nécessaires dans les conditions prévues au I du présent article.

« III. – Le décret prévu au II de l'article L. 162-22-2 détermine les modalités du suivi statistique des dépenses, y compris en cas de défaut de transmission par la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés des données mentionnées aux alinéas précédents, dans les délais prévus aux mêmes alinéas.

[29 décembre 1999]

« *Art. L. 162-22-4.* – Chaque année, au plus tard le 31 mars, un accord conclu entre le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation et les représentants, dans la région, d'une au moins des organisations nationales les plus représentatives des établissements de santé privés signataires de l'accord mentionné à l'article L. 162-22-3 fixe, dans le respect des dispositions des articles L. 162-22-1, L. 162-22-2 et L. 162-22-3 ainsi que des orientations arrêtées par la commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation, définies au 2° de l'article L. 710-20 du code de la santé publique, les règles générales de modulation des tarifs des prestations des établissements de la région, en fonction des données disponibles sur l'activité des établissements et notamment des informations mentionnées aux articles L. 710-6 et L. 710-7 du code de la santé publique.

« Cet accord détermine, en outre, compte tenu des objectifs du schéma d'organisation sanitaire et des orientations de la conférence régionale de santé, les critères susceptibles d'être pris en compte pour accorder à certains établissements, notamment en vue de l'amélioration de la qualité des soins, des évolutions de tarifs différentes du taux moyen d'évolution arrêté dans les conditions prévues au 1° du I de l'article L. 162-22-3.

« A défaut d'accord, le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation fixe ces dispositions.

« *Art. L. 162-22-5.* – I. – Les tarifs des prestations de chaque établissement de santé privé mentionné à l'article L. 710-16-2 du code de la santé publique sont fixés dans le cadre d'un avenant tarifaire au contrat d'objectifs et de moyens mentionné au même article.

« Ils prennent effet, à l'exception de ceux arrêtés en application du II de l'article L. 162-22-3, au 1er mai de l'année en cours.

« II. – Les tarifs de responsabilité applicables aux établissements de santé privés autres que ceux mentionnés à l'article L. 710-16-2 du code de la santé publique sont fixés par arrêté conjoint des ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale.

« *Art. L. 162-22-6.* – Les établissements mentionnés à l'article L. 710-16-2 du code de la santé publique ainsi que ceux mentionnés au II de l'article L. 162-22-5 sont passibles, après qu'ils ont été mis en mesure de présenter leurs observations, d'une sanction financière, dans le cas de :

« 1° Fausse cotation de prestations définies au 1° de l'article L. 162-22-1 ;

« 2° Absence de réalisation des prestations facturées ;

« 3° Dépassement des capacités autorisées définies à l'article L. 712-8 du code de la santé publique.

« Dans tous les cas, la sanction ne peut excéder 5 % du chiffre d'affaires de l'établissement et est au minimum égale au coût indûment supporté par l'assurance maladie. Dans le premier cas, elle ne peut excéder trois fois ce coût, dans le second cas cinq fois ce coût, dans le dernier cas deux fois.

« La mesure de sanction financière est prise par le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation qui la notifie à l'établissement.

« Les modalités d'application du présent article sont définies par décret en Conseil d'Etat.

« *Art. L. 162-22-7.* – Un arrêté des ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale, pris après avis des organisations nationales les plus représentatives des établissements mentionnés à l'article L. 710-16-2 du code de la santé publique, détermine chaque année, en fonction de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie, les taux d'évolution moyens des tarifs des prestations afférentes aux activités d'alternatives à la dialyse en centre et d'hospitalisation à domicile. Cet arrêté détermine également les variations maximale et minimale des taux d'évolution des tarifs des prestations qui peuvent être alloués à ces établissements par les agences régionales de l'hospitalisation, selon des critères définis par l'accord prévu à l'article L. 162-22-4. »

III. – L'article L. 710-16-2 du code de la santé publique est ainsi modifié :

1° La première phrase du premier alinéa est complétée par les mots : « , dans les conditions prévues aux articles L. 162-22-1 à L. 162-22-5 du code de la sécurité sociale et conformément à un contrat type fixé par décret » ;

2° La seconde phrase du premier alinéa est supprimée ;

3° Au deuxième alinéa, après les mots : « Ces contrats définissent », sont insérés les mots : « les orientations stratégiques des établissements, en tenant compte des objectifs du schéma d'organisation sanitaire et, notamment, » ;

4° Le quatrième alinéa est supprimé ;

5° Au sixième alinéa, les mots : « du contrat tripartite national visé à l'article L. 162-22-1 du code de la sécurité sociale » sont remplacés par les mots : « de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ».

IV. – Le 3° de l'article L. 710-20 du code de la santé publique est ainsi rédigé :

« 3° L'accord prévu à l'article L. 162-22-4 du code de la sécurité sociale ou, à défaut, son contenu ainsi que les contrats pluriannuels mentionnés aux articles L. 710-16, L. 710-16-1 et L. 710-16-2. »

V. – Il est créé, au chapitre V du titre VI du livre Ier du code de la sécurité sociale, un article L. 165-7 ainsi rédigé :

« *Art. L. 165-7.* – Les frais d'acquisition et de renouvellement des dispositifs médicaux dont la liste est fixée par arrêté conjoint des ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale sont remboursés aux établissements mentionnés à l'article L. 710-16-2 du code de la santé publique à concurrence du tarif de responsabilité mentionné à l'article L. 165-2 du présent code, sur présentation des factures. Lorsque le montant de la facture est inférieur à ce tarif, le remboursement à l'établissement s'effectue sur la base d'une partie de la somme de ces deux éléments définie par arrêté conjoint des ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale. »

VI. – Le chapitre IV du titre VII du livre Ier du code de la sécurité sociale est complété par une section 11 ainsi rédigée :

« Section 11

« Frais d'hospitalisation afférents aux soins dispensés dans les établissements de santé privés mentionnés à l'article L. 710-16-2 du code de la santé publique

« *Art. L. 174-18.* – Les frais d'hospitalisation afférents aux soins dispensés dans les établissements de santé privés mentionnés à l'article L. 710-16-2 du code de la santé publique pris en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie sont versés, pour le compte de l'ensemble des régimes d'assurance maladie, par la caisse primaire d'assurance maladie dans la circonscription de laquelle est implanté l'établissement. Toutefois, par convention entre les régimes, ce rôle peut être rempli par une caisse relevant d'un autre régime.

« Les sommes versées aux établissements pour le compte des différents régimes en application de l'alinéa précédent sont réparties après accord entre tous les régimes ayant une organisation financière propre. A défaut d'accord entre les régimes, un arrêté interministériel fixe cette répartition.

« Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités d'application du présent article. »

VII. – Les dispositions du contrat national tripartite de l'hospitalisation privée du 15 avril 1997 demeurent applicables jusqu'à ce que le contenu des 1° à 7° de l'article L. 162-22-1 du code de la sécurité sociale ait été fixé par décret.

[29 décembre 1999]

VIII. – A. – Il est créé, pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 2000, un fonds destiné à financer des opérations concourant à l'adaptation de l'offre de soins hospitaliers, au niveau régional, dans le respect du schéma régional d'organisation sanitaire, réalisées par les établissements de santé privés mentionnés à l'article L. 710-16-2 du code de la santé publique.

Ce fonds, dénommé « Fonds pour la modernisation des cliniques privées », est géré par la Caisse des dépôts et consignations.

B. – Les établissements de santé concernés reçoivent des subventions versées par la Caisse des dépôts et consignations à la demande de l'agence régionale de l'hospitalisation et dans les conditions prévues au D ci-dessous.

C. – Les ressources du fonds sont constituées par une participation des régimes obligatoires d'assurance maladie, dont le montant est fixé chaque année par la loi de financement de la sécurité sociale, et pour 2000, à 100 millions de francs.

La répartition entre les différents régimes est effectuée au prorata des dépenses d'assurance maladie supportées par chacun d'entre eux pour les établissements mentionnés à l'article L. 710-16-2 du code de la santé publique au titre de l'exercice précédent.

D. – L'attribution des subventions est confiée, dans la limite des crédits alloués, aux agences régionales de l'hospitalisation mentionnées à l'article L. 710-17 du code de la santé publique.

E. – Les modalités d'utilisation de la subvention par l'établissement bénéficiaire font l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens mentionné à l'article L. 710-16-2 du code de la santé publique.

Les modalités d'application du présent VIII, notamment les opérations éligibles à un financement par le fonds, sont déterminées par décret en Conseil d'Etat.

F. – Le dernier alinéa de l'article L. 715-10 du code de la santé publique est ainsi rédigé :

« Ces concessionnaires ne peuvent recevoir de subventions pour leurs équipements, à l'exception des subventions du Fonds pour la modernisation des cliniques privées. »

[IX. – Sous réserve des décisions de justice passées en force de chose jugée, les actes pris en application de l'arrêté du 28 avril 1999 pris en application des articles L. 162-22-1 et L. 162-22-2 du code de la sécurité sociale et fixant l'objectif des dépenses d'assurance maladie des établissements relevant de l'article L. 710-16-2 du code de la santé publique pour l'année 1999 sont validés en tant que leur légalité serait contestée pour un motif tiré de l'illégalité de cet arrêté.] (1)

X. – Pour l'application en 2000 des dispositions du II de l'article L. 162-22-2 du code de la sécurité sociale, l'évolution constatée des dépenses, mentionnée audit II, s'apprécie par rapport à un objectif, pour 1999, égal à 42,936 milliards de francs.

---

(1) Les dispositions imprimées en caractères italiques, adoptées par le Parlement, ont été déclarées contraires à la Constitution par décision du Conseil constitutionnel en date du 21 décembre 1999 (voir ci-après p. 332) et ne figurent donc pas dans la loi promulguée.

XI. – Le II de l'article 24 de l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée est ainsi modifié :

1° Les premier, deuxième, avant-dernier et dernier alinéas sont supprimés ;

2° Dans le troisième alinéa, les mots : « au 4° de l'article L. 162-22-2 » sont remplacés par les mots : « au I de l'article L. 162-22-3 ».

Article 34

Le quatrième alinéa de l'article 11-1 de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales est ainsi rédigé :

« Il en est de même lorsqu'ils sont susceptibles d'entraîner, pour les budgets des organismes de sécurité sociale, des charges injustifiées ou excessives, compte tenu des objectifs et dotations définis à l'article 27-5. »

Section 4

Branche accidents du travail

Article 35

Dans le premier alinéa du III de l'article 40 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 (n° 98-1194 du 23 décembre 1998), les mots : « deux ans » sont remplacés par les mots : « trois ans ».

Article 36

I. – L'article 41 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 (n° 98-1194 du 23 décembre 1998) est ainsi modifié :

1° Dans le premier alinéa du I, après les mots : « des établissements de fabrication de matériaux contenant de l'amiante, », sont insérés les mots : « des établissements de flocage et de calorifugeage à l'amiante ou de construction et de réparation navales, » ;

2° Dans le deuxième alinéa du I, après les mots : « où y étaient fabriqués », sont insérés les mots : « ou traités l'amiante ou » ;

3° Après le troisième alinéa du I, il est inséré quatre alinéas ainsi rédigés :

« 3° S'agissant des salariés de la construction et de la réparation navales, avoir exercé un métier figurant sur une liste fixée par arrêté conjoint des ministres chargés du travail, de la sécurité sociale et du budget.

« Le bénéfice de l'allocation de cessation anticipée d'activité est ouvert aux ouvriers dockers professionnels sous réserve qu'ils cessent toute activité professionnelle, lorsqu'ils remplissent les conditions suivantes :

« 1° Travailler ou avoir travaillé, au cours d'une période déterminée, dans un port au cours d'une période pendant laquelle étaient manipulés des sacs d'amiante ; la liste de ces ports et, pour chaque port, de la période considérée est fixée par arrêté conjoint des ministres chargés du travail, de la sécurité sociale, des transports et du budget ;

« 2° Avoir atteint un âge déterminé qui pourra varier en fonction de la durée du travail dans le port sans pouvoir être inférieur à cinquante ans. » ;

4° Le dernier alinéa du I est complété par les mots : « ni avec une allocation de préretraite ou de cessation anticipée d'activité » ;

5° La première phrase du premier alinéa du II est ainsi rédigée :

« Le montant de l'allocation est calculé en fonction de la moyenne actualisée des salaires mensuels bruts des douze derniers mois d'activité salariée du bénéficiaire pour lesquels ne sont pas prises en compte, dans des conditions prévues par décret, certaines périodes d'activité donnant lieu à rémunération réduite. » ;

6° Dans la troisième phrase du premier alinéa du III, les mots : « contribution de l'Etat » sont remplacés par les mots : « fraction du produit du droit de consommation visé à l'article 575 du code général des impôts, dans les conditions fixées par l'article 55 de la loi de finances pour 2000 ; dans la dernière phrase du premier alinéa du III, les mots : « les montants de ces contributions » sont remplacés par les mots : « le montant de cette contribution ».

II. – Le 6° du I ci-dessus est applicable à compter de l'exercice 2000.

Article 37

Après l'article L. 432-10 du code de la sécurité sociale, il est inséré un article L. 432-11 ainsi rédigé :

« *Art. L. 432-11.* – La période de rééducation professionnelle est validée pour le calcul des droits à pension vieillesse. »

Article 38

I. – Le quatrième alinéa de l'article L. 434-2 du code de la sécurité sociale est ainsi rédigé :

« En cas d'accidents successifs, le taux ou la somme des taux d'incapacité permanente antérieurement reconnue constitue le point de départ de la réduction ou de l'augmentation prévue au deuxième alinéa pour le calcul de la rente afférente au dernier accident. Lorsque, par suite d'un ou plusieurs accidents du travail, la somme des taux d'incapacité permanente est égale ou supérieure à un taux minimum, l'indemnisation se fait, sur demande de la victime, soit par l'attribution d'une rente qui tient compte de la ou des indemnités en capital précédemment versées, soit par l'attribution d'une indemnité en capital dans les conditions prévues à l'article L. 434-1. »

II. – Le I est applicable au calcul des rentes versées pour les accidents de travail et les maladies professionnelles déclarés à compter du 1er janvier 2000 ou ayant fait l'objet d'une nouvelle fixation de réparation à compter de cette date.

Section 5

Objectifs de dépenses par branche

Article 39

Pour 2000, les objectifs de dépenses par branche de l'ensemble des régimes obligatoires de base comptant plus de vingt mille cotisants actifs ou retraités titulaires de droits propres sont fixés aux montants suivants :

(En milliards de francs.)

Maladie-maternité-invalidité-décès	731,0
Vieillesse-veuvage	802,9
Accidents du travail	54,7
Famille	264,0
Total des dépenses	1852,6

Section 6

Objectif national de dépenses d'assurance maladie

Article 40

L'objectif national de dépenses d'assurance maladie de l'ensemble des régimes obligatoires de base est fixé à 658,3 milliards de francs pour l'année 2000.

[29 décembre 1999]

Section 7

Mesures relatives à la trésorerie

Article 41

Au chapitre V du titre V du livre II du code de la sécurité sociale, il est créé un article L. 255-2 ainsi rédigé :

« *Art. L. 255-2.* – Les montants encaissés par les organismes chargés du recouvrement des cotisations du régime général de sécurité sociale sur leurs comptes spéciaux d'encaissement sont obligatoirement transférés par virement pour l'alimentation du compte unique de disponibilités courantes de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale. Ces dispositions entrent en vigueur au 1er septembre 2000. »

Article 42

Il est inséré, au titre III du livre Ier du code de la sécurité sociale, un chapitre IX *bis* ainsi rédigé :

« *CHAPITRE IX* BIS

« Neutralisation des effets de trésorerie des relations financières entre l'Etat, les organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base et ces régimes

« *Art. L. 139-2.* – Les relations financières entre l'Etat et les organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base, d'une part, l'Etat et ces régimes, d'autre part, les organismes concourant à leur financement et les régimes obligatoires de base, enfin, sont régies par des conventions qui garantissent en particulier la neutralité des flux financiers pour la trésorerie des régimes obligatoires de base. »

Article 43

Est ratifié le décret n° 99-860 du 7 octobre 1999 portant relèvement du plafond des avances de trésorerie au régime général de sécurité sociale.

Article 44

Les besoins de trésorerie des régimes obligatoires de base comptant plus de vingt mille cotisants actifs ou retraités titulaires de droits propres et des organismes ayant pour mission de concourir à leur financement peuvent être couverts par des ressources non permanentes dans les limites suivantes :

(En milliards de francs.)

Régime général	29,0
Régime des exploitants agricoles	12,5
Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales	2,5
Caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines	2,3
Fonds spécial des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'Etat	0,5

Les autres régimes obligatoires de base comptant plus de vingt mille cotisants actifs ou retraités titulaires de droits propres, lorsqu'ils disposent d'une trésorerie autonome, ne sont pas autorisés à recourir à des ressources non permanentes.

ANNEXE

RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS DE LA POLITIQUE DE SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE ET LES OBJECTIFS QUI DÉTERMINENT LES CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Le Gouvernement entend conforter notre système de protection sociale parce qu'il organise des solidarités fondamentales nécessaires à chacun pour faire face aux risques de la vie. Il constitue en cela un puissant facteur de cohésion sociale et, loin d'être un obstacle à la croissance économique, il en est un des supports.

Une sécurité sociale en déficit est une sécurité sociale affaiblie ; le redressement des comptes sociaux a donc été engagé. Dès 1999, l'ensemble des organismes de protection sociale – régimes maladie, vieillesse, famille et chômage – dégagera un excédent d'environ 10 milliards de francs. Il ne subsiste, en 1999, qu'un léger déficit du régime général d'environ 4 milliards de francs après un déficit de 53 milliards de francs en 1996, de 34 milliards de francs en 1997, réduit à 16,5 milliards de francs en 1998. Les prévisions pour 2000 font apparaître un excédent d'environ 2 milliards de francs.

Convaincu de la nécessité de disposer de comptes fiables en temps utiles pour améliorer la gestion de la sécurité sociale, le Gouvernement s'engage à promouvoir l'harmonisation des plans comptables des différents régimes et l'accélération de la publication des comptes, ainsi qu'à présenter en annexe au projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2001 les principaux agrégats en droits constatés et les éléments permettant le passage d'une présentation à l'autre.

S'appuyant sur ce redressement des comptes, la politique de protection sociale s'articule autour des axes suivants :

[29 décembre 1999]

– permettre à tous d'accéder aux soins, améliorer leur qualité, promouvoir la participation des citoyens, assurer la maîtrise de l'évolution des dépenses et garantir un financement pérenne reposant sur le revenu du travail et du capital, incluant les profits financiers des entreprises, sont les objectifs généraux de la politique de santé ;

– conforter les parents dans leur rôle éducatif, faciliter la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle, accroître l'appui aux familles en charge de jeunes adultes, faciliter l'accueil de l'enfant constituent les axes majeurs de la politique familiale ;

– pour faire face au défi du vieillissement, les réformes nécessaires pour assurer la consolidation de nos régimes par répartition au nouveau contexte démographique seront entreprises dans le dialogue et la concertation ; les conditions de prise en charge de la dépendance seront améliorées ;

– l'intégration des personnes handicapées sera favorisée à travers, notamment, la révision de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;

– dans le souci de favoriser l'emploi, une réforme d'ampleur réduisant les cotisations sociales assises sur les salaires, notamment ceux des moins qualifiés, sera entreprise.

A. – **Une politique de santé au service des populations**

1. *Des soins de qualité pour tous*

a) Permettre à tous d'accéder aux soins

La loi n° 99-641 du 27 juillet 1999 portant création d'une couverture maladie universelle constitue un progrès majeur pour garantir à tous l'accès aux soins. Elle ouvre le droit à une couverture complémentaire gratuite pour les plus modestes de nos concitoyens ; six millions de personnes sont concernées. Elle permettra

également à l'ensemble des résidents d'accéder à une couverture maladie de base.

Le Gouvernement entend assurer, en liaison avec l'ensemble des acteurs concernés – professionnels de santé, caisses d'assurance maladie, collectivités locales, associations humanitaires, organismes de couverture complémentaire –, une pleine application de cette loi à partir du 1er janvier 2000.

b) Promouvoir le droit des malades et construire la démocratie sanitaire

Les états généraux de la santé ont donné la parole aux citoyens et ont permis d'engager un véritable débat public autour de la santé. Leur succès – près de mille réunions, une forte mobilisation des usagers – a montré un grand désir de participation. Les débats ont montré une forte attente d'information et d'écoute en matière de santé et une exigence de qualité portant sur les aspects relationnels, plus que sur les aspects techniques. L'accès aux soins, la lutte contre la douleur, le vieillissement, la santé des jeunes, la prévention sont également au centre des préoccupations de nos concitoyens.

Le Gouvernement, pour tenir compte de ces préoccupations, propose une loi visant à affirmer les droits des malades, notamment en ce qui concerne l'accès au dossier médical. Des dispositifs plus efficaces de recours et de médiation seront mis en place. La participation des usagers à la définition et à la mise en œuvre des politiques de santé publique, en particulier sur le plan régional, sera renforcée. Une réflexion sera menée pour prendre en compte l'aléa thérapeutique.

c) Renforcer les actions de prévention et de promotion de la santé

Un plan d'information et d'actions pour garantir un exercice effectif du droit à la contraception a été engagé. Il s'agit de promou-

voir une meilleure maîtrise de la contraception et de permettre le recours à la contraception d'urgence. Le Gouvernement entend améliorer la prévention des grossesses non désirées et garantir l'accès à l'interruption volontaire de grossesse sur l'ensemble du territoire. Concernant les pilules dites de troisième génération, le Gouvernement poursuivra ses efforts afin de garantir à toutes les femmes un égal accès au choix le plus large de contraceptifs oraux.

La santé au féminin étant un volet incontournable de la politique de santé publique, le Gouvernement s'engage à veiller à renforcer la formation en gynécologie médicale.

L'éducation thérapeutique des patients atteints de pathologies chroniques sera développée pour améliorer l'efficacité de la prise en charge et permettre une plus grande autonomie de la personne malade. Le diabète et l'asthme feront l'objet, dès 2000, d'expérimentations locales et régionales.

Dans les premiers mois de l'année 2000, tous les départements disposeront d'un programme de dépistage du cancer du sein, réalisé à partir d'un cahier des charges et garanti par un contrôle de qualité définis nationalement. Le dépistage du cancer du col de l'utérus sera généralisé dans les deux ans. Celui du cancer du côlon sera étendu à de nouveaux départements.

Le Gouvernement poursuivra les actions entreprises dans le cadre du programme de prévention du suicide 1998-2000, notamment chez les jeunes. L'objectif est de réduire à moins de 10 000 le nombre des morts dues à des suicides chaque année en France.

La prévention a également été renforcée en matière de lutte contre le saturnisme. Il n'était pas acceptable que de jeunes enfants puissent contracter des maladies graves uniquement parce qu'ils n'ont pas la chance d'habiter dans des logements récents ou rénovés. La loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions a rendu obligatoire la déclaration de tout cas de saturnisme observé chez une personne mineure, ainsi qu'un diagnostic de l'habitat lorsque celui-ci présente un risque manifeste

ou lorsqu'un cas d'intoxication au plomb chez un mineur y a été identifié.

En 1999, un plan de lutte contre la drogue, les toxicomanies et en faveur de la prévention des dépendances aux substances psychoactives tenant compte des nouvelles modalités de consommation, en particulier chez les jeunes, a été établi. L'année 2000 permettra la mise en place d'une politique nationale de prévention des pratiques addictives, notamment pour les jeunes en milieu scolaire et extra-scolaire.

A la suite du rapport de M. Alfred Recours, le Gouvernement entend accentuer et renforcer sa politique de lutte contre le tabagisme :

– s'inscrivant dans la perspective de la hausse des prix de 20 % proposée par M. Alfred Recours, afin d'avoir un réel impact sur la consommation, le Gouvernement recherchera au cours des années 2000-2002 une hausse des prix du tabac d'au moins 5 % par an ;

– les minima des perceptions des taxes seront progressivement relevés et uniformisés entre les différents types de cigarettes ;

– à l'occasion de sa présidence de l'Union européenne, la France proposera à ses partenaires un réexamen des règles de la fiscalité du tabac afin de réduire la consommation et d'harmoniser les règles fiscales dans l'Union ;

– les moyens dont disposeront l'Etat et la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés pour la prévention du tabagisme seront renforcés ;

– le Gouvernement permettra un meilleur accès aux substituts nicotiniques utilisés dans le sevrage tabagique ;

– il organisera une concertation sur l'intérêt, en termes de santé publique, d'interdire la vente de tabac aux personnes de moins de seize ans, en s'inspirant des résultats obtenus dans les pays étrangers, et en associant davantage les petits débitants de tabac, pour qu'ils participent à des actions de prévention en direction des jeunes.

[29 décembre 1999]

Enfin, le nombre et les moyens des centres de cure ambulatoire en alcoologie, qui relèvent depuis le 1er janvier 1999 de l'assurance maladie, seront renforcés.

En 1999, des orientations d'actions en matière de politique nutritionnelle et de carences nutritionnelles ont été définies. Le Gouvernement entend inscrire la nutrition parmi les thèmes prioritaires de santé publique au niveau de l'Union européenne en 2000.

La lutte contre les maladies sexuellement transmissibles sera renforcée. En 1999, les missions des centres de dépistage anonyme et gratuit ont été étendues au dépistage de l'hépatite B et C et aux maladies sexuellement transmissibles. Ce dépistage sera en 2000 entièrement pris en charge par l'assurance maladie.

d) Améliorer la qualité des soins

Pour améliorer la qualité des soins en cancérologie, la pluridisciplinarité des prises en charge sera favorisée et des réseaux seront constitués pour garantir la coordination et la continuité des soins.

Le Gouvernement a engagé une démarche identique pour améliorer la prise en charge des personnes diabétiques. Un programme d'organisation des soins sera mis en œuvre en 2000 en se fondant en particulier sur les recommandations de l'Agence nationale d'accréditation et d'évaluation en santé (ANAES).

La sécurité et la qualité de prise en charge de la grossesse seront améliorées. La mise en place d'une politique périnatale, favorisant au niveau régional le travail en réseau de l'ensemble des établissements de santé et des professionnels concernés, débutée en 1999, sera poursuivie en 2000. Au niveau individuel, chaque femme enceinte devrait pouvoir bénéficier d'un premier entretien spécialisé centré sur la prévention des pathologies liées à la grossesse.

Attaché à conforter et à développer la pratique de la dialyse dans notre pays, le Gouvernement mettra en place un système de

recensement des malades permettant d'adapter les structures de soins aux besoins recensés.

L'évaluation du respect des mesures de sécurité anesthésique, en s'assurant de la formation en nombre suffisant d'anesthésistes, et de la qualité de prise en charge des urgences à l'hôpital sera poursuivie.

Les actions débutées en 1999, dans le cadre du plan national de lutte contre l'hépatite C, seront poursuivies, en particulier en matière de prévention, afin que le plus grand nombre des personnes porteuses du virus de l'hépatite C connaissent leur état sérologique et reçoivent les traitements nécessaires.

Le programme de lutte contre la douleur, débuté en 1998, sera renforcé avec la généralisation des protocoles délégant aux infirmiers la prescription d'antalgiques et la poursuite d'une large information du public. Le dispositif de prise en charge à domicile des personnes en fin de vie sera renforcé.

e) Poursuivre l'organisation du dispositif de sécurité sanitaire

La loi n° 98-535 du 1er juillet 1998 relative au renforcement de la veille sanitaire et du contrôle de la sécurité sanitaire des produits destinés à l'homme a permis la création d'une Agence de sécurité sanitaire des aliments, la transformation du réseau national de santé publique en Institut de veille sanitaire et celle de l'Agence du médicament en Agence de sécurité sanitaire des produits de santé.

Un Comité national de la sécurité sanitaire réunit l'ensemble des autorités compétentes et permet d'assurer une coordination générale de l'action publique. Des systèmes d'alerte ont été mis en place dans les grands secteurs de risque et permettent des interventions plus rapides et plus précoces des pouvoirs publics.

Ces institutions sont désormais opérationnelles ; leurs conseils d'administration ont été récemment installés. Elles donneront toute

leur portée aux actions de prévention, d'alerte et d'évaluation mais également de gestion des risques lorsqu'ils surviennent.

De même, l'obligation de lutte contre les infections nosocomiales a été renforcée. La mise en place des comités de lutte contre les infections nosocomiales (CLIN) est désormais une obligation légale, y compris dans les établissements privés. La loi n° 98-535 du 1er juillet 1998 précitée organise un système de signalement de ces infections.

Le Gouvernement entend poursuivre le renforcement de ce dispositif :

– l'Agence française du sang laissera place au 1er janvier 2000 au nouvel Etablissement français du sang chargé de la collecte, de la production et de la distribution des produits sanguins labiles sur l'ensemble du territoire ;

– une Agence de sécurité sanitaire environnementale destinée à mieux expertiser et évaluer l'impact, sur la santé, des perturbations de l'environnement sera créée.

f) Améliorer la sécurité au travail, mieux prendre en charge les maladies professionnelles

Le nombre des accidents du travail est à nouveau en augmentation. Si la reprise de l'activité peut expliquer ce phénomène, il n'en appelle pas moins une vigilance accrue.

Le Gouvernement a donc ouvert une réflexion collective et concertée afin d'assurer une meilleure prévention des risques professionnels. Il s'agit d'assurer une meilleure articulation de l'action, au sein de l'entreprise, des représentants du personnel, de la médecine du travail, des services de prévention de l'assurance maladie et de l'inspection du travail.

Dans ce cadre, les organisations de salariés et d'employeurs ont engagé, depuis avril 1999, une concertation sur les améliorations à apporter à notre système de prévention. Le Gouvernement

souhaite que ces réflexions contribuent à la définition d'une réforme de la médecine du travail qui permettra de garantir l'indépendance des médecins et de développer les actions de prévention dans le milieu du travail.

L'Institut de veille sanitaire renforcera, pour sa part, la surveillance des risques professionnels. L'inspection du travail sera mobilisée dans le cadre d'orientations prioritaires portant sur l'évaluation des risques dans les entreprises, notamment la lutte contre le risque cancérogène et la surveillance de la qualité des équipements de travail et de protection.

Par ailleurs, le dispositif de prise en charge des maladies professionnelles a été profondément rénové pour mieux garantir les droits des victimes.

Ainsi, un délai raisonnable est désormais imposé aux caisses pour reconnaître le caractère professionnel de la maladie. Les délais de prescription ont été redéfinis afin d'empêcher que les victimes soient privées de leurs droits du seul fait de la méconnaissance de l'origine professionnelle de leur état. Pour les victimes de l'amiante, tous les dossiers prescrits peuvent désormais être rouverts.

Le barème d'invalidité en matière de maladie professionnelle a été rendu opposable aux caisses. La création de nouveaux tableaux, comme en 1999 celui relatif aux lombalgies et aux dorsalgies graves, permettra la prise en charge de nouvelles pathologies.

Des mesures particulières ont par ailleurs été prises en faveur des victimes de l'amiante. Les modalités de reconnaissance des pneumoconioses ont été alignées sur le droit commun. Un fonds a été créé pour financer l'allocation de cessation anticipée des travailleurs de l'amiante. Dans un premier temps, les personnes concernées étaient celles ayant travaillé dans des entreprises de fabrication de matériaux contenant de l'amiante. Le Gouvernement propose d'ouvrir le champ de l'allocation à d'autres secteurs d'activité : dockers, entreprises de flocage et calorifugeage, réparation et construction navales. Le Gouvernement étudie également la possi-

bilité d'accorder cette allocation aux salariés relevant de la sidérurgie ayant travaillé au contact de l'amiante.

Enfin, il n'est plus supportable que les victimes d'accidents successifs du travail ne soient pas indemnisées sur la base d'un taux cumulé d'incapacité.

2. *Moderniser notre système de santé et d'assurance maladie*

a) La médecine de ville : confier une pleine responsabilité aux caisses et aux professionnels de santé pour réguler la médecine de ville

La modernisation de notre système de santé passe par un partenariat actif entre les caisses d'assurance maladie et des professionnels de santé tant au niveau national qu'au niveau local.

C'est en grande partie à travers ce partenariat que peuvent aboutir les politiques structurelles qui conditionnent la qualité et l'efficience de notre système de santé en ville.

Les possibilités offertes aux partenaires conventionnels ont été élargies. Ainsi, ils peuvent modifier les modalités de rémunération des professionnels libéraux, adapter les dispositifs de régulation de la démographie médicale, favoriser le développement des réseaux ou accroître la transparence des informations sur l'activité médicale.

Le Gouvernement soutient le processus d'informatisation des cabinets médicaux qui, malgré des difficultés techniques initiales, connaît un développement significatif : 70 % des cabinets médicaux sont aujourd'hui informatisés. Il a pris les dispositions législatives nécessaires au développement de la carte médicalisée qui se substituera à la première génération de cartes Vitale.

Il propose au Parlement de renforcer cette politique conventionnelle en confiant aux caisses et aux professionnels de santé une pleine délégation pour réguler les soins de ville.

[29 décembre 1999]

Les caisses et les syndicats représentatifs auront la responsabilité de gérer une enveloppe englobant la rémunération de l'ensemble des professionnels libéraux. Il leur appartiendra de prendre les mesures de toute nature nécessaires pour assurer le respect de cet objectif. Les caisses disposeront, dans ce cadre, de prérogatives accrues lorsqu'un accord avec les professionnels n'est pas possible. En contrepartie de cette délégation de responsabilités, elles devront établir périodiquement que leurs décisions sont conformes aux objectifs qui leur sont assignés.

De même, les caisses en charge de la gestion du risque et du contrôle médical ont une responsabilité essentielle quant à l'évolution des prescriptions. Elles seront appelées à rendre compte périodiquement de leur action dans ce domaine.

La perspective d'un reversement du corps médical, en cas d'évolution excessive de prescriptions, n'a pas prouvé son efficacité en termes de modifications de comportements et n'apporte pas de réelles garanties en termes financiers à l'assurance maladie. Aussi le Gouvernement entend-il promouvoir un meilleur usage de prescription, notamment en matière de médicament, en s'appuyant sur des bases médicalisées et en privilégiant des mécanismes incitatifs. Ainsi, les caisses et les professionnels de santé seront appelés à définir des programmes de bon usage des soins au plan national ou local dont la réussite ouvrira droit à un intéressement des professionnels. De même, possibilité leur sera ouverte d'augmenter la prise en charge des cotisations sociales des professionnels qui acceptent de prendre des engagements particuliers sur la qualité de leur pratique.

Par ailleurs, le Gouvernement poursuit la modernisation de notre système de ville. Ainsi, après une large concertation avec les pharmaciens, une réforme des règles d'implantation des officines et de la marge des pharmaciens a été mise en œuvre. De même, il entend, en accord avec les professionnels paramédicaux, promouvoir une meilleure adaptation des soins aux besoins des patients. Pour cela, les professionnels auront la possibilité, si le médecin l'accepte et sous son contrôle, de définir un plan de soin.

[29 décembre 1999]

Enfin, une réforme des études médicales initiales, dans la perspective notamment de renforcer la formation de médecine générale, ainsi qu'une réforme du dispositif de formation médicale continue seront proposées au Parlement au cours de l'an 2000.

b) L'hôpital : promouvoir la qualité des soins et adapter l'offre aux besoins

Promouvoir la qualité des soins, adapter notre offre hospitalière aux besoins, favoriser la coopération entre établissements et avec la médecine de ville, améliorer l'efficience globale du système hospitalier et adapter le financement correspondant à ces besoins constituent les objectifs généraux de la politique hospitalière du Gouvernement.

La démarche d'accréditation est engagée dans plusieurs dizaines d'établissements hospitaliers. Cette démarche est essentielle non seulement parce qu'elle permet de contrôler la qualité des soins dispensés mais également parce qu'elle est l'occasion d'engager une démarche de progrès dans les établissements concernés. Le Gouvernement est attaché à ce que les résultats de l'accréditation soient rendus publics pour répondre à l'exigence légitime de transparence de nos concitoyens.

De nouveaux schémas d'organisation sanitaire ont été établis. Leur élaboration a donné lieu à une large concertation avec les représentants des établissements et de leurs personnels ainsi qu'avec les représentants des usagers et les élus locaux. Ces documents ont permis de définir les priorités régionales qui serviront de base à la recomposition de l'offre hospitalière. Ainsi, certaines activités (cardiologie, cancérologie) vont connaître des développements pour mieux répondre aux besoins. D'autres activités (urgences...) sont appelées à se concentrer sur certains sites du fait des exigences de sécurité et de l'évolution des techniques et des modes de prises en charge. Les schémas régionaux d'organisation sanitaire (SROS) dessinent enfin le contour des réseaux qui seront instaurés entre les établissements, notamment pour adapter la prise en charge à la

situation des patients (périnatalité, cancérologie). Enfin, les SROS permettent d'organiser les conversions progressives du court séjour vers les long et moyen séjours.

Le Gouvernement poursuit la politique de réduction des inégalités entre régions et engage une réforme profonde des modes d'allocation des ressources pour mieux prendre en compte l'activité médicale des établissements. D'ores et déjà, la loi prévoit la possibilité d'expérimenter la tarification à la pathologie. L'étude des conditions techniques d'une généralisation de ce mode de tarification est engagée avec les représentants de l'hospitalisation publique et privée. Une attention particulière sera portée, dans ce cadre, à la prise en compte des charges particulières liées aux exigences du service public (permanence de soins, recherche, formation...). C'est dans cet esprit que le Gouvernement propose un nouveau mode d'allocation des ressources aux cliniques privées. Elle vise à entamer dès à présent la transition vers la tarification à la pathologie, en faisant varier progressivement les tarifs, tant au niveau des régions que des établissements, pour tenir compte de l'activité médicale.

Le Gouvernement s'engage à mener une réflexion sur un renforcement de la régionalisation et de la fongibilité des enveloppes du système de santé, et notamment sur la mise en place d'une enveloppe spéciale d'un montant de 0,1 % de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie (ONDAM) confiée aux régions les plus en retard du point de vue sanitaire.

Le Gouvernement étudie également les possibilités d'amélioration des conditions d'emploi des praticiens adjoints contractuels et leur accès à la carrière de praticien hospitalier.

c) Le médicament : optimiser les prescriptions et les remboursements

La politique du Gouvernement est guidée par le souci de mettre à la disposition de nos concitoyens les progrès réalisés dans le domaine du médicament, tout en maîtrisant l'évolution des

dépenses. Aussi, il convient d'optimiser la prescription et les remboursements pour pouvoir valoriser les efforts de recherche et bien rembourser les médicaments les plus utiles.

Dans cet esprit, le Gouvernement a donc pris les dispositions nécessaires pour promouvoir le développement des génériques. Les pharmaciens sont aujourd'hui autorisés à substituer des génériques aux produits princeps. La profession, dans le cadre d'un accord global, a pris des engagements sur le niveau de substitution des génériques aux produits princeps.

Le service médical rendu a vocation à servir de base à la définition des prix et du taux de remboursement des spécialités thérapeutiques. L'intérêt thérapeutique de l'ensemble des spécialités commercialisées fera l'objet d'une réévaluation dans l'année à venir. Cette démarche est d'ores et déjà engagée pour plus de mille spécialités.

La politique du Gouvernement en matière de médicament s'appuie sur les relations conventionnelles avec les laboratoires dans le cadre fixé par l'accord signé en 1999 avec le Syndicat national de l'industrie pharmaceutique. Cet accord fixe la base d'une coopération entre les pouvoirs publics et l'industrie pour, notamment, maîtriser les frais de promotion ou réduire les surconsommations avérées dans certaines classes thérapeutiques.

Il conviendrait de permettre le développement de l'automédication.

Le Gouvernement mènera une réflexion afin d'engager une réforme de la fonction logistique dans la distribution du médicament.

*

* *

[29 décembre 1999]

Les lois de financement de la sécurité sociale ne peuvent accueillir que des dispositions ayant une incidence financière. Le Gouvernement proposera donc au printemps de l'année 2000 un texte relatif à la santé. Ce texte sera construit dans le partenariat autour des objectifs suivants :

– moderniser l'assurance maladie et le cadre de ses relations avec les professionnels de santé ;

– instaurer une véritable démocratie sanitaire et garantir les droits des malades ;

– améliorer la qualité de notre système de soins, notamment en modernisant les conditions d'exercice des professionnels et en développant la prévention et l'éducation pour la santé ;

– mieux coordonner politique de santé et lois de financement de la sécurité sociale.

B. – **Rénover la politique familiale**

Le Gouvernement entend aider et soutenir les familles pour qu'elles puissent pleinement assumer le rôle majeur qui leur revient dans l'éducation des enfants, la cohésion sociale, la construction de notre avenir.

Il a entrepris une rénovation en profondeur de la politique familiale dont la Conférence de la famille, réunie annuellement depuis 1998, marque les étapes. Il entend ainsi associer à sa définition l'ensemble des acteurs concernés, notamment le mouvement familial.

Le Gouvernement s'attache à conforter les parents dans leur rôle éducatif, notamment en favorisant leur participation à la vie de l'école. Il a entrepris la mise en place d'un réseau national d'appui, d'écoute et de conseil aux parents. Il poursuit avec la Caisse nationale des allocations familiales une politique active pour favoriser

l'accueil des enfants hors du temps scolaire à travers les contrats temps libre et les contrats éducatifs locaux.

Il a entrepris de rendre les aides aux familles plus justes à travers la réforme du quotient familial.

Il est particulièrement sensible aux problèmes rencontrés par les familles ayant en charge les jeunes adultes. Après avoir étendu à vingt ans les allocations familiales pour tous les enfants à charge de leurs parents, il propose de porter à vingt et un ans l'âge pris en compte pour le calcul des allocations logement et le complément familial.

Il sera remis au Parlement avant le 1er octobre 2000, en vue de la discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2001, un rapport sur l'ensemble des aides auxquelles ouvre droit la charge de jeunes adultes, ainsi que sur celles qui leur sont versées.

La politique de réduction du temps de travail libérera du temps pour la vie familiale et les contraintes particulières des parents seront prises en compte dans le nouveau dispositif d'aménagement du temps de travail.

Dans la perspective de la Conférence de la famille de l'année 2000, la Délégation interministérielle à la famille est chargée de conduire une réflexion et de faire des propositions sur les structures et les conditions de l'accueil du jeune enfant.

Les aides au logement ont été améliorées en assurant leur revalorisation effective et en programmant l'alignement des loyers plafond de l'allocation de logement familial sur ceux de l'aide personnalisée au logement. Cette action sera poursuivie avec, pour objectif, une harmonisation des barèmes et des conditions de ressources pour répondre à un souci de simplification, de cohérence et de justice sociale.

[29 décembre 1999]

Pour permettre la mise en œuvre sur le long terme de cette politique, il est proposé de garantir l'évolution des ressources de la branche famille.

C. – **Faire face au défi du vieillissement**

1. *Consolider nos régimes par répartition*

Le Gouvernement entend assurer la pérennité de nos régimes par répartition, dans la concertation et le souci de l'équité entre générations et entre régimes.

Le Commissariat général du Plan a établi un diagnostic de la situation de nos régimes de retraite en associant à cet exercice les partenaires sociaux et les représentants des divers régimes.

Ce diagnostic montre que nos régimes par répartition ont réussi à assurer aux retraités un niveau de vie équivalent à celui des actifs. Il montre également les charges croissantes auxquelles ils devront faire face après 2005 du fait de l'arrivée à l'âge de la retraite des générations nombreuses nées après 1945 et de l'allongement de la durée de vie.

Sur la base de ce diagnostic, le Gouvernement a ouvert une concertation avec les partenaires sociaux afin de définir les principes directeurs qui permettront de consolider l'ensemble des régimes au nouveau contexte démographique. Cette phase de concertation s'échelonnera jusqu'au début de l'année 2000.

Pour faciliter l'adaptation des régimes de retraites, la constitution d'un fonds de réserve sera poursuivie notamment par l'affectation des excédents de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés.

[29 décembre 1999]

2. *Accroître la qualité des réponses données au problème de la dépendance*

Le nombre des personnes dépendantes est appelé à s'accroître. Il est actuellement d'environ 700 000. L'effort consenti pour assurer le développement des services de soins infirmiers à domicile (2 000 places en 1999) et des lits de sections de cure médicale (7 000 en 1999) sera poursuivi.

L'action du Gouvernement s'oriente selon trois axes :

– améliorer la coordination des aides autour de la personne. Pour cela, des expérimentations de « guichets uniques » ou de « bureaux d'informations et de conseils » seront lancées sur un certain nombre de sites volontaires ;

– favoriser le maintien à domicile. Le développement des services d'aide à domicile sera soutenu. La loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 a ainsi prévu l'exonération à 100 % des charges patronales de sécurité sociale pour les interventions de ces services auprès de personnes handicapées ou dépendantes. Les modalités de tarification des aides à domicile seront améliorées, en concertation avec l'ensemble des acteurs de ce secteur d'activité ;

– préparer, dans les meilleures conditions, l'entrée en vigueur de la réforme de la tarification des établissements pour personnes âgées. Cette réforme permettra de rendre plus transparente et équitable l'allocation des moyens de l'assurance maladie entre les établissements. Elle permettra en outre d'améliorer la qualité des prestations fournies et la formation des personnels et de mieux affirmer les droits des personnes âgées accueillies dans les établissements.

En ce qui concerne, enfin, la prestation spécifique dépendance (PSD), instituée par la loi n° 97-60 du 24 janvier 1997, le Gouvernement s'est engagé, lors du Comité national de coordination gérontologique (CNCG) du 29 avril 1999, à prendre des mesures législatives et réglementaires permettant d'améliorer le

fonctionnement de cette prestation, dont les résultats sont inférieurs aux prévisions et témoignent d'importantes inégalités de traitement entre les départements.

D. – Favoriser l'intégration des personnes handicapées ; améliorer la prise en charge des personnes les plus gravement handicapées

Près de trois millions de personnes sont confrontées à un handicap plus ou moins grave. Le Gouvernement conduit une politique globale en faveur de ces personnes, autour de deux objectifs majeurs : favoriser l'intégration des personnes handicapées dans le milieu de vie ordinaire, améliorer la prise en charge des plus gravement handicapées d'entre elles.

Ces principes commandent la mise en œuvre de trois grandes catégories de mesures :

– promouvoir le développement des dispositifs les plus favorables à l'intégration. La socialisation et l'intégration la plus précoce possible dans leur famille et à l'école ordinaire constituent un objectif prioritaire. Tous les départements seront dotés progressivement de centres d'action médico-sociale précoce (CAMSP). La création ou l'extension de capacités de services d'éducation spécialisée et de soins à domicile (SESSAD) sera favorisée. Pour les adultes, le Gouvernement entend encourager toutes les initiatives favorisant le soutien à la vie à domicile des personnes handicapées. L'amélioration de l'accès aux aides techniques fait l'objet d'un examen concerté avec l'ensemble des acteurs ;

– apporter une réponse adaptée et durable à l'insuffisance de places dans les établissements spécialisés pour les adultes handicapés. La mise en œuvre du plan pluriannuel (1999-2003) destiné à créer 5 500 places nouvelles dans les maisons d'accueil spécialisées (MAS) et les foyers à double tarification (FDT) sera poursuivie en 2000 ;

– certains types de handicaps sont encore insuffisamment pris en charge parce que trop lourds ou mal connus. Tel est le cas des polyhandicapés, des autistes, des traumatisés crâniens ou des personnes atteintes de handicaps rares. Un effort spécifique est conduit en direction de ces personnes notamment par la création en 1999 de 450 places nouvelles pour les adultes et les enfants autistes. Trois centres ressources sur les handicaps rares ont été créés. Ces actions seront poursuivies et amplifiées.

E. – **Réformer le financement de la protection sociale pour favoriser l'emploi**

Après le transfert des cotisations salariales maladie sur la CSG, le Gouvernement propose une réforme d'ampleur des cotisations patronales pour favoriser l'emploi.

L'assiette des cotisations patronales est rééquilibrée en faveur des entreprises de main-d'œuvre :

– par la suppression de l'actuelle ristourne dégressive de charges patronales sur les salaires inférieurs à 1,3 SMIC et son remplacement par un nouveau mécanisme d'allégements à la fois plus ample – les allégements vont jusqu'à 1,8 SMIC – et plus puissant – le nouvel allégement représente 26 points de cotisations patronales au SMIC, soit plus de 85 % des cotisations patronales du régime général ;

– par la création d'une contribution des employeurs sur d'autres éléments que les salaires : les bénéfices des sociétés de plus de 50 millions de francs de chiffre d'affaires et les activités polluantes.

Le bénéfice du nouvel allégement sera réservé aux entreprises ayant conclu un accord fixant la durée du travail à trente-cinq heures ou moins. L'exigence d'un accord garantit que les allégements des charges auront une contrepartie en termes d'emplois.

[29 décembre 1999]

Cette réforme des cotisations employeurs répond ainsi aux trois objectifs majeurs que s'était fixés le Gouvernement :

– l'emploi tout d'abord. En baissant très significativement les charges sociales sur les bas et moyens salaires, cette réforme s'attaque à un handicap important de nos industries de main-d'œuvre ;

– en étendant le bénéfice des allégements jusqu'à 1,8 SMIC, c'est-à-dire à plus de deux tiers des salariés, le nouveau dispositif fait disparaître les effets pervers de freinage des évolutions salariales au niveau du SMIC introduits par la ristourne actuellement en vigueur (« trappe à bas salaires ») ;

– cette réforme sera réalisée sans coût supplémentaire pour les ménages, mais également sans augmenter le montant global des prélèvements sur les entreprises.

[29 décembre 1999]

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Décision n° 99-422 DC du 21 décembre 1999

Le Conseil constitutionnel a été saisi, d'une part, le 3 décembre 1999, par MM. José Rossi, Jean-Louis Debré, Philippe Douste-Blazy, Pierre-Christophe Baguet, Jacques Barrot, Dominique Baudis, François Bayrou, Claude Birraux, Emile Blessig, Mmes Marie-Thérèse Boisseau, Marie-Christine Boutin, MM. Loïc Bouvard, Yves Bur, Hervé de Charette, Charles de Courson, Yves Coussain, Marc-Philippe Daubresse, Jean-Claude Decagny, Léonce Deprez, Renaud Donnedieu de Vabres, Renaud Dutreil, Alain Ferry, Jean-Pierre Foucher, Claude Gaillard, Germain Gengenwin, Gérard Grignon, Hubert Grimault, Pierre Hériaud, Patrick Herr, Mmes Anne-Marie Idrac, Bernadette Isaac-Sibille, Christian Kert, Jacques Le Nay, François Léotard, Maurice Leroy, Roger Lestas, Maurice Ligot, Christian Martin, Pierre Méhaignerie, Pierre Micaux, Hervé Morin, Jean-Marie Morisset, Dominique Paillé, Henri Plagnol, Jean-Luc Préel, François Rochebloine, Rudy Salles, André Santini, François Sauvadet, Michel Voisin, Jean-Jacques Weber, Pierre-André Wiltzer, Mme Nicole Ameline, MM. François d'Aubert, Mme Sylvia Bassot, MM. Jacques Blanc, Roland Blum, Dominique Bussereau, Pierre Cardo, Antoine Carré, Pascal Clément, Georges Colombier, Bernard Deflesselles, Francis Delattre, Franck Dhersin, Laurent Dominati, Dominique Dord, Charles Ehrmann, Nicolas Forissier, Gilbert Gantier, Claude Gatignol, Claude Goasguen, François Goulard, Pierre Hellier, Michel Herbillon, Aimé Kerguéris, Marc Laffineur, Jean-Claude Lenoir, Pierre Lequiller, Alain Madelin, Jean-François Mattei, Michel Meylan, Alain Moyne-Bressand, Yves Nicolin, Paul Patriarche, Bernard Perrut, Jean Proriol, Jean Rigaud, Jean Roatta, Joël Sarlot, Jean-Pierre Soisson, Guy Teissier, Gérard Voisin, Jean-Claude Abrioux, Bernard Accoyer, Mme Michèle Alliot-Marie, MM. René André, André Angot, Philippe Auberger, Jean Auclair, Gautier Audinot, Mmes Martine Aurillac, Roselyne Bachelot-Narquin, MM. Jean Bardet, François Baroin, Christian Bergelin, André Berthol, Léon Bertrand, Jean-Yves Besselat, Jean Besson, Franck Borotra, Bruno Bourg-Broc, Philipe Briand, Christian Cabal, Mme Nicole Catala, MM. Richard Cazenave, Jean-Paul Charié, Jean-Marc Chavanne, François Cornut-Gentille, Alain Cousin, Jean-Michel Couve, Charles Cova, Henri Cuq, Lucien Degauchy, Arthur Dehaine, Jean-Pierre Delalande, Patrick Delnatte, Jean-Marie Demange, Xavier Deniau, Yves Deniaud, Patrick Devedjian, Eric Doligé, Guy Drut, Jean-Michel Dubernard, Jean-Pierre Dupont, Christian Estrosi, Jean-Claude Etienne, Jean Falala, Jean-Michel Ferrand, François Fillon, Roland Francisci, Yves Fromion, Robert Galley, Henri de Gastines, Hervé Gaymard, Jean-Pierre Giran, Michel Giraud, Jacques Godfrain, Louis Guédon, Jean-Claude Guibal, Lucien Guichon, Gérard Hamel, Michel Hunault, Michel Inchauspé, Christian Jacob, Didier Julia, Alain Juppé, Jacques

Kossowski, Robert Lamy, Pierre Lasbordes, Thierry Lazaro, Pierre Lellouche, Jean-Claude Lemoine, Thierry Mariani, Alain Marleix, Philippe Martin, Patrice Martin-Lalande, Jacques Masdeu-Arus, Mme Jacqueline Mathieu-Obadia, MM. Gilbert Meyer, Charles Miossec, Pierre Morange, Renaud Muselier, Jacques Myard, Jean-Marc Nudant, Robert Pandraud, Jacques Pélissard, Etienne Pinte, Bernard Pons, Robert Poujade, Didier Quentin, Jean-Bernard Raimond, André Schneider, Bernard Schreiner, Frantz Taittinger, Jean Tiberi, Georges Tron, Anicet Turinay, Jean Ueberschlag, Léon Vachet, François Vannson, Roland Vuillaume, Jean-Luc Warsmann, Mme Marie-Jo Zimmermann et M. Patrick Ollier, députés, et, d'autre part, le 9 décembre 1999, par MM. Henri de Raincourt, Charles Henri de Cossé-Brissac, François Trucy, Jean-Paul Emin, Ambroise Dupont, Jean-Claude Carle, Jean-François Humbert, Hubert Falco, Jean Clouet, Jacques Dominati, Marcel-Pierre Cléach, Philippe Nachbar, Mme Janine Bardou, MM. James Bordas, Louis Boyer, Nicolas About, Jean-Léonce Dupont, Mme Anne Heinis, MM. Christian Bonnet, Serge Mathieu, Jean-Paul Emorine, Roland du Luart, José Balarello, Jean Boyer, Joël Bourdin, Jean Pépin, Louis-Ferdinand de Rocca Serra, Louis Grillot, Guy Poirieux, Henri Revol, Michel Pelchat, Charles Revet, Jean Arthuis, Denis Badré, René Ballayer, Michel Bécot, Claude Belot, Maurice Blin, Mme Annick Bocandé, MM. André Dulait, Yves Fréville, Francis Grignon, Pierre Hérisson, Claude Huriet, Henri Le Breton, Marcel Lesbros, Jean-Louis Lorrain, Michel Mercier, Philippe Nogrix, Louis Althapé, Jean Bernard, Roger Besse, Paul Blanc, Dominique Braye, Mme Paulette Brisepierre, MM. Louis de Broissia, Michel Caldaguès, Auguste Cazalet, Jean Chérioux, Gérard Cornu, Jean-Patrick Courtois, Charles de Cuttoli, Robert Del Picchia, Christian Demuynck, Charles Descours, Daniel Eckenspieller, Michel Esneu, Alain Gérard, Francis Giraud, Alain Gournac, Adrien Gouteyron, Georges Gruillot, Hubert Haenel, André Jourdain, René-Georges Laurin, Dominique Leclerc, Jacques Legendre, Paul Masson, Jean-Luc Miraux, Paul Natali, Lucien Neuwirth, Mme Nelly Olin, MM. Joseph Ostermann, Henri de Richemont, Josselin de Rohan, Jean-Pierre Schosteck, Louis Souvet, Martial Taugourdeau, René Trégouët, Alain Vasselle, Jean-Pierre Vial, Serge Vinçon, Guy Vissac, Jacques Bimbenet, Fernand Demilly, Jean-Marie Rausch, Raymond Soucaret, André Vallet, Paul Girod, Jean-Pierre Fourcade et Lilian Payet, sénateurs, dans les conditions prévues à l'article 61, alinéa 2, de la Constitution, de la conformité à celle-ci de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2000 ;

Le Conseil constitutionnel,

Vu la Constitution ;

Vu l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 modifiée portant loi organique sur le Conseil constitutionnel, notamment le chapitre II du titre II de ladite ordonnance ;

Vu l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances ;

Vu la loi organique n° 96-646 du 22 juillet 1996 relative aux lois de financement de la sécurité sociale ;

Vu le code général des impôts ;

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code des douanes ;

Vu le décret n° 95-1000 du 6 septembre 1995 portant code de déontologie médicale ;

Vu les observations du Gouvernement enregistrées le 13 décembre 1999 ;

Le rapporteur ayant été entendu ;

Sur la procédure législative :

Considérant que les requérants soutiennent que la loi déférée aurait été adoptée au terme d'une procédure irrégulière ; qu'ils font valoir que, contrairement aux exigences de l'article 47-1 de la Constitution et de l'article L.O. 111-7 du code de la sécurité sociale, issu de la loi organique du 22 juillet 1996 susvisée, le Sénat, saisi du projet de loi le 2 novembre 1999, ne s'est prononcé sur celui-ci que le 18 novembre, le texte ayant ainsi été transmis à l'Assemblée nationale, pour la deuxième lecture, avec un jour de retard ;

Considérant qu'aux termes des deux premiers alinéas de l'article 47-1 de la Constitution :

« Le Parlement vote les projets de loi de financement de la sécurité sociale dans les conditions prévues par une loi organique ;

« Si l'Assemblée nationale ne s'est pas prononcée en première lecture dans le délai de vingt jours après le dépôt d'un projet, le Gouvernement saisit le Sénat qui doit statuer dans un délai de quinze jours. Il est ensuite procédé dans les conditions prévues à l'article 45 » ;

Considérant qu'aux termes des deux premiers alinéas de l'article L.O. 111-7 du code de la sécurité sociale :

« L'Assemblée nationale doit se prononcer, en première lecture, dans le délai de vingt jours après le dépôt d'un projet de loi de financement de la sécurité sociale.

« Le Sénat doit se prononcer, en première lecture, dans un délai de quinze jours après avoir été saisi » ;

Considérant que la circonstance que le Sénat a disposé d'un jour de plus pour l'examen, en première lecture, du projet de loi de financement de la sécurité sociale ne constitue pas une irrégularité de nature à vicier la procédure législative, dès lors que les délais d'examen du texte en deuxième lecture par les deux assemblées n'ont pas été affectés par le jour d'examen supplémentaire dont a bénéficié le Sénat ;

Sur l'article 5 :

Considérant que cet article insère, au titre III du livre Ier du code de la sécurité sociale, un chapitre Ier quater intitulé : « Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale » ; que ce nouveau chapitre comprend les articles L. 131-8 à L. 131-11 ; que l'article L. 131-8 crée le fonds précité, lequel est un établissement public administratif, et en définit la mission qui est de « compenser le coût, pour la sécurité sociale, des exonérations de cotisations patronales aux régimes de base de sécurité sociale » ; que les articles L. 131-9 et L. 131-10 énumèrent, respectivement, les dépenses et les recettes de ce nouveau fonds ; que ces recettes comprennent une fraction du produit du droit de consommation sur les tabacs prévu à l'article 575 du code général des impôts, la contribution sociale sur les bénéfices des sociétés instituée par l'article 6 de la loi déférée, la taxe générale sur les activités polluantes prévue à l'article 266 sexies du code des douanes que modifie l'article 7 de la loi déférée, une fraction du produit du droit de consommation sur les alcools prévu à l'article 403 du code général des impôts, la contribution sur les heures supplémentaires prévue par la loi sur la réduction négociée du temps de travail – actuellement soumise à l'examen du Conseil constitutionnel – ainsi qu'une contribution de l'Etat dans les conditions fixées par la loi de finances ;

Considérant, en premier lieu, que les requérants font grief à l'article 5, ainsi qu'aux articles 6 et 7, d'être étrangers au domaine des lois de financement de la sécurité sociale ; qu'ils soutiennent à cet égard que ces dispositions n'affectent pas l'équilibre financier des régimes obligatoires de base, mais sont destinées à « organiser, directement ou indirectement, une partie du financement de la réduction du temps de travail ou à compenser les charges qu'elle fera naître » ; qu'elles « se rattachent donc exclusivement à une mesure de politique de l'emploi et ne concernent pas les orientations de la politique de santé et de sécurité sociale » ;

Considérant qu'aux termes du III de l'article L.O. 111-3 du code de la sécurité sociale : « Outre celles prévues au I, les lois de financement de la sécurité sociale ne peuvent comporter que des dispositions affectant directement l'équilibre financier des régimes obligatoires de base... » ;

Considérant que le fonds créé par l'article L. 131-8 du code de la sécurité sociale a pour objet de compenser la baisse des cotisations patronales aux régimes de sécurité sociale résultant à la fois des allégements de cotisations réservés aux entreprises ayant conclu un accord collectif de réduction du temps de travail et des diminutions de charges sur les bas salaires ; que tant les dépenses de ce fonds, énumérées à l'article L. 131-9, que ses recettes, prévues à l'article L. 131-10, sont de nature à affecter de façon significative l'équilibre général des régimes obligatoires de base ; que les produits de la contribution sociale sur les bénéfices des sociétés, instituée par l'article 6, et de la taxe générale sur les activités polluantes, dont l'article 7 aménage sensiblement le régime, ont vocation à abonder de façon substantielle ledit fonds ; que les dispositions de ces articles relatives à l'assiette et aux modalités de calcul et de recouvrement de ces impositions sont inséparables de l'article 5 qui institue le fonds ; que, par suite, les articles 4, 5 et 6 de la loi constituent les éléments indivisibles d'un dispositif d'ensemble visant à répondre à un besoin de financement des régimes de base de sécurité sociale et sont au nombre des dispositions qui, en application du III de l'article L.O. 111-3 précité, peuvent figurer dans une loi de financement de la sécurité sociale ;

Considérant, en second lieu, que les sénateurs requérants font également valoir que l'article 5 ne pouvait modifier, sans être contraire à l'article 18 de l'ordonnance susvisée portant loi organique relative aux lois de finances, l'affectation d'une partie du droit de consommation sur les alcools prévu à l'article 403 du code général des impôts, qui aurait dû, selon eux, figurer dans la loi de finances pour 2000 ;

Considérant que ce droit de consommation a été affecté par l'article 43 de la loi de finances pour 1994 au fonds de solidarité vieillesse prévu à l'article L. 135-1 du code de la sécurité sociale ; que, constituant une ressource d'un établissement public, il n'est pas soumis aux prescriptions de l'article 18 de l'ordonnance du 2 janvier 1959 susvisée, lesquelles s'appliquent aux seules recettes de l'Etat ; que, dès lors, le grief doit être rejeté ;

Sur l'article 6 :

Considérant que cet article insère dans le code général des impôts deux articles 235 *ter* ZC et 1668 D ; que l'article 235 *ter* ZC prévoit que les redevables de l'impôt sur les sociétés ayant réalisé un chiffre d'affaires égal ou supérieur à 50 millions de francs sont assujettis à une contribution sociale égale à 3,3 % de cet

impôt pour les exercices clos à compter du 1er janvier 2000 ; que l'article 1668 D prévoit les conditions de recouvrement de la nouvelle contribution ;

Considérant que les députés requérants soutiennent que ces dispositions méconnaissent le principe d'égalité devant l'impôt ; qu'ils font valoir en particulier qu'il s'agit d'un « impôt sur l'impôt », « extrêmement concentré puisque moins de 2 % des entreprises fourniront plus des trois quarts de son rendement » et que ses « effets de seuil massifs » portent atteinte au principe posé par l'article 13 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ; que le mode d'imposition retenu ne prendrait pas en compte le type d'organisation et la structure juridique des entreprises, entraînant ainsi une « discrimination peu justifiable entre les sociétés selon le type d'organisation qu'elles ont choisi » ; qu'enfin, en instituant « ce prélèvement permanent sans limitation de durée », le législateur aurait violé le principe d'autorisation annuelle de l'impôt ;

Considérant, en premier lieu, qu'aucune règle ou principe de valeur constitutionnelle ne fait obstacle à ce que la loi fixe l'assiette d'un impôt par référence à un autre impôt ; qu'en l'espèce, les conditions d'assujettissement et le taux de la contribution contestée ne créent pas, entre les entreprises redevables, de rupture caractérisée de l'égalité devant les charges publiques ;

Considérant, en deuxième lieu, que le premier alinéa du I de l'article 235 *ter* ZC prévoit un abattement annuel de cinq millions de francs sur le montant de l'impôt sur les sociétés, lequel constitue l'assiette de la contribution contestée ; que, par suite, le grief tiré de l'existence d'un « effet de seuil » manque en fait ;

Considérant, en troisième lieu, que le troisième alinéa du I et le II du même article comportent des dispositions spécifiques pour les groupes au sens de l'article 223 A du code général des impôts ; qu'en conséquence, manque également en fait le grief tiré de la non prise en compte, par le législateur, de la structure des entreprises ;

Considérant enfin que, s'il était loisible au législateur d'instituer une nouvelle imposition sur le bénéfice des sociétés, il lui appartiendra, conformément au premier alinéa de l'article 4 de l'ordonnance susvisée portant loi organique relative aux lois de finances, d'autoriser chaque année sa perception dans la loi de finances initiale ;

Sur l'article 7 :

Considérant que cet article, qui modifie les articles 266 *sexies* à 266 *decies* du code des douanes et insère dans ce code un nouvel article 266 *terdecies*, a pour objet d'étendre l'assiette de la taxe générale sur les activités polluantes à de nou-

velles activités, de modifier les conditions d'assujettissement à cette taxe, ainsi que les règles relatives à son assiette et à ses modalités de recouvrement ;

Considérant que les députés requérants soutiennent que le législateur aurait méconnu le champ de sa propre compétence en « renvoyant à un décret en Conseil d'Etat la définition de l'assiette de la taxe » et en n'apportant pas les précisions suffisantes sur son recouvrement ; qu'au surplus, l'affectation de cette imposition à l'allégement des charges patronales serait « juridiquement sujette à caution », sa vocation initiale étant de contribuer à l'amélioration de l'environnement ; qu'enfin, serait également méconnu le principe du consentement à l'impôt posé par l'article 14 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ;

Considérant, en premier lieu, que le nouveau 8 de l'article 266 *nonies* renvoie à un décret en Conseil d'Etat le soin de fixer « un coefficient multiplicateur compris entre un et dix pour chacune des activités exercées dans les installations classées, en fonction de sa nature et de son volume » ; que le montant de la taxe effectivement perçue chaque année par établissement, au titre de chacune de ces activités, est égal au produit de ce coefficient multiplicateur et du tarif de base ; qu'aux termes de cette disposition, rapprochés du 8 du I de l'article 266 *sexies*, le pouvoir réglementaire devra, pour fixer le coefficient multiplicateur applicable à une activité déterminée, tenir compte des risques particuliers que cette activité, tant par sa nature que par son volume, fait courir à l'environnement ; qu'en imposant ces exigences, le législateur a bien fixé les règles relatives à l'assiette et au taux de l'imposition en cause, conformément au sixième alinéa de l'article 34 de la Constitution ; que sont par ailleurs déterminées avec une précision suffisante par l'article 266 *terdecies* les règles relatives à son recouvrement ;

Considérant, en deuxième lieu, que la volonté du législateur d'affecter le produit de la taxe au fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale ne méconnaît aucun principe ni règle de valeur constitutionnelle ;

Considérant, enfin, que l'article 14 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen n'a pas été méconnu dès lors que le Parlement a été clairement informé des motifs du choix opéré et y a librement consenti par son vote ;

Sur l'article 12 :

Considérant que, conformément au 2° du I de l'article L.O. 111-3 du code de la sécurité sociale, l'article 12 prévoit pour 2000, par catégorie, les recettes de l'ensemble des régimes obligatoires de base et des organismes créés pour concourir à leur financement ;

Considérant que les députés auteurs de la première saisine mettent en doute la sincérité des prévisions inscrites à cet article, en se fondant sur trois griefs ;

Considérant, en premier lieu, qu'ils font valoir que ne seraient pas comptées dans ces prévisions les ressources du fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale ;

Considérant que les recettes prévisionnelles du fonds pour 2000 tirées du droit de consommation sur les tabacs, de la contribution sociale sur les bénéfices des sociétés, de la taxe générale sur les activités polluantes, du droit de consommation sur les alcools et de la contribution sur les heures supplémentaires sont prises en compte à l'article contesté dans la catégorie des « impôts et taxes affectés », pour un montant global de 59,6 milliards de francs ; que la contribution de l'Etat prévue au 7° de l'article L. 131-10 nouveau du code de la sécurité sociale est comptée pour 4,3 milliards de francs au sein de la catégorie des « contributions publiques », aucune recette n'étant à prévoir au titre des produits non consommés de l'année précédente, visés au 6° du même article ; que, dès lors, le grief allégué manque en fait ;

Considérant, en deuxième lieu, que les requérants invoquent « l'inadéquation entre certaines dépenses et les recettes qui leur sont affectées » s'agissant du fonds créé à l'article 5 ; qu'ils font valoir à cet égard que la taxe générale sur les activités polluantes et la contribution sur les heures supplémentaires auraient « vocation à décroître sinon à disparaître », et que « l'affectation contre nature de certaines contributions au financement de dépenses de politique de l'emploi » serait « le fruit d'une erreur manifeste d'appréciation » ;

Considérant qu'à la supposer avérée, la décroissance à terme de certaines recettes du fonds ne met pas en cause la sincérité des prévisions de recettes pour l'année 2000 ; que l'affectation à un établissement public de contributions de nature fiscale n'est contraire à aucune règle, ni à aucun principe de valeur constitutionnelle ;

Considérant, en troisième lieu, que sont dénoncées trois « incohérences » entre la loi déférée et la loi de finances pour 2000 en cours d'examen au Parlement ; que l'article contesté n'aurait pas tiré les conséquences, sur le fonds de réserve des retraites, de l'affectation d'une fraction du produit de la contribution sociale de solidarité des sociétés prévue par la loi de finances au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles ; que l'article contesté n'aurait pas davantage tiré les conséquences de la baisse des ressources des régimes de retraite induite par la réduction du taux de la « surcompensation » ; que la loi de finances n'aurait pas pris en compte les dispositions de la loi déférée relative aux charges du budget annexe des prestations sociales agricoles ;

Considérant, d'une part, qu'en ce qui concerne les ressources complémentaires du régime des retraites agricoles, les dispositions de coordination nécessaires avec la loi de finances ont été adoptées lors de l'examen en nouvelle lecture

par l'Assemblée nationale de la loi déférée ; que, le solde du produit de la contribution sociale de solidarité des sociétés étant affecté au cours de l'exercice suivant son encaissement, l'article contesté n'avait pas à traduire des incidences portant sur l'année 2001 ; qu'ont, d'autre part, été adoptées des dispositions assurant la coordination avec la baisse du taux d'application de la compensation spécifique entre régimes spéciaux d'assurance vieillesse ; que, dès lors, manquent en fait les deux premiers moyens invoqués ;

Considérant, enfin, que la circonstance que la loi de finances en cours d'examen n'aurait pas tiré les conséquences de certaines dispositions de la loi de financement de la sécurité sociale serait sans effet sur la sincérité des prévisions de cette dernière ; qu'un tel grief ne pourrait être utilement présenté qu'à l'encontre de la loi de finances ;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que doivent être écartés les moyens tenant au défaut de sincérité de l'article 12 ;

Sur l'article 15 :

Considérant que l'article 15 a pour objet d'instituer, au profit de la Caisse nationale des allocations familiales, une garantie de ressources pour la période courant du 1er janvier 1998 au 31 décembre 2002 ; que cet article prévoit qu'au cas, constaté à l'issue de cette période, où les ressources de la Caisse pour l'année 2002 s'avéreront inférieures à celles de l'année 1997, revalorisées selon des modalités qu'il précise, un versement de l'Etat permettra, « dans les conditions prévues par les lois de finances et de financement de la sécurité sociale, de combler la différence observée » ;

Considérant que les députés requérants soutiennent que cet article « enfreint le principe de l'annualité budgétaire qui a été institué pour permettre au Parlement d'exercer un contrôle régulier sur les finances publiques » ;

Considérant que la disposition contestée ne pourrait affecter les conditions générales de l'équilibre financier de la branche famille qu'en 2003 et seulement dans la mesure où, comme cela ressort des termes mêmes de l'article 15, les lois de finances et de financement de la sécurité sociale pour cette année le prévoiraient ; qu'elle n'a pas pour objet d'améliorer le contrôle du Parlement sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale ; que cette disposition est donc étrangère au domaine de la loi de financement de la sécurité sociale pour l'année 2000 ; qu'il y a lieu, par suite, de déclarer l'article 15 contraire à la Constitution ;

[29 décembre 1999]

Sur le paragraphe V de l'article 16 :

Considérant qu'aux termes du V de l'article 16 : « La Caisse des dépôts et consignations verse en 2000, sur le résultat net de son activité pour compte propre dégagé au titre de l'exercice 1999, la somme de trois milliards de francs au fonds de réserve pour les retraites mentionné au deuxième alinéa de l'article L. 135-1 du code de la sécurité sociale. » ;

Considérant que, selon les sénateurs requérants, ce versement constituerait l'affectation d'une recette non fiscale du budget de l'Etat, et méconnaîtrait de ce fait l'article 18 de l'ordonnance du 2 janvier 1959 susvisée ;

Considérant que, conformément aux deuxième et quatrième alinéas de l'article L. 135-1 du code de la sécurité sociale, le fonds de réserve destinataire du versement est géré par le fonds de solidarité vieillesse, dont il ne constitue qu'une section comptable, dépourvue de la personnalité morale ; que le fonds de solidarité vieillesse est un établissement public de l'Etat à caractère administratif, comme le prévoit le troisième alinéa du même article ; que le paragraphe contesté crée, à la charge de la Caisse des dépôts et consignations, une contribution exceptionnelle dont aucune règle ni aucun principe de valeur constitutionnelle n'interdit d'affecter le produit à un établissement public ; qu'ainsi qu'il a été dit, les prescriptions de l'article 18 de l'ordonnance du 2 janvier 1959 susvisée ne s'appliquent pas aux recettes d'un établissement public ; que le grief allégué doit, dès lors, être rejeté ;

Sur les articles 21 et 22 :

Considérant que ces dispositions ont pour objet de transférer, à compter du 1er janvier 2000, aux régimes d'assurance maladie certaines dépenses qui incombaient auparavant à l'Etat ; que l'article 21 transfère ainsi les dépenses afférentes au dépistage et au traitement de certaines maladies réalisés par les consultations de dépistage anonyme et gratuit et les centres de planification ou d'éducation familiale ; que l'article 22, quant à lui, transfère les dépenses afférentes aux cures de désintoxication réalisées avec hébergement dans des établissements de santé ;

Considérant que les députés requérants font valoir que ces transferts constituent des « débudgétisations » de dépenses relevant par nature du budget général de l'Etat ; que seraient dès lors méconnus les principes d'unité, d'universalité et de sincérité budgétaires ;

Considérant que les dépenses ainsi transférées à l'assurance maladie, qui ont directement trait à la sauvegarde de la santé publique, ne sauraient être regardées comme des dépenses qui devraient, par nature, figurer au budget de l'Etat ; que, par suite, le moyen doit être rejeté ;

[29 décembre 1999]

Sur l'article 23 :

Considérant que les députés requérants font grief à l'article 23 de « ne se rattacher en aucune manière à l'objet financier qui est celui des lois de financement de la sécurité sociale » puisqu'il « ne comporte aucun mécanisme de régulation des dépenses des centres de santé », alors que « ces centres représentaient 2,3 milliards de francs de dépenses » ;

Considérant que cet article insère, en son I, dans le livre VII du code de la santé publique, un titre IV nouveau intitulé : « Centres de santé » ; que ce titre comprend un article unique L. 765-1 qui définit les missions et les modes de gestion de ces centres, lesquels « assurent des activités de soins sans hébergement et participent à des actions de santé publique ainsi qu'à des actions de prévention et d'éducation pour la santé et à des actions sociales » ; que le II de l'article 23 modifie la section 7 du chapitre II du titre VI du livre premier du code de la sécurité sociale ; qu'il a pour objet, outre l'institution d'une subvention de l'Etat et la dispense d'avance de frais, de doter les centres de santé d'un dispositif conventionnel visant à la régulation des dépenses d'assurance maladie induites par leur fonctionnement ; que ce dispositif repose sur la conclusion d'un accord national entre les organismes d'assurance maladie et les organisations représentatives de ces centres ;

Considérant que, comme en conviennent d'ailleurs les requérants, les dépenses afférentes au fonctionnement des centres de santé affectent de façon significative les conditions générales de l'équilibre financier des comptes de l'assurance maladie ; que le dispositif conventionnel prévu par le II de l'article contesté a pour objet d'améliorer la maîtrise de ces dépenses, tout en encourageant les actions de prévention sanitaire et les modes de rémunération, autres que le paiement à l'acte, de nature à dégager des économies pour l'assurance maladie ; que, dès lors, le II de l'article contesté est au nombre des dispositions qui, en application du III de l'article L.O. 111-3 du code de la sécurité sociale, peuvent figurer dans une loi de financement de la sécurité sociale ; qu'il en va de même des dispositions du I de l'article contesté, qui en sont inséparables ;

Sur les paragraphes XII et XIII de l'article 24 :

Considérant que les griefs des requérants s'adressent exclusivement aux paragraphes XII et XIII de l'article 24 de la loi déférée, lequel institue un nouveau dispositif de régulation des soins de ville reposant sur la conclusion de conventions entre la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés et les représentants des professions de santé et, à défaut d'accord, sur l'intervention de ladite caisse ;

En ce qui concerne le XII de l'article 24 :

Considérant que le XII de l'article 24 est contesté par les requérants en tant qu'il autorise, au II de l'article L. 162-15-2 nouveau du code de la sécurité sociale, la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés et au moins une autre caisse nationale, à défaut d'accord entre les parties conventionnelles ou en l'absence de convention, « après consultation des syndicats représentatifs de la profession concernée » et « lorsque le montant des dépenses réalisées n'est manifestement pas de nature à permettre le respect de l'objectif fixé », à procéder à des ajustements des tarifs des honoraires, rémunérations et frais accessoires dus aux professionnels de santé par les assurés sociaux, ainsi qu'à modifier, dans la limite de 20 %, la cotation des actes inscrits à la nomenclature ;

Considérant que les requérants font valoir qu'« en instituant un lien automatique et général entre les fluctuations conjoncturelles à la hausse des dépenses d'assurance maladie et la fluctuation à la baisse des tarifs des professionnels de santé », le législateur a « conféré à ces baisses de tarifs le caractère de sanctions collectives » ; que de telles « sanctions collectives » méconnaîtraient les principes de nécessité et de proportionnalité des peines, ainsi que la présomption d'innocence ; qu'elles violeraient également l'égalité devant la loi puisqu'elles pèseraient sur l'ensemble des professionnels de santé « quel qu'ait été leur comportement individuel au cours de l'année » ;

Considérant, d'une part, que le système de régulation des dépenses de soins de ville institué par la disposition contestée se borne à autoriser la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés, quand un accord avec les professionnels de santé n'a pas été possible, à faire varier les tarifs qui leur sont applicables, lorsqu'en cours d'année l'évolution des dépenses ne paraît pas compatible avec le respect de l'objectif annuel de dépenses ; que ces modifications de tarif, qui, au demeurant, ne revêtent pas un caractère automatique et n'entraînent aucun reversement, ne méconnaissent pas le principe constitutionnel d'égalité, dès lors qu'elles ont vocation à s'appliquer aux professionnels de santé des activités concernées par l'augmentation excessive des dépenses et que la baisse de tarif n'exercera ses effets que pour l'avenir ; qu'un tel mode de régulation des dépenses repose sur des critères objectifs et rationnels en rapport avec l'objet de la loi, qui est le respect de l'objectif annuel de dépenses d'assurance maladie ; que doit donc être rejeté le moyen tiré de la violation du principe d'égalité ;

Considérant, d'autre part, que les modifications de tarif critiquées n'ont pas le caractère de sanctions ; que, par suite, les moyens tirés de la violation des principes constitutionnels applicables au droit répressif sont inopérants ;

En ce qui concerne le XIII de l'article 24 :

Considérant que ces dispositions insèrent un article L. 162-15-4 dans le livre Ier du code de la sécurité sociale, qui prévoit qu'à défaut de convention pour les

médecins spécialistes, ou à défaut d'accord entre les parties à cette convention, des protocoles peuvent être conclus avec la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés sur certains aspects de la régulation des dépenses afférentes à la spécialité concernée ; que lesdits protocoles, dont le seul objet est de dresser le relevé des conclusions de la concertation intervenue avec les médecins concernés, sont dépourvus de force obligatoire ; que, par suite, les griefs formulés à leur encontre par les sénateurs requérants sont inopérants ;

Sur l'article 25 :

Considérant que le I de l'article 25, qui ajoute un article L. 162-4-1 au code de la sécurité sociale, prévoit que, lorsqu'ils établissent une prescription d'arrêt de travail donnant lieu à l'octroi d'indemnités journalières par l'assurance maladie, les médecins sont tenus de mentionner sur les documents produits à cet effet « les éléments d'ordre médical justifiant l'interruption de travail » ; que, lorsqu'ils établissent une prescription de transport en vue d'un remboursement, les médecins doivent indiquer sur ces documents « les éléments d'ordre médical précisant le motif du déplacement et justifiant le mode de transport prescrit » ; qu'il est ajouté que les médecins « sont tenus en outre de porter sur ces mêmes documents les indications permettant leur identification par la caisse et l'authentification de leur prescription » ;

Considérant que les députés requérants soutiennent que cette disposition porte une « atteinte peu acceptable » au secret médical, qui est « une des composantes à la fois les plus certaines et les plus sensibles de la vie privée puisqu'il touche directement à l'intimité physique, voire psychologique, de la personne » ;

Considérant que la liberté proclamée par l'article 2 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen implique le droit au respect de la vie privée ; que ce droit requiert que soit observée une particulière vigilance dans la transmission des informations nominatives à caractère médical entre les médecins prescripteurs et les organismes de sécurité sociale ; qu'il appartient toutefois au législateur de concilier le droit au respect de la vie privée et l'exigence de valeur constitutionnelle qui s'attache à l'équilibre financier de la sécurité sociale ;

Considérant qu'il ressort des termes mêmes de la disposition critiquée que les informations d'ordre médical en cause sont destinées au seul « service du contrôle médical » ; que les médecins-conseils composant ce service sont, en vertu de l'article 104 du code de déontologie médicale, astreints au secret sur les renseignements médicaux directement ou indirectement nominatifs qui leur sont transmis, y compris envers l'organisme qui fait appel à leurs services ; que devront toutefois être mises en place des modalités d'acheminement de ces documents aux médecins-conseils de nature à assurer la stricte confidentialité de la transmission des informations qu'ils contiennent ; qu'eu égard à sa finalité, qui est de remédier à

l'augmentation excessive des dépenses en cause et à leur caractère éventuellement injustifié, la disposition critiquée ne porte pas au respect de la vie privée, sous la réserve ci-dessus énoncée, une atteinte de nature à méconnaître l'article 2 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ;

Sur l'article 29 :

Considérant que cet article se borne à fixer à 2 % le taux retenu par l'article L. 138-10 du code de la sécurité sociale pour le déclenchement, au titre de l'année 2000, de la contribution applicable à la progression du chiffre d'affaires des entreprises pharmaceutiques qui n'ont pas passé convention avec le comité économique du médicament ; que, par suite, manque en fait le grief, formulé par les députés requérants, selon lequel le législateur aurait défini de la sorte un objectif national spécifique des dépenses pharmaceutiques en méconnaissance de la compétence du législateur organique et des dispositions du 4° du I de l'article LO 111-3 du code de la sécurité sociale ; que manque également en fait le grief adressé à l'article 29 par les sénateurs requérants selon lequel le législateur aurait modifié l'objectif national des dépenses de l'assurance maladie pour 1999 ;

Sur l'article 30 :

Considérant que l'article 30 institue, au profit de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés, une contribution exceptionnelle assise sur le chiffre d'affaires hors taxe réalisé en France par les entreprises assurant l'exploitation d'une ou plusieurs spécialités pharmaceutiques ; qu'il précise les conditions d'exonération, l'assiette, le taux et les modalités de recouvrement de cette nouvelle contribution ;

Considérant que les députés requérants qualifient cette disposition de « validation législative plus ou moins déguisée » qui, destinée à « neutraliser les conséquences financières d'une décision de justice », serait contraire aux principes constitutionnels de séparation des pouvoirs et d'indépendance des juridictions et porterait atteinte « à l'exigence de sécurité juridique et de confiance légitime des contribuables » ainsi qu'à l'égalité devant l'impôt ;

Considérant, comme il ressort des termes mêmes de la disposition critiquée, que l'imposition exceptionnelle en cause, qui porte sur le chiffre d'affaires réalisé en 1999 par les laboratoires pharmaceutiques et qui est exigible au 1er septembre 2000, ne constitue pas une mesure de validation ; qu'il était loisible au législateur d'instituer une telle contribution exceptionnelle, afin de remédier aux incidences financières sur l'équilibre des comptes de l'assurance maladie de la décision par laquelle le Conseil d'Etat a, le 15 octobre 1999, annulé les dispositions du III de l'article 12 de l'ordonnance du 24 janvier 1996 relative aux mesures urgentes tendant au rétablissement financier de la sécurité sociale ; que l'institution de cette

nouvelle contribution ne porte atteinte ni au principe d'égalité, ni à aucun autre principe ou règle de valeur constitutionnelle ; que, par suite, le moyen doit être rejeté ;

Sur l'article 31 :

Considérant que les trois premiers alinéas de l'article 31 prévoient que l'autorisation de mise sur le marché d'une spécialité générique peut être délivrée avant l'expiration des droits de propriété intellectuelle qui s'attachent à la spécialité de référence ; que, toutefois, la commercialisation de la spécialité générique ne pourra intervenir qu'après l'expiration de ces droits, l'information du laboratoire titulaire du brevet de la spécialité de référence devant en outre être assurée ; qu'en vertu du quatrième alinéa de l'article 31, les études de biodisponibilité tendant à démontrer la bioéquivalence d'une spécialité générique avec une spécialité de référence « sont considérées comme des actes accomplis à titre expérimental au sens de l'article L. 613-5 du code de la propriété intellectuelle » ;

Considérant que les sénateurs requérants soutiennent que ces dispositions n'affecteront pas l'équilibre financier de l'assurance maladie et ne sont donc pas au nombre de celles qui peuvent figurer dans une loi de financement de la sécurité sociale ; qu'au surplus, le quatrième alinéa de l'article 31 serait contraire aux engagements internationaux de la France ;

Considérant que le législateur a entendu hâter la mise effective sur le marché des spécialités dites génériques ; que l'usage de celles-ci est de nature à influer de façon significative sur l'équilibre général de l'assurance maladie ; qu'en raison de leur objet et des effets financiers attendus de l'accélération de la commercialisation des spécialités génériques, les trois premiers alinéas de l'article 31 entrent dans le domaine des lois de financement de la sécurité sociale en vertu du III de l'article L.O. 111-3 du code de la sécurité sociale ;

Considérant, en revanche, que son quatrième alinéa, qui se borne à préciser que les études relatives aux spécialités génériques doivent être considérées comme des actes accomplis à titre expérimental au sens de l'article L. 613-5 du code de la propriété intellectuelle, est dépourvu d'effets financiers directs sur l'équilibre des comptes de l'assurance maladie et n'est pas inséparable du reste de l'article contesté ; qu'il échappe en conséquence à l'objet des lois de financement de la sécurité sociale ; qu'il y a lieu, par suite, de le déclarer contraire à la Constitution ;

Sur le paragraphe IX de l'article 33 :

Considérant qu'aux termes du IX de l'article 33 : « Sous réserve des décisions de justice passées en force de chose jugée, les actes pris en application de l'arrêté du 28 avril 1999 pris en application des articles L. 162-22-1 et L. 162-22-2 du

code de la sécurité sociale et fixant l'objectif des dépenses d'assurance maladie des établissements relevant de l'article L. 710-16-2 du code de la santé publique pour l'année 1999 sont validés en tant que leur légalité serait contestée pour un motif tiré de l'illégalité de cet arrêté » ; que l'arrêté du 28 avril 1999 avait notamment pour objet, à défaut de conclusion d'un accord dans les conditions prévues par le premier alinéa de l'article L. 162-22-2 du code de la sécurité sociale, de diminuer les tarifs pratiqués par les établissements de santé privés pour l'année 1999 ;

Considérant que les sénateurs requérants contestent cette validation en faisant valoir qu'« un éventuel intérêt financier, qui n'a d'ailleurs pas été précisé, ni par l'exposé des motifs, ni par le Gouvernement au cours de la discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale, ne constitue pas un motif d'intérêt général suffisant pour faire obstacle aux possibles effets d'une décision de justice à venir » ;

Considérant que si le législateur peut, dans un but d'intérêt général suffisant, valider un acte dont le juge administratif est saisi, afin de prévenir les difficultés qui pourraient naître de son annulation, c'est à la condition de définir strictement la portée de cette validation, eu égard à ses effets sur le contrôle de la juridiction saisie ; qu'une telle validation ne saurait avoir pour effet, sous peine de méconnaître le principe de la séparation des pouvoirs et le droit à un recours juridictionnel effectif, qui découlent de l'article 16 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, d'interdire tout contrôle juridictionnel de l'acte validé quelle que soit l'illégalité invoquée par les requérants ;

Considérant que le Conseil d'Etat, saisi de l'arrêté du 28 avril 1999, ne s'était pas encore prononcé sur sa légalité lorsque la loi déférée a été définitivement adoptée ; qu'en prévoyant la validation des actes pris en application de cet arrêté « en tant que leur légalité serait contestée pour un motif tiré de l'illégalité de cet arrêté », sans indiquer le motif précis d'illégalité dont il entendait purger l'acte contesté, le législateur a méconnu l'article 16 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ; qu'il y a lieu, par suite, de déclarer contraire à la Constitution le paragraphe IX de l'article 33 de la loi déférée ;

Considérant qu'il n'y a lieu, pour le Conseil constitutionnel, de soulever d'office aucune question de conformité à la Constitution,

Décide :

Article 1er. – Sont déclarés contraires à la Constitution l'article 15, le quatrième alinéa de l'article 31, ainsi que le paragraphe IX de l'article 33 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2000.

[29 décembre 1999]

Article 2. – La présente décision sera publiée au Journal officiel de la République française.

Délibéré par le Conseil constitutionnel dans sa séance du 21 décembre 1999, présidée par M. Yves Guéna et où siégeaient : MM. Georges Abadie, Michel Ameller, Jean-Claude Colliard, Alain Lancelot, Mme Noëlle Lenoir, M. Pierre Mazeaud et Mme Simone Veil.

[29 décembre 1999]

29 décembre 1999. – Loi n° 99-1141 modifiant les conditions d'acquisition de la nationalité française par les militaires étrangers servant dans l'armée française. (*J.O.* du 30 décembre 1999.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Assemblée nationale. – *Proposition de loi* (n° 1815). – *Rapport de M. Thierry Mariani, au nom de la commission des lois* (n° 1961). – *Discussion et adoption le 30 novembre 1999* (T.A. n° 399).

Sénat. – *Proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale* (n° 104, 1999-2000). – *Rapport de M. Alex Türk, au nom de la commission des lois* (n° 132, 1999-2000). – *Discussion et adoption le 16 décembre 1999* (T.A. n° 51).

Article 1er

Avant l'article 21-15 du code civil, il est inséré un article 21-14-1 ainsi rédigé :

« *Art. 21-14-1.* – La nationalité française est conférée par décret, sur proposition du ministre de la défense, à tout étranger engagé dans les armées françaises qui a été blessé en mission au cours ou à l'occasion d'un engagement opérationnel et qui en fait la demande.

« En cas de décès de l'intéressé, dans les conditions prévues au premier alinéa, la même procédure est ouverte à ses enfants mineurs qui, au jour du décès, remplissaient la condition de résidence prévue à l'article 22-1. »

Article 2

L'article 21-15 du code civil est ainsi rédigé :

« *Art. 21-15.* – Hors le cas prévu à l'article 21-14-1, l'acquisition de la nationalité française par décision de l'autorité publique résulte d'une naturalisation accordée par décret à la demande de l'étranger. »

Article 3

I. – Dans le dernier alinéa de l'article 22-1 du code civil, les mots : « de naturalisation » sont supprimés.

II. – Sont insérés, dans l'article 27 du code civil, après les mots : « une demande », les mots : « d'acquisition, ».

III. – Il est inséré, dans les articles 27-1 et 27-2 du code civil, après les mots : « Les décrets portant », le mot : « acquisition, ».

IV. – Sont insérés, dans la dernière phrase du dernier alinéa de l'article 28-1 du code civil, après les mots : « retrait du décret », les mots : « d'acquisition, ».

V. – Sont insérés, dans l'article 30-1 du code civil, après les mots : « par déclaration, », les mots : « décret d'acquisition ou de ».

30 décembre 1999. – Loi de finances pour 2000, n° 99-1172. (*J.O.* du 31 décembre 1999.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Assemblée nationale. – *Projet de loi* (n° 1805). – *Rapport de M. Didier Migaud, rapporteur général, au nom de la commission des finances* (n° 1861). – *Avis des commissions des affaires culturelles* (n° 1862), *des affaires étrangères* (n° 1863), *de la défense* (n° 1864), *des lois* (n° 1865) *et de la production* (n° 1866). – *Discussion (1re partie) du 19 au 22 octobre 1999 et adoption le 26 octobre 1999. – Discussion (2e partie) les 2, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 15, 16, 17, 18, 19 et 22 novembre 1999 et adoption le 23 novembre 1999* (T.A. n° 370).

Sénat. – *Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale* (n° 88, 1999-2000). – *Rapport de M. Philippe Marini, rapporteur général, au nom de la commission des finances* (n° 89, 1999-2000). – *Avis des commissions des affaires culturelles* (n° 90, 1999-2000), *des affaires économiques* (n° 91, 1999-2000), *des affaires étrangères* (n° 92, 1999-2000), *des affaires sociales* (n° 93, 1999-2000) *et des lois* (n° 94, 1999-2000). *Discussion (1re partie) les 25, 26, 29, 30 novembre et 1er décembre 1999 et adoption le 1er décembre 1999. – Discussion (2e partie) les 2, 3, 4, 6 à 14 décembre 1999 et adoption le 14 décembre 1999* (T.A. n° 47).

Assemblée nationale. – *Projet de loi adopté par le Sénat* (n° 2020). – *Rapport de M. Didier Migaud, rapporteur général, au nom de la* **commission mixte paritaire** (n° 2021).

Sénat. – *Rapport de M. Philippe Marini, rapporteur général, au nom de la* **commission mixte paritaire** (n° 134, 1999-2000).

Assemblée nationale. – *Projet de loi adopté par le Sénat* (n° 2020). – *Rapport de M. Didier Migaud, rapporteur général, au nom de la commission des finances* (n° 2029). – *Discussion et adoption le 16 décembre 1999.* (T.A. n° 418).

Sénat. – *Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture* (n° 145, 1999-2000). – *Rapport de M. Philippe Marini, rapporteur général, au nom de la commission des finances* (n°146, 1999-2000). – *Discussion et rejet le 20 décembre 1999* (T.A. n° 54).

Assemblée nationale. – *Projet de loi rejeté par le Sénat en nouvelle lecture* (n° 2038). – *Rapport de M. Didier Migaud, rapporteur général, au nom de la*

commission des finances (n° 2039). – *Discussion et adoption, en lecture définitive, le 21 décembre 1999* (T.A. n° 419).

Conseil constitutionnel. – *Décision n° 99-424 DC du 29 décembre 1999 (J.O. du 30 décembre 1999).*

PREMIÈRE PARTIE

CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

TITRE Ier

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

I. – *IMPÔTS ET REVENUS AUTORISÉS*

A. – Dispositions antérieures

Article 1er

I. – La perception des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat, aux collectivités territoriales, aux éta-

blissements publics et organismes divers habilités à les percevoir continue d'être effectuée pendant l'année 2000 conformément aux lois et règlements et aux dispositions de la présente loi de finances.

II. – Sous réserve de dispositions contraires, la loi de finances s'applique :

1° A l'impôt sur le revenu dû au titre de 1999 et des années suivantes ;

2° A l'impôt dû par les sociétés sur leurs résultats des exercices clos à compter du 31 décembre 1999 ;

3° A compter du 1er janvier 2000 pour les autres dispositions fiscales.

B. – **Mesures fiscales**

Article 2

I. – Les dispositions du I de l'article 197 du code général des impôts sont ainsi modifiées :

1° Le 1 est ainsi rédigé :

« 1. L'impôt est calculé en appliquant à la fraction de chaque part de revenu qui excède 26 230 F le taux de :

« – 10,5 % pour la fraction supérieure à 26 230 F et inférieure ou égale à 51 600 F ;

« – 24 % pour la fraction supérieure à 51 600 F et inférieure ou égale à 90 820 F ;

« – 33 % pour la fraction supérieure à 90 820 F et inférieure ou égale à 147 050 F ;

« – 43 % pour la fraction supérieure à 147 050 F et inférieure ou égale à 239 270 F ;

« – 48 % pour la fraction supérieure à 239 270 F et inférieure ou égale à 295 070 F ;

« – 54 % pour la fraction supérieure à 295 070 F ; »

2° Au 2, les sommes : « 11 000 F » et « 20 270 F » sont remplacées respectivement par les sommes : « 11 060 F » et « 20 370 F » et les sommes : « 6 100 F » et « 5 380 F » sont remplacées respectivement par les sommes : « 6 130 F » et « 5 410 F » ;

3° Au 4, la somme : « 3 330 F » est remplacée par la somme : « 3 350 F ».

II. – Le montant de l'abattement prévu au deuxième alinéa de l'article 196 B du code général des impôts est fixé à 20 480 F.

Article 3

I. – Il est inséré, dans le code général des impôts, un article 80 *duodecies* ainsi rédigé :

« *Art. 80* duodecies. – 1. Sous réserve de l'exonération prévue au 22° de l'article 81, constitue une rémunération imposable toute indemnité versée à l'occasion de la rupture du contrat de travail, à l'exception des indemnités de licenciement ou de départ volontaire versées dans le cadre d'un plan social au sens des articles L. 321-4 et L. 321-4-1 du code du travail, des indemnités mention-

nées à l'article L. 122-14-4 du même code ainsi que de la fraction des indemnités de licenciement ou de mise à la retraite qui n'excède pas le montant prévu par la convention collective de branche, par l'accord professionnel et interprofessionnel ou, à défaut, par la loi.

« La fraction des indemnités de licenciement exonérée en application du premier alinéa ne peut être inférieure ni à 50 % de leur montant ni à deux fois le montant de la rémunération annuelle brute perçue par le salarié au cours de l'année civile précédant la rupture de son contrat de travail, dans la limite de la moitié de la première tranche du tarif de l'impôt de solidarité sur la fortune fixé à l'article 885 U.

« 2. Constitue également une rémunération imposable toute indemnité versée, à l'occasion de la cessation de leurs fonctions, aux mandataires sociaux, dirigeants et personnes visés à l'article 80 *ter*. Toutefois, en cas de cessation forcée des fonctions, notamment de révocation, seule la fraction des indemnités qui excède les montants définis au deuxième alinéa du 1 est imposable. »

II. – A la dernière phrase du deuxième alinéa de l'article L. 122-14-13 du code du travail, les mots : « fiscal et » sont supprimés.

Article 4

I. – L'article 200 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le 1 est abrogé ;

2° Le 2 devient le 1 et est ainsi rédigé :

« 1. Ouvrent droit à une réduction d'impôt sur le revenu égale à 50 % de leur montant les sommes prises dans la limite de 6 % du revenu imposable qui correspondent à des dons et versements effectués par les contribuables domiciliés en France au sens de l'article 4 B, au profit :

« *a.* De fondations ou associations reconnues d'utilité publique ;

« *b.* D'œuvres ou d'organismes d'intérêt général ayant un caractère philanthropique, éducatif, scientifique, social, humanitaire, sportif, familial, culturel, ou concourant à la mise en valeur du patrimoine artistique, à la défense de l'environnement naturel ou à la diffusion de la culture, de la langue et des connaissances scientifiques françaises ;

« *c.* Des établissements d'enseignement supérieur ou d'enseignement artistique, publics ou privés, à but non lucratif, agréés par le ministre chargé du budget, ainsi que par le ministre chargé de l'enseignement supérieur, ou par le ministre chargé de la culture ;

« *d.* D'organismes visés au 4 de l'article 238 *bis* ;

« *e.* D'associations cultuelles et de bienfaisance qui sont autorisées à recevoir des dons et legs, ainsi que des établissements publics des cultes reconnus d'Alsace-Moselle. » ;

3° Le 2 *bis* devient le 3 et son dernier alinéa est supprimé ;

4° Le 3 devient le 2 et son premier alinéa est ainsi rédigé :

« Les fondations et associations reconnues d'utilité publique peuvent, lorsque leurs statuts ont été approuvés à ce titre par décret en Conseil d'Etat, recevoir des versements pour le compte d'œuvres ou d'organismes mentionnés au 1. » ;

5° Dans la dernière phrase du premier alinéa du 4, les mots : « des limites mentionnées aux 2 et 3 » sont remplacés par les mots : « de la limite mentionnée au 1 » ;

6° Au premier alinéa du 5, la référence : «, 2 *bis* » est supprimée ;

7° Au deuxième alinéa du 5, la référence : « 2 *bis* » est remplacée par la référence : « 3 » ;

8° Le 6 et le 7 sont abrogés.

II. – Au I de l'article L. 84 A du livre des procédures fiscales, la référence : « 2 *bis* » est remplacée par la référence : « 3 ».

Article 5

I. – Il est inséré, dans le code général des impôts, un article 279-0 *bis* ainsi rédigé :

« *Art. 279-0* bis. – 1. Jusqu'au 31 décembre 2002, la taxe sur la valeur ajoutée est perçue au taux réduit sur les travaux d'amélioration, de transformation, d'aménagement et d'entretien portant sur des locaux à usage d'habitation, achevés depuis plus de deux ans, à l'exception de la part correspondant à la fourniture des équipements définis à l'article 200 *quater* ou à la fourniture d'équipements ménagers ou mobiliers.

« 2. Cette disposition n'est pas applicable :

« *a.* Aux travaux qui concourent à la production ou à la livraison d'immeubles au sens du 7° de l'article 257 ;

« *b.* Aux travaux visés au 7° *bis* de l'article 257 portant sur des logements sociaux à usage locatif ;

« *c.* Aux travaux de nettoyage ainsi qu'aux travaux d'aménagement et d'entretien des espaces verts.

« 3. Le taux réduit prévu au 1 est applicable aux travaux facturés au propriétaire ou le cas échéant au syndicat de copropriétaires, au locataire, à l'occupant des locaux ou à leur représentant à condition que le preneur atteste que ces travaux se rapportent à des locaux d'habitation achevés depuis plus de deux ans. Le prestataire est tenu de conserver cette attestation à l'appui de sa comptabilité. »

II. – Au 7° *bis* de l'article 257 du code général des impôts, les *a, b* et *c* sont ainsi rédigés :

« *a.* De travaux d'amélioration mentionnés à l'article R. 323-3 du code de la construction et de l'habitation qui bénéficient de la subvention prévue aux articles R. 323-1 à R. 323-12 dudit code, et qui sont réalisés à compter du 1er janvier 1998 ;

« *b.* De travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement, notamment lorsqu'ils bénéficient d'un prêt mentionné à l'article R. 331-1 du code de la construction et de l'habitation, et qui sont réalisés à compter du 1er janvier 1998 ;

« *c.* De travaux d'entretien, autres que l'entretien des espaces verts et les travaux de nettoyage, pour les-

quels le fait générateur est intervenu à compter du 15 septembre 1999 et qui sont réalisés avant le 31 décembre 2002. »

III. – Le *d* du 1 de l'article 269 du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Toutefois, par dérogation au premier alinéa, le fait générateur de la taxe intervient au dernier jour de chaque trimestre civil pour les livraisons à soi-même de travaux d'entretien mentionnés au *c* du 7° *bis* de l'article 257 effectués au cours de ce trimestre. »

IV. – L'article 279 *ter* du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Ces dispositions ne s'appliquent plus aux travaux pour lesquels la facture est émise à compter du 15 septembre 1999. »

V. – Les dispositions du I s'appliquent aux opérations pour lesquelles une facture a été émise à compter du 15 septembre 1999.

VI. – 1. Dans le premier alinéa du 1 du I de l'article 199 *sexies* D du code général des impôts, l'année : « 2001 » est remplacée par les mots : « 1999, pour lesquelles une facture, autre qu'une facture d'acompte, a été émise avant le 15 septembre 1999, ».

2. L'article 200 *ter* du code général des impôts est ainsi modifié :

a) Après le quatrième alinéa du I, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Pour les dépenses payées à compter du 15 septembre 1999, le pourcentage mentionné au quatrième alinéa est ramené à 5 %. Toutefois, le taux de 20 % reste applicable aux dépenses correspondant à des factures, autres que des factures d'acompte, émises jusqu'au 14 septembre 1999 et payées entre cette date et le 31 décembre 1999. » ;

b) Il est inséré un III ainsi rédigé :

« III. – Les équipements qui ont bénéficié du crédit d'impôt prévu à l'article 200 *quater* sont exclus du bénéfice des dispositions des I et II. »

3. Il est inséré, dans le code général des impôts, un article 200 *quater* ainsi rédigé :

« *Art. 200* quater. – 1. Les dépenses payées entre le 15 septembre 1999 et le 31 décembre 2002 pour l'acquisition de gros équipements fournis dans le cadre de travaux d'installation ou de remplacement du système de chauffage, des ascenseurs ou de l'installation sanitaire ouvrent droit à un crédit d'impôt sur le revenu lorsque ces travaux sont afférents à la résidence principale du contribuable située en France et sont éligibles au taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée en application de l'article 279-0 *bis*.

« Un arrêté du ministre chargé du budget fixe la liste des équipements ouvrant droit au crédit d'impôt.

« 2. Pour une même résidence, le montant des dépenses ouvrant droit au crédit d'impôt ne peut excéder au cours de la période définie au premier alinéa du 1 la somme de 20 000 F pour une personne célibataire, veuve ou divorcée et de 40 000 F pour un couple marié soumis à

imposition commune. Cette somme est majorée de 2 000 F par personne à charge au sens des articles 196 à 196 B. Cette majoration est fixée à 2 500 F pour le second enfant et à 3 000 F par enfant à partir du troisième.

« Le crédit d'impôt est égal à 15 % du montant des équipements figurant sur la facture de l'entreprise ayant réalisé les travaux.

« Il est accordé sur présentation des factures, autres que les factures d'acompte, des entreprises ayant réalisé les travaux et comportant, outre les mentions prévues à l'article 289, l'adresse de réalisation des travaux, leur nature ainsi que la désignation et le montant des équipements.

« Le crédit d'impôt est imputé sur l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année au cours de laquelle les dépenses ont été payées, après imputation des réductions d'impôt mentionnées aux articles 199 *quater* B à 200, de l'avoir fiscal, des crédits d'impôt et des prélèvements ou retenues non libératoires. S'il excède l'impôt dû, l'excédent est restitué.

« 3. Lorsque le bénéficiaire du crédit d'impôt est remboursé dans un délai de cinq ans de tout ou partie du montant des dépenses qui ont ouvert droit à cet avantage, il fait l'objet, au titre de l'année de remboursement, d'une reprise égale à 15 % de la somme remboursée, dans la limite du crédit d'impôt obtenu.

« Toutefois, la reprise d'impôt n'est pas pratiquée lorsque le remboursement fait suite à un sinistre survenu après que les dépenses ont été payées. »

[30 décembre 1999]

VII. – 1. Au *h* du II de l'article 1733 du code général des impôts, les mots : « au crédit d'impôt prévu à l'article 200 *ter* » sont remplacés par les mots : « aux crédits d'impôt prévus aux articles 200 *ter* et 200 *quater* ».

2. A l'article 1740 *quater* du code général des impôts, les mots : « et 200 *ter* » sont remplacés par les mots : «, 200 *ter* et 200 *quater* ».

Article 6

Il est inséré, après le troisième alinéa du 3 de l'article 287 du code général des impôts, un alinéa ainsi rédigé :

« S'il estime que la taxe due à raison des opérations réalisées au cours d'un trimestre, après imputation de la taxe sur la valeur ajoutée relative aux biens constituant des immobilisations, est inférieure d'au moins 10 % au montant de l'acompte correspondant, calculé selon les modalités prévues au deuxième alinéa, le redevable peut diminuer à due concurrence le montant de cet acompte, en remettant au comptable chargé du recouvrement, au plus tard à la date d'exigibilité de l'acompte, une déclaration datée et signée. Si ces opérations ont été réalisées au cours d'une période inférieure à trois mois, la modulation n'est admise que si la taxe réellement due est inférieure d'au moins 10 % à l'acompte réduit au prorata du temps. »

Article 7

L'article 279 du code général des impôts est complété par un *i* ainsi rédigé :

« *i.* Jusqu'au 31 décembre 2002, les prestations de services fournies par des entreprises agréées en application du II de l'article L. 129-1 du code du travail. »

Article 8

Le *d bis* du 1° du 5 de l'article 261 du code général des impôts est ainsi rédigé :

« *d bis*. Toutes les cessions effectuées par les sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural au titre de l'article L. 141-1 du code rural, dont la destination répond aux dispositions dudit article et qui sont assorties d'un engagement de l'acquéreur pris pour lui et ses ayants cause de conserver cette destination pendant un délai de dix ans à compter du transfert de propriété.

« Les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent qu'aux cessions de biens acquis postérieurement à la date de publication de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social ; ».

Article 9

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

A. – 1° L'article 1594 D est ainsi rédigé :

« *Art. 1594 D.* – Sauf dispositions particulières, le taux de la taxe de publicité foncière ou du droit d'enregistrement prévu à l'article 683 est fixé à 3,60 %.

« Il peut être modifié par les conseils généraux sans que ces modifications puissent avoir pour effet de le réduire à moins de 1 % ou de le relever au-delà de 3,60 %. » ;

2° Au deuxième alinéa de l'article 1594 E, les mots : « et au troisième alinéa du I de l'article 1594 DA, les taux en vigueur sont reconduits » sont remplacés par les mots : «, le taux en vigueur est reconduit » ;

3° L'article 683 *bis* est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, le taux : « 2,60 % » est remplacé par le taux : « 2 % » ;

b) Le deuxième alinéa est supprimé ;

4° Au I *bis* de l'article 809 et au III de l'article 810, le taux : « 2,60 % » est remplacé par le taux : « 2 % » ;

5° Au deuxième alinéa de l'article 1043 A, les mots : « aux taux prévus par les articles 1594 D, 1594 DA ou 1594 F *quater* » sont remplacés par les mots : « au taux prévu à l'article 1594 D » ;

6° Les articles 1594 DA et 1594 F *quater* sont abrogés.

B. – 1° Dans le tarif figurant à l'article 719, le taux : « 6 % » est remplacé par le taux : « 3,80 % » et le taux : « 9 % » est remplacé par le taux : « 2,40 % » ;

2° Au premier alinéa de l'article 722 *bis,* le taux : « 6 % » est remplacé par le taux : « 3,80 % » ;

3° Au I *bis* de l'article 809, les mots : « aux taux de 2 % ou 8,60 % prévus par le » sont remplacés par les mots : « au tarif prévu par le premier alinéa du » ;

4° Le III de l'article 810 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, le mot : « taux » est remplacé par le mot : « tarif » et les mots : « à 8,60 % » sont remplacés par les mots : «, selon le tarif prévu à l'article 719, » ;

b) Au quatrième alinéa, les mots : « de 2 % ou de 8,60 % » sont remplacés par les mots : « prévu au premier alinéa ».

II. – Les dispositions du A du I s'appliquent à compter du 15 septembre 1999.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les dispositions de l'article 1594 DA du code général des impôts demeurent applicables jusqu'au 31 mai 2000 en tant qu'elles concernent des immeubles situés dans les départements dans lesquels le taux prévu au I du même article et exigible au 1er juin 1999 est inférieur à 3,60 %.

Les dispositions du B du I s'appliquent aux actes passés et aux conventions conclues à compter du 15 septembre 1999.

Article 10

Dans la seconde phrase du II de l'article 36 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998), les mots : « 25 novembre 1998 et le 31 décembre

1999 » sont remplacés par les mots : « 1er janvier 2000 et le 30 juin 2001 ».

Article 11

I. – Il est inséré, dans le code général des impôts, un article 789 A ainsi rédigé :

« *Art. 789 A.* – Sont exonérées de droits de mutation par décès, à concurrence de la moitié de leur valeur, les parts ou les actions d'une société ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale si les conditions suivantes sont réunies :

« *a.* Les parts ou les actions mentionnées ci-dessus doivent faire l'objet d'un engagement collectif de conservation d'une durée minimale de huit ans en cours au jour du décès, qui a été pris par le défunt, pour lui et ses ayants cause à titre gratuit, avec d'autres associés ;

« *b.* L'engagement collectif de conservation doit porter sur au moins 25 % des droits financiers et des droits de vote attachés aux titres émis par la société s'ils sont admis à la négociation sur un marché réglementé ou, à défaut, sur au moins 34 %, y compris les parts ou actions transmises.

« Ces pourcentages doivent être respectés tout au long de la durée de l'engagement collectif de conservation.

« L'engagement collectif de conservation est opposable à l'administration à compter de la date de l'enregistrement de l'acte qui le constate.

« Pour le calcul des pourcentages prévus au premier alinéa, il est tenu compte des titres détenus par une société possédant directement une participation dans la société dont les parts ou actions font l'objet de l'engagement collectif de conservation visé au *a* et auquel elle a souscrit.

« La valeur des titres de cette société qui sont transmis par décès bénéficie de l'exonération partielle à proportion de la valeur réelle de son actif brut qui correspond à la participation ayant fait l'objet de l'engagement collectif de conservation ;

« *c*. Chacun des héritiers, donataires ou légataires prend l'engagement dans la déclaration de succession, pour lui et ses ayants cause à titre gratuit, de conserver les parts ou les actions transmises pendant une durée de huit ans à compter de la date d'expiration du délai visé au *a*.

« En cas de démembrement de propriété, l'engagement de conservation est signé conjointement par l'usufruitier et le nu-propriétaire. En cas de réunion de l'usufruit à la nue-propriété, le terme de l'engagement de conservation des titres dont la pleine propriété est reconstituée demeure identique à celui souscrit conjointement ;

« *d*. L'un des associés mentionnés au *a* ou l'un des héritiers, donataires ou légataires mentionnés au *c* exerce effectivement dans la société dont les parts ou actions font l'objet de l'engagement collectif de conservation, pendant les cinq années qui suivent la date de la transmission par décès, son activité professionnelle principale si celle-ci est une société de personnes visée aux articles 8 et 8 *ter,* ou l'une des fonctions énumérées au 1° de l'ar-

ticle 885 O *bis* lorsque celle-ci est soumise à l'impôt sur les sociétés, de plein droit ou sur option ;

« *e*. La déclaration de succession doit être appuyée d'une attestation de la société dont les parts ou actions font l'objet de l'engagement collectif de conservation certifiant que les conditions prévues aux *a* et *b* ont été remplies jusqu'au jour du décès.

« A compter du décès et jusqu'à l'expiration de l'engagement collectif de conservation visé au *a*, la société doit en outre adresser, dans les trois mois qui suivent le 31 décembre de chaque année, une attestation certifiant que les conditions prévues aux *a* et *b* sont remplies au 31 décembre de chaque année.

« Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités d'application du présent article, notamment les obligations déclaratives incombant aux redevables et aux sociétés. »

II. – Il est inséré, dans le code général des impôts, un article 789 B ainsi rédigé :

« *Art. 789 B*. – Sont exonérés de droits de mutation par décès, à concurrence de la moitié de leur valeur, l'ensemble des biens meubles et immeubles, corporels ou incorporels affectés à l'exploitation d'une entreprise individuelle ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale si les conditions suivantes sont réunies :

« *a*. L'entreprise individuelle mentionnée ci-dessus a été détenue depuis plus de trois ans par le défunt lorsqu'elle a été acquise à titre onéreux ;

« *b*. Chacun des héritiers, donataires ou légataires prend l'engagement dans la déclaration de succession, pour lui et ses ayants cause à titre gratuit, de conserver l'ensemble des biens affectés à l'exploitation de l'entreprise pendant une durée de huit ans à compter de la date du décès.

« En cas de démembrement de propriété, l'engagement de conservation est signé conjointement par l'usufruitier et le nu-propriétaire. En cas de réunion de l'usufruit à la nue-propriété, le terme de l'engagement de conservation de l'ensemble des biens dont la pleine propriété est reconstituée demeure identique à celui souscrit conjointement ;

« *c*. L'un des héritiers, donataires ou légataires mentionnés au *b* poursuit effectivement pendant les cinq années qui suivent la date de la transmission par décès l'exploitation de l'entreprise individuelle. »

III. – Il est inséré, dans le code général des impôts, un article 1840 G *nonies* ainsi rédigé :

« *Art. 1840 G* nonies. – En cas de manquement aux engagements pris par un héritier, donataire ou légataire dans les conditions prévues aux *c* de l'article 789 A et *b* de l'article 789 B, celui-ci ou, le cas échéant, ses ayants cause à titre gratuit sont tenus d'acquitter le complément de droits de mutation par décès, majoré de l'intérêt de retard prévu à l'article 1727 et, en outre, un droit supplémentaire égal à la moitié de la réduction consentie. »

IV. – Au premier alinéa de l'article 885 H du code général des impôts, après les mots : « droits de mutation

par décès par », sont insérés les mots : « les articles 789 A et 789 B, ».

Article 12

A. – Les articles 234 *bis,* 234 *septies* et 234 *decies* du code général des impôts sont abrogés pour les revenus perçus à compter du 1er janvier 2001.

B. – Le 1° du II de l'article 234 *bis* du code général des impôts est ainsi rédigé :

« 1° Les revenus d'un local, fonds de commerce, clientèle, droit de pêche ou droit de chasse dont le montant perçu en 1999, au titre des mêmes biens ou droits, n'excède pas 36 000 F ; ».

C. – Le deuxième alinéa du I de l'article 234 *nonies* du code général des impôts est complété par les mots : « dont le montant annuel est supérieur à 12 000 F ».

D. – L'article 234 *decies* du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Aucune demande de dégrèvement ne peut être présentée après le 31 décembre 1999. »

E. – Il est inséré, dans le code général des impôts, un article 234 *decies* A ainsi rédigé :

« *Art. 234* decies *A.* – I. – Les contribuables qui ont été soumis, pour les mêmes biens, à la contribution au titre des revenus mentionnés à l'article 234 *ter* et, le cas échéant, à celle prévue à l'article 234 *nonies,* et aux droits d'enregistrement prévus aux articles 736 à 741 *bis*

pour la période courant du 1er janvier au 30 septembre 1998, doivent inscrire, sur la déclaration prévue à l'article 170 afférente à l'année 1999, la base de ces droits d'enregistrement correspondant à la période précédemment définie, à l'exclusion de la base des droits pour lesquels la demande de dégrèvement prévue à l'article 234 *decies* a été formulée avant le 1er janvier 2000.

« II. – Les contribuables mentionnés au I bénéficient d'un crédit d'impôt d'un montant égal à 2,5 % de la base des droits d'enregistrement mentionnés aux articles 736 à 741, déclarée dans les conditions prévues au I. Ce crédit d'impôt s'impute sur l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année 1999 pour les personnes dont le total des recettes nettes définies au deuxième alinéa du I de l'article 234 *ter* n'excède pas 60 000 F pour l'année 1999 et sur l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année 2000 pour les autres personnes.

« Ce crédit s'impute sur l'impôt sur le revenu dû, après imputation des réductions d'impôt mentionnées aux articles 199 *quater* B à 200, de l'avoir fiscal, des crédits d'impôt ou retenues non libératoires. S'il excède l'impôt dû, l'excédent est restitué.

« III. – 1. Sur leur demande, les contribuables mentionnés au I bénéficient, en cas de cessation ou d'interruption, à compter du 1er janvier 1998, de la location d'un bien dont les revenus ont été soumis au droit d'enregistrement prévu à l'article 741 *bis*, d'un crédit d'impôt d'un montant égal à celui du droit d'enregistrement précité acquitté à raison de cette location au titre de la période courant du 1er janvier au 30 septembre 1998.

[30 décembre 1999]

« 2. La demande prévue au 1 doit être jointe à la déclaration mentionnée à l'article 170, afférente à l'année au cours de laquelle la cessation ou l'interruption de la location est intervenue.

« Ce crédit s'impute, dans les conditions prévues au deuxième alinéa du II, sur l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année au cours de laquelle la cessation ou l'interruption s'est produite. »

F. – Les articles 234 *ter,* 234 *quater,* 234 *quinquies,* 234 *sexies* et 234 *octies* du code général des impôts deviennent respectivement les articles 234 *undecies,* 234 *duodecies,* 234 *terdecies,* 234 *quaterdecies* et 234 *quindecies* de ce code.

G. – L'article 234 *nonies* du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Les premier et deuxième alinéas du I sont remplacés par un alinéa ainsi rédigé :

« Il est institué une contribution annuelle sur les revenus retirés de la location de locaux situés dans des immeubles achevés depuis quinze ans au moins au 1er janvier de l'année d'imposition, acquittée par les bailleurs. » ;

2° Aux II et III, le mot : « additionnelle » est supprimé ;

3° Au III, les 1°, 2° et 3° deviennent respectivement 6°, 7° et 8° et il est inséré les 1°, 2°, 3°, 4° et 5° ainsi rédigés :

« 1° Dont le montant annuel n'excède pas 12 000 F par local ;

« 2° Qui donne lieu au paiement de la taxe sur la valeur ajoutée ;

« 3° Consentie à l'Etat ou aux établissements publics nationaux scientifiques, d'enseignement, d'assistance ou de bienfaisance ;

« 4° Consentie en vertu des titres III et IV du code de la famille et de l'aide sociale et exclusivement relative au service de l'aide sociale ;

« 5° A vie ou à durée illimitée ; »

4° Le III est complété par un 9° ainsi rédigé :

« 9° Des immeubles faisant partie de villages de vacances ou de maisons familiales de vacances agréés. » ;

5° Les IV et V sont abrogés.

H. – L'article 234 *undecies* nouveau du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa du I, les mots : « et sous-locations » et les mots : « des bénéfices agricoles selon l'un des régimes définis aux articles 64 et 68 F » sont supprimés, les mots : « les régimes définis aux articles 50-0 et 50 » sont remplacés par les mots : « le régime défini à l'article 50-0 » et le mot : « *bis* » est remplacé par le mot : « *nonies* » ;

2° Au second alinéa du I, les mots : « et sous-locations » et les mots : «, à l'exclusion de cette contribution, » sont supprimés ;

3° Au II, les mots : « ou la sous-location » sont supprimés et le mot : « *bis* » est remplacé par le mot : « *nonies* » ;

4° Au deuxième alinéa du III, les mots : «, puis sur la contribution additionnelle prévue à l'article 234 *nonies* » sont supprimés.

I. – L'article 234 *duodecies* nouveau du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au I, les mots : « ou la sous-location » sont supprimés et les mots : « l'article 234 *bis* » et « l'article 234 *ter* » sont respectivement remplacés par les mots : « l'article 234 *nonies* » et « l'article 234 *undecies* » ;

2° Au deuxième alinéa du III, le mot : « *ter* » est remplacé par le mot : « *undecies* » et la deuxième phrase est supprimée.

J. – L'article 234 *terdecies* nouveau du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, les mots : « ou sous-location » et les mots : « ou de la déclaration mentionnée à l'article 65 A » sont supprimés et les mots : « l'article 234 *bis* » et « l'article 234 *quater* » sont respectivement remplacés par les mots : « l'article 234 *nonies* » et « l'article 234 *duodecies* » ;

2° Au deuxième alinéa, le mot : « *quater* » est remplacé par le mot : « *duodecies* ».

K. – L'article 234 *quaterdecies* nouveau du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, les mots : « ou sous-location » sont supprimés et les références : « 234 *quater* », « 234 *quinquies* », « 234 *bis* » et « 234 *ter* » sont respectivement remplacées par les références : « 234 *duodecies* », « 234 *terdecies* », « 234 *nonies* » et « 234 *undecies* » ;

2° Au troisième alinéa, le mot : « *ter* » est remplacé par le mot : « *undecies* » et la seconde phrase est supprimée ;

3° Au quatrième alinéa, le mot : « *quater* » est remplacé par le mot : « *duodecies* ».

L. – L'article 234 *quindecies* nouveau du code général des impôts est ainsi rédigé :

« *Art. 234* quindecies. – La contribution prévue à l'article 234 *nonies* est égale à 2,5 % de la base définie aux I et II de l'article 234 *undecies*. »

M. – I. – Au 1 de l'article 1664 du code général des impôts, les mots : « donne lieu » sont remplacés par les mots : « ainsi que la contribution mentionnée à l'article 234 *undecies* donnent lieu ».

II. – L'article 1681 F du code général des impôts est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots : « à l'article 234 *ter* et à la contribution additionnelle mentionnée à l'article 234 *nonies* » sont remplacés par les mots : « à l'article 234 *undecies* » ;

b) Au second alinéa, les mots : « ces contributions » sont remplacés par les mots : « cette contribution ».

N. – Au 1 *bis* de l'article 1657 du code général des impôts, les mots : « et des contributions mentionnées aux articles 234 *ter* et 234 *nonies* » sont remplacés par les mots : « et de la contribution mentionnée à l'article 234 *undecies* ».

O. – I. – L'article L. 80 du livre des procédures fiscales est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots : « la contribution annuelle représentative du droit de bail, la contribution additionnelle à la contribution annuelle représentative du droit de bail, » sont remplacés par les mots : « les contributions prévues aux articles 234 *bis* et 234 *nonies* du même code » ;

b) Au deuxième alinéa, les mots : « code précité » sont remplacés par les mots : « code général des impôts ».

II. – L'article L. 204 du livre des procédures fiscales est ainsi modifié :

a) Au 1°, les mots : « la contribution annuelle représentative du droit de bail, la contribution additionnelle à la contribution annuelle représentative du droit de bail, » sont remplacés par les mots : « les contributions prévues aux articles 234 *bis* et 234 *nonies* du même code » ;

b) Au 2°, les mots : « même code » sont remplacés par les mots : « code général des impôts ».

P. – I. – La contribution annuelle prévue à l'article 234 *nonies* du code général des impôts est à la charge du bailleur. Toutefois, lorsqu'elle est due au titre de locaux loués à usage commercial situés dans des immeubles comportant, à concurrence de la moitié au

moins de leur superficie totale, des locaux loués affectés à usage d'habitation ou à l'exercice d'une profession, elle est, sauf convention contraire, supportée à concurrence de la moitié par le locataire.

II. – Pour les contrats en cours, de quelque nature qu'ils soient, les stipulations relatives à la contribution additionnelle à la contribution annuelle représentative du droit de bail s'appliquent dans les mêmes conditions à la contribution prévue à l'article 234 *nonies* du code général des impôts.

Q. – I. – Les dispositions des B et C s'appliquent aux revenus perçus au cours de l'année 2000.

II. – Les dispositions des F à P s'appliquent aux revenus perçus à compter du 1er janvier 2001.

R. – Un décret fixe les modalités d'application du présent article.

Article 13

I. – L'article 32 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le 1 est ainsi modifié :

a) A la première phrase, la somme : « 30 000 F » et les mots : « d'un tiers » sont respectivement remplacés par la somme : « 60 000 F » et les mots : « de 40 % » ;

b) La seconde phrase est supprimée ;

2° Au *c* du deuxième alinéa du 2, les mots : « logements neufs » sont remplacés par le mot : « logements » ;

3° Le 3 est ainsi modifié :

a) A la troisième phrase, les mots : « Toutefois, elle » sont remplacés par les mots : « L'option » ;

b) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Toutefois, en cas de changement de locataire, le contribuable peut renoncer à son option à compter de l'imposition des revenus de l'année au cours de laquelle le départ du locataire est intervenu. Cette renonciation doit être notifiée à l'administration en même temps que la déclaration des revenus de cette même année. »

II. – Le contribuable qui a exercé l'option prévue à l'article 32 du code général des impôts lors du dépôt de sa déclaration des revenus des années 1997 ou 1998 peut y renoncer à compter de l'imposition de son revenu de l'année 1999 lorsque, pour cette année, le montant de son revenu brut foncier est compris entre 30 001 F et 60 000 F.

Ces dispositions s'appliquent dans les mêmes conditions pour l'imposition des revenus de l'année 2000 perçus par un contribuable qui a exercé l'option lors du dépôt de sa déclaration des revenus de l'année 1998, à condition que le montant de son revenu brut foncier de l'année 1999 n'ait pas excédé 30 000 F.

[30 décembre 1999]

Article 14

Dans le premier alinéa de l'article 199 *quindecies* du code général des impôts, les mots : « âgé de plus de soixante-dix ans » sont supprimés.

Article 15

I. – A l'article 206 du code général des impôts, il est inséré un 1 *bis* ainsi rédigé :

« 1 *bis*. Toutefois, ne sont pas passibles de l'impôt sur les sociétés prévu au 1 les associations régies par la loi du 1er juillet 1901, les associations régies par la loi locale maintenue en vigueur dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, les fondations reconnues d'utilité publique, les fondations d'entreprise et les congrégations, dont la gestion est désintéressée, lorsque leurs activités non lucratives restent significativement prépondérantes et le montant de leurs recettes d'exploitation encaissées au cours de l'année civile au titre de leurs activités lucratives n'excède pas 250 000 F.

« Les organismes mentionnés au premier alinéa deviennent passibles de l'impôt sur les sociétés prévu au 1 à compter du 1er janvier de l'année au cours de laquelle l'une des trois conditions prévues à l'alinéa précité n'est plus remplie.

« Les organismes mentionnés au premier alinéa sont assujettis à l'impôt sur les sociétés prévu au 1 en raison des résultats de leurs activités financières lucratives et de leurs participations. »

II. – Le *b* du 1° du 7 de l'article 261 du code général des impôts est complété par trois alinéas ainsi rédigés :

« Les organismes mentionnés au premier alinéa du 1 *bis* de l'article 206 et qui en remplissent les conditions, sont également exonérés pour leurs autres opérations lorsque les recettes encaissées afférentes à ces opérations n'ont pas excédé au cours de l'année civile précédente le montant de 250 000 F.

« Les opérations mentionnées au 7° et au 7° *bis* de l'article 257 et les opérations donnant lieu à la perception de revenus patrimoniaux soumis aux dispositions de l'article 219 *bis* ne bénéficient pas de l'exonération et ne sont pas prises en compte pour le calcul de la limite de 250 000 F.

« Lorsque la limite de 250 000 F est atteinte en cours d'année, l'organisme ne peut plus bénéficier de l'exonération prévue au deuxième alinéa à compter du premier jour du mois suivant celui au cours duquel cette limite a été dépassée. »

III. – A. – L'article 1447 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est précédé d'un I ;

2° Il est ajouté un II ainsi rédigé :

« II. – Toutefois, la taxe n'est pas due par les organismes mentionnés au premier alinéa du 1 *bis* de l'article 206 qui remplissent les trois conditions fixées par ce même alinéa. »

[30 décembre 1999]

B. – L'article 1478 du code général des impôts est complété par un VI ainsi rédigé :

« VI. – Les organismes mentionnés au II de l'article 1447 deviennent imposables dans les conditions prévues au II, à compter de l'année au cours de laquelle l'une des trois conditions prévues au premier alinéa du 1 *bis* de l'article 206 n'est plus remplie. Lorsque l'organisme se livrait à une activité lucrative l'année précédant celle au cours de laquelle il devient imposable, la réduction de base prévue au troisième alinéa du II n'est pas applicable.

« Sous réserve des dispositions du deuxième alinéa du I, l'organisme reste redevable de la taxe au titre de l'année au cours de laquelle il remplit les conditions prévues au premier alinéa du 1 *bis* de l'article 206, lorsqu'il ne les remplissait pas l'année précédente. »

C. – A l'article 1467 A du code général des impôts, les mots : « et IV *bis* de l'article 1478 » sont remplacés par les mots : « IV *bis* et VI de l'article 1478 ».

D. – Au premier alinéa du *a* du 2° du II de l'article 1635 *sexies* du code général des impôts, les mots : « à l'article 1447 » sont remplacés par les mots : « au I de l'article 1447 ».

IV. – Le 1 de l'article 1668 du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les organismes mentionnés au premier alinéa du 1 *bis* de l'article 206 et dont le chiffre d'affaires du dernier exercice clos est inférieur à 350 000 F sont dispensés du versement des acomptes. »

[30 décembre 1999]

V. – Les dispositions du I s'appliquent aux exercices clos à compter du 1er janvier 2000.

Les dispositions du III s'appliquent pour les impositions établies au titre de l'an 2000 et des années suivantes.

Article 16

A la fin de la première phrase de l'article 1679 A du code général des impôts, la somme : « 28 000 F » est remplacée par la somme : « 33 000 F ».

Article 17

I. – L'article 238 *bis* du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au 1 :

a) Les mots : « bénéfice imposable » sont remplacés par le mot : « résultat » ;

b) Les mots : « ou au bénéfice de la "Fondation du patrimoine", même si le nom de l'entreprise versante est associé aux opérations réalisées par cet organisme » sont supprimés ;

c) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Les dispositions du premier alinéa s'appliquent même si le nom de l'entreprise versante est associé aux opérations réalisées par ces organismes. » ;

2° Au 3 :

a) Les mots : « bénéfices imposables » sont remplacés par le mot : « résultats » ;

b) Le deuxième alinéa est supprimé.

II. – Dans l'article 238 *bis* A du code général des impôts, les mots : « bénéfice imposable » sont remplacés par le mot : « résultat ».

Article 18

I. – Au premier alinéa du 1 de l'article 92 B *decies* du code général des impôts et au II de l'article 160 du même code, les mots : « réalisée du 1er janvier 1998 au 31 décembre 1999 » sont supprimés.

II. – A. – Il est inséré, dans le code général des impôts, un article 810 *bis* ainsi rédigé :

« *Art. 810* bis. – Les apports réalisés lors de la constitution de sociétés sont exonérés des droits fixes de 1 500 F prévus au I *bis* de l'article 809 et à l'article 810. »

B. – Au dernier alinéa du III de l'article 810 du code général des impôts, les mots : « ou ont supporté le droit fixe prévu au troisième alinéa » sont remplacés par les mots : « ou qui ont supporté le droit fixe prévu au troisième alinéa ou en ont été exonérés en application de l'article 810 *bis* ».

Article 19

L'article 223 *septies* du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au deuxième alinéa, les mots : « inférieur à 1 000 000 F » sont remplacés par les mots : « compris entre 500 000 F et 1 000 000 F » ;

2° Aux deuxième à neuvième alinéas, après les mots : « chiffre d'affaires », sont insérés les mots : « majoré des produits financiers ».

Article 20

Dans la première phrase du deuxième alinéa du I de l'article 216 du code général des impôts, le taux : « 2,5 % » est remplacé par le taux : « 5 % ».

Article 21

I. – Le II de l'article 158 *bis* du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le taux : « 45 % » est remplacé par le taux : « 40 % » ;

2° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Le crédit d'impôt calculé dans les conditions prévues à l'alinéa précédent est majoré d'un montant égal à 20 % du précompte versé par la société distributrice. Pour le calcul de cette majoration, il n'est pas tenu compte du précompte dû à raison d'un prélèvement sur la réserve des plus-values à long terme. »

II. – La deuxième phrase du premier alinéa du 1 de l'article 223 *sexies* du code général des impôts est supprimée.

III. – Les dispositions du 1° du I s'appliquent aux crédits d'impôt imputés ou restitués à compter du 1er janvier 2000.

Les dispositions du 2° du I et du II s'appliquent aux distributions mises en paiement à compter du 1er janvier 2000.

Article 22

I. – Au deuxième alinéa du 6 de l'article 39 *duodecies*, au III de l'article 54 *septies* et à l'article 210 B du code général des impôts, les mots : « cinq ans » sont remplacés par les mots : « trois ans ».

II. – A. – Le premier alinéa du 1 de l'article 210 B du code général des impôts est supprimé.

B. – 1. Au 1 de l'article 210 B du code général des impôts, les mots : « Toutefois l'agrément est supprimé en ce qui concerne l'apport partiel d'actif d'une branche complète d'activité ou d'éléments assimilés » sont remplacés par les mots : « Les dispositions de l'article 210 A s'appliquent à l'apport partiel d'actif d'une branche complète d'activité ou d'éléments assimilés ».

2. Au 1 de l'article 210 B du code général des impôts, les mots : « Il en est de même en cas de scission » sont remplacés par les mots : « Les dispositions de l'article 210 A s'appliquent à la scission ».

C. – L'article 210 B du code général des impôts est complété par un 3 ainsi rédigé :

« 3. Lorsque les conditions mentionnées au 1 ne sont pas remplies, les dispositions de l'article 210 A s'appliquent aux apports partiels d'actif et aux scissions sur agrément délivré dans les conditions prévues à l'article 1649 *nonies*.

« L'agrément est délivré lorsque, compte tenu des éléments faisant l'objet de l'apport :

« *a.* L'opération est justifiée par un motif économique, se traduisant notamment par l'exercice par la société bénéficiaire de l'apport d'une activité autonome ou l'amélioration des structures, ainsi que par une association entre les parties ;

« *b.* L'opération n'a pas comme objectif principal ou comme un de ses objectifs principaux la fraude ou l'évasion fiscales ;

« *c.* Les modalités de l'opération permettent d'assurer l'imposition future des plus-values mises en sursis d'imposition. »

III. – Il est inséré, dans le code général des impôts, un article 210 B *bis* ainsi rédigé :

« *Art. 210 B* bis. – 1. Les titres représentatifs d'un apport partiel d'actif ou d'une scission grevés de l'engagement de conservation de trois ans mentionné à l'article 210 B peuvent être apportés, sans remise en cause du régime prévu à l'article 210 A, sous réserve du respect des conditions suivantes :

« *a.* Les titres sont apportés dans le cadre d'une fusion, d'une scission ou d'un apport partiel d'actif placé sous le régime de l'article 210 A ;

« *b.* La société bénéficiaire de l'apport conserve les titres reçus jusqu'à l'expiration du délai de conservation prévu à l'article 210 B.

« L'engagement de conservation est souscrit dans l'acte d'apport par les sociétés apporteuse et bénéficiaire de l'apport.

« En cas d'apports successifs au cours du délai de conservation prévu à l'article 210 B, toutes les sociétés apporteuses et bénéficiaires des apports doivent souscrire cet engagement dans le même acte pour chaque opération d'apport.

« 2. Le non-respect de l'une des dispositions prévues au 1 entraîne la déchéance rétroactive du régime de l'article 210 A appliqué à l'opération initiale d'apport partiel d'actif ou de scission rémunérée par les titres grevés de l'engagement de conservation. »

IV. – A. – Les dispositions du I s'appliquent aux opérations d'apports partiels d'actif et de scissions réalisées à compter du 15 septembre 1999 et à celles déjà réalisées à cette date pour lesquelles les engagements de conservation sont en cours au 15 septembre 1999.

B. – Les dispositions du III s'appliquent aux opérations de fusions, de scissions et d'apports partiels d'actif réalisées à compter du 15 septembre 1999.

C. – Les dispositions du II s'appliquent aux décisions d'agrément délivrées à compter du 1er janvier 2000.

Article 23

L'article 220 *octies* du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa du 1 est complété par les mots : « en 1998 » ;

2° A la fin du deuxième alinéa du 1, les mots : « constatée pendant l'année par rapport à l'année précédente de l'effectif salarié » sont remplacés par les mots : « de l'effectif salarié déterminée dans les conditions prévues au 3 » ;

3° Le dernier alinéa du 1 est supprimé ;

4° Dans le premier alinéa du 2 :

a) Les mots : « calculé au titre d'une année » sont supprimés ;

b) Les mots : « au cours de cette même année » sont remplacés par les mots : « en 1998 » ;

5° Les deuxième et avant-dernier alinéas du 2 sont supprimés ;

6° Dans le 3, les mots : « mentionné au 1 afférent à 1998 » sont supprimés.

Article 24

Le I *ter* de l'article 1647 B *sexies* du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Les quatre premiers alinéas constituent un 1 et le dernier alinéa constitue un 3 ;

2° Il est inséré un 2 ainsi rédigé :

« 2. Pour l'application des trois premiers alinéas du 1, lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale perçoit, pour la première fois, à compter de l'année 2000, la taxe professionnelle au lieu et place des communes conformément à l'article 1609 *nonies* C, le taux à retenir pour le calcul de la cotisation éligible au plafonnement est le plus faible des deux taux suivants :

« *a.* Le taux retenu pour le calcul des cotisations éligibles au plafonnement l'année précédant la première année où l'établissement public de coopération intercommunale perçoit la taxe professionnelle conformément à l'article 1609 *nonies* C pour la commune et, le cas échéant, le ou les établissements publics de coopération intercommunale auxquels il s'est substitué pour la perception de cet impôt.

« Lorsque l'établissement public de coopération intercommunale fait application du processus de réduction des écarts de taux, ce taux est, chaque année jusqu'à l'achèvement du processus de réduction des écarts de taux, augmenté de la correction positive des écarts de taux ; à compter de la dernière année du processus de réduction des écarts de taux, ce taux est majoré de la correction des écarts de taux applicable cette dernière année dans la commune du seul fait de la réduction des écarts de taux.

« Lorsqu'il n'est pas fait application du processus pluriannuel de réduction des écarts de taux, le taux retenu, pour le calcul des cotisations éligibles au plafon-

nement l'année précédant la première année où l'établissement public de coopération intercommunale perçoit la taxe professionnelle conformément à cet article, est majoré de l'écart positif de taux constaté entre le taux voté par l'établissement public de coopération intercommunale la première année d'application des dispositions dudit article et le taux voté par la commune l'année précédente majoré, le cas échéant, du taux du ou des établissements publics de coopération intercommunale auxquels elle appartenait ;

« *b.* Le taux effectivement appliqué dans la commune.

« Ces modalités sont applicables dans les mêmes conditions lorsqu'il est fait application dans les établissements publics de coopération intercommunale visés au premier alinéa des dispositions prévues aux I et V de l'article 1638 *quater.* » ;

3° Le mot : « groupement » est remplacé par les mots : « établissement public de coopération intercommunale » ;

4° Dans le quatrième alinéa, les mots : « fiscalité propre » sont remplacés deux fois par les mots : « fiscalité additionnelle ».

Article 25

I. – A la fin de la première phrase de l'article 1414 *bis* du code général des impôts, la somme : « 1 500 F » est remplacée par la somme : « 1 200 F ».

II. – Les dispositions du I sont applicables pour les impositions établies au titre de 2000 et des années suivantes.

Article 26

L'avant-dernier alinéa du II du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998) est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Au titre de 2000, la compensation est actualisée en tenant compte du taux d'évolution de la dotation globale de fonctionnement visé au premier alinéa de l'article L. 1613-1 du code général des collectivités territoriales. »

Article 27

L'article 1648 A du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après le troisième alinéa du II, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Le conseil général ou, le cas échéant, la commission interdépartementale peut également prélever au profit des communes dans lesquelles le montant du prélèvement qu'elles versent au fonds augmente, en raison de la disparition des bases correspondant à la fraction de l'assiette de la taxe professionnelle assise sur les salaires en application des dispositions du A de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998), les sommes destinées à compenser en totalité ou en partie la perte de recettes enregistrée par la commune.

Le montant de l'attribution versée à ces communes est arrêté par convention entre le conseil général concerné et la commune. » ;

2° Après le premier alinéa du 1° du IV *bis*, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Le conseil général ou, le cas échéant, la commission interdépartementale peut également prélever au profit des établissements publics de coopération intercommunale soumis, de plein droit ou après option, aux dispositions de l'article 1609 *nonies* C, dans lesquels le montant du prélèvement au profit du fonds augmente, en raison de la disparition des bases correspondant à la fraction de l'assiette de la taxe professionnelle assise sur les salaires en application des dispositions du A de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998), les sommes destinées à compenser en totalité ou en partie la perte de recettes enregistrée par l'établissement public de coopération intercommunale. Le montant de l'attribution versée à ces établissements publics de coopération intercommunale est arrêté par convention entre le conseil général concerné et l'établissement public de coopération intercommunale. »

Article 28

Le Gouvernement présentera, avant le 30 avril 2000, un rapport proposant et analysant diverses modalités de réforme de la taxe d'habitation susceptibles d'aboutir, à compter de l'imposition perçue au titre de 2000, à un allégement significatif de la charge supportée par les contribuables.

[30 décembre 1999]

Article 29

L'article 885 I du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Dans le premier alinéa, les mots : « et les droits de la propriété littéraire et artistique » sont supprimés ;

2° Il est ajouté un dernier alinéa ainsi rédigé :

« Les droits de la propriété littéraire et artistique ne sont pas compris dans la base d'imposition à l'impôt de solidarité sur la fortune de leur auteur. Cette exonération s'applique également aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et des producteurs de vidéogrammes. »

Article 30

A. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Les articles 302 *bis* L et 302 *bis* M sont abrogés ;

2° L'article 302 *bis* X est abrogé ;

3° Les articles 562 et 562 *bis* sont abrogés ;

4° L'article 1582 *bis* et le II de l'article 1699 sont abrogés.

B. – A l'article L. 178 du livre des procédures fiscales, les mots : « et la taxe annuelle sur les jeux de boules et de quilles comportant des dispositifs électromécaniques prévue à l'article 1582 *bis* du même code » sont supprimés.

[30 décembre 1999]

C. – Le premier alinéa de l'article 24 de la loi n° 67-1175 du 28 décembre 1967 portant réforme du régime relatif aux droits de port et de navigation est ainsi rédigé :

« Les dispositions de la présente loi relatives au droit annuel sur les navires, au droit de port et aux redevances d'équipement sont applicables dans les ports fluviaux ouverts au trafic par bâtiments de mer. Les dispositions de la présente loi relatives au droit de port et aux redevances d'équipement sont également applicables dans les ports du Rhin et de la Moselle. »

D. – Le code des douanes est ainsi modifié :

1° A l'article 226, les mots : «, dans les ports du Rhin et de la Moselle, » sont remplacés par le mot : « et » ;

2° A l'article 240, les mots : «, ainsi que dans les ports du Rhin et de la Moselle » sont supprimés.

E. – 1. L'article 235 *ter* du code général des impôts et l'article L. 169 B du livre des procédures fiscales sont abrogés pour les bénéfices réalisés au titre des exercices clos à compter du 31 décembre 1999.

2. Au premier alinéa de l'article L. 80 du livre des procédures fiscales, les mots : « le prélèvement spécial sur les bénéfices réalisés à l'occasion de la création de la force de dissuasion, » sont supprimés.

3. Au 1° de l'article L. 204 du livre des procédures fiscales, les mots : « ou le prélèvement spécial sur les bénéfices réalisés à l'occasion de la création de la force de dissuasion » sont supprimés.

Article 31

I. – Les articles 947, 949 *bis* et 950, le deuxième alinéa de l'article 952, les articles 960 et 961, les I à III de l'article 963 et les articles 966, 968 A, 968 C et 1018 B du code général des impôts sont abrogés.

II. – L'article 7 de la loi n° 53-1327 du 31 décembre 1953 relative au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des travaux publics, des transports et du tourisme pour l'exercice 1954 est abrogé.

III. – L'article 949 du code général des impôts est abrogé à compter du 1er janvier 2000.

Article 32

I. – L'article 834 *bis* du code général des impôts est ainsi rétabli :

« *Art. 834* bis. – Les opérations d'augmentation ou de réduction de capital rendues nécessaires par la conversion en euros du capital des sociétés sont exonérées de droits d'enregistrement et de timbre. »

II. – Les dispositions du I sont applicables aux augmentations et réductions de capital réalisées à compter du 1er janvier 1999.

Article 33

L'article 1089 B du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les requêtes engagées contre une décision de refus de visa sont dispensées du droit de timbre. »

Article 34

I. – A l'article 1762 A du code général des impôts, il est inséré un III *bis* ainsi rédigé :

« III *bis*. – La majoration de 3 % prévue aux I et II n'est pas applicable aux mensualités de taxe d'habitation et de taxes foncières lorsque la défaillance du contribuable intervient avant la date limite de paiement des impositions concernées. »

II. – L'article 1681 *quater* du code général des impôts est abrogé.

Article 35

I. – Le III de l'article 1414 du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les dispositions du premier alinéa sont maintenues au titre de l'année suivant celle au cours de laquelle le redevable cesse d'être bénéficiaire du revenu minimum d'insertion. »

II. – Les dispositions du I sont applicables pour les impositions établies au titre de l'année 2000 et des années suivantes.

[30 décembre 1999]

Article 36

Dans le premier alinéa du V de l'article 1417 du code général des impôts, après les mots : « montant net », sont insérés les mots : « après application éventuelle des règles de quotient définies à l'article 163-0 A ».

Article 37

L'article 50 de la loi de finances pour 1963 (n° 63-156 du 23 février 1963) (2e partie. – Moyens des services et dispositions spéciales) et l'article 23 de la loi n° 48-1516 du 26 septembre 1948 fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général pour l'exercice 1948 et relative à diverses dispositions d'ordre financier sont abrogés.

Article 38

I. – L'article 45 de la loi de finances pour 1987 (n° 86-1317 du 30 décembre 1986) est ainsi modifié :

1° Les B et C du I sont abrogés ;

2° Au 1° du VII, les mots : « au double du montant » sont remplacés par les mots : « au montant » ;

3° Il est ajouté un VIII ainsi rédigé :

« VIII. – Les titulaires d'autorisations délivrées en application des articles L. 33-1 ou L. 34-1 du code des postes et télécommunications relatives à des réseaux ou services de télécommunications à caractère expérimental

autorisés pour une durée inférieure à trois ans sont exonérés des taxes prévues aux A et F du I et au VII du présent article. »

II. – L'exonération prévue au 3° du I du présent article est applicable à compter du 1er janvier 1998. Les sommes qui ont été acquittées au titre des taxes dues en 1998 et 1999 par les titulaires des autorisations délivrées en application des articles L. 33-1 ou L. 34-1 du code des postes et télécommunications, relatives à des réseaux ou services de télécommunications à caractère expérimental autorisés pour une durée inférieure à trois ans, leur sont reversées.

Article 39

I. – A compter du 1er janvier 2000, le tableau B du 1 de l'article 265 du code des douanes est ainsi modifié :

1° Dans la désignation des produits correspondant à l'indice d'identification n° 11, les mots : « 0,013 g/litre » sont remplacés par les mots : « 0,005 g/litre, autre que le supercarburant correspondant à l'indice d'identification n° 11 *bis* » ;

2° Dans la désignation des produits correspondant à l'indice d'identification n° 11 *bis,* les mots : « excédant 0,013 g/litre » sont remplacés par les mots : « n'excédant pas 0,005 g/litre, contenant un additif spécifique améliorant les caractéristiques anti-récession de soupape (ARS), à base de potassium, ou tout autre additif reconnu de qualité équivalente dans un autre Etat membre de la Communauté européenne ou dans un autre Etat membre de l'Espace économique européen » ;

3° La ligne correspondant à l'indice d'identification n° 12 est supprimée ;

4° Dans la désignation de la quotité correspondant aux indices d'identification n° 6, n° 13 *bis* et n° 15, les mots : « Taxe intérieure applicable à l'essence normale visée à l'indice 12 » sont remplacés par les mots : « Taxe intérieure applicable au supercarburant visé à l'indice 11 » ;

5° Dans la désignation des produits correspondant à l'indice d'identification n° 6, après le mot : « carburants » sont ajoutés les mots : « ou combustibles » ;

6° Les lignes correspondant aux indices d'identification n° 8 et n° 14 sont supprimées ;

7° Dans la désignation des produits correspondant à l'indice d'identification n° 20, les mots : « n° 1 » sont supprimés ;

8° La ligne correspondant à l'indice d'identification n° 24 est supprimée ;

9° Les mentions du tableau afférentes aux indices 30 *bis* à 35 sont ainsi rédigées :

Numéros du tarif des douanes	Désignation des produits	Indice d'identification	Unité de perception	Quotité (En francs.)
2711-12	– Propane liquéfié (à l'exclusion du propane d'une pureté égale ou supérieure à 99 %) :			
	- destiné à être utilisé comme carburant, y compris le mélange spécial de butane et de propane dans lequel le propane représente plus de 50 % en poids :			
	• sous condition d'emploi	30 *bis*	100 kg net	25,86
	• autre	30 *ter*	100 kg net	65,71
	- destiné à d'autres usages	31		Exemption
2711-13	– Butanes liquéfiés :			
	- destinés à être utilisés comme carburant, y compris le mélange spécial de butane et de propane dans lequel le butane représente au moins 50 % en poids :			
	• sous condition d'emploi	31 *bis*	100 kg net	Taxe intérieure applicable aux produits visés à l'indice 30 *bis*
	• autres	31 *ter*	100 kg net	Taxe intérieure applicable aux produits visés à l'indice 30 *ter*
	- destinés à d'autres usages	32		Exemption
2711-14	– Ethylène, propylène, butylène et butadiène	33		Exemption
2711-19	– Autres gaz liquéfiés :			
	- destinés à être utilisés comme carburant :			
	• sous condition d'emploi	33 *bis*	100 kg net	Taxe intérieure applicable aux produits visés à l'indice 30 *bis*
	• autres	34	100 kg net	Taxe intérieure applicable aux produits visés à l'indice 30 *ter*
	- non dénommés	35		Exemption

10° Le *b* du 2 est abrogé.

II. – A compter du 11 janvier 2000, le tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers prévue au tableau B du 1 de l'article 265 du code des douanes est ainsi modifié :

Désignation des produits	Indice d'identification	Unité de perception	Quotité (En francs.)
Goudron de houille	1	100 kg net	8,03
Essence d'aviation	10	Hectolitre	212,25
Supercarburant sans plomb	11	Hectolitre	384,62
Supercarburant sans plomb contenant un additif spécifique améliorant les caractéristiques anti-récession de soupape	11 *bis*	Hectolitre	417,68
Carburéacteur sous condition d'emploi	13 et 17	Hectolitre	14,76
Fioul domestique	20	Hectolitre	51,73
Gazole	22	Hectolitre	255,18
Fioul lourd à haute teneur en soufre	28	100 kg net	15,23
Fioul lourd à basse teneur en soufre	28 *bis*	100 kg net	11,01
Propane liquéfié destiné à être utilisé comme carburant, y compris le mélange spécial de butane et de propane dans lequel le propane représente plus de 50 % en poids, sous condition d'emploi	30 *bis*	100 kg net	25,86
Propane liquéfié destiné à être utilisé comme carburant, y compris le mélange spécial de butane et de propane dans lequel le propane représente plus de 50 % en poids, autre	30 *ter*	100 kg net	65,71
Gaz naturel comprimé destiné à être utilisé comme carburant	36	100 m^3	55
Emulsion d'eau dans du gazole sous condition d'emploi	52	Hectolitre	40,85
Emulsion d'eau dans du gazole autre, destinée à être utilisée comme carburant	53	Hectolitre	196,95

III. – Du 1er octobre 1999 au 31 décembre 1999, les supercarburants classés à l'indice d'identification n° 11 du tableau B du 1 de l'article 265 du code des douanes qui contiennent un additif spécifique améliorant les caractéristiques anti-récession de soupape supportent la taxe intérieure de consommation au taux du supercarbu-

rant classé à l'indice d'identification n° 11 *bis* de ce tableau. La différence de taxe est acquittée, avant le 15 février 2000, auprès du bureau de douane qui a enregistré la déclaration initiale de mise à la consommation de ces produits.

IV. – Au second alinéa de l'article 266 *bis* du code des douanes, les mots : « 100 F » sont remplacés par les mots : « 500 F ».

V. – A compter du 11 janvier 2000, le taux de la taxe prévue à l'article 266 *quinquies* du même code est fixé à 7,41 F par 1000 kilowattheures.

VI. – A. – Au cinquième alinéa de l'article 265 *septies* du code des douanes, les mots : « l'Union européenne » sont remplacés par les mots : « la Communauté européenne » et à l'avant-dernier alinéa du même article, après le mot : « sollicité » sont ajoutés les mots : « et au plus tard dans les trois ans qui suivent à compter de cette date ».

B. – A l'article 284 *bis* A du même code, les mots : « et comportant une faculté d'achat » sont supprimés.

VII. – L'article 265 *sexies* du code des douanes est ainsi modifié :

1° Les troisième et quatrième alinéas sont supprimés ;

2° Au dernier alinéa, les mots : « la taxe intérieure sur les produits pétroliers » sont supprimés.

[30 décembre 1999]

VIII. – A l'article 265 *quinquies* du code des douanes, la ligne correspondant à l'indice d'identification n° 12 est supprimée.

IX. – Le titre de la première colonne des tableaux B et C du 1 de l'article 265 du code des douanes et des tableaux des articles 265 *quinquies* et 266 *quater* du même code est ainsi rédigé : « Numéros du tarif des douanes ».

Article 40

Dans le dernier alinéa de l'article 1010 A du code général des impôts, les mots : « du quart » sont remplacés par les mots : « de la moitié ».

Article 41

Le cinquième alinéa de l'article 265 *sexies* du code des douanes est complété par une phrase ainsi rédigée :

« A compter du 1er janvier 2000, ces taxes sont remboursées dans la même limite aux exploitants de bennes de ramassage de déchets ménagers d'un poids total roulant autorisé égal ou supérieur à 12 tonnes. »

Article 42

I. – Le I de l'article 150 V *bis* du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au deuxième alinéa, le taux : « 7 % » est remplacé par le taux : « 4,5 % » ;

2° Le troisième alinéa est supprimé.

II. – Les dispositions du I s'appliquent aux cessions réalisées à compter du 1er janvier 2000.

Article 43

I. – L'article 17 de la loi de finances rectificative pour 1975 (n° 75-1242 du 27 décembre 1975) et l'article 121 de la loi de finances pour 1985 (n° 84-1208 du 29 décembre 1984) sont abrogés.

II. – Les installations nucléaires de base soumises à autorisation et contrôle en application de l'article 8 de la loi n° 61-842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs sont assujetties, à compter du 1er janvier 2000, à une taxe annuelle.

Cette taxe est due par l'exploitant à compter de l'autorisation de création de l'installation et jusqu'à la décision de radiation de la liste des installations nucléaires de base.

III. – Le montant de la taxe par installation est égal au produit d'une imposition forfaitaire par un coefficient multiplicateur. L'imposition forfaitaire est fixée dans le tableau ci-dessous. Les coefficients multiplicateurs sont fixés par décret en Conseil d'Etat en fonction du type et de l'importance des installations dans les limites fixées pour chaque catégorie dans le tableau ci-dessous. Pour la catégorie des réacteurs nucléaires de production d'énergie, la taxe est due pour chaque tranche de l'installation.

Catégorie	Imposition forfaitaire	Coefficient multiplicateur
Réacteurs nucléaires de production d'énergie (par tranche)	4 000 000 F	1 à 4
Autres réacteurs nucléaires	1 700 000 F	1 à 3
Installations de séparation des isotopes des combustibles nucléaires Usines de fabrication de combustibles nucléaires	4 000 000 F	1 à 3
Usines de traitement de combustibles nucléaires usés	12 000 000 F	1 à 3
Installations de traitements d'effluents liquides radioactifs et/ou de traitement de déchets solides radioactifs Usines de conversion en hexafluore d'uranium Autres usines de préparation et de transformation des substances radioactives	1 800 000 F	1 à 4
Installations destinées au stockage définitif de substances radioactives	14 000 000 F	1 à 3
Installations destinées à l'entreposage temporaire de substances radioactives Accélérateurs de particules et installations destinées à l'irradiation Laboratoires et autres installations nucléaires de base destinées à l'utilisation de substances radioactives	160 000 F	1 à 4

IV. – Le recouvrement et le contentieux de la taxe sont suivis par les comptables du Trésor selon les modalités fixées aux articles 80 à 95 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, dans leur rédaction en vigueur à la date de promulgation de la présente loi.

Le défaut de paiement de la taxe donne lieu à perception d'une majoration de 10 % des sommes restant dues à l'expiration de la période d'exigibilité.

Le décret mentionné au III ci-dessus fixe également les conditions d'application du présent paragraphe.

[30 décembre 1999]

Article 44

Dans le 2 de l'article 39 du code général des impôts, les mots : « et l'assiette » sont remplacés par les mots : «, l'assiette et le recouvrement ».

Article 45

Le *b* de l'article 74 du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Toutefois, les stocks de spiritueux peuvent être évalués, sur option, au prix de revient ou au cours du jour à la clôture de l'exercice si ce cours est inférieur au prix de revient. Lorsqu'ils sont évalués au prix de revient, ils peuvent donner lieu à la constitution de provisions. »

Article 46

Le premier alinéa du 4° de l'article 795 du code général des impôts est complété par les mots : «, à la défense de l'environnement naturel ou à la protection des animaux ».

Article 47

I. – Dans le deuxième alinéa (*a*) de l'article 1010 du code général des impôts, la somme : « 6 800 F » est remplacée par la somme : « 7 400 F ».

II. – Dans le troisième alinéa (*b*) du même article, la somme : « 14 800 F » est remplacée par la somme : « 16 000 F ».

[30 décembre 1999]

III. – Les dispositions des I et II s'appliquent à compter de la période d'imposition s'ouvrant le 1er octobre 1999.

Article 48

I. – Les tarifs du droit de timbre de dimension prévu à l'article 905 du code général des impôts sont portés respectivement de 38 F à 40 F, de 76 F à 80 F et de 152 F à 160 F.

II. – Le tarif du minimum de perception prévu à l'article 907 du même code est porté de 38 F à 40 F.

C. – Mesures diverses

Article 49

I. – La loi n° 48-1530 du 29 septembre 1948 réglementant l'intervention des fonctionnaires des ponts et chaussées dans les affaires intéressant les collectivités locales et divers organismes et la loi n° 55-985 du 26 juillet 1955 réglementant l'intervention des fonctionnaires du génie rural dans les affaires intéressant les collectivités locales et divers organismes sont abrogées à compter du 1er janvier 2000.

II. – Les recettes inscrites sur les sous-comptes 466-221 « Rémunérations accessoires de certains agents de l'équipement » et 466-225 « Rémunérations accessoires de certains agents du génie rural » à la date du 31 décembre 1999 et celles qui seront perçues ultérieure-

ment au titre des interventions autorisées par le préfet jusqu'à cette même date sur le fondement des lois visées au I sont affectées au budget général à compter du 1er janvier 2000.

Article 50

La contribution des organismes habilités à recueillir la participation des employeurs à l'effort de construction, instituée par l'article 56 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998), est établie pour 2000, dans les conditions prévues au I de cet article, selon les modalités suivantes :

– la fraction mentionnée au I dudit article est fixée à 32,5 % ;

– les associés collecteurs de l'Union d'économie sociale du logement, mentionnée à l'article L. 313-17 du code de la construction et de l'habitation, sont libérés des versements leur incombant pour 2000 au titre du présent article dès que le versement de cette union à l'Etat, tel qu'il résulte de l'engagement de substitution prévu par l'article 9 de la loi n° 96-1237 du 30 décembre 1996 relative à l'Union d'économie sociale du logement, atteint 5 000 millions de francs. Lorsque l'application de ce plafond conduit à une contribution des associés collecteurs de l'Union d'économie sociale du logement telle que la fraction visée à l'alinéa précédent est inférieure à 32,5 %, la même fraction est alors appliquée pour le calcul de la contribution des organismes non associés de cette union. Sa valeur est établie et publiée au *Journal officiel* au plus tard le 31 juillet 2000.

II. – *RESSOURCES AFFECTÉES*

Article 51

Sous réserve des dispositions de la présente loi, les affectations résultant de budgets annexes et comptes spéciaux ouverts à la date du dépôt de la présente loi sont confirmées pour l'année 2000.

Article 52

A compter du 1er janvier 2000, la taxe prévue aux articles 266 *sexies* à 266 *duodecies* du code des douanes cesse de constituer une ressource de l'Etat, pour être affectée, conformément à l'article 5 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2000 (n° 99-1140 du 29 décembre 1999), au Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale créé par ce même article.

Article 53

I. – La première phrase du II de l'article 1609 *vicies* du code général des impôts est remplacée par deux phrases ainsi rédigées :

« Les taux de la taxe sont révisés chaque année au mois de décembre, par arrêté du ministre chargé du budget publié au *Journal officiel,* en fonction de l'évolution prévisionnelle en moyenne annuelle pour l'année sui-

vante des prix à la consommation de tous les ménages hors les prix du tabac. Les évolutions prévisionnelles prises en compte sont celles qui figurent au rapport économique, social et financier annexé au dernier projet de loi de finances. »

II. – A compter du 1er janvier 2000, les taux de la taxe sur les huiles instituée au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles par l'article 1609 *vicies* du code général des impôts sont fixés comme suit :

	Franc par kilogramme	Franc par litre
Huile d'olive	0,981	0,883
Huiles d'arachide et de maïs	0,883	0,804
Huiles de colza et de pépins de raisin	0,453	0,412
Autres huiles végétales fluides et huiles d'animaux marins dont le commerce et l'utilisation ne sont pas soumis aux règles internationales ou nationales relatives aux espèces protégées	0,771	0,672
Huiles de coprah et de palmiste	0,588	–
Huile de palme	0,539	–
Huiles d'animaux marins dont le commerce et l'utilisation sont soumis aux règles internationales ou nationales relatives aux espèces protégées	0,981	–

Article 54

Par dérogation à l'article L. 651-2-1 du code de la sécurité sociale, les dispositions du premier alinéa du II de l'article 2 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 (n° 98-1194 du 23 décembre 1998) sont reconduites en 2000.

[30 décembre 1999]

Article 55

Le produit du droit de consommation sur les tabacs manufacturés prévu à l'article 575 du code général des impôts et liquidé par le fournisseur à compter du mois de novembre 1999 est affecté selon les modalités suivantes après prélèvement prévu par l'article 49 de la loi de finances pour 1997 (n° 96-1181 du 30 décembre 1996) :

– une fraction égale à 85,50 % est affectée au Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale créé par l'article 5 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2000 (n° 99-1140 du 29 décembre 1999) ;

– une fraction égale à 7,58 % est affectée à la Caisse nationale d'assurance maladie ;

– une fraction égale à 0,43 % est affectée au Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante, créé par l'article 41 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 (n° 98-1194 du 23 décembre 1998).

Article 56

I. – Dans le deuxième alinéa de l'article 575 A du code général des impôts, les sommes : « 515 F » et « 435 F » sont respectivement remplacées par les sommes : « 530 F » et « 470 F ».

II. – Dans l'avant-dernier alinéa du même article, la somme : « 240 F » est remplacée par la somme : « 250 F ».

III. – Les dispositions du présent article s'appliquent à compter du 3 janvier 2000.

Article 57

I. – L'article L. 531-2 du code forestier ainsi que l'article 1609 *sexdecies* du code général des impôts sont abrogés. Les articles L. 314-1 à L. 314-14 du code forestier sont abrogés à compter du 1er janvier 2001.

II. – Le quatrième alinéa de l'article 1609 *undecies* du code général des impôts est ainsi rédigé :

« Le produit de ces deux redevances est affecté au Centre national du livre. »

III. – L'article L. 4414-7 du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :

« *Art. L. 4414-7.* – A compter du 1er janvier 2000, une fraction de la taxe annuelle sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et les locaux de stockage, régie par l'article 231 *ter* du code général des impôts, est affectée à la région d'Ile-de-France. Cette fraction est fixée à 50 % dans la limite de 720 000 000 F en 2000, 840 000 000 F en 2001, 960 000 000 F en 2002, 1 080 000 000 F en 2003 et 1 200 000 000 F en 2004 et les années suivantes. »

Article 58

I. – L'intitulé du compte d'affectation spéciale n° 902-00 « Fonds national de développement des adduc-

tions d'eau », créé par le décret n° 54-982 du 1er octobre 1954, devient « Fonds national de l'eau ».

Ce compte comporte deux sections :

La première section, dénommée « Fonds national de développement des adductions d'eau », retrace les opérations relatives au financement des adductions d'eau conformément aux dispositions des articles L. 2335-9 et suivants du code général des collectivités territoriales. Le ministre chargé de l'agriculture est l'ordonnateur principal de cette section.

La deuxième section, dénommée « Fonds national de solidarité pour l'eau », concerne les opérations relatives aux actions de solidarité pour l'eau. Le ministre chargé de l'environnement est l'ordonnateur principal de cette section. Il est assisté par un comité consultatif dont la composition est fixée par décret.

La deuxième section retrace :

En recettes :

– le produit du prélèvement de solidarité pour l'eau versé à l'Etat par les agences de l'eau dont le montant est déterminé chaque année en loi de finances ;

– les recettes diverses ou accidentelles.

En dépenses :

– les investissements relatifs à la restauration des rivières et des zones d'expansion des crues, à la réduction des pollutions diffuses, à l'assainissement outre-mer, à l'équipement pour l'acquisition de données ;

– les subventions d'investissement relatives à la restauration des rivières et des zones d'expansion des crues, à la réduction des pollutions diffuses, à l'assainissement outre-mer, à la restauration de milieux dégradés, aux économies d'eau dans l'habitat collectif social, à la protection et à la restauration des zones humides ;

– les dépenses d'études relatives aux données sur l'eau, les frais de fonctionnement des instances de concertation relatives à la politique de l'eau, les actions de coopération internationale ;

– les subventions de fonctionnement au Conseil supérieur de la pêche ainsi qu'aux établissements publics, associations et organismes techniques compétents pour leurs interventions au titre de la politique de l'eau ;

– les interventions relatives aux actions d'intérêt commun aux bassins et aux données sur l'eau ;

– les restitutions de sommes indûment perçues ;

– les dépenses diverses ou accidentelles.

II. – Il est institué à partir du 1er janvier 2000 un prélèvement de solidarité pour l'eau versé à l'Etat par les agences de l'eau, dont le montant est déterminé chaque année en loi de finances.

Le prélèvement est versé au comptable du Trésor du lieu du siège de chaque agence de l'eau, sous la forme d'un versement unique intervenant avant le 15 février de chaque année.

Ce prélèvement est recouvré selon les modalités s'appliquant aux créances de l'Etat étrangères à l'impôt,

au domaine, aux amendes et autres condamnations pécuniaires.

Le montant du prélèvement de solidarité pour l'eau est inscrit comme dépense obligatoire dans le budget primitif des agences de l'eau.

Pour 2000, le montant de ce prélèvement est fixé comme suit :

Agence de l'eau Adour-Garonne	46,0 millions de francs
Agence de l'eau Artois-Picardie	38,3 millions de francs
Agence de l'eau Loire-Bretagne	79,7 millions de francs
Agence de l'eau Rhin-Meuse	42,3 millions de francs
Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse	115,2 millions de francs
Agence de l'eau Seine-Normandie	178,5 millions de francs

III. – A l'article L. 2335-9 du code général des collectivités territoriales, les mots : « compte d'affectation spéciale ouvert dans les écritures du Trésor sous le titre de » sont supprimés.

Article 59

I. – Il est inséré, dans le code général des impôts, un article 302 *bis* ZE ainsi rédigé :

« *Art. 302* bis *ZE.* – Il est institué une contribution sur la cession à un service de télévision des droits de diffusion de manifestations ou de compétitions sportives.

« Cette contribution est due par toute personne mentionnée aux articles 7, 11, 16 ou 18 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives, ainsi que par toute

personne agissant directement ou indirectement pour son compte.

« La contribution est assise sur les sommes hors taxe sur la valeur ajoutée perçues au titre de la cession des droits de diffusion.

« Son exigibilité est constituée par l'encaissement de ces sommes.

« Le taux de la contribution est fixé à 5 % du montant des encaissements.

« La contribution est constatée, recouvrée et contrôlée selon les mêmes procédures et sous les mêmes sanctions, garanties et privilèges que la taxe sur la valeur ajoutée.

« Les réclamations sont présentées, instruites et jugées selon les règles applicables à cette même taxe. »

II. – Le produit de cette contribution est affecté au compte d'affectation spéciale n° 902-17 « Fonds national pour le développement du sport ».

III. – Les dispositions des I et II sont applicables à compter du 1er juillet 2000.

Article 60

Le II de l'article 51 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998) est ainsi rédigé :

« II. – A compter du 1er janvier 2000, les quotités du produit de la taxe d'aviation civile affectées respectivement au budget annexe de l'aviation civile et au compte

d'affectation spéciale intitulé "Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien" sont de 77,7 % et de 22,3 %. »

Article 61

Au deuxième alinéa de l'article 302 *bis* ZB du code général des impôts, les mots : « 4 centimes » sont remplacés par les mots : « 4,5 centimes ».

Article 62

Pour l'année 2000, le montant du solde de la dotation d'aménagement, tel que défini au quatrième alinéa de l'article L. 2334-13 du code général des collectivités territoriales, est majoré d'un montant de 200 millions de francs.

Le montant des ressources attribuées respectivement à la dotation de solidarité urbaine et à la dotation de solidarité rurale, y compris l'abondement prévu à l'alinéa précédent est, en 2000, au moins égal au montant des ressources attribuées respectivement à la dotation de solidarité urbaine et à la dotation de solidarité rurale en 1999.

La majoration prévue au premier alinéa du présent article n'est pas prise en compte dans le montant de la dotation globale de fonctionnement pour l'application du I et du II de l'article 57 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998).

Article 63

Le 2° *bis* du II de l'article 1648 B du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est remplacé par deux alinéas ainsi rédigés :

« Une deuxième part qui sert à verser :

« 1. En 1999, en 2000 et en 2001 : » ;

2° Après le dernier alinéa, il est inséré cinq alinéas ainsi rédigés :

« 2. En 2000 et en 2001 :

« *a.* Une compensation aux communes éligibles en 1999 à la dotation de solidarité urbaine prévue à l'article L. 2334-15 du code général des collectivités territoriales et aux communes bénéficiaires, en 1999, de la première fraction de la dotation de solidarité rurale visée à l'article L. 2334-21 du même code, et qui connaissent en 2000 une baisse de la dotation prévue au IV de l'article 6 de la loi de finances pour 1987 (n° 86-1317 du 30 décembre 1986). Les attributions qui reviennent aux communes bénéficiaires de cette part sont égales à la baisse enregistrée par chaque commune, entre 1999 et 2000, de la dotation prévue au IV de l'article 6 de la loi de finances pour 1987 (n° 86-1317 du 30 décembre 1986) ;

« *b.* Une compensation aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre dont un membre au moins est éligible, en 1999, soit à la dotation de solidarité urbaine, soit à la première fraction de la

dotation de solidarité rurale. Les attributions qui reviennent aux groupements bénéficiaires de cette part sont égales à la baisse enregistrée par chaque groupement, entre 1999 et 2000, de la dotation prévue au IV de l'article 6 de la loi de finances pour 1987 (n° 86-1317 du 30 décembre 1986), à hauteur du pourcentage que représente la population des communes éligibles, soit à la dotation de solidarité urbaine, soit à la première fraction de la dotation de solidarité rurale, membres du groupement dans la population totale du groupement ;

« *c.* Une compensation aux communes bénéficiaires en 1999 de la seconde fraction de la dotation de solidarité rurale visée à l'article L. 2334-22 du code général des collectivités territoriales et dont le potentiel fiscal par habitant, tel qu'il est défini à l'article L. 2334-4 du même code est inférieur à 90 % du potentiel fiscal moyen par habitant des communes appartenant au même groupe démographique, et qui connaissent en 2000 une baisse de la dotation prévue au IV de l'article 6 de la loi de finances pour 1987 (n° 86-1317 du 30 décembre 1986). Les attributions qui reviennent aux communes bénéficiaires de cette part sont égales à la baisse enregistrée par chaque commune entre 1999 et 2000 de la dotation prévue au IV de l'article 6 de la loi de finances pour 1987 (n° 86-1317 du 30 décembre 1986).

« Lorsque la somme qui doit être attribuée au titre de la compensation pour une commune ou un établissement public de coopération intercommunale est inférieure à 500 F, le versement de cette somme n'est pas effectué ; ».

Article 64

Au titre de 2000, le montant de la dotation de solidarité urbaine, tel qu'il résulte de l'article L. 2334-13 du code général des collectivités territoriales, est majoré de 500 millions de francs. Cette majoration exceptionnelle n'est pas prise en compte dans le montant de la dotation globale de fonctionnement pour l'application du I et du II de l'article 57 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998).

Article 65

Pour l'année 2000, la première fraction de la dotation de solidarité rurale visée à l'article L. 2334-21 du code général des collectivités territoriales est majorée de 150 millions de francs prélevés sur la somme prévue au 5° du II de l'article 1648 A *bis* du code général des impôts.

Article 66

Le montant du prélèvement effectué sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes est évalué pour l'exercice 2000 à 98,5 milliards de francs.

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

Article 67

I. – Pour 2000, les ressources affectées au budget évaluées dans l'état A annexé à la présente loi, les plafonds des charges et l'équilibre général qui en résulte sont fixés aux montants suivants :

(En millions de francs.)

	Ressources	Dépenses ordinaires civiles	Dépenses civiles en capital	Dépenses militaires	Dépenses totales ou plafond des charges	Soldes
A. – *Opérations à caractère définitif*						
Budget général						
Montants bruts	1 794 928	1 689 378				
A déduire : remboursements et dégrèvements d'impôts	*331 230*	*331 230*				
Montants nets du budget général	1 463 698	1 358 148	81 043	242 833	1 682 024	
Comptes d'affectation spéciale	42 979	20 201	22 777	»	42 978	
Totaux pour le budget général et les comptes d'affectation spéciale	1 506 677	1 378 349	103 820	242 833	1 725 002	
Budgets annexes						
Aviation civile	8 718	6 633	2 085		8 718	
Journaux officiels	1 222	926	296		1 222	
Légion d'honneur	124	107	17		124	
Ordre de la Libération	5	4	1		5	
Monnaies et médailles	1 396	1 356	40		1 396	
Prestations sociales agricoles	94 692	94 692	»		94 692	
Totaux pour les budgets annexes	106 157	103 718	2 439		106 157	
Solde des opérations définitives (A)						**– 218 325**
B. – *Opérations à caractère temporaire*						
Comptes spéciaux du Trésor						
Comptes d'affectation spéciale	»				1	
Comptes de prêts	6 307				4 350	
Comptes d'avances	381 083				379 400	
Comptes de commerce (solde)					46	
Comptes d'opérations monétaires (solde)					555	
Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers (solde)					40	
Solde des opérations temporaires (B)						**2 998**
Solde général (A + B)						**– 215 327**

II. – Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie est autorisé à procéder, en 2000, dans des conditions fixées par décret :

[30 décembre 1999]

1. A des emprunts à long, moyen et court terme libellés en euros pour couvrir l'ensemble des charges de trésorerie ou pour renforcer les réserves de change ;

2. A des conversions facultatives, à des opérations de pension sur titres d'Etat, à des opérations de dépôts de liquidités sur le marché interbancaire de la zone euro et auprès des Etats de la même zone, des rachats, des échanges d'emprunts, à des échanges de devises ou de taux d'intérêt, à l'achat ou à la vente d'options ou de contrats à terme sur titres d'Etat.

III. – Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie est autorisé à donner, en 2000, la garantie de refinancement en devises pour les emprunts communautaires.

IV. – Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie est, jusqu'au 31 décembre 2000, habilité à conclure, avec des établissements de crédit spécialisés dans le financement à moyen et long terme des investissements, des conventions établissant pour chaque opération les modalités selon lesquelles peuvent être stabilisées les charges du service d'emprunts qu'ils contractent en devises étrangères.

DEUXIÈME PARTIE

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TITRE Ier

DISPOSITIONS APPLICABLES À L'ANNÉE 2000

I. – *OPÉRATIONS À CARACTÈRE DÉFINITIF*

A. – **Budget général**

Article 68

Le montant des crédits ouverts aux ministres, pour 2000, au titre des services votés du budget général, est fixé à la somme de 1 940 475 324 397 F.

[30 décembre 1999]

Article 69

Il est ouvert aux ministres, pour 2000, au titre des mesures nouvelles de dépenses ordinaires des services civils, des crédits ainsi répartis :

Titre I : « Dette publique et dépenses en atténuation de recettes »	19 719 780 000 F
Titre II : « Pouvoirs publics » ..	242 899 000 F
Titre III : « Moyens des services »	14 191 635 972 F
Titre IV : « Interventions publiques »	– 26 999 890 060 F
Total	7 154 424 912 F

Ces crédits sont répartis par ministère conformément à l'état B annexé à la présente loi.

Article 70

I. – Il est ouvert aux ministres, pour 2000, au titre des mesures nouvelles de dépenses en capital des services civils du budget général, des autorisations de programme ainsi réparties :

Titre V : « Investissements exécutés par l'Etat »	18 286 135 000 F
Titre VI : « Subventions d'investissement accordées par l'Etat »	65 985 591 000 F

Titre VII : « Réparation des dommages de guerre »	0 F
Total	84 271 726 000 F

Ces autorisations de programme sont réparties par ministère conformément à l'état C annexé à la présente loi.

II. – Il est ouvert aux ministres, pour 2000, au titre des mesures nouvelles de dépenses en capital des services civils du budget général, des crédits de paiement ainsi répartis :

Titre V : « Investissements exécutés par l'Etat »	8 020 773 000 F
Titre VI : « Subventions d'investissement accordées par l'Etat »	35 609 326 000 F
Titre VII : « Réparation des dommages de guerre »	0 F
Total	43 630 099 000 F

Ces crédits de paiement sont répartis par ministère conformément à l'état C annexé à la présente loi.

Article 71

I. – Il est ouvert au ministre de la défense, pour 2000, au titre des mesures nouvelles de dépenses ordinaires des services militaires, des autorisations de programme s'élevant à la somme de 1 108 692 000 F, applicables au titre III « Moyens des armes et services ».

II. – Pour 2000, les crédits de mesures nouvelles de dépenses ordinaires des services militaires applicables au titre III « Moyens des armes et services » s'élèvent au total à la somme de 714 621 745 F.

Article 72

I. – Il est ouvert au ministre de la défense, pour 2000, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses en capital des services militaires, des autorisations de programme ainsi réparties :

Titre V : « Equipement »	84 211 100 000 F
Titre VI : « Subventions d'investissement accordées par l'Etat »	3 254 370 000 F
Total	87 465 470 000 F

II. – Il est ouvert au ministre de la défense, pour 2000, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses en capital des services militaires, des crédits de paiement ainsi répartis :

Titre V : « Equipement »	18 705 140 000 F
Titre VI : « Subventions d'investissement accordées par l'Etat »	2 573 914 000 F
Total	21 279 054 000 F

B. – **Budgets annexes**

Article 73

Le montant des crédits ouverts aux ministres, pour 2000, au titre des services votés des budgets annexes, est fixé à la somme de 104 997 323 988 F, ainsi répartie :

Aviation civile	7 781 174 150 F
Journaux officiels	887 068 999 F
Légion d'honneur	107 285 110 F
Ordre de la Libération	5 043 096 F
Monnaies et médailles	1 337 052 633 F
Prestations sociales agricoles .	94 879 700 000 F
Total	104 997 323 988 F

Article 74

I. – Il est ouvert aux ministres, pour 2000, au titre des mesures nouvelles des budgets annexes, des autorisations de programme s'élevant à la somme totale de 1 566 107 000 F, ainsi répartie :

Aviation civile	1 479 420 000 F
Journaux officiels	30 450 000 F
Légion d'honneur	16 437 000 F

Ordre de la Libération	0 F
Monnaies et médailles	39 800 000 F
Total	1 566 107 000 F

II. – Il est ouvert aux ministres, pour 2000, au titre des mesures nouvelles des budgets annexes, des crédits s'élevant à la somme totale de 1 158 724 043 F, ainsi répartie :

Aviation civile	936 558 205 F
Journaux officiels	334 831 001 F
Légion d'honneur	16 628 723 F
Ordre de la Libération	– 83 498 F
Monnaies et médailles	58 489 612 F
Prestations sociales agricoles .	– 187 700 000 F
Total	1 158 724 043 F

C. – **Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale**

Article 75

I. – Les comptes d'affectation spéciale énumérés ci-dessous sont clos à la date du 31 décembre 1999 :

– compte d'affectation spéciale n° 902-01 « Fonds forestier national », ouvert par l'article 2 de la loi n° 46-

2172 du 30 septembre 1946 instituant un fonds forestier national ;

– compte d'affectation spéciale n° 902-13 « Fonds de secours aux victimes de sinistres et calamités », ouvert par l'article 75 de la loi n° 56-780 du 4 août 1956 portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956 ;

– compte d'affectation spéciale n° 902-16 « Fonds national du livre », ouvert par l'article 38 de la loi de finances pour 1976 (n° 75-1278 du 30 décembre 1975) ;

– compte d'affectation spéciale n° 902-22 « Fonds pour l'aménagement de l'Ile-de-France », ouvert par l'article 53 de la loi de finances rectificative pour 1989 (n° 89-936 du 29 décembre 1989).

II. – Les opérations en compte au titre de ces fonds sont reprises au sein du budget général, sur lequel sont reportés les crédits disponibles à la clôture des comptes.

III. – Les créances dont dispose le Fonds forestier national à la date du 31 décembre 1999 du fait des encours de prêts consentis sont reprises par l'Etat.

IV. – La loi n° 46-2172 du 30 septembre 1946 précitée, l'article 75 de la loi n° 56-780 du 4 août 1956 précitée, l'article 38 de la loi de finances pour 1976 précitée et l'article 53 de la loi de finances rectificative pour 1989 précitée sont abrogés.

Article 76

I. – A compter du 1er janvier 2000, le compte d'affectation spéciale n° 902-17 intitulé « Fonds national pour le développement du sport », ouvert dans les écritures du Trésor par l'article 37 de la loi de finances pour 1976 (n° 75-1278 du 30 décembre 1975), retrace :

En recettes :

– le produit du prélèvement sur les sommes misées sur les jeux exploités en France métropolitaine par la Française des jeux ;

– la partie du produit du prélèvement sur les sommes engagées au pari mutuel sur les hippodromes et hors les hippodromes mentionnée à l'article 28 de la loi de finances pour 1980 (n° 80-30 du 18 janvier 1980) ;

– le produit de la contribution sur la cession à un service de télévision des droits de diffusion de manifestations ou de compétitions sportives, mentionné à l'article 59 de la présente loi ;

– le remboursement des avances consenties aux associations sportives ;

– les recettes diverses ou accidentelles.

En dépenses :

– les subventions pour l'aide au sport de haut niveau ;

– les avances consenties aux associations sportives pour l'aide au sport de haut niveau ;

– les subventions de fonctionnement pour l'aide au sport de masse ;

– les restitutions de sommes indûment perçues ;

– les dépenses diverses ou accidentelles ;

– les frais de gestion ;

– les subventions d'équipement versées aux associations sportives pour l'aide au sport ;

– les subventions d'équipement versées aux collectivités locales pour l'aide au sport ;

– les équipements de l'Etat contribuant au développement du sport.

II. – Sont abrogés :

– l'article 42 de la loi de finances pour 1980 (n° 80-30 du 18 janvier 1980) ;

– l'article 46 de la loi de finances pour 1986 (n° 85-1403 du 30 décembre 1985) ;

– l'article 70 de la loi de finances pour 1993 (n° 92-1376 du 30 décembre 1992) ;

– le III de l'article 67 de la loi de finances pour 1994 (n° 93-1352 du 30 décembre 1993).

Article 77

Le montant des crédits ouverts aux ministres, pour 2000, au titre des services votés des opérations défini-

tives des comptes d'affectation spéciale, est fixé à la somme de 19 345 619 600 F.

Article 78

I. – Il est ouvert aux ministres, pour 2000, au titre des mesures nouvelles des opérations définitives des dépenses en capital des comptes d'affectation spéciale, des autorisations de programme s'élevant à la somme de 22 777 333 000 F.

II. – Il est ouvert aux ministres, pour 2000, au titre des mesures nouvelles des opérations définitives des comptes d'affectation spéciale, des crédits de paiement s'élevant à la somme de 23 632 570 000 F ainsi répartie :

Dépenses ordinaires civiles	1 793 237 000 F
Dépenses civiles en capital	21 839 333 000 F
Total	23 632 570 000 F

II. – *OPÉRATIONS À CARACTÈRE TEMPORAIRE*

Article 79

Il est ouvert au sein du compte de commerce n° 904-06 « Opérations commerciales des domaines », créé par l'article 10 de la loi n° 49-310 du 8 mars 1949 relative aux comptes spéciaux du Trésor, une subdivision intitulée : « Zone des cinquante pas géométriques », destinée à retra-

cer les recettes et les dépenses afférentes aux cessions prévues à l'article L. 89-5 du code du domaine de l'Etat.

Article 80

I. – Le montant des crédits ouverts aux ministres, pour 2000, au titre des services votés des opérations à caractère temporaire des comptes d'affectation spéciale, est fixé à la somme de 500 000 F.

II. – Le montant des découverts applicables, en 2000, aux services votés des comptes de commerce, est fixé à 1 812 000 000 F.

III. – Le montant des découverts applicables, en 2000, aux services votés des comptes de règlement avec les gouvernements étrangers, est fixé à 308 000 000 F.

IV. – Le montant des crédits ouverts au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, pour 2000, au titre des services votés des comptes d'avances du Trésor, est fixé à la somme de 379 400 000 000 F.

V. – Le montant des crédits ouverts au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, pour 2000, au titre des services votés des comptes de prêts, est fixé à la somme de 3 500 000 000 F.

Article 81

Il est ouvert au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, pour 2000, au titre des mesures nouvelles des comptes de prêts, une autorisation de pro-

gramme et des crédits de paiement s'élevant respectivement à 1 450 000 000 F et 850 000 000 F.

Article 82

Il est ouvert aux ministres, pour 2000, au titre des mesures nouvelles des comptes de commerce, une autorisation de découvert s'élevant à 2 000 000 F.

III. – *DISPOSITIONS DIVERSES*

Article 83

La perception des taxes parafiscales dont la liste figure à l'état E annexé à la présente loi continuera d'être opérée pendant l'année 2000.

Article 84

Est fixée pour 2000, conformément à l'état F annexé à la présente loi, la liste des chapitres sur lesquels s'imputent des crédits évaluatifs autres que ceux limitativement énumérés à l'article 9 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances.

Article 85

Est fixée pour 2000, conformément à l'état G annexé à la présente loi, la liste des chapitres dont les dotations ont un caractère provisionnel.

Article 86

Est fixée pour 2000, conformément à l'état H annexé à la présente loi, la liste des chapitres sur lesquels s'imputent les crédits pouvant donner lieu à report, dans les conditions fixées par l'article 17 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances.

Article 87

Est approuvée, pour l'exercice 2000, la répartition suivante des recettes hors taxe sur la valeur ajoutée du compte d'emploi de la taxe parafiscale affectée aux organismes du secteur public de la radiodiffusion sonore et de télévision :

(En millions de francs.)

Institut national de l'audiovisuel	415,5
France 2	3 382,0
France 3	4 086,9
Société nationale de radiodiffusion et de télévision d'outre-mer	1 178,8

Radio France	2 659,5
Radio France Internationale ...	285,4
Société européenne de programmes de télévision : la SEPT-ARTE	1 068,2
Société de télévision du savoir, de la formation et de l'emploi : La Cinquième	793,7
Total	13 870,0

Est approuvé, pour l'exercice 2000, le produit attendu des recettes des sociétés du secteur public de la communication audiovisuelle provenant de la publicité de marques, pour un montant total de 3 966,8 millions de francs hors taxes.

Article 88

Le Gouvernement déposera sur le bureau des assemblées, avant le 30 juin 2000, un rapport sur la redevance des appareils récepteurs de télévision, actuellement réglementée par le décret n° 92-304 du 30 mars 1992, notamment dans ses aspects relatifs à l'assiette, au recouvrement, au contrôle et aux exonérations.

Article 89

Le Gouvernement déposera sur le bureau de chaque assemblée parlementaire, avant le 15 juin 2000, un rapport comportant :

– une évaluation des pertes de recettes publiques résultant de la concurrence fiscale internationale ;

– une évaluation de l'incidence que pourrait avoir l'instauration de prélèvements assis sur les mouvements de capitaux pour les finances publiques ;

– une présentation du programme d'action de la présidence française de l'Union européenne relatif à la régulation internationale des mouvements de capitaux, à la lutte contre la spéculation financière et à la définition de nouvelles modalités de lutte contre la concurrence fiscale dommageable ou de dispositifs tendant à lutter contre les effets déstabilisateurs des flux de capitaux internationaux spéculatifs.

TITRE II

DISPOSITIONS PERMANENTES

A. – Mesures fiscales

Article 90

I. – Il est inséré, dans le livre des procédures fiscales, un article L. 52 A ainsi rédigé :

« *Art. L. 52 A.* – Les dispositions de l'article L. 52 ne s'appliquent pas aux personnes morales ni aux socié-

tés visées à l'article 238 *bis* M du code général des impôts à l'actif desquelles sont inscrits des titres de placement ou de participation pour un montant total d'au moins 50 millions de francs. »

II. – Les dispositions du I s'appliquent aux contrôles pour lesquels la première intervention sur place a lieu à compter du 1er janvier 2000.

Article 91

I. – Le livre-journal ou le document mentionné au 4 de l'article 102 *ter* du code général des impôts, que doivent tenir les contribuables non-adhérents d'une association de gestion agréée, qui réalisent ou perçoivent des revenus ou des bénéfices visés à l'article 92 du même code comporte, quelle que soit la profession exercée, l'identité déclarée par le client ainsi que le montant, la date et la forme du versement des honoraires.

II. – Il est inséré, dans le livre des procédures fiscales, un article L. 13-0 A ainsi rédigé :

« *Art. L. 13-0 A.* – Les agents de l'administration des impôts peuvent demander toutes informations relatives au montant, à la date et à la forme des versements afférents aux recettes de toute nature perçues par les personnes dépositaires du secret professionnel en vertu des dispositions de l'article 226-13 du code pénal. Ils ne peuvent demander de renseignements sur la nature des prestations fournies par ces personnes. »

III. – Dans l'article L. 86 A du livre des procédures fiscales, les mots : « par l'adhérent d'une association agréée » sont remplacés par les mots : « le contribuable ».

IV. – S'agissant du droit de contrôle, les dispositions du présent article s'appliquent aux opérations enregistrées à compter du 1er janvier 2000.

Article 92

I. – A. – L'article 44 *sexies* du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au I :

a) A la première phrase du premier alinéa, les mots : « créées à compter du 1er octobre 1988 jusqu'au 31 décembre 1994 » sont supprimés et, après les mots : « des bénéfices réalisés », sont insérés les mots : «, à l'exclusion des plus-values constatées lors de la réévaluation des éléments d'actif, » ;

b) Au deuxième alinéa, les mots : « A compter du 1er janvier 1995 : » sont supprimés et les 1 et 2 deviennent respectivement les deuxième et troisième alinéas ;

c) Au troisième alinéa, les mots : « jusqu'au 31 décembre 1999 » sont remplacés par les mots : « à compter du 1er janvier 1995 jusqu'au 31 décembre 2004 » ;

d) Au quatrième alinéa, les mots : « les dispositions du 1 » sont remplacés par les mots : « Ces dispositions » ;

e) Après la première phrase du premier alinéa, il est inséré deux phrases ainsi rédigées :

« Dans les zones de revitalisation rurale mentionnées à l'article 1465 A, le bénéfice des dispositions du présent article est également accordé aux contribuables visés au 5° du I de l'article 35. Le contribuable exerçant une activité de location d'immeubles n'est exonéré qu'à raison des bénéfices provenant des seuls immeubles situés dans une zone de revitalisation rurale. »

Dans le dernier alinéa, après les mots : « de gestion ou de location d'immeubles », sont insérés les mots : « sauf dans les cas prévus au premier alinéa » ;

2° Le II est ainsi rédigé :

« II. – Le capital des sociétés nouvellement créées ne doit pas être détenu, directement ou indirectement, pour plus de 50 % par d'autres sociétés.

« Pour l'application du premier alinéa, le capital d'une société nouvellement créée est détenu indirectement par d'autres sociétés lorsque l'une au moins des conditions suivantes est remplie :

« – un associé exerce en droit ou en fait une fonction de direction ou d'encadrement dans une autre entreprise, lorsque l'activité de celle-ci est similaire à celle de l'entreprise nouvellement créée ou lui est complémentaire ;

« – un associé détient avec les membres de son foyer fiscal 25 % au moins des droits sociaux dans une autre entreprise dont l'activité est similaire à celle de l'entreprise nouvellement créée ou lui est complémentaire. » ;

3° A la fin du III, il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« L'existence d'un contrat, quelle qu'en soit la dénomination, ayant pour objet d'organiser un partenariat, caractérise l'extension d'une activité préexistante lorsque l'entreprise nouvellement créée bénéficie de l'assistance de ce partenaire, notamment en matière d'utilisation d'une enseigne, d'un nom commercial, d'une marque ou d'un savoir-faire, de conditions d'approvisionnement, de modalités de gestion administrative, contentieuse, commerciale ou technique, dans des conditions telles que cette entreprise est placée dans une situation de dépendance. » ;

4° Il est inséré un IV ainsi rédigé :

« IV. – Pour les entreprises créées à compter du 1er janvier 2000, le bénéfice exonéré ne peut en aucun cas excéder 225 000 euros par période de trente-six mois. »

B. – Au douzième alinéa *(e)* du I de l'article 125-0 A du code général des impôts et au *c* du 3 de l'article 92 B *decies* du même code, les mots : « au deuxième alinéa du 2 du I de l'article 44 *sexies* » sont remplacés par les mots : « au quatrième alinéa du I de l'article 44 *sexies* ».

II. – L'article 39 *quinquies* D du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, les mots : « entre le 1er janvier 1995 et le 31 décembre 1999 » sont remplacés par les mots : « avant le 1er janvier 2005 » ;

2° Le dernier alinéa est supprimé.

[30 décembre 1999]

Article 93

L'avant-dernier alinéa de l'article 199 *quater* F du code général des impôts est ainsi rédigé :

« Le bénéfice de la réduction d'impôt est subordonné à la condition que soient mentionnés sur la déclaration des revenus, pour chaque enfant concerné, ses nom et prénom, le nom de l'établissement scolaire et la classe qu'il fréquente ou le nom de l'établissement supérieur dans lequel il est inscrit. »

Article 94

I. – Avant l'article 150 A du code général des impôts, il est inséré les articles 150-0 A, 150-0 B, 150-0 D et 150-0 E ainsi rédigés :

« *Art. 150-0A.* – I. – 1. Sous réserve des dispositions propres aux bénéfices industriels et commerciaux, aux bénéfices non commerciaux et aux bénéfices agricoles ainsi que de l'article 150 A *bis,* les gains nets retirés des cessions à titre onéreux, effectuées directement ou par personne interposée, de valeurs mobilières, de droits sociaux, de titres mentionnés au 1° de l'article 118 et aux 6° et 7° de l'article 120, de droits portant sur ces valeurs, droits ou titres ou de titres représentatifs des mêmes valeurs, droits ou titres, sont soumis à l'impôt sur le revenu lorsque le montant de ces cessions excède, par foyer fiscal, 50 000 F par an.

« Toutefois, en cas d'intervention d'un événement exceptionnel dans la situation personnelle, familiale ou

professionnelle des contribuables, le franchissement de la limite précitée de 50 000 F est apprécié par référence à la moyenne des cessions de l'année considérée et des deux années précédentes. Les événements exceptionnels doivent notamment s'entendre de la mise à la retraite, du chômage, du redressement ou de la liquidation judiciaires ainsi que de l'invalidité ou du décès du contribuable ou de l'un ou l'autre des époux soumis à une imposition commune.

« 2. Le complément de prix reçu par le cédant en exécution de la clause du contrat de cession de valeurs mobilières ou de droits sociaux par laquelle le cessionnaire s'engage à verser au cédant un complément de prix exclusivement déterminé en fonction d'une indexation en relation directe avec l'activité de la société dont les titres sont l'objet du contrat, est imposable au titre de l'année au cours de laquelle il est reçu, quel que soit le montant des cessions au cours de cette année.

« 3. Lorsque les droits détenus directement ou indirectement par le cédant avec son conjoint, leurs ascendants et leurs descendants dans les bénéfices sociaux d'une société soumise à l'impôt sur les sociétés et ayant son siège en France ont dépassé ensemble 25 % de ces bénéfices à un moment quelconque au cours des cinq dernières années, la plus-value réalisée lors de la cession de ces droits, pendant la durée de la société, à l'une des personnes mentionnées au présent alinéa, est exonérée si tout ou partie de ces droits sociaux n'est pas revendu à un tiers dans un délai de cinq ans. A défaut, la plus-value est imposée au nom du premier cédant au titre de l'année de la revente des droits au tiers.

« II. – Les dispositions du I sont applicables :

« 1. Au gain net retiré des cessions d'actions acquises par le bénéficiaire d'une option accordée dans les conditions prévues aux articles 208-1 à 208-8-2 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales ;

« 2. Au gain net réalisé depuis l'ouverture du plan d'épargne en actions défini à l'article 163 *quinquies* D en cas de retrait de titres ou de liquidités ou de rachat avant l'expiration de la cinquième année dans les mêmes conditions. Pour l'appréciation de la limite de 50 000 F mentionnée au 1 du I, la valeur liquidative du plan ou la valeur de rachat pour un contrat de capitalisation à la date de sa clôture est ajoutée au montant des cessions réalisées en dehors du plan au cours de la même année ;

« 3. Au gain net retiré des cessions de titres de sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie non cotées ;

« 4. Au gain net retiré des rachats d'actions de sociétés d'investissement à capital variable et au gain net résultant des rachats de parts de fonds communs de placement définis au 2 du III ou de la dissolution de tels fonds ;

« 5. Au gain net retiré des cessions de parts des fonds communs de créances dont la durée à l'émission est supérieure à cinq ans.

« III. – Les dispositions du I ne s'appliquent pas :

« 1. Aux cessions et aux rachats de parts de fonds communs de placement à risques mentionnées à l'article 163 *quinquies* B, réalisés par les porteurs de parts, remplissant les conditions fixées aux I et II de l'article

précité, après l'expiration de la période mentionnée au I du même article. Cette disposition n'est pas applicable si, à la date de la cession ou du rachat, le fonds a cessé de remplir les conditions énumérées au 1° et au 1° *bis* du II de l'article 163 *quinquies* B ;

« 2. Aux titres cédés dans le cadre de leur gestion par les autres fonds communs de placement sous réserve qu'aucune personne physique agissant directement ou par personne interposée ne possède plus de 10 % des parts du fonds ;

« 3. Aux titres cédés dans le cadre de leur gestion par les fonds communs de placement, constitués en application des législations sur la participation des salariés aux résultats des entreprises et les plans d'épargne d'entreprise ainsi qu'aux rachats de parts de tels fonds ;

« 4. A la cession des titres acquis dans le cadre de la législation sur la participation des salariés aux résultats de l'entreprise et sur l'actionnariat des salariés, à la condition que ces titres revêtent la forme nominative et comportent la mention d'origine ;

« 5. A la cession de titres effectuée dans le cadre d'un engagement d'épargne à long terme lorsque les conditions fixées par l'article 163 *bis* A sont respectées ;

« 6. Aux profits réalisés dans le cadre des placements en report par les contribuables qui effectuent de tels placements.

« *Art. 150-0B.* – Les dispositions de l'article 150-0A ne sont pas applicables, au titre de l'année de l'échange des titres, aux plus-values réalisées dans le cadre d'une opération d'offre publique, de fusion, de scission, d'ab-

sorption d'un fonds commun de placement par une société d'investissement à capital variable, de conversion, de division, ou de regroupement, réalisée conformément à la réglementation en vigueur ou d'un apport de titres à une société soumise à l'impôt sur les sociétés.

« Les échanges avec soulte demeurent soumis aux dispositions de l'article 150-0 A lorsque le montant de la soulte reçue par le contribuable excède 10 % de la valeur nominale des titres reçus. »

« *Art. 150-0D.* – 1. Les gains nets mentionnés au I de l'article 150-0 A sont constitués par la différence entre le prix effectif de cession des titres ou droits, net des frais et taxes acquittés par le cédant, et leur prix effectif d'acquisition par celui-ci ou, en cas d'acquisition à titre gratuit, leur valeur retenue pour la détermination des droits de mutation.

« 2. Le prix d'acquisition des titres ou droits à retenir par le cessionnaire pour la détermination du gain net de cession des titres ou droits concernés est, le cas échéant, augmenté du complément de prix mentionné au 2 du I de l'article 150-0A.

« 3. En cas de cession d'un ou plusieurs titres appartenant à une série de titres de même nature acquis pour des prix différents, le prix d'acquisition à retenir est la valeur moyenne pondérée d'acquisition de ces titres.

« Le détachement de droits de souscription ou d'attribution emporte les conséquences suivantes :

« *a.* Le prix d'acquisition des actions ou parts antérieurement détenues et permettant de participer à l'opération ne fait l'objet d'aucune modification ;

« *b.* Le prix d'acquisition des droits détachés est, s'ils font l'objet d'une cession, réputé nul ;

« *c.* Le prix d'acquisition des actions ou parts reçues à l'occasion de l'opération est réputé égal au prix des droits acquis dans ce but à titre onéreux, augmenté, s'il y a lieu, de la somme versée par le souscripteur.

« 4. Pour l'ensemble des titres admis aux négociations sur un marché réglementé acquis avant le 1er janvier 1979, le contribuable peut retenir, comme prix d'acquisition, le cours au comptant le plus élevé de l'année 1978.

« Pour l'ensemble des valeurs françaises à revenu variable, il peut également retenir le cours moyen de cotation au comptant de ces titres pendant l'année 1972.

« Ces dispositions ne sont pas applicables lorsque la cession porte sur des droits sociaux qui, détenus directement ou indirectement dans les bénéfices sociaux par le cédant ou son conjoint, leurs ascendants et leurs descendants, ont dépassé ensemble 25 % de ces bénéfices à un moment quelconque au cours des cinq dernières années. Pour ces droits, le contribuable peut substituer au prix d'acquisition la valeur de ces droits au 1er janvier 1949 si elle est supérieure.

« 5. En cas de cession de titres après la clôture d'un plan d'épargne en actions défini à l'article 163 *quinquies* D ou leur retrait au-delà de la huitième année, le prix d'acquisition est réputé égal à leur valeur à la date où le cédant a cessé de bénéficier, pour ces titres, des avantages prévus aux 5° *bis* et 5° *ter* de l'article 157 et au IV de l'article 163 *quinquies* D.

« 6. Le gain net réalisé depuis l'ouverture du plan d'épargne en actions défini à l'article 163 *quinquies* D s'entend de la différence entre la valeur liquidative du plan ou la valeur de rachat pour les contrats de capitalisation à la date du retrait et le montant des versements effectués sur le plan depuis la date de son ouverture.

« 7. Le prix d'acquisition des titres acquis en vertu d'un engagement d'épargne à long terme est réputé égal au dernier cours coté au comptant de ces titres précédant l'expiration de cet engagement.

« 8. Le gain net mentionné au 1 du II de l'article 150-0A est constitué par la différence entre le prix effectif de cession des actions, net des frais et taxes acquittés par le cédant, et le prix de souscription ou d'achat.

« Le prix d'acquisition est, le cas échéant, augmenté du montant mentionné à l'article 80 *bis* imposé selon les règles prévues pour les traitements et salaires.

« Pour les actions acquises avant le 1er janvier 1990, le prix d'acquisition est réputé égal à la valeur de l'action à la date de la levée de l'option.

« 9. En cas de vente ultérieure de titres reçus à l'occasion d'une opération mentionnée à l'article 150-0B, le gain net est calculé à partir du prix ou de la valeur d'acquisition des titres échangés, diminué de la soulte reçue ou majoré de la soulte versée lors de l'échange.

« 10. En cas d'absorption d'une société d'investissement à capital variable par un fonds commun de placement réalisée conformément à la réglementation en vigueur, les gains nets résultant de la cession ou du rachat

des parts reçues en échange ou de la dissolution du fonds absorbant sont réputés être constitués par la différence entre le prix effectif de cession ou de rachat des parts reçues en échange, net des frais et taxes acquittés par le cédant, et le prix de souscription ou d'achat des actions de la société d'investissement à capital variable absorbée remises à l'échange.

« 11. Les moins-values subies au cours d'une année sont imputables exclusivement sur les plus-values de même nature réalisées au cours de la même année ou des cinq années suivantes.

« 12. Les pertes constatées en cas d'annulation de valeurs mobilières, de droits sociaux, ou de titres assimilés sont imputables, dans les conditions mentionnées au 11, à compter de l'année au cours de laquelle intervient soit la réduction du capital de la société, en exécution d'un plan de redressement mentionné aux articles 69 et suivants de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises, soit la cession de l'entreprise ordonnée par le tribunal en application des articles 81 et suivants de la même loi, soit le jugement de clôture de la liquidation judiciaire.

« Ces dispositions ne s'appliquent pas :

« *a.* Aux pertes constatées afférentes à des valeurs mobilières ou des droits sociaux annulés détenus, dans le cadre d'engagements d'épargne à long terme définis à l'article 163 *bis* A, dans un plan d'épargne d'entreprise mentionné à l'article 163 *bis* B ou dans un plan d'épargne en actions défini à l'article 163 *quinquies* D ;

« *b.* Aux pertes constatées par les personnes à l'encontre desquelles le tribunal a prononcé au titre des sociétés en cause l'une des condamnations mentionnées aux articles 180, 181, 182, 188, 189, 190, 192, 197 ou 201 de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 précitée.

« 13. L'imputation des pertes mentionnées au 12 est opérée dans la limite du prix effectif d'acquisition des titres par le cédant ou, en cas d'acquisition à titre gratuit, de la valeur retenue pour l'assiette des droits de mutation. Lorsque les titres annulés ont été reçus, à compter du 1er janvier 2000, dans le cadre d'une opération d'échange dans les conditions prévues à l'article 150-0B, le prix d'acquisition à retenir est celui des titres remis à l'échange, diminué de la soulte reçue ou majoré de la soulte versée lors de l'échange.

« La perte nette constatée est minorée, en tant qu'elle se rapporte aux titres annulés, du montant :

« *a.* Des apports remboursés ;

« *b.* De la déduction prévue à l'article 163 *septdecies* ;

« *c.* De la déduction opérée en application de l'article 163 *octodecies* A.

« 14. Par voie de réclamation présentée dans le délai prévu au livre des procédures fiscales en matière d'impôt sur le revenu, le prix de cession des titres ou des droits retenu pour la détermination des gains nets mentionnés au 1 du I de l'article 150-0A est diminué du montant du versement effectué par le cédant en exécution de la clause du contrat de cession par laquelle le cédant s'engage à reverser au cessionnaire tout ou partie du prix de

cession en cas de révélation, dans les comptes de la société dont les titres sont l'objet du contrat, d'une dette ayant son origine antérieurement à la cession ou d'une surestimation de valeurs d'actif figurant au bilan de cette même société à la date de la cession.

« Le montant des sommes reçues en exécution d'une telle clause de garantie de passif ou d'actif net diminue le prix d'acquisition des valeurs mobilières ou des droits sociaux à retenir par le cessionnaire pour la détermination du gain net de cession des titres concernés.

« *Art. 150-0E.* – Les gains nets mentionnés au I de l'article 150-0A doivent être déclarés dans les conditions prévues au 1 de l'article 170. »

II. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1. L'article 92 B *decies* devient l'article 150-0 C et est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa du 1, la référence : « 92 B » est remplacée par la référence : « 150-0A » ;

b) Le 6 est ainsi rédigé :

« 6. A compter du 1er janvier 2000, lorsque les titres reçus en contrepartie de l'apport font l'objet d'une opération d'échange dans les conditions du quatrième alinéa de l'article 150 A *bis* ou dans les conditions prévues à l'article 150-0B, l'imposition de la plus-value antérieurement reportée en application du 1 est reportée de plein droit au moment où s'opérera la transmission, le rachat, le remboursement ou l'annulation des nouveaux titres reçus. » ;

c) Le 7 est abrogé.

2. Au premier alinéa de l'article 96 A, les mots : « et aux articles 92 B et 92 F » sont supprimés.

3. Au 6° de l'article 112, les mots : « 92 B ou 160 » sont remplacés par les mots : « 150-0 A ou 150 A *bis* ».

4. Au premier alinéa de l'article 124 C, les mots : « aux 1 et 2 de l'article 94 A » sont remplacés par les mots : « aux 1 et 2 de l'article 150-0D ».

5. Au deuxième alinéa de l'article 150 *quinquies,* au 3 de l'article 150 *nonies* et au 3 de l'article 150 *decies,* les mots : « 6 de l'article 94 A » sont remplacés par les mots : « 11 de l'article 150-0 D ».

6. Au 2 de l'article 150 *undecies,* les mots : « aux 1 et 2 de l'article 94 A » sont remplacés par les mots : « aux 1 et 2 de l'article 150-0D ».

7. L'article 150 A *bis* est ainsi modifié :

a) Au deuxième alinéa, les mots : « de l'article 92 C » sont remplacés par les mots : « du 3 du II de l'article 150-0A » ;

b) Au troisième alinéa, après les mots : « En cas d'échange de titres résultant d'une fusion, d'une scission ou d'un apport », sont insérés les mots : « réalisé antérieurement au 1er janvier 2000 » ;

c) Après le troisième alinéa, il est inséré deux alinéas ainsi rédigés :

« A compter du 1er janvier 2000, les dispositions du premier alinéa ne sont pas applicables, au titre de l'année de l'échange des titres, aux plus-values réalisées dans le

cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'un apport de titres à une société soumise à l'impôt sur les sociétés. Cette exception n'est pas applicable aux échanges avec soulte lorsque le montant de la soulte reçue par le contribuable excède 10 % de la valeur nominale des titres reçus.

« A compter du 1er janvier 2000, lorsque les titres reçus dans les cas prévus au troisième alinéa font l'objet d'une nouvelle opération d'échange dans les conditions du quatrième alinéa ou dans les conditions prévues à l'article 150-0B, l'imposition de la plus-value antérieurement reportée est reportée de plein droit au moment où s'opérera la cession, le rachat, le remboursement ou l'annulation des nouveaux titres reçus. »

8. Il est créé un article 150 H *bis* ainsi rédigé :

« *Art. 150 H* bis. – En cas de vente ultérieure de titres reçus à l'occasion d'une opération mentionnée au quatrième alinéa de l'article 150 A *bis,* la plus-value imposable en application du premier alinéa du même article est calculée à partir du prix ou de la valeur d'acquisition des titres échangés, diminué de la soulte reçue ou majoré de la soulte versée lors de l'échange. »

9. A l'article 160 *quater,* les mots : « article 160 » sont remplacés par les mots : « article 150-0A lorsque ces actions ou parts sont détenues dans les conditions du *f* de l'article 164 B ».

10. Le premier alinéa de l'article 161 est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Lorsque les droits ont été reçus, à compter du 1er janvier 2000, dans le cadre d'une opération d'échange

dans les conditions prévues à l'article 150-0 B, le boni est calculé à partir du prix ou de la valeur d'acquisition des titres ou droits remis à l'échange, diminué de la soulte reçue ou majoré de la soulte versée lors de l'échange. »

11. Au premier alinéa de l'article 163 *bis* C, les mots : « 92 B, 150 A *bis* ou 160 » sont remplacés par les mots : « 150-0A ou 150 A *bis* ».

12. Au deuxième alinéa de l'article 163 *bis* D, à l'article 163 *bis* E et à l'article 163 *bis* F, les mots : « 94 A » sont remplacés par les mots : « 150-0D ».

13. Au premier alinéa du I de l'article 163 *bis* G, les mots : « aux articles 92 B, 92 J ou 160, » sont remplacés par les mots : « à l'article 150-0A ».

14. Au premier alinéa du 1 du II de l'article 163 *quinquies* D, les mots : « au 2° de l'article 92 D » sont remplacés par les mots : « au 3 du III de l'article 150-0A ».

15. Le *f* de l'article 164 B est ainsi rédigé :

« *f.* Les gains nets mentionnés au I de l'article 150-0A et résultant de la cession de droits sociaux, lorsque les droits détenus directement ou indirectement par le cédant avec son conjoint, leurs ascendants et leurs descendants dans les bénéfices sociaux d'une société soumise à l'impôt sur les sociétés et ayant son siège en France ont dépassé ensemble 25 % de ces bénéfices à un moment quelconque au cours des cinq dernières années ; ».

16. Au 1 du I de l'article 167 *bis,* les mots : « l'article 160 » sont remplacés par les mots : « l'article 150-0A et détenus dans les conditions du *f* de l'article 164 B ».

17. L'article 200 A est ainsi modifié :

a) Au 2, les mots : « aux articles 92 B et 92 F » sont remplacés par les mots : « à l'article 150-0A » ;

b) Au 5, les mots : « à l'article 92 B *ter* » sont remplacés par les mots : « au 2 du II de l'article 150-0A » ;

c) L'article est complété par un 7 ainsi rédigé :

« 7. Le taux prévu au 2 est réduit de 30 % dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion et de 40 % dans le département de la Guyane pour les gains mentionnés à l'article 150-0A résultant de la cession de droits sociaux détenus dans les conditions du *f* de l'article 164 B. Les taux résultant de ces dispositions sont arrondis, s'il y a lieu, à l'unité inférieure. »

18. A l'article 238 *bis* HK et à l'article 238 *bis* HS, les mots : « aux articles 92 B et 160 » sont remplacés par les mots : « à l'article 150-0 A ».

19. L'article 238 *septies* A est complété par un V ainsi rédigé :

« V. – Lorsque les titres ou droits mentionnés au II et au III ont été reçus, à compter du 1er janvier 2000, dans le cadre d'une opération d'échange dans les conditions prévues à l'article 150-0B, la prime de remboursement mentionnée au II est calculée à partir du prix ou de la valeur d'acquisition des titres ou droits remis à l'échange, diminué de la soulte reçue ou majoré de la soulte versée. »

20. Le premier alinéa de l'article 244 *bis* B est ainsi rédigé :

« Les gains mentionnés à l'article 150-0A résultant de la cession de droits sociaux détenus dans les conditions du *f* de l'article 164 B réalisés par des personnes physiques qui ne sont pas domiciliées en France au sens de l'article 4 B ou par des personnes morales ou organismes quelle qu'en soit la forme, ayant leur siège social hors de France, sont déterminés et imposés selon les modalités prévues aux articles 150-0 A à 150-0 E. »

21. Le premier alinéa de l'article 244 *bis* C est ainsi rédigé :

« Sous réserve des dispositions de l'article 244 *bis* B, les dispositions de l'article 150-0A ne s'appliquent pas aux plus-values réalisées à l'occasion de cessions à titre onéreux de valeurs mobilières ou de droits sociaux effectuées par les personnes qui ne sont pas fiscalement domiciliées en France au sens de l'article 4 B, ou dont le siège social est situé hors de France. »

22. L'article 248 B est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots : «, 92 B et 160 » sont remplacés par les mots : « et 150-0A » ;

b) Les deuxième, troisième et quatrième alinéas sont remplacés par un alinéa ainsi rédigé :

« En cas de vente des titres reçus en échange, la plus ou moins-value est calculée à partir du prix ou de la valeur d'acquisition des titres ayant ouvert droit à l'indemnisation. »

23. L'article 248 F est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots : « des articles 92 B et 160 » sont remplacés par les mots : « de l'article 150-0A » ;

b) Au deuxième alinéa, l'avant-dernière phrase est supprimée.

24. A l'article 248 G, les mots : « Les dispositions du II de l'article 92 B » sont remplacés par les mots : « Les dispositions de l'article 150-0B ».

25. Au premier alinéa de l'article 1740 *septies,* les mots : « à l'article 92 B *ter* » sont remplacés par les mots : « au 2 du II de l'article 150-0A ».

III. – Le livre des procédures fiscales est ainsi modifié :

1. Au deuxième alinéa de l'article L. 16, après le mot : « impôts », sont insérés les mots : « ainsi que des gains de cession de valeurs mobilières ou de droits sociaux tels qu'ils sont définis aux articles 150-0A à 150-0E du même code ».

2. Au 1° de l'article L. 66, les mots : « de l'article 150 S du code général des impôts, les plus-values imposables qu'ils ont réalisées » sont remplacés par les mots : « des articles 150-0E et 150 S du code général des impôts, les gains nets et les plus-values imposables qu'ils ont réalisés ».

3. Avant le dernier alinéa de l'article L. 73, il est inséré un 4° ainsi rédigé :

« 4° Les gains de cession de valeurs mobilières ou de droits sociaux des contribuables qui se sont abstenus

de répondre aux demandes de justifications mentionnées au deuxième alinéa de l'article L. 16. »

IV. – Le II de l'article L. 136-7 du code de la sécurité sociale et le II de l'article 16 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale sont ainsi modifiés :

a) Au 8°, les mots : « à l'article 92 G » sont remplacés par les mots : « au 1 du III de l'article 150-0A » ;

b) Au 9°, les mots : « 5° de l'article 92 D » sont remplacés par les mots : « 5 du III de l'article 150-0A ».

V. – Les articles 92 B, 92 B *bis,* 92 B *ter,* 92 C, 92 D, 92 E, 92 F, 92 G, 92 H, 92 J, 92 K, 94 A et 160 du code général des impôts sont abrogés. Ces articles, ainsi que l'article 96 A du même code dans sa rédaction antérieure à la présente loi, demeurent applicables aux plus-values en report d'imposition à la date du 1er janvier 2000. L'imposition de ces plus-values est reportée de plein droit lorsque les titres reçus en échange font l'objet d'une nouvelle opération d'échange dans les conditions prévues à l'article 150-0B du code général des impôts.

En cas de vente ultérieure de titres reçus avant le 1er janvier 2000 à l'occasion d'une opération de conversion, de division, ou de regroupement ainsi qu'en cas de vente ultérieure de titres reçus, avant le 1er janvier 1992, à l'occasion d'une opération d'offre publique, de fusion, de scission, d'absorption d'un fonds commun de placement par une société d'investissement à capital variable, le gain net est calculé à partir du prix ou de la valeur d'acquisition des titres échangés, diminué de la soulte reçue ou majoré de la soulte versée lors de l'échange.

VI. – Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article et notamment les obligations déclaratives incombant aux contribuables, aux intermédiaires ainsi qu'aux personnes interposées.

VII. – Les dispositions du présent article s'appliquent à compter du 1er janvier 2000.

Article 95

Au treizième alinéa du *f* du 1° du I de l'article 31 du code général des impôts, la date : « 1er janvier 2001 » est remplacée par la date : « 1er juillet 2001 ».

Article 96

[Il est inséré, après l'article L. 2333-86 du code général des collectivités territoriales, une section 12 ainsi rédigée :

« Section 12

« Taxe sur les activités commerciales non salariées à durée saisonnière

« Art. L. 2333-87. – *Toute commune peut, par délibération du conseil municipal, instituer une taxe sur les activités commerciales non salariées à durée saisonnière. La taxe est due par l'exploitant de l'emplacement où s'exerce l'activité concernée ou, si celle-ci s'exerce exclusivement dans un véhicule, par son conducteur. Les redevables de la taxe professionnelle au titre d'une acti-*

vité dans la commune ne sont pas assujettis au paiement de la taxe.

« Art. L. 2333-88. – *La taxe est assise sur la surface du local ou de l'emplacement où l'activité est exercée. Si elle est exercée exclusivement dans un véhicule, la taxe est assise sur le double de la surface du véhicule. Elle est due pour l'année d'imposition à la date de la première installation.*

« Art. L. 2333-89. – *Le tarif de la taxe est fixé par une délibération du conseil municipal avant le 1er juillet de l'année précédant l'année d'imposition. Ce tarif uniforme ne peut être inférieur à 50 F par mètre carré, ni excéder 800 F le mètre carré.*

« Art. L. 2333-90. – *La taxe est établie et recouvrée par les soins de l'administration communale sur la base d'une déclaration annuelle souscrite par le redevable. Elle est payable au jour de la déclaration. Le défaut de déclaration ou de paiement est puni d'une amende contraventionnelle. Les communes sont admises à recourir aux agents de la force publique pour assurer le contrôle de la taxe et en constater les contraventions. Un décret fixe les conditions d'application du présent article, notamment le taux de l'amende contraventionnelle. »]* (1)

(1) Les dispositions imprimées en caractères italiques, adoptées par le Parlement, ont été déclarées contraires à la Constitution par décision du Conseil constitutionnel en date du 29 décembre 1999 (voir ci-après p. 487) et ne figurent donc pas dans la loi promulguée.

Article 97

Pour l'année 1999 et par exception aux dispositions de l'article 1639 A *bis* du code général des impôts, les délibérations des collectivités locales et des organismes compétents relatives aux exonérations de taxe professionnelle prévues à l'article 1464 A du même code prises au plus tard le 15 novembre 1999 sont applicables à compter des impositions établies au titre de l'année 2000.

Article 98

L'article 1518 *bis* du code général des impôts est complété par un *t* ainsi rédigé :

« *t.* Au titre de 2000, à 1,01 pour les propriétés non bâties, pour les immeubles industriels ne relevant pas de l'article 1500 et pour l'ensemble des autres propriétés bâties. »

Article 99

Dans le premier alinéa de l'article 73 B du code général des impôts, la date : « 31 décembre 1999 » est remplacée par la date : « 31 décembre 2000 ».

Article 100

Le dernier alinéa du 1 de l'article 170 du code général des impôts est complété par les mots : « ainsi que le montant des produits de placement soumis à compter du 1er janvier 1999 aux prélèvements libératoires opérés en application de l'article 125 A ».

[30 décembre 1999]

Article 101

Aux premier, deuxième et troisième alinéas de l'article 1649 *quater* B du code général des impôts, la somme : « 50 000 F » est remplacée par la somme : « 20 000 F ».

Article 102

I. – L'article 1649 *quater* B du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Tout versement d'une prime ou d'une cotisation d'assurance au titre d'un contrat d'assurance vie ou d'assurance décès doit être opéré selon les modalités prévues au premier alinéa, au-delà de 20 000 F par an et par contrat. »

II. – Dans le deuxième alinéa (1°) de l'article 1er de la loi du 22 octobre 1940 relative aux règlements par chèques et virements, après les mots : « titres nominatifs », sont insérés les mots : « et des primes ou cotisations d'assurance ».

Article 103

I. – Le 3 de l'article 1728 du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« 80 % en cas de découverte d'une activité occulte. »

II. – Les dispositions du I s'appliquent aux infractions commises à compter du 1er janvier 2000.

[30 décembre 1999]

Article 104

Au début du premier alinéa de l'article 1733 du code général des impôts, les mots : « L'intérêt de retard et les majorations prévus à l'article 1729 ne sont pas applicables » sont remplacés par les mots : « Lorsque le montant des droits mis à la charge du contribuable n'est pas assorti des majorations prévues à l'article 1729, l'intérêt de retard prévu à ce même article n'est pas applicable ».

Article 105

Après le deuxième alinéa de l'article 1740 *ter* du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsqu'il est établi qu'une personne n'a pas respecté l'obligation de délivrance d'une facture ou d'un document en tenant lieu, elle est redevable d'une amende fiscale égale à 50 % du montant de la transaction. Le client est solidairement tenu au paiement de cette amende. Toutefois, lorsque le fournisseur apporte, dans les trente jours d'une mise en demeure adressée obligatoirement par l'administration fiscale, la preuve que l'opération a été régulièrement comptabilisée, il encourt une amende réduite à 5 % du montant de la transaction. »

Article 106

I. – Après l'article 1740 *ter,* il est inséré, dans le code général des impôts, un article 1740 *ter* A ainsi rédigé :

« *Art. 1740* ter *A.* – Toute omission ou inexactitude constatée dans les factures ou documents en tenant lieu mentionnés aux articles 289 et 290 *quinquies* donne lieu à l'application d'une amende de 100 F par omission ou inexactitude. Toutefois, l'amende due au titre de chaque facture ou document ne peut excéder le quart du montant qui y est ou aurait dû y être mentionné.

« Cette amende ne peut être mise en recouvrement avant l'expiration d'un délai de trente jours à compter de la notification du document par lequel l'administration a fait connaître au contrevenant la sanction qu'elle se propose d'appliquer, les motifs de celle-ci et la possibilité dont dispose l'intéressé de présenter dans ce délai des observations. Elle est recouvrée suivant les procédures et sous les garanties prévues pour les taxes sur le chiffre d'affaires. Les réclamations sont instruites et jugées comme pour ces taxes. »

II. – Au troisième alinéa de l'article L. 80 H du livre des procédures fiscales, les mots : « et 1740 *ter* » sont remplacés par les mots : «, 1740 *ter* et 1740 *ter* A ».

III. – Au premier alinéa de l'article 1736 du code général des impôts, après la référence : « 1740 *ter,* », est insérée la référence : « 1740 *ter* A, ».

Article 107

L'article L. 80 C du livre des procédures fiscales est abrogé.

[30 décembre 1999]

Article 108

Il est inséré, dans le code des douanes, un article 266 *quinquies* A ainsi rédigé :

« *Art. 266* quinquies *A.* – Les livraisons de fioul lourd d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 2 %, de gaz naturel et de gaz de raffinerie destinés à être utilisés dans des installations de cogénération, pour la production combinée de chaleur et d'électricité ou de chaleur et d'énergie mécanique, sont exonérées des taxes intérieures de consommation prévues aux articles 265 et 266 *quinquies* pendant une durée de cinq années à compter de la mise en service des installations.

« Cette exonération s'applique aux installations mises en service, au plus tard, le 31 décembre 2005.

« La nature et la puissance minimale de ces installations ainsi que le rapport entre les deux énergies produites sont fixés par décret en Conseil d'Etat. »

Article 109

L'article 66 de la loi de finances pour 1976 (n° 75-1278 du 30 décembre 1975) est complété par un III ainsi rédigé :

« III. – Le Gouvernement publie chaque année dans le fascicule "Evaluation des voies et moyens" annexé au projet de loi de finances les éléments permettant d'établir le rapport entre le montant des droits rappelés lors de l'exercice du contrôle fiscal, celui des sommes effective-

ment mises en recouvrement et celui des sommes effectivement recouvrées.

« Le rapport entre les droits rappelés une année donnée et le montant des recouvrements relatifs à ces rappels constatés année après année est également précisé. »

Article 110

Au premier alinéa de l'article 40 *bis* de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, de l'article 60 *ter* de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et de l'article 47-1 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, les mots : « cinq ans » sont remplacés par les mots : « six ans ».

Article 111

I. – Au premier alinéa de l'article 12 de la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire, les mots : « pour une période allant du 1er janvier 1997 au 31 décembre 1999 » sont remplacés par les mots : « pour une période allant du 1er janvier 1997 au 31 décembre 2000 ».

II. – Aux articles 14, 31 et 42 de la même loi, l'année : « 1999 » est remplacée par l'année : « 2000 ».

Article 112

L'article L. 293 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Les dispositions de l'article L. 288 sont applicables aux étrangers résidant en France pendant la Seconde Guerre mondiale et internés ou déportés dans les conditions prévues par cet article. »

B. – Autres mesures

Affaires étrangères

Article 113

[Afin de maintenir le contrôle parlementaire, tous les projets, quel que soit leur montant, financés dans la zone de solidarité prioritaire sur les crédits figurant au budget du ministère des affaires étrangères et qui relevaient de la compétence du Fonds d'aide et de coopération au 31 décembre 1999 ne peuvent être mis en œuvre par le ministère qu'après l'accord préalable du comité directeur du Fonds d'aide et de coopération ou de l'organe de décision qui lui sera substitué, au sein duquel continueront à siéger des représentants de chaque assemblée.] (1)

(1) Les dispositions imprimées en caractères italiques, adoptées par le Parlement, ont été déclarées contraires à la Constitution par décision du Conseil constitutionnel en date du 29 décembre 1999 (voir ci-après p. 487) et ne figurent donc pas dans la loi promulguée.

Agriculture et pêche

Article 114

I. – Le I de l'article 1121-6 du code rural est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« A compter du 1er janvier 2000, le minimum de retraite proportionnelle mentionné à l'alinéa précédent est relevé par décret. La majoration totale qui en résulte n'est pas cumulable avec celle prévue au II qui s'applique en priorité. »

II. – Le II du même article est ainsi modifié :

1° Le troisième alinéa est ainsi rédigé :

« Au titre de l'année 1999, cette majoration n'est pas cumulable avec la majoration prévue au I qui s'applique en priorité. » ;

2° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« A compter du 1er janvier 2000, le montant minimum mentionné au deuxième alinéa est relevé par décret. »

III. – Le III du même article est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« A compter du 1er janvier 2000, pour les personnes remplissant les conditions fixées au premier alinéa, le montant, tel que prévu au deuxième alinéa, de cette majoration, est relevé par décret. »

[30 décembre 1999]

IV. – L'article 1121-5 du code rural est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« Pour l'application des dispositions du troisième alinéa, les personnes qui avaient au 31 décembre 1998 la qualité de conjoint définie à l'article 1122-1 ne sont considérées comme conjoint collaborateur que si elles ont opté avant le 1er juillet 2000 pour le statut mentionné à l'article L. 321-5 et ont conservé ce statut de manière durable. Un décret fixe les modalités selon lesquelles est apprécié le caractère durable susmentionné.

« A compter du 1er janvier 2000, le niveau différencié prévu au troisième alinéa est relevé par décret. »

Article 115

Le quatrième alinéa du I de l'article 1122-1-1 du code rural est ainsi modifié :

1° Dans la première phrase, les mots : « dans un délai de deux ans suivant la publication de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole et » sont supprimés ;

2° Il est inséré, après la première phrase, une phrase ainsi rédigée :

« Les conjoints dont la situation était régie au 31 décembre 1998 par les dispositions de l'article 1122-1 et qui n'ont pas opté avant le 1er juillet 2000 pour le statut de conjoint collaborateur mentionné à l'article L. 321-5 en conservant ce statut de manière durable dans les conditions fixées par le décret prévu au quatrième alinéa

de l'article 1121-5, ne peuvent effectuer de rachat au titre du présent alinéa. »

Article 116

I. – L'article 1121-5 du code rural est ainsi modifié :

1° La première phrase du premier alinéa est ainsi rédigée :

« Les personnes dont la retraite servie à titre personnel a pris effet après le 31 décembre 1997 bénéficient, à compter de sa date d'effet, d'une attribution gratuite de points de retraite proportionnelle. »

2° Le deuxième alinéa est ainsi rédigé :

« Le nombre de points attribué au titre du présent article afin d'assurer à ces personnes un niveau minimum de pension de retraite proportionnelle est déterminé en fonction de l'année de prise d'effet de la retraite selon des modalités fixées par décret en tenant compte des durées d'assurance justifiées par l'intéressé et des points de retraite proportionnelle qu'il a acquis ou, lorsqu'il s'agit d'un conjoint d'exploitant agricole retraité après le 31 décembre 1999, qu'il aurait pu acquérir par rachat à compter du 1er janvier 2000 s'il avait opté pour la qualité de conjoint collaborateur d'exploitation ou d'entreprise mentionnée à l'article 1122-1-1. » ;

3° A la première phrase du troisième alinéa, les mots : « en 1998 » sont remplacés par les mots : « en 1998 ou 1999 » et la date : « 31 décembre 1998 » est remplacée par la date : « 31 décembre 1999 » ; dans la même phrase, les mots : « différencié selon la qualité de

conjoint, d'aide familial ou de chef d'exploitation ou d'entreprise » sont remplacés par les mots : « différencié selon que les années sur lesquelles porte la revalorisation ont été exercées en qualité de conjoint ou d'aide familial » ;

4° A la deuxième phrase du troisième alinéa, après les mots : « s'agissant des conjoints collaborateurs d'exploitation ou d'entreprise », sont insérés les mots : « ou des chefs d'exploitation ou d'entreprise » et, après les mots : « quatrième alinéa du I de l'article 1122-1-1 », sont insérés les mots : « ou du II du même article » ;

5° La dernière phrase du troisième alinéa est supprimée ;

6° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« En cas d'obtention d'une pension de réversion mentionnée au premier alinéa postérieurement à l'attribution de points de retraite proportionnelle gratuits, le nombre de points gratuits est plafonné, à compter du 1er janvier de l'année qui suit cette obtention, au niveau atteint durant l'année au cours de laquelle a pris effet la pension de réversion. »

II. – Après le troisième alinéa de l'article L. 321-5 du code rural, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :

« L'option prend effet à compter du 1er janvier de l'année en cours si l'intéressé remplissait à cette date les conditions prévues aux deux premiers alinéas du présent article et si elle est formulée avant le 1er juillet. Dans le cas contraire, elle prend effet au 1er janvier suivant.

« Par dérogation, l'option formulée avant le 1er juillet 2000 prend effet au 1er janvier 1999 si le

conjoint remplissait, à cette dernière date, les conditions fixées à l'article 1122-1. Pour les personnes bénéficiant du statut de conjoint collaborateur d'exploitation ou d'entreprise agricole à compter du 1er janvier 1999, la cotisation prévue au *b* de l'article 1123 due pour l'année 2000 est majorée au titre de l'année 1999 dans des conditions fixées par décret. »

III. – Les dispositions du I et du II prennent effet rétroactivement à la date d'entrée en vigueur de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole.

Article 117

Après l'article 1121-5 du code rural, il est inséré un article 1121-5-1 ainsi rédigé :

« *Art. 1121-5-1.* – Les personnes dont la retraite servie à titre personnel a pris effet au cours de l'année 1997 et qui justifient avoir acquis, en qualité de chef d'exploitation ou d'entreprise, un nombre de points de retraite proportionnelle supérieur à un minimum fixé par décret, peuvent prétendre, à compter de l'année 1998, à l'attribution gratuite de points de retraite proportionnelle prévue à l'article 1121-5 si elles remplissent les autres conditions mentionnées au premier alinéa dudit article. »

Article 118

I. – Au 1° de l'article L. 361-5 du code rural, les mots : « Pour 1999 » sont remplacés par les mots : « Pour 2000 ».

II. – A l'antépénultième alinéa du même article, les mots : « jusqu'au 31 décembre 1999 » sont remplacés par les mots : « jusqu'au 31 décembre 2000 ».

Article 119

Le I de l'article 1028 *ter* du code général des impôts est ainsi rédigé :

« I. – Toutes les cessions effectuées par les sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural au titre de l'article L. 141-1 du code rural, dont la destination répond aux dispositions dudit article et qui sont assorties d'un engagement de l'acquéreur pris pour lui et ses ayants cause de conserver cette destination pendant un délai de dix ans à compter du transfert de propriété ne donnent lieu à aucune perception au profit du Trésor.

« Le présent article ne s'applique qu'aux cessions de biens acquis postérieurement à la date de publication de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social. »

Anciens combattants

Article 120

Dans le dernier alinéa de l'article L. 253 *bis* du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la

guerre, les mots : « quinze mois » sont remplacés par les mots : « douze mois ».

Article 121

Au dernier alinéa de l'article L. 321-9 du code de la mutualité, l'indice : « 100 » est remplacé par l'indice : « 105 ».

Article 122

Dans le quatrième alinéa du I de l'article 2 de la loi n° 96-126 du 21 février 1996 portant création d'un fonds paritaire d'intervention en faveur de l'emploi, après les mots : « postérieurement au 1er janvier 1999 », sont insérés les mots : « et avant le 1er janvier 2000 ».

Article 123

L'article L. 114 *bis* du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Le 1er janvier 2000, les pensions d'invalidité visées au premier alinéa du présent article sont revalorisées de 1,5 % dans la limite des émoluments qui résultent de l'application de la valeur du point de l'ensemble des autres pensions militaires d'invalidité. »

Article 124

Les pensions des sous-lieutenants admis à la retraite avant le 1er janvier 1976 peuvent être révisées sur la base des émoluments du grade de major en tenant compte de l'ancienneté de service détenue par les intéressés à la date de la radiation des cadres.

La pension des intéressés et celle de leurs ayants cause sont révisées avec effet au 1er janvier 2000.

Charges communes

Article 125

La charge budgétaire correspondant au coût représentatif de l'indexation des obligations et bons du Trésor, telle qu'autorisée par l'article 19 de la loi n° 98-546 du 2 juillet 1998 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier et constatée à la date de détachement du coupon, est inscrite chaque année en loi de finances au titre I des dépenses ordinaires des services civils du budget général.

La charge budgétaire pour l'année 2000 comprend également le coût représentatif de l'indexation des titres dont les coupons ont été détachés en 1999.

Economie, finances et industrie

Article 126

I. – L'article 2 de la loi n° 51-695 du 24 mai 1951 portant majoration de certaines rentes viagères et pensions est ainsi rédigé :

« *Art. 2.* – Les taux de majoration applicables aux rentes viagères mentionnées à l'article 1er de la présente loi sont révisés chaque année au mois de décembre, par arrêté du ministre chargé du budget publié au *Journal officiel,* par application du taux prévisionnel d'évolution en moyenne annuelle des prix à la consommation de tous les ménages, hors les prix du tabac, de l'année civile en cours, tel qu'il figure dans le rapport économique et financier annexé au dernier projet de loi de finances. Les taux de majoration ainsi révisés s'appliquent aux rentes qui ont pris naissance avant le 1er janvier de l'année en cours et qui sont servies au cours de l'année suivante. »

II. – Pour les taux applicables aux rentes servies en 2000, l'arrêté mentionné au I du présent article sera publié en janvier 2000.

III. – Les taux de majoration résultant de l'application de l'article 2 de la loi n° 51-695 du 24 mai 1951 précitée sont applicables aux rentes viagères régies par la loi n° 48-957 du 9 juin 1948 portant majoration des rentes viagères constituées au profit des anciens combattants auprès des caisses autonomes mutualistes, ainsi qu'aux rentes constituées par l'intermédiaire des sociétés mutua-

listes au profit des bénéficiaires de la majoration attribuée en application de l'article L. 321-9 du code de la mutualité.

IV. – L'article 1er de la loi n° 49-420 du 25 mars 1949 révisant certaines rentes viagères constituées entre particuliers est ainsi rédigé :

« *Art. 1er.* – Sous réserve des dispositions des articles 2 et 4, les rentes viagères ayant pour objet le paiement par des personnes physiques ou morales de sommes fixées en numéraire soit moyennant l'aliénation en pleine propriété ou en nue-propriété d'un ou de plusieurs biens corporels, meubles ou immeubles, ou d'un ou de plusieurs fonds de commerce, en vertu d'un contrat à titre onéreux ou à titre gratuit, soit comme charge d'un legs de ces mêmes biens, sont majorées de plein droit selon les modalités prévues par l'article 2 de la loi n° 51-695 du 24 mai 1951 portant majoration de certaines rentes viagères et pensions. »

V. – Dans les articles 3, 4 *bis* et 4 *ter* de la loi n° 49-420 du 25 mars 1949 précitée, les mots : « et constituées avant le 1er janvier 1998 » sont supprimés. Dans l'article 4 de cette même loi, les mots : « qui ont pris naissance avant le 1er janvier 1998 » sont supprimés.

VI. – Les dispositions de la loi n° 49-420 du 25 mars 1949 précitée s'appliquent, pour une année donnée, aux rentes viagères constituées entre particuliers antérieurement au 1er janvier de l'année précédente.

Le capital correspondant à la rente en perpétuel dont le rachat aura été demandé postérieurement au 30 septembre de l'année précédant celle au titre de laquelle

intervient la révision des taux de majoration sera calculé, nonobstant toutes clauses ou conventions contraires, en tenant compte de la majoration dont cette rente a bénéficié ou aurait dû bénéficier en vertu des dispositions de l'article 1er de la loi n° 49-420 du 25 mars 1949 précitée.

VII. – Les actions ouvertes par la loi n° 49-420 du 25 mars 1949 précitée, portant sur les taux de majoration applicables au titre d'une année donnée, peuvent être intentées dans un délai de deux ans à compter de la publication de l'arrêté portant relèvement des taux tel que prévu au I du présent article.

Article 127

L'article 1601 du code général des impôts est ainsi rédigé :

« *Art. 1601.* – Une taxe additionnelle à la taxe professionnelle est perçue au profit des chambres de métiers, des chambres régionales de métiers et de l'assemblée permanente des chambres de métiers.

« Cette taxe est acquittée par les chefs d'entreprises individuelles ou les sociétés soumis à l'obligation de s'incrire au répertoire des métiers ou qui y demeurent immatriculés. Les personnes physiques titulaires de l'allocation supplémentaire mentionnée à l'article L. 815-2 ou à l'article L. 815-3 du code de la sécurité sociale sont dégrevées d'office de la taxe.

« Cette taxe est composée :

« – d'un droit fixe par ressortissant, arrêté par les chambres de métiers dans la limite d'un montant maximum fixé à 623 F ;

« – d'un droit additionnel à la taxe professionnelle, dont le produit est arrêté par les chambres de métiers ; celui-ci ne peut excéder 50 % du produit du droit fixe.

« Toutefois, à titre exceptionnel, les chambres de métiers sont autorisées à porter le produit du droit additionnel jusqu'à 75 % du produit du droit fixe, afin de mettre en œuvre des actions ou réaliser des investissements dans le cadre de conventions, qui peuvent être pluriannuelles, conclues avec l'Etat. Les autorités chargées de prendre les arrêtés d'autorisation de ces dépassements du droit additionnel et de signer les conventions correspondantes sont définies par décret en Conseil d'Etat.

« Le présent article n'est pas applicable dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. »

Article 128

I. – Après l'article 1601 du code général des impôts, sont insérés deux articles 1601 A et 1601 B ainsi rédigés :

« *Art. 1601 A.* – Un droit égal à 10 % du montant maximum du droit fixe tel qu'il est fixé à l'article 1601 est perçu au profit d'un fonds destiné à financer des actions de promotion et de communication au profit de l'artisanat. Il est recouvré dans les mêmes conditions que la taxe pour frais de chambres de métiers. Les ressources de ce fonds sont gérées par un établissement public à

caractère administratif créé à cet effet par décret en Conseil d'Etat.

« *Art. 1601 B.* – Une contribution est perçue en vue de financer des actions de formation continue et est affectée conformément aux dispositions des articles 4 et 5 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans. Elle est égale à 0,29 % du montant annuel du plafond de la sécurité sociale en vigueur au 1er janvier de l'année d'imposition et est recouvrée dans les mêmes conditions que la taxe pour frais de chambres de métiers.

« Dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, cette contribution est réduite de moitié et est intégralement affectée à l'établissement public visé à l'article 5 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 précitée. »

II. – Au deuxième alinéa du I *bis* de l'article 1647 B *sexies* du même code, les mots : « aux articles 1600 et 1601 » sont remplacés par les mots : « aux articles 1600 à 1601 B ».

Article 129

I. – Il est inséré, dans le livre des procédures fiscales, un article L. 135 J ainsi rédigé :

« *Art. L. 135 J.* – Afin de procéder à des rapprochements avec le répertoire des métiers, les chambres de métiers peuvent se faire communiquer par l'administration fiscale la liste nominative des assujettis à la taxe pour frais de chambres de métiers.

« Les dispositions du dernier alinéa de l'article L. 135 B sont applicables aux informations ainsi transmises. »

II. – Dans le dernier alinéa de l'article L. 113 du livre des procédures fiscales, après la référence : « L. 135 I », est insérée la référence : « L. 135 J ».

Article 130

Le E de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998) est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Ce rapport présente, en outre, les conséquences de la réforme sur la répartition de la taxe pour frais de chambres de métiers et de l'imposition additionnelle à la taxe professionnelle perçue au profit des chambres de commerce et d'industrie entre l'ensemble de leurs redevables. »

Emploi et solidarité

Article 131

L'article L. 961-13 du code du travail est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Ce même fonds national est habilité à gérer les excédents financiers dont disposent les organismes collecteurs paritaires agréés gérant les contributions des employeurs affectées au financement du capital de temps de formation prévues par l'article 78 de la loi n° 95-116

du 4 février 1995 portant diverses dispositions d'ordre social et repris par le 1° de l'article L. 951-1 du présent code. Ces excédents sont appréciés, pour la première année au 31 décembre 1999, et peuvent exceptionnellement concourir aux actions de l'Etat en matière de formation professionnelle. »

Article 132

Le Gouvernement présente chaque année, en annexe à la loi de finances, un état retraçant les crédits qui concourent aux actions en faveur des droits des femmes.

Equipement, transports et logement

Article 133

Les personnels de l'Association pour la gérance des écoles de formation maritime et aquacole sur contrat à durée indéterminée en fonction, à la date de publication de la présente loi, au siège de l'association, dans une école de formation maritime et aquacole, ou affectés au centre européen de formation maritime continue de Concarneau et à l'école maritime et aquacole du Havre, et qui justifient au 1er septembre 1999 d'une durée effective de services équivalente à au moins un an sont intégrés, sur leur demande et dans la limite des emplois budgétaires créés à cet effet, dans l'enseignement public, dans les corps correspondants de la fonction publique.

Toutefois, ceux de ces personnels qui n'en feront pas la demande pourront, dans la même limite, à titre

individuel, bénéficier d'un contrat de droit public à durée indéterminée, en conservant leur régime de retraite complémentaire et de prévoyance.

Les personnels visés aux deux alinéas ci-dessus continuent à recevoir une rémunération nette au moins égale à leur rémunération globale antérieure nette.

Un décret en Conseil d'Etat fixera les conditions d'intégration, de diplômes, de vérification de l'aptitude professionnelle et de classement des personnels intéressés.

Article 134

Le Gouvernement déposera, avant le 30 juin 2000, un rapport au Parlement concernant l'institution d'un fonds de péréquation des recettes fiscales engendrées par la plate-forme aéroportuaire d'Orly, visant notamment à accorder des compensations financières aux communes voisines de l'aéroport pour compenser les nuisances sonores et les contraintes d'urbanisme subies par celles-ci.

Justice

Article 135

Le montant hors taxe sur la valeur ajoutée de l'unité de valeur mentionnée au troisième alinéa de l'article 27 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique est fixé, pour les missions achevées à compter du 1er janvier 2000, à 134 F.

Outre-mer

Article 136

Au II de l'article 4 de la loi n° 94-638 du 25 juillet 1994 tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte, les mots : « pendant cinq ans à compter de la publication du décret en Conseil d'Etat susmentionné » sont remplacés par les mots : « jusqu'au 31 décembre 2000 ».

ÉTATS LÉGISLATIFS ANNEXÉS

ÉTATS **A à C et E à H**

(Articles 67, 69, 70, 83, 84, 85 et 86 de la loi.)

Se reporter aux états publiés, en même temps que la présente loi, au *Journal officiel* (Lois et décrets) du 31 décembre 1999, pages 19 940 à 19 967.

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Décision n° 99-424 DC du 29 décembre 1999

Le Conseil constitutionnel a été saisi, le 22 décembre 1999, par MM. Jean-Louis Debré, Philippe Douste-Blazy, José Rossi, Jean-Claude Abrioux, Bernard Accoyer, Mme Michèle Alliot-Marie, MM. René André, André Angot, Philippe Auberger, Jean Auclair, Gautier Audinot, Mmes Martine Aurillac, Roselyne Bachelot-Narquin, MM. Jean Bardet, François Baroin, Christian Bergelin, André Berthol, Léon Bertrand, Jean-Yves Besselat, Jean Besson, Franck Borotra, Bruno Bourg-Broc, Philipe Briand, Christian Cabal, Gilles Carrez, Mme Nicole Catala, MM. Richard Cazenave, Jean-Paul Charié, Jean-Marc Chavanne, François Cornut-Gentille, Alain Cousin, Jean-Michel Couve, Charles Cova, Henri Cuq, Lucien Degauchy, Arthur Dehaine, Jean-Pierre Delalande, Patrick Delnatte, Jean-Marie Demange, Xavier Deniau, Yves Deniaud, Patrick Devedjian, Eric Doligé, Guy Drut, Jean-Michel Dubernard, Jean-Pierre Dupont, Christian Estrosi, Jean-Claude Etienne, Jean Falala, Jean-Michel Ferrand, François Fillon, Roland Francisci, Yves Fromion, Robert Galley, Henri de Gastines, Hervé Gaymard, Jean-Pierre Giran, Michel Giraud, Jacques Godfrain, Louis Guédon, Jean-Claude Guibal, Lucien Guichon, Gérard Hamel, Michel Hunault, Michel Inshauspé, Christian Jacob, Didier Julia, Alain Juppé, Jacques Kossowski, Robert Lamy, Pierre Lasbordes, Thierry Lazaro, Pierre Lellouche, Jean-Claude Lemoine, Thierry Mariani, Alain Marleix, Philippe Martin, Patrice Martin-Lalande, Jacques Masdeu-Arus, Mme Jacqueline Mathieu-Obadia, MM. Gilbert Meyer, Charles Miossec, Pierre Morange, Renaud Muselier, Jacques Myard, Jean-Marc Nudant, Patrick Ollier, Robert Pandraud, Jacques Pelissard, Etienne Pinte, Bernard Pons, Robert Poujade, Didier Quentin, Jean-Bernard Raimond, André Schneider, Bernard Schreiner, Frantz Taittinger, Jean Tibéri, Georges Tron, Anicet Turinay, Jean Ueberschlag, Léon Vachet, François Vannson, Roland Vuillaume, Jean-Luc Warsmann, Mme Marie-Jo Zimmermann, MM. Jean-Pierre Abelin, Pierre-Christophe Baguet, Jacques Barrot, Dominique Baudis, Jean-Louis Bernard, Claude Birraux, Emile Blessig, Mme Christine Boutin, MM. Loïc Bouvard, Jean Briane, Dominique Caillaud, Hervé de Charette, René Couanau, Charles de Courson, Yves Coussain, Léonce Deprez, Renaud Donnedieu de Vabres, Jean-Pierre Foucher, Germain Gengenwin, Hubert Grimault, Pierre Hériaud, Patrick Herr, Mmes Anne-Marie Idrac, Bernadette Isaac-Sibille, MM. Henry Jean-Baptiste, Jean-Jacques Jégou, Christian Kert, Edouard Landrain, Jacques Le Nay, François Léotard, Maurice Leroy, Roger Lestas, Maurice Ligot, Christian Martin, Pierre Méhaignerie, Pierre Micaux, Hervé Morin, Jean-Marie Morisset, Dominique Paille, Henri Plagnol, Jean-Luc Préel, Marc Reymann, François Rochebloine, Rudy Salles, André Santini, Michel Voisin, Jean-Jacques Weber,

Pierre-André Wiltzer, Mme Nicole Ameline, M. François D'aubert, Mme Sylvia Bassot, MM. Roland Blum, Dominique Bussereau, Pierre Cardo, Antoine Carré, Pascal Clément, Georges Colombier, Bernard Deflesselles, Francis Delattre, Franck Dhersin, Laurent Dominati, Dominique Dord, Charles Ehrmann, Nicolas Forissier, Gilbert Gantier, Claude Gatignol, Claude Goasguen, François Goulard, Pierre Hellier, Michel Herbillon, Philippe Houillon, Aimé Kerguéris, Marc Laffineur, Jean-Claude Lenoir, Pierre Lequiller, Alain Madelin, Jean-François Mattei, Michel Meylan, Alain Moyne-Bressand, Yves Nicolin, Paul Patriarche, Bernard Perrut, Jean Proriol, Jean Rigaud, Joël Sarlot, Jean-Pierre Soisson, Guy Teissier et Gérard Voisin, députés, d'une part, et par MM. Henri de Raincourt, Jean Arthuis, Louis Althape, Denis Badre, Jean Bernard, Roger Besse, Jean Bizet, Maurice Blin, Paul Blanc, Christian Bonnet, James Bordas, Jean Boyer, Gérard Braun, Jean-Claude Carle, Auguste Cazalet, Gérard Cesar, Jean Clouet, Charles-Henri de Cosse Brissac, Jean-Patrick Courtois, Jean Delaneau, Jacques Delong, Robert del Picchia, Fernand Demilly, Gérard Deriot, Jacques Dominati, Ambroise Dupont, Jean-Léonce Dupont, Daniel Eckenspieller, Jean-Paul Emin, Hubert Falco, Pierre Fauchon, André Ferrand, Hilaire Flandre, Jean-Pierre Fourcade, Bernard Fournier, Serge Franchis, Philippe François, Yves Freville, Yann Gaillard, René Garrec, Patrice Gelard, Francis Giraud, Paul Girod, Francis Grignon, Louis Grillot, Hubert Haenel, Mme Anne Heinis, MM. Daniel Hoeffel, Jean-Paul Hugot, Jean-François Humbert, Roger Husson, Jean-Jacques Hyest, Alain Joyandet, Pierre Laffitte, Alain Lambert, René-Georges Laurin, Jean-Louis Lorrain, Roland du Luart, Klébert Malecot, André Maman, Philippe Marini, René Marques, Serge Mathieu, Philippe Nogrix, Joseph Ostermann, Jacques Oudin, Jacques Peyrat, Michel Pelchat, Jean Pepin, Guy Poirieux, Ladislas Poniatowski, Jean Puech, Jean-Marie Rausch, Charles Revet, Henri Revol, Louis-Ferdinand de Rocca Serra, Raymond Soucaret, Michel Souplet, Louis Souvet, René Tregouet, François Trucy, André Vallet, Xavier de Villepin, Serge Vincon, sénateurs, dans les conditions prévues à l'article 61, alinéa 2, de la Constitution, de la conformité à celle-ci de la loi de finances pour 2000, d'autre part ;

Le Conseil constitutionnel,

Vu la Constitution ;

Vu l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 modifiée portant loi organique sur le Conseil constitutionnel, notamment le chapitre II du titre II de ladite ordonnance ;

Vu l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 modifiée portant loi organique relative aux lois de finances ;

Vu le code général des impôts et le livre des procédures fiscales ;

Vu le code pénal ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la décision du Conseil constitutionnel n° 99-422 DC du 21 décembre 1999 ;

Vu les observations du Gouvernement, enregistrées le 24 décembre 1999 ;

Le rapporteur ayant été entendu ;

Considérant que les députés requérants défèrent au Conseil constitutionnel la loi de finances pour 2000 en dénonçant son absence de sincérité, et en mettant en cause plus particulièrement, en tout ou en partie, ses articles 22, 59, 67, 94 et 96 ; que les sénateurs requérants critiquent pour leur part ses articles 3, 20, 21, 57, 67, 69, 91, 96, 103, 106 et 107 ;

– *Sur la sincérité de la loi de finances :*

Considérant qu'il est soutenu que la loi déférée manquerait, à quatre titres, au principe de sincérité budgétaire ;

Considérant, en premier lieu, que les auteurs des deux saisines contestent l'évaluation des recettes fiscales de l'Etat pour 2000, qui ne tiendrait pas compte « de la tendance très dynamique des encaissements en 1999, ainsi que du niveau effectif de la croissance économique en 1999 » ; qu'ils invoquent à cet égard la révision de l'évaluation du produit de l'impôt sur les sociétés pour l'année en cours, opérée à l'initiative du Gouvernement lors de la discussion de la loi de finances rectificative pour 1999 ;

Considérant, en l'espèce, qu'il ne ressort pas des éléments fournis au Conseil constitutionnel que les évaluations de recettes pour 2000 prises en compte à l'article d'équilibre soient, eu égard à l'amplitude de la sous-estimation alléguée rapportée aux masses budgétaires, entachées d'une erreur manifeste ; que, compte tenu des règles de perception de l'impôt sur les sociétés, le rehaussement inscrit dans la loi de finances rectificative pour 1999 n'impliquait pas nécessairement un ajustement de l'évaluation pour 2000 du produit de cet impôt figurant dans l'état A annexé à l'article 67 de la loi déférée ; que, si, au cours de l'exercice 2000, les recouvrements de recettes constatés dépassaient sensiblement les prévisions, il appartiendrait au Gouvernement de soumettre aux assemblées, comme il s'y est au demeurant engagé, un projet de loi de finances rectificative ;

Considérant, en deuxième lieu, que les députés auteurs de la première saisine dénoncent « des mécanismes de sous-évaluation » du nombre d'emplois publics ; qu'ils invoquent en particulier l'existence d'agents payés sur crédits » aux ministères de l'éducation nationale, de l'intérieur et de la justice, non comptabilisés dans les emplois de ces ministères ; qu'ils font valoir que « l'absence d'intégration de ces emplois publics dans la loi de finances pour 2000 » serait contraire aux dispositions de l'ordonnance susvisée du 2 janvier 1959 et que « toute dépense de l'Etat à caractère permanent doit nécessairement figurer dans une loi de finances » ; qu'ils allèguent enfin, s'agissant des « emplois-jeunes », que « le caractère temporaire de ces contrats ne doit pas justifier l'absence de prise en compte de ces agents de droit public dans le budget de l'Etat » ;

Considérant que l'article premier de l'ordonnance du 2 janvier 1959 susvisée dispose, en son cinquième alinéa, que « Les créations et transformations d'emplois ne peuvent résulter que de dispositions prévues par une loi de finances... » ; que l'article 32 de la même ordonnance prévoit que le projet de loi de finances de l'année est accompagné d'annexes explicatives faisant connaître notamment « par chapitre, le coût des services votés (...) et les mesures nouvelles qui justifient les modifications proposées au montant antérieur des services votés, et notamment les crédits afférents aux créations, suppressions et transformations d'emplois » ; qu'aux termes des deuxième et quatrième alinéas de son article 43, les décrets de répartition des crédits de la loi de finances de l'année « ne peuvent apporter aux chapitres ou comptes, par rapport aux dotations correspondantes de l'année précédente, que les modifications proposées par le Gouvernement dans les annexes explicatives, compte tenu des votes du Parlement. (...) Les créations, suppressions et transformations d'emplois résultent des modifications de crédits correspondantes dûment explicitées par les annexes. » ;

Considérant que, si ces dispositions n'impliquent pas nécessairement de faire figurer dans la loi de finances un tableau d'ensemble des emplois budgétaires de l'Etat, elles exigent en revanche que le Parlement, lorsqu'il se prononce sur les crédits des différents ministères, soit informé avec précision des effectifs d'agents titulaires et non-titulaires employés par l'Etat à titre permanent, ainsi que des dotations afférentes à leur rémunération ; que le pouvoir réglementaire, en matière de création, suppression et transformation de ces emplois, est lié par les informations figurant dans les annexes explicatives, compte tenu des votes du Parlement sur les crédits correspondants ;

Considérant, en l'espèce, que les annexes explicatives accompagnant le projet de loi de finances faisaient apparaître les crédits nécessaires à la rémunération des maîtres d'internat, surveillants d'externat et maîtres auxiliaires, adjoints de sécurité et agents de justice, ainsi que leurs effectifs et le nombre des postes créés, transformés et supprimés ; que l'existence de recrutements en surnombre ne res-

sort pas de la loi déférée ; que les dispositions précitées de l'ordonnance susvisée du 2 janvier 1959 n'imposent pas que soit inscrite dans la loi de finances une comptabilisation des effectifs d'autres personnes morales que l'Etat, lorsque celui-ci participe en tout ou partie à la rémunération des intéressés, dès lors que cette charge est prise en compte dans la loi de finances ; qu'ainsi doivent être écartés les moyens tirés du défaut de sincérité dans la présentation des emplois ;

Considérant, en troisième lieu, qu'il serait porté atteinte à la sincérité de la loi de finances, selon les députés requérants, du fait des transferts de recettes fiscales au bénéfice de la sécurité sociale, qui correspondraient « à une débudgétisation massive des ressources fiscales », en contradiction avec les principes d'unité et d'universalité de la loi de finances ;

Considérant, ainsi qu'il ressort de la décision du 21 décembre 1999 susvisée du Conseil constitutionnel sur la loi de financement de la sécurité sociale pour 2000, que les mesures critiquées n'encourent pas le reproche formulé par les requérants ;

Considérant que les députés requérants font en outre grief à la loi déférée de ne pas retracer deux impositions : la contribution sur les heures supplémentaires et la contribution sociale sur les bénéfices des sociétés, affectées par la loi de financement de la sécurité sociale précitée au fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale ;

Considérant que ces contributions, dont la première est prévue par une loi actuellement déférée au Conseil constitutionnel, sont affectées à un établissement public ; que les dépenses de ce dernier n'incombent pas par nature à l'Etat ; que lesdites contributions n'ont donc pas nécessairement à figurer dans la loi de finances, ainsi qu'il ressort du premier alinéa de l'article premier de l'ordonnance du 2 janvier 1959 susvisée, lequel prévoit que les lois de finances déterminent la nature, le montant et l'affectation des ressources de l'Etat ; qu'en vertu du deuxième alinéa de l'article 31 de ladite ordonnance, il appartient seulement au législateur, dans le cadre de la première partie de la loi de finances, de procéder à l'autorisation générale de perception des impôts affectés aux collectivités et aux établissements publics ; que, dès lors, nonobstant les inconvénients inhérents à toute débudgétisation du point de vue du contrôle des finances publiques, les principes d'unité et d'universalité budgétaires n'ont pas été méconnus ;

Considérant, en quatrième lieu, que, selon les sénateurs auteurs de la seconde saisine, le principe de sincérité budgétaire ne serait pas respecté par l'article 69 qui autorise les crédits relatifs aux mesures nouvelles de dépenses ordinaires des services civils ; qu'ils allèguent à cet effet que n'auraient pas été inscrites les dotations nécessaires pour faire face à deux dépenses annoncées par le Gouvernement

et portant, l'une sur la pérennisation de la majoration de l'allocation de rentrée scolaire, l'autre sur le versement par l'Etat d'une subvention à la Caisse nationale des allocations familiales au titre de ses dépenses relatives au fonds d'action sociale des travailleurs immigrés et de leurs familles ;

Considérant qu'aux termes du quatrième alinéa de l'article premier de l'ordonnance du 2 janvier 1959 susvisée : « Lorsque des dispositions d'ordre législatif ou réglementaire doivent entraîner des charges nouvelles, aucun projet de loi ne peut être définitivement voté, aucun décret ne peut être signé, tant que ces charges n'ont pas été prévues, évaluées et autorisées dans les conditions fixées par la présente ordonnance. » ;

Considérant que ces dispositions n'imposent pas de prévoir dans la loi de finances initiale les conséquences budgétaires de décisions à venir dont, comme en l'espèce, le coût, la date et les modalités de mise en oeuvre restent à déterminer ;

Considérant qu'il résulte de tout ce qui précède que doivent être rejetés les moyens tirés du caractère insincère de la loi déférée ;

– Sur l'article 3 :

Considérant que cet article a pour objet, en insérant un article 80 *duodecies* dans le code général des impôts, de conférer un fondement législatif propre à l'imposition, au titre de l'impôt sur le revenu, des indemnités versées aux salariés à l'occasion de la rupture du contrat de travail, ainsi qu'aux mandataires sociaux et dirigeants d'entreprise à l'occasion de la cessation de leurs fonctions ;

Considérant que, s'agissant des salariés, l'article 3 prévoit une exonération partielle ; que la fraction exonérée ne peut être inférieure au montant prévu par l'accord collectif ou par la loi, ni à la moitié des indemnités de licenciement, ni au double de la rémunération annuelle brute perçue au cours de l'année civile précédant le licenciement ; qu'elle ne peut cependant excéder un montant égal à la moitié de la première tranche de l'impôt de solidarité sur la fortune ;

Considérant que l'article 3 rend applicable le même plafond d'exonération aux indemnités perçues par les mandataires sociaux et dirigeants d'entreprise en cas de cessation forcée de leurs fonctions ;

Considérant que les sénateurs requérants allèguent que la limite supérieure de l'exonération ainsi définie porterait atteinte à un « principe selon lequel les indemnités qui ont le caractère de dommages-intérêts ne sauraient être soumises à l'impôt sur le revenu » ; que la fixation d'un plafond d'exonération unique méconnaîtrait le principe d'égalité devant les charges publiques ; que les règles d'imposition

prévues pour les dirigeants et mandataires sociaux seraient également contraires à ce principe ;

Considérant, en premier lieu, qu'aucun principe ou règle de valeur constitutionnelle n'interdit de façon générale et absolue l'imposition de sommes versées à titre d'indemnités ; qu'il était loisible au législateur de prévoir l'imposition des indemnités versées à l'occasion de la cessation de fonctions, à condition de prendre en compte les capacités contributives des intéressés ; qu'en fixant un plafond d'exonération se traduisant par un mécanisme d'abattement à la base, et en déterminant, comme elle l'a fait, le niveau de ce plafond, la disposition critiquée n'entraîne pas de rupture caractérisée de l'égalité devant les charges publiques ;

Considérant, en second lieu, que la distinction établie entre salariés, d'une part, dirigeants et mandataires sociaux, d'autre part, est justifiée par leur différence de situation au regard des règles applicables à la cessation de leurs fonctions ;

Considérant que les moyens soulevés doivent donc être rejetés ;

– *Sur l'article 20 :*

Considérant que cet article porte de 2,5 % à 5 % le taux forfaitaire, prévu au I de l'article 216 du code général des impôts, de la quote-part pour frais et charges qui, dans le cadre du régime des sociétés mères et filiales, n'est pas admise en déduction du bénéfice de la société mère ;

Considérant que la saisine des sénateurs dénonce une méconnaissance du principe d'égalité entre sociétés mères « au détriment des sociétés mères détentrices de participations dans des sociétés françaises, et en faveur de celles qui détiennent des participations dans des sociétés de droit étranger ne disposant pas d'un système équivalent à l'avoir fiscal » ; qu'il est allégué en effet que ces dernières seront imposables sur les seuls dividendes reçus, alors que les autres sociétés mères le seront sur les dividendes reçus majorés de l'avoir fiscal qui leur est attaché ;

Considérant que l'avoir fiscal constitue un supplément de revenu pour la société mère ; qu'ainsi, à produit égal, aucune différence de traitement ne résulte de l'article critiqué ; que, dès lors, le moyen soulevé manque en fait ;

– *Sur l'article 21 :*

Considérant que cet article réduit de 45 % à 40 % le taux de l'avoir fiscal attaché aux dividendes versés par les sociétés françaises à leurs actionnaires per-

sonnes morales ; qu'il neutralise l'incidence de cette réduction par une majoration, au taux de 20 %, du précompte acquitté par les sociétés distributrices ; que les sénateurs requérants soutiennent que ce dispositif de majoration entraînerait une discrimination entre les personnes morales actionnaires, selon que les bénéfices sont réalisés en France ou à l'étranger ;

Considérant que la majoration de ce crédit d'impôt ne s'applique qu'aux dividendes distribués après avoir été soumis au précompte ; que le mécanisme institué par l'article critiqué assure un traitement fiscal identique, quelle que soit l'origine des dividendes versés, aux personnes morales concernées ; que, par suite, le moyen tiré d'une atteinte au principe d'égalité manque en fait ;

– Sur l'article 22 :

Considérant que, selon les députés requérants, le législateur aurait méconnu le champ de sa propre compétence en ne définissant pas avec une précision suffisante les conditions de délivrance de l'agrément ministériel permettant l'application du régime de sursis d'imposition des plus-values en cas de scission ou d'apport partiel d'actif prévu à l'article 210 B du code général des impôts, lorsque les conditions d'application de plein droit de ce régime ne sont pas remplies ;

Considérant qu'aux termes de l'article critiqué :

« L'agrément est délivré lorsque, compte tenu des éléments faisant l'objet de l'apport :

« *a.* L'opération est justifiée par un motif économique, se traduisant notamment par l'exercice par la société bénéficiaire de l'apport d'une activité autonome ou l'amélioration des structures, ainsi que par une association entre les parties ;

« *b.* L'opération n'a pas comme objectif principal ou comme un de ses objectifs principaux la fraude ou l'évasion fiscales ;

« *c.* Les modalités de l'opération permettent d'assurer l'imposition future des plus-values mises en sursis d'imposition. » ;

Considérant que la première condition n'habilite l'autorité administrative qu'à vérifier la réalité du motif économique de l'opération d'apport partiel d'actif, sans pouvoir apprécier l'opportunité de celle-ci ; que la condition relative à l'absence de fraude s'imposerait même dans le silence de la loi ; que la troisième condition ne peut donner lieu qu'à des vérifications de nature technique ;

Considérant qu'en fixant ainsi les conditions objectives nécessaires et suffisantes pour la délivrance de l'agrément, le législateur a suffisamment encadré l'action de l'autorité administrative ; qu'au surplus, la délivrance de l'agrément constituant un droit pour les sociétés remplissant les conditions fixées par la loi, son refus doit être motivé ; que, par suite, doit être écarté le grief tiré d'une méconnaissance du sixième alinéa de l'article 34 de la Constitution qui réserve à la loi la fixation des règles concernant l'assiette, le taux et les modalités de recouvrement des impositions de toutes natures ;

– Sur l'article 57 :

Considérant que le II de cet article modifie l'article 1609 undecies du code général des impôts ; qu'il supprime l'affectation au fonds national du livre des redevances sur l'édition des ouvrages de librairie et sur l'emploi de la reprographie, lesquelles seront directement affectées au Centre national du livre ;

Considérant que, contrairement à ce qu'allèguent les sénateurs requérants, l'affectation de contributions de nature fiscale à un établissement public n'est contraire à aucune règle, ni à aucun principe de valeur constitutionnelle ;

– Sur l'article 59 :

Considérant que cet article, qui insère dans le code général des impôts un article 302 *bis* ZE, institue, à compter du 1er juillet 2000, une contribution de 5 % sur la cession à un service de télévision des droits de diffusion de manifestations ou de compétitions sportives, et en affecte le produit au compte d'affectation spéciale intitulé « fonds national pour le développement du sport » ;

Considérant que, selon les députés requérants, le produit attendu de la nouvelle contribution « pénalisera fortement le sport professionnel, sans que son produit prévisionnel soit suffisant pour aider de façon significative l'ensemble des clubs sportifs amateurs » ; qu'ils allèguent en conséquence que cet article ne respecterait pas le principe de nécessité de l'impôt, qui découle de l'article 14 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 ;

Considérant que l'article critiqué ne modifie pas les règles d'intervention du fonds national pour le développement du sport ; que la nécessité de la contribution contestée résulte de l'intérêt général qui s'attache aux missions de ce fonds ; que les critères d'assujettissement retenus sont objectifs et rationnels ; que, dès lors, le moyen tiré de l'atteinte portée au principe de nécessité de l'impôt ne peut qu'être rejeté ;

[30 décembre 1999]

– Sur l'article 91 :

Considérant que le II de cet article, auquel s'adressent les griefs des sénateurs requérants, insère dans le livre des procédures fiscales un article L. 13-0A ainsi rédigé : « Les agents de l'administration des impôts peuvent demander toutes informations relatives au montant, à la date et à la forme des versements afférents aux recettes de toute nature perçues par les personnes dépositaires du secret professionnel en vertu des dispositions de l'article 226-13 du code pénal. Ils ne peuvent demander de renseignements sur la nature des prestations fournies par ces personnes » ;

Considérant qu'il est soutenu que, « le terme d'informations ayant un champ d'application très large » et la référence à l'article 226-13 du code pénal n'offrant « aucune garantie de confidentialité à la personne bénéficiaire des prestations » d'un dépositaire du secret professionnel, il serait porté une atteinte indirecte au respect de la vie privée ;

Considérant qu'il résulte des dispositions précitées, éclairées par les débats parlementaires à l'issue desquels elles ont été adoptées, que le législateur a entendu délimiter strictement le champ des informations demandées, qui ne peuvent porter ni sur l'identité des clients, ni sur la nature des prestations fournies ; que les dispositions de l'article 226-13 du code pénal, auquel renvoie expressément l'article L. 13-0A du livre des procédures fiscales, s'appliqueraient en cas de révélation, par une personne qui en est dépositaire, des informations couvertes par cet article ;

Considérant, dès lors, que manque en fait le grief tiré d'une atteinte au respect de la vie privée ;

– Sur l'article 94 :

Considérant que cet article, qui insère les articles 150-0A à 150-0E dans le code général des impôts, procède à la fusion des différents régimes d'imposition des plus-values de cession de valeurs mobilières et de droits sociaux applicables aux particuliers dans la gestion de leur patrimoine privé ; que le régime unique mis en place assujettit les plus-values au taux de 16 %, dès lors que le montant annuel des cessions excède une limite fixée, par le I de l'article 150-0A, à 50 000 francs par foyer fiscal ;

Considérant que les députés requérants critiquent la « non prise en compte de la situation familiale du contribuable » dans la fixation de cette limite ;

Considérant qu'aux termes de l'article 13 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 : « Pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable : elle doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés » ; qu'en vertu de l'article 34 de la Constitution, il appartient au législateur de déterminer, dans le respect des principes constitutionnels et compte tenu des caractéristiques de chaque impôt, les règles selon lesquelles doivent être appréciées les facultés contributives ; que cette appréciation ne doit cependant pas entraîner de rupture caractérisée de l'égalité devant les charges publiques ;

Considérant qu'à la différence de la taxation des revenus du foyer fiscal par application du barème progressif de l'impôt sur le revenu, la disposition critiquée prévoit l'imposition, selon un taux unique, du produit d'opérations de gestion du patrimoine ; que le seuil de cession, repris du I de l'article 92 B du code général des impôts par l'article 150-0A, répond à un objectif de simplification, en dispensant d'obligations déclaratives les contribuables ne réalisant que des opérations de faible ampleur ; qu'il est en revanche dépourvu de lien avec le montant des plus-values qui constitue l'assiette de l'impôt ; qu'en ne faisant pas dépendre de la situation familiale du contribuable le seuil de déclenchement de l'imposition, le législateur n'a pas méconnu le principe d'égalité devant l'impôt ;

– Sur l'article 96 :

Considérant que cet article a pour objet de permettre aux communes d'instituer une taxe due par toute personne exerçant une activité commerciale non salariée à durée saisonnière sur leur territoire ; qu'il insère à cet effet les articles L. 2333-87 à L. 2333-90 dans le code général des collectivités territoriales ;

Considérant que les auteurs des deux saisines contestent la conformité de ladite taxe au principe d'égalité devant l'impôt affirmé par les articles 13 et 14 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 ; que la superficie du local ou du véhicule où l'activité est exercée, qui en constitue l'assiette, serait, selon eux, indépendante des capacités contributives des redevables ; que l'absence de prise en compte de la durée d'installation serait source d'inégalité ; que l'exonération des redevables de la taxe professionnelle dans la commune comporterait des risques de détournement et de discrimination ; que les députés requérants critiquent les imprécisions de l'article en matière de recouvrement et s'élèvent contre l'assujettissement du conducteur lorsque l'activité s'exerce exclusivement dans un véhicule ; que, pour leur part, les sénateurs requérants font valoir qu'« en accordant aux communes un pouvoir de contrôle et de constatation des infractions aux règles régissant cette taxe, le dispositif prévu à cet article méconnaît les garanties élémentaires dont les contribuables doivent bénéficier. » ;

[30 décembre 1999]

Considérant qu'en vertu du nouvel article L. 2333-88 du code général des collectivités territoriales, la taxe « est due pour l'année d'imposition à la date de la première installation. » ; que son article L. 2333-89 prévoit un « tarif uniforme, qui ne peut être inférieur à 50 francs par mètre carré, ni excéder 800 francs le mètre carré » ;

Considérant qu'en ne prenant pas en compte la durée d'installation dans la commune d'activités commerciales non sédentaires, le législateur a méconnu, en l'espèce, le principe d'égalité devant les charges publiques ; que par suite, l'article 96 doit être regardé comme contraire à la Constitution ;

– Sur l'article 103 :

Considérant que cet article complète le barème de majorations fiscales de l'article 1728 du code général des impôts, afin de prévoir une pénalité spécifique de 80 % en cas de découverte d'une « activité occulte » ;

Considérant que les sénateurs requérants soutiennent que l'article 103 porterait atteinte à la présomption d'innocence ; qu'il introduirait une confusion avec les autres majorations prévues à l'article 1728 précité, et qu'il violerait les principes de proportionnalité et de nécessité des sanctions ;

Considérant qu'il appartient au législateur d'assurer la conciliation de l'objectif de valeur constitutionnelle de lutte contre la fraude fiscale, qui découle nécessairement de l'article 13 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, avec le principe énoncé par son article 8, aux termes duquel : « La loi ne doit établir que des peines strictement et évidemment nécessaires et nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie et promulguée antérieurement au délit, et légalement appliquée » ;

Considérant qu'il résulte de ces dernières dispositions, qui s'appliquent à toute sanction ayant le caractère de punition, qu'une peine ne peut être infligée qu'à la condition que soient respectés les principes de légalité des délits et des peines, de nécessité des peines, et de non-rétroactivité de la loi répressive plus sévère ; que s'impose en outre le respect des droits de la défense ;

Considérant que la notion d'activité occulte est définie avec une précision suffisante par le livre des procédures fiscales ; qu'en effet, son article L. 169 prévoit le délai de reprise de l'administration « lorsque le contribuable n'a pas déposé dans le délai légal les déclarations qu'il était tenu de souscrire et n'a pas fait connaître son activité à un centre de formalités des entreprises ou au greffe du tribunal de commerce » ; que la pénalité qu'il est prévu d'instituer au 3 de l'article 1728 précité ne peut s'appliquer qu'à cette double condition ; qu'il incombera à

l'administration d'apporter la preuve de l'exercice occulte de l'activité professionnelle ; que les droits de la défense sont suffisamment garantis par l'application des dispositions de l'article L. 80 D du livre des procédures fiscales, en vertu duquel, avant la mise en recouvrement de la pénalité, le contribuable peut présenter ses observations durant un délai de trente jours à compter de la notification des motifs pour lesquels l'administration envisage la majoration ;

Considérant par ailleurs que, contrairement à ce que soutiennent les sénateurs requérants, la pénalité nouvelle ne peut être infligée cumulativement avec les majorations de 40 % et 80 % prévues, à défaut de déclaration après une première et une deuxième mises en demeure, aux deuxième et troisième alinéas du même article ;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que la disposition critiquée ne porte atteinte à aucun principe, ni à aucune règle de valeur constitutionnelle ;

– *Sur l'article 106 :*

Considérant que cet article a pour objet de renforcer la sanction des omissions ou inexactitudes dans les facturations, pour l'établissement de la taxe sur la valeur ajoutée ; que les sénateurs requérants soutiennent que cette disposition porte atteinte aux droits de la défense, ainsi qu'au caractère contradictoire de la procédure de redressement ;

Considérant qu'aux termes du premier alinéa de l'article 1740 *ter* A inséré par le I de l'article 106 dans le code général des impôts : « Toute omission ou inexactitude constatée dans les factures ou documents en tenant lieu mentionnés aux articles 289 et 290 *quinquies* donne lieu à l'application d'une amende de 100 F par omission ou inexactitude. Toutefois, l'amende due au titre de chaque facture ou document ne peut excéder le quart du montant qui y est ou aurait dû y être mentionné. » ; que le II complète l'article L. 80 H du livre des procédures fiscales pour permettre l'application de ladite amende à la suite de la mise en œuvre du droit d'enquête ; que le III complète l'article 1736 du code général des impôts pour prévoir la constatation de l'amende par l'administration fiscale ;

Considérant que ces dispositions tendent à permettre l'application, à l'issue de la mise en œuvre du droit d'enquête, d'amendes adaptées à la nature des contrôles exercés ; que le droit d'enquête prévu par les articles L. 80 F et suivants du livre des procédures fiscales a pour objet de « rechercher les manquements aux règles de facturation auxquelles sont soumis les assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée... » ; qu'il n'a ni pour objet, ni pour effet, d'établir des suppléments d'imposition ; qu'en fixant à 100 francs par erreur ou omission le montant forfaitaire de l'amende et en la plafonnant au quart du montant de chaque facture, le législa-

teur n'a pas prévu une sanction manifestement disproportionnée à la gravité des manquements constatés ;

Considérant que, selon le deuxième alinéa de l'article 1740 *ter* A inséré dans le code général des impôts, « cette amende ne peut être mise en recouvrement avant l'expiration d'un délai de trente jours à compter de la notification du document par lequel l'administration a fait connaître au contrevenant la sanction qu'elle se propose d'appliquer, les motifs de celle-ci et la possibilité dont dispose l'intéressé de présenter dans ce délai des observations. Elle est recouvrée suivant les procédures et sous les garanties prévues pour les taxes sur le chiffre d'affaires. Les réclamations sont instruites et jugées comme pour ces taxes. » ; qu'il ressort des termes mêmes de cet article qu'est suffisamment garanti le respect des droits de la défense, lequel s'impose au demeurant à l'autorité administrative dans le silence de la loi ; que les griefs doivent donc être rejetés ;

– Sur l'article 107 :

Considérant que l'article 107 abroge l'article L. 80 C du livre des procédures fiscales, aux termes duquel : « L'intervention, auprès d'un contribuable sur le territoire national, d'un agent de l'administration fiscale d'un pays étranger, rend nuls et de nul effet le redressement ainsi que toute poursuite fondée sur celui-ci » ;

Considérant, que, selon les sénateurs requérants, cette abrogation porterait atteinte à la souveraineté nationale, en permettant aux agents des administrations fiscales étrangères d'effectuer des contrôles sur le territoire national ;

Considérant que l'abrogation de l'article L. 80 C du livre des procédures fiscales n'a pas pour effet, par elle-même, de permettre aux agents de services fiscaux étrangers de conduire en France leurs investigations ; qu'en vertu des dispositions combinées des articles L. 10 et L. 45 du livre des procédures fiscales, les agents de l'administration française sont seuls habilités à assurer le contrôle de l'ensemble des impôts et taxes dus par les contribuables ; que, par suite, le grief allégué manque en fait ;

– Sur l'article 113 :

Considérant qu'aux termes de cet article : « Afin de maintenir le contrôle parlementaire, tous les projets, quel que soit leur montant, financés dans la zone de solidarité prioritaire sur les crédits figurant au budget du ministère des affaires étrangères et qui relevaient de la compétence du Fonds d'aide et de coopération au 31 décembre 1999 ne peuvent être mis en œuvre par le ministère qu'après l'accord préalable du comité directeur du Fonds d'aide et de coopération ou de l'organe de décision qui lui sera substitué, au sein duquel continueront à siéger des représen-

tants de chaque assemblée » ; que ces dispositions, exclusivement relatives à une procédure de décision relevant du pouvoir exécutif, ne sont pas au nombre de celles qui, conformément à l'article premier de l'ordonnance du 2 janvier 1959 susvisée, peuvent trouver leur place dans une loi de finances ; qu'il suit de là que l'article 113 a été adopté selon une procédure contraire à la Constitution ;

Considérant qu'il n'y a lieu pour le Conseil constitutionnel de soulever d'office aucune autre question de conformité à la Constitution,

Décide :

Article 1er. – Les articles 96 et 113 de la loi de finances pour 2000 sont déclarés contraires à la Constitution.

Article 2. – La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Délibéré par le Conseil constitutionnel dans sa séance du 29 décembre 1999, présidée par M. Yves Guéna et où siégeaient : MM. Georges Abadie, Michel Ameller, Jean-Claude Colliard, Alain Lancelot, Mme Noëlle Lenoir, M. Pierre Mazeaud et Mme Simone Veil.

[30 décembre 1999]

30 décembre 1999. – Loi de finances rectificative pour 1999, n° 99-1173. (*J.O.* du 31 décembre 1999.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Assemblée nationale. – *Projet de loi* (n° 1952). – *Rapport de M. Didier Migaud, rapporteur général, au nom de la commission des finances* (n° 1992). – *Avis de M. François Lamy, au nom de la commission de la défense* (n° 1991). – *Discussion les 8 et 9 décembre 1999 et adoption le 9 décembre 1999* (T.A. n° 406).

Sénat. – *Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale* (n° 127, 1999-2000). – *Rapport de M. Philippe Marini, rapporteur général, au nom de la commission des finances* (n° 144, 1999-2000). – *Discussion et adoption le 20 décembre 1999* (T.A. n° 55).

Assemblée nationale. – *Projet de loi modifié par le Sénat* (n° 2040). – *Rapport de M. Didier Migaud, rapporteur général, au nom de la* **commission mixte paritaire** (n° 2041).

Sénat. – *Rapport de M. Philippe Marini, rapporteur général, au nom de la* **commission mixte paritaire** (n° 149, 1999-2000).

Assemblée nationale. – *Projet de loi modifié par le Sénat* (n° 2040). – *Rapport de M. Didier Migaud, rapporteur général, au nom de la commission des finances* (n° 2043). – *Discussion et adoption le 22 décembre 1999* (T.A. n° 420).

Sénat. – *Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture* (n° 152, 1999-2000). – *Rapport de M. Philippe Marini, rapporteur général, au nom de la commission des finances* (n° 153, 1999-2000). – *Discussion et rejet le 22 décembre 1999* (T.A. n° 58).

Assemblée nationale. – *Projet de loi rejeté par le Sénat en nouvelle lecture* (n° 2059). – *Rapport de M. Didier Migaud, rapporteur général, au nom de la commission des finances* (n° 2060). – *Discussion et adoption, en lecture définitive, le 22 décembre 1999* (T.A. n° 422).

Conseil constitutionnel. – *Décision n° 99-425 DC du 29 décembre 1999 (J.O. du 31 décembre 1999).*

PREMIÈRE PARTIE

CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Article 1er

Les dispositions du I de l'article 1er de la loi de finances rectificative pour 1998 (n° 98-1267 du 30 décembre 1998) sont applicables du 1er janvier 1999 au 31 décembre 1999.

Article 2

La créance détenue sur l'Agence France-Presse, au titre du prêt participatif accordé en 1991 et imputé sur le compte de prêts n° 903-05, est abandonnée à hauteur de 45 millions de francs. Les intérêts courus et échus depuis l'échéance 1996 jusqu'à l'échéance 1999 incluse sont également abandonnés.

Article 3

L'ajustement des recettes tel qu'il résulte des évaluations révisées figurant à l'état A annexé à la présente loi et le supplément de charges du budget de l'Etat pour 1999 sont fixés ainsi qu'il suit :

(En millions de francs.)

	Ressources		Dépenses ordinaires civiles	Dépenses civiles en capital	Dépenses militaires	Total des dépenses à caractère définitif	Plafond des charges à caractère temporaire	Solde
A. – *Opérations à caractère définitif*								
Budget général								
Ressources brutes	30 651	Dépenses brutes	23 047					
A déduire : Remboursements et dégrèvements d'impôts	13 095	*A déduire :* Remboursements et dégrèvements d'impôts	13 095					
Ressources nettes	17 556	Dépenses nettes	9 952	2 589	– 4 502	8 039		
Comptes d'affectation spéciale	71		71	»	»	71		
Totaux du budget général et des comptes d'affectation spéciale	17 627		10 023	2 589	– 4 502	8 110		
Budgets annexes								
Aviation civile	»		»	»		»		
Journaux officiels	»		»	»		»		
Légion d'honneur	»		»	»		»		
Ordre de la Libération	»		»	»		»		
Monnaies et médailles	»		»	»		»		
Prestations sociales agricoles	»		»	»		»		
Totaux des budgets annexes	»		»	»		»		
Solde des opérations définitives de l'Etat (A)								**9 517**
B. – *Opérations à caractère temporaire*								
Comptes spéciaux du Trésor								
Comptes d'affectation spéciale	»						»	
Comptes de prêts	1 555						500	
Comptes d'avances	»						»	
Comptes de commerce (solde)	»						»	
Comptes d'opérations monétaires (solde)	»						»	
Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers (solde)	»						»	
Totaux (B)	1 555						500	
Solde des opérations temporaires de l'Etat (B)								**1 055**
Solde général (A + B)								**10 572**

[30 décembre 1999]

DEUXIÈME PARTIE

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TITRE Ier

DISPOSITIONS APPLICABLES À L'ANNÉE 1999

I. – *OPÉRATIONS À CARACTÈRE DÉFINITIF*

A. – **Budget général**

Article 4

Il est ouvert aux ministres, au titre des dépenses ordinaires des services civils pour 1999, des crédits supplémentaires s'élevant à la somme totale de 42 667 843 906 F, conformément à la répartition par titre et par ministère qui en est donnée à l'état B annexé à la présente loi.

[30 décembre 1999]

Article 5

Il est ouvert aux ministres, au titre des dépenses en capital des services civils pour 1999, des autorisations de programme et des crédits de paiement supplémentaires s'élevant respectivement aux sommes de 21 361 153 344 F et de 4 066 205 409 F, conformément à la répartition par titre et par ministère qui en est donnée à l'état C annexé à la présente loi.

Article 6

Il est ouvert au ministre de la défense, au titre des dépenses ordinaires des services militaires pour 1999, des crédits supplémentaires s'élevant à la somme de 798 000 000 F.

B. – Budgets annexes

Article 7

Il est ouvert aux ministres, au titre des dépenses des budgets annexes pour 1999, des crédits de paiement supplémentaires s'élevant à la somme de 3 000 000 F, ainsi répartie :

(En francs.)

Budgets annexes	Autorisations de programme	Crédits de paiement
Monnaies et médailles	»	3 000 000
Totaux	»	**3 000 000**

[30 décembre 1999]

C. – Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale

Article 8

Il est ouvert au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, au titre des comptes d'affectation spéciale pour 1999, des autorisations de programme s'élevant à la somme de 200 000 000 F et des crédits de paiement s'élevant à la somme de 271 470 000 F.

Les crédits de paiement sont ainsi répartis :

Dépenses ordinaires civiles	71 470 000 F
Dépenses civiles en capital	200 000 000 F
Total	271 470 000 F

II. – *OPÉRATIONS À CARACTÈRE TEMPORAIRE*

Article 9

Il est ouvert au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, pour 1999, au titre des comptes de prêts, des autorisations de programme et des crédits de paiement supplémentaires s'élevant respectivement aux sommes de 721 000 000 F et 500 000 000 F.

III. – *AUTRES DISPOSITIONS*

Article 10

Sont ratifiés les crédits ouverts par le décret n° 99-753 du 2 septembre 1999 portant ouverture de crédits à titre d'avance.

Article 11

Pour l'exercice 1999, le produit, hors taxe sur la valeur ajoutée, de la taxe dénommée « redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision » est réparti entre les organismes du secteur public de la communication audiovisuelle de la manière suivante :

	(En millions de francs.)
Institut national de l'audiovisuel.	420,5
France 2	2 623,0
France 3	3 603,0
Société nationale de radiodiffusion et de télévision d'outre-mer ...	1 162,7
Radio France	2 652,2
Radio France internationale	175,4
Société européenne de programmes de télévision : la SEPT-ARTE	1 039,7

[30 décembre 1999]

Société de télévision du savoir, de la formation et de l'emploi : La Cinquième	782,0
Total	12 458,5

TITRE II

DISPOSITIONS PERMANENTES

I. – *MESURES CONCERNANT LA FISCALITÉ*

Article 12

I. – Il est mis fin, avec effet au 30 juin 2000, aux plans d'épargne en vue de la retraite ouverts en application de l'article 1er de la loi n° 87-416 du 17 juin 1987 sur l'épargne. Les sommes ou les valeurs figurant sur ces plans sont réputées acquises en exonération d'impôt sur le revenu et de prélèvements sociaux par les titulaires des plans pour leur valeur à cette même date.

II. – Les articles 91 à 91 I, 163 *novodecies* et 1770 *sexies* ainsi que le 5° de l'article 157, le *d* du 5 de l'article 158, le quatrième alinéa du 1 de l'article 199 *undecies* et le deuxième alinéa de l'article 238 *bis* HE du code général des impôts sont abrogés à compter du 30 juin 2000.

III. – Le 10° du II de l'article L. 136-7 du code de la sécurité sociale est abrogé à compter du 30 juin 2000. Aux II et III dudit article, la référence : « 10° » est remplacée par la référence : « 9° ».

IV. – Le 10° du II de l'article 16 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale est abrogé à compter du 30 juin 2000. Aux II, III et IV dudit article, la référence : « 10° » est remplacée par la référence : « 9° ».

Article 13

I. – Le I de l'article 125-0 A du code général des impôts est ainsi modifié :

a) Au *a*, les mots : « reconnu en application de l'article 41 ou du VII de l'article 97 de la loi n° 96-597 du 2 juillet 1996 de modernisation des activités financières » sont remplacés par les mots : « figurant sur les listes mentionnées à l'article 16 de la directive 93/22/CEE du Conseil, du 10 mai 1993, concernant les services d'investissement dans le domaine des valeurs mobilières » ;

b) Le *e* est ainsi rédigé :

« *e.* Actions émises par des sociétés qui exercent une activité autre que les activités mentionnées au deuxième alinéa du 2 du I de l'article 44 *sexies* et dont les titres ne sont pas admis aux négociations sur un marché réglementé ; »

c) Au *f*, les mots : « le nouveau marché » sont remplacés par les mots : « les marchés réglementés de valeurs de croissance de l'Espace économique européen, ou les

compartiments de valeurs de croissance de ces marchés, dont la liste est fixée par arrêté du ministre chargé de l'économie » ;

d) Le quatorzième alinéa est ainsi rédigé :

« Les titres mentionnés aux *a, b, e* et *f* doivent être émis par des sociétés qui ont leur siège dans un Etat de la Communauté européenne et sont soumises à l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun au taux normal ou le seraient dans les mêmes conditions si l'activité était exercée en France. »

II. – Les dispositions du I sont applicables à compter du 1er janvier 2000.

Article 14

I. – Par dérogation au 2 du I de l'article 2 de la loi n° 92-666 du 16 juillet 1992 relative au plan d'épargne en actions, constituent un emploi autorisé dans le cadre du plan les actions des sociétés ayant leur siège dans un autre Etat de la Communauté européenne reçues en échange d'actions figurant sur le plan à la date de l'échange et admises aux négociations sur un marché réglementé, lorsque cet échange résulte d'une offre publique d'échange, d'une fusion, d'une scission ou d'une opération assimilée réalisées conformément à la réglementation en vigueur.

II. – Les dispositions du I sont applicables aux opérations d'échange réalisées à compter du 1er janvier 1999.

Article 15

I. – Il est inséré, à la section 9 du chapitre Ier du titre II de la première partie du livre Ier du code général des impôts, un VIII ainsi rédigé :

« *VIII. – Régime applicable à l'or d'investissement*

« *Art. 298* sexdecies *A.* – 1. Sont exonérées de la taxe sur la valeur ajoutée :

« *a.* Les livraisons, les acquisitions intracommunautaires et les importations d'or d'investissement, y compris lorsque l'or d'investissement est négocié sur des comptes or ou sous la forme de certificats ou de contrats qui confèrent à l'acquéreur un droit de propriété ou de créance sur cet or ;

« *b.* Les prestations de services rendues par les assujettis qui interviennent au nom et pour le compte d'autrui dans les opérations visées au *a.*

« 2. Est considéré comme or d'investissement :

« *a.* L'or sous la forme d'une barre, d'un lingot ou d'une plaquette d'un poids supérieur à un gramme et dont la pureté est égale ou supérieure à 995 millièmes, représenté ou non par des titres ;

« *b.* Les pièces d'une pureté égale ou supérieure à 900 millièmes qui ont été frappées après 1800, ont ou ont eu cours légal dans leur pays d'origine et dont le prix de vente n'excède pas de plus de 80 % la valeur de l'or qu'elles contiennent.

[30 décembre 1999]

« *Art. 298* sexdecies *B.* – 1. Les assujettis qui produisent de l'or d'investissement ou transforment de l'or en or d'investissement peuvent, sur option, soumettre à la taxe sur la valeur ajoutée la livraison de cet or d'investissement à un autre assujetti.

« 2. Les assujettis qui réalisent habituellement des livraisons d'or destiné à un usage industriel peuvent, sur option, soumettre à la taxe sur la valeur ajoutée chacune des livraisons d'or mentionné au *a* du 2 de l'article 298 *sexdecies* A à un autre assujetti.

« 3. Les assujettis qui interviennent au nom et pour le compte d'autrui dans des opérations mentionnées au *a* du 1 de l'article 298 *sexdecies* A peuvent, sur option, soumettre à la taxe sur la valeur ajoutée leur prestation lorsque l'opération dans laquelle ils s'entremettent est imposée en application du 1 ou du 2 ci-dessus.

« 4. Lorsqu'ils ont exercé l'une des options ci-dessus, les assujettis portent sur la facture qu'ils délivrent la mention : "application de l'article 26 *ter* C de la directive 77/388/CEE modifiée". A défaut, l'option est réputée ne pas avoir été exercée.

« *Art. 298* sexdecies *C.* – 1. Les assujettis qui réalisent des livraisons d'or exonérées en application de l'article 298 *sexdecies* A peuvent déduire la taxe sur la valeur ajoutée qui a grevé :

« *a.* Leurs achats d'or d'investissement lorsque ces achats ont été soumis à la taxe en application de l'article 298 *sexdecies* B ;

« *b.* Leurs achats d'or autre que d'investissement lorsque cet or a été acquis ou importé en vue de sa transformation en or d'investissement ;

« *c.* Les prestations de services ayant pour objet un changement de forme, de poids ou de pureté de l'or, y compris l'or d'investissement.

« 2. Lorsqu'ils réalisent des livraisons exonérées en application de l'article 298 *sexdecies* A, les assujettis qui produisent de l'or d'investissement ou transforment de l'or en or d'investissement peuvent déduire la taxe sur la valeur ajoutée qu'ils ont supportée au titre des livraisons, des acquisitions intracommunautaires et des importations des biens ou des services directement liés à la production ou à la transformation de cet or.

« *Art. 298* sexdecies *D.* – Pour les livraisons mentionnées au 1 et au 2 de l'article 298 *sexdecies* B, la taxe est acquittée par le destinataire. Toutefois, le vendeur est solidairement tenu au paiement de la taxe.

« *Art. 298* sexdecies *E.* – 1. Les assujettis qui achètent et revendent de l'or d'investissement tel que défini au 2 de l'article 298 *sexdecies* A doivent conserver pendant six ans à l'appui de leur comptabilité les documents permettant d'identifier leurs clients pour toutes les opérations d'un montant égal ou supérieur à 15 000 euros.

« 2. Lorsqu'ils sont astreints aux obligations de l'article 537, les assujettis peuvent répondre à l'obligation mentionnée au 1 par la production du registre prévu à cet article.

« 3. Les assujettis comptabilisent distinctement les opérations portant sur l'or d'investissement en les distin-

guant selon qu'elles sont exonérées ou ont fait l'objet de l'option. »

II. – Au troisième alinéa du *a* du 2° du IV de l'article 256 du code général des impôts, après les mots : « en or », sont insérés les mots : « autres que celles visées au 2 de l'article 298 *sexdecies* A ».

III. – A l'article 283 du code général des impôts, il est inséré un 2 *quater* ainsi rédigé :

« 2 *quater*. Pour les livraisons à un autre assujetti d'or sous forme de matière première ou de produits semi-ouvrés d'une pureté égale ou supérieure à 325 millièmes, la taxe est acquittée par le destinataire. Toutefois, le vendeur est solidairement tenu au paiement de la taxe. »

IV. – Les *c* et *d* du 3° du II de l'article 291 du code général des impôts sont abrogés.

V. – L'article 293 A du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Les dispositions actuelles de cet article sont regroupées sous un 1 ;

2° Il est ajouté un 2 ainsi rédigé :

« 2. Par dérogation au 1, la taxe afférente à l'importation d'or sous forme de matière première ou de produits semi-ouvrés d'une pureté égale ou supérieure à 325 millièmes est acquittée sur la déclaration mentionnée à l'article 287 par l'assujetti désigné comme destinataire réel du bien sur la déclaration d'importation. »

[30 décembre 1999]

VI. – Le dernier alinéa de l'article 537 du code général des impôts est ainsi rédigé :

« Toutefois, pour les transactions d'un montant égal ou supérieur à 15 000 euros qui portent sur l'or d'investissement tel que défini au 2 de l'article 298 *sexdecies* A, le registre visé au premier alinéa doit comporter l'identité des parties. Il en est de même lorsque ces transactions sont réalisées au cours de ventes publiques ou lorsque le client en fait la demande. »

VII. – Un décret précise les modalités d'application du présent article.

Article 16

I. – Les 1° et 2° du *c* du II de l'article 244 *quater* B du code général des impôts sont abrogés.

II. – Le I s'applique aux dépenses retenues pour le calcul du crédit d'impôt à compter du 1er janvier 2000.

Article 17

I. – Le 8° de l'article 260 C du code général des impôts est ainsi rédigé :

« 8° Aux frais et commissions perçus lors de l'émission des actions des sociétés d'investissement à capital variable et aux sommes perçues lors des cessions de créances ou en rémunération de la gestion des créances cédées ; ».

[30 décembre 1999]

II. – Le 13° de l'article 260 C du code général des impôts est abrogé.

Article 18

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

A. – 1° Au III de l'article 256, il est ajouté un *d* ainsi rédigé :

« *d.* A faire l'objet de livraisons à bord des moyens de transport, effectuées par l'assujetti, dans les conditions mentionnées au *c* du 1 de l'article 8 de la directive 77/388/CEE du Conseil du 17 mai 1977. » ;

2° Au 2° du II de l'article 256 *bis*, il est ajouté un *d* ainsi rédigé :

« *d.* A faire l'objet de livraisons à bord des moyens de transport, effectuées par l'assujetti, dans les conditions mentionnées au *d* du I de l'article 258. ».

B. – 1. Il est inséré un article 302 F *bis* et un article 302 F *ter* ainsi rédigés :

« *Art. 302 F* bis. – Sont exonérés des droits d'accises exigibles lors de la mise à la consommation les alcools, boissons alcooliques et tabacs manufacturés :

« 1° Détenus dans les comptoirs de vente situés dans l'enceinte d'un aéroport ou d'un port, et destinés à faire l'objet de livraisons à emporter dans les bagages personnels des voyageurs se rendant par la voie aérienne ou maritime dans un pays non compris dans le territoire communautaire ;

« 2° Destinés à faire l'objet de livraisons à emporter dans les bagages personnels des voyageurs, effectuées à bord d'un avion ou d'un bateau au cours d'un transport à destination d'un pays non compris dans le territoire communautaire ;

« 3° Destinés à l'avitaillement des navires effectuant une navigation maritime, à l'exclusion des navires de plaisance ou de sport, ainsi que des aéronefs effectuant des liaisons commerciales. Pour les droits d'accises au sens du présent code, ne sont considérés comme biens d'avitaillement que les alcools, boissons alcooliques et tabacs manufacturés, exclusivement destinés à être consommés à bord desdits moyens de transport par les membres de l'équipage ou par les passagers.

« Un décret fixe les conditions d'application du présent article.

« *Art. 302 F* ter. – 1° Les personnes qui exploitent des comptoirs de vente situés dans l'enceinte d'un port, d'un aéroport ou du terminal du tunnel sous la Manche ou des boutiques à bord de moyens de transport et qui effectuent des livraisons de biens à emporter en exonération des droits mentionnés à l'article 302 B, dans les conditions prévues aux 1° et 2° de l'article 302 F *bis*, ou en droits acquittés aux voyageurs qui se rendent à destination d'un autre Etat membre de la Communauté européenne, doivent prendre la qualité d'entrepositaire agréé mentionnée à l'article 302 G pour bénéficier du régime suspensif de ces droits ;

« 2° Toute personne mentionnée au 1° qui veut effectuer les ventes au détail d'alcools, de boissons alcooliques et de tabacs manufacturés à des voyageurs,

qui se rendent à destination d'un pays non compris dans le territoire communautaire ou d'un autre Etat membre de la Communauté européenne, est tenue d'en faire la déclaration auprès de l'administration des douanes et droits indirects préalablement au commencement de son activité et de désigner le ou les lieux de vente ;

« 3° *a.* Les droits mentionnés à l'article 302 B sont liquidés et acquittés dans les conditions prévues au III de l'article 302 D, d'après les quantités déclarées en sortie de régime suspensif ;

« *b.* Les dispositions du *a* s'appliquent également lorsque les alcools, boissons alcooliques et tabacs manufacturés sont détenus sous un régime suspensif fiscal d'entrepôt national d'importation ou d'exportation et sous un régime suspensif des droits d'accises ;

« 4° Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article. »

2. L'article 565 est complété par un 3 ainsi rédigé :

« 3. Les personnes physiques ou morales qui approvisionnent les titulaires du statut d'acheteur-revendeur prévu au troisième alinéa de l'article 568 ne sont pas tenues de s'établir en qualité de fournisseur pour introduire, commercialiser en gros et, le cas échéant, importer des tabacs manufacturés. Ces personnes physiques ou morales doivent prendre la qualité d'entrepositaire agréé mentionnée à l'article 302 G. »

[30 décembre 1999]

3. L'article 568 est ainsi modifié :

a) Le premier alinéa est complété par les mots : « , ou par l'intermédiaire des titulaires du statut d'acheteur-revendeur mentionné au troisième alinéa » ;

b) Il est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les acheteurs-revendeurs de tabacs manufacturés sont les personnes physiques ou morales agréées par la Direction générale des douanes et droits indirects, qui exploitent des comptoirs de vente ou des boutiques à bord de moyens de transport mentionnées au 1° de l'article 302 F *ter* et vendent des tabacs manufacturés aux seuls voyageurs titulaires d'un titre de transport mentionnant comme destination un autre Etat membre de la Communauté européenne ou un pays non compris dans le territoire communautaire, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat. »

4. L'article 570 est ainsi modifié :

a) Les dispositions actuelles des douze premiers alinéas sont regroupées sous un I ;

b) Au dernier alinéa, les mots : « qui précèdent » sont remplacés par les mots : « mentionnées aux I et II » et les dispositions du dernier alinéa ainsi modifié sont regroupées sous un III ;

c) Il est inséré un II ainsi rédigé :

« II. – Selon les modalités fixées par décret, les personnes désignées au 3 de l'article 565 sont soumises aux obligations suivantes :

« 1° Livrer des tabacs manufacturés aux seuls acheteurs-revendeurs mentionnés au troisième alinéa de l'article 568 ;

« 2° Conserver la propriété des tabacs jusqu'à leur entrée sous le régime suspensif mentionné au 1° de l'article 302 F *ter*. »

5. Après l'article 572, il est inséré un article 572 *bis* ainsi rédigé :

« *Art. 572* bis. – Le prix de vente au détail des produits livrés aux voyageurs par les acheteurs-revendeurs désignés au troisième alinéa de l'article 568 est librement déterminé, sans que toutefois ce prix puisse être inférieur au prix de détail exprimé aux 1 000 unités ou aux 1 000 grammes pour les produits d'une marque reprise à l'arrêté d'homologation. Les acheteurs-revendeurs sont tenus d'inscrire dans leur comptabilité matières et de porter sur la déclaration de liquidation des droits tous les changements de prix intervenus au cours de la période couverte par ladite déclaration. »

6. Au deuxième alinéa de l'article 575 C, avant les mots : « Le droit de consommation est liquidé », sont ajoutés les mots : « Sous réserve des dispositions mentionnées au 3° de l'article 302 F *ter*, ».

7. A l'article 575 H, après les mots : « dans les points de vente », sont ajoutés les mots : « ou les personnes désignées au 3 de l'article 565, les acheteurs-revendeurs mentionnés au troisième alinéa de l'article 568, dans leurs entrepôts, leurs locaux commerciaux ou à bord des moyens de transport ».

[30 décembre 1999]

8. A l'article 1698 A, avant les mots : « Le droit spécifique sur les bières », sont ajoutés les mots : « Sous réserve des dispositions mentionnées à l'article 1698 C, ».

9. Après l'article 1698 B, il est inséré un article 1698 C ainsi rédigé :

« *Art. 1698 C.* – I. – A l'importation, les droits respectivement mentionnés aux articles 402 *bis*, 403, 438 et 520 A sont recouvrés et garantis comme en matière de douane.

« II. – Sur demande des opérateurs, les dispositions du I peuvent s'appliquer aux alcools, boissons alcooliques et tabacs manufacturés qu'ils détiennent en suspension des droits sous un régime d'entrepôt fiscal prévu aux *a, b* et *c* du 2° du I de l'article 277 A et sous un régime suspensif des droits d'accises, lorsque ces opérateurs détiennent également des alcools et boissons alcooliques sous un régime douanier communautaire mentionné au *b* du 1° du 1 du I de l'article 302 D. »

C. – 1. L'article 302 A est ainsi rédigé :

« *Art. 302 A.* – Pour ce qui concerne les tabacs manufacturés, les dispositions des articles 302 B à 302 D, 302 G, les dispositions du II de l'article 302 L et du II de l'article 302 M, ainsi que les dispositions des articles 302 M *bis*, 302 Q, 302 R et 302 T à 302 V ne s'appliquent qu'aux opérations d'échanges entre Etats membres de la Communauté européenne et aux opérations effectuées à destination des personnes mentionnées à l'article 302 F *ter.* »

2. L'article 302 D est ainsi modifié :

1° Le I est ainsi rédigé :

« I. – 1. L'impôt est exigible :

« 1° Lors de la mise à la consommation. Le produit est mis à la consommation :

« *a.* Lorsqu'il cesse de bénéficier du régime suspensif des droits d'accises prévu au II de l'article 302 G ou de l'entrepôt mentionné au 8° de l'article 570 ;

« *b.* Lorsqu'il est importé, à l'exclusion des cas où il est placé, au moment de l'importation, sous un régime suspensif des droits d'accises mentionné au *a.*

« Est considérée comme une importation :

« – l'entrée en France d'un produit originaire ou en provenance d'un Etat ou d'un territoire n'appartenant pas à la Communauté européenne et qui n'a pas été mis en libre pratique ou d'un produit en provenance d'un territoire d'un autre Etat membre exclu du territoire de la Communauté européenne tel que défini au II de l'article 302 C ;

« – pour un bien placé lors de son entrée sur le territoire sous l'un des régimes suivants prévus par les règlements communautaires en vigueur : magasins et aires de dépôt temporaire, zone franche, entrepôt franc, entrepôt d'importation, perfectionnement actif, admission temporaire en exonération totale des droits, transit communautaire externe ou interne, la sortie de ce régime en France ;

« 2° Lors de la constatation des manquants, sauf si ces manquants correspondent à des déchets ou des pertes obtenus, dans la limite d'un taux annuel de déchets ou de

pertes, en cours de fabrication ou de transformation d'alcools et de boissons alcooliques ou à des pertes, dans la limite d'un taux annuel forfaitaire, en cours de stockage d'alcools et de boissons alcooliques. Le taux annuel de déchets ou de pertes est fixé pour chaque entrepôt suspensif des droits d'accises par l'administration, sur proposition de l'entrepositaire agréé. Un décret détermine les modalités d'application des présentes dispositions et fixe le taux annuel forfaitaire pour les pertes en cours de stockage.

« Chez les entrepositaires agréés qui détiennent des alcools et des boissons alcooliques appartenant à des catégories différemment imposées, les manquants imposables sont soumis au tarif le plus élevé de la catégorie concernée ;

« 3° Dans les cas d'utilisation de capsules, empreintes, vignettes ou autres marques fiscales représentatives des droits indirects, lors de l'apposition desdites capsules, empreintes, vignettes ou autres marques fiscales sur les récipients ;

« 4° Sans que cela fasse obstacle aux dispositions du 9° de l'article 458 et des articles 575 G et 575 H, lors de la constatation de la détention, en France, d'alcools, de boissons alcooliques et de tabacs manufacturés à des fins commerciales pour lesquels le détenteur ne peut prouver, par la production d'un document d'accompagnement, d'une facture ou d'un ticket de caisse, selon le cas, qu'ils circulent en régime suspensif de l'impôt ou que l'impôt a été acquitté en France ou y a été garanti conformément à l'article 302 U.

[30 décembre 1999]

« Pour établir que ces produits sont détenus en France à des fins commerciales, l'administration tient compte des éléments suivants :

« *a.* L'activité professionnelle du détenteur des produits ;

« *b.* Le lieu où ces produits se trouvent, le mode de transport utilisé ou les documents relatifs à ces produits ;

« *c.* La nature de ces produits ;

« *d.* Les quantités de ces produits, notamment lorsque celles-ci sont supérieures aux seuils indicatifs fixés par l'article 9, point 2, de la directive 92/12/CEE du Conseil, du 25 février 1992, relative au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accises.

« 2. L'impôt est dû :

« 1° Dans les cas visés aux *a* et *b* du 1° du 1, par la personne qui met à la consommation ;

« 2° Dans le cas de manquants, par la personne chez laquelle les manquants sont constatés ;

« 3° Dans le cas visé au 3° du 1, par la personne qui appose les capsules, empreintes, vignettes ou autres marques fiscales représentatives des droits indirects sur les récipients ;

« 4° Dans le cas mentionné au 4° du 1, par la personne qui détient ces produits à des fins commerciales en France. » ;

2° Il est complété par un III ainsi rédigé :

« III. – 1. L'impôt est liquidé mensuellement, au plus tard le cinquième jour de chaque mois, sur la base d'une déclaration des quantités de produits mis à la consommation au cours du mois précédent transmise à l'administration.

« 2. L'impôt est acquitté auprès de l'administration soit à la date de la liquidation, soit dans le délai d'un mois à compter de cette date, une caution garantissant le paiement de l'impôt dû est exigée dans l'un et l'autre cas.

« 3. Un arrêté du ministre chargé du budget fixe le modèle et le contenu de la déclaration mentionnée au 1. »

3. L'article 302 G est ainsi rédigé :

« *Art. 302 G.* – I. – Doit exercer son activité comme entrepositaire agréé :

« 1° Toute personne qui produit ou transforme des alcools, des produits intermédiaires, des produits visés à l'article 438 ou des bières ;

« 2° Toute personne qui reçoit, détient ou expédie des tabacs manufacturés en suspension des droits d'accises ;

« 3° Toute personne qui détient des produits mentionnés au 1° qu'elle a reçus ou achetés et qui sont destinés à l'expédition ou à la revente par quantités qui, pour le même destinataire ou le même acquéreur, sont supérieures aux niveaux fixés par décret.

« II. – La production ou la transformation des produits mentionnés au 1° du I est obligatoirement réalisée

en suspension des droits d'accises, dans un entrepôt suspensif de ces droits.

« La réception, la détention ou l'expédition des tabacs manufacturés en suspension des droits d'accises au sens du 2° du I est réalisée dans un entrepôt suspensif de ces droits ou sous le couvert du document mentionné au I de l'article 302 M.

« La réception ou l'achat, la détention, l'expédition ou la revente au sens du 3° du I des produits mentionnés au 1° du I sont réalisés en suspension des droits d'accises dans un entrepôt suspensif de ces droits ou sous le couvert du document mentionné au I de l'article 302 M. Ces opérations peuvent également être effectuées en droits acquittés, auquel cas elles circulent sous couvert du document d'accompagnement mentionné au II de l'article 302 M ou sous couvert de capsules, empreintes, vignettes ou autres marques fiscales représentatives de droits indirects, sous réserve des dispositions du dernier alinéa du II de l'article 302 M.

« III. – L'entrepositaire agréé tient, par entrepôt fiscal suspensif des droits d'accises, une comptabilité matières des productions, transformations, stocks et mouvements de produits mentionnés aux 1° et 2° du I, ainsi que des produits viti-vinicoles, autres que les vins, définis à l'article 1er, paragraphe 2, du règlement (CEE) n° 822/87 du Conseil, du 16 mars 1987, portant organisation commune du marché viti-vinicole. L'entrepositaire agréé présente ladite comptabilité matières et lesdits produits à toute réquisition.

« IV. – Un entrepositaire agréé détenant des produits mentionnés aux 1° et 2° du I qu'il a acquis ou reçus tous

droits acquittés, ou pour lesquels il a précédemment acquitté les droits, peut les replacer en suspension de droits dans son entrepôt fiscal suspensif des droits d'accises. Sur demande, les droits acquittés ou supportés lui sont remboursés ou sont compensés avec des droits exigibles.

« V. – L'administration accorde la qualité d'entrepositaire agréé à la personne qui justifie être en mesure de remplir les obligations prévues au III et qui fournit une caution solidaire garantissant le paiement des droits dus. Peuvent être dispensés de caution en matière de production, de transformation et de détention des récoltants dans les sociétés coopératives agricoles et leurs unions, ainsi que les brasseurs.

« En cas de violation par l'entrepositaire de ses obligations, de défaillance de la caution ou de dénonciation par cette caution de son engagement, l'administration peut retirer l'agrément.

« VI. – Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions et modalités d'application du présent article. »

4. A l'article 302 K, après les mots : « prévues en régime intérieur et », sont insérés les mots : « , le cas échéant, ».

5. Le I de l'article 302 L est ainsi rédigé :

« I. – La circulation des produits en suspension de droits s'effectue entre entrepositaires agréés, ou lorsque les produits sont exportés au sens de l'article 302 E. »

6. L'article 302 M est ainsi modifié :

a) Le premier alinéa du I est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Ce document est établi lorsque les droits ont été consignés ou garantis. » ;

b) Au premier alinéa du II, avant les mots : « Les produits qui ont déjà été mis à la consommation », sont insérés les mots : « Les alcools et boissons alcooliques mis à la consommation conformément au 1 du I de l'article 302 D ou qui sont exonérés ou exemptés des droits et » ;

c) Le premier alinéa du II est complété par les mots : « ou sous couvert de capsules, empreintes, vignettes ou autres marques fiscales représentatives des droits indirects » ;

d) Le II est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Pour les bières, l'exigence de ce document d'accompagnement est limitée aux échanges à destination ou en provenance d'un autre Etat membre de la Communauté européenne. »

7. L'article 302 P est ainsi modifié :

a) Au I, les mots : « L'entrepositaire agréé qui expédie en suspension des droits est déchargé de sa responsabilité » sont remplacés par les mots : « L'entrepositaire agréé qui expédie en suspension des droits et sa caution solidaire sont déchargés de leur responsabilité » et les mots : « il produit » sont remplacés par les mots : « l'entrepositaire agréé produit » ;

b) Le deuxième alinéa du II est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Lorsque l'impôt est exigible, l'administration procède à la mise en recouvrement de droits à l'encontre du soumissionnaire et de sa caution. L'action de l'administration doit être intentée, sous peine de déchéance dans un délai de trois ans à compter de la date d'expédition figurant sur le document d'accompagnement. »

8. Le 3° de l'article 441 est abrogé.

9. L'article 443 est ainsi rédigé :

« *Art. 443.* – Sous réserve des dispositions du règlement (CEE) n° 2238/93 de la Commission, du 26 juillet 1993, relatif aux documents accompagnant les transports des produits viti-vinicoles et aux registres à tenir dans le secteur viti-vinicole, lorsque des alcools, des produits intermédiaires, des produits visés aux articles 435 et 438 ou des bières circulent en régime de suspension des droits d'accises entre deux entrepôts fiscaux suspensifs des droits d'accises, le titre de mouvement n'est pas exigé si les informations qu'il contient sont transmises par voie télématique et si l'opérateur a fait l'objet, à cet effet, d'une procédure d'agrément par l'administration. Les modalités d'application du présent article sont définies par décret. »

10. L'article 458 est complété par un 9° ainsi rédigé :

« 9° Les alcools et boissons alcooliques achetés, reçus ou détenus à des fins non commerciales par les particuliers non récoltants et transportés par eux-mêmes ou, en cas de changement de domicile, pour leur compte.

« La disposition prévue à l'alinéa précédent ne s'applique pas aux vins contenus dans des bouteilles, sauf en

cas de changement de domicile. Un décret en définit les conditions d'application. »

11. Le II de l'article 520 A est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, avant les mots : « Le droit est dû par les fabricants », sont insérés les mots : « Pour les eaux et boissons mentionnées au *b* du I, » ;

b) Le deuxième alinéa est supprimé.

12. Après l'article 1798, il est inséré un article 1798 *bis* ainsi rédigé :

« *Art. 1798* bis. – I. – Sont punis d'une amende de 100 F à 5 000 F :

« 1° Le défaut de présentation à l'administration ou de tenue de la comptabilité matières prévue au III de l'article 302 G ;

« 2° Le défaut de présentation des documents mentionnés au troisième alinéa de l'article L. 34 du livre des procédures fiscales ;

« 3° Le défaut d'information de l'administration dans les délais requis au premier alinéa du II de l'article 302 P.

« II. – Chaque omission ou inexactitude relevée dans les renseignements devant figurer dans la comptabilité matières est punie d'une amende de 100 F.

« III. – Les infractions visées au présent article sont constatées et poursuivies et les instances instruites et jugées selon la procédure propre aux contributions indirectes. »

13. A l'article 442 *septies*, la référence : « 481 » est remplacée par la référence : « 468 ».

14. Au 3° de l'article 1810, les mots : « infractions aux dispositions de l'article 464 *bis* et du 2 de l'article 505 et des arrêtés pris pour leur application, relatives au conditionnement des spiritueux vendus en bouteilles autrement que sous acquits-à-caution ; » sont supprimés.

15. A l'article 1821, les mots : « , de l'article 437, du dernier alinéa du *a* de l'article 445 et de l'article 494 *bis* » sont remplacés par les mots : « et de l'article 437 ».

16. Le *c* du II de l'article 302 D, le premier alinéa de l'article 444, le 2 de l'article 505 ainsi que les articles 302 S, 340, 344, 345, 404, 405, 439, 445, 445 A, 446, 446 A, 459, 464 *bis*, 469 à 481, 484, 485, 486, 488 à 491, 494 *bis*, 495 à 499, 575 F, 615 à 624 sont abrogés.

II. – Le livre des procédures fiscales est ainsi modifié :

A. – L'article L. 34 est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, les mots : « Chez les marchands en gros de boissons » sont remplacés par les mots : « Chez les entrepositaires agréés » et les mots : « depuis le lever jusqu'au coucher du soleil » sont remplacés par les mots : « entre 8 heures et 20 heures » ;

2° Au deuxième alinéa, les mots : « Ces vérifications ne peuvent être empêchées par aucun obstacle du fait des marchands en gros » sont remplacés par les mots : « Un avis de contrôle est remis, lors du contrôle, aux entrepositaires agréés » ;

3° Il est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« Les entrepositaires agréés sont tenus, à première réquisition, de présenter la comptabilité matières mentionnée, selon le cas, au III de l'article 302 G et à l'article 515 du code général des impôts. Les agents de l'administration contrôlent la régularité des énonciations qui y sont portées. A l'occasion de cet examen, les agents peuvent contrôler la cohérence entre les indications portées dans la comptabilité matières et les pièces de recettes et de dépenses et sur les documents d'accompagnement visés à l'article 302 M. Ils peuvent demander, en outre, tous renseignements, justifications ou éclaircissements, relatifs aux indications portées dans la comptabilité matières.

« Chaque intervention fait l'objet d'un procès-verbal relatant les opérations effectuées, dont copie est transmise à l'occupant des locaux contrôlés. »

B. – Après l'article L. 34, il est inséré un article L. 34 A ainsi rédigé :

« *Art. L. 34 A.* – Pour l'exercice des visites et vérifications chez les personnes mentionnées au 1° de l'article 302 F *ter* du code général des impôts, les agents des douanes et droits indirects ont accès aux locaux professionnels, y compris les moyens de transport, dans lesquels les opérateurs précités exercent leur activité ou détiennent des produits repris à l'article 302 B. »

C. – A l'article L. 36 A, les mots : « aux *a* et *c* du II de l'article 302 D » sont remplacés par les mots : « au 4° du 1 du I et au *a* du II de l'article 302 D ».

[30 décembre 1999]

D. – Le dernier alinéa de l'article L. 178 est supprimé.

III. – Dans le code général des impôts et le livre des procédures fiscales ainsi qu'au deuxième alinéa de l'article L. 245-8 du code de la sécurité sociale :

1° Pour les alcools et boissons alcooliques, les références au statut de marchand en gros s'entendent comme faites au statut d'entrepositaire agréé ;

2° Les références au titre de mouvement dénommé « acquit-à-caution » s'entendent comme faites au document mentionné au I de l'article 302 M ;

3° Les références aux titres de mouvement dénommés : « congé », « laissez-passer » ou « passavant » s'entendent comme faites au document mentionné au II de l'article 302 M.

IV. – Les dispositions des A et B du I et du B du II sont applicables à compter du 1er juillet 1999.

Article 19

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Il est inséré un article 151 *octies* A ainsi rédigé :

« *Art. 151* octies *A*. – I. – Les personnes physiques associées d'une société civile professionnelle peuvent bénéficier des dispositions prévues à l'article 151 *octies* pour les plus-values nettes d'apport, sur lesquelles elles sont personnellement imposables en application de l'article 8 *ter*, réalisées par cette société à l'occasion d'une

fusion, d'un apport partiel d'actif portant sur une branche complète d'activité ou d'une scission, lorsque chacune des sociétés bénéficiaires de la scission reçoit une ou plusieurs branches complètes d'activité et que les titres rémunérant la scission sont répartis proportionnellement aux droits de chaque associé dans le capital de la société scindée.

« Il est mis fin au report d'imposition de la plus-value nette afférente aux immobilisations non amortissables :

« 1° Pour sa totalité, en cas de perte totale de la propriété de ces immobilisations, des titres reçus en rémunération de la fusion, de la scission ou de l'apport partiel d'actif ou des titres de la société ayant réalisé un tel apport ;

« 2° A hauteur de la plus-value afférente à l'immobilisation cédée, en cas de perte partielle de la propriété des immobilisations non amortissables ; en cas de moins-value, celle-ci vient augmenter le montant de la plus-value nette encore en report ;

« 3° Dans la proportion des titres cédés, en cas de perte partielle de la propriété des titres reçus en rémunération de la fusion, de la scission ou de l'apport partiel d'actif ou des titres de la société ayant réalisé un tel apport ; dans ce cas, la fraction ainsi imposée est répartie sur chaque immobilisation non amortissable dans la proportion entre la valeur de cette immobilisation à la date de la fusion, de la scission ou de l'apport partiel d'actif et la valeur, déterminée à cette même date, de toutes les immobilisations non amortissables conservées.

[30 décembre 1999]

« II. – En cas d'option pour le dispositif prévu au I, l'imposition de la plus-value d'échange de titres constatée par l'associé de la société civile professionnelle absorbée ou scindée est reportée jusqu'à la perte de la propriété des titres reçus en rémunération de la fusion ou de la scission.

« En cas d'échange avec soulte, la plus-value réalisée est, à concurrence du montant de la soulte reçue, comprise dans le bénéfice de l'exercice au cours duquel intervient l'échange. Le montant imposable peut être soumis au régime des plus-values à long terme prévu à l'article 39 *duodecies*, dans la limite de la plus-value réalisée sur les titres détenus depuis deux ans au moins.

« Ces dispositions ne sont pas applicables si la soulte dépasse 10 % de la valeur nominale des parts ou des actions attribuées ou si la soulte excède la plus-value réalisée. Elles sont exclusives de l'application du dispositif visé au V de l'article 93 *quater*.

« III. – En cas de transmission à titre gratuit à une personne physique des titres reçus en rémunération de la fusion, de la scission ou des titres de la société ayant réalisé l'apport partiel d'actif, le report d'imposition mentionné aux I et II peut être maintenu si le bénéficiaire de la transmission prend l'engagement d'acquitter l'impôt sur les plus-values à la date où l'un des événements visés aux troisième, quatrième et cinquième alinéas du I et au II viendrait à se réaliser à nouveau.

« IV. – Les personnes physiques mentionnées au I sont soumises aux dispositions prévues au dernier alinéa du II de l'article 151 *octies*. » ;

2° Au II de l'article 54 *septies*, après les mots : « 151 *octies*, », sont insérés les mots : « 151 *octies* A, » ;

3° L'article 151 *octies* est ainsi modifié :

a) Au second alinéa du *a* du I, les mots : « en cas de transformation de la société civile professionnelle en société d'exercice libéral, jusqu'à la date de cession, de rachat ou d'annulation des parts ou actions de l'apporteur ou du bénéficiaire de la transmission mentionné au même alinéa » sont remplacés par les mots : « en cas d'opérations soumises aux dispositions du I de l'article 151 *octies* A ou de transformation de la société civile professionnelle en société d'exercice libéral. Il est mis fin à ce report lorsqu'intervient l'un des événements mentionnés à ce même I » ;

b) Le IV est abrogé ;

4° Le deuxième alinéa du II de l'article 93 *quater* est ainsi modifié :

a) A la première phrase, après les mots : « maintenu en cas », sont insérés les mots : « d'opérations soumises aux dispositions du I de l'article 151 *octies* A ou » ;

b) A la seconde phrase, le mot : « transformation » est remplacé par les mots : « réalisation des opérations soumises aux dispositions du I de l'article 151 *octies* A ou de la transformation de la société civile professionnelle en société d'exercice libéral » ;

5° Il est inséré un article 202 *quater* ainsi rédigé :

« *Art. 202* quater. – I. – Par dérogation aux dispositions de l'article 202, lorsqu'un contribuable imposable dans les conditions prévues au 1 de cet article devient,

pour exercer sa profession, associé d'une société mentionnée aux articles 8 et 8 *ter* ou d'une société d'exercice libéral mentionnée à l'article 2 de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé, le bénéfice imposable peut être déterminé en faisant abstraction des créances acquises au sens des dispositions des 2 et 2 *bis* de l'article 38 et des dépenses engagées, au titre des trois mois qui précèdent la réalisation de l'événement qui entraîne l'application de l'article 202, et qui n'ont pas été encore recouvrées ou payées au cours de cette même période, à condition qu'elles soient inscrites au bilan de cette société.

« Ces dispositions sont également applicables, dans les mêmes conditions, en cas d'opérations visées au I de l'article 151 *octies* A.

« Par dérogation au I de l'article 202 *ter*, ces mêmes dispositions s'appliquent lorsqu'une société mentionnée aux articles 8 et 8 *ter*, exerçant une activité libérale, cesse d'être soumise au régime prévu par ces articles du fait d'une option pour le régime applicable aux sociétés de capitaux, exercée dans les conditions prévues au 1 de l'article 239.

« II. – Lorsque les dispositions du I s'appliquent, les créances et les dettes qui y sont mentionnées sont prises en compte pour la détermination du résultat imposable de la société qui les recouvre ou les acquitte, au titre de l'exercice en cours au premier jour du mois qui suit la période de trois mois mentionnée au premier alinéa de ce même I ou au titre de l'année de leur encaissement ou de

leur paiement, lorsque le résultat de la société est déterminé selon les règles prévues à l'article 93.

« III. – Les dispositions des I et II s'appliquent sur option conjointe du contribuable visé au I et des sociétés mentionnées au II.

« IV. – Les dispositions du I s'appliquent pour l'imposition des revenus des contribuables pour lesquels l'application de l'article 202 résulte d'un événement intervenu entre le 1er janvier 2000 et le 31 décembre 2002. » ;

6° Le troisième alinéa du 1 de l'article 239 est supprimé ;

7° Au sixième alinéa du III de l'article 810, les mots : « 31 décembre 1998 » sont remplacés par les mots : « 31 décembre 2001 ».

II. – Les dispositions des 1° à 4° du I s'appliquent aux opérations réalisées à compter du 1er janvier 2000 et les dispositions du 6° du I sont applicables pour l'imposition des résultats des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2000.

Article 20

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

A. – L'article 54 *septies* est ainsi modifié :

1° Au I, après les mots : « 151 *octies,* », sont insérés les mots : « 151 *octies* A, » ;

2° Le deuxième alinéa du I est supprimé ;

3° Le III est ainsi modifié :

a) Les mots : « , le maintien du » sont remplacés par les mots : « placées sous le » ;

b) Les mots : « est subordonné à la production d'un » sont remplacés par les mots : « , les sociétés bénéficiaires des apports doivent produire un » ;

c) Les mots : « est établi par les sociétés bénéficiaires des apports et » sont supprimés.

B. – Le dernier alinéa du II de l'article 151 *octies* est supprimé.

C. – L'article 93 *quater* est ainsi modifié :

1° Au I *ter* et au II, les mots : « des quatrième et cinquième alinéas » sont remplacés par les mots : « du dernier alinéa » ;

2° Le dernier alinéa du V est ainsi rédigé :

« Les personnes placées sous le régime prévu à l'alinéa précédent sont soumises aux obligations définies à l'article 54 *septies*. »

D. – L'article 1734 *ter* est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, le pourcentage : « 1 % » est remplacé par le pourcentage : « 5 % » ;

2° Le deuxième alinéa est remplacé par deux alinéas ainsi rédigés :

« De même, si l'état prévu au I de l'article 54 *septies* ou au II de l'article 151 *octies* n'est pas produit au titre de l'exercice au cours duquel est réalisée l'opération visée

par ces dispositions ou au titre des exercices ultérieurs, ou si les renseignements qui sont portés sur ces états sont inexacts ou incomplets, il est prononcé une amende égale à 5 % des résultats omis.

« Si l'état prévu au III de l'article 54 *septies* n'est pas produit au titre d'un exercice ou si les renseignements qui y sont portés sont inexacts ou incomplets, il est prononcé une amende égale à 5 % des résultats de la société scindée non imposés en application des dispositions prévues aux articles 210 A et 210 B. »

II. – Les dispositions du I sont applicables aux opérations réalisées à compter du 1er janvier 2000.

Article 21

I. – Lorsqu'elles en font la demande, les personnes mentionnées au I de l'article 44 de la loi de finances rectificative pour 1986 (n° 86-1318 du 30 décembre 1986) et au 2° de l'article 2 du décret n° 99-469 du 4 juin 1999 relatif au désendettement des rapatriés réinstallés dans une profession non salariée, qui ont déposé une demande d'admission au dispositif prévu à ce décret, bénéficient, jusqu'à la décision de l'autorité administrative compétente déclarant l'irrecevabilité ou l'inéligibilité de cette demande d'admission ou jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la décision déclarant son éligibilité, d'un sursis de paiement pour l'ensemble des cotisations dues, au 31 juillet 1999, au titre de l'impôt sur le revenu, de la taxe sur la valeur ajoutée, de la taxe professionnelle et des autres impositions dont elles seraient redevables.

Pendant la durée de ce sursis, les comptables publics compétents ne peuvent engager aucune poursuite sur le fondement de l'article L. 258 du livre des procédures fiscales et les poursuites éventuellement engagées sont suspendues.

II. – L'application des dispositions du I ne peut donner lieu à la perception, par l'administration, d'aucune majoration, d'aucun intérêt de retard ni d'aucun intérêt moratoire.

III. – La décision de sursis de paiement constitue un acte interruptif de la prescription au sens de l'article L. 274 du livre des procédures fiscales.

Article 22

I. – L'article 114 du code des douanes est complété par trois alinéas ainsi rédigés :

« 3. Le paiement des droits et taxes ainsi garantis dont le montant total à l'échéance excède 500 000 F doit être fait par virement directement opéré sur le compte du Trésor ouvert dans les écritures de la Banque de France.

« 4. La méconnaissance de l'obligation prévue au 3 ci-dessus entraîne l'application d'une majoration de 0,2 % du montant des sommes dont le versement a été effectué selon un autre moyen de paiement.

« Cette majoration est recouvrée selon les règles, garanties et sanctions prévues en matière de droits de douane. »

[30 décembre 1999]

II. – Il est inséré, dans le code général des impôts, un article 1698 D et un article 1804 C ainsi rédigés :

« *Art. 1698 D.* – Le paiement des droits respectivement mentionnés aux articles 402 *bis*, 403, 438, 520 A, 575, 575 E *bis*, du droit spécifique prévu à l'article 527, des cotisations prévues aux articles 564 *ter*, 564 *quater* et 564 *quater* A ainsi que de la surtaxe mentionnée à l'article 1582 dont le montant total à l'échéance excède 500 000 F doit être fait par virement directement opéré sur le compte du Trésor ouvert dans les écritures de la Banque de France. »

« *Art. 1804 C.* – La méconnaissance de l'obligation prévue à l'article 1698 D entraîne l'application d'une majoration de 0,2 % du montant des sommes dont le versement a été effectué selon un autre moyen de paiement.

« Cette majoration est recouvrée selon les procédures et sous le bénéfice des sûretés prévues par le présent code en matière de contributions indirectes. »

III. – Les dispositions des I et II sont applicables à compter du 1er mars 2000.

Article 23

Il est inséré, dans le code général des impôts, un article 1649 *quater* B *ter* ainsi rédigé :

« *Art. 1649* quater *B* ter. – Les dispositions de l'article 1649 *quater* B *bis* s'appliquent aux déclarations souscrites par les particuliers auprès de l'administration fiscale. »

Article 24

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° A l'article 88, les mots : « , lorsqu'elles dépassent 300 F » sont supprimés ;

2° Au premier alinéa du 1 de l'article 240, les mots : « , lorsqu'elles dépassent 500 F par an pour un même bénéficiaire » sont supprimés ;

3° A l'article 241, les mots : « dépassant 300 F par an, » sont supprimés.

II. – Après l'article 1768 *quater* du code général des impôts, il est inséré un article 1768 *quinquies* ainsi rédigé :

« *Art. 1768* quinquies. – Par dérogation aux dispositions prévues au 1 de l'article 1725, les personnes qui ne se conforment pas aux obligations prévues par les articles 87, 87 A, 88 et 241 sont redevables d'une amende fiscale égale à 5 % du montant des sommes non déclarées.

« L'infraction est constatée et l'amende est prononcée, recouvrée, garantie et contestée selon les règles applicables en matière de taxe sur la valeur ajoutée. »

III. – Les dispositions des I et II s'appliquent pour les sommes versées à compter du 1er janvier 2000.

Article 25

I. – Le premier alinéa de l'article L. 48 du livre des procédures fiscales est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Lorsqu'à un stade ultérieur de la procédure de redressement contradictoire l'administration modifie les rehaussements, pour tenir compte des observations et avis recueillis au cours de cette procédure, cette modification est portée par écrit à la connaissance du contribuable avant la mise en recouvrement qui peut alors intervenir sans délai. »

II. – A. – Sous réserve des décisions de justice passées en force de chose jugée, les avis de mise en recouvrement émis avant le 1er janvier 2000 sont réputés réguliers en tant qu'ils seraient contestés par le moyen tiré de l'incompétence territoriale de l'agent qui les a émis, à la condition qu'ils aient été établis soit par le comptable public du lieu de déclaration ou d'imposition du redevable soit, dans le cas où ce lieu a été ou aurait dû être modifié, par le comptable compétent à l'issue de ce changement, même si les sommes dues se rapportent à la période antérieure à ce changement.

B. – Sont réputés réguliers, sous réserve des décisions de justice passées en force de chose jugée, les avis de mise en recouvrement émis à la suite de notifications de redressement effectuées avant le 1er janvier 2000 en tant qu'ils seraient contestés par le moyen tiré de ce qu'ils se réfèreraient, pour ce qui concerne les informations mentionnées à l'article R*. 256-1 du livre des procédures fiscales, à la seule notification de redressement.

Article 26

I. – L'article L. 80 D du livre des procédures fiscales est ainsi modifié :

1° Il est inséré, après le premier alinéa, un alinéa ainsi rédigé :

« Les sanctions fiscales ne peuvent être prononcées avant l'expiration d'un délai de trente jours à compter de la notification du document par lequel l'administration a fait connaître au contribuable ou redevable concerné la sanction qu'elle se propose d'appliquer, les motifs de celle-ci et la possibilité dont dispose l'intéressé de présenter dans ce délai ses observations. » ;

2° Le dernier alinéa est supprimé.

II. – Sont abrogés, dans le code général des impôts, le 4 du IV de l'article 302 *bis* K, l'antépénultième alinéa de l'article 1609 *duovicies*, la première phrase du dernier alinéa de l'article 1725 A, l'avant-dernier alinéa de l'article 1734 *ter*, la première phrase du troisième alinéa de l'article 1740 *ter*, le quatrième alinéa de l'article 1788 *sexies*, le quatrième alinéa de l'article 1788 *octies*, le deuxième alinéa de l'article 1788 *nonies* et l'article 1840 N *octies*.

III. – Des arrêtés du ministre chargé du budget fixent, pour chaque catégorie d'impôts ou de sanctions, la date d'entrée en vigueur du I et du II sans que celle-ci puisse être postérieure au 1er janvier 2001.

Article 27

Aux I et II de l'article 21 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998), l'année : « 2000 » est remplacée par l'année : « 2001 ».

Article 28

I. – L'article 223 A du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa :

a) Les mots : « , dont le capital n'est pas détenu à 95 % au moins, directement ou indirectement, par une autre personne morale passible de l'impôt sur les sociétés, » sont supprimés ;

b) Il est ajouté une phrase ainsi rédigée :

« Le capital de la société mère ne doit pas être détenu à 95 % au moins, directement ou indirectement, par une autre personne morale soumise à l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun ou selon les modalités prévues aux articles 214 et 217 *bis*. » ;

2° Au cinquième alinéa, les trois dernières phrases sont remplacées par quatre phrases ainsi rédigées :

« L'option mentionnée au premier alinéa est notifiée avant la date d'ouverture de l'exercice au titre duquel le régime défini au présent article s'applique. Elle est valable pour une période de cinq exercices. Elle est renouvelée par tacite reconduction, sauf dénonciation

avant l'expiration de chaque période. En cas de renouvellement de l'option, la durée du premier exercice peut être inférieure à douze mois si le renouvellement est notifié avant la date d'ouverture de cet exercice et comporte l'indication de la durée de celui-ci. » ;

3° La première phrase du sixième alinéa est complétée par les mots : « ainsi que l'identité des sociétés qui cessent d'être membres de ce groupe ».

II. – Le quatrième alinéa de l'article 223 B du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après la première phrase, sont insérées deux phrases ainsi rédigées :

« En cas de cession d'un élément d'actif entre sociétés du groupe, les dotations aux provisions pour dépréciation de cet élément d'actif effectuées postérieurement à la cession sont rapportées au résultat d'ensemble, à hauteur de l'excédent des plus-values ou profits sur les moins-values ou pertes afférent à ce même élément, qui n'a pas été pris en compte, en application du premier alinéa de l'article 223 F, pour le calcul du résultat ou de la plus ou moins-value nette à long terme d'ensemble du groupe. Lorsqu'en application du deuxième alinéa de l'article 223 F, la société mère comprend dans le résultat d'ensemble le résultat ou la plus ou moins-value non pris en compte lors de sa réalisation, la fraction de la provision qui n'a pas été déduite en application de la deuxième phrase du présent alinéa, ni rapportée en application du treizième alinéa du 5° du 1 de l'article 39, est retranchée du résultat d'ensemble. » ;

2° A la deuxième phrase, devenue la quatrième, les mots : « Il est » sont remplacés par les mots : « Celui-ci

est également », les mots : « mentionnées à la phrase qui précède » et « visées à la même phrase » sont remplacés respectivement par les mots : « non retenues en application du présent alinéa » et « citées aux deux premières phrases de cet alinéa » et, après les mots : « membres du groupe ou », sont insérés les mots : « , s'agissant des provisions mentionnées à la première phrase, » ;

3° Les mots : « ; pour l'application de cette disposition, les provisions rapportées s'imputent en priorité sur les dotations les plus anciennes » sont supprimés.

III. – Le cinquième alinéa de l'article 223 D du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après la première phrase, sont insérées deux phrases ainsi rédigées :

« En cas de cession entre sociétés du groupe de titres éligibles au régime des plus ou moins-values à long terme, les dotations aux provisions pour dépréciation de ces titres effectuées postérieurement à la cession sont également ajoutées à la plus-value nette à long terme d'ensemble ou retranchées de la moins-value nette à long terme d'ensemble, à hauteur de l'excédent des plus-values ou profits sur les moins-values ou pertes afférent à ces mêmes titres, qui n'a pas été pris en compte, en application du premier alinéa de l'article 223 F, pour le calcul du résultat ou de la plus ou moins-value nette à long terme d'ensemble. Lorsqu'en application du deuxième alinéa de l'article 223 F, la société mère comprend dans la plus ou moins-value nette à long terme d'ensemble la plus ou moins-value non prise en compte lors de sa réalisation, la fraction de la provision qui n'a pas été retenue en application de la deuxième phrase du présent alinéa, ni

rapportée en application du quatorzième alinéa du 5° du 1 de l'article 39, est, selon le cas, retranchée de la plus-value nette à long terme d'ensemble ou ajoutée à la moins-value nette à long terme d'ensemble. » ;

2° A la deuxième phrase, devenue la quatrième, les mots : « mentionnées à la phrase qui précède » et « visées à la même phrase » sont remplacés respectivement par les mots : « non retenues en application du présent alinéa » et « citées aux deux premières phrases de cet alinéa » et, après les mots : « membres du groupe ou », sont insérés les mots : « , s'agissant des provisions mentionnées à la première phrase, » ;

3° Les mots : « ; pour l'application de cette disposition, les provisions rapportées s'imputent en priorité sur les dotations les plus anciennes » sont supprimés.

IV. – Au 4 de l'article 223 I du code général des impôts, après les mots : « éléments d'actif de cette société », sont insérés les mots : « et augmenté du montant des pertes ou des moins-values à long terme qui résultent des cessions visées à l'article 223 F ».

V. – Le 2 de l'article 223 O du code général des impôts est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Les avoirs fiscaux attachés aux dividendes neutralisés en application du troisième alinéa de l'article 223 B sont imputables dans les conditions prévues à la phrase qui précède. »

VI. – Les dispositions du présent article s'appliquent pour la détermination des résultats des exercices clos à compter du 31 décembre 1999, à l'exception des dispositions du 2° du I qui s'appliquent aux formalités

effectuées au titre des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2000, des dispositions du 3° du I qui s'appliquent aux formalités effectuées au titre des exercices ouverts à compter du 1er avril 2000 et des dispositions du V qui s'appliquent aux distributions mises en paiement à compter du 1er janvier 2000.

Article 29

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Les dispositions du *f* du 6 de l'article 145, du 5° de l'article 158 *quater,* du 3° *sexies* de l'article 208, du 5° de l'article 209 *ter,* du 5° du 3 de l'article 223 *sexies,* de l'article 239 *sexies* A et du I de l'article 1594 F *quinquies* sont supprimées ;

2° Le quatrième alinéa de l'article 39 C est remplacé par deux alinéas ainsi rédigés :

« Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, les entreprises donnant en location des biens dans les conditions prévues aux 1° et 2° de l'article 1er de la loi n° 66-455 du 2 juillet 1966 relative aux entreprises pratiquant le crédit-bail peuvent, sur option, répartir l'amortissement de ces biens sur la durée des contrats de crédit-bail correspondants. La dotation à l'amortissement de chaque exercice est alors égale à la fraction du loyer acquise au titre de cet exercice, qui correspond à l'amortissement du capital engagé pour l'acquisition des biens donnés à bail.

« Si l'option mentionnée à l'alinéa précédent est exercée, elle s'applique à l'ensemble des biens affectés à des opérations de crédit-bail. Toutefois, les sociétés men-

tionnées à l'article 30 de la loi n° 80-531 du 15 juillet 1980 relative aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur pourront exercer cette option contrat par contrat. » ;

3° Le troisième alinéa de l'article 39 *quinquies* I est remplacé par deux alinéas ainsi rédigés :

« Ces dispositions sont également applicables aux entreprises qui donnent en location des biens d'équipement ou des matériels d'outillage dans les conditions prévues au 1° de l'article 1er de la loi n° 66-455 du 2 juillet 1966 précitée et qui n'ont pas opté pour le mode d'amortissement mentionné au quatrième alinéa de l'article 39 C ainsi qu'aux entreprises ayant opté pour ce mode d'amortissement, pour les contrats au titre desquels elles cèdent leurs créances de crédit-bail à des fonds communs de créances. La provision est alors égale à l'excédent du montant cumulé de la quote-part de loyers déjà acquis, prise en compte pour la fixation du prix convenu pour la cession éventuelle du bien ou du matériel à l'issue du contrat, sur le total des amortissements pratiqués.

« La provision est rapportée en totalité au résultat imposable de l'exercice au cours duquel le preneur lève l'option d'achat du bien. Lorsque l'option n'est pas levée, la provision est rapportée sur la durée résiduelle d'amortissement, au rythme de cet amortissement, et, au plus tard, au résultat imposable de l'exercice au cours duquel le bien est cédé. »

II. – Un décret fixe les modalités d'application du I.

III. – Les dispositions du 1° du I s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2000 et les dis-

positions des 2° et 3° du I s'appliquent à compter du 1er janvier 2000.

Article 30

I. – Le 5 de l'article 38 du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, les sommes correspondant à la répartition, prévue au sixième alinéa de l'article 22 de la loi n° 88-1201 du 23 décembre 1988 relative aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières et portant création des fonds communs de créances, d'une fraction des actifs d'un fonds commun de placement à risques qui remplit les conditions prévues au 1° *bis* du II de l'article 163 *quinquies* B, sont affectées en priorité au remboursement des apports. L'excédent des sommes réparties sur le montant des apports est compris dans le résultat imposable de l'exercice au cours duquel cet excédent apparaît. Il est soumis au régime fiscal des plus-values à long terme dans la proportion existant entre le montant des apports effectués depuis au moins deux ans à la date de la répartition et le montant total des apports effectués à cette même date. »

II. – La deuxième phrase du I de l'article 1er de la loi n° 85-695 du 11 juillet 1985 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier est ainsi rédigée :

« Sont pris en compte pour le calcul de la proportion de 50 % les parts, actions, obligations convertibles ou titres participatifs des sociétés ayant leur siège dans un Etat de la Communauté européenne, dont les titres ne

sont pas admis aux négociations sur un marché réglementé français ou étranger, qui sont soumises à l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun au taux normal ou qui y seraient soumises dans les mêmes conditions si l'activité était exercée en France, et qui ont pour objet exclusif de détenir des participations, soit dans des sociétés qui répondent aux conditions prévues pour que leurs titres soient inclus dans le quota de 50 % en cas de participation directe de la société de capital-risque, soit dans des sociétés ayant leur siège dans un Etat de la Communauté européenne, dont les titres ne sont pas admis aux négociations sur un marché réglementé français ou étranger, qui sont soumises à l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun au taux normal ou qui y seraient soumises dans les mêmes conditions si l'activité était exercée en France, et qui ont pour objet exclusif de détenir des participations qui répondent aux conditions prévues pour que leurs titres soient inclus dans le quota de 50 % en cas de participation directe de la société de capital-risque. »

III. – Les dispositions du I s'appliquent pour l'imposition des sommes réparties au cours des exercices clos à compter du 31 décembre 1999 et les dispositions du II sont applicables aux exercices clos à compter du 31 décembre 1999.

Article 31

Dans la dernière phrase du deuxième alinéa du *b* du 1 *bis* de l'article 39 *ter* du code général des impôts, l'année : « 2000 » est remplacée par l'année : « 2002 ».

[30 décembre 1999]

Article 32

Dans la dernière phrase du deuxième alinéa du 3 de l'article 199 *undecies* du code général des impôts, l'année : « 2005 » est remplacée par l'année : « 2006 ».

Article 33

I. – Les dispositions de l'article 210 A du code général des impôts s'appliquent à la transmission universelle de patrimoine réalisée entre des centres techniques industriels dont les statuts sont fixés par la loi n° 48-1228 du 22 juillet 1948 fixant le statut juridique des centres techniques industriels.

II. – La transmission universelle de patrimoine réalisée entre des centres techniques industriels dont les statuts sont fixés par la loi n° 48-1228 du 22 juillet 1948 précitée est exonérée du droit de timbre, de droits d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière.

Article 34

Les revenus tirés de la location des immeubles faisant partie de villages de vacances ou de maisons familiales de vacances agréés sont exonérés, pour les revenus perçus en 2000, de la contribution prévue à l'article 234 *nonies* du code général des impôts.

Article 35

I. – L'article 244 *quater* C du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au I, le pourcentage : « 25 % » est remplacé par le pourcentage : « 35 % » ;

2° Les deux derniers alinéas du I sont supprimés ;

3° Le II est ainsi rédigé :

« II. – Le crédit d'impôt est plafonné pour chaque entreprise, y compris les sociétés de personnes, à un million de francs. Il s'apprécie en prenant en compte la fraction du crédit d'impôt correspondant aux parts des associés de sociétés de personnes mentionnées aux articles 8, 238 *bis* L, 238 *ter* et 239 *ter*, et aux droits des membres de groupements mentionnés aux articles 239 *quater*, 239 *quater* A, 239 *quater* B, 239 *quater* C et 239 *quinquies.*

« Ce plafond est majoré, dans la limite globale de cinq millions de francs, de la part du crédit d'impôt qui provient de l'augmentation des dépenses suivantes :

« *a.* Les dépenses exposées au profit des salariés occupant les emplois les moins qualifiés. Ces emplois sont ceux qui ne nécessitent pas un brevet d'études professionnelles, un certificat d'aptitude professionnelle ou un titre ou diplôme de même niveau de l'enseignement général ou technologique, ou un niveau de formation équivalent ;

« *b.* Les dépenses exposées au profit de salariés âgés de quarante-cinq ans et plus. »

[30 décembre 1999]

II. – Les dispositions prévues au I s'appliquent pour la détermination du crédit d'impôt calculé sur les dépenses de formation exposées à compter du 1er janvier 1999.

Article 36

I. – Après l'article 1384 C du code général des impôts, il est inséré un article 1384 D ainsi rédigé :

« *Art. 1384 D.* – A compter du 1er janvier 2000, les locaux acquis ou aménagés avec une aide de l'Etat à la création d'hébergements d'urgence destinés aux personnes défavorisées mentionnées à l'article 1er de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement sont exonérés de taxe foncière sur les propriétés bâties pendant une durée de quinze ans.

« L'exonération est applicable à compter de l'année qui suit celle de l'achèvement des travaux d'aménagement ou, à défaut de travaux d'aménagement, celle de l'acquisition des locaux ; elle est remise en cause lorsque les locaux ne sont plus affectés à l'hébergement d'urgence.

« La définition des locaux entrant dans le champ d'application du présent article ainsi que les obligations déclaratives à la charge des personnes et organismes concernés sont fixées par décret. »

II. 1. – A l'article L. 2335-3 du code général des collectivités territoriales, les mots : « et 1384 A du code général des impôts » sont remplacés par les mots : « 1384 A et 1384 D du code général des impôts ».

2. A l'article L. 5215-35 du même code, après les mots : « constructions nouvelles », sont insérés les mots :

« ainsi que les locaux visés à l'article 1384 D du code général des impôts ».

3. Après l'article L. 5214-23-1 du même code, il est inséré un article L. 5214-23-2 ainsi rédigé :

« *Art. L. 5214-23-2.* – Les pertes de recettes que la communauté de communes subit du fait des exemptions temporaires dont bénéficient les constructions nouvelles ainsi que les locaux visés à l'article 1384 D du code général des impôts au titre de la taxe foncière sur les propriétés bâties sont compensées par une subvention de l'Etat, déterminée dans les mêmes conditions que l'allocation servie aux communes, conformément aux dispositions de l'article L. 2335-3. »

Article 37

I. – Après le V *ter* de l'article 1648 A du code général des impôts, il est inséré un V *quater* ainsi rédigé :

« V *quater.* – En région d'Ile-de-France, les ressources des fonds départementaux de péréquation alimentés par l'écrêtement des établissements mentionnés aux I, I *ter* et I *quater* et situés dans une commune comprise dans les limites territoriales des aéroports de Paris-Charles-de-Gaulle et de Paris-Orly, sont réparties comme suit :

« *a.* Le prélèvement prioritaire prévu aux 1° et 2° du IV *bis* est limité respectivement à 25 % et 30 %.

« *b.* Les ressources du fonds ou, le cas échéant, le solde, lorsqu'il est fait application du *a*, sont répartis conformément aux dispositions du II.

« Toutefois, 40 % de la dotation à répartir par le fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle entre les communes définies au 2° du II sont affectés aux fonds de compensation des nuisances aéroportuaires définis au I de l'article 1648 AC du code général des impôts. »

II. – Il est inséré, dans le code général des impôts, un article 1648 AC ainsi rédigé :

« *Art. 1648 AC.* – I. – A compter du 1er janvier 2000, il est créé un Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires des communes riveraines de l'aéroport de Paris-Charles-de-Gaulle, ainsi qu'un Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires des communes riveraines de l'aéroport de Paris-Orly.

« II. – Ces fonds sont alimentés par :

« – une attribution déterminée en application du V *quater* de l'article 1648 A ;

« – une contribution annuelle de l'établissement public Aéroports de Paris, sur délibération de son conseil d'administration.

« III. – Les ressources du Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires des communes riveraines de l'aéroport de Paris-Charles-de-Gaulle sont attribuées aux communes dont le territoire se situe, au 1er janvier de l'année de répartition, en totalité ou en partie dans le plan de gêne sonore de l'aéroport de Paris-Charles-de-Gaulle défini à l'article 19 de la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit et dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur au double du potentiel

moyen par habitant des communes du plan de gêne sonore concernées.

« Les ressources du Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires des communes riveraines de l'aéroport de Paris-Orly sont attribuées aux communes dont la population se situe, au 1er janvier de l'année de répartition, en totalité ou en partie, dans le plan de gêne sonore de l'aéroport de Paris-Orly défini à l'article 19 de la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 précitée, et dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur au double du potentiel fiscal moyen par habitant des communes du plan de gêne sonore concerné.

« IV. – Les ressources des fonds de compensation des nuisances aéroportuaires sont réparties entre les communes éligibles, en application des dispositions du III, au prorata de la population communale concernée par le plan de gêne sonore, majorée du quart de la population communale située hors du plan de gêne sonore et en proportion de l'écart relatif entre le potentiel fiscal moyen par habitant des communes situées dans le plan de gêne sonore et le potentiel fiscal par habitant de la commune.

« V. – Les conditions d'application du présent article sont fixées par décret. »

Article 38

Dans le deuxième alinéa de l'article 1609 A du code général des impôts, le nombre : « 30 » est remplacé par le nombre : « 60 ».

[30 décembre 1999]

Article 39

L'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsqu'à compter de 1999, l'institution du régime fiscal prévu à l'article 1609 *quinquies* C du code général des impôts entraîne, pour des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale faisant application de ce régime, la cessation de l'application des dispositions de l'article 11 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale, les bases retenues pour déterminer leur potentiel fiscal tiennent compte de la correction de potentiel fiscal appliquée la dernière année précédant l'institution de ce régime. »

Article 40

Avant le 1er juillet 2000, le Gouvernement remettra au Parlement un rapport analysant les modalités de mise en œuvre de diverses réformes des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle, visant à :

– porter à un minimum de 60 % la part de leurs ressources consacrée aux communes et établissements publics de coopération intercommunale considérés comme défavorisés ;

– aligner les règles de reversement applicables aux établissements publics de coopération intercommunale à taxe professionnelle de zone ou à fiscalité additionnelle créés avant le 31 décembre 1992 sur celles applicables

aux établissements publics de coopération intercommunale créés après cette date ;

– étendre l'écrêtement à la totalité des bases des communes ou des établissements publics de coopération intercommunale, sous réserve d'un dispositif particulier, le cas échéant, pour ceux soumis de plein droit ou sur option au régime de la taxe professionnelle unique, sans qu'il y ait lieu de tenir compte de la présence d'un établissement exceptionnel ;

– favoriser une péréquation ne se limitant pas au cadre départemental ou interdépartemental.

Ce rapport devra, en particulier, fournir des simulations de l'effet de ces mesures à l'échelon de chaque département.

Article 41

I. – A. – Il est inséré, dans le code général des impôts, un article 1649 *quater* B *quater* ainsi rédigé :

« *Art. 1649* quater *B* quater. – Les entreprises souscrivent par voie électronique leurs déclarations d'impôt sur les sociétés relatives aux exercices clos à compter du 31 décembre 2000 ainsi que leurs déclarations de taxe sur la valeur ajoutée déposées à compter du 1er mai 2001.

« Les dispositions de l'alinéa précédent s'appliquent aux entreprises dont le chiffre d'affaires réalisé au titre de l'exercice précédent est supérieur à 100 millions de francs hors taxes. »

[30 décembre 1999]

B. – Il est inséré, dans le code général des impôts, un article 1740 *undecies* ainsi rédigé :

« *Art. 1740* undecies. – La méconnaissance de l'obligation prévue à l'article 1649 *quater* B *quater* entraîne l'application d'une majoration de 0,2 % du montant des droits correspondant à la déclaration déposée suivant un autre procédé. »

II. – A. – Il est inséré, dans le code général des impôts, un article 1695 *quater* ainsi rédigé :

« *Art. 1695* quater. – Par dérogation à l'article 1695 *ter*, les entreprises acquittent la taxe sur la valeur ajoutée par télérèglement à compter du 1er mai 2001.

« La disposition prévue à l'alinéa précédent s'applique aux entreprises dont le chiffre d'affaires réalisé au titre de l'exercice précédent est supérieur à 100 millions de francs hors taxes. »

B. – A l'article 1788 *quinquies* du même code, les mots : « à l'article 1695 *ter* » sont remplacés par les mots : « aux articles 1695 *ter* et 1695 *quater* ».

Article 42

I. – Dans le II de l'article 1840 G *ter* du code général des impôts, les mots : « aux 1° et 3° du I de l'article 35 » sont remplacés par les mots : « aux 1°, 1° *bis* et 3° de l'article 35 ».

II. – Les dispositions du I ont un caractère interprétatif.

Article 43

L'article L. 253 du livre des procédures fiscales est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Toutefois, l'année de transformation d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité additionnelle en établissement public de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique, les variations d'imposition pour les taxes acquittées par les ménages s'appliquent à la part cumulée de la commune et de l'intercommunalité. »

Article 44

I. – Lorsqu'un groupement sans fiscalité propre se transforme en établissement public de coopération intercommunale à fiscalité additionnelle, l'organe délibérant de cet établissement peut décider, à la majorité simple, que les communes membres du groupement sans fiscalité propre incluses dans le périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale issu de la transformation doivent reverser à ce dernier la partie de la compensation, prévue au D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998) qui correspond, pour chacune d'entre elles, au taux appliqué en 1998 au profit du groupement sans fiscalité propre.

II. – Les dispositions du I sont applicables à compter de 2000 aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre issus de la transformation

d'un groupement sans fiscalité propre, qui perçoivent une fiscalité additionnelle à compter du 1er janvier 1999.

II. – *AUTRES DISPOSITIONS*

Article 45

I. – Sont approuvés les articles 1 et 2 du protocole d'accord relatif à la dévolution des biens de l'association « Comité français d'organisation de la coupe du monde de football 1998 » signé le 12 juillet 1999 entre l'Etat et la Fédération française de football.

II. – Le compte d'affectation spéciale n° 902-17 « Fonds national pour le développement du sport » est autorisé à recevoir en recettes le boni de liquidation de l'association dénommée « Comité français d'organisation de la coupe du monde de football 1998 ».

Article 46

Dans le troisième alinéa de l'article 71 de la loi de finances pour 1993 (n° 92-1376 du 30 décembre 1992), après les mots : « du produit de cessions de titres de la société Elf-Aquitaine », sont insérés les mots : « , le versement par la société de gestion de participations aéronautiques (Sogepa) du dividende au titre de l'exercice 1998 issu de la cession à l'Etat des titres de la société Dassault-Aviation détenus par la Sogepa ».

Article 47

I. – Une rente viagère non réversible, sous conditions d'âge et de ressources, est instituée, à compter du 1er janvier 1999, en faveur des personnes désignées par le premier alinéa de l'article 2 de la loi n° 94-488 du 11 juin 1994 relative aux rapatriés anciens membres des formations supplétives et assimilés ou victimes de la captivité en Algérie.

Les conditions d'attribution et le montant de cette rente sont définis par décret.

II. – Dans les articles 7, 8 et 9 de la loi n° 94-488 du 11 juin 1994 précitée, la date : « 30 juin 1999 » est remplacée par la date : « 31 décembre 2000 ».

Article 48

I. – Les troisième à dernier alinéas de l'article 61 de la loi de finances pour 1998 (n° 97-1269 du 30 décembre 1997) sont remplacés par six alinéas ainsi rédigés :

« 1° En recettes :

« – les versements de la Fédération de Russie à la France en application de l'accord signé le 27 mai 1997 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie ;

« – les versements du budget général représentatifs de la rémunération produite par les sommes versées par la Fédération de Russie en application de cet accord ;

« 2° En dépenses :

« – les versements de l'Etat aux personnes physiques ou morales détentrices de valeurs mobilières ou de liquidités ;

« – les versements de l'Etat à l'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer pour l'indemnisation des personnes physiques ou morales détentrices de créances, d'intérêts et d'actifs autres que les valeurs mobilières et les liquidités. »

II. – 1° Une indemnisation solidaire des détenteurs de titres, créances et actifs est versée à partir du compte d'affectation spéciale n° 902-31 « Indemnisation au titre des créances françaises sur la Russie » en vue de l'application de l'accord du 27 mai 1997 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie portant règlement définitif des créances financières et réelles apparues antérieurement au 9 mai 1945. Elle bénéficie aux personnes qui se sont fait recenser dans les conditions prévues par l'article 73 de la loi n° 98-546 du 2 juillet 1998 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, qui détiennent des titres, créances et actifs indemnisables au titre du 2° du présent paragraphe et qui ont apporté la preuve :

– pour les porteurs de valeurs mobilières ou de liquidités, qu'elles étaient titulaires de la nationalité française au moment du recensement organisé par la loi n° 98-546 du 2 juillet 1998 précitée, et au plus tard au 5 janvier 1999 ;

– pour les personnes physiques ou morales détentrices de créances, d'intérêts et d'actifs autres que les valeurs mobilières et liquidités, qu'elles étaient titulaires

de la nationalité française au moment de la dépossession ou sont des ayants droit de ces personnes ;

2° Un décret en Conseil d'Etat précisera la nature et l'origine des titres, créances et actifs indemnisables ainsi que les règles de preuve. Ce décret définira les règles selon lesquelles chaque catégorie de titres, créances et actifs se voit attribuer une valeur en francs-or de 1914, qui est :

– soit égale à sa valeur nominale, dans le cas des titres émis ou garantis avant le 7 novembre 1917 par l'Empire de Russie ou par des collectivités locales situées sur son territoire ;

– soit, pour les autres valeurs représentatives de titres, créances et actifs, tient compte de l'année de perte de jouissance appréciée à la date susmentionnée du 7 novembre 1917 ou bien, s'agissant de territoires annexés, à la date de l'annexion.

III. – Dès versement par la Fédération de Russie de l'intégralité de la somme due au titre de l'accord du 27 mai 1997 susmentionné, le budget général verse au compte d'affectation spéciale n° 902-31 « Indemnisation au titre des créances françaises sur la Russie » une somme représentative des intérêts produits par les versements de la Fédération de Russie et calculés par référence au taux des bons du Trésor de maturité comparable à la durée entre chaque versement de la Fédération de Russie et le 1er août 2000.

Le montant total des indemnités versées est égal à la somme versée par la Fédération de Russie en application de l'article 3 de l'accord du 27 mai 1997 susmentionné,

majorée du versement du budget général dont le montant est défini à l'alinéa précédent.

IV. – Les droits à indemnisation sont répartis dans les conditions suivantes :

1° Pour chaque patrimoine de créances, d'intérêts et d'actifs indemnisables autres que les valeurs mobilières et les liquidités, un premier montant est calculé en appliquant les taux suivants aux différentes tranches de patrimoine :

– de 0 à 100 000 francs-or 1914 inclus, chaque franc-or est indemnisé au taux de 0,4 franc français actuel,

– de 100 000 francs-or 1914 exclu à 1 million de francs-or 1914 inclus, chaque franc-or est indemnisé au taux de 0,04 franc français actuel,

– au-delà de 1 million de francs-or 1914, chaque franc-or est indemnisé au taux de 0,004 franc français actuel ;

2° L'indemnité versée au titre de ce patrimoine est ensuite calculée en multipliant le montant défini au 1° ci-dessus par un coefficient égal à $1 + (B/(A + B)) \times ((B - C)/C)$, où :

– A est la quote-part de la somme définie au deuxième alinéa du III correspondant au rapport entre l'ensemble des valeurs mobilières et des liquidités indemnisables et l'ensemble des titres, créances et actifs indemnisables,

– B est la quote-part de la somme définie au deuxième alinéa du III correspondant au rapport entre les créances, intérêts et actifs indemnisables autres que les valeurs mobilières et les liquidités et l'ensemble des titres, créances et actifs indemnisables,

– C est la somme des montants résultant du 1° ci-dessus ;

3° Pour les porteurs de valeurs mobilières et de liquidités indemnisables, la somme calculée selon la formule A (1 + (B – C)/(A + B)) est répartie entre les porteurs comme suit : chaque porteur reçoit une somme forfaitaire égale à 250 millions de francs rapportée au nombre de porteurs indemnisables ; cette somme forfaitaire est augmentée d'un montant :

– proportionnel à la valeur totale du portefeuille de valeurs mobilières et de liquidités si cette valeur est inférieure à 150 000 francs-or 1914 ;

– égal à l'indemnisation que recevrait un portefeuille de valeurs mobilières et de liquidités de valeur égale à 150 000 francs-or 1914 si la valeur totale du portefeuille est supérieure à 150 000 francs-or 1914.

V. – Le Trésor public et l'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer sont chargés de liquider et de verser les indemnités allouées en application des III et IV ci-dessus, selon des modalités fixées par décret.

VI. – Les personnes qui ont déposé des titres auprès des services de l'Etat durant la période de recensement en application de l'article 73 de la loi n° 98-546 du

2 juillet 1998 précitée pourront venir les retirer selon des modalités fixées par décret.

Article 49

Dans le cinquième alinéa (4°) de l'article L. 2335-9 du code général des collectivités territoriales, l'année : « 1999 » est remplacée par l'année : « 2000 ».

Article 50

I. – L'article L. 351-2-1 du code de la construction et de l'habitation est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« L'aide personnalisée au logement n'est pas attribuée aux personnes qui sont locataires d'un logement appartenant à l'un de leurs ascendants ou descendants, ou ceux de leur conjoint ou concubin ou de toute personne liée à elles par un contrat conclu en application de l'article 515-1 du code civil. »

II. – L'article L. 542-2 du code de la sécurité sociale est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« L'allocation de logement n'est pas due aux personnes qui sont locataires d'un logement appartenant à l'un de leurs ascendants ou descendants, ou ceux de leur conjoint ou concubin ou de toute personne liée à elles par un contrat conclu en application de l'article 515-1 du code civil. »

III. – L'article L. 831-1 du même code est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« L'allocation de logement n'est pas due aux personnes qui sont locataires d'un logement appartenant à l'un de leurs ascendants ou descendants, ou ceux de leur conjoint ou concubin ou de toute personne liée à elles par un contrat conclu en application de l'article 515-1 du code civil. »

Article 51

Le premier alinéa du III de l'article L. 136-6 du code de la sécurité sociale est ainsi rédigé :

« La contribution portant sur les revenus mentionnés aux I et II ci-dessus est assise, contrôlée et recouvrée selon les mêmes règles et sous les mêmes sûretés, privilèges et sanctions que l'impôt sur le revenu. »

Article 52

L'article 11 de la loi de finances pour 1958 (n° 58-336 du 29 mars 1958) est ainsi modifié :

1° Au troisième alinéa du III, les mots : « dont les frais sont à la charge des bénéficiaires » sont supprimés ;

2° La dernière phrase du IV est supprimée.

Article 53

Dans l'article 64 de la loi de finances rectificative pour 1991 (n° 91-1323 du 30 décembre 1991), la somme : « 12 000 millions de francs » est remplacée par la somme : « 3 100 millions d'euros ».

Article 54

Dans la limite de 72 millions de francs, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie est autorisé à prendre les mesures nécessaires en vue de l'annulation totale ou partielle de dettes d'aide publique au développement de la Jordanie dans le cadre d'opérations de conversion de dettes en faveur du développement ou de l'environnement.

Article 55

I. – A compter du 1er janvier 2000 et jusqu'au 1er septembre 2006, les dépenses de l'Etat afférentes aux études nécessaires à la préparation et à l'élaboration des plans de prévention des risques naturels prévisibles sont financées pour moitié par le fonds de prévention des risques naturels majeurs mentionné à l'article 13 de la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement.

II. – A compter du 1er septembre 1999, le taux du prélèvement institué au troisième alinéa du même article 13 est fixé à 2 %.

Article 56

I. – Le ministre chargé de l'économie est autorisé à accorder la garantie de l'Etat aux emprunts que la Société de gestion de participations aéronautiques pourrait émettre pour financer l'acquisition des titres détenus par la société DaimlerChrysler Luft-und Raumfahrt Holding

AG dans la société issue du rapprochement d'Aerospatiale Matra et de DaimlerChrysler Aerospace AG, dans la limite de 30 % de la capitalisation boursière de cette société.

II. – Le ministre chargé de l'économie est autorisé à accorder la garantie de l'Etat à la Société de gestion de participations aéronautiques, dans la limite de 1,5 milliards d'euros, pour la couvrir des dépenses d'indemnisation de la société DaimlerChrysler Luft-und Raumfahrt Holding AG qu'elle pourrait supporter dans le cadre du rapprochement d'Aerospatiale Matra et de DaimlerChrysler Aerospace AG.

[30 décembre 1999]

ÉTATS LÉGISLATIFS ANNEXÉS

ÉTATS **A, B, C**

(Articles 3, 4 et 5 de la loi.)

Se reporter aux états publiés, en même temps que la présente loi, au *Journal officiel* (Lois et décrets) du 31 décembre 1999, pages 19 983 à 19 989.

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Décision n° 99-425 DC du 29 décembre 1999

Le Conseil constitutionnel a été saisi, le 24 décembre 1999, d'une part, par MM. Henri de Raincourt, James Bordas, Jean-Paul Emin, Hubert Falco, Louis Grillot, Jean-François Humbert, Guy Poirieux, Henri Revol, Christian Bonnet, Jean Boyer, Jean Clouet, François Trucy, Jean Delaneau, Jean-Claude Carle, Ambroise Dupont, Roland du Luart, Jean Pépin, René Garrec, Serge Mathieu, Charles-Henri de Cossé-Brissac, Mme Anne Heinis, MM. Jean Puech, Michel Pelchat, Jean-Léonce Dupont, Charles Revet, André Ferrand, Ladislas Poniatowski, Louis Althapé, Jean Bernard, Roger Besse, Jean Bizet, Paul Blanc, Gérard Braun, Auguste Cazalet, Gérard César, Jean Chérioux, Jean-Patrick Courtois, Jacques Delong, Robert Del Picchia, Daniel Eckenspieller, Bernard Fournier, Philippe François, Patrice Gélard, Francis Giraud, Hubert Haenel, Jean-Paul Hugot, Roger Husson, Alain Joyandet, Philippe Marini, Bernard Murat, Joseph Ostermann, Jacques Oudin, Jacques Peyrat, Louis Souvet, René Trégouët, Serge Vinçon, Guy Vissac, Fernand Demilly, Paul Girod, Jean-Marie Rausch, Raymond Soucaret, ainsi que par MM. Denis Badré, Maurice Blin, Gérard Deriot, Pierre Fauchon, Serge Franchis, Yves Fréville, Francis Grignon, Daniel Hoeffel, Jean-Jacques Hyest, Alain Lambert, Jean-Louis Lorrain, Kléber Malécot, André Maman, René Marquès, Philippe Nogrix, Michel Souplet, Xavier de Villepin, sénateurs, et par MM. Jean-Louis Debré, Philippe Douste-Blazy, José Rossi et, d'autre part, MM. Jean-Pierre Abelin, Pierre-Christophe Baguet, Jacques Barrot, Dominique Baudis, Jean-Louis Bernard, Claude Birraux, Emile Blessig, Mme Christine Boutin, MM. Loïc Bouvard, Jean Briane, Dominique Caillaud, Hervé de Charette, René Couanau, Charles de Courson, Yves Coussain, Léonce Deprez, Renaud Donnedieu de Vabres, Jean-Pierre Foucher, Germain Gengenwin, Hubert Grimault, Pierre Hériaud, Patrick Herr, Mmes Anne-Marie Idrac, Bernadette Isaac-Sibille, MM. Henry Jean-Baptiste, Jean-Jacques Jégou, Christian Kert, Edouard Landrain, Jacques Le Nay, François Léotard, Maurice Leroy, Roger Lestas, Maurice Ligot, Christian Martin, Pierre Méhaignerie, Pierre Micaux, Hervé Morin, Jean-Marie Morisset, Dominique Paillé, Henri Plagnol, Jean-Luc Préel, Marc Reymann, François Rochebloine, Rudy Salles, André Santini, Michel Voisin, Jean-Jacques Weber, Pierre-André Wiltzer, Jean-Claude Abrioux, Mme Michèle Alliot-Marie, MM. Jean Auclair, Jean Bardet, Jacques Baumel, Jean-Yves Besselat, Michel Bouvard, Mme Nicole Catala, MM. Jean-Marc Chavanne, Alain Cousin, Henri Cuq, Lucien Degauchy, Jean-Pierre Dupont, Jean-Claude Etienne, Roland Francisci, Yves Fromion, Louis Guédon, François Guillaume, Alain Juppé, Pierre Lellouche, Alain Marleix, Jean Marsaudon, Mme Jacqueline Mathieu-Obadia, MM. Jean-Claude Mignon, Pierre Morange,

Renaud Muselier, Jacques Myard, Patrick Ollier, Jacques Pélissard, Etienne Pinte, Serge Poignant, Robert Poujade, Bernard Schreiner, Jean-Claude Thomas, Georges Tron, Jean Ueberschlag, François Vannson, Roland Vuillaume, M. Jean-Luc Warsmann, Mme Marie-Jo Zimmermann, MM. Jacques Blanc, Antoine Carré, Pascal Clément, Georges Colombier, Marc Laffineur, Jean-François Mattei, Paul Patriarche, Bernard Perrut, Jean-Pierre Soisson, députés, dans les conditions prévues à l'article 61, alinéa 2, de la Constitution, de la conformité à celle-ci de la loi de finances rectificative pour 1999 ;

Le Conseil constitutionnel,

Vu la Constitution ;

Vu l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 modifiée portant loi organique sur le Conseil constitutionnel, notamment le chapitre II du titre II de ladite ordonnance ;

Vu l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 modifiée portant loi organique relative aux lois de finances ;

Vu le mémorandum d'accord du 26 novembre 1996 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif au règlement définitif des créances réciproques entre la France et la Russie antérieures au 9 mai 1945 ;

Vu l'accord du 27 mai 1997 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie sur le règlement définitif des créances réciproques financières et réelles apparues antérieurement au 9 mai 1945 ;

Vu la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 portant loi de finances pour 1998, notamment son article 61 ;

Vu la loi n° 98-546 du 2 juillet 1998 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, notamment son article 73 ;

Vu le code général des impôts et le livre des procédures fiscales ;

Vu les observations présentées par le Gouvernement, enregistrées le 27 décembre 1999 ;

Le rapporteur ayant été entendu ;

[30 décembre 1999]

Considérant que les sénateurs requérants défèrent au Conseil constitutionnel la loi de finances rectificative pour 1999 en contestant la conformité à la Constitution de ses articles 25 et 48 ; que les députés requérants dénoncent, pour leur part, à titre principal, l'absence de sincérité de la loi ;

Sur la sincérité des évaluations de recettes fiscales figurant dans la loi déférée :

Considérant, en premier lieu, que les députés requérants mettent en cause l'amendement gouvernemental, adopté le 20 décembre 1999, relevant de 11,3 milliards de francs la prévision des recettes fiscales figurant dans le projet de loi de finances rectificative pour 1999 ; qu'ils soutiennent à cet égard que « la sincérité de la loi de finances se juge au jour du dépôt du document budgétaire » ;

Considérant que la règle invoquée par les requérants ne résulte d'aucune prescription, ni d'aucun principe de valeur constitutionnelle ;

Considérant, en second lieu, que la saisine des députés conteste la sincérité de l'évaluation des recettes fiscales, même après le rehaussement de 11,3 milliards de francs opéré ainsi qu'il a été dit ; qu'ils estiment en effet cette réévaluation « de trop faible ampleur » au regard des résultats constatés au cours des onze premiers mois de l'année 1999 ;

Considérant que l'évaluation des recettes fiscales figurant dans la loi déférée n'est entachée d'aucune erreur manifeste ;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que les griefs des députés requérants relatifs à la sincérité des prévisions de recettes fiscales doivent être rejetés ;

Sur l'article 25 :

Considérant que le II de l'article 25 comporte deux mesures de validation ; qu'elles sont contestées par les sénateurs requérants ;

Considérant que, si le législateur peut valider un acte administratif dans un but d'intérêt général suffisant, c'est sous réserve du respect des décisions de justice ayant force de chose jugée et du principe de non-rétroactivité des peines et des sanctions ; que l'acte validé ne doit méconnaître aucune règle, ni aucun principe de valeur constitutionnelle, sauf à ce que le but d'intérêt général visé par la validation soit lui-même de valeur constitutionnelle ; qu'en outre, la portée de la validation doit être strictement définie, sous peine de méconnaître l'article 16 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 ; que c'est à la lumière de

l'ensemble de ces principes que doit être appréciée la conformité à la Constitution des dispositions soumises à l'examen du Conseil constitutionnel ;

Considérant que le A du II de l'article 25 valide « sous réserve des décisions de justice passées en force de chose jugée, les avis de mise en recouvrement émis avant le 1er janvier 2000 en tant qu'ils seraient contestés par le moyen tiré de l'incompétence territoriale de l'agent qui les a émis, à la condition qu'ils aient été établis soit par le comptable public du lieu de déclaration ou d'imposition du redevable soit, dans le cas où ce lieu a été ou aurait dû être modifié, par le comptable compétent à l'issue de ce changement, même si les sommes dues se rapportent à la période antérieure à ce changement. » ;

Considérant que les requérants font valoir à l'encontre de cette validation que « le Gouvernement n'a donné aucune information sur les montants financiers en jeu », alors que de telles validations ne « devraient intervenir que de manière exceptionnelle, lorsque l'intérêt général l'exige de manière impérieuse » ;

Considérant que, par cette validation, le législateur a entendu éviter que ne se développent, pour un motif tenant à la compétence territoriale de l'autorité ayant établi l'avis de mise en recouvrement, des contestations dont l'aboutissement aurait pu entraîner, pour l'Etat, des conséquences gravement dommageables ; que l'intérêt général qui s'attache à une telle validation l'emporte sur la mise en cause des droits des contribuables qui résulterait de l'irrégularité de pure forme que la validation a pour effet de faire disparaître ; que cet intérêt général réside tant dans le montant des sommes en cause que dans la prévention des troubles qu'apporterait à la continuité des services publics fiscaux et juridictionnels concernés la multiplication de réclamations pouvant, en vertu du livre des procédures fiscales, être présentées pendant plusieurs années ; que la disposition critiquée n'a ni pour objet, ni pour effet de valider des impositions annulées par des décisions juridictionnelles ayant force de chose jugée ; qu'elle sauvegarde les droits des contribuables nés de telles décisions ; que la validation est strictement limitée dans sa portée puisqu'elle n'a pas pour objet de purger les impositions en cause d'autres vices que celui tenant à l'incompétence territoriale de l'autorité qui a émis l'avis de mise en recouvrement ; que cette disposition ne déroge pas davantage au principe de non-rétroactivité des textes à caractère répressif plus sévères, ni à son corollaire qui interdit de faire renaître une prescription légalement acquise ; qu'enfin, à défaut de validation, la restitution aux intéressés d'impositions dont ils sont redevables au regard des règles de fond de la loi fiscale pourrait constituer un enrichissement injustifié ; qu'ainsi le A du II de l'article 25 n'est contraire à aucune règle non plus qu'à aucun principe de valeur constitutionnelle ;

Considérant que le B du II de l'article 25 valide, « sous réserve des décisions de justice passées en force de chose jugée, les avis de mise en recouvrement émis

à la suite de notifications de redressement effectuées avant le 1er janvier 2000 en tant qu'ils seraient contestés par le moyen tiré de ce qu'ils se réfèreraient, pour ce qui concerne les informations mentionnées à l'article R. 256-1 du livre des procédures fiscales, à la seule notification de redressement » ; que ce dernier article exige que l'avis de mise en recouvrement comporte notamment « les éléments de calcul et le montant des droits et des pénalités, indemnités ou intérêts de retard, qui constituent la créance », ces éléments de calcul pouvant néanmoins être remplacés par le renvoi à un document sur lequel ils figurent, dès lors que ce document a été antérieurement notifié au contribuable ;

Considérant que les sénateurs requérants critiquent cette validation en faisant valoir que l'administration se borne à justifier cette mesure par la circonstance que la plupart des avis de mise en recouvrement renvoient aux éléments de calcul portés à la connaissance des contribuables dans la seule notification de redressement, alors que le montant des droits mis en recouvrement est, à l'issue de la procédure contradictoire, « presque toujours inférieur à celui figurant sur les notifications de redressement » ; qu'ils ajoutent que, si le montant des redressements imputés est évalué à 25 milliards de francs, « ce chiffre doit cependant être relativisé dans la mesure où il est théorique » ;

Considérant, en premier lieu, que le vice de forme dont sont entachés les avis de mise en recouvrement validés par le B du II de l'article 25 n'a pu porter atteinte aux droits de la défense des contribuables concernés, dès lors que, dans le cas où les éléments de calcul ont été révisés à la baisse, les contribuables ont été dûment informés par l'administration, au cours de la procédure contradictoire qui a précédé la mise en recouvrement, du montant des droits et pénalités maintenus et des motifs qui les fondent ; que, dans le cas où il serait envisagé de réviser à la hausse le montant des droits et pénalités mentionnés dans la notification du redressement, l'administration reprend la procédure en adressant au contribuable une nouvelle notification de redressement motivée dans les conditions prévues par l'article L. 48 du livre des procédures fiscales ;

Considérant, en deuxième lieu, que le renvoi, par l'avis de mise en recouvrement, aux seules mentions figurant dans la notification initiale de redressement, alors même que les droits et pénalités ont été réduits au cours de la procédure contradictoire, a constitué, au cours des années récentes, une pratique très courante ; que cette pratique était au demeurant conforme à l'interprétation jurisprudentielle de l'article R. 256-1 du livre des procédures fiscales, antérieure à la décision du 28 juillet 1999 du Conseil d'Etat qui en a décidé autrement ; que, dans ces conditions, la validation est justifiée tant par le montant très élevé des sommes qui pourraient être réclamées par les contribuables concernés que par le trouble apporté à la continuité des services publics fiscaux et juridictionnels du fait de la

multiplication de réclamations qui, en vertu du livre des procédures fiscales, pourraient être présentées pendant plusieurs années ;

Considérant, en troisième lieu, que les avis de mise en recouvrement entachés de ce vice de forme ne sont validés qu'en tant, précisément, qu'ils se réfèrent, pour ce qui est du montant des droits et pénalités, à la seule notification de redressement ; qu'il s'ensuit que ces actes pourront être contestés, devant le juge compétent, pour tout autre motif de forme ou de fond ; que, par suite, l'article 16 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen n'a pas été méconnu ;

Considérant, en quatrième lieu, que sont expressément réservées les décisions de justice passées en force de chose jugée ; qu'il n'est pas dérogé au principe de non-rétroactivité des textes à caractère répressif plus sévères, non plus qu'à son corollaire qui interdit de faire renaître une prescription légalement acquise ;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que les griefs dirigés contre le B du II de l'article 25 doivent être rejetés ;

Sur l'article 48 :

Considérant que cet article a pour objet de définir les conditions de mise en oeuvre de l'indemnisation des créances visées par le mémorandum d'accord du 26 novembre 1996 et l'accord du 27 mai 1997 susvisés intervenus entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatifs au règlement définitif des créances réciproques entre la France et la Russie antérieures au 9 mai 1945 ; que les personnes titulaires de ces créances, mentionnées à l'article 1er de l'accord du 27 mai 1997, sont, d'une part, les porteurs de certains titres émis ou garantis, avant le 7 novembre 1917, par le Gouvernement de l'Empire de Russie ou ses autorités administratives, d'autre part, les victimes des spoliations d'actifs intervenues sur le territoire défini par le B de cet article ;

Considérant que le I de l'article 48 modifie les recettes et les dépenses du compte d'affectation spéciale intitulé : « Indemnisation au titre des créances françaises sur la Russie » créé par l'article 61 de la loi de finances pour 1998 susvisée ; que sont ajoutés aux recettes les intérêts produits par les sommes d'ores et déjà versées par la Fédération de Russie en application des accords précités ; que ne sont plus imputés aux dépenses les frais de gestion, lesquels sont pris en charge par l'Etat ; que ces deux modifications ont pour effet de majorer les sommes disponibles pour l'indemnisation ; que le II du même article prévoit les conditions d'éligibilité à l'indemnisation, qu'il s'agisse de l'exigence de la nationalité française ou de la nature des créances éligibles ; que le III décrit les modalités de versement, par la Fédération de Russie, de la somme de 400 millions de dollars des

Etats-Unis d'Amérique due au titre des accords précités, le montant total des indemnités prévues étant égal à cette somme majorée des intérêts ; que le IV précise les modalités pratiques du calcul des droits à indemnisation ; qu'enfin, les V et VI ont trait, respectivement, aux modalités de liquidation et de versement des indemnités, ainsi qu'au retrait des titres auprès des services de l'Etat ;

Considérant que les deux saisines contestent exclusivement les modalités d'indemnisation des « porteurs d'emprunts russes » en faisant valoir que « la répartition des sommes versées n'est pas égale, alors que chaque titre assure à son propriétaire des droits identiques à l'indemnisation » ; qu'ainsi, les modalités de répartition de ces sommes, qui « ne sauraient avoir le caractère juridique de dommages et intérêts », méconnaîtraient le principe d'égalité devant la loi et porteraient atteinte au droit de propriété ;

Considérant que les règles fixées par le 3° du IV prévoient le versement d'une somme forfaitaire à chaque porteur indemnisable, augmentée d'un montant proportionnel à la valeur totale du portefeuille dans la limite d'un plafond ; que la valeur de ce dernier est fixée à 150 000 francs-or de 1914 ; qu'il ressort des termes mêmes des dispositions critiquées que ces règles tendent, non au remboursement des titres concernés, mais à l'« indemnisation solidaire » de leurs détenteurs, en vue de l'application des accords précités ;

Considérant que, dans les circonstances particulières de l'espèce, compte tenu de l'ancienneté du préjudice, du caractère fini de la somme destinée à son indemnisation, de la disproportion entre cette somme et le montant des spoliations subies, de l'impossibilité qui en résulte de mettre en oeuvre une indemnisation strictement proportionnelle au montant des créances sans que soit réduite à néant la réparation due aux titulaires de portefeuilles modestes, enfin des impératifs de simplicité de mise en oeuvre des règles d'indemnisation et de prompt règlement des sommes concernées, les modalités retenues par le 3° du IV de l'article précité, conformes à l'objectif de solidarité que s'est fixé le législateur, ne méconnaissent ni le principe d'égalité devant les charges publiques, ni le droit de propriété des titulaires de créances ;

Sur les autres griefs soulevés par les députés requérants :

Considérant que la violation alléguée des prescriptions réglementaires relatives à la période complémentaire ne ressort pas de la loi déférée ; que le grief tiré du « non-respect de l'article 37 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances selon lequel l'évaluation des recettes de l'Etat relève du seul pouvoir exécutif » est infondé ;

[30 décembre 1999]

Considérant qu'il n'y a lieu pour le Conseil constitutionnel d'examiner d'office aucune question de conformité à la Constitution,

Décide :

Article 1er. – Sont déclarés conformes à la Constitution les articles 25 et 48 de la loi de finances rectificative pour 1999.

Article 2. – La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Délibéré par le Conseil constitutionnel dans sa séance du 29 décembre 1999, présidée par M. Yves Guéna et où siégeaient MM. Georges Abadie, Michel Ameller, Jean-Claude Colliard, Alain Lancelot, Mme Noëlle Lenoir, M. Pierre Mazeaud et Mme Simone Veil.

[30 décembre 1999]

30 décembre 1999. – Loi n° 99-1174 portant création de La Chaîne Parlementaire. (*J.O.* du 31 décembre 1999.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Assemblée nationale. – *Proposition de loi* (n° 1996). – *Rapport de M. Didier Mathus, au nom de la commission des affaires culturelles* (n° 2007). – *Discussion et adoption le 16 décembre 1999* (T.A. n° 417).

Sénat. – *Proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale* (n° 142, 1999-2000). – *Rapport de M. Jacques Valade, au nom de la commission des affaires culturelles* (n° 147, 1999-2000). – *Discussion et adoption le 21 décembre 1999* (T.A. n° 57).

Article 1er

L'article 45-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication est ainsi rédigé :

« *Art. 45-1.* – L'Assemblée nationale et le Sénat produisent et font diffuser, sous le contrôle de leur Bureau, par câble ou par voie hertzienne, un programme de présentation et de compte rendu de leurs travaux. Ce programme peut également porter sur le fonctionnement des institutions parlementaires et faire place au débat public, dans le respect du pluralisme des groupes constitués dans chacune des assemblées. »

[30 décembre 1999]

Article 2

Après l'article 45-1 de la même loi, il est inséré un article 45-2 ainsi rédigé :

« *Art. 45-2.* – La chaîne de télévision parlementaire et civique, créée par l'Assemblée nationale et le Sénat, est dénommée "La Chaîne Parlementaire". Elle comporte, à parité de temps d'antenne, les émissions de deux sociétés de programme, l'une pour l'Assemblée nationale, l'autre pour le Sénat.

« Elle remplit une mission de service public, d'information et de formation des citoyens à la vie publique, par des programmes parlementaires, éducatifs et civiques.

« Dans le cadre de son indépendance éditoriale, la chaîne veille à l'impartialité de ses programmes.

« La société de programme, dénommée "La Chaîne Parlementaire-Assemblée nationale", est chargée de concevoir et de programmer des émissions de présentation des travaux de l'Assemblée nationale ainsi que des émissions d'accompagnement. Elle en assure la production et la réalisation.

« La société de programme, dénommée "La Chaîne Parlementaire-Sénat", est chargée de concevoir et de programmer des émissions de présentation des travaux du Sénat ainsi que des émissions d'accompagnement. Elle en assure la production et la réalisation.

« Ces deux sociétés de programme sont dirigées par des présidents-directeurs généraux nommés pour trois

ans par les Bureaux des assemblées, sur proposition de leur Président.

« La nature, la composition, le mode de désignation et les compétences des autres organes dirigeants sont déterminés par les statuts de chaque société de programme approuvés par le Bureau de l'assemblée à laquelle elle se rattache.

« Chaque société de programme conclut annuellement avec l'assemblée dont elle relève une convention précisant les modalités d'exécution de sa mission, ainsi que le montant de la participation financière dont elle est dotée par cette assemblée.

« Le capital de chacune de ces sociétés est détenu en totalité par celle des deux assemblées à laquelle elle se rattache. Le financement des sociétés de programme est assuré par des dotations annuelles, chaque assemblée dotant sa société directement de la totalité des sommes qu'elle estime nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

« La Chaîne Parlementaire ne diffuse aucun message publicitaire et aucune émission de téléachat.

« Les sociétés de programme, ainsi que les émissions qu'elles programment, ne relèvent pas de l'autorité du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

« Concernant les matières mentionnées aux 2°, 2° *bis*, 3°, 4° et 5° de l'article 33, le Bureau de chacune des assemblées fixe et contrôle les conditions dans lesquelles la réglementation en vigueur s'applique à La Chaîne Parlementaire.

[30 décembre 1999]

« L'article L. 133-1 du code des juridictions financières n'est pas applicable à ces sociétés, qui sont soumises aux dispositions du règlement de chacune des assemblées concernant le contrôle de leurs comptes. »

Article 3

Il est inséré, dans la même loi, un article 45-3 ainsi rédigé :

« *Art. 45-3.* – Sauf opposition des organes dirigeants des sociétés de programme mentionnées à l'article 45-2, toute personne qui établit avec des éditeurs de services des relations contractuelles en vue de constituer une offre de services de communication audiovisuelle, mise à disposition du public par satellite ou par câble, ainsi que toute personne qui constitue une telle offre en établissant des relations contractuelles avec d'autres distributeurs, est tenue de diffuser, à ses frais, les programmes de La Chaîne Parlementaire. Ces programmes sont mis gratuitement à disposition de l'ensemble des abonnés. »

Article 4

Dans l'article 46 de la même loi, les mots : « et 45 » sont remplacés par les mots : « , 45 et 45-2 ».

[30 décembre 1999]

TABLE CHRONOLOGIQUE DES LOIS PROMULGUÉES (1)

Pages

18 octobre 1999. – Loi **n° 99-882** relative à la substitution, à l'expression « aux opérations effectuées en Afrique du Nord », de l'expression « à la guerre d'Algérie ou aux combats en Tunisie et au Maroc » 5

22 octobre 1999. – Loi **n° 99-894** portant organisation de la réserve militaire et du service de défense 8

25 octobre 1999. – Loi **n° 99-899** portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer 39

10 novembre 1999. – Loi **n° 99-929** portant réforme du code de justice militaire et du code de procédure pénale 43

15 novembre 1999*. – Loi **n° 99-944** relative au pacte civil de solidarité 68

22 novembre 1999. – Loi **n° 99-957** portant sur diverses professions relevant du ministère de la justice, la procédure civile et le droit comptable 104

1er décembre 1999. – Loi **n° 99-979** autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière civile entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil 107

1er décembre 1999. – Loi **n° 99-980** autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Géorgie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements 108

1er décembre 1999. – Loi **n° 99-981** autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat du Qatar sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble une annexe) 109

1er décembre 1999. – Loi **n° 99-982** autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière 110

1er décembre 1999. – Loi **n° 99-983** autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relative aux personnels scientifiques de l'Institut Max-von-Laue - Paul-Langevin 111

1er décembre 1999. – Loi **n° 99-984** autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse en vue de compléter la convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959 112

1er décembre 1999. – Loi **n° 99-985** autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil 113

1er décembre 1999. – Loi **n° 99-986** autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil 114

(1) Les lois dont la date est suivie d'un astérisque ont fait l'objet d'une décision du Conseil constitutionnel en application de l'article 61 de la Constitution.

Pages

1er décembre 1999. – Loi **n° 99-987** autorisant la ratification de la convention entre les Etats parties au traité de l'Atlantique-Nord et les autres Etats participant au partenariat pour la paix sur le statut de leurs forces (ensemble un protocole additionnel) 115

1er décembre 1999. – Loi **n° 99-988** autorisant l'approbation d'un accord sous forme d'échange de lettres portant aménagements du titre Ier de la convention de voisinage entre la France et la Principauté de Monaco du 18 mai 1963 116

1er décembre 1999. – Loi **n° 99-989** autorisant l'approbation d'un accord sous forme d'échange de lettres relatif à l'application de l'article 7 modifié de la convention de voisinage entre la France et la Principauté de Monaco du 18 mai 1963 117

1er décembre 1999. – Loi **n° 99-990** autorisant la ratification des amendements à la convention portant création de l'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (INMARSAT) relatifs à la création de l'Organisation internationale de télécommunications mobiles par satellites (ensemble une annexe) 118

1er décembre 1999. – Loi **n° 99-991** autorisant la ratification de la convention entre la République française et la Confédération suisse portant rectification de la frontière franco-suisse entre le département du Doubs et le canton de Vaud . 119

1er décembre 1999. – Loi **n° 99-992** autorisant la ratification de la convention entre la République française et la Confédération suisse portant rectification de la frontière franco-suisse suite au raccordement des autoroutes entre Saint-Julien-en-Genevois (département de la Haute-Savoie) et Bardonnex (canton de Genève) 120

1er décembre 1999. – Loi **n° 99-993** autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à la coopération dans leurs zones frontalières entre les autorités de police et les autorités douanières (ensemble une déclaration) 121

1er décembre 1999. – Loi **n° 99-994** autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière 122

1er décembre 1999. – Loi **n° 99-995** autorisant l'approbation de l'avenant n° 5 à la convention du 28 février 1952 entre la France et la Principauté de Monaco sur la sécurité sociale 123

1er décembre 1999. – Loi **n° 99-996** autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Nicaragua sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements 124

1er décembre 1999. – Loi **n° 99-997** autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement macédonien sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements 125

1er décembre 1999. – Loi **n° 99-998** autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Guatemala sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements 126

1er décembre 1999. – Loi **n° 99-999** autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Namibie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole) 127

1er décembre 1999. – Loi **n° 99-1000** autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Honduras sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements 128

Pages

1er décembre 1999. – Loi **n° 99-1001** autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Azerbaïdjan sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole) 129

1er décembre 1999. – Loi **n° 99-1002** autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Colombie 130

9 décembre 1999. – Loi **n° 99-1038** portant ratification des ordonnances n° 98-520 du 24 juin 1998, n° 98-521 du 24 juin 1998, n° 98-523 du 24 juin 1998, n° 98-526 du 24 juin 1998, n° 98-776 du 2 septembre 1998, n° 98-777 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer 131

16 décembre 1999*. – Loi **n° 99-1071** portant habilitation du Gouvernement à procéder, par ordonnances, à l'adoption de la partie législative de certains codes 134

28 décembre 1999. – Loi **n° 99-1121** portant ratification des ordonnances n° 98-580 du 8 juillet 1998, n° 98-582 du 8 juillet 1998, n° 98-728 du 20 août 1998, n° 98-729 du 20 août 1998, n° 98-730 du 20 août 1998, n° 98-732 du 20 août 1998, n° 98-774 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer 145

28 décembre 1999. – Loi **n° 99-1122** portant ratification des ordonnances n° 98-524 du 24 juin 1998, n° 98-525 du 24 juin 1998, n° 98-581 du 8 juillet 1998 et n° 98-775 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer 161

28 décembre 1999. – Loi **n° 99-1123** portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer 167

28 décembre 1999. – Loi **n° 99-1124** portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives 172

28 décembre 1999. – Loi **n° 99-1125** relative au régime local d'assurance maladie complémentaire obligatoire des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle applicable aux assurés des professions agricoles et forestières 182

28 décembre 1999. – Loi **n° 99-1126** modifiant le code général des collectivités territoriales et relative à la prise en compte du recensement général de population de 1999 pour la répartition des dotations de l'Etat aux collectivités locales 186

29 décembre 1999*. – Loi de financement de la sécurité sociale pour 2000, **n° 99-1140** 214

29 décembre 1999. – Loi **n° 99-1141** modifiant les conditions d'acquisition de la nationalité française par les militaires étrangers servant dans l'armée française 349

30 décembre 1999*. – Loi de finances pour 2000, **n° 99-1172** 351

30 décembre 1999*. – Loi de finances rectificative pour 1999, **n° 99-1173** 502

30 décembre 1999. – Loi **n° 99-1174** portant création de La Chaîne Parlementaire 584

TABLE CHRONOLOGIQUE DES DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL REPRODUITES DANS LE RECUEIL

Pages

DÉCISIONS RELATIVES AUX LOIS PROMULGUÉES

Décision n° 99-419 DC du 9 novembre 1999 (loi relative au pacte civil de solidarité) 82

Décision n° 99-421 DC du 16 décembre 1999 (loi portant habilitation du Gouvernement à procéder, par ordonnances, à l'adoption de la partie législative de certains codes) 137

Décision n° 99-422 DC du 21 décembre 1999 (loi de financement de la sécurité sociale pour 2000) 332

Décision n° 99-424 DC du 29 décembre 1999 (loi de finances pour 2000) 487

Décision n° 99-425 DC du 29 décembre 1999 (loi de finances rectificative pour 1999) 576

AUTRES DÉCISIONS

Décision n° 99-420 DC du 16 décembre 1999 (loi organique relative à l'inéligibilité du Médiateur des enfants) 644

TABLE ANALYTIQUE DES LOIS ADOPTÉES

A

ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES

– Prolongation du délai de réouverture des droits et extension du bénéfice de l'allocation de cessation d'activité pour les victimes de l'amiante, *loi de financement de la sécurité sociale pour 2000,* art. 35 et 36, p. 303.

– Prise en compte des périodes de rééducation professionnelle au titre des pensions de vieillesse, *loi de financement de la sécurité sociale pour 2000,* art. 37, p. 305.

– Amélioration de l'indemnisation des accidents du travail successifs, *loi de financement de la sécurité sociale pour 2000,* art. 38, p. 306.

ADMINISTRATION ET RÉGIMES PÉNITENTIAIRES

– Validation d'un concours de surveillant des services pénitentiaires, *loi du 22 novembre 1999,* art. 5, p. 105.

AGRICULTURE

– Exonération partielle de cotisations sociales pour les jeunes agriculteurs, *loi de financement de la sécurité sociale pour 2000,* art. 8, p. 236.

– Extension de l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée à toutes les cessions réalisées par les sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural, *loi de finances pour 2000,* art. 8, p. 363.

– Reconduction pour un an de l'abattement de 50 % sur le bénéfice des jeunes agriculteurs, *loi de finances pour 2000,* art. 99, p. 462.

– Relèvement des montants minimum de pension garantis aux exploitants agricoles, *loi de finances pour 2000,* art. 114, p. 469.

– Modification du dispositif de rachat des cotisations de retraite proportionnelle, *loi de finances pour 2000,* art. 115, p. 470.

– Assouplissement de l'attribution gratuite de points de retraite proportionnelle, *loi de finances pour 2000,* art. 116, p. 471.

– Attribution de points de retraite proportionnelle gratuits, *loi de finances pour 2000,* art. 117, p. 473.

– Prorogation de la majoration exceptionnelle des cotisations additionnelles aux contrats d'assurance prélevées au profit du Fonds national de garantie des calamités agricoles, *loi de finances pour 2000,* art. 118, p. 473.

– Extension de l'exonération de droits d'enregistrement aux cessions réalisées par les sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural, *loi de finances pour 2000,* art. 119, p. 474.

– Reconduction du financement du programme de maîtrise des pollutions agricoles par le Fonds national de développement des adductions d'eau, *loi de finances*

rectificative pour 1999, art. 49, p. 571.

– Voir aussi *Alsace-Moselle.*

ALSACE-MOSELLE

– Définition des règles applicables au régime local d'assurance maladie complémentaire des professions agricoles et forestières d'Alsace-Moselle (art. 1er) ; abrogations (art. 2) ; date d'entrée en vigueur de la loi (art. 3), **loi du 28 décembre 1999** (p. 182).

– Voir aussi *Budget, Commerce et Artisanat, Cultes.*

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

– Reconduction de mesures fiscales en faveur de l'aménagement du territoire, *loi de finances pour 2000,* art. 92, p. 440.

ANCIENS COMBATTANTS

– Reconnaissance de la qualité de combattant aux personnes ayant participé à la guerre d'Algérie ou aux combats en Tunisie et au Maroc (art. 1er) ; droit à pension des anciens membres des forces supplétives françaises (art. 2) ; conditions d'attribution aux anciens combattants d'Afrique du Nord du droit à la qualité de combattant et de la carte du combattant (art. 3) ; assimilation aux militaires des membres des forces supplétives françaises pour l'accès aux emplois réservés (art. 4) ; droit à la rente mutualiste au titre de la guerre d'Algérie ou des combats en Tunisie et au Maroc (art. 5), **loi du 18 octobre 1999** (p. 5).

– Extension du statut d'interné politique à certains étrangers réfugiés en France après le 1er septembre 1939, *loi de finances pour 2000,* art. 112, p. 468.

– Extension des conditions d'attribution de la carte du combattant, *loi de finances pour 2000,* art. 120, p. 474.

– Relèvement du plafond donnant lieu à majoration de la retraite mutualiste du combattant, *loi de finances pour 2000,* art. 121, p. 475.

– Conditions d'attribution de l'allocation de remplacement pour l'emploi aux anciens combattants, *loi de finances pour 2000,* art. 122, p. 475.

– Revalorisation des pensions des grands invalides, *loi de finances pour 2000,* art. 123, p. 475.

– Revalorisation des pensions des sous-lieutenants, *loi de finances pour 2000,* art. 124, p. 476.

ANIMAUX

– Exonération de droits de mutation à titre gratuit des dons et legs faits aux associations de protection des animaux, *loi de finances pour 2000,* art. 46, p. 406.

ARMÉE

– Voir *Défense, Nationalité, Justice.*

ARTS ET SPECTACLES

– Voir *Impôts et taxes : impôts locaux.*

ASSOCIATIONS

– Mise en conformité du statut juridique des clubs professionnels constitués en associations sportives, *loi du 28 décembre 1999,* art. 3, p. 175.

– Possibilité, pour les collectivités locales, de verser des subventions aux associations et sociétés sportives, *loi du 28 décembre 1999,* art. 5, p. 177.

– Abrogation de dispositions relatives au régime des associations sportives à statut renforcé, *loi du 28 décembre 1999,* art. 9, p. 179.

– Régime de la réduction d'impôt sur le revenu au titre des dons et versements effectués par les particuliers, *loi de finances pour 2000,* art. 4, p. 355.

– Exonération des impôts commerciaux en faveur des associations qui exercent des activités lucratives accessoires, *loi de finances pour 2000,* art. 15, p. 379.

– Relèvement de l'abattement sur la taxe sur les salaires au profit des associations, *loi de finances pour 2000,* art. 16, p. 382.

– Exonération de droits de mutation à titre gratuit des dons et legs faits aux associations de protection de l'environnement et des animaux, *loi de finances pour 2000,* art. 46, p. 406.

ASSURANCES

– Voir *Epargne.*

ASSURANCE MALADIE MATERNITÉ

– Attribution, dans le cadre d'un pacte civil de solidarité, au partenaire d'un assuré social, de la qualité d'ayant droit de son régime d'assurance maladie, *loi du 15 novembre 1999,* art. 7, p. 78.

– Voir aussi *Agriculture, Alsace-Moselle, Sécurité sociale.*

ASSURANCE VIEILLESSE

– Voir *Agriculture, Sécurité sociale.*

AUDIOVISUEL

– Institution d'un prélèvement sur les droits de retransmission télévisée des manifestations sportives, *loi de finances pour 2000,* art. 59, p. 415.

– Répartition du produit de la redevance audiovisuelle et approbation du produit attendu des recettes publicitaires du secteur public de la communication audiovisuelle, *loi de finances pour 2000,* art. 87, p. 436.

– Rapport au Parlement sur la redevance audiovisuelle, *loi de finances pour 2000,* art. 88, p. 437.

– Modification, pour 1999, de la répartition du produit de la redevance entre les différents organismes du secteur public de la communication audiovisuelle, *loi de finances rectificative pour 1999,* art. 11, p. 508.

– Production et diffusion par l'Assemblée nationale et le Sénat de programmes de présentation et de compte rendu de leurs travaux (art. 1er) ; conditions de création, d'organisation et de diffusion de « La Chaîne Parlementaire » (art. 2 et 3) ; régime juridique des sociétés de programme (art. 4), **loi du 30 décembre 1999** (p. 584).

AUXILIAIRES DE JUSTICE

– Mise en œuvre de la procédure disciplinaire applicable aux avocats, *loi du 22 novembre 1999,* art. 3, p. 105.

– Validation de droits proportionnels de recouvrement ou d'encaissement perçus par les huissiers de justice, *loi du 22 novembre 1999,* art. 6, p. 106.

– Voir aussi *Justice.*

AVOCATS

– Voir *Auxiliaires de justice.*

B

BANQUES ET ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS

– Contribution de la Caisse des dépôts et consignations au financement du Fonds de réserve pour les retraites, *loi de financement de la sécurité sociale pour 2000,* art. 16, p. 245.

– Gestion, par la Caisse des dépôts et consignations, du Fonds pour la modernisation des cliniques privées, *loi de financement de la sécurité sociale pour 2000,* art. 33, p. 291.

BOIS ET FORÊTS

– Suppression de la taxe forestière et de la taxe de défrichement, *loi de finances pour 2000,* art. 57, p. 412.

– Voir aussi *Alsace-Moselle.*

BUDGET

EXERCICE 1999

Loi de finances rectificative pour 1999 (p. 502).

I. – *Conditions générales de l'équilibre financier* (p. 503)

– Reconduction de l'exonération de la taxe intérieure sur les produits pétroliers en faveur des biocarburants (art. 1er) ; abandon de créances au profit de l'Agence France-Presse (art. 2) ; équilibre général (art. 3).

II. – *Moyens des services et dispositions spéciales* (p. 505)

A. – **Dispositions applicables à l'année 1999** (p. 505)

– Ouverture de crédits supplémentaires au titre du budget général, des budgets annexes, des comptes d'affectation spéciale et des comptes de prêts (art. 4 à 9) ; ratification d'un décret d'avance (art. 10) ; modification de la répartition du produit de la redevance entre les différents organismes du secteur public de la communication audiovisuelle (art. 11).

B. – **Mesures fiscales** (p. 509)

– Clôture des plans d'épargne en vue de la retraite et exonération d'impôt sur le revenu des sommes figurant sur ces plans (art. 12) ; mise en conformité du régime fiscal des contrats d'assurance-vie investis en actions (art. 13) ; éligibilité au plan d'épargne en actions d'actions émises par des sociétés ayant leur siège dans un autre Etat membre de la Communauté européenne (art. 14) ; transposition de la directive communautaire relative au régime fiscal de l'or d'investissement (art. 15) ; adaptation au droit communautaire du crédit d'impôt recherche (art. 16) ; exonération sans possibilité d'option de l'ensemble des opérations de cession de créances et de gestion des créances cédées (art. 17) ; extinction du régime intracommunautaire des comptoirs de vente, modernisation et simplification des contributions indirectes (art. 18) ; mesures fiscales en faveur de l'exercice en société des activités libérales (art. 19) ; assouplissement des sanctions applicables en cas de défaut de production de l'état de suivi des plus-values en report ou en sursis d'imposition (art. 20) ; sursis de paiement des dettes fiscales des rapatriés réinstallés en profession libérale (art. 21) ; obligation de paiement par virement sur le compte du Trésor à la Banque de France de droits indirects dont le montant excède 500 000 F (art. 22) ; transmission par voie électronique des déclarations souscrites par les particuliers auprès de l'administration fiscale (art. 23) ; suppression des seuils de déclaration (art. 24) ; compétence territoriale des receveurs des impôts et motivation des avis

de mise en recouvrement (art. 25) ; subordination de l'ensemble des sanctions fiscales à une obligation de motivation préalable intervenant trente jours avant la notification de la sanction (art. 26) ; report d'un an de la date de rétablissement du droit commun en matière d'impôt sur les successions en Corse (art. 27) ; aménagement du régime fiscal des groupes de sociétés (art. 28) ; soumission des sociétés agréées pour le financement d'installations ou de matériels destinés à économiser l'énergie à l'impôt sur les sociétés et harmonisation des règles d'amortissement et de provisions concernant les biens donnés en crédit-bail (art. 29) ; régime fiscal des sociétés de capital-risque et des fonds communs de placement à risques (art. 30) ; provision pour reconstitution des gisements d'hydrocarbures (art. 31) ; réduction d'impôt pour investissement outremer (art. 32) ; extension aux centres techniques industriels du régime de faveur des fusions (art. 33) ; exonération de contribution annuelle sur les revenus tirés de la location de locaux situés dans des immeubles achevés depuis plus de quinze ans pour les immeubles faisant partie de villages de vacances ou de maisons familiales agréées (art. 34) ; mise en conformité du crédit d'impôt pour dépenses de formation avec la réglementation communautaire (art. 35) ; exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des centres d'hébergement d'urgence (art. 36) ; fonds de compensation des nuisances aéroportuaires (art. 37) ; doublement du plafond de la taxe spéciale d'équipement perçue au profit de l'établissement public foncier du Nord-Pas-de-Calais (art. 38) ; potentiel fiscal des communes cessant de faire application d'une péréquation volontaire au sein d'un établissement public de coopération intercommunale venant d'opter pour la taxe professionnelle de zone (art. 39) ; répartition des crédits des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle (art. 40) ; déclarations électroniques d'impôt sur les sociétés et de la taxe sur la valeur ajoutée – télérèglement de la taxe sur la valeur ajoutée (art. 41) ; extension du dispositif de sortie des prorogations de délai accordées pour construire sur des terrains à bâtir sans être soumis aux droits d'enregistrement (art. 42) ; amélioration de la transparence des variations d'impôt en cas de transformation d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité additionnelle en établissement public de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique (art. 43) ; compensation de la réforme de la taxe professionnelle des communes membres des groupements sans fiscalité propre qui se transforment en établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité additionnelle (art. 44).

C. – **Autres dispositions** (p. 565)

– Affectation du boni de liquidation du Comité français d'organisation de la coupe du monde de football au Fonds national de développement du sport (art. 45) ; élargissement au dividende exceptionnel réalisé par la société de gestion de participations aéronautiques des recettes du compte d'affectation spéciale des produits de cessions de titres, parts et droits de sociétés (art. 46) ; création d'une rente viagère pour les harkis et prolongation du plan d'action en leur faveur (art. 47) ; mise en œuvre de l'accord entre la France et la Fédération de Russie sur le règlement des créances antérieures au 9 mai 1945 (art. 48) ; reconduction du financement du Programme de maîtrise des pollutions agricoles par le Fonds national de développement des adductions d'eau (art. 49) ; conditions d'octroi d'aides personnelles au logement (art. 50) ; maintien du prélèvement pour frais de recouvrement sur le produit de la

contribution sociale généralisée sur les revenus du patrimoine (art. 51) ; suppression des redevances de contrôle auxquelles sont soumises les canalisations de transport d'hydrocarbures liquides (art. 52) ; majoration de la limite des remises de dettes en faveur des pays en voie de développement (art. 53) ; annulation de créances détenues sur la Jordanie (art. 54) ; participation du fonds de prévention des risques naturels majeurs au financement des études préalables aux plans de prévention de ces risques et modification du financement de ce fonds (art. 55) ; garanties de l'Etat aux emprunts de la société de gestion de participations aéronautiques dans le cadre de la fusion entre Aérospatiale-Matra et Daimler Chrysler Aerospace A.G. (art. 56), **loi de finances rectificative pour 1999** (p. 502).

EXERCICE 2000

Loi de finances pour 2000 (p. 351).

I. – *Conditions générales de l'équilibre financier* (p. 352).

A. – **Dispositions relatives aux ressources** (p. 352)

– Autorisation de percevoir les impôts existants (art. 1er).

– Barème de l'impôt sur le revenu applicable aux revenus de 1999 (art. 2) ; fixation des seuils d'assujettissement à l'impôt sur le revenu des indemnités versées aux salariés ou aux mandataires sociaux à l'occasion de la cessation de leurs fonctions (art. 3) ; réduction d'impôt sur le revenu au titre des dons et versements effectués par les particuliers (art. 4) ; application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux portant sur des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans (art. 5) ; modification du régime simplifié d'imposition (art. 6) ; application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux services d'aide à la personne (art. 7) ; extension de l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée à toutes les cessions réalisées par les sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (art. 8) ; réduction des droits de mutation à titre onéreux (art. 9) ; prolongation de la réduction de 30 % sur les donations accomplies par les donateurs de plus de soixante-quinze ans (art. 10) ; incitation à la constitution et au maintien durant huit ans au minimum d'un actionnariat stratégique dans l'entreprise (art. 11) ; suppression de la contribution annuelle représentative du droit de bail (art. 12) ; extension du régime simplifié d'imposition des revenus fonciers (art. 13) ; suppression de la condition d'âge pour bénéficier de la réduction d'impôt au titre des frais d'hospitalisation et de cure (art. 14) ; exonération des impôts commerciaux en faveur des associations qui exercent des activités lucratives accessoires (art. 15) ; relèvement de l'abattement sur la taxe sur les salaires au profit des associations (art. 16) ; mesures en faveur des versements effectués par les entreprises dans le cadre du mécénat (art. 17) ; pérennisation du report d'imposition des plus-values de cession dont le produit est réinvesti dans les fonds propres d'une P.M.E. et exonération du droit fixe de 1 500 F pour les apports effectués lors de la constitution d'une société (art. 18) ; suppression de l'imposition forfaitaire annuelle pour les personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés dont le chiffre d'affaires est inférieur à 500 000 F (art. 19) ; augmentation du taux de la quote-part pour frais et charges à 5 % du produit total des participations pour l'application du régime « mère-fille » (art. 20) ; réduction du taux de l'avoir fiscal attaché aux dividendes encaissés par une société « non mère » (art. 21) ; réduction du délai de conservation des titres prévu en cas d'opérations d'apports partiels

d'actif et de scissions et maintien du sursis d'imposition attaché au régime des fusions (art. 22) ; suppression du crédit d'impôt pour création d'emplois (art. 23) ; modalités de plafonnement de la taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée (art. 24) ; réduction du montant maximal de la taxe d'habitation acquittée par les contribuables les plus modestes (art. 25) ; indexation de la compensation accordée aux collectivités locales au titre de la réforme de la taxe professionnelle (art. 26) ; compensation des conséquences de la réforme de la taxe professionnelle pour les collectivités et groupements écrêtés au profit d'un fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle (art. 27) ; rapport sur la réforme de la taxe d'habitation (art. 28) ; extension de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune des ayants droit des auteurs aux droits de la propriété littéraire et artistique (art. 29) ; suppression de diverses taxes ou droits (art. 30) ; suppression de droits de timbre et taxes assimilées (art. 31) ; exonération de droits d'enregistrement et de timbre pour la conversion en euros du capital des sociétés (art. 32) ; dispense du droit de timbre pour les requêtes engagées contre une décision de refus de visa (art. 33) ; suppression de la majoration de 3 % applicable aux contribuables ayant opté pour le paiement mensuel de la taxe d'habitation et des taxes foncières (art. 34) ; exonération de la taxe d'habitation au profit des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion ayant retrouvé un emploi (art. 35) ; application du mécanisme du quotient pour le calcul du revenu de référence des contribuables ayant perçu des revenus différés ou exceptionnels (art. 36) ; suppression du droit d'inscription au baccalauréat (art. 37) ; simplification et allègement des taxes afférentes à l'exercice d'une activité dans le secteur des télécommunications (art. 38) ; modification des tarifs et aménagement de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel (art. 39) ; relèvement du taux de l'exonération de la taxe sur les véhicules de société équipés de moteurs à bicarburation (art. 40) ; remboursement partiel de la taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel et de la taxe intérieure sur les produits pétroliers au titre des carburants utilisés par les bennes de ramassage des déchets ménagers (art. 41) ; application d'un taux unique à la taxe forfaitaire sur les bijoux, objets d'art, de collection ou d'antiquité (art. 42) ; institution d'une taxe sur les installations nucléaires de base en remplacement des redevances existantes (art. 43) ; suppression de la déductibilité du revenu imposable des pénalités de recouvrement sanctionnant le versement tardif des impôts (art. 44) ; comptabilisation des stocks de spiritueux au prix de revient effectif (art. 45) ; exonération de droits de mutation à titre gratuit des dons et legs fait aux associations de protection de l'environnement et des animaux (art. 46) ; relèvement des tarifs de la taxe sur les véhicules des sociétés (art. 47) ; augmentation des tarifs du droit de timbre de dimension (art. 48) ; recettes des missions d'ingénierie publique (art. 49) ; calcul de la contribution des organismes collecteurs du 1 % logement (art. 50) ; affectations résultant des budgets annexes et des comptes spéciaux (art. 51) ; affectation de la taxe générale sur les activités polluantes (art. 52) ; taux de la taxe sur les huiles perçue au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles (art. 53) ; reconduction du prélèvement opéré sur la contribution sociale de solidarité des sociétés au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles (art. 54) ; affectation du droit de consommation sur les tabacs manufacturés (art. 55) ; augmentation des minima

de perception sur le tabac (art. 56) ; affectations et suppression de ressources liées à la clôture de comptes d'affectations spéciale (art. 57) ; transformation du Fonds national de développement des adductions d'eau en Fonds national de l'eau et institution d'un prélèvement de solidarité pour l'eau (art. 58) ; contribution sur les droits de retransmission télévisés des manifestations sportives (art. 59) ; modification de la répartition du produit de la taxe d'aviation civile (art. 60) ; relèvement du taux de la taxe due par les concessionnaires d'autoroute (art. 61) ; majoration du montant de la dotation globale de fonctionnement (art. 62) ; reconduction du mécanisme de compensation intégrale des diminutions de dotation de compensation de la taxe professionnelle subies par les collectivités défavorisées (art. 63) ; majoration de la dotation de solidarité urbaine (art. 64) ; majoration de la dotation de solidarité rurale (art. 65) ; évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes (art. 66).

B. – **Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges** (p. 421)

– Equilibre général du budget et mesures relatives aux autorisations d'emprunt (art. 67).

II. – *Moyens des services et dispositions spéciales* (p. 424).

A. – **Dispositions applicables à l'année 2000** (p. 424)

– Ouverture de crédits du budget général (art. 68 à 72) ; des budgets annexes (art. 73 et 74) ; ouverture de crédits et aménagement des opérations retracées dans les comptes spéciaux du Trésor (art. 75 à 82) ; autorisation de perception des taxes parafiscales (art. 83) ; fixation des chapitres comportant des crédits évaluatifs, provisionnels et reportables (art. 84 à 86) ; répartition du produit de la redevance audiovisuelle et approbation du produit attendu des recettes publicitaires du secteur public de la communication audiovisuelle (art. 87) ; rapports au Parlement (art. 88 et 89).

B. – **Mesures fiscales** (p. 438)

– Durée des vérifications applicables à certaines entreprises (art. 90) ; modification des règles d'opposabilité du secret professionnel à l'administration fiscale (art. 91) ; reconduction de mesures fiscales en faveur de l'aménagement du territoire (art. 92) ; suppression de la production d'un certificat pour bénéficier de la réduction d'impôt pour frais de scolarité (art. 93) ; fusion des régimes d'imposition des plus-values de cession à titre onéreux de valeurs mobilières et de droits sociaux réalisées par les particuliers et aménagement du régime du différé d'imposition des plus-values d'échange de ces mêmes titres (art. 94) ; report de la date limite d'achèvement des logements ouvrant droit au bénéfice de l'amortissement des logements neufs donnés en location (art. 95) ; taxe communale facultative sur les activités commerciales non salariées à durée saisonnière (art. 96) (1) ; report de la date limite d'institution pour 2000 de l'exonération de taxe professionnelle en faveur des entreprises de spectacles (art. 97) ; fixation des coefficients de majoration des valeurs locatives servant de base aux impôts directs locaux en 2000 (art. 98) ; reconduction pour un an de l'abattement de 50 % sur le bénéfice des jeunes agriculteurs (art. 99) ; déclaration des revenus soumis au régime du prélèvement libératoire (art. 100) ; réduction du seuil d'application de l'obligation de

(1) Cet article a été déclaré contraire à la Constitution par le Conseil constitutionnel.

paiement par chèque pour les particuliers non commerçants (art. 101) ; application du paiement en espèces par les particuliers non commerçants au règlement des primes d'assurance vie (art. 102) ; harmonisation des sanctions fiscales appliquées aux activités occultes (art. 103) ; suppression du bénéfice de la tolérance légale pour les contribuables de mauvaise foi ou s'étant livrés à des manœuvres frauduleuses (art. 104) ; création d'une amende fiscale de 50 % en cas de vente sans facture (art. 105) ; renforcement des amendes fiscales en cas d'omissions ou d'inexactitudes dans les facturations (art. 106) ; suppression de l'interdiction faite aux agents d'une administration étrangère d'opérer des contrôles sur le territoire national (art. 107) ; reconduction du dispositif d'exonération des taxes intérieures de consommation applicables au fioul lourd, au gaz naturel et au gaz de raffinerie utilisés dans des installations nouvelles de cogénération (art. 108) ; amélioration de l'information du Parlement sur les sommes effectivement recouvrées à la suite des opérations de contrôle fiscal (art. 109) ; reconduction de l'annualisation du service à temps partiel dans la fonction publique (art. 110) ; prorogation du congé de fin d'activité des fonctionnaires (art. 111) ; extension du statut d'interné politique à certains étrangers réfugiés en France après le 1er septembre 1939 (art. 112).

C. – **Autres mesures** (p. 468)

– Contrôle parlementaire sur les projets de développement en zone de solidarité prioritaire (art. 113) (1) ; relèvement des montants minimum de pension garantis aux exploitants agricoles (art. 114) ; modification du dispositif de rachat des cotisations de retraite proportionnelle pour les agriculteurs (art. 115) ; assouplissement de l'attribution gratuite de points de retraite proportionnelle pour les agriculteurs (art. 116) ; attribution de points de retraite proportionnelle gratuits pour les agriculteurs (art. 117) ; prorogation de la majoration exceptionnelle des cotisations additionnelles aux contrats d'assurance prélevées au profit du Fonds national de garantie des calamités agricoles (art. 118) ; extension de l'exonération de droits d'enregistrement aux cessions réalisées par les sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (art. 119) ; extension des conditions d'attribution de la carte du combattant (art. 120) ; relèvement du plafond donnant lieu à majoration de la retraite mutualiste du combattant (art. 121) ; conditions d'attribution de l'allocation de remplacement pour l'emploi aux anciens combattants (art. 122) ; revalorisation des pensions des grands invalides (art. 123) ; revalorisation des pensions des sous-lieutenants (art. 124) ; modalités de prise en charge de l'indexation des obligations et bons du Trésor (art. 125) ; majoration légale des rentes viagères (art. 126) ; réforme de la taxe pour frais de chambres de métiers (art. 127) ; extension aux artisans ressortissants de la chambre de métiers d'Alsace et de Moselle de l'assujettissement à la majoration du droit fixe finançant le Fonds national de promotion et de communication de l'artisanat (art. 128) ; consultation des registres fiscaux par les chambres de métiers (art. 129) ; études des conséquences de la réforme de la taxe professionnelle sur la répartition de la taxe pour frais de chambres de métiers (art. 130) ; modalités de gestion des excédents financiers du dispositif de capital temps de formation (art. 131) ; état annexé retraçant les crédits en faveur des droits des femmes (art. 132) ; intégration des personnels de l'Association pour la gérance des écoles de formation

(1) Cet article a été déclaré contraire à la Constitution par le Conseil constitutionnel.

maritime et aquacole dans la fonction publique (art. 133) ; rapport au Parlement (art. 134) ; revalorisation de l'unité de valeur de référence pour l'aide juridictionnelle (art. 135) ; prorogation du régime d'exonération des charges patronales dans les départements d'outre-mer et de Saint-Pierre-et-Miquelon (art. 136), **loi de finances pour 2000** (p. 351).

C

CODES (1)

– Refonte du code de justice militaire avant le 31 décembre 2002, *loi du 10 novembre 1999,* art. 66, p. 66.

– Habilitation du Gouvernement à procéder, par ordonnances, à l'adoption de la partie législative de certains codes (art. 1er) ; délais de publication des ordonnances et de dépôt des projets de loi de ratification (art. 2), **loi du 16 décembre 1999** (p. 134).

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

– Conditions d'octroi de subventions aux associations et sociétés sportives, *loi du 28 décembre 1999,* art. 5, p. 177.

– Conditions générales de prise en compte du recensement de 1999 : sur les dotations de l'Etat aux collectivités locales et correction des effets secondaires de la réforme de la taxe professionnelle (art. 1er) ; sur la dotation globale de fonctionnement des départements (art. 2) ; définition du potentiel fiscal des départements (art. 3) ; prise en compte du recensement : pour le fonds de correction des déséquilibres régionaux (art. 4) ; pour la dotation globale de fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (art. 5) ; indemnisation des présidents et vice-présidents des services départementaux d'incendie et de secours (art. 6) ; dispositions budgétaires et comptables applicables aux communes en cas de changement de strate démographique (art. 7) ; aménagement des règles de reprise du résultat d'un exercice au budget suivant (art. 8) ; prise en compte du recensement de 1999 : pour la détermination du potentiel fiscal des communes membres de groupements appliquant la taxe professionnelle unique ou la taxe professionnelle de zone (art. 9) ; pour la correction du potentiel fiscal des communes lors du passage à la taxe professionnelle de zone (art. 10) ; suppression de l'autorisation préalable pour les emprunts des collectivités locales à l'étranger (art. 11) ; inscription dans la section de fonctionnement du produit de la taxe destinée au financement des dépenses des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement et de celui de la taxe départementale des espaces naturels sensibles (art. 12) ; modification du système de réduction des écarts de taux en cas de passage d'un établissement public de coopération intercommunale de la taxe professionnelle de zone à la taxe professionnelle unique (art. 13) ; adaptation des conséquences de la réforme de la taxe professionnelle sur les contributions fiscalisées aux syndicats de communes (art. 14) ; versement d'une attribution de compensation aux communes membres de syndicats à contribution fiscalisée (art. 15) ; mise en œuvre des dispositions de la loi relative à la perception de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (art. 16) ; obligation de délibération pour les structures intercommunales passant de la fiscalité additionnelle à la fiscalité mixte (art. 17) ; prélèvement, au profit du fonds départemental de

(1) Voir également la table consacrée aux articles de codes modifiés, insérés, rétablis ou abrogés par les lois promulguées (p. 629).

péréquation de la taxe professionnelle, des excédents de fiscalité des districts (art. 18) ; transformation en communauté d'agglomération des districts à taxe professionnelle unique (art. 19) ; possibilité, pour une commune, de se retirer d'un district pour adhérer à un autre établissement public de coopération intercommunale (art. 20) ; compensation de l'abattement sur les bases de taxe professionnelle versée aux établissements publics de coopération intercommunale qui percevaient une fiscalité propre en 1986 (art. 21) ; aménagement du potentiel fiscal des établissements publics de coopération intercommunale issus de la transformation de syndicats gérant une zone d'activité (art. 22) ; application de la réforme de la taxe professionnelle aux reversements de fiscalité entre communes (art. 23) ; majoration de la dotation globale d'équipement versée aux services départementaux d'incendie et de secours (art. 24) ; modification du régime de la dotation d'intercommunalité des communautés urbaines (art. 25), **loi du 28 décembre 1999** (p. 186).

– Compensation des conséquences de la réforme de la taxe professionnelle pour les collectivités et groupements écrêtés au profit d'un fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle, *loi de finances pour 2000,* art. 27, p. 391.

– Affectation directe d'une partie de la taxe sur les locaux à usage de bureaux à la région Ile-de-France, *loi de finances pour 2000,* art. 57, p. 412.

– Majoration du montant de la dotation globale de fonctionnement, *loi de finances pour 2000,* art. 62, p. 417.

– Reconduction du mécanisme de compensation intégrale des diminutions de dotation de compensation de la taxe professionnelle subies par les collectivités défavorisées, *loi de finances pour 2000,* art. 63, p. 418.

– Majoration de la dotation de solidarité urbaine, *loi de finances pour 2000,* art. 64, p. 420.

– Majoration de la dotation de solidarité rurale, *loi de finances pour 2000,* art. 65, p. 420.

– Taxe communale facultative sur les activités commerciales non salariées à durée saisonnière, *loi de finances pour 2000,* art. 96, p. 460 (1).

– Voir aussi *Impôts et taxes : impôts locaux.*

COMMERCE ET ARTISANAT

– Possibilité, pour les commerçants et artisans, de rachat des cotisations d'assurance vieillesse, *loi de financement de la sécurité sociale pour 2000,* art. 20, p. 248.

– Réforme de la taxe pour frais de chambres de métiers, *loi de finances pour 2000,* art. 127, p. 479.

– Extension aux artisans ressortissants de la chambre de métiers d'Alsace et de Moselle de l'assujettissement à la majoration du droit fixe finançant le Fonds national de promotion et de communication de l'artisanat, *loi de finances pour 2000,* art. 128, p. 480.

– Consultation des registres fiscaux par les chambres de métiers, *loi de finances pour 2000,* art. 129, p. 481.

– Etude des conséquences de la réforme de la taxe professionnelle sur la répartition de la taxe pour frais de chambres de métiers, *loi de finances pour 2000,* art. 130, p. 482.

(1) Cet article a été déclaré contraire à la Constitution par le Conseil constitutionnel.

COMMUNAUTÉS URBAINES ET DISTRICTS

– Voir *Collectivités territoriales.*

COMMUNES

– Voir *Collectivités territoriales.*

COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

– Transformation du Fonds national de développement des adductions d'eau en Fonds national de l'eau, *loi de finances pour 2000,* art. 58, p. 412.

– Affectation d'un prélèvement sur les droits de retransmission télévisée des manifestations sportives au Fonds national pour le développement du sport, *loi de finances pour 2000,* art. 59, p. 415.

– Clôture des comptes d'affectation spéciale : Fonds forestier national, Fonds de secours aux victimes de sinistres et calamités, Fonds national du livre, Fonds pour l'aménagement de l'Ile-de-France, *loi de finances pour 2000,* art. 75, p. 429.

– Modification du compte d'affectation spéciale : Fonds national pour le développement du sport, *loi de finances pour 2000,* art. 76, p. 431.

– Modification du compte de commerce : opérations commerciales des domaines, *loi de finances pour 2000,* art. 79, p. 433.

– Elargissement au dividende exceptionnel réalisé par la société de gestion de participations aéronautiques des recettes du compte d'affectation spéciale des produits de cessions de titres, parts et droits de sociétés, *loi de finances rectificative pour 1999,* art. 46, p. 565.

CONGÉS ET VACANCES

– Prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'exercice par les salariés des droits à congés, *loi du 15 novembre 1999,* art. 8, p. 78.

CORSE

– Report d'un an de la date de rétablissement de droit commun en matière d'impôt sur les successions, *loi de finances rectificative pour 1999,* art. 27, p. 547.

CRÉANCES ET DETTES

– Solidarité à l'égard des tiers des dettes contractées par les partenaires d'un pacte civil de solidarité en matière de logement, *loi du 15 novembre 1999,* art. 1er, p. 69.

– Réduction du seuil d'application de paiement par chèque pour les particuliers non commerçants, *loi de finances pour 2000,* art. 101, p. 463.

– Voir aussi *Procédure civile.*

CRIMES, DÉLITS ET CONTRAVENTIONS

– Voir *Justice.*

CULTES

– Réduction d'impôt sur le revenu au titre des dons et subventions versés par les particuliers aux établissements publics des cultes reconnus d'Alsace-Moselle, *loi de finances pour 2000,* art. 4, p. 355.

D

DÉFENSE

– Définition des principes généraux de la réserve et conditions d'admission (art. 1er et 2) ; enseignement obligatoire sur l'organisation de la réserve dans les établissements scolaires (art. 3) ; modalités

d'accès à la réserve (art. 4) ; limites d'âge applicables aux réservistes (art. 5) ; attribution de la qualité de militaire aux réservistes de la réserve opérationnelle (art. 6) ; attribution de la qualité de collaborateur occasionnel du service public aux réservistes participant à des activités bénévoles dans la réserve (art. 7) ; durée et objet de l'engagement dans la réserve opérationnelle (art. 8) ; possibilité pour les forces armées d'avoir recours à des spécialistes (art. 9) ; durée maximale annuelle des activités dans la réserve et droit d'absence du réserviste de son poste de travail (art. 10) ; obligation d'accord de l'employeur pour des activités supérieures à cinq jours (art. 11) ; possibilité de prolongements des activités à accomplir au titre de l'engagement dans la réserve opérationnelle et modalités d'application (art. 12 et 13) ; dispositions relatives à la disponibilité (art. 14 à 17) ; utilisation des réservistes de la gendarmerie en cas de troubles graves à l'ordre public (art. 18) ; définition, composition et modalités de fonctionnement de la réserve citoyenne (art. 19 à 21) ; modalités de rémunération des réservistes de la réserve opérationnelle (art. 22) ; régime social des réservistes et de leurs ayants droit (art. 23 et 24) ; interdiction de licenciement et de sanctions disciplinaires du fait d'une activité dans la réserve (art. 25) ; suspension du contrat de travail des salariés pendant leurs activités dans la réserve opérationnelle (art. 26) ; statut des fonctionnaires exerçant une activité dans la réserve opérationnelle (art. 27) ; modalités d'indemnisation des réservistes victimes de dommages (art. 28) ; création, composition et fonctionnement du Conseil supérieur de la réserve militaire (art. 29 à 31) ; objectifs et mise en œuvre du service de défense (art. 32 à 37) ; sanctions pénales applicables en cas d'insoumission, de désertion, de refus d'obéissance et d'abandon de poste (art. 38 à 41) ; application aux réservistes des règles d'extinction et de prescription des peines (art. 42) ; possibilité pour les appelés effectuant leur service national de souscrire un engagement dans la réserve (art. 43) ; protection des étudiants et stagiaires exerçant une activité au titre d'un engagement dans la réserve opérationnelle (art. 44) ; aménagements du code du travail (art. 45) ; autorisation de cumul d'une solde de réserviste avec la perception du revenu minimum d'insertion (art. 46) ; adaptation des statuts des fonctions publiques nationale, territoriale et hospitalière (art. 47 à 49) ; application du code de justice militaire et du code des pensions civiles et militaires aux personnes servant dans la réserve opérationnelle (art. 50 et 51) ; modifications du code du service national et du statut général des militaires (art. 52 et 53) ; abrogations (art. 54) ; instauration d'une journée nationale du réserviste (art. 55) ; application de la loi dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte (art. 56), **loi du 22 octobre 1999** (p. 8).

DÉMOGRAPHIE

– Prise en compte du recensement de 1999 sur les dotations de l'Etat aux collectivités territoriales, *loi du 28 décembre 1999,* art. 1er, p. 186.

DÉPARTEMENTS

– Voir *Collectivités territoriales.*

DROIT CIVIL

– Conditions de conclusion et de dissolution du pacte civil de solidarité (art. 1er) ; interdiction pour un majeur sous tutelle de conclure un pacte civil de solidarité (art. 2) ; définition de la notion de concubinage (art. 3) ; mise en place de règles d'imposition commune des parte-

naires liés par un pacte civil de solidarité au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs (art. 4) ; tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations (art. 5) ; extension aux partenaires du pacte civil de solidarité de l'imposition commune au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune (art. 6) ; condition d'attribution au partenaire d'un assuré social de la qualité d'ayant-droit de son régime d'assurance maladie (art. 7) ; prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'exercice par les salariés des droits à congés (art. 8) ; règles d'attribution du capital en cas de décès (art. 9) ; interruption du droit à l'allocation de soutien familial et à l'allocation de veuvage lors de la conclusion d'un pacte civil de solidarité (art. 10 et 11) ; prise en compte du pacte civil de solidarité pour l'attribution d'un titre de séjour (art. 12) ; extension aux partenaires liés par un pacte civil de solidarité de la priorité de mutation des fonctionnaires (art. 13) ; conditions de continuation du contrat de location et d'exercice du droit de reprise du bailleur en cas d'abandon du domicile (art. 14) ; avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur le décret relatif au traitement et à la conservation des données relatives au pacte civil de solidarité (art. 15), **loi du 15 novembre 1999** (p. 68).

E

ÉDITION ET PRESSE

– Abandon de créances au profit de l'Agence France-Presse, *loi de finances rectificative pour 1999,* art. 2, p. 503.

– Voir aussi *Impôts et taxes : impositions perçues au profit d'organismes divers.*

ÉLECTIONS ET RÉFÉRENDUMS

– Renouvellement du conseil général de Mayotte aux mêmes dates que les conseils généraux des départements, *loi du 28 décembre 1999,* art. 19, p. 155.

– Inéligibilité du Médiateur des enfants aux élections parlementaires, *voir l'annexe consacrée aux lois déclarées contraires à la Constitution,* p. 643.

EMPLOIS RÉSERVÉS

– Assimilation aux militaires des membres des forces supplétives françaises pour l'accès aux emplois réservés, *loi du 18 octobre 1999,* art. 4, p. 7

EMPRUNTS

– Suppression de l'autorisation préalable pour les emprunts des collectivité territoriales à l'étranger, *loi du 28 décembre 1999,* art. 11, p. 198.

– Mise en œuvre de l'accord entre la France et la Fédération de Russie sur le règlement des créances antérieures au 9 mai 1945, *loi de finances rectificatives pour 1999,* art. 48, p. 566.

– Voir aussi *Budget.*

ÉNERGIE

– Reconduction de l'exonération de la taxe intérieure sur les produits pétroliers en faveur des biocarburants, *loi de finances rectificative pour 1999,* art. 1er, p. 503.

– Provision pour reconstitution des gisements d'hydrocarbures, *loi de finances rectificative pour 1999,* art. 31, p. 554.

– Suppression des redevances de contrôle auxquelles sont soumises les canalisations de transport d'hydrocarbures liquides, *loi de finances*

rectificative pour 1999, art. 52, p. 572.

ENFANTS

– Voir *Élections et référendums, Sports.*

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

– Obligation d'un enseignement sur la réserve militaire et le service de défense, *loi du 22 octobre 1999,* art. 3, p. 11.

– Voir aussi *Fonctionnaires et agents publics.*

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

– Protection des étudiants exerçant une activité au titre d'un engagement dans la réserve opérationnelle, *loi du 22 octobre 1999,* art. 44, p. 27.

ENTREPRISES

– Voir *Budget, Sécurité sociale.*

ENVIRONNEMENT

– Conditions de mise en œuvre des dispositions de la loi relative à la perception de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, *loi du 28 décembre 1999,* art. 16, p. 200.

– Extension de l'assiette de la taxe générale sur les activités polluantes, *loi de financement de la sécurité sociale pour 2000,* art. 7, p. 225.

– Relèvement du taux de l'exonération de la taxe sur les véhicules de société équipés de moteurs à bicarburation, *loi de finances pour 2000,* art. 40, p. 403.

– Exonération de droits de mutation à titre gratuit des dons et legs faits aux associations de protection de l'environnement, *loi de finances pour 2000,* art. 46, p. 406.

– Affectation de la taxe générale sur les activités polluantes, *loi de finances pour 2000,* art. 52, p. 409.

– Participation du fonds de prévention des risques naturels majeurs au financement des études préalables aux plans de prévention de ces risques et modification du financement de ce fonds, *loi de finances rectificative pour 1999,* art. 55, p. 573.

ÉPARGNE

– Fusion des régimes d'imposition des plus-values de cession à titre onéreux des valeurs mobilières et droits sociaux réalisées par les particuliers, *loi de finances pour 2000,* art. 94, p. 443.

– Modalités de prise en charge de l'indexation des obligations et bons du Trésor, *loi de finances pour 2000,* art. 125, p. 476.

– Mise en conformité du régime fiscal des contrats d'assurance-vie investis en actions, *loi de finances rectificative pour 1999,* art. 13, p. 510.

– Éligibilité au plan d'épargne en actions d'actions émises par des sociétés ayant leur siège dans un autre Etat membre de la Communauté européenne, *loi de finances rectificative pour 1999,* art. 14, p. 511.

ÉTABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION, DE SOINS ET DE CURE

– Aménagement du statut et des missions des centres de santé, *loi de financement de la sécurité sociale pour 2000,* art. 23, p. 254.

– Refonte des mécanismes de régulation des dépenses de l'hospitalisation privée, *loi de financement*

de la sécurité sociale pour 2000, art. 33, p. 291.

ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

– Création du Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale, *loi de financement de la sécurité sociale pour 2000,* art. 5, p. 218.

– Voir aussi *Impôts et taxes : impositions perçues au profit d'organismes divers.*

ÉTRANGERS

– Prise en compte de la conclusion d'un pacte civil de solidarité pour l'obtention d'un titre de séjour, *loi du 15 novembre 1999,* art. 12, p. 79.

– Voir aussi *Nationalité.*

F

FAMILLE

– Suppression du droit à l'allocation de soutien familial lors de la conclusion d'un pacte civil de solidarité, *loi du 15 novembre 1999,* art. 10, p. 79.

– Voir aussi *Sécurité sociale.*

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS

– Adaptation du statut lors d'une activité dans la réserve opérationnelle, *loi du 22 octobre 1999,* art. 27, p. 20.

– Extension aux partenaires liés par un pacte civil de solidarité de la priorité de mutation des fonctionnaires, *loi du 15 novembre 1999,* art. 13, p. 79.

– Reconduction de l'annualisation du service à temps partiel dans la fonction publique, *loi de finances pour 2000,* art. 110, p. 467.

– Prorogation du congé de fin d'activité des fonctionnaires, *loi de finances pour 2000,* art. 111, p. 467.

– Intégration des personnels de l'Association pour la gérance des écoles de formation maritime et aquacole dans la fonction publique, *loi de finances pour 2000,* art. 133, p. 483.

FORMATION PROFESSIONNELLE

– Protection des stagiaires exerçant une activité au titre d'un engagement dans la réserve opérationnelle, *loi du 22 octobre 1999,* art. 44, p. 27.

– Conditions d'agrément et de fonctionnement des centres de formation relevant des associations et sociétés sportives, *loi du 28 décembre 1999,* art. 8, p. 178.

– Modalités de gestion des excédents financiers du dispositif de capital temps de formation, *loi de finances pour 2000,* art. 131, p. 482.

– Mise en conformité du crédit d'impôt pour dépenses de formation avec la réglementation communautaire, *loi de finances rectificative pour 1999,* art. 35, p. 556.

G

GENDARMERIE

– Possibilité de faire appel aux réservistes de la gendarmerie en cas de troubles graves à l'ordre public, *loi du 22 octobre 1999,* art. 18, p. 17.

GUADELOUPE

– Voir *Outre-mer.*

GUYANE

– Voir *Outre-mer.*

H

HUISSIERS

– Voir *Auxiliaires de justice.*

I

IMPÔTS ET TAXES : IMPÔTS D'ÉTAT

A. – **Impôts directs et taxes assimilées**

1. *Impôt sur le revenu*

1° Dispositions générales

– Règles d'imposition commune des partenaires liés par un pacte civil de solidarité, *loi du 15 novembre 1999,* art. 4, p. 75.

– Barème de l'impôt sur le revenu applicable aux revenus de 1999, *loi de finances pour 2000,* art. 2, p. 353.

– Fixation des seuils d'assujettissement à l'impôt sur le revenu des indemnités versées aux salariés ou aux mandataires sociaux à l'occasion de la cessation de leurs fonctions, *loi de finances pour 2000,* art. 3, p. 354.

– Réduction d'impôt sur le revenu au titre des dons et subventions versés par les particuliers, *loi de finances pour 2000,* art. 4, p. 355.

– Suppression de la condition d'âge pour bénéficier de la réduction d'impôt au titre des frais d'hospitalisation et de cure, *loi de finances pour 2000,* art. 14, p. 379.

– Suppression de la déductibilité du revenu imposable des pénalités de recouvrement sanctionnant le versement tardif des impôts, *loi de finances pour 2000,* art. 44, p. 406.

– Suppression de la production d'un certificat pour bénéficier de la réduction d'impôt pour frais de scolarité, *loi de finances pour 2000,* art. 93, p. 443.

– Déclaration des revenus soumis au régime du prélèvement libératoire, *loi de finances pour 2000,* art. 100, p. 462.

– Exonération des sommes figurant sur les plans d'épargne en vue de la retraite, *loi de finances rectificative pour 1999,* art. 12, p. 509.

– Réduction d'impôt pour investissement outre-mer, *loi de finances rectificative pour 1999,* art. 32, p. 555.

2° Revenus fonciers

– Extension du régime simplifié d'imposition des revenus fonciers, *loi de finances pour 2000,* art. 13, p. 377.

– Report de la date limite d'achèvement des logements ouvrant droit au bénéfice de l'amortissement des logements neufs donnés en location, *loi de finances pour 2000,* art. 95, p. 460.

3° Bénéfices industriels et commerciaux

– Prorogation du mécanisme fiscal dont bénéficient les entreprises créées dans certaines zones du territoire et du régime d'amortissement exceptionnel des immeubles construits par des PME dans certaines zones d'aménagement du territoire, *loi de finances pour 2000,* art. 92, p. 440.

– Provision pour reconstitution des gisements d'hydrocarbures, *loi de finances rectificative pour 1999,* art. 31, p. 554.

4° Bénéfices agricoles

– Reconduction pour un an de l'abattement de 50 % sur le bénéfi-

ce des jeunes agriculteurs, *loi de finances pour 2000,* art. 99, p. 462.

5° Plus-values de cession

– Pérennisation du report d'imposition des plus-values de cession dont le produit est réinvesti dans les fonds propres d'une PME, *loi de finances pour 2000,* art. 18, p. 383.

– Fusion des régimes d'imposition des plus-values de cession à titre onéreux de valeurs mobilières et de droits sociaux réalisées par les particuliers et aménagement du régime de différé d'imposition des plus-values d'échange de ces mêmes titres, *loi de finances pour 2000,* art. 94, p. 443.

– Régime fiscal des sociétés de capital-risque et des fonds communs de placement à risques, *loi de finances rectificative pour 1999,* art. 30, p. 553.

2. *Impôt sur les sociétés*

– Création d'une contribution sociale sur les bénéfices des sociétés, *loi de financement de la sécurité sociale pour 2000,* art. 6, p. 222.

– Exonération des impôts commerciaux en faveur des associations qui exercent des activités lucratives accessoires, *loi de finances pour 2000,* art. 15, p. 379.

– Admission des versements effectués par les entreprises dans le cadre du mécénat comme des charges déductibles du résultat, *loi de finances pour 2000,* art. 17, p. 382.

– Suppression de l'imposition forfaitaire annuelle pour les personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés dont le chiffre d'affaires est inférieur à 500 000 F, *loi de finances pour 2000,* art. 19, p. 383.

– Augmentation du taux de la quote-part pour frais et charges à 5 % du produit total des participations pour l'application du régime « mère-fille », *loi de finances pour 2000,* art. 20, p. 384.

– Réduction du taux de l'avoir fiscal attaché aux dividendes encaissés par une société « non mère », *loi de finances pour 2000,* art. 21, p. 384.

– Réduction du délai de conservation des titres prévu en cas d'opérations d'apports partiels et de scissions et maintien du sursis d'imposition attaché au régime des fusions, *loi de finances pour 2000,* art. 22, p. 385.

– Suppression du crédit d'impôt pour création d'emplois, *loi de finances pour 2000,* art. 23, p. 388.

– Adaptation au droit communautaire du crédit d'impôt recherche, *loi de finances rectificative pour 1999,* art. 16, p. 516.

– Mesures fiscales en faveur de l'exercice en société des activités libérales, *loi de finances rectificative pour 1999,* art. 19, p. 534.

– Assouplissement des sanctions applicables en cas de défaut de production de l'état de suivi des plus-values en report ou en sursis d'imposition, *loi de finances rectificative pour 1999,* art. 20, p. 539.

– Aménagement du régime fiscal des groupes de sociétés, *loi de finances rectificative pour 1999,* art. 28, p. 547.

– Soumission des sociétés agréées pour le financement d'installations ou de matériels destinés à économiser l'énergie à l'impôt sur les sociétés et harmonisation des règles d'amortissement et de provisions concernant les biens donnés en crédit-bail, *loi de finances rectificatives pour 1999,* art. 29, p. 551.

– Extension aux centres techniques industriels du régime de faveur des fusions, *loi de finances rectificative pour 1999,* art. 33, p. 555.

– Mise en conformité du crédit d'impôt pour dépenses de formation avec la réglementation com-

munautaire, *loi de finances rectificative pour 1999,* art. 35, p. 556.

– Déclaration électronique d'impôt sur les sociétés, *loi de finances rectificative pour 1999,* art. 41, p. 562.

3. *Taxes diverses*

– Relèvement de l'abattement sur la taxe sur les salaires au profit des associations, *loi de finances pour 2000,* art. 16, p. 382.

– Affectation directe d'une partie de la taxe sur les locaux à usage de bureaux à la région Ile-de-France, *loi de finances pour 2000,* art. 57, p. 412.

– Exonération de contribution annuelle sur les revenus tirés de la location de locaux situés dans des immeubles achevés depuis plus de quinze ans pour les immeubles faisant partie de villages de vacances ou de maisons familiales agréées, *loi de finances rectificative pour 1999,* art. 34, p. 555.

B. – **Taxe sur le chiffre d'affaires et taxes assimilées**

1. *Taxe sur la valeur ajoutée*

– Application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux portant sur des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans, *loi de finances pour 2000,* art. 5, p. 357.

– Modification du régime simplifié d'imposition, *loi de finances pour 2000,* art. 6, p. 362.

– Application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux services d'aide à la personne, *loi de finances pour 2000,* art. 7, p. 362.

– Extension de l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée à toutes les cessions réalisées par les sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural, *loi de finances pour 2000,* art. 8, p. 363.

– Transposition de la directive communautaire relative au régime fiscal de l'or d'investissement, *loi de finances rectificative pour 1999,* art. 15, p. 512.

– Exonération, sans possibilité d'option, de l'ensemble des opérations de cession de créances et de gestion des créances cédées, *loi de finances rectificative pour 1999,* art. 17, p. 516.

– Déclaration électronique et télérèglement de la taxe sur la valeur ajoutée, *loi de finances rectificative pour 1999,* art. 41, p. 562.

2. *Autres taxes*

– Application d'un taux unique à la taxe forfaitaire sur les bijoux, objets d'art, de collection ou d'antiquité, *loi de finances pour 2000,* art. 42, p. 403.

– Institution d'une taxe sur les installations nucléaires de base en remplacement des redevances existantes, *loi de finances pour 2000,* art. 43, p. 404.

– Institution d'un prélèvement sur les droits de retransmission télévisée des manifestations sportives, *loi de finances pour 2000,* art. 59, p. 415.

– Modification de la répartition du produit de la taxe d'aviation civile, *loi de finances pour 2000,* art. 60, p. 416.

– Relèvement du taux de la taxe due par les concessionnaires d'autoroute, *loi de finances pour 2000,* art. 61, p. 417.

C. – **Contributions indirectes et monopoles fiscaux. – Taxes diverses**

– Suppression des taxes annexes au droit de licence sur les débits de boissons, *loi de finances pour 2000,* art. 30, p. 393.

– Affectation du droit de consommation sur les tabacs manufactu-

rés, *loi de finances pour 2000,* art. 55, p. 411.

– Augmentation des minima de perception sur les tabacs, *loi de finances pour 2000,* art. 56, p. 411.

– Obligation de paiement par virement sur le compte du Trésor à la Banque de France de droits indirects dont le montant excède 500 000 F, *loi de finances rectificative pour 1999,* art. 22, p. 542.

– Mesures de modernisation et de simplification des contributions indirectes, *loi de finances rectificative pour 1999,* art. 18, p. 517.

D. – **Impôt de solidarité sur la fortune. – Enregistrement, publicité foncière**

1. *Impôt de solidarité sur la fortune*

– Extension aux partenaires du pacte civil de solidarité de l'imposition commune, *loi du 15 novembre 1999,* art. 6, p. 77.

– Extension de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune des ayants droit des auteurs aux droits de la propriété littéraire et artistique, *loi de finances pour 2000,* art. 29, p. 393.

– Extension du dispositif de sortie des prorogations de délai accordées pour construire sur des terrains à bâtir, *loi de finances rectificative pour 1999,* art. 42, p. 563.

2. *Droits d'enregistrement et taxe de publicité foncière*

– Création d'un abattement lors de la perception des droits de mutation à titre gratuit sur la part du partenaire lié au donateur ou au testateur par un pacte civil de solidarité, *loi du 15 novembre 1999,* art. 5, p. 76.

– Réduction des droits de mutation à titre onéreux, *loi de finances pour 2000,* art. 9, p. 363.

– Prolongation de la réduction de 30 % sur les donations accomplies par les donateurs de plus de 75 ans, *loi de finances pour 2000,* art. 10, p. 365.

– Incitation à la constitution et au maintien d'un actionnariat stratégique dans l'entreprise par un abattement sur les droits de mutation par décès, *loi de finances pour 2000,* art. 11, p. 366.

– Suppression de la contribution annuelle représentative du droit de bail, *loi de finances pour 2000,* art. 12, p. 370.

– Exonération de droits d'enregistrement pour la conversion en euros du capital des sociétés, *loi de finances pour 2000,* art. 32, p. 395.

– Exonération de droits de mutation à titre gratuit des dons et legs faits aux associations de protection de l'environnement et des animaux, *loi de finances pour 2000,* art. 46, p. 406.

– Extension de l'exonération de droits d'enregistrement aux cessions réalisées par les sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural, *loi de finances pour 2000,* art. 119, p. 474.

3. *Droits de timbre et autres droits*

– Suppression des droits de timbre ou taxes assimilées sur la carte d'identité professionnelle des voyageurs ou représentants de commerce, le document de circulation pour étranger mineur, la carte délivrée aux étrangers exerçant une profession commerciale ou industrielle, l'autorisation ou le récépissé de déclaration de certaines activités ou professions, le certificat d'immatriculation, le certificat de jaugeage et le permis de navigation, les certificats internationaux pour automobiles et les permis internationaux de conduire, la réception des véhicules automobiles, les pouvoirs délivrés par les actionnaires, la délivrance d'ampliation, l'examen médical effectué lors de la délivrance des

permis de conduire, *loi de finances pour 2000,* art. 31, p. 395.

– Exonération de droit de timbre pour la conversion en euros du capital des sociétés, *loi de finances pour 2000,* art. 32, p. 395.

– Dispense de droit de timbre pour les requêtes engagées contre une décision de refus de visa, *loi de finances pour 2000,* art. 33, p. 395.

– Suppression du droit d'inscription au baccalauréat, *loi de finances pour 2000,* art. 37, p. 397.

– Relèvement du taux de l'exonération de la taxe sur les véhicules de société équipés de moteurs à bicarburation, *loi de finances pour 2000,* art. 40, p. 403.

– Relèvement des tarifs de la taxe sur les véhicules des sociétés, *loi de finances pour 2000,* art. 47, p. 406.

– Augmentation des tarifs du droit de timbre de dimension, *loi de finances pour 2000,* art. 48, p. 407.

E. – **Taxes douanières**

– Taxe générale sur les activités polluantes : extension, *loi de financement de la sécurité sociale pour 2000,* art. 7, p. 225.

– Suppression du droit de francisation et de navigation et du droit de passeport applicables à la navigation sur le Rhin et la Moselle, *loi de finances pour 2000,* art. 30, p. 393.

– Modification des tarifs et aménagement de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel, *loi de finances pour 2000,* art. 39, p. 398.

– Remboursement partiel de la taxe intérieure sur les produits pétroliers au titre des carburants utilisés par les bennes de ramassage des déchets ménagers, *loi de finances pour 2000,* art. 41, p. 403.

– Reconduction du dispositif d'exonération des taxes intérieures de consommation applicables au fioul lourd, au gaz naturel et au gaz de raffinerie utilisés dans des installations nouvelles de cogénération, *loi de finances pour 2000,* art. 108, p. 466.

– Reconduction de l'exonération de la taxe intérieure sur les produits pétroliers en faveur des biocarburants, *loi de finances rectificative pour 2000,* art. 1er, p. 503.

IMPÔTS ET TAXES : IMPÔTS LOCAUX

A. – **Impôts directs et taxes assimilées**

1. *Dispositions communes*

– Fixation des coefficients de majoration des valeurs locatives servant de base aux impôts directs locaux en 2000, *loi de finances pour 2000,* art. 98, p. 462.

2. *Taxes foncières*

– Suppression de la majoration de 3 % applicable aux contribuables ayant opté pour le paiement mensuel, *loi de finances pour 2000,* art. 34, p. 396.

– Taxe foncière sur les propriétés bâties : exonération en faveur des centres d'hébergement d'urgence, *loi de finances rectificative pour 1999,* art. 36, p. 557.

3. *Taxe professionnelle*

– Modalités de plafonnement de la taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée, *loi de finances pour 2000,* art. 24, p. 388.

– Indexation de la compensation accordée aux collectivités locales au titre de la réforme de la taxe professionnelle, *loi de finances pour 2000,* art. 26, p. 391.

– Compensation des conséquences de la réforme de la taxe professionnelle pour les collectivités et groupements écrêtés au pro-

fit d'un fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle, *loi de finances pour 2000,* art. 27, p. 391.

– Report de la date limite d'institution pour 2000 de l'exonération de taxe professionnelle en faveur des entreprises de spectacles, *loi de finances pour 2000,* art. 97, p. 462.

– Potentiel fiscal des communes cessant de faire application d'une péréquation volontaire au sein d'un établissement public de coopération intercommunale venant d'opter pour la taxe professionnelle de zone, *loi de finances rectificative pour 1999,* art. 39, p. 561.

– Répartition des crédits des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle, *loi de finances rectificative pour 1999,* art. 40, p. 561.

– Amélioration de la transparence des variations d'impôt en cas de transformation d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité additionnelle en établissement public de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique, *loi de finances rectificative pour 1999,* art. 43, p. 564.

– Compensation de la réforme de la taxe professionnelle des communes membres des groupements sans fiscalité propre qui se transforment en établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité additionnelle, *loi de finances rectificative pour 1999,* art. 44, p. 564.

4. *Taxe d'habitation*

– Réduction du montant maximal de la taxe d'habitation acquittée par les contribuables les plus modestes, *loi de finances pour 2000,* art. 25, p. 390.

– Rapport sur la réforme de la taxe d'habitation, *loi de finances pour 2000,* art. 28, p. 392.

– Suppression de la majoration de 3 % applicable aux contribuables ayant opté pour le paiement mensuel, *loi de finances pour 2000,* art. 34, p. 396.

– Exonération au profit des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion, *loi de finances pour 2000,* art. 35, p. 396.

B. – **Contributions indirectes et droits d'enregistrement. – Taxes diverses**

– Suppression de la taxe annuelle facultative sur les jeux de boules et de quilles, *loi de finances pour 2000,* art. 30, p. 393.

IMPÔTS ET TAXES : IMPOSITIONS PERÇUES AU PROFIT D'ORGANISMES DIVERS

– Affectation de la taxe générale sur les activités polluantes au Fonds de financement des cotisations sociales patronales, *loi de finances pour 2000,* art. 52, p. 409.

– Taux de la taxe sur les huiles perçue au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles, *loi de finances pour 2000,* art. 53, p. 409.

– Reconduction du prélèvement opéré sur la contribution sociale de solidarité des sociétés au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles, *loi de finances pour 2000,* art. 54, p. 410.

– Affectation du droit de consommation sur les tabacs manufacturés, *loi de finances pour 2000,* art. 55, p. 411.

– Suppression de la taxe forestière et de la taxe de défrichement, *loi de finances pour 2000,* art. 57, p. 412.

– Affectation de deux redevances au Centre national du livre, *loi de finances pour 2000,* art. 57, p. 412.

– Doublement du plafond de la taxe spéciale d'équipement perçue au profit de l'établissement public foncier du Nord - Pas-de-Calais, *loi*

de finances rectificative pour 1999, art. 38, p. 560.

INDIVISION

– Soumission au régime de l'indivision des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité, *loi du 15 novembre 1999,* art. 1er, p. 69.

J

JUSTICE

– Organisation de la justice militaire (art. 1er) ; dispositions relatives à l'organisation, à la composition et aux compétences des tribunaux aux armées (art. 2 à 24) ; engagement des poursuites et procédures d'instruction (art. 25 à 40) ; procédure devant les juridictions de jugement (art. 41 à 43) ; cassation et révision (art. 44 à 47) ; citations, significations et notifications (art. 48 à 53) ; juridictions prévôtales (art. 54 et 55) ; mandat de dépôt ou d'arrêt (art. 56) ; compétence des juridictions spécialisées et procédure applicable devant elles (art. 57 et 58) ; mise en mouvement de l'action publique (art. 59) ; application de dispositions du code de justice militaire devant les juridictions spécialisées (art. 60) ; débat à huis clos (art. 61) ; abrogation (art. 62) ; extension de la prise en charge des frais de justice criminelle aux jugements rendus par les juridictions des forces armées (art. 63) ; modalités de renvoi des affaires en cours au tribunal aux armées de Paris (art. 64) ; situation transitoire du tribunal aux armées des forces françaises stationnées en Allemagne (art. 65) ; refonte du code de justice militaire (art. 66) ; application de la loi dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte (art. 67), **loi du 10 novembre 1999** (p. 43).

– Revalorisation de l'unité de valeur de référence pour l'aide juridictionnelle, *loi de finances pour 2000,* art. 135, p. 484.

L

LA RÉUNION

– Voir *Outre-mer.*

LICENCIEMENT

– Interdiction en raison d'une activité militaire dans la réserve opérationnelle, *loi du 22 octobre 1999,* art. 25, p. 20.

LOGEMENT

– Conditions de continuation du contrat de location et d'exercice du droit de reprise par le bailleur en cas d'abandon du domicile, *loi du 15 novembre 1999,* art. 14, p. 80.

– Relèvement de l'âge limite d'ouverture du droit aux aides au logement, *loi de financement de la sécurité sociale pour 2000,* art. 14, p. 243.

– Application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux portant sur des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans, *loi de finances pour 2000,* art. 5, p. 357.

– Suppression de la contribution annuelle représentative du droit de bail, *loi de finances pour 2000,* art. 12, p. 370.

– Calcul de la contribution des organismes collecteurs du 1 % logement, *loi de finances pour 2000,* art. 50, p. 408.

– Report de la date limite d'achèvement des logements ouvrant droit au bénéfice de l'amortissement des logements neufs donnés

en location, *loi de finances pour 2000,* art. 95, p. 460.

– Conditions d'octroi d'aides personnelles au logement, *loi de finances rectificative pour 1999,* art. 50, p. 571.

M

MARTINIQUE

– Voir *Outre-mer.*

MAYOTTE

– Voir *Outre-mer.*

MÉDICAMENTS

– Voir *Pharmacie.*

MUTUALITÉ SOCIALE AGRICOLE

– Voir *Agriculture.*

N

NATIONALITÉ

– Condition d'acquisition de la nationalité française par les militaires étrangers blessés au cours d'opérations (art. 1er) ; aménagement des dispositions du code civil relatives à l'acquisition de la nationalité française (art. 2 et 3), **loi du 29 décembre 1999** (p. 349).

NOUVELLE-CALÉDONIE

– Voir *Outre-mer.*

O

ORDONNANCES

– Voir *Codes, Outre-mer.*

OUTRE-MER

– Application aux territoires d'outre-mer et à Mayotte de la loi portant organisation de la réserve militaire et du service de défense, *loi du 22 octobre 1999,* art. 56, p. 38.

– Habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer (art. 1er) ; consultation des conseils généraux, des assemblées territoriales et du congrès de la Nouvelle-Calédonie sur les projets d'ordonnance (art. 2) ; délais d'adoption des ordonnances et de dépôt des projets de loi de ratification (art. 3) ; application à la Nouvelle-Calédonie de la loi relative aux enquêtes techniques sur les accidents et les incidents de l'aviation civile (art. 4), **loi du 25 octobre 1999** (p. 39).

– Application à la Nouvelle-Calédonie de la loi relative aux enquêtes techniques sur les accidents et les incidents de l'aviation civile, *loi du 25 octobre 1999,* art. 4, p. 42.

– Application aux territoires d'outre-mer et à Mayotte de la loi portant réforme du code de justice militaire et du code de procédure pénale, *loi du 10 novembre 1999,* art. 67, p. 67.

– Ratification des ordonnances relatives : à l'action foncière, aux offices d'intervention économique et à l'aide au logement à Mayotte ; à des règles de construction et de sécurité et d'accessibilité des bâtiments à Saint-Pierre-et-Miquelon et à l'épargne logement en Nouvelle-Calédonie et Polynésie française ; à la pêche maritime dans les Terres australes et antarctiques françaises ;

à l'urbanisme commercial à Mayotte ; à la composition de l'assemblée permanente des chambres d'agriculture ; aux cessions à titre gratuit des terres du domaine privé de l'Etat en Guyane, **loi du 9 décembre 1999** (p. 131).

– Extension des dispositions codifiées par ordonnances à la Nouvelle-Calédonie, aux territoires d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte, *loi du 16 décembre 1999,* art. 1er, p. 134.

– Ratification des ordonnances relatives : au délai de déclaration des naissances en Guyane ; au régime de l'enseignement supérieur dans les territoires d'outre-mer du Pacifique ; à l'actualisation et à l'adaptation du droit pénal et de la procédure pénale dans les territoires d'outre-mer, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon ; à l'organisation juridictionnelle dans les territoires d'outre-mer, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon ; à l'actualisation et à l'adaptation du droit électoral dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte ; à l'application de l'article 21-13 du code civil à Mayotte ; à l'extension et à l'adaptation à l'outre-mer de certaines dispositions concernant le droit civil, le droit commercial et certaines activités libérales, **loi du 28 décembre 1999** (p. 145).

– Ratification des ordonnances relatives : à la déclaration périodique douanière entre la Guadeloupe et la Martinique ; à la modernisation des codes des douanes et au contrôle des transferts financiers avec l'étranger dans les territoires d'outre-mer, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon ; aux garanties de recouvrement et à la procédure contentieuse en matière d'impôts en Polynésie française ; au régime des activités financières dans les territoires d'outre-mer, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon, **loi du 28 décembre 1999** (p. 161).

– Ratification des ordonnances portant : actualisation et adaptation du droit du travail dans les territoires, collectivités et départements d'outre-mer ; adaptation aux départements d'outre-mer, à la Nouvelle-Calédonie et à Saint-Pierre-et-Miquelon de dispositions d'ordre sanitaire et social ; extension et adaptation en Nouvelle-Calédonie du tire III du Livre VI du code de la santé publique, **loi du 28 décembre 1999** (p. 167).

– Prorogation à Saint-Pierre-et-Miquelon des dispositions limitant le cumul emploi-retraite, *loi de financement de la sécurité sociale pour 2000,* art. 18, p. 247.

– Prorogation du régime d'exonération des charges patronales dans les départements d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon, *loi de finances pour 2000,* art. 136, p. 485.

– Réduction d'impôt pour investissement outre-mer, *loi de finances rectificative pour 1999,* art. 132, p. 555.

P

PACTE CIVIL DE SOLIDARITÉ

– Voir *Droit civil.*

PARLEMENT

– Présence de parlementaires au sein du Conseil supérieur de la réserve militaire, *loi du 22 octobre 1999,* art. 30, p. 22.

– Présence de parlementaires dans le conseil de surveillance du Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale, *loi de financement de la sécurité sociale pour 2000,* art. 5, p. 218.

– Conditions de création et de fonctionnement de la « La Chaîne Parlementaire », *loi du 30 décembre 1999,* art. 2, p. 585.

PEINES

– Sanctions pénales applicables en cas d'insoumission, de désertion, de refus d'obéissance et d'abandon de poste, *loi du 22 octobre 1999,* art. 38 à 41, p. 25.

– Application aux réservistes des règles d'extinction de l'action publique et de prescription des peines, *loi du 22 octobre 1999,* art. 42, p. 26.

PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITÉ ET DES VICTIMES DE GUERRE

– Voir *Anciens combattants.*

PHARMACIE

– Ajustement de la clause de sauvegarde applicable à la progression du chiffre d'affaires des entreprises pharmaceutiques, *loi de financement de la sécurité sociale pour 2000,* art. 29, p. 284.

– Institution d'une taxe compensatrice sur l'industrie pharmaceutique, *loi de financement de la sécurité sociale pour 2000,* art. 30, p. 284.

– Mesures destinées à promouvoir la commercialisation des médicaments génériques, *loi de financement de la sécurité sociale pour 2000,* art. 31, p. 285.

POLYNÉSIE FRANÇAISE

– Voir *Outre-mer.*

PRESTATIONS FAMILIALES

– Revalorisation des prestations familiales, *loi de financement de la sécurité sociale pour 2000,* art. 13, p. 242.

– Relèvement de l'âge limite d'ouverture du droit au complément familial, *loi de financement de la sécurité sociale pour 2000,* art. 14, p. 243.

PROCÉDURE CIVILE

– Mise à la charge des créanciers d'une partie des droits proportionnels de recouvrement ou d'encaissement perçus par les huissiers de justice en cas d'exécution forcée (art. 1er) ; fixation par le Comité de la réglementation comptable des prescriptions comptables spécifiques aux comptes consolidés (art. 2) ; mise en œuvre de la procédure disciplinaire applicable aux avocats (art. 3) ; affirmation de la force exécutoire des transactions homologuées par le juge (art. 4) ; validation d'un concours de surveillant des services pénitentiaires (art. 5) ; validation de droits proportionnels de recouvrement ou d'encaissement perçus par les huissiers de justice (art. 6), **loi du 22 novembre 1999** (p. 104).

PROCÉDURES FISCALES ET DOUANIÈRES

– Durée des vérifications applicables à certaines entreprises, *loi de finances pour 2000,* art. 90, p. 438.

– Modification des règles d'opposabilité du secret professionnel à l'administration fiscale, *loi de finances pour 2000,* art. 91, p. 439.

– Application du paiement en espèces par des particuliers non commerçants au règlement des primes d'assurance vie, *loi de finances pour 2000,* art. 102, p. 463.

– Harmonisation des sanctions fiscales appliquées aux activités occultes, *loi de finances pour 2000,* art. 103, p. 463.

– Suppression du bénéfice de la tolérance légale pour les contribuables de mauvaise foi ou s'étant livrés à des manœuvres fraudu-

leuses, *loi de finances pour 2000,* art. 104, p. 464.

– Création d'une amende fiscale de 50 % en cas de vente sans facture, *loi de finances pour 2000,* art. 105, p. 464.

– Renforcement des amendes fiscales en cas d'omissions ou d'inexactitudes dans les facturations, *loi de finances pour 2000,* art. 106, p. 464.

– Suppression de l'interdiction faite aux agents d'une administration étrangère d'opérer des contrôles sur le territoire national, *loi de finances pour 2000,* art. 107, p. 465.

– Amélioration de l'information du Parlement sur les sommes effectivement recouvrées à la suite des opérations de contrôle fiscal, *loi de finances pour 2000,* art. 109, p. 466.

– Consultation des registres fiscaux par les chambres de métiers, *loi de finances pour 2000,* art. 129, p. 481.

– Transmission par voie électronique des déclarations souscrites par les particuliers auprès de l'administration fiscale, *loi de finances rectificative pour 1999,* art 23, p. 543.

– Suppression des seuils de déclaration, l*oi de finances rectificative pour 1999,* art. 24, p. 544.

– Compétence territoriale des receveurs des impôts et motivation des avis de mise en recouvrement, *loi de finances rectificative pour 1999,* art. 25, p. 545.

– Subordination de l'ensemble des sanctions fiscales à une obligation de motivation préalable intervenant trente jours avant la notification de la sanction, *loi de finances rectificative pour 1999,* art. 26, p. 546.

– Déclarations électroniques de l'impôt sur les sociétés et de la taxe sur la valeur ajoutée et télérèglement de la taxe sur la valeur ajoutée, *loi de finances rectificative pour 1999,* art. 41, p. 562.

PROCÉDURE PÉNALE

– Voir *Justice.*

PROFESSIONS ET ACTIVITÉS MÉDICALES

– Voir *Sécurité sociale.*

PROFESSIONS LIBÉRALES

– Intégration de la section professionnelle des géomètres et des experts agricoles et fonciers au sein de la Caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse, *loi de financement de la sécurité sociale pour 2000,* art. 19, p. 248.

– Voir aussi *Procédure civile.*

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

– Abrogation de dispositions relatives à la protection des marques des groupements sportifs, *loi du 28 décembre 1999,* art. 9, p. 179.

– Voir aussi *Pharmacie.*

R

RAPATRIÉS

– Sursis de paiement des dettes fiscales des rapatriés réinstallés en profession libérale, *loi de finances rectificative pour 1999,* art. 21, p. 541.

– Création d'une rente viagère pour les harkis et prolongation du plan d'action en leur faveur, *loi de finances rectificative pour 1999,* art. 47, p. 566.

RAPPORTS AU PARLEMENT

– Présentation, dans un délai de cinq ans, par la commission de répartition de la contribution sociale généralisée, d'un rapport dressant le bilan d'application des nouvelles règles de répartition, *loi de financement de la sécurité sociale pour 2000*, art. 9, p. 237.

– Transmission, par la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés, de deux rapports d'équilibre relatifs à la maîtrise des dépenses des soins de ville, dans un délai de cinquante jours à compter de la publication de la loi, d'une part, et avant le 15 juillet, d'autre part, *loi de financement de la sécurité sociale pour 2000*, art. 24, p. 258.

– Dépôt, chaque année, d'un rapport sur le contrôle des grands consommateurs de soins médicaux, *loi de financement de la sécurité sociale pour 2000*, art. 27, p. 284.

– Dépôt, avant le 30 avril 2000, d'un rapport sur la réforme de la taxe d'habitation, *loi de finances pour 2000*, art. 28, p. 392.

– Dépôt, avant le 30 juin 2000, d'un rapport sur la redevance des appareils récepteurs de télévision, *loi de finances pour 2000*, art. 88, p. 437.

– Dépôt, avant le 15 juin 2000, d'un rapport sur la concurrence fiscale internationale, l'éventuelle instauration de prélèvements assis sur les mouvements de capitaux et une présentation du programme d'action de la présidence française de l'Union européenne relatif à la régulation internationale des mouvements de capitaux, la lutte contre la spéculation financière et la définition de nouvelles modalités de lutte contre la concurrence fiscale dommageable et les effets déstabilisateurs des flux de capitaux internationaux spéculatifs, *loi de finances pour 2000*, art. 89, p. 437.

– Présentation, chaque année, dans le fascicule « Evaluation des voies et moyens » d'éléments sur les droits rappelés lors des contrôles fiscaux et leur recouvrement, *loi de finances pour 2000*, art. 109, p. 466.

– Extension à la taxe pour frais de chambres de métiers du rapport annuel étudiant les conséquences de la réforme de la taxe professionnelle, *loi de finances pour 2000*, art. 130, p. 482.

– Dépôt, en annexe au projet de loi de finances, d'un état retraçant les crédits concourant aux actions en faveur des droits des femmes, *loi de finances pour 2000*, art. 132, p. 484.

– Dépôt, avant le 30 juin 2000, d'un rapport sur l'institution d'un fonds de péréquation des recettes fiscales engendrées par la plate-forme aéroportuaire d'Orly, *loi de finances pour 2000*, art. 134, p. 484.

RÉGIONS

– Voir *Collectivité territoriales*.

RENTES VIAGÈRES

– Règles de majoration légale, *loi de finances pour 2000*, art. 126, p. 477.

– Voir aussi *Rapatriés*.

RETRAITES

– Voir *Agriculture*, *Sécurité sociale*.

S

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

– Voir *Outre-mer*.

SANTÉ PUBLIQUE

– Transfert à l'assurance maladie du financement de centres de dépistage ou d'éducation familiale et des dépenses liées aux cures de désintoxication à l'hôpital, *loi de financement de la sécurité sociale pour 2000*, art. 21 et 22, p. 249.

– Prolongation du délai de réouverture des droits et extension du bénéfice de l'allocation de cessation d'activité pour les victimes de l'amiante, *loi de financement de la sécurité sociale pour 2000*, art. 35 et 36, p. 303.

– Voir aussi *Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure, Pharmacie.*

SÉCURITÉ CIVILE

– Aménagement du régime d'indemnisation des présidents et vice-présidents des services départementaux d'incendie et de secours, *loi du 28 décembre 1999*, art. 6, p. 192.

– Majoration de la dotation globale d'équipement versée aux services départementaux d'incendie et de secours, *loi du 28 décembre 1999*, art. 24, p. 207.

SÉCURITÉ SOCIALE

– Régime social des réservistes et de leurs ayants droit, *loi du 22 octobre 1999*, art. 23 et 24, p. 19.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2000 (p. 214).

– Orientations et objectifs de la politique de santé et de sécurité sociale : approbation du rapport annexé relatif aux orientations de la politique de santé et de sécurité sociale (art. 1er).

– Dispositions relatives aux ressources : assujettissement aux cotisations sociales des indemnités de licenciement (art. 2) ; suppression du prélèvement sur la contribution sur les revenus du patrimoine perçue au profit des organismes de sécurité sociale (art. 3) ; augmentation du seuil de recouvrement de la contribution sociale généralisée sur les revenus du patrimoine (art. 4) ; création du Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (art. 5) ; institution d'une contribution sociale sur les bénéfices des sociétés (art. 6) ; extension de la taxe générale sur les activités polluantes (art. 7) ; exonération partielle de cotisations sociales pour les jeunes agriculteurs (art. 8) ; modification des règles de répartition de la contribution sociale généralisée et des droits sur les alcools entre les régimes d'assurance maladie (art. 9) ; possibilité de remise amiable des majorations de retard de la contribution sociale de solidarité sur les sociétés (art. 10) ; modification du calcul des cotisations dues par les jeunes travailleurs non salariés des professions non agricoles (art. 11) ; prévisions de recettes des régimes obligatoires de base (art. 12).

– Dispositions relatives aux dépenses et à la trésorerie : revalorisation des prestations familiales (art. 13) ; relèvement de l'âge limite d'ouverture du droit au complément familial et aux aides au logement (art. 14) ; garantie de ressources de la Caisse nationale des allocations familiales (art. 15) (1) ; modalités d'abondement du fonds de réserve pour les retraites (art. 16) ; revalorisation des pensions de retraite (art. 17) ; prorogation des dispositions limitant le cumul emploi-retraite (art. 18) ; intégration de la section professionnelle des géomètres et des experts agricoles et fonciers au sein de la Caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse

(1) Cet article a été déclaré contraire à la Constitution par le Conseil constitutionnel.

(art. 19) ; possibilité de rachat de cotisations d'assurance vieillesse pour les commerçants et artisans (art. 20) ; transfert à l'assurance maladie du financement de centres de dépistage ou d'éducation familiale et des dépenses liées aux cures de désintoxication réalisées à l'hôpital (art. 21 et 22) ; aménagement du statut et des missions des centres de santé (art. 23) ; régulation des soins de ville par la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (art. 24) ; obligation de motivation médicale des prescriptions d'arrêt de travail et de transport sanitaire (art. 25) ; mise en place d'un dispositif de contrôle des dépenses de soins des patients ayant un niveau de consommation élevé (art. 26) ; rapport au Parlement (art. 27) ; dotation du Fonds d'aide à la qualité des soins de ville (art. 28) ; ajustement de la clause de sauvegarde applicable à la progression du chiffre d'affaires des entreprises pharmaceutiques (art. 29) ; contribution exceptionnelle des entreprises pharmaceutiques au titre des spécialités remboursables (art. 30) ; mesures en faveur de la promotion des médicaments génériques (art. 31) ; réforme du tarif interministériel des prestations sanitaires (art. 32) ; refonte des mécanismes de régulation des dépenses de l'hospitalisation privée (art. 33) ; rectification d'une erreur matérielle de la loi relative à la couverture maladie universelle (art. 34) ; prolongation du délai de réouverture des droits et extension du bénéfice de l'allocation de cessation d'activité pour les victimes de l'amiante (art. 35 et 36) ; prise en compte des périodes de rééducation professionnelle au titre des pensions vieillesse (art. 37) ; amélioration de l'indemnisation des accidents du travail successifs (art. 38) ; fixation des objectifs de dépenses par branche des régimes obligatoires de base (art. 39) ; fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie (art. 40) ; simplification des relations financières entre l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale et les Unions régionales pour le recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (art. 41) ; conclusion de conventions entre l'Etat et la sécurité sociale visant à garantir la neutralité des flux financiers en trésorerie (art. 42) ; ratification du décret portant relèvement du plafond des avances de trésorerie au régime général de sécurité sociale (art. 43) ; fixation des plafonds de ressources non permanentes des régimes obligatoires de base (art. 44), **loi de financement de la sécurité sociale pour 2000** (p. 214).

– Affectation de la taxe générale sur les activités polluantes au Fonds de financement des cotisations sociales patronales, *loi de finances pour 2000,* art. 52, p. 409.

– Taux de la taxe sur les huiles perçue au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles, *loi de finances pour 2000,* art. 53, p. 409.

– Reconduction du prélèvement opéré sur la contribution sociale de solidarité des sociétés au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles, *loi de finances pour 2000,* art. 54, p. 410.

– Affectation du droit de consommation sur les tabacs manufacturés, *loi de finances pour 2000,* art. 55, p. 411.

– Maintien du prélèvement pour frais de recouvrement sur le produit de la contribution sociale généralisée sur les revenus du patrimoine, *loi de finances rectificative pour 1999,* art. 51, p. 572.

SERVICE NATIONAL

– Possibilité pour les appelés de souscrire un engagement dans la

réserve, *loi du 22 octobre 1999*, art. 43, p. 27.

SOCIÉTÉS

– Voir *Impôts et taxes : impôts d'Etat, Procédure civile, Sports.*

SPORTS

– Statut juridique des sociétés sportives (art. 1er) ; régime juridique particulier des sociétés d'économie mixte sportive locale et des sociétés anonymes à objet sportif (art. 2) ; mise en conformité du statut juridique des clubs professionnels actuellement constitués en associations sportives (art. 3) ; interdiction de posséder des titres de plusieurs sociétés sportives et de consentir un avantage financier à une société concurrente (art. 4) ; possibilité, pour les collectivités territoriales, de verser des subventions aux associations et sociétés sportives (art. 5) ; protection des sportifs mineurs (art. 6) ; blocage des rémunérations des sportifs mineurs jusqu'à leur majorité (art. 7) ; obligation de conclure un contrat d'engagement sportif à l'issue d'une formation (art. 8) ; abrogation de dispositions relatives au régime des associations sportives à statut renforcé, à la protection des marques des groupements sportifs et à l'objet des sociétés sportives (art. 9) ; extension aux décisions disciplinaires des fédérations sportives des compétences du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage (art. 10) ; légalisation des compétences confiées aux commissions spécialisées mises en place par le comité olympique et sportif français (art. 11), **loi du 28 décembre 1999** (p. 172).

– Affectation du boni de liquidation du Comité français d'organisation de la coupe du monde de football au Fonds national de développement du sport, *loi de finances rectificative pour 1999*, art. 45, p. 565.

– Voir aussi *Audiovisuel.*

SUCCESSIONS ET LIBÉRALITÉS

– Voir *Droit civil.*

T

TÉLÉCOMMUNICATIONS

– Voir *Procédures fiscales et douanières.*

TERRES AUSTRALES
ET ANTARCTIQUES FRANÇAISES

– Voir *Outre-mer.*

TERRITOIRES D'OUTRE-MER

– Voir *Outre-mer.*

TRAITÉS ET CONVENTIONS

Bilatéraux

– *Brésil :* convention d'entraide judiciaire en matière civile, **loi du 1er décembre 1999** (p. 107).

– *Géorgie :* accord sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, **loi du 1er décembre 1999** (p. 108).

– *Qatar :* accord sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, **loi du 1er décembre 1999** (p. 109).

– *Suisse :* accord relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, **loi du 1er décembre 1999** (p. 110).

– *Suisse :* convention d'entraide judiciaire en matière pénale, **loi du 1er décembre 1999** (p. 112).

– *Brésil :* convention d'entraide judiciaire en matière pénale, **loi du 1er décembre 1999** (p. 113).

– *Brésil :* convention d'extradition, **loi du 1er décembre 1999** (p. 114).

– *Monaco :* accord relatif à l'application d'une convention de voisinage, **loi du 1er décembre 1999** (p. 116).

– *Monaco :* accord relatif à l'application d'une convention de voisinage, **loi du 1er décembre 1999** (p. 117).

– *Suisse :* convention portant rectification de la frontière franco-suisse, **loi du 1er décembre 1999** (p. 119).

– *Suisse :* convention portant rectification de la frontière franco-suisse, **loi du 1er décembre 1999** (p. 120).

– *Allemagne :* accord relatif à la coopération en matière policière et douanière, **loi du 1er décembre 1999** (p. 121).

– *Italie :* accord relatif à la coopération en matière policière et douanière, **loi du 1er décembre 1999** (p. 122).

– *Monaco :* avenant à la convention sur la sécurité sociale, **loi du 1er décembre 1999** (p. 123).

– *Nicaragua :* accord sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, **loi du 1er décembre 1999** (p. 124).

– *Macédoine :* accord sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, **loi du 1er décembre 1999** (p. 125).

– *Guatemala :* accord sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, **loi du 1er décembre 1999** (p. 126).

– *Namibie :* accord sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, **loi du 1er décembre 1999** (p. 127).

– *Honduras :* accord sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, **loi du 1er décembre 1999** (p. 128).

– *Azerbaïdjan :* accord sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, **loi du 1er décembre 1999** (p. 129).

– *Colombie :* convention d'entraide judiciaire en matière pénale, **loi du 1er décembre 1999** (p. 130).

Multilatéraux

– Convention relative aux personnels scientifiques de l'Institut Max-von-Laue - Paul-Langevin, **loi du 1er décembre 1999** (p. 111).

– Protocole additionnel à la convention entre les Etats Parties au Traité de l'Atlantique-Nord et les autres Etats participant au partenariat pour la paix sur le statut de leurs forces, **loi du 1er décembre 1999** (p. 115).

– Amendements relatifs à la création de l'Organisation internationale de télécommunications mobiles par satellites, **loi du 1er décembre 1999** (p. 118).

TRANSPORTS

– Voir *Impôts et taxes : impôts d'Etat.*

TRANSPORTS AÉRIENS

– Modification de la répartition du produit de la taxe d'aviation civile, *loi de finances pour 2000,* art. 60, p. 416.

– Dépôt, avant le 30 juin 2000, d'un rapport sur l'institution d'un Fonds de péréquation des recettes fiscales engendrées par la plate-forme aéroportuaire d'Orly, *loi de finances pour 2000,* art. 134, p. 484.

– Création de fonds de compensation des nuisances aéroportuaires, *loi de finances rectificative pour 1999,* art. 37, p. 558.

TRAVAIL

– Suspension du contrat de travail des salariés pendant leurs activités dans la réserve opérationnelle, *loi du 22 octobre 1999,* art. 26, p. 20.

– Voir aussi *Congés et vacances.*

TRIBUNAUX

– Création du tribunal aux armées de Paris, *loi du 10 novembre 1999,* art. 4, p. 46.

– Compétence du tribunal aux armées de Paris en cas de suppression du tribunal aux armées des forces françaises stationnées en Allemagne, *loi du 10 novembre 1999,* art. 65, p. 66.

V

VALEURS MOBILIÈRES

– Voir *Epargne.*

W

WALLIS-ET-FUTUNA

– Voir *Outre-mer.*

TABLE DES ARTICLES DE CODES MODIFIÉS, INSÉRÉS, RÉTABLIS OU ABROGÉS PAR LES LOIS PROMULGUÉES

CIVIL

Articles		Pages	Articles		Pages
21-14-1	Inséré	349	515-1	Inséré	69
21-15	Modifié	349	515-2	Inséré	70
22-1	Modifié	350	515-3	Inséré	70
27	Modifié	350	515-4	Inséré	71
27-1	Modifié	350	515-5	Inséré	71
27-2	Modifié	350	515-6	Inséré	72
28-1	Modifié	350	515-7	Inséré	72
30-1	Modifié	350	515-8	Inséré	74
506-1	Inséré	74			

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Articles		Pages	Articles		Pages
L. 1424-27	Modifié	192	L. 3332-3	Modifié	199
L. 2123-20	Modifié	192	L. 3334-2	Modifié	190
L. 2311-4	Inséré	194	L. 3334-6	Modifié	190
L. 2311-5	Inséré	194	L. 3335-1	Modifié	198
L. 2334-2	Modifié	186	L. 4135-18	Modifié	193
L. 2334-4	Modifié	187	L. 4332-8-1	Inséré	191
L. 2334-4	Modifié	195	L. 4333-1	Modifié	198
L. 2334-4	Modifié	197	L. 4414-7	Modifié	412
L. 2334-4	Modifié	561	L. 5211-12	Modifié	193
L. 2334-9	Modifié	188	L. 5211-29	Modifié	208
L. 2334-17	Modifié	189	L. 5211-30	Modifié	191
L. 2335-3	Modifié	557	L. 5211-30	Modifié	192
L. 2335-9	Modifié	415	L. 5211-30	Modifié	209
L. 2335-9	Modifié	571	L. 5211-32	Modifié	211
L. 2336-3	Modifié	198	L. 5211-33	Modifié	211
L. 2336-4	Abrogé	198	L. 5211-34	Modifié	212
L. 2531-13	Modifié	189	L. 5214-23-2	Inséré	558
L. 2531-14	Modifié	190	L. 5215-35	Modifié	557
L. 2563-1	Modifié	198	L. 5333-4-1	Modifié	205
L. 3123-18	Modifié	193	L. 5341-2	Modifié	205
L. 3332-1	Modifié	198			

CONSTRUCTION ET HABITATION

Articles		Pages	Articles		Pages
L. 161-2	Modifié	133	L. 351-2-1	Modifié	571

DOUANES

Articles		Pages	Articles		Pages
114	Modifié	542	266 *bis*	Modifié	402
226	Modifié	394	266 *quater*	Modifié	403
240	Modifié	394	266 *quinquies* A	Inséré	466
265	Modifié	398	266 *sexies*	Modifié	225
265	Modifié	401	266 *septies*	Modifié	227
265	Modifié	403	266 *octies*	Modifié	228
265 *quinquies*	Modifié	403	266 *nonies*	Modifié	229
265 *sexies*	Modifié	402	266 *decies*	Modifié	232
265 *sexies*	Modifié	403	266 *terdecies*	Inséré	233
265 *septies*	Modifié	402	284 *bis* A	Modifié	402

ÉLECTORAL

Articles		Pages
L. 334-8	Modifié	155

FORESTIER

Articles		Pages	Articles		Pages
L. 314-1	Abrogé	412	L. 314-9	Abrogé	412
L. 314-2	Abrogé	412	L. 314-10	Abrogé	412
L. 314-3	Abrogé	412	L. 314-11	Abrogé	412
L. 314-4	Abrogé	412	L. 314-12	Abrogé	412
L. 314-5	Abrogé	412	L. 314-13	Abrogé	412
L. 314-6	Abrogé	412	L. 314-14	Abrogé	412
L. 314-7	Abrogé	412	L. 531-2	Abrogé	412
L. 314-8	Abrogé	412			

IMPÔTS

Articles		Pages	Articles		Pages
6	Modifié	75	32	Modifié	377
31	Modifié	460	38	Modifié	553

Articles		Pages
39	Modifié	406
39 C	Modifié	551
39 *ter*	Modifié	554
39 *quinquies* D	Modifié	442
39 *quinquies* I	Modifié	552
39 *duodecies*	Modifié	385
44 *sexies*	Modifié	440
54 *septies*	Modifié	385
54 *septies*	Modifié	537
54 *septies*	Modifié	539
73 B	Modifié	462
74	Modifié	406
80 *duodecies*	Inséré	354
88	Modifié	544
91	Abrogé	509
91 A	Abrogé	509
91 B	Abrogé	509
91 C	Abrogé	509
91 D	Abrogé	509
91 E	Abrogé	509
91 F	Abrogé	509
91 G	Abrogé	509
91 H	Abrogé	509
91 I	Abrogé	509
92 B	Abrogé	459
92 B *bis*	Abrogé	459
92 B *ter*	Abrogé	459
92 B *decies*	Modifié	383
92 B *decies*	Modifié	442
92 B *decies*	Abrogé	452
92 C	Abrogé	459
92 D	Abrogé	459
92 E	Abrogé	459
92 F	Abrogé	459
92 G	Abrogé	459
92 H	Abrogé	459
92 J	Abrogé	459
92 K	Abrogé	459
93 *quater*	Modifié	537
93 *quater*	Modifié	540
94 A	Abrogé	459
96 A	Modifié	453
112	Modifié	453
124 C	Modifié	453
125-0 A	Modifié	442
125-0 A	Modifié	510
145	Modifié	551
150 *quinquies*	Modifié	453
150 *nonies*	Modifié	453
150 *decies*	Modifié	453
150 *undecies*	Modifié	453
150-0 A	Inséré	443
150 A *bis*	Modifié	453
150-0 B	Inséré	446
150-0 C	Inséré	452
150-0 D	Inséré	447
150-0 E	Inséré	452
150 H *bis*	Inséré	454
150 V *bis*	Modifié	403
151 *octies*	Modifié	537
151 *octies*	Modifié	540
151 *octies* A	Inséré	534
157	Modifié	509
158	Modifié	509
158 *bis*	Modifié	384
158 *quater*	Modifié	551
160	Modifié	383
160	Abrogé	459
160 *quater*	Modifié	454
161	Modifié	454
163 *bis* C	Modifié	455
163 *bis* D	Modifié	455
163 *bis* E	Modifié	455
163 *bis* F	Modifié	455
163 *bis* G	Modifié	455
163 *novodecies*	Abrogé	509
163 *quinquies* D	Modifié	455
164 B	Modifié	455
167 *bis*	Modifié	455
170	Modifié	462
196 B	Modifié	354
197	Modifié	353
199 *quater* F	Modifié	443
199 *sexies* D	Modifié	359
199 *quindecies*	Modifié	379
199 *undecies*	Modifié	509
199 *undecies*	Modifié	555
200	Modifié	355
200 *ter*	Modifié	359
200 *quater*	Inséré	360
200 A	Modifié	456
202 *quater*	Inséré	537
206	Modifié	379
208	Modifié	551
209 *ter*	Modifié	551
210 B	Modifié	385
210 B *bis*	Inséré	386
213	Modifié	225
216	Modifié	384
220 *octies*	Modifié	388
223 A	Modifié	547
223 B	Modifié	548
223 D	Modifié	549
223 I	Modifié	550

Articles		Pages
223 O	Modifié	550
223 *sexies*	Modifié	384
223 *sexies*	Modifié	551
223 *septies*	Modifié	383
234 *bis*	Abrogé	370
234 *bis*	Modifié	370
234 *ter*	Abrogé	372
234 *quater*	Abrogé	372
234 *quinquies*	Abrogé	372
234 *sexies*	Abrogé	372
234 *septies*	Abrogé	370
234 *octies*	Abrogé	372
234 *nonies*	Modifié	370
234 *nonies*	Modifié	372
234 *decies*	Abrogé	370
234 *decies*	Modifié	370
234 *decies* A	Inséré	370
234 *undecies*	Inséré	372
234 *undecies*	Modifié	373
234 *duodecies*	Inséré	372
234 *duodecies*	Modifié	374
234 *terdecies*	Inséré	372
234 *terdecies*	Modifié	374
234 *quaterdecies*	Inséré	372
234 *quaterdecies*	Modifié	374
234 *quindecies*	Inséré	372
234 *quindecies*	Modifié	375
235 *ter*	Abrogé	394
235 *ter* ZC	Inséré	222
238 *bis*	Modifié	382
238 *bis* A	Modifié	383
238 *bis* HE	Modifié	509
238 *bis* HK	Modifié	456
238 *bis* HS	Modifié	456
238 *septies* A	Modifié	456
239	Modifié	539
239 *sexies* A	Abrogé	551
240	Modifié	544
241	Modifié	544
244 *bis* B	Modifié	456
244 *bis* C	Modifié	457
244 *quater* B	Modifié	516
244 *quater* C	Modifié	556
248 B	Modifié	457
248 F	Modifié	457
248 G	Modifié	458
256	Modifié	515
256	Modifié	517
256 *bis*	Modifié	517
257	Modifié	358
260 C	Modifié	516
260 C	Modifié	517
261	Modifié	363
261	Modifié	380
269	Modifié	359
279	Modifié	362
279-0 *bis*	Inséré	357
279 *ter*	Modifié	359
283	Modifié	515
287	Modifié	362
291	Modifié	515
293 A	Modifié	515
298 *sexdecies* A	Inséré	512
298 *sexdecies* B	Inséré	513
298 *sexdecies* C	Inséré	513
298 *sexdecies* D	Inséré	514
298 *sexdecies* E	Inséré	514
302 A	Modifié	522
302 *bis* K	Modifié	546
302 *bis* L	Abrogé	393
302 *bis* M	Abrogé	393
302 *bis* X	Abrogé	393
302 *bis* ZB	Inséré	417
302 *bis* ZE	Inséré	415
302 D	Modifié	523
302 D	Modifié	532
302 F *bis*	Inséré	517
302 F *ter*	Inséré	518
302 G	Modifié	526
302 K	Modifié	528
302 L	Modifié	528
302 M	Modifié	528
302 P	Modifié	529
302 S	Abrogé	532
340	Abrogé	532
344	Abrogé	532
345	Abrogé	532
404	Abrogé	532
405	Abrogé	532
439	Abrogé	532
441	Modifié	530
442 *septies*	Modifié	532
443	Modifié	530
444	Modifié	532
445	Abrogé	532
445 A	Abrogé	532
446	Abrogé	532
446 A	Abrogé	532
458	Modifié	530
459	Abrogé	532
464 *bis*	Abrogé	532
469	Abrogé	532
470	Abrogé	532
471	Abrogé	532

Articles		Pages
472	Abrogé	532
473	Abrogé	532
474	Abrogé	532
475	Abrogé	532
476	Abrogé	532
477	Abrogé	532
478	Abrogé	532
479	Abrogé	532
480	Abrogé	532
481	Abrogé	532
484	Abrogé	532
485	Abrogé	532
486	Abrogé	532
488	Abrogé	532
489	Abrogé	532
490	Abrogé	532
491	Abrogé	532
494 *bis*	Abrogé	532
495	Abrogé	532
496	Abrogé	532
497	Abrogé	532
498	Abrogé	532
499	Abrogé	532
505	Modifié	532
520 A	Modifié	531
537	Modifié	516
562	Abrogé	393
562 *bis*	Abrogé	393
565	Modifié	519
568	Modifié	520
570	Modifié	520
572 *bis*	Inséré	521
575 A	Modifié	411
575 C	Modifié	521
575 F	Abrogé	532
575 H	Modifié	521
615	Abrogé	532
616	Abrogé	532
617	Abrogé	532
618	Abrogé	532
619	Abrogé	532
620	Abrogé	532
621	Abrogé	532
622	Abrogé	532
623	Abrogé	532
624	Abrogé	532
683 *bis*	Modifié	364
719	Modifié	364
722 *bis*	Modifié	364
777 *bis*	Inséré	76
779	Modifié	76
780	Modifié	76
789 A	Inséré	366
789 B	Inséré	368
795	Modifié	406
809	Modifié	364
809	Modifié	365
810	Modifié	364
810	Modifié	365
810	Modifié	383
810	Modifié	539
810 *bis*	Inséré	383
834 *bis*	Rétabli	395
885 A	Modifié	77
885 H	Modifié	369
885 I	Modifié	393
885 W	Modifié	77
905	Modifié	407
907	Modifié	407
947	Abrogé	395
949	Abrogé	395
949 *bis*	Abrogé	395
950	Abrogé	395
952	Modifié	395
960	Abrogé	395
961	Abrogé	395
963	Modifié	395
966	Abrogé	395
968 A	Abrogé	395
968 C	Abrogé	395
1010	Modifié	406
1010 A	Modifié	403
1018 B	Abrogé	395
1028 *ter*	Modifié	474
1043 A	Modifié	364
1089 B	Modifié	395
1384 D	Inséré	557
1414	Modifié	396
1414 *bis*	Modifié	390
1417	Modifié	397
1447	Modifié	380
1467 A	Modifié	381
1478	Modifié	381
1518 *bis*	Modifié	462
1582 *bis*	Abrogé	393
1594 D	Modifié	363
1594 DA	Abrogé	364
1594 F *quater*	Abrogé	364
1594 F *quinquies*	Modifié	551
1599 B	Modifié	198
1601	Modifié	479
1601 A	Inséré	480
1601 B	Inséré	481
1609 A	Modifié	560

Articles		Pages
1609 *nonies* C	Modifié	199
1609 *nonies* C	Modifié	200
1609 *undecies*	Modifié	412
1609 sex*decies*	Abrogé	412
1609 *vicies*	Modifié	409
1609 *vicies*	Modifié	410
1609 *duovicies*	Modifié	546
1635 *sexies*	Modifié	381
1636 B *octies*	Modifié	199
1639 A *bis*	Modifié	200
1639 A *quater*	Inséré	203
1647 B *sexies*	Modifié	388
1647 B *sexies*	Modifié	481
1648 A	Modifié	204
1648 A	Modifié	391
1648 A	Modifié	558
1648 AC	Inséré	559
1648 B	Modifié	418
1649 *quater* B	Modifié	463
1649 *quater* B *ter*	Inséré	543
1649 *quater* B *quater*	Inséré	562
1657	Modifié	376
1664	Modifié	375
1668	Modifié	381
1668 D	Inséré	224
1679 A	Modifié	382
1681 F	Modifié	375
1681 *quater*	Abrogé	396
1695 *quater*	Inséré	563
1698 A	Modifié	522
1698 C	Inséré	522
1698 D	Inséré	543
1699	Modifié	393
1723 *ter*-00 B	Modifié	77
1725 A	Modifié	546
1728	Modifié	463
1733	Modifié	362
1733	Modifié	464
1734 *ter*	Modifié	540
1734 *ter*	Modifié	546
1736	Modifié	465
1740 *ter*	Modifié	464
1740 *ter*	Modifié	546
1740 *ter* A	Inséré	464
1740 *quater*	Modifié	362
1740 *septies*	Modifié	458
1740 *undecies*	Inséré	563
1762 A	Modifié	396
1768 *quinquies*	Inséré	544
1770 *sexies*	Abrogé	509
1788 *quinquies*	Modifié	563
1788 *sexies*	Modifié	546
1788 *octies*	Modifié	546
1788 *nonies*	Modifié	546
1798 *bis*	Inséré	531
1804 C	Inséré	543
1810	Modifié	532
1821	Modifié	532
1840 G *ter*	Modifié	563
1840 G *nonies*	Inséré	369
1840 N *octies*	Abrogé	546

IMPÔTS (LIVRE DES PROCÉDURES FISCALES)

Articles		Pages
L. 13-0 A	Inséré	439
L. 16	Modifié	458
L. 34	Modifié	532
L. 34 A	Inséré	533
L. 36 A	Modifié	533
L. 48	Modifié	545
L. 52 A	Inséré	438
L. 66	Modifié	458
L. 73	Modifié	458
L. 80	Modifié	376
L. 80	Modifié	394
L. 80 C	Abrogé	465
L. 80 D	Modifié	546
L. 80 H	Modifié	465
L. 84 A	Modifié	357
L. 86 A	Modifié	440
L. 113	Modifié	482
L. 135 J	Inséré	481
L. 169 B	Abrogé	394
L. 178	Modifié	393
L. 178	Modifié	534
L. 204	Modifié	376
L. 204	Modifié	394
L. 253	Modifié	564

JURIDICTIONS FINANCIÈRES

Articles		Pages
L. 262-24	Modifié	156
L. 262-25	Modifié	156
L. 262-26	Modifié	156
L. 272-24	Modifié	156
L. 272-25	Modifié	156
L. 272-26	Modifié	156

JUSTICE MILITAIRE

Articles		Pages
1er	Modifié	44
2	Modifié	44
3	Modifié	46
4	Modifié	46
5	Abrogé	47
6	Modifié	47
10	Modifié	47
11	Modifié	48
12	Modifié	48
13	Abrogé	49
14	Modifié	49
15	Modifié	49
16	Modifié	49
17	Modifié	49
20	Modifié	48
21	Modifié	48
21	Modifié	50
22	Modifié	50
23	Modifié	50
59	Modifié	50
61	Modifié	32
64	Modifié	51
65	Modifié	49
66	Modifié	49
67	Abrogé	51
76	Modifié	51
80	Modifié	51
82	Modifié	50
82	Modifié	52
83	Modifié	50
86	Modifié	50
87	Modifié	50
88	Modifié	52
89	Abrogé	52
90	Modifié	50
91	Modifié	52
92	Abrogé	53
95	Abrogé	53
96	Abrogé	53
97	Abrogé	53
98	Abrogé	53
100	Abrogé	53
101	Modifié	53
102	Abrogé	53
103	Abrogé	53
104	Abrogé	53
105	Abrogé	53
106	Abrogé	53
107	Abrogé	53
108	Abrogé	53
112	Modifié	54
113	Abrogé	54
114	Abrogé	54
115	Abrogé	54
116	Abrogé	54
117	Abrogé	54
118	Abrogé	54
119	Abrogé	54
120	Abrogé	54
121	Abrogé	54
122	Abrogé	54
123	Abrogé	54
124	Abrogé	54
125	Abrogé	54
126	Abrogé	54
127	Abrogé	54
128	Abrogé	54
129	Abrogé	54
130	Abrogé	54
131	Modifié	54
132	Abrogé	55
133	Abrogé	55
134	Abrogé	55
135	Modifié	55
136	Abrogé	55
137	Modifié	55
138	Abrogé	55
139	Abrogé	55
140	Abrogé	55
141	Abrogé	55
142	Abrogé	55
143	Abrogé	55
144	Abrogé	55
145	Abrogé	55

Articles		Pages	Articles		Pages
146	Abrogé	55	281	Abrogé	61
147	Abrogé	55	282	Abrogé	61
148	Abrogé	55	283	Modifié	61
149	Abrogé	55	284	Abrogé	61
150	Abrogé	55	285	Abrogé	61
151	Modifié	56	286	Abrogé	61
152	Modifié	56	287	Abrogé	61
153	Abrogé	56	288	Abrogé	61
154	Abrogé	56	289	Abrogé	61
155	Abrogé	56	290	Abrogé	61
156	Abrogé	56	291	Abrogé	61
157	Abrogé	56	292	Abrogé	61
158	Abrogé	56	293	Abrogé	61
159	Abrogé	56	294	Abrogé	61
160	Abrogé	56	295	Abrogé	61
161	Abrogé	56	296	Abrogé	61
162	Abrogé	56	297	Abrogé	61
163	Abrogé	56	298	Abrogé	61
164	Abrogé	56	299	Abrogé	61
202	Modifié	57	300	Abrogé	61
203	Modifié	57	321	Abrogé	61
204	Modifié	57	345	Modifié	61
205	Modifié	58	346	Abrogé	62
206	Abrogé	59	347	Abrogé	62
207	Abrogé	59	348	Abrogé	62
208	Abrogé	59	349	Modifié	62
209	Abrogé	59	350	Abrogé	62
210	Abrogé	59	351	Abrogé	62
263	Modifié	59	352	Abrogé	62
264	Abrogé	60	353	Abrogé	62
265	Abrogé	60	354	Abrogé	62
266	Abrogé	60	355	Abrogé	62
267	Abrogé	60	357	Modifié	62
268	Abrogé	60	365	Abrogé	62
269	Abrogé	60	367	Abrogé	62
270	Abrogé	60	378	Abrogé	62
271	Abrogé	60	379	Abrogé	62
273	Modifié	60	382	Abrogé	62
274	Abrogé	60	384	Modifié	62
275	Abrogé	60	387	Abrogé	62
276	Modifié	60	394	Abrogé	62
277	Modifié	61	465	Modifié	63
278	Abrogé	61	479	Modifié	62
279	Abrogé	61	482	Modifié	62
280	Abrogé	61			

MUTUALITÉ

Articles		Pages	Articles		Pages
L. 321-9	Modifié	7	L. 321-9	Modifié	475

ORGANISATION JUDICIAIRE

Articles		Pages
L. 952-11	Modifié	151

PENSIONS CIVILES ET MILITAIRES DE RETRAITE

Articles		Pages
L. 2	Modifié	32

PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITÉ ET DES VICTIMES DE LA GUERRE

Articles		Pages	Articles		Pages
L. 1er *bis*	Modifié	6	L. 253 *bis*	Modifié	474
L. 114 *bis*	Modifié	475	L. 293	Modifié	468
L. 243	Modifié	6	L. 401 *bis*	Modifié	7
L. 253 *bis*	Modifié	7			

PROCÉDURE PÉNALE

Articles		Pages	Articles		Pages
465	Modifié	63	879-1	Modifié	147
697-2	Abrogé	63	890	Modifié	152
698	Modifié	63	902	Abrogé	151
698-2	Modifié	63	902-1	Inséré	151
698-5	Modifié	64	926	Modifié	151
698-9	Inséré	64	928-1	Inséré	152
877	Modifié	151			

RURAL

Articles		Pages	Articles		Pages
1031	Modifié	216	1122-1-1	Modifié	470
1031	Modifié	239	1154	Modifié	217
1062	Modifié	217	1257	Modifié	185
1106-2	Modifié	283	1257-1	Inséré	182
1121-5	Modifié	470	L. 321-5	Modifié	472
1121-5	Modifié	471	L. 353-1	Modifié	247
1121-5-1	Inséré	473	L. 361-5	Modifié	473
1121-6	Modifié	469	L. 1106-6-3	Modifié	239

SANTÉ PUBLIQUE

Articles		Pages	Articles		Pages
L. 355-23	Modifié	249	L. 665-18	Modifié	157
L. 423	Modifié	153	L. 678	Modifié	170
L. 471	Modifié	152	L. 710-16-2	Modifié	298
L. 471	Modifié	153	L. 710-20	Modifié	299
L. 601	Modifié	285	L. 715-10	Modifié	302
L. 628-5	Modifié	252	L. 765-1	Inséré	254
L. 665-7-1	Inséré	290	L. 791-2	Modifié	287

SÉCURITÉ SOCIALE

Articles		Pages	Articles		Pages
L. 131-6	Modifié	240	L. 162-12-4	Rétabli	281
L. 131-8	Inséré	218	L. 162-12-5	Abrogé	281
L, 131-9	Inséré	219	L. 162-12-6	Abrogé	281
L. 131-10	Inséré	220	L. 162-12-7	Abrogé	281
L. 131-11	Inséré	221	L. 162-12-9	Modifié	260
L. 135-6	Modifié	246	L. 162-12-10	Abrogé	281
L. 136-2	Modifié	215	L. 162-12-10	Rétabli	281
L. 136-6	Modifié	217	L. 162-12-11	Abrogé	281
L. 136-6	Modifié	218	L. 162-12-11	Rétabli	281
L. 136-6	Modifié	572	L. 162-12-12	Abrogé	281
L. 136-7	Modifié	459	L. 162-12-13	Abrogé	281
L. 136-7	Modifié	510	L. 162-12-14	Abrogé	281
L. 138-10	Modifié	290	L. 162-12-17	Inséré	273
L. 139-1	Modifié	237	L. 162-12-18	Inséré	274
L. 139-2	Abrogé	238	L. 162-14	Modifié	261
L. 139-2	Rétabli	309	L. 162-14-1	Abrogé	281
L. 161-14	Modifié	78	L. 162-14-2	Abrogé	281
L. 161-22	Modifié	247	L. 162-14-3	Abrogé	281
L. 162-1-7	Modifié	286	L. 162-14-4	Abrogé	281
L. 162-1-8	Modifié	266	L. 162-15	Rétabli	263
L. 162-4-1	Inséré	282	L. 162-15-1	Inséré	266
L. 162-5-2	Abrogé	281	L. 162-15-1	Modifié	266
L. 162-5-2	Rétabli	281	L. 162-15-2	Inséré	267
L. 162-5-3	Abrogé	281	L. 162-15-3	Inséré	269
L. 162-5-4	Abrogé	281	L. 162-15-4	Inséré	272
L. 162-5-5	Abrogé	281	L. 162-16-4	Modifié	290
L. 162-5-6	Abrogé	281	L. 162-17	Modifié	290
L. 162-5-7	Abrogé	266	L. 162-17-3	Modifié	289
L. 162-5-8	Abrogé	281	L. 162-17-3	Modifié	290
L. 162-5-9	Modifié	265	L. 162-17-4	Modifié	290
L. 162-5-11	Modifié	276	L. 162-22-1	Modifié	291
L. 162-5-13	Inséré	265	L. 162-22-2	Modifié	292
L. 162-9	Modifié	258	L. 162-22-3	Rétabli	293
L. 162-12-2	Modifié	260	L. 162-22-4	Rétabli	296
L. 162-12-3	Abrogé	281	L. 162-22-5	Rétabli	296
L. 162-12-3	Rétabli	281	L. 162-22-6	Rétabli	297
L. 162-12-4	Abrogé	281	L. 162-22-7	Inséré	298

Articles		Pages
L. 162-32	Modifié	255
L. 162-32-1	Inséré	256
L. 162-32-2	Inséré	257
L. 162-32-3	Inséré	257
L. 165-1	Abrogé	287
L. 165-1	Rétabli	287
L. 165-2	Inséré	288
L. 165-3	Inséré	288
L. 165-4	Inséré	288
L. 165-5	Inséré	289
L. 165-6	Inséré	287
L. 165-7	Inséré	299
L. 174-16	Inséré	250
L. 174-17	Inséré	253
L. 174-18	Inséré	300
L. 227-1	Modifié	266
L. 241-1	Modifié	238
L. 241-2	Modifié	238
L. 242-1	Modifié	216
L. 245-16	Modifié	246
L. 251-6-1	Inséré	245
L. 255-2	Inséré	308
L. 314-1	Abrogé	290
L. 315-2-1	Inséré	283
L. 321-1	Modifié	282
L. 322-5-4	Modifié	264
L. 322-5-5	Modifié	264
L. 351-11	Modifié	247
L. 356-3	Modifié	79
L. 361-4	Modifié	78
L. 432-11	Inséré	305
L. 434-2	Modifié	306
L. 512-3	Modifié	243
L. 523-2	Modifié	79
L. 542-2	Modifié	571
L. 551-1	Modifié	242
L. 612-1	Modifié	238
L. 612-4	Modifié	240
L. 615-13	Modifié	283
L. 634-6	Modifié	247
L. 645-2	Modifié	278
L. 645-2-1	Modifié	279
L. 651-9	Modifié	239
L. 711-2	Modifié	238
L. 722-4	Modifié	279
L. 722-4-1	Modifié	280
L. 753-4	Modifié	171
L. 755-21	Modifié	243
L. 831-1	Modifié	571

SERVICE NATIONAL

Articles		Pages
L. 86	Abrogé	38
L. 87	Abrogé	38
L. 88	Abrogé	38
L. 89	Abrogé	38
L. 90	Abrogé	38
L. 93	Abrogé	38
L. 94	Abrogé	38
L. 114-12	Modifié	33
L. 115-1	Inséré	33
L. 115-2	Inséré	34
L. 121-1	Modifié	33
L. 121-2-1	Inséré	33
L. 138	Abrogé	38
L. 139	Abrogé	38
L. 141	Abrogé	38
L. 142	Abrogé	38
L. 143	Abrogé	38
L. 144	Abrogé	38
L. 145	Abrogé	38
L. 146	Abrogé	38
L. 147	Abrogé	38
L. 148	Abrogé	38
L. 149	Abrogé	38

TRAVAIL

Articles		Pages
L. 122-14-13	Modifié	217
L. 122-14-13	Modifié	355
L. 122-23	Modifié	30
L. 122-24-5	Inséré	28

Articles		Pages	Articles		Pages
L. 122-24-6	Inséré	28	L. 122-24-10	Inséré	30
L. 122-24-7	Inséré	28	L. 122-32	Modifié	169
L. 122-24-8	Inséré	29	L. 211-4	Modifié	178
L. 122-24-9	Inséré	29	L. 961-13	Modifié	482

TRAVAIL (MAYOTTE)

Articles		Pages
L. 141-4	Modifié	170

URBANISME

Articles		Pages
L. 142-2	Modifié	198

ANNEXE
À LA PREMIÈRE PARTIE

Lois déclarées non conformes à la Constitution par le Conseil constitutionnel

Loi organique relative à l'inéligibilité du Médiateur des enfants.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Assemblée nationale. – *Proposition de loi organique* (n° 1145). – *Rapport de Mme Claudine Ledoux, au nom de la commission des lois* (n° 1190). – *Discussion et adoption le 19 novembre 1998* (T.A. n° 198).

Sénat. – *Proposition de loi organique adoptée par l'Assemblée nationale* (n° 77, 1998-1999). – *Rapport de M. Christian Bonnet, au nom de la commission des lois* (n° 43, 1999-2000). – *Discussion et adoption le 9 novembre 1999* (T.A. n° 18).

Conseil constitutionnel. – *Décision n° 99-420 DC du 16 décembre 1999* (J.O. *du 22 décembre 1999).*

Article unique

L'article L.O. 130-1 du code électoral est ainsi rédigé :

« Art. L.O. 130-1. – *Le Médiateur de la République et le Médiateur des enfants sont inéligibles dans toutes les circonscriptions.* »

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Décision n° 99-420 DC du 16 décembre 1999

Le Conseil constitutionnel a été saisi, le 16 novembre 1999, par le Premier ministre, conformément aux dispositions des articles 46 et 61 de la Constitution, de la loi organique relative à l'inéligibilité du Médiateur des enfants ;

Le Conseil constitutionnel,

Vu la Constitution ;

Vu l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 modifiée portant loi organique sur le Conseil constitutionnel, notamment le chapitre II du titre II de ladite ordonnance ;

Vu le code électoral ;

Le rapporteur ayant été entendu ;

Considérant que l'article unique de la loi organique soumise au Conseil constitutionnel modifie l'article L.O. 130-1 du code électoral pour prévoir que, comme le Médiateur de la République, le Médiateur des enfants est inéligible à l'Assemblée nationale et, par voie de conséquence, au Sénat, en vertu du deuxième alinéa de l'article L.O. 296 du même code ;

Considérant que la loi organique a été définitivement adoptée le 9 novembre 1999 ; qu'à cette date, la proposition de loi instituant le Médiateur des enfants et définissant son statut, ses pouvoirs et ses missions était en cours d'examen devant le Parlement et encore susceptible d'être substantiellement modifiée ; que, dès lors, le législateur organique ne pouvait se prononcer en connaissance de cause et priver cette autorité du droit d'éligibilité dont jouit tout citoyen en vertu de l'article 6 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ;

Considérant, dès lors, que la loi organique soumise au Conseil constitutionnel doit, en raison de la procédure suivie pour son adoption, être déclarée non conforme à la Constitution ;

Décide :

Article 1er. – La loi soumise à l'examen du Conseil constitutionnel est déclarée non conforme à la Constitution.

Article 2. – La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Délibéré par le Conseil constitutionnel dans sa séance du 16 décembre 1999, présidée par M. Yves Guéna et où siégeaient : MM. Georges Abadie, Michel Ameller, Jean-Claude Colliard, Alain Lancelot, Mme Noëlle Lenoir, M. Pierre Mazeaud et Mme Simone Veil.

DEUXIÈME PARTIE

RECUEIL DES RÉSOLUTIONS

adoptées entre le 1er octobre 1999 et le 31 décembre 1999

RÉSOLUTIONS ADOPTÉES EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

7 octobre 1999. – Résolution sur la proposition de directive du Conseil visant à garantir un minimum d'imposition effective des revenus de l'épargne sous forme d'intérêts à l'intérieur de la Communauté (COM [1998] 295 final/n° E 1105).

(*J.O.* du 8 octobre 1999, p. 14991.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Assemblée nationale. – *Proposition d'acte communautaire* (n° E 1105). – *Rapport d'information de M. Gérard Fuchs, au nom de la délégation pour l'Union européenne* (n° 1537). – *Proposition de résolution* (n° 1538). – *Rapport de M. Didier Migaud, rapporteur général, au nom de la commission des finances* (n° 1808). – *Texte considéré comme définitif, en application de l'article 151-3, deuxième alinéa, du Règlement, le 7 octobre 1999* (T.A. n° 363).

Article unique

L'Assemblée nationale,

Vu l'article 88-4 de la Constitution,

Vu la proposition de directive du Conseil visant à garantir un minimum d'imposition des revenus de l'épargne sous forme d'intérêts à l'intérieur de la Communauté (COM [1998] 295 final/n° E 1105),

Vu les conclusions du Conseil Ecofin du 1er décembre 1997,

Considérant que l'absence d'harmonisation de la fiscalité de l'épargne entre les Etats membres de l'Union européenne donne lieu à des distorsions de concurrence entre les Quinze ;

Considérant qu'elle incite trop l'épargne à se localiser en fonction de la fiscalité des Etats et non d'une analyse économique ;

Considérant qu'elle entraîne une perte de recettes pour beaucoup d'Etats membres au profit des pays à faible fiscalité ou des paradis fiscaux ;

Considérant qu'elle conduit, quelle que soit la volonté des Etats, à une pression à la baisse de la fiscalité, pouvant amener à réduire les ressources consacrées au financement de certaines priorités collectives ;

Considérant qu'elle favorise les revenus de l'épargne perçus dans certains pays de l'Union européenne par rapport à ceux du travail ;

1. Approuve le principe d'un minimum d'imposition effective des intérêts payés à des personnes physiques qui ont leur résidence fiscale dans un Etat membre autre que celui du paiement par un agent payeur ;

2. Estime nécessaire de poursuivre les négociations engagées avec les pays tiers, afin de conclure dès que possible avec ceux-ci des accords garantissant l'application par eux de mesures équivalentes ;

3. Considère que l'état des négociations ou la signature de ces accords ne sauraient constituer le préalable à l'adoption ou à l'entrée en vigueur de la directive ;

[7 octobre 1999]

4. Demande que la directive, plutôt qu'une décision intergouvernementale, prévoie que les Etats membres ayant des territoires dépendants ou associés, ou qui ont des responsabilités particulières ou des prérogatives fiscales sur d'autres territoires, prennent des mesures appropriées pour assurer que ces territoires appliquent des mesures équivalentes ;

5. Propose de fixer à 25 %, au lieu de 20 %, le taux minimum de retenue à la source, afin de mieux lutter contre les distorsions de concurrence ;

6. Demande que la date limite de transposition de la directive soit reportée au 31 décembre 2000 et celle correspondant à l'entrée en vigueur au 1er janvier 2002, afin que les Etats, les agents payeurs, les investisseurs et les particuliers puissent s'y préparer ;

7. Demande que les mesures complémentaires suivantes soient envisagées après l'adoption de la directive :

– prendre les autres mesures d'harmonisation de la fiscalité de l'épargne qui permettraient d'améliorer le fonctionnement du marché intérieur,

– définir un statut de résident fiscal communautaire, afin d'éviter des inégalités de traitement selon le lieu de résidence et les complications administratives auxquelles elles donnent lieu,

– remplacer, à l'occasion de la prochaine Conférence intergouvernementale, la règle de l'unanimité par celle de la majorité qualifiée pour la prise de décision dans les domaines fiscaux susceptibles d'affecter la concurrence entre les Etats membres de l'Union européenne.

[7 octobre 1999]

26 octobre 1999. – Résolution sur la préparation de la conférence ministérielle de l'OMC à Seattle (COM [1999] 331 final/n° E 1285). (*J.O.* du 27 octobre 1999, p. 16104.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Assemblée nationale. – *Texte soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution* (n° E 1285). – *Rapport d'information de Mme Béatrice Marre, au nom de la délégation pour l'Union européenne* (n° 1824). – *Proposition de résolution* (n° 1825). – *Rapport de M. Jean-Claude Daniel, au nom de la commission de la production* (n° 1834). – *Texte considéré comme définitif, en application de l'article 151-3, deuxième alinéa, du Règlement, le 26 octobre 1999* (T.A. n° 367).

Article unique

L'Assemblée nationale,

Vu l'article 88-4 de la Constitution,

Vu la communication de la Commission européenne au Conseil et au Parlement européen du 8 juillet 1999 relative à l'approche de l'Union européenne en vue du cycle du millénaire de l'Organisation mondiale du commerce (COM [1999] 331 final/n° E 1285),

Vu l'avis 1/94 du 15 novembre 1994 de la Cour de justice des Communautés européennes qui établit un partage de compétences entre l'Union européenne et ses Etats membres pour conclure des accords internationaux en matière de commerce de marchandises et de services et de protection de la propriété intellectuelle,

Vu l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (OMC), auquel sont annexés les différents accords concluant les négociations commerciales du cycle d'Uruguay, signé le 15 avril 1994, dont la ratification a été autorisée par la loi n° 94-1137 du 27 décembre 1994, et entré en vigueur le 1er janvier 1995,

Vu les déclarations ministérielles de l'OMC adoptées par la Conférence ministérielle de Singapour le 13 décembre 1996 et par la Conférence ministérielle de Genève le 20 mai 1998,

Vu la déclaration de l'Organisation internationale du travail (OIT) relative aux principes et droits fondamentaux au travail et son suivi, adoptée par la Conférence internationale du travail à sa 86e session à Genève le 18 juin 1998,

Vu les cent quatre-vingts accords multilatéraux sur l'environnement, dont une vingtaine comporte des dispositions restreignant la liberté des échanges,

Vu les conclusions des Conseils européens de Berlin des 24 et 25 mars 1999 sur l'Agenda 2000 et de Cologne des 3 et 4 juin 1999 sur l'OMC,

Considérant que l'article 20 de l'accord sur l'agriculture et l'article XIX de l'accord général sur le commerce des services de l'Accord de Marrakech disposent que devront commencer en janvier 2000 de nouvelles négociations commerciales sur l'agriculture et sur les services ;

Considérant que l'article III, alinéa 2, de l'accord instituant l'OMC, qui stipule que « l'OMC pourra aussi servir d'enceinte pour d'autres négociations entre ses

membres au sujet de leurs relations commerciales multilatérales, (...) selon ce que la Conférence ministérielle pourra décider », autorise l'inclusion d'autres sujets dans le futur cycle de négociations ;

Considérant que la Conférence ministérielle de l'OMC, qui se réunira à Seattle (Etats-Unis d'Amérique) du 30 novembre au 3 décembre 1999, déterminera le contenu du prochain cycle et les modalités de ces négociations commerciales ;

Considérant que la mondialisation de l'économie, dont l'OMC n'est pas la cause, a des conséquences croissantes sur l'emploi, la répartition sociale et territoriale des richesses, le développement, l'environnement, la sécurité sanitaire et alimentaire et la diversité culturelle ;

Considérant que l'augmentation du commerce mondial a certes été positive pour ceux des pays qui y ont participé mais a creusé l'écart avec les autres, aggravant ainsi leur paupérisation ;

Considérant aussi qu'au sein même des pays bénéficiaires, des secteurs économiques ont gravement souffert et souffrent encore des effets négatifs de l'intensification des échanges ;

Considérant la légitime aspiration, individuelle et collective, des citoyens en matière d'information et de participation à des négociations dont l'incidence sur leur activité professionnelle, leur mode de vie et leur environnement culturel est déterminante ;

Considérant que les intégrations économiques régionales, qui ont leur valeur propre et ont tendance à se

multiplier, doivent concourir à la constitution d'un monde multipolaire ;

Considérant que la place de l'Union européenne sur la scène internationale en termes de poids économique et d'échanges commerciaux extérieurs, comme en termes de valeurs sociales et culturelles, doit lui faire jouer un rôle de premier plan dans le rééquilibrage des relations économiques internationales ;

Considérant en conséquence que l'ouverture d'un nouveau cycle de négociations à l'OMC doit donner lieu à un renforcement des règles multilatérales, seules garantes de la maîtrise de la libéralisation des échanges ;

I. – AU REGARD DU CADRE GÉNÉRAL DES NÉGOCIATIONS

1. Soutient le renforcement des principes fondamentaux de l'OMC, laquelle constitue un cadre multilatéral de relations intergouvernementales qui rejette tout unilatéralisme et se fonde non pas sur des rapports de force mais sur des règles de droit claires, équitables et acceptées par tous et qui doit établir un équilibre entre la régulation et la libéralisation des échanges commerciaux ; souhaite en outre que l'OMC devienne réellement universelle, avec l'adhésion notamment de la Chine et de la Russie, rende son fonctionnement plus transparent, par une diffusion des documents en cours de négociation et par l'association des organisations non gouvernementales (ONG), et réforme sa procédure de règlement des différends, afin de la rendre plus transparente et donc plus impartiale et plus efficace ;

2. Regrette l'absence de bilan global de l'Accord de Marrakech, tant au niveau de la mise en œuvre de ses disciplines que de ses incidences, positives comme négatives, pour tous les membres de l'OMC, sur l'activité économique, l'emploi et le développement durable ; demande que la Commission européenne présente au Conseil un tel bilan, une première fois avant l'ouverture du nouveau cycle de négociations et, à l'avenir, de façon périodique en fonction des principales échéances de l'OMC ;

3. Approuve le fait que, dans les prochaines négociations, une priorité soit accordée aux pays en voie de développement afin de les aider à s'intégrer au système commercial international ; demande que la classification des pays en voie de développement distingue les pays émergents des pays les moins avancés, sachant que ces derniers doivent se voir accorder le traitement spécial et différencié prévu à la partie IV de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), notamment par toute forme d'assistance à la mise en œuvre des accords, des mesures douanières préférentielles et des dérogations ou des délais d'application ; approuve en ce point la proposition de la Commission européenne d'aboutir à une décision, dès la Conférence de Seattle, pour l'octroi d'une franchise de droits sans réciprocité aux produits des pays les moins avancés ;

4. Approuve le principe, défendu par la Commission européenne, de l'ouverture d'un cycle complet de négociations qui inclue non seulement l'agriculture et les services – sous réserve d'un mandat particulièrement ferme sur les moyens de la sécurité sanitaire et alimentaire et sur le respect de la diversité culturelle et des services

publics non marchands – constitutifs de « l'agenda incorporé » de Marrakech, mais aussi les droits de douanes sur les produits industriels, la propriété intellectuelle, les marchés publics, les obstacles techniques aux échanges et les « nouveaux sujets » qu'il est nécessaire de lier au commerce international, comme les normes fondamentales du travail et l'environnement, mais aussi l'investissement et le droit de la concurrence, par exemple, à défaut desquels on ne pourrait aboutir à un accord équilibré et profitable à tous les membres de l'OMC ; approuve également le principe d'un « engagement unique », selon lequel rien ne sera décidé tant qu'il n'y aura pas d'accord sur l'ensemble des questions abordées, refusant ainsi tout accord partiel avant la fin du cycle de négociations ; admet néanmoins la possibilité évoquée par la Commission européenne d'aboutir à des décisions ponctuelles dès la conférence ministérielle de Seattle, pour autant qu'un consensus existe et que ces décisions ne préjugent pas des négociations du futur cycle ; considère que la durée de trois ans préconisée par la Commission européenne pour ce cycle ne doit pas constituer une date butoir s'il s'avérait que son respect pouvait porter préjudice au contenu même des accords ;

5. Approuve, dans la perspective d'une intégration institutionnelle dans le système de l'ONU, le fait que l'OMC renforce sa coopération avec les autres organisations internationales – Fonds monétaire international (FMI), Banque mondiale, Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED), Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation mondiale de la santé (OMS), Organisation internationale du travail

(OIT), Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Organisation mondiale des douanes (OMD)... – pour envisager les relations économiques internationales dans toutes leurs dimensions ; précise qu'il incombe à chacune de ces organisations internationales d'édicter des normes dans son domaine de compétence respectif ; estime donc que l'OMC n'a vocation à élaborer des règles que dans le domaine du commerce international, mais qu'elle doit, dans sa procédure de règlement des différends, en complément de ses règles propres, faire application des règles définies par les autres organisations internationales pour autant qu'il s'agisse de problèmes liés à l'échange international ;

6. Souligne l'importance majeure pour l'Union européenne de mieux se faire comprendre des pays en voie de développement, et en particulier des pays les moins avancés, sur sa conception de l'échange international, respectueuse des différences, et, dans cette acception, de l'utilité de l'OMC pour favoriser leur développement durable ;

II. – AU REGARD DE L'AGRICULTURE ET DES SERVICES (« L'AGENDA INCORPORÉ ») ET DES DROITS DE DOUANES INDUSTRIELS

7. Demande que, dans le domaine agricole, la politique agricole commune réformée constitue le mandat de négociation de la Commission européenne, ce mandat ayant pour objectif le maintien de la préférence commu-

nautaire, du revenu agricole et de la capacité exportatrice de l'agriculture européenne ; estime nécessaire à cette fin que les quinze Etats membres de l'Union européenne maintiennent l'unité de vues dont ils ont su faire preuve lors du Conseil européen de Berlin sur l'Agenda 2000 ; estime que l'Union européenne doit avoir une attitude résolument offensive pour obtenir :

– la pleine reconnaissance du principe de multifonctionnalité de l'agriculture, qui caractérise une agriculture productrice de biens, actrice de l'aménagement du territoire et des paysages ruraux, garante du maintien de l'emploi et de la protection de l'environnement comme de la sécurité sanitaire de l'alimentation, et qui est donc un élément essentiel du modèle agricole européen,

– le renforcement des normes internationales de sécurité sanitaire et alimentaire, définies dans le cadre de l'OMS et de la FAO, et la reconnaissance du principe de précaution fondé sur l'inversion de la charge de la preuve pour les produits pouvant comporter des risques,

– le réexamen du statut dérogatoire dont bénéficient les pays émergents afin de réserver le traitement spécifique et différencié aux pays les moins avancés,

– la reconnaissance des aspirations des consommateurs en matière de qualité et de diversité de l'alimentation, reflet de la diversité culturelle ;

– la prise en compte, dans le champ des négociations, de pratiques restrictives ou à visées commerciales de nos partenaires, en particulier des Etats-Unis, comme les modalités contestables de certaines formes d'aide alimentaire et le recours abusif aux crédits à l'exportation des produits agricoles, ou encore, dans d'autres cas,

l'existence de sociétés commerciales d'Etat disposant de droits exclusifs à l'exportation ;

8. Demande que l'Union européenne approfondisse, dans le cadre de la FAO par exemple, le dialogue avec les pays en voie de développement, en particulier les pays les moins avancés, sur la base d'objectifs communs d'indépendance alimentaire, de sécurité d'approvisionnement et de régulation des marchés agricoles mondiaux ;

9. Demande que l'Union européenne érige en priorité la promotion de la diversité culturelle ; demande instamment qu'en ce domaine des règles spécifiques, débattues par exemple dans l'enceinte de l'UNESCO, continuent à être appliquées à l'audiovisuel et aux autres services culturels, quel que soit leur support physique, afin de permettre le développement de politiques nationales ou communautaires de soutien ;

10. Souhaite qu'en matière de services, secteur dans lequel l'Union européenne et la France disposent d'avantages comparatifs certains, soit négociée une ouverture des marchés des pays tiers aussi large que celle existant actuellement pour le marché communautaire, sous réserve d'une attention particulière à des secteurs sensibles comme l'énergie, les transports, les services postaux et de dispositions spécifiques pour les pays les moins avancés ;

11. Accepte, en matière industrielle, de nouvelles négociations pour abaisser les droits de douane, dans le but de rapprocher les niveaux moyens de protection des pays tiers du tarif douanier commun et de supprimer les « pics tarifaires » encore existants, tout en soulignant la nécessité de rester attentifs à la situation de nos secteurs à

forte intensité de main-d'œuvre comme le textile et l'habillement ; souhaite aussi que l'OMC, en liaison avec l'OMD, poursuive les négociations visant à réduire les obstacles non tarifaires au commerce ;

III. – AU REGARD DES « NOUVEAUX SUJETS » DE NÉGOCIATION : LES LIENS ENTRE COMMERCE ET NORMES FONDAMENTALES DU TRAVAIL, ENVIRONNEMENT, INVESTISSEMENT ET DROIT DE LA CONCURRENCE

12. Souhaite que l'Union européenne joue un rôle moteur afin de convaincre les pays membres de l'OMC, et en particulier les pays en voie de développement, de la nécessité d'un lien entre les questions commerciales et les normes fondamentales du travail ainsi que les aspirations sociales à de meilleures conditions de vie et de travail ; demande que le Conseil, revenant sur le manque d'ambition de la Commission européenne, qui appelle certes à une coopération renforcée entre l'OMC et l'OIT mais se place en deçà des positions affichées par le Conseil européen de Cologne, lui donne mandat pour solliciter au sein de l'OMC la création d'un groupe de travail sur les liens entre le commerce et les normes fondamentales du travail ; demande instamment que l'Union européenne transmette le plus rapidement possible au secrétariat de l'OMC une communication exposant ces vues sur les normes fondamentales du travail pour préparer la Conférence de Seattle ;

13. Approuve la poursuite des négociations relatives au lien entre le commerce et l'environnement, en liaison

avec le PNUE rénové, afin d'intégrer l'impératif de développement durable dans tous les accords de l'OMC dans le cadre d'une interprétation large de l'article XX de l'accord GATT ; demande que l'OMC applique, dans sa procédure de règlement des différends, les règles contenues dans les accords multilatéraux sur l'environnement ;

14. Approuve la poursuite de négociations relatives aux liens entre commerce et droit de la concurrence, afin de préparer, éventuellement dans une enceinte internationale qui reste encore à créer, l'élaboration d'un cadre réglementaire destiné à enrayer les pratiques de plus en plus fréquentes telles que les abus de positions dominantes, les ententes illicites ou les concentrations monopolistiques, qu'elles soient nationales ou multinationales ;

15. Approuve l'ouverture de négociations en vue d'établir un cadre multilatéral des investissements directs étrangers, qui, à l'inverse du projet d'accord multilatéral sur l'investissement (AMI), porte remède au manque de sécurité et de lisibilité des contextes locaux, qui intègre les préoccupations des pays en voie de développement, et en particulier les moins avancés d'entre eux, favorise le développement durable, affirme la capacité des Etats à réglementer l'activité, sur leurs territoires, des investisseurs, et précise les devoirs de ces derniers ;

IV. – AU REGARD DU SUIVI DES NÉGOCIATIONS

16. Souligne l'importance pour l'Union européenne de constituer autour d'elle un réseau d'alliances incluant

le plus grand nombre possible de partenaires, avec une attention particulière pour les PECO (pays d'Europe centrale et orientale), les pays européens non communautaires, les pays méditerranéens, les pays ACP (groupe des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique), le MERCOSUR (Marché commun du Sud), l'ASEM (Sommet euro-asiatique) et, plus généralement, les pays en voie de développement ;

17. Souhaite qu'en application de l'article 133 du traité instituant les Communautés européennes, le Conseil de l'Union européenne donne à la Commission européenne un mandat de négociation clair et précis pour participer à la Conférence de Seattle, demande qu'au vu de la déclaration ministérielle qui sera adoptée à Seattle, le Conseil adopte des mandats de négociation précis qui guideront l'action de la Commission européenne tout au long du futur cycle ;

18. Souhaite qu'en application de l'article 88-4 de la Constitution, le Gouvernement soumette à l'Assemblée nationale, avant leur adoption par le Conseil, les propositions de mandats de négociation qui auront ainsi été élaborées par la Commission européenne ;

19. Demande que le Gouvernement tienne l'Assemblée nationale régulièrement informée, et au moins une fois par an, du déroulement de ces négociations, au travers de ses organes compétents et notamment de sa Délégation pour l'Union européenne.

[26 octobre 1999]

5 décembre 1999. – Résolution sur la communication de la Commission « Proposition de lignes directrices pour les politiques de l'emploi des Etats membres en 2000 » (COM [1999] 441 final/n° E 1306). (*J.O.* des 6 et 7 décembre 1999, p. 18204.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Assemblée nationale. – *Texte soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution* (n° E 1306). – *Rapport d'information de M. Alain Barrau, au nom de la délégation pour l'Union européenne* (n° 1944). – *Proposition de résolution* (n° 1942). – *Rapport de M. Jean Le Garrec, au nom de la commission des affaires culturelles* (n° 1959). – *Texte considéré comme définitif, en application de l'article 151-3, deuxième alinéa, du Règlement, le 5 décembre 1999* (T.A. n° 402).

Article unique

L'Assemblée nationale,

Vu l'article 88-4 de la Constitution,

Vu la communication de la Commission « Proposition de lignes directrices pour les politiques de l'emploi des Etats membres en 2000 » (COM [1999] 441 final/n° E 1306),

Vu la résolution de l'Assemblée nationale du 9 décembre 1998 (T.A. n° 217) sur la proposition de lignes directrices pour les politiques de l'emploi des Etats membres pour 1999 (COM [1998] 574 final/ n° E 1171),

Considérant que la lutte contre le chômage est l'une des priorités politiques, économiques et sociales des Etats membres ;

Considérant que la politique communautaire de l'emploi tend à apporter une réponse globale et structurelle au problème du chômage ;

Considérant que cette politique a constitué l'une des avancées majeures de la construction européenne au cours de ces deux dernières années ;

Considérant que cette politique repose largement sur les lignes directrices pour l'emploi ;

Considérant que la proposition de lignes directrices pour les politiques de l'emploi des Etats membres en 2000 s'inscrit sur le moyen terme et qu'elle n'apporte donc que quelques modifications aux lignes directrices pour 1999 ;

Considérant toutefois que plusieurs des demandes formulées par l'Assemblée nationale dans sa résolution susvisée du 9 décembre 1998 sur la proposition de lignes directrices pour les politiques de l'emploi des Etats membres pour 1999 n'ont pas été satisfaites ;

Considérant que d'autres améliorations pourraient être apportées à la proposition de lignes directrices pour 2000 ;

1. Rappelle les demandes qu'elle a formulées dans sa résolution du 9 décembre 1998 (T.A. n° 217) au sujet de la proposition de lignes directrices pour 1999 qui n'ont pas été satisfaites, à savoir :

– la suppression de la référence aux minorités ethniques dans la ligne directrice 9 ;

– la fixation d'objectifs quantifiés et d'un calendrier pour les atteindre concernant le développement de l'apprentissage et de la qualification (ligne directrice 6), l'ac-

cès des personnes handicapées au marché du travail (ligne directrice 9), la réduction du montant des charges pesant sur les entreprises (ligne directrice 10), celle de la charge fiscale totale, en particulier celle grevant le travail (ligne directrice 14), et l'accroissement des emplois dans les services (ligne directrice 13) ;

– le renforcement de la ligne directrice 20 relative à la lutte contre la discrimination sexuelle, en prévoyant que les Etats s'efforceront aussi de réduire l'écart entre hommes et femmes au regard des conditions de travail et de la formation professionnelle ;

– la création d'une ligne directrice incitant les Etats à renforcer l'articulation entre les entreprises, la recherche et les universités, en vue de favoriser le dépôt des brevets et leur exploitation ;

– l'insertion d'une disposition prévoyant que, hormis les cas où des objectifs quantitatifs sont fixés dans les lignes directrices, les Etats doivent se donner, autant que possible, ce type d'objectifs et un calendrier pour les atteindre ;

– l'ajout d'une ligne directrice obligeant les Etats à harmoniser les indicateurs de performance, de suivi et d'évaluation et les outils statistiques permettant de mesurer la conformité des résultats de leurs actions aux objectifs quantifiés prévus dans les lignes directrices ;

– la création d'une ligne directrice prévoyant que la stratégie européenne de l'emploi fera l'objet d'une évaluation régulière et indépendante ;

– inviter les Etats, dans la présentation des lignes directrices, à élaborer des études d'impact des mesures

qu'ils envisagent de prendre et à recenser les freins à la création d'emplois ;

2. Suggère par ailleurs au Gouvernement de demander :

– que la ligne directrice 9 prévoie que chaque Etat membre accordera une attention particulière aux besoins des personnes marginalisées ou en voie de l'être, et non seulement à ceux « des personnes handicapées (...) et d'autres groupes et personnes susceptibles d'être défavorisés (...) » ;

– la fixation d'objectifs quantifiés et d'un calendrier précis pour les atteindre concernant la ligne directrice 9 tendant à promouvoir un marché du travail ouvert à tous ;

– d'ajouter à la ligne directrice 10, prévoyant que les Etats membres « accorderont une attention particulière à la réduction sensible des frais généraux et des charges administratives des entreprises (...) », la phrase suivante : « A cet égard, ils s'attacheront à s'assurer que cette réduction aura pour contrepartie la création ou la préservation d'emplois et à alléger les cotisations sociales portant sur le travail peu qualifié. » ;

– le remplacement, à la ligne directrice 15, de la formule « examinera, sans obligation, la proposition de la Commission visant à réduire le taux de TVA sur les services à forte intensité de main-d'œuvre et non exposés à la concurrence transfrontalière. » par : « examinera, sans obligation, la possibilité de réduire le taux de TVA sur les services à forte intensité de main-d'œuvre et non exposés à la concurrence transfrontalière, notamment à la lumière de la directive adoptée dans ce domaine par le Conseil Travail-Affaires sociales du 22 octobre 1999. » ;

– que la directive concernant la possibilité d'appliquer à titre expérimental un taux de TVA réduit sur les services à forte intensité de main-d'œuvre soit modifiée afin de permettre aux Etats membres de fixer des taux réduits de TVA pour ce type de services à trois ou quatre des cinq secteurs couverts par ce texte, au lieu de deux actuellement ;

– de remplacer, à la ligne directrice 17, « devraient » par « devront » ;

– que la ligne directrice 20 relative à la lutte contre la discrimination sexuelle mentionne précisément l'objectif de réduction des inégalités entre hommes et femmes dans le domaine de l'insertion professionnelle ;

– une consultation plus large des Etats membres sur les propositions de recommandations élaborées par la Commission à leur intention en matière de politique de l'emploi ;

– un renforcement de la coordination des politiques économiques en faveur de l'emploi dans le cadre du Conseil des ministres de l'Union européenne ;

– le lancement d'un emprunt européen destiné à financer un grand programme de projets d'intérêt communautaire, notamment dans le domaine des infrastructures, des réseaux de communication ou des nouvelles technologies ;

– que la stratégie communautaire de l'emploi fasse l'objet d'un vaste débat national et européen afin que les citoyens en soient mieux informés et puissent davantage y prendre part.

[5 décembre 1999]

AUTRES RÉSOLUTIONS

7 octobre 1999. – Résolution créant une commission d'enquête sur la transparence et la sécurité sanitaire de la filière alimentaire en France. (*J.O.* Débats Assemblée nationale, n° 68, première séance du 7 octobre 1999, p. 7024.)

Article unique

Il est créé, en application de l'article 140 du Règlement, une commission parlementaire de trente membres chargée d'enquêter sur les méthodes de production des denrées destinées à l'alimentation humaine comme animale, ainsi que le contrôle auquel elles sont soumises.

Cette commission s'intéressera notamment :

– à l'utilisation dans l'élevage des farines, graisses, et plus généralement des dérivés animaux, ainsi qu'à leur obtention ;

– à la sécurité liée aux méthodes de production et de transformation de la chaîne agro-alimentaire vis-à-vis des diverses formes de contamination bactérienne, chimique ou physique et éventuellement liées à l'épandage des boues de station d'épuration sur les terres agricoles ;

– aux questions que pose l'incorporation d'aliments issus du génie génétique à des préparations proposées au consommateur ;

– aux problèmes résultant de l'adoption de normes différentes en Europe et hors d'Europe, par exemple en matière de recours aux activateurs de croissance dans l'élevage ou de « normes de bien-être animal ».

Un bilan sera dressé des garanties, en particulier en termes de santé publique, que présente le système agro-alimentaire français – notamment tel que récemment dessiné par la loi d'orientation agricole – au regard de ces risques.

[7 octobre 1999]

TABLE CHRONOLOGIQUE DES RÉSOLUTIONS ADOPTÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Pages

RÉSOLUTIONS ADOPTÉES EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

7 octobre 1999. – Résolution sur la proposition de directive du Conseil visant à garantir un minimum d'imposition effective des revenus de l'épargne sous forme d'intérêts à l'intérieur de la Communauté (COM [1998] 295 final/n° E 1105) 649

26 octobre 1999. – Résolution sur la préparation de la conférence ministérielle de l'OMC à Seattle (COM [1999] 331 final/n° E 1285) 652

5 décembre 1999. – Résolution sur la communication de la Commission « Proposition de lignes directrices pour les politiques de l'emploi des Etats membres en 2000 » (COM [1999] 441 final/n° E 1306) 664

AUTRES RÉSOLUTIONS

7 octobre 1999. – Résolution créant une commission d'enquête sur la transparence et la sécurité sanitaire de la filière alimentaire en France 669

ANNEXE

RECUEIL DES ORDONNANCES

Aucune ordonnance n'a été prise au cours de la période couverte par le présent volume.

TABLE DES MATIÈRES

Pages

Première partie :

- Recueil des lois promulguées 3

Lois adoptées en application du titre V de la Constitution 5

Table chronologique des lois promulguées 589

Table chronologique des décisions du Conseil constitutionnel reproduites dans le recueil 593

Table analytique des lois adoptées 595

Table des articles de codes modifiés, insérés, rétablis ou abrogés par les lois promulguées 629

- Annexe à la première partie (lois déclarées non conformes à la Constitution par le Conseil constitutionnel) 641

Deuxième partie :

- Recueil des résolutions 647

Résolutions adoptées en application de l'article 88-4 de la Constitution 649

Autres résolutions 669

Table chronologique des résolutions adoptées par l'Assemblée nationale 671

Annexe :

- Recueil des ordonnances 673

Imprimé pour l'Assemblée nationale par les Librairies-Imprimeries Réunies
5, rue Saint-Benoît, 75006 Paris